L'industrie électrique

Aperçu et critique du droit cantonal

Introduction

1. Rapport
2. Tabelles détaillées par thème
3. Tabelles détaillées par canton
4. Tabelles récapitulatives
5. Aperçu général
6. Index des lois

Institut für Föderalismus		Bundesamt für Energie BFE

Mai 2003

Die Elektrizitätswirtschaftsordnung

Übersicht und Beurteilung des kantonalen Rechts

INSTITUT FÜR FÖDERALISMUS, UNIVERSITÄT FREIBURG
INSTITUT DU FÉDÉRALISME, UNIVERSITÉ DE FRIBOURG
INSTITUTE OF FEDERALISM, UNIVERSITY OF FRIBOURG

BFE
OFEN
UFE
SFOE

Auftraggeber:
Bundesamt für Energie BFE, 3003 Bern

Auftragnehmer:
Institut für Föderalismus, Universität Freiburg, Route d'Englisberg 7, 1763 Granges-Paccot (FR)

Autoren:
Prof. B. WALDMANN, Dr. iur. (Gesamtleitung), J.-L. GASSMANN, lic. iur., not. (Projektleiter), M. ROTH, lic.iur., M. SULSER, lic. iur., C. VERDON, lic. iur.

Begleitgruppe:

Renato Tami, Bundesamt für Energie BFE

Rainer Bacher, Bundesamt für Energie BFE

Peter Ghermi, Bundesamt für Energie BFE

Fadri Ramming, Sekretär Konferenz kantonaler Energiedirektoren und Konferenz kantonaler Energiefachstellen, Chur

Hansueli Bircher, Leiter Politik/Rechtsdienst, Verband Schweizerischer Elektrizitätsunternehmen, Aarau und Bern

Die Elektrizitätswirtschaftsordnung
Übersicht und Beurteilung des kantonalen Rechts

Diese Untersuchung wurde im Rahmen der Neuformulierung der Elektrizitätswirtschaftsordnung erstellt. Für den Inhalt sind allein die Auftragnehmer verantwortlich.

Bundesamt für Energie BFE
Worblentalstrasse 32, CH-3063 Ittigen Postadresse: CH-3003 Bern
Tel. 031 322 56 24, Fax 031 323 25 00 office@bfe.admin.ch www.admin.ch/bfe

Vertrieb: BBL, Vertrieb Publikationen, 3003 Bern www.bbl.admin.ch/bundespublikationen

05.03 /50 Exemplare

Zusammenfassung/Résumé

Deutsch

Diese Untersuchung des Instituts für Föderalismus stellt die Rechtsnormen aller Kantone nach einem vorgegebenen Fragenkatalog zusammen. Im Rahmen der Etablierung einer neuen schweizerischen Elektrizitätswirtschaftsordnung stehen die folgenden drei rechtlichen Teilbereiche im Zentrum:

- Versorgungspflicht,
- Gewährleistung des Service public mit besonderer Berücksichtigung der Versorgungssicherheit,
- Energieplanung.

Es wurden im Rahmen des Mandates die kantonalen Elektrizitätsgesetze, die allgemeine Gesetzgebung zum Energiewesen, die Bestimmungen zu den Wasserrechten und zu den Wasserkräften sowie die Konzessionen analysiert. Zu allgemein gehaltene Konzessionen oder solche von geringer Bedeutung sind aus der Betrachtung ausgeschlossen worden.

Die Intention der vorliegenden Untersuchung ist, eine Übersicht zu den vorhandenen kantonalen Rechtsnormen auf dem vorgegebenen Gebiet zu liefern. Vorsichtige Beurteilungen und Wertungen beziehen sich somit nur auf die festgestellten rechtlichen Sachverhalte. Weitergehende Interpretationen werden bewusst dem interessierten Leser überlassen.

Français

La présente étude, réalisée par l'Institut du fédéralisme sur la base d'un questionnaire ad hoc, brosse un panorama des règles de droit appliquées dans chaque canton. Dans l'optique d'une réorganisation du secteur suisse de l'électricité, l'Institut s'est avant tout intéressé aux trois domaines suivants:

- Obligation d'approvisionner,
- Garantie du service public sous l'angle de la sécurité d'approvisionnement,
- Planification énergétique.

L'analyse traite des lois cantonales sur l'électricité, des législations réglementant le domaine de l'énergie, des dispositions en matière de droits d'eau et de forces hydrauliques, ainsi que des concessions. Les concessions de portée trop générale ou de peu d'importance ont été volontairement exclues du champ de l'étude.

Le présent document se borne à donner un survol des règles de droit cantonales régissant les domaines précités. Aussi les évaluations et estimations avancées par les auteurs ne portent-elles que sur les faits juridiques établis, charge au lecteur intéressé de tirer ses propres conclusions.

INSTITUT FÜR FÖDERALISMUS, UNIVERSITÄT FREIBURG
INSTITUT DU FÉDÉRALISME, UNIVERSITÉ DE FRIBOURG
INSTITUTE OF FEDERALISM, UNIVERSITY OF FRIBOURG

L'industrie électrique

Aperçu et critique du droit cantonal

Rapport

Mars 2003

© 2003, Institut du fédéralisme,
Université de Fribourg
Rte d'Englisberg 7
1763 Granges-Paccot (FR)

J.-L. GASSMANN, lic. iur., not. (chef de projet), Prof. B. WALDMANN, Dr. iur. (direction générale) - M. ROTH, lic.iur. – C. VERDON, lic. iur. M. SULSER, lic. iur.

INTRODUCTION

1. Situation initiale

Le 15 décembre 2000, les Chambres fédérales ont adopté la Loi fédérale sur le marché de l'électricité (ci-après: LME)[1]. Cette loi visait à créer les conditions d'un marché d'électricité axé sur la concurrence. Combattue par référendum, la LME a été rejetée en votation populaire le 22 septembre 2002.

En décembre 2002, l'Office fédéral de l'Energie a chargé l'Institut du fédéralisme de l'Université de Fribourg de rechercher les dispositions actuellement en vigueur dans les 26 cantons dans le domaine de l'approvisionnement en électricité.

Le but de la la présente étude est une systématisation détaillée des lois, ordonnances et dispositions cantonales d'application selon une analyse spécifique et approfondie sur la base des trois critères suivants:

- Obligation d'approvisionnement,
- Planification énergétique,
- Garantie du Service public avec prise en considération particulière de la sécurité de l'approvisionnement.

Suite à la première séance du 19 décembre 2002, un catalogue de questions a été établi par le Prof. Bernhard Waldmann sur la base des propositions des représentants de l'Office fédéral de l'Energie, des cantons (Conférence des Directeurs cantonaux de l'Energie) et des entreprises d'électricité.

2. Méthode de travail

Le mandat de l'Institut du fédéralisme consiste à rechercher les dispositions pertinentes du droit cantonal relatives à l'approvisionnement en électricité. Vu le peu de législation dans ce domaine, la recherche a été systématiquement étendue au droit de l'énergie pour tous les cantons. Dans la mesure où, dans certains cantons, la législation sur l'énergie ne fournissait pas les renseignements recherchés, les dispositions sur l'eau et les forces hydrauliques, y compris les concessions ont également été examinées.

Les Constitutions cantonales mais aussi d'autres textes publiés dans les Recueils systématiques cantonaux ont été pris en considération, ceci afin d'être en mesure de répondre de la manière la plus précise possible aux questions posées. Cela concerne notamment les conditions de raccordement ou de fourniture (**AG** et **BS**) et les tarifs (**BS** et **NW**) ou encore les concordats intercantonaux sur la fondation des Nordostschweizerische Kraftwerke (NOK) ou des St.Gallisch-Appen-

[1] Cf. texte soumis au référendum, FF 2000 5761 ss.

zellische Kraftwerke (SAK)[2]. En revanche, bien que consultées, certaines concessions publiées dans les Recueils systématiques n'ont pas été prises en considération vu leur importance moindre (approvisionnement d'une seule commune) ou l'absence de disposition pertinente.

Les textes cantonaux consultés relèvent tant du droit en vigueur que du droit en préparation.

Le présent rapport constitue une partie intégrante des résultats attendus par l'Office fédéral de l'Energie.

[2] Dans le canton de **NW**, même des conventions entre entreprises d'électricité ont été publiées dans le Recueil systématique: cf. *Vertrag zwischen den Centralschweizerischen Kraftwerken, Luzern (CWK) und dem Kantonalen Elektrizitätswerk **NW**, Stans (EWN) über die Lieferung von elektrischer Energie aus dem Kernkraftwerk Leibstadt zu Beteiligungsbedingungen* vom 25.10.1984 (NG 642.33); *Vertrag zwischen den Centralschweizerischen Kraftwerken, Luzern (CWK) und dem Kantonalen Elektrizitätswerk **NW**, Stans (EWN) über die Lieferung von elektrischer Energie aus dem Kernkraftwerk Gösgen-Däniken zu Beteiligungsbedingungen* vom 25.10.1984 (NG 642.34).

I. «SERVICE PUBLIC»

1. Généralités

1.1. Notion de «Service public»

La notion de «Service public» est avant tout un *néologisme politique*[3]. Elle n'est pas employée non plus dans le langage du législateur. Par conséquent, elle n'est pas clairement définie. Dans le domaine des infrastructures, le «Service public» désigne le mandat d'approvisionnement de l'Etat en biens et en prestations de base, fondé sur un intérêt public[4]. Les biens et prestations de base qui font partie de l'approvisionnement de base sont définis en premier lieu par la politique[5].

Il en va de même pour le domaine de l'*électricité*: il est généralement admis qu'il existe un intérêt public à ce que le courant électrique soit livré aux conditions économiques les plus favorables et au prix le plus bas[6]. La Loi sur le marché de l'électricité (LME), rejetée par le peuple lors de la votation du 22 septembre 2002, ne visait non seulement à ouvrir le marché de l'électricité mais également à garantir simultanément le maintien d'un certain «Service public». Si la loi ne contient pas la définition de cette notion, toujours est-il qu'on peut déduire de la disposition générale de l'art. 1er al. 2 lit. a qu'il s'agit de la garantie d'un *approvisionnement en électricité fiable et d'un prix abordable dans toutes les parties du pays*[7]. L'étendue dans laquelle la LME comprend cet approvisionnement de base ne peut être déduite que de la *somme des mesures* prévues par la loi en vue de garantir des prestations d'approvisionnement de base de service public[8]. En font partie principalement[9] la règlementation de l'*attribution des aires de desserte*, qui peut être assortie d'un mandat de prestation (art. 11 Abs. 1 LME)[10], les dispositions sur l'*obligation de raccordement* (art. 11 LME)[11] et la *solidarité de prix* pour l'acheminement

---

3 HANS RUDOLF TRÜEB, Der so genannte Service Public, in: ZBl 2002, p. 225 ss., 226.

4 TRÜEB, op. cit. (note 3), p. 226; cf. la définition identique donnée par JEAN-PAUL JUBIN, La notion de Service public en droit suisse: l'exemple des chemins de fer fédéraux, Diss. Lausanne, Fribourg 1986, S. 47.

5 Cf. également la définition de l'«approvisionnement de base» («Grundversorgung») dans l'étude rédigée par ECOPLAN et publiée par l'Office fédéral du développement territorial (ARE) conjointement avec le Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO) ainsi que le Secrétariat général du DETEC «*Grundversorgung: Ausländische Lösungen – Folgerungen für die Schweiz*», Berne 2002, p. 8: «*Eine im breiten Sinn verstandene Grundversorgung ist eine bestimmte, politisch festgelegte Grund- oder Mindestausstattung mit bestimmten Gütern und Dienstleistungen, meist aus dem Bereich der Infrastrukturen*».

6 ATF 95 I 144 ff., 151; cf également YANICK FELLEY, Ouverture du marché de l'électricité, Quelques considérations juridiques, in: RDAF 2002 I 65 ss., No 27.

7 Cf. également message LME, FF 1999 6685.

8 Du même avis FELLEY, op. cit. (note 6), No 109.

9 Cf. l'ensemble des obligations relatives au «Service public » dans le message LME, FF 1999 6685, 6686 f.

10 Cf. en outre message LME, FF 1999 6712.

11 Cf. en outre message LME, FF 1999 6712 s.

d'électricité au même niveau de tension sur le réseau (art. 6 al. 4-5 LME)[12]. On peut y rajouter les obligations prévues à l'art. 32 LME *(obligation d'approvisionnement et prix appliqués aux clients captifs*[13]*)* qui n'auraient été en vigueur que pendant la période transitoire jusqu'à l'ouverture complète du marché. Ne figurent plus en revanche en rapport immédiat avec le «Service public» les dispositions prévoyant des mesures visant à garantir la *sécurité de l'approvisionnement* (comme par ex. art. 10 al. 1 LME)[14], en fait on met en place des instruments permettant d'assurer l'approvisionnement global en électricité également sous la notion de Service public[15]. Des mesures visant un approvisionnement en énergie respectueux de l'environnement[16] ou le maintien de postes de travail[17] ne sont pas comprises dans la notion de Service public au sens étroit.

La *présente étude* a pour objet la réglementation du système économique de l'électricité dans les cantons. Pour ce qui est de la notion de «Service public», nous partons principalement du but fixé à l'art. 1er al. 2 LME, à savoir la garantie d'un *approvisionnement en électricité fiable et d'un prix abordable dans toutes les parties du pays* ainsi que des mesures et obligations prévues par la LME, lesquelles servent à préserver la qualité de Service public. Comme nous l'avons mentionné, il s'agit en particulier de l'obligation de raccordement, le devoir de solidarité des prix, une obligation d'approvisionnement dans tous les cas de même que - dans un sens large – la garantie de réseaux sûrs et performants. Demeure réservée la mention de dispositions cantonales qui comprennent ce Service public de manière plus large ou même le définissent. Dans le chapitre suivant, on examinera si de telles dispositions existent (ch. 1.2 ci-après).

1.2. Dispositions cantonales relatives au «Service public»

1.2.1. Définitions légales et description du «Service public»

La notion de «Service Public» n'est pas employée ni définie par le droit cantonal. Cependant, plusieurs dispositions peuvent être comparées avec la disposition générale de l'art. 1er al. 2 lit. a LME.

Tous les cantons – à l'exception d'**AI**[18], **LU** et **SZ** – ont, dans leur législation, des dispositions qui correspondent, du moins en partie, au contenu de l'art. 1er al. 2 LME. On mentionnera particulièrement l'art. *1er al. 1 & 2 Elektrizitätsgesetz* du canton de **SH**, lequel décrit ainsi l'approvisionnement de base: «*Der Kanton sorgt für eine flächendeckende Grundversorgung von Bevölkerung und Wirtschaft mit elektrischer Energie. Zur Grundversorgung gehören:*

---

12 Cf. en outre message LME, FF 1999 6709.

13 Cf. en outre message LME, FF 1999 6712, 6723 s.

14 Dans le message relatif à la LME, le Conseil fédéral a explicitement distingué la garantie du Service public et la sécurité du système d'approvisionnement; cf. FF 1999 6667 – selon l'art. 5 de la Loi sur l'énergie du 26 juin 1998 (LEne) un approvisionnement sûr implique «une offre d'énergie suffisante et diversifiée ainsi qu'un système de distribution techniquement sûr et efficace».

15 Par ex. FELLEY, op.cit. (note 6), No 105.

16 Cf. en outre Art. 89 Cst. féd.; Art. 1 al. 1, Art. 7 & Art. 8 ss. LEne; pour l'ensemble cf. également FELLEY, op. cit. (note 6), No 31 ss.

17 Cf.également ECOPLAN, op. cit. (note 5), p. 8.

18 Selon l'art. 15 Energiegesetz (**AI**), la Standeskommission est compétente dans le domaine de l'approvisionnement en énergie électrique et peut prendre les mesures nécessaires à cet effet.

- der Bau und Betrieb des erforderlichen Leitungsnetzes;
- die regelmässige und ausreichende Versorgung mit elektrischer Energie.»

Outre les éléments constitutifs de la notion de Service public, ces règles de droit contiennent également des éléments relevant de la protection de l'environnement (art. 89 Cst. féd. et Loi fédérale du 26 juin 1998 sur l'énergie). Elles ne sont pas prises en considération dans la présente recherche.

Seuls dans quelques cantons, les dispositions pertinentes restent très générales (**AG**, **BS**, **VS** & **ZG**) se limitant en général à indiquer que l'approvisionnement en énergie doit être assuré. A l'inverse, dans la majorité des cantons, les dispositions examinées contiennent l'un ou autre des éléments suivants:

- approvisionnement … sûr[19],
- approvisionnement … suffisant,
- approvisionnement … étendu,
- approvisionnement … le plus avantageux possible.

1.2.2. Obligations relatives au «Service public» contenues dans le droit cantonal

Un service public étant une activité d'intérêt public exercée conformément aux obligations et aux prérogatives de droit public qui lui sont attachées, en vue de fournir une prestation à des usagers[20], il convient de déterminer comment les cantons qui ont adopté des règles en la matière ont aménagé les obligations des entreprises chargées de l'approvisionnement en électricité.

Dans son concept d'approvisionnement, le Gouvernement **GR** peut prendre toute mesure visant à augmenter la sécurité de l'approvisionnement (art. 29 Verordnung zum Wasserrechtsgesetz).

Par ailleurs, les cantons de **GE**, **JU**, **LU**, **NE**, **SG**, **SO** n'ont pas adopté de règles en la matière.

1.2.2.1. Attribution des aires de desserte liée à un mandat de prestation[21]

En **AG**, l'entreprise appartenant au canton et chargée de l'approvisionnement en électricité a été transformée en société anonyme (Art. 20a Energiegesetz). À cette occasion, elle a reçu un mandat de prestation.

La Loi sur l'énergie du canton d'**AI** prévoit que l'attribution des réseaux de distribution aux entreprises qui livrent l'électricité peut être liée à un mandat de prestation. Dans ce cas, le mandat de prestation n'est pas une condition de l'attribution du réseau de distribution.

---

19 Plusieurs expressions sont utilisées: approvisionnement, approvisionnement en énergie, approvisionnement de base.

20 Jean-Paul JUBIN, op. cit. (note 4), p. 47.

21 Cf. ch. 2.7.

Le projet de *Gesetz über die Stromversorgung* (**ZH**) est similaire à la solution appenzelloise. Le Conseil d'Etat pourra lier l'attribution du réseau de distribution à un mandat de prestation.

1.2.2.2. Obligation de raccordement[22]

Dans les cantons d'**AI**, **FR** (*avant-projet*) et **SH**, les entreprises d'approvisionnement en électricité sont tenues de raccorder les consommateurs finaux au réseau lorsqu'elles se voient attribuer une aire de desserte.

Dans les cantons de **BS** et **NW**, il n'est possible de se connecter que dans les zones constructibles. Des exceptions sont toutefois possibles aux conditions prévues par la loi (**BS**). L'approvisionnement en énergie électrique est également permis pour des immeubles habités à l'année si les installations d'approvisionnement le permettent (**NW**).

1.2.2.3. Solidarité de prix obligatoire pour l'acheminement de l'électricité[23]

Les prix exigés doivent être identiques sur l'ensemble du territoire cantonal (**AG** & **OW**). En revanche, la fourniture de courant à des prix compétitifs aux entreprises communales n'empêche pas l'AET de pratiquer des prix différenciés selon la situation géographique de la commune (**TI**).

Dans le canton de **VD**, le Conseil d'Etat peut exiger du concessionnaire la réduction du prix de l'énergie livrée dans son réseau si ses conditions sont nettement plus onéreuses que celles faites dans les autres réseaux du canton.

Dans les cantons d'**AG**, **GL**, **SH**, **TG**, **ZG** & **ZH** (actionnaires des NOK), l'énergie électrique doit être livrée à des conditions identiques.

1.2.2.4. Obligation d'approvisionnement en faveur des clients captifs[24]

Par *client captif* on entend le consommateur final qui n'a pas le droit à l'acheminement d'électricité, à savoir qu'il ne peut pas choisir son fournisseur (cf. art. 4 lit. e LME).

L'obligation d'approvisionnement des clients captifs a été liée à l'octroi de concessions (**AR** & **SZ**) ou à la constitution d'une société anonyme (**BL** & **BS**). Dans le canton de **BE,** le distributeur responsable de l'approvisionnement en énergie a, en fonction de la quantité d'énergie disponible, l'obligation de fournir aux consommateurs de sa zone l'énergie de réseau nécessaire aux ménages et aux entreprises.

1.2.2.5. Principe de la solidarité des prix pour les clients captifs dans le même groupe de clients25

Le conseil d'administration de l'EWN (Kantonale Elektrizitätswerk **NW**) a adopté quatre tarifs distincts pour la distribution d'électricité. Ces tarifs se rapportent à des catégories spécifiques de clients: tarif pour les clients ordinaires, tarif pour les exploitations agricoles disposant d'une souffleuse à foin, tarif pour les grands consommateurs, tarif à forfait.

---

22 Cf. ch. 5.1.

23 Cf. ch. 4.2.

24 Cf. ch. 2.5 lit. a.

25 Cf. ch. 6.3.

Dans le canton de **SH**, tous les clients captifs de la même catégorie doivent être approvisionnés à des conditions identiques; dans le canton d'**UR**, des groupes de clients similaires à l'intérieur d'une aire d'approvisionnement doivent être approvisionnés à des tarifs identiques.

Dans le projet d'*Energiewirtschaft- und Stromversorgungsgesetz* (**OW**), les entreprises d'approvisionnement en électricité sont tenues d'établir les mêmes prix pour des prestations similaires aux clients de la même catégorie.

Dans le projet de *Gesetz über die Stromversorgung* (**ZH**), les entreprises d'approvisionnement en électricité sont tenues d'établir pour le raccordement au réseau, la production de même que la distribution d'énergie dans leur aire de desserte des prix basés sur la réalité des coûts unifiés et non discriminatoires; la réalisation d'un gain est admise.

1.2.2.6. Garantie de réseaux sûrs et performants[26]

Dans le canton d'**AG**, la garantie de réseaux sûrs et performants fait partie du mandat de prestation. Le projet de *Energiewirtschaft- und Stromversorgungsgesetz* (**OW**) contient une solution analogue à celle du canton d'AG.

En **VS**, cette obligation constitue une obligation légale. L'avant-projet de loi sur l'approvisionnement en énergie électrique **FR** prévoit une solution analogue à celle du **VS**.

2. Obligation d'approvisionnement au sens étroit

Dans ce chapitre, il s'agit de déterminer si l'Etat peut être tenu pour responsable d'assurer un approvisionnement en énergie suffisant. Les dispositions juridiques prévoyant une obligation d'aprovisionnement à charge des entreprises sont également examinées.

2.1. Approvisionnement en énergie en tant que tâche publique

Selon le droit fédéral, l'approvisionnement en énergie ne constitue pas une tâche étatique[27]. La présente recherche a toutefois permis de déterminer que la plupart des cantons considèrent l'approvisionnement en énergie comme une tâche de l'Etat.

Les cantons peuvent être répartis en trois groupes à peu près d'égale grandeur:

- Dans les cantons **AI**, **BE**, **GR**, **NE**, **SG**, **SH**, **TG** & **TI**, la Constitution ou la législation mentionne que l'approvisionnement en énergie est une tâche de l'Etat.
- Si l'approvisionnement en énergie est mentionné dans la Constitution ou la législation des cantons d'**AG**, **AR**, **BL**, **GL**, **JU**, **SO**, **UR**, **VS** & **ZH**, elle n'est pas définie expressément comme tâche publique. Les dispositions pertinentes sur la répartition des compétences entre le canton et les communes ou sur les autorités compétentes sont lacunaires. En outre, ces dispositions s'assimilent à l'article énergétique de la Confédération (art. 89 al. 1 Cst. féd.).
- Dans les cantons de **BS**, **FR**, **GE**, **LU**, **NW**, **OW**, **SZ**, **VD** & **ZG**, on ne trouve aucune disposition pertinente tant dans la Constitution que dans la législation. À noter cepen-

26 Cf. ch. 3.2.

27 Cf. art. 4 al. 2 LEne ainsi que FF 1996 IV 1012, 1098.

dant que tant l'avant-projet de Constitution **FR**, que le projet d'Energiewirtschafts- und Stromversorgungsgesetz de même que la nouvelle Constitution **VD** (en vigueur dès le 14.04.2003) contiennent une disposition à ce sujet.

2.2. Attribution des compétences: rôle du canton et des communes

Dans les cantons où l'approvisionnement en énergie est considéré comme une tâche publique ou mentionné dans la Constitution ou la législation, il s'agit de déterminer qui est compétent.

- Le canton est exclusivement compétent (**AI** & **SG**).
- Les communes sont exclusivement compétentes (**GR**, **SH** & **VS**). Dans le canton de **GL**, elles sont au bénéfice des concessions accordées par le Landrat (Parlement cantonal).
- Dans le canton de **BE**, les communes ne sont compétentes que si les entreprises chargées de l'approvisionnement en énergie faillissent à leur obligation. À l'inverse, dans le canton de **ZG**, si les communes ne se chargent pas de cette tâche, elles doivent accorder les concessions nécessaires à toute entreprise d'approvisionnement (publique ou privée).
- Dans les cantons d'**AG**, **JU**, **NE**, **UR** & **ZH**, tant le canton que les communes sont compétents en matière d'approvisionnement en énergie. Dans les cantons d'**AR**, **BL**, **SO** & **TG**, la Constitution et (ou) la législation se bornent à mentionner que l'Etat et les communes encouragent, prennent les mesures nécessaires ou encore veillent à l'approvisionnement en énergie.
- Aucune règlementation n'est actuellement en vigueur à ce sujet dans les cantons de **BS**, **FR**, **GE**, **LU**, **NW**, **OW**, **SZ**, **TI** & **VD**. L'avant-projet de Constitution **FR** et la nouvelle Constitution **VD** (en vigueur dès le 14.04.2003) prévoient une réglementation analogue à celle des cantons d'**AR**, **BL**, **SO** & **TG**.

2.3. Obligation d'approvisionnement des entreprises d'électricité

Il convient également d'examiner si les entreprises d'approvisionnement en électricité peuvent se voir imposer une obligation en la matière. Le cas échéant, cette obligation existe-t-elle déjà au niveau constitutionnel ou à un niveau plus bas (législation, mandat de prestation, concession).

- Une obligation d'approvisionnement à charge des entreprises n'existe au niveau constitutionnel que dans le canton de **GE**;
- Dans les cantons de **BE**, **BL**, **BS**, **GR**, **JU**, **NE**, **NW**, **OW**, **SH**, **TG**, **TI**, **UR**, **VD**, **VS** & **ZH**, cette obligation existe au niveau législatif (au sens large du terme);
- Dans le canton d'**AG**, elle se trouve dans le mandat de prestation adopté par le Grand Conseil;
- Dans les cantons d'**AR** & **SZ**, cette obligation existe au niveau des concessions. Pour mémoire, elles sont publiées dans le Recueil systématique de droit cantonal de ces deux cantons);
- Les cantons partenaires des NOK (**AG**, **GL**, **SH**, **TG**, **ZG** & **ZH**) ont aménagé une telle obligation dans le contrat de constitution de la société anonyme (en 1914 déjà);

- Hormis les règles sur les NOK, les cantons de **GL** et **ZG** ne disposent pas de règles prévoyant une obligation d'approvisionnement à charge des entreprises. Il en va de même des cantons d'**AI**, **FR** (tant dans la Constitution actuellement en vigueur que dans le projet en discussion et tant dans la législation en vigueur et en préparation), **LU**, **SG** & **SO**.

2.4. Mode de transfert d'une obligation d'aprovisionnement

Lorsque la Constitution ou la législation prévoit que les entreprises d'approvisionnement en électricité sont chargées de l'approvisionnement des clients en électricité, il convient de déterminer de quelle manière l'obligation d'approvisionnement est attribuée:

- L'obligation d'approvisionnement est transférée par la législation au sens large du terme:
  - Par la Constitution: **GE**;
  - Par la loi: **BS**, **NW**, **OW** & **ZH**;
  - Par un décret: **AG**; il s'agit ici en fait d'un cas spécial: le mandat de prestations a été attribué par un décret du Grand Conseil.
- L'obligation peut être transférée par la concession:
  - La loi décrit le contenu de la concession: **BL**, **FR**, **GR**, **JU**, **SH**, **SZ**, **TG**, **UR**, **VS** & **ZG**;
  - La loi renvoie aux conditions de la concession (**AI**, **BE**, **LU**, **NE**, **SO**, **TI** & **VD**) ou de l'autorisation (**GL**). L'obligation d'approvisionnement ne découle plus directement de la loi mais de la concession respectivement de l'autorisation;
  - La loi (**AR**) renvoie à la Loi fédérale sur l'utilisation des forces hydrauliques[28];
  - La loi décrit les conditions-cadres de la concession et renvoie pour le surplus aux prescriptions établies par le Département compétent (**SG**).

Annexe (à la question 2.4)

La concession est l'attribution du droit d'exercer une activité soumise au monopole ou du droit à l'usage particulier du domaine public[29]. En principe, son octroi est subordonné à l'existence d'une base légale[30].

Si la concession concerne une activité économique assujettie au monopole dans l'intérêt public, il s'agit de l'attribution d'une tâche publique[31].

À l'inverse, on parle d'une concession de service public si l'exercice de la tâche publique est attribué à un tiers[32]. Une partie de la doctrine alémanique récente préfère le terme de «Beleihung» à celui de «Konzession des öffentlichen Dienstes»[33].

---

28 RS 721.80.

29 ULRICH HÄFELIN/GEORG MÜLLER, Allgemeines Verwaltungsrecht, 4ème éd., Zurich/Bâle/Genève 2002, No 2591.

30 ANDRÉ GRISEL, Traité de droit administratif, Neuchâtel 1984, p. 286.

31 HÄFELIN/MÜLLER, op. cit. (note 29), No 1510.

32 PIERRE MOOR, Droit administratif, vol. III, Berne 1992, p. 120.

33 HÄFELIN/MÜLLER, op. cit. (note 29), No 2592; d'un autre avis PIERRE TSCHANNEN/ULRICH ZIMMERLI/REGINA KIENER: Allgemeines Verwaltungsrecht, Berne, 2000, p. 303.

Pendant de nombreuses années, la distribution d'énergie a constitué un monopole de service public[34]. Les dispositions actuellement en vigueur dans les cantons en sont le résultat évident: plus de la moitié des législations cantonales disposent qu'une concession est nécessaire pour la distribution d'énergie.

Cette situation ne correspond plus à la réalité internationale puisque la Directive 96/92/CE concernant des règles communes pour le marché intérieur de l'électricité en vigueur depuis le 19 février 1997, prévoit une ouverture progressive des marchés nationaux de l'électricité. De plus, l'UE entend ouvrir le marché intérieur au-delà des frontières de l'UE. Le message du Conseil fédéral concernant la loi sur le marché de l'électricité en tenait compte[35]. En fait, d'activité monopolistique soumise à concession, l'approvisionnement en énergie (et plus particulièrement en électricité) est appelé à devenir une activité économique ouverte à la concurrence.

2.5. Principaux effets liés à l'obligation d'approvisionnement

Dans ce chapitre, on examine quelles sont les conséquences de l'obligation d'approvisionnement pour l'entreprise chargée de l'approvisionnement en électricité.

2.5.1. Droits et obligations du fournisseur

L'obligation principale liée à l'obligation d'approvisionnement est la fourniture du courant nécessaire (**AG**, **BE**, **BL**, **BS**, **GE**, **GR**, **JU**, **OW**, **NW**, **SH**, **TG**, **TI**, **UR**, **VD**, **VS** & **ZH** ainsi que les cantons partenaires des NOK [**AG**, **GL**, **SH**, **TG**, **ZG** & **ZH**]). Il est parfois précisé qu'elle ne peut être effectuée que dans les limites de capacité (**BE** & **BS**). Les cantons partenaires des NOK sont tenus de s'approvisionner pour l'ensemble de l'énergie électrique auprès des NOK, dans la mnesure où ces dernières peuvent livrer l'énergie à des conditions acceptables (**AG**, **GL**, **SH**, **TG**, **ZG** & **ZH**).

Dans le canton de **NE**, la loi ne fait que mentionner que l'approvisionnement relève des entreprises énergétiques.

L'obligation d'approvisionnement est expressément mentionnée dans la loi dans la plupart des cantons. Elle découle indirectement de la législation des cantons d'**AI**. Dans le canton de **BL**, il est renvoyé au contenu du contrat. L'obligation d'approvisionnement découle de la concession ou du décret y relatif dans les cantons de **SZ** et de **VD**. Enfin, dans les cantons d'**AR**, **FR**, **LU**, **SG**, **SO** & **ZG**, rien n'est dit à ce sujet dans la législation.

Le Tribunal fédéral a qualifié le contrat de fourniture d'énergie électrique de contrat de vente[36]. Cela implique, pour le fournisseur d'énergie électrique, le droit à une rémunération.

A titre d'exception à ce qui précède, la concessionnaire a l'obligation de livrer l'énergie *gratuitement* à l'hôpital de March (Bezirksspital March) (**SZ**).

---

34 Jean-François AUBERT: Traité de droit constitutionnel, Neuchâtel 1967 & 1982, § 1957 et citations.

35 FF 1999 6727 ss.

36 ATF 76 II 103. Par la suite, le TF a précisé que les relations entre la Centrale électrique de Davos et ses abonnés étaient soumises au droit public. (ATF 105 II 236).

2.5.2. L'obligation d'approvisionnement va-t-elle de pair avec une attribution de secteur?

Dans le canton d'**AG**, l'aire d'approvisionnement doit être déterminée dans le contrat de livraison d'énergie entre l'Aargauisches Elektrizitätswerk (AEW) et le revendeur qui peut être en particulier une entreprise communale.

Dans le canton d'**AI**, la réglementation cantonale se calque sur l'art. 11 al. 1 LME pour ce qui concerne l'attribution d'une aire de desserte.

Un seul distributeur d'énergie est désigné pour l'approvisionnement d'une zone d'approvisionnement en énergie (**BE**; de manière indirecte: **UR**), respectivement d'une ou plusieurs commune (s) (**GL**).

Dans les cantons de **BS**, **GE**, **JU**, **NW**, **OW**[37], **SH**, l'obligation d'approvisionnement s'étend (en principe: **JU**) à l'ensemble du territoire cantonal, respectivement au territoire convenu par la loi, (**ZH**), par la concession (**SZ**) ou dont les limites sont fixées par le Conseil d'Etat (**VD**).

Lors de la création ou de l'agrandissement d'installations destinées à la distribution et le transport énergie de réseau ou d'agents énergétiques au-delà d'un secteur communal particulier, les intérêts des communes concernées doivent être coordonnés (**GL**).

Aucune disposition n'est actuellement en vigueur à ce sujet dans les cantons d'**AR**, **BL**, **LU**, **NE**, **SG**, **SO**, **TI** & **ZG.**

Jusqu'à présent, dans le canton de **FR**, la plupart des aires de desserte ont été réparties entre les entreprises d'approvisionnement en électricité sur la base de conventions orales et écrites. Dans la nouvelle loi, la répartition actuelle des aires de desserte devrait être maintenue.

2.5.3. L'obligation d'approvisionnement va-t-elle de pair avec un monopole d'approvisionnement?

Une autre question traite du lien entre l'obligation d'approvisionnement et un éventuel monopole d'approvisionnement.

Le monopole se caractérise par le fait que son exclusivité découle des règles de droit; il n'est pas un simple phénomène économique mais une institution juridique. Son existence est liée à une triple condition: il faut à la fois que l'exclusivité de monopole repose sur un fondement juridique, que cette exclusivité porte sur l'exercice d'une activité et que cette activité concerne la production et la vente de biens et de services[38].

De l'existence d'un monopole de droit dépend l'application de la Loi fédérale sur les cartels (ci-après: LCart)[39] (art. 3 al. 1 LCart). Si on est en présence d'un monopole de droit, la LCart ne s'applique pas; à l'inverse, si on est en présence d'une activité économique soumise à la concurrence, la LCart s'applique.

---

37 Selon le message relatif à la nouvelle loi (Energiewirtschafts- und Stromversorgungsgesetz), l'activité de la nouvelle EWO Holding ne sera plus limitée au territoire cantonal.

38 CLAUDE RUEY, Monopoles cantonaux et liberté économique, thèse Lausanne 1988, S. 29.

39 Loi fédérale sur les cartels et autres restrictions à la concurrence (Loi sur les cartels, LCart) du 6 octobre 1995 (RS 251).

Dans le domaine du marché de l'électricité, la Commission de recours pour les questions de concurrence (ci-après: ComCo) a dû se pencher sur la question suivante: les Entreprises Electriques Fribourgeoises (ci-après: EEF) abusent-elles de leur position dominante en refusant l'acheminement du courant du groupe Watt sur son réseau[40]. Au préalable, il fallait déterminer si la LCart s'appliquait. Concrètement, si les EEF disposent d'un monopole de droit dans le domaine du transport de l'énergie, cela exclut, par voie de conséquence, l'application de la LCart conformément à l'art. 3 al. 1 LCart.

Des considérants de la ComCo, il ressort ce qui suit:

- La réserve de l'art. 3 al. 1 LCart ne vaut que si les prescriptions légales en questions conduisent sciemment à renoncer à la concurrence parce que dans un secteur économique déterminé, on aura jugé qu'une réglementation étatique était mieux à même d'atteindre les résultats recherchés que le libre jeu de la concurrence (consid. 6.3.a).
- En matière d'électricité, la concurrence est la règle et son exclusion l'exception. Une législation fondée sur l'art. 3 LCart doit reposer sur des prescriptions inscrites dans le droit positif (consid. 6.3.b).
- Pour que l'art. 3 al. 1 LCart trouve application, la législation doit exprimer la volonté expresse du législateur cantonal d'exclure le secteur économique en question de la concurrence, établissant ainsi un régime de marché ou de prix de caractère étatique:
  - Le fait qu'on soit en présence d'une entreprise étatique ou d'une entreprise avec participation minoritaire de l'Etat ne permet pas d'exclure l'application de la LCart (consid. 6.3c/aa).
  - L'ancienne loi[41] ne réglait que les relations entre le canton de **FR** et les EEF et non celles entre ces dernières et les consommateurs. Cette loi leur permettait de se comporter sur le marché de manière indépendante. Aucune régulation étatique n'empêchait le jeu de la concurrence. La LCart était donc applicable (consid. 6.3c/bb).
  - S'agissant du régime de prix, le fait que le tarif des EEF ait été adopté par un organe composé majoritairement de représentants du canton de **FR** ne lui confère pas la qualité de régime de prix étatique (consid. 6.3c/bb).
  - L'ancienne loi prévoyait une obligation d'assumer l'approvisionnement en énergie électrique du territoire desservi. On ne peut cependant pas y voir une prescription réservée au sens de l'art. 3 al. 1 lit. b LCart dans la mesure où la loi cantonale n'accordait aucun droit de livraison exclusive pour la région concernée (consid. 6.3c/cc). Il en résulte que le marché est ouvert pour d'autres entreprises d'électricité.
- Il y a, selon le Tribunal fédéral, monopole de droit lorsque l'Etat empêche les administrés d'exercer une activité lucrative qu'il se réserve en édictant une norme. Les nombreuses entreprises d'électricité en Suisse possèdent un monopole de fait de nature économico-technique dans leur zone d'approvisionnement. Les dispositions matérielles de la LCart leur sont dès lors applicables (consid. 6.3c/cc)

---

40 Affaire 01/FB-003 du 17 septembre 2002 (n'a pas encore force de loi).

41 Loi du 18.09.1998 sur les Entreprises Electriques Fribourgeoises (LEEF) abrogée par la Loi du 19.10.2000 sur le statut des Entreprises électriques fribourgeoises.

De même, la doctrine est très restrictive sur ce point: «*Dass ein Elektrizitätsunternehmen (EVU) ein Monopolrecht für die Fortleitung elektrischer Energie hat, ist in Bezug auf die Durchsetzbarkeit der Durchleitungspflicht aus Art. 7 KG unerheblich ... Dass ein EVU über eine Monopolstellung für die Stromversorgung verfügt ist auch unerheblich, solange dieses Monopol faktischer und nicht rechtlicher Natur ist. Weiter ist noch zweifelhaft, ob ein gesetzlich statuierter allgemeiner Versorgungsauftrag bzw. eine Versorgungspflicht der Verweigerung der Durchleitung eine kartellrechtliche Immunität verleiht, indem sie auch als Bezugspflichtzulasten sämtlicher Abnehmer „interpretiert" wird*»[42].

Sur la base des critères dégagés par cette jurisprudence ainsi que par la doctrine, les cantons peuvent être classés en quatre groupes principaux:

1) Cantons dont la législation a expressément aménagé un monopole

Selon l'art. 3 al. 1 lit. b Gesetz über das Elektrizitätswerk **OW**, l'entreprise a notamment pour tâche la distribution *exclusive* d'énergie électrique sur le territoire cantonal. Dans le projet d'*Energiewirtschafts- und Stromversorgungsgesetz*, le Conseil d'Etat **OW** propose toutefois de renoncer à ce droit d'exclusivité de l'entreprise d'électricité obwaldienne.

La réglementation du canton du **JU** pourrait tomber sous le champ d'application de l'art. 3 LCart. En effet l'art. 8 al. 1 de la Loi sur l'énergie dispose que la fourniture, le transport et la distribution d'énergie électrique sur le territoire cantonal sont assurés en principe par l'établissement jurassien désigné à cet effet par le Parlement.

Le projet de *Gesetz über die Stromversorgung* (**ZH**) aménage un monopole pour les réseaux de distribution mais non pour la livraison de courant.

2) Cantons dans lesquels le libre marché est prévu implicitement ou expressément

On peut conclure de l'art. 38d IWB-Gesetz (**BS**) qu'il existe un libre marché dans ce canton.

L'art. 9 Energiegesetz (**UR**) donne un indice de l'existence d'un libre marché en disposant que l'approvisionnement relève d'entreprises tant privées que publics.

3) Cas non réglés

3.1. L'acte constitutif des SAK, passé entre les cantons d'**AI**, **AR** & **SG**, ne contient pas de dispositions permettant d'établir l'existence d'un monopole de droit.

3.2. L'art. 4 al. 2 de l'acte constitutif des NOK prévoit des obligations à charge des entreprises étatiques et des cantons partenaires (**AG**, **GL**, **SH**, **TG**, **ZG** & **ZH**). Cela n'empêche pas l'existence d'autres entreprises sur le marché. Cette disposition ne suffit pas pour établir l'existence d'un monopole de droit.

3.3. La solution retenue par le canton de **BE** constitue un indice pour un monopole de droit. Toutefois, selon les considérations de la ComCo ainsi que la doctrine[43], cela ne suffit pas pour établir l'existence un monopole de droit. La solution retenue par le canton de **SZ** va

---

42 Andras PALASTHY, Die Verweigerung der Durchleitung von Strom nach dem Kartellgesetz (KG), in: PJA 2000, p. 298 ss., 304.

43 PALASTHY, op. cit. (note 42), p. 304

dans le même sens. Si les entreprises ont l'obligation d'approvisionner une région déterminée, on ne peut pas en conclure que cette obligation est unique.

3.4. Dans le canton de **FR**, il n'y a plus de dispositions actuellement en vigueur qui pourrait déterminer l'existence d'un monopole de droit. L'art. 9 de l'avant projet de *Loi sur l'approvisionnement en énergie électrique* pourrait être pris en considération; toutefois, selon les considérants de la ComCo, on ne peut pas en conclure que le législateur veut sciemment un monopole de droit.

3.5. La solution retenue par le canton des **GR** constituerait un indice, mais l'existence d'un monopole de droit n'est pas clairement établie selon les conditions fixées par la jurisprudence.

3.6. Si la disposition législative topique **NW** peut, elle aussi, constituer un indice de l'existence d'un monopole de droit, sa teneur ne permet pas d'établir l'exclusion de la concurrence.

3.7. Si la solution retenue par le canton de **VD** constitue un indice de l'existence d'un monopole de droit, on ne peut pas, selon les considérants de la ComCo, en déduire l'absence d'autres entreprises sur le marché.

3.8. La disposition pertinente **VS** donne un indice clair de la présence d'un monopole; toutefois, ce dernier ne concerne que l'obligation de livrer à tous les consommateurs. Le contraire n'est pas réglé. Selon les considérants de la ComCo, il ne s'agirait pas d'un monopole de droit.

3.9. La solution retenue par le canton d'**AG** impliquerait plutôt une ouverture du marché.

3.10. Si les Services industriels de **GE** ont l'obligation de fournir notamment l'électricité aux consommateurs genevois, il n'est pas exclu que d'autres fournisseurs d'énergie électrique approvisionnent des consommateurs genevois.

4) Cantons qui n'ont pas adopté de dispositions relevantes en la matière

Dans les cantons de **BL**, **LU**, **NE**, **SO** & **TI**, la législation ne donne aucune indication à ce sujet.

2.5.4. Une part de souveraineté est-elle ainsi transférée?

Il convient également d'examiner si une part de souveraineté peut être transférée aux fournisseurs d'énergie électrique[44].

Dans les cantons d'**AG**, **AI**, **AR**, **BE**, **BS**, **GR**, **NE** & **NW**, le transfert de part de souveraineté est possible puisqu'il est prévu directement par la loi. Les législations des cantons de **GL** & **JU** le mentionnent également mais de manière indirecte.

Selon le projet d'*Energiewirtschafts- und Stromversorgungsgesetz* (**OW**), le rapport de droit entre le client et la nouvelle société anonyme est soumis au droit privé, à l'exception des obligations relatives au raccordement.

Dans les quinze cantons restants, cette possibilité n'est pas mentionnée, tant dans la législation en vigueur qu'au stade de projet ou d'avant-projet.

---

44 Cf. par ex. les compétences attribuées à Billag SA conformément à l'art. 48 de l'Ordonnance sur la radio et la télévision du 6 octobre 1997 (ORTV; RS 784.401) par analogie.

2.5.5. Un devoir de coopération (avec le canton, d'autres cantons ou d'autres entreprises) est-il lié à l'obligation d'approvisionnement?

Dans ce contexte, il convient également d'examiner si un devoir de coopération peut être lié à l'obligation d'approvisionnement. Dans la mesure où il existe, ce devoir de coopération prend plusieurs formes:

- Il peut concerner uniquement les entreprises entre elles (**AG**, **AR** (louer du courant), **FR** (avant-projet: approvisionnement d'un point situé dans l'aire de desserte d'une autre entreprise), **TI** (obligation des entreprises privées de se fournir auprès de l'Azienda Elettrica Ticinese [AET] en cas de nécessité) & **ZH** (obligation des Elektrizitätswerke des Kantons Zurich [EKZ] de se fournir auprès des Nordostschweizerische Kraftwerke [NOK]);
- Il peut concerner le canton et d'autres partenaires (**JU**);
- Il peut concerner uniquement les communes entre elles (**GL**) ou avec d'autres partenaires (**BS**, **NE** & **UR**). Dans le canton d'**OW**, leurs intérêts doivent être pris en considération dans la fixation des prix;
- Il peut concerner l'entreprise et d'autres partenaires:
  - Des communes situées hors du canton (**BS**);
  - Des propriétaires d'instalations de courant fort (**SZ**).

Bien que l'approvisionnement en énergie électrique relève de la compétence des communes, la loi **GR** ne prévoit pas d'obligation de coopération entre elles. Tout au plus, l'art. 62 Wasserrechtsgesetz indique que les communes peuvent créer des entreprises chargées de l'approvisionnement en énergie électrique.

Un de voir de coopération peut être déduit de manière indirecte du projet d'*Energiewirtschafts- und Stromversorgungsgesetz* (**OW**).

La législation des cantons d'**AI**, **BE**, **BL**, **FR** (actuellement en vigueur), **GE**, **LU**, **NW**, **SG**, **SH**, **SO**, **TG**, **VD**, **VS** & **ZG** ne donne aucune indication à ce sujet.

2.6. Mécanismes du droit cantonal visant la garantie et/ou la pénétration de l'éxécution de l'obligation d'approvisionnement au sens étroit

Dans ce chapitre on expose les mécanismes mis en place par certains cantons pour assurer l'approvisionnement en énergie électrique[45].

Dans le canton d'**AG**, le Conseil d'Etat peut confier l'exécution de tâches spécifiques à l'AEW Energie AG contre rémunération dans un contrat conclu avec cette dernière. Le grand Conseil peut obliger l'AEW Energie AG d'acquérir certaines participations ou d'utiliser certaines installations. L'AEW Energie AG est tenue de rendre compte chaque année l'exécution du mandat de prestations auprès du Conseil d'Etat. Si le mandat n'est pas exécuté, le Conseil d'Etat prend les mesures nécessaires.

Dans le canton de **BE**, la loi oblige les communes à pourvoir à l'approvisionnement en électricité si les entreprises privées ne le font pas.

---

45 La sécurité de l'approvisionnement de même que d'autres mandats de prestations seront examinés danbs le chapitre 3.

En cas de difficultés de livraison d'énergie, le canton prend les mesures destinées à maintenir l'approvisionnement tout en tenant compte des cas urgents (**BS**).

Selon le projet d'*Energiewirtschafts- und Stromversorgungsgesetz* (**OW**), le canton et les communes s'impliquent, en tant qu'actionnaires de l'entreprise d'électricité **OW** (EWO Holding AG), à ce que l'entreprise déploie son activité sur l'ensemble du territoire cantonal, dans la mesure où les prestations ne sont pas fournies entièrement par les communes ou ou d'autres entreprises.

Dans le canton d'**UR**, le concessionnaire est tenu en vertu du contrat, de livrer, dans la limite de ses possibilités techniques, l'énergie qu'il n'utilise pas lui-même. Les prix doivent être fixés dans le contrat.

2.7. Règles applicables si le droit cantonal ne prévoit pas d'obligation d'approvisionnement

Dans ce chapitre, il s'agit de déterminer s'il existe d'autres règles ayant un effet similaire à une obligation d'approvisionnement expresse. Dans ce contexte, on mentionnera les règles qui lient l'attribution d'une aire de desserte à un contrat de prestation[46] (**AI**, **GL**, **UR** & **ZH** [projet de *Gesetz über die Stromversorgung*]).

Outre l'attribution d'une aire d'approvisionnement, qui peut être liée au besoin à un mandat de prestation, d'autres solutions peuvent être prises en considération:

- Constitution d'une société anonyme avec clause de non-concurrence à l'encontre des cantons actionnaires, ces derniers étant actionnaires exclusifs (**AI**, **AR**, **BS**, **BL** & **SG**);
- Constitution d'une société anonyme avec participation majoritaire du canton (**FR**) respectivement des communes (**GR**);
- Conclusion (par le canton et à la demande des entreprises d'approvisionnement en énergie) de contrats relatifs à la sécurité de l'approvisionnement en énergie (**GR**);
- Renforcement de la participation du canton dans les entreprises électriques existantes (**SO**);
- Constitution d'une corporation de droit public dont le but est de fournir du courant aux entreprises électriques en cas de nécessité (**TI**);
- Droit de participation et de priorité du canton (**SZ**);
- Prise en considération des intérêts publics lors de l'attribution de la concession (**ZG**).

3. Sécurité de l'approvisionnement

3.1. Dispositions relatives à la sécurité qualitative

Ce chapitre traite des exigences visant la *sécurité* du réseau ainsi que la livraison du courant[47], y compris les conditions relatives à la qualité de l'électricité.

---

46 Cf. Art. 11 al. 1 LME.

47 Cf. au niveau fédéral la Loi sur les installations électriques (LIE) du 24.06.1902 (RS 734.0).

Des dispositions sur la sécurité du réseau existent uniquement dans les cantons d'**AG**, **BE**, **NW** & ***ZH*** (projet de *Gesetz über die Stromversorgung*).

Dans le but d'assurer une utilisation appropriée de l'énergie par un échange de courant et pour limiter les interruptions de courant électrique, le Gouvernement peut ordonner l'ouverture des réseaux de distribution après avoir entendu les sociétés concernées (**GR**).

Dans le canton du **JU**, il est possible de fixer l'obligation de maintenir le réseau en bon état dans la concession.

Enfin, seuls les cantons d'**AG**, **BS** & **NW** ont des dispositions sur la qualité de l'électricité.

Dans tous les autres cantons, il n'y a, actuellement, pas de disposition en vigueur ou en projet.

3.2. Dispositions relatives à la capacité

Plusieurs cantons ont également adopté des dispositions relatives à la capacité ou la régularité dans la production d'électricité.

Dans le canton d'**AG**, le canton et les communes peuvent construire ou exploiter des installations productrices d'énergie, dans la mesure où le secteur privé ne couvre pas les besoins ou ne les couvre qu'insuffisamment. Par ailleurs, le Conseil d'Etat a adopté des règles relatives à la fourniture d'énergie.

Dans le canton de **BE**, le distributeur responsable de l'approvisionnement en énergie a en fonction de la quantité d'énergie disponible, l'obligation de fournir aux consommateurs de sa zone l'énergie de réseau nécessaire aux ménages et aux entreprises.

À la demande des entreprises d'approvisionnement en énergie et dans le but de garantir la sécurité de l'approvisionnement en énergie, le canton peut conclure des contrats relatifs à la sécurité de l'approvisionnement en énergie (**GR**).

Dans le canton d'**UR**, le concessionnaire est tenu de mettre ses installations à disposition du canton contre une indemnité convenable. Aux termes de la loi, il doit couvrir les besoins en énergie dans le canton, dans la mesure où ceux-ci ne le sont pas par d'autres entreprises existantes.

De son côté, la Compagnie vaudoise d'électricité est tenue de couvrir les besoins en énergie électrique des régions du canton dont les limites sont fixées par le Conseil d'Etat (**VD**).

Dans tous les autres cantons, il n'y a, actuellement, pas de disposition en vigueur ou en projet.

3.3. Comment règle-t-on la problématique des goulots d'étranglement de capacité?

En rapport avedc le chapitre préédent, il paraît judicieux de déterminer si le législateur règle les éventuels goulots d'étranglement de capacité et, dans l'affirmative, comment ceux-ci sont réglés. Concrètement, on examine les dispositions relatives aux mesures prises par les autorités cantonales ainsi que sur les obligations des entreprises d'approvisionnement en électricité en cas de goulots d'étranglement de capacité, lors des périodes de charge maximale ou de surcharge du réseau.

L'entreprise électrique cantonale est notamment habilitée à limiter l'acheminement de courant lors de période de charge maximale voire l'interrompre pour certains appareils (**AG** & **NW**). De

leur côté, les exploitants de réseau peuvent exiger le raccordement de certaines installations domestiques à une installation de distribution placée sous leur contrôle (**BS**).

Dans le canton d'**AR**, l'entreprise cantonale d'électricité peut acheter des installations de production d'énergie ou des réseaux de distributions d'énergie ou encore créer de nouvelles installations de ce genre. À titre complémentaire, elle peut louer («mieten») du courant électrique auprès d'autres entreprises ou participer à l'acquisition ainsi qu'à l'exploitation de telles entreprises.

Dans le but d'éviter des interruptions de courant, le Gouvernement cantonal peut ordonner l'ouverture des réseaux de distribution après avoir entendu les sociétés concernées (**GR** & **VS**).

Selon le message relatif à la nouvelle loi (*Energiewirtschafts- und Stromversorgungsgesetz*), le Conseil d'Etat **OW** estime que la sécurité de l'approvisionnement est également garantie, au moins partiellement, en cas de goulots d'étranglement, grâce à des installations spécifiques.

Dans le canton du **TI**, les entreprises d'approvisionement en électricité sont tenues de couvrir leurs besoins supplémentaires auprès de l'AET (Azienda Elettrica Ticinese) en cas de nécessité. Les *Elektrizitätswerke des Kantons* ***ZH*** (EKZ) ont la même obligation envers les *Nordostschweizerische Kraftwerke* (NOK). Dans le canton d'**UR**, le concessionnaire est tenu en premier lieu de couvrir les besoins en énergie du canton.

Dans tous les autres cantons, il n'y a, actuellement, pas de disposition en vigueur ou en projet.

Demeurent réservées les conventions entre entreprises d'approvisionnement en électricité dont le but est d'assurer l'approvisionnement en courant électrique, à l'exemple de celles que l'entreprise électrique du canton de **NW** a conclues[48].

3.4. Autres mandats de prestations en rapport avec la sécurité d'approvisionnement

Ce chapitre traite des dispositions relatives à d'autres mandats de prestations et mesures en rapport avec la sécurité de l'approvisionnement qui peuvent être comparées, pour ce qui est de leur contenu, en particulier avec l'art. 20 de l'avant-projet de l'Ordonnance fédérale sur le marché de l'électricité du 05.10.2001 ou avec l'art. 13 du projet d'Ordonnance fédérale sur le marché de l'électricité du 27.03.2002[49]. Ces deux articles contiennent des dispositions semblables sur la sécurité d'un approvisionnement en électricité fiable et d'un prix abordable dans toutes les parties du pays.

Attendu que le projet d'ordonnance du Conseil fédéral se fondait non seulement sur la Loi fédérale sur le marché de l'électricité mais aussi sur l'art. 52 al. 1 de la Loi fédérale sur l'approvisionnement économique du pays (LAP)[50], les dispositions cantonales d'application de cette dernière loi ont également été examinées.

---

48 Cf. ci-devant note 2.

49 Peut être consultée sur Internet:

http://www.suisse-energie.ch/imperia/md/content/medienmitteilungen/mm2002/5.pdf

50 RS 531.

L'énumération de l'art. 2 al. 2 LAP n'est pas exhaustive. Cela s'explique par la présence de l'expression «en particulier»[51]. Ainsi, d'autres biens et services peuvent être estimés d'importance vitale.

Dans les cantons d'**AG**, **BE**, **GL**, **GR**, **LU**, **NE**, **SO**, **UR** & **VD**, l'expression «*biens d'importance vitale*» est mentionnée expressément dans la législation.

En cas de difficultés de livraison d'énergie, les IWB (Industrielle Werke Basel) canton prennent les mesures destinées à maintenir l'approvisionnement tout en tenant compte des cas urgents (**BS**).

Selon l'avant-projet de *Loi sur l'approvisionnement en énergie électrique* (**FR**), le Service des transports et de l'énergie coordonne les activités de l'Etat en tant qu'elles concernent des problèmes liés à l'approvisionnement en électricité.

Dans le canton de **GE** l'Etat-major des opérations est divisé en plusieurs cellules. La cellule d'approvisionnement est chargée de l'approvisionnement de la population en biens d'importance vitale tandis que la cellule réseaux fixes s'occupe notamment de l'aprovisionnement en électricité.

Dans le canton des **GR**, le Conseil d'Etat établit un concept cantonal d'approvisionnement, lequel contient des mesures visant à augmenter la sécurité de l'approvisionnement.

Dans le canton de **NE**, l'approvisionnement doit être assuré lors de situations extraordinaires.

À l'avenir, le Conseil d'Etat **OW** devrait conclure des conventions de prestation pour des prestations d'intérêt public.

Dans le canton du **VS**, le Conseil d'Etat est habilité à restreindre l'exportation, dans d'autres cantons, de l'énergie produite à partir des forces hydrauliques indigènes.

Dans tous les autres cantons, il n'y a, actuellement, pas de disposition en vigueur ou en projet.

3.5. Le droit cantonal contient-il des règles sur la manière dont ces mandats légaux relatifs à la sécurité de l'approvisionnement sont assurés?

Dans ce chapitre, on examine si le droit cantonal a aménagé des dispositions sur la manière dont les mandats légaux visant la sécurité de l'aprovisionnement sont assurés. Dans ce contexte, les modalités de telles règles d'exécution et de garantie revêtent un certain intérêt.

Dans le canton d'**AG**, le canton et les communes peuvent construire ou exploiter des installations productrices d'énergie, dans la mesure où le secteur privé ne couvre pas les besoins ou ne les couvre qu'insuffisamment.

L'entreprise électrique cantonale est notamment habilitée à limiter l'acheminement de courant lors de période de charge maximale voire l'interrompre pour certains appareils (**AG** & **NW**).

La *Standeskommission* (**AI**), respectivement le Département de la gestion du territoire (**NE**) est compétent en matière de sécurité de l'approvisionnement en énergie électrique.

51 Cf. message LAP, FF 1981 III 377 ss., 390.

Selon l'avant-projet de *Loi sur l'approvisionnement en énergie électrique* (**FR**), le Service des transports et de l'énergie coordonne les activités de l'Etat en tant qu'elles concernent des problèmes liés à l'approvisionnement en électricité.

Dans le canton d'**AR**, l'entreprise cantonale d'électricité peut acheter des installations de production d'énergie ou des réseaux de distributions d'énergie ou créer de nouvelles installations de ce genre. À titre complémentaire, elle peut louer («mieten») du courant électrique auprès d'autres entreprises ou participer à l'acquisition ainsi qu'à l'exploitation de telles entreprises.

Dans le canton de **BE**, le distributeur responsable de l'approvisionnement en énergie a en fonction de la quantité d'énergie disponible, l'obligation de fournir aux consommateurs de sa zone l'énergie de réseau nécessaire aux ménages et aux entreprises.

Dans le canton de **BS**, les IWB (Industrielle Werke Basel) prennent les mesures destinées à maintenir l'approvisionnement en cas de difficultés de livraison d'énergie, cela tout en tenant compte des cas urgents et sous réserve de décisions des organes auxquels ils sont subordonnés.

Les Services industriels de **GE** peuvent passer toute convention destinée à faciliter et garantir l'approvisionnement en eau et en énergie dans le canton.

Dans les cantons **GR** & **VS**, le Conseil d'Etat peut ordonner l'ouverture des réseaux de distribution après avoir entendu les sociétés concernées.

Le Conseil d'Etat établit un concept cantonal d'approvisionnement, lequel contient des mesures visant à augmenter la sécurité de l'approvisionnement (**GR**).

À l'avenir, le Conseil d'Etat **OW** devrait conclure des conventions de prestation pour des prestations d'intérêt public.

Dans le canton de **SH**, le canton veille à un approvisionnement de base de la population et de l'économie en énergie électrique sur l'ensemble du territoire. À cet effet, le canton dispose du droit exclusif d'établir et d'exploiter un réseau. Le canton transfert gratuitement l'exécution de cette tâche à un ou plusieurs concessionnaires, privés ou publics.

Dans le canton du **TI**, les entreprises d'approvisionnement en électricité sont tenues de couvrir leurs besoins supplémentaires auprès de l'AET (Azienda Elettrica Ticinese) en cas de nécessité. Les *Elektrizitätswerke des Kantons **ZH*** (EKZ) ont la même obligation auprès des *Nordostschweizerische Kraftwerke* (NOK). Dans le canton d'**UR**, le concessionnaire est tenu en premier lieu de couvrir les besoins en énergie du canton.

Dans le canton du **VS**, le Conseil d'Etat est habilité à restreindre l'exportation dans d'autres cantons de l'énergie produite à partir des forces hydrauliques indigènes.

Selon le projet de *Gesetz über die Stromversorgung* (**ZH**), l'entreprise d'approvisionnement en électricité responsable d'une aire de desserte est autorisée et tenue ne particulier d'exploiter le réseau de manière sûre et économique.

Dans tous les autres cantons, il n'y a, actuellement, pas de disposition en vigueur ou en projet.

4. Dispositions spéciales pour certaines régions

4.1. Traitement différencié de certaines régions dans le canton?

Dans ce chapitre, il est question de dispositions prévoyant une réglementation spéciale ou un traitement différencié pour certaines régions du canton.

Dans le canton d'**AG**, les communes, syndicats de communes ainsi que leurs entreprises peuvent adopter d'autres règles dans l'esprit de la Loi sur l'énergie pour leur rayon d'activité. En outre, la zone d'approvisionnement doit être décrite dans le contrat de livraison.

Dans les cantons d'**AI** & **GL** (de même qu'à l'avenir dans le canton de **FR**), les aires de desserte peuvent être traitées de manière différenciée grâce à leur attribution. De même, le Département compétent peut prévoir des exceptions en cas de circonstances extraordinaires ou lorsque l'observation de la Loi sur l'énergie ou de ses dispositions d'application entraîne une rigueur disproportionnée (**AI**).

Le canton de **BE** est divisé en zones d'approvisionnement en énergie:

«*Une zone d'approvisionnement en énergie comprend le territoire qu'il apparaît rationnel de desservir par des installations communes, compte tenu de critères relatifs à l'aménagement du territoire, à l'économie énergétique et à la protection de l'environnement.*» (art. 3 al. 3 Loi sur l'énergie)

Dans les cantons de **GL** et de **SZ**, chaque concession mentionne expressément le territoire concerné par cette dernière.

Attendu que les communes sont compétentes en matière d'approvisionnement en énergie électrique, il se peut que des différences de traitement apparaissent d'une commune à l'autre (**GR**).

Actuellement, l'approvisionnement en énergie électrique de territoires éloignés peut aboutir à un traitement différencié (**OW**).

Actuellement les *Elektrizitätswerke des Kantons ZH* approvisionnent le Canton de **ZH**, à l'exception de la Ville de Zurich. Cette dernière dispose de sa propre entreprise d'approvisionnement en électricité (*Elektrizitätswerk der Stadt Zürich [EWZ]*)[52]. Lors de la séance du Gemeinderat (législatif) du 19 mars 2003, diverses interventions ont été traitées à son sujet. Parmi les thèmes abordés: la résiliation des contrats de livraison d'énergie avec les gros consommateurs, l'élaboration d'une convention avec la branche de l'électricité, etc.[53].

Dans tous les autres cantons, il n'y a, actuellement, pas de disposition en vigueur ou en projet.

4.2. Solidarité de prix ou autres mécanismes de compensation pour des parties de territoire déterminées: mention du mécanisme dans les bases juridiques?

Dans l'intérêt des régions périphériques, il existe des dispositions instituant une solidarité de prix pour les groupes identiques de clients (cf. art. 32 al. 1 lit. b LME), prévoyant une obligation de raccordement pour les habitats en dehors de l'aire de desserte (cf. art. 11 al. 4 LME), visant à

52 Site internet de l'EWZ : http://www.ewz.ch/

53 NZZ No 66 du jeudi 20 mars 2003, p. 49.

compenser d'éventuelles différences de coût d'acheminement de l'électricité (cf. art. 6 al. 5 LME) ou prévoyant d'autres mesures de compensation.

En examinant des dispositions qui instituent une ***solidarité de prix***, il convient de rappeler, à titre préliminaire que le prix de l'électricité se compose de deux parties constitutives: le *prix de base* (plus ou moins identique pour chaque catégorie de consommateurs) et le *prix proportionnel* (variable en fonction de la consommation et de la période de consommation). De même, les *émoluments d'équipement* ainsi que les *contributions de réseau* - qui seront traitées séparément au chapitre 5.3. – peuvent être assimilés à des instruments visant la solidarité des prix pourvu qu'ils soient perçus de manière uniforme sur l'ensemble du territoire cantonal (cf. **AG** pour ce qui concerne l'entreprise cantonale d'électricité; cf. **AI** a contrario).

L'examen des dispositions cantonales relatives à la fixation des prix respectivement à la l'établissement d'une solidarité des prix révèle une image hétérogène pour ne pas dire «confuse». Un constat uniforme concernant la solidarité des prix est à peine perceptible sur la base de l'analyse des textes législatifs. Quoiqu'il en soit, les dispositions trouvées peuvent être réparties en trois catégories:

1) Cantons dont la législation prévoit la fixation du prix de base et du prix proportionnel

Dans les cantons d'**AG** (pour l'entreprise cantonale d'électricité *AEW*) & **BS**, on trouve des dispositions détaillées relatives à la fixation du prix de base et du prix proportionnel.

Le conseil d'administration de l'entreprise cantonale d'électricité **NW** a adopté quatre tarifs, lesquels prennent en considération la catégorie de consommateurs (consommateurs ordinaires, exploitations agricoles disposant d'une souffleuse à foin, grands consommateurs, tarif à forfait). Le prix se compose d'un prix de base (montant fixe) et d'un montant proportionnel (variable). Pour les consommateurs ordinaires, il existe en outre des règles qui tiennent compte de situations particulières.

Dans le canton de **ZH**, on trouve des normes relatives à la fixation des prix du courant uniquement dans des clauses générales: les entreprises avec participation de l'Etat ou des communes ne livrent l'énergie que sur la base d'émolument de portée générale («*allgemeinverbindliche Gebühren*» [sic. !]) relatifs au raccordement et à la livraison. Lors de la fixation des émoluments, les coûts effectifs et les conditions de livraison de l'énergie sont pris en considération. Les EKZ, en particulier, doivent livrer l'énergie électrique sur la base d'émolument de portée générale relatifs au raccordement et à la livraison. Lors de la fixation des prix du courant, les besoins et les particularités de l'industrie, de l'artisanat, de l'agriculture, des ménages et des revendeurs sont pris en considération dans la mesure du possible. De lege ferenda, les entreprises d'approvisionnement en électricité sont tenues d'établir - pour le raccordement au réseau, la production de même que pour la distribution d'énergie dans leur aire de desserte - des prix basés sur la réalité des coûts, unifiés et non discriminatoires; la réalisation d'un gain est admise. On ne trouve cependant pas d'autres détails relatifs à des types de prix et à un calcul des prix dans la nouvelle loi.

2) Cantons dont la législation n'est pas claire

Selon l'avant-projet de Loi sur l'approvisionnement en énergie électrique (**FR**), les différences de prix d'approvisionnement entre les entreprises concessionnaires ne doivent pas être excessives. La question du type de prix et de la structure des prix n'est pas spécifiée.

Lors de la fixation du prix de l'énergie livrée dans le canton, les intérêts du canton et des communes de même que ceux des consommateurs doivent être pris en considération. Le conseil d'administration adopte un tarif pour le courant, lequel doit être soumis à l'approbation du Conseil d'Etat (**OW**). À l'avenir, toutes les entreprises d'approvisionnement en électricité devront en particulier approvisionner leur clients en énergie de manière non discriminatoire et leur facturer des prix identiques pour des prestations semblables à l'intérieur du même groupe de consommateurs.

Dans la canton de **SH**, les clients captifs au sens de l'art. 4 lit. e 4 lit. e LME doivent être approvisionnés à des conditions similaires. Il en va de même pour les groupes identiques de consommateurs (**UR**).

Aux termes de la concession, l'entreprise d'électricité du district de Schwyz est tenue d'observer, envers ses abonnés, des conditions identiques à la moyenne suisse (**SZ**).

Dans le canton de **VD**, les conditions de vente de l'énergie entre la Compagnie Vaudoise d'électricité et les communes ou les sociétés de distribution font l'objet d'un tarif établi d'un commun accord entre les parties.

Dans le canton du **VS**, chaque entreprise de distribution d'électricité est tenue d'alimenter, dans la mesure de ses possibilités et à des conditions normales, tous les consommateurs de son rayon.

3) Aucune règlementation

Dans tous les autres cantons, il n'y a, actuellement, pas de disposition en vigueur ou en projet.

5. Obligation de raccordement et conditions de raccordement

5.1. Obligation de raccordement

Dans ce chapitre, on examine les dispositions comparables avec l'art. 11 LME, la question principale étant: comment l'obligation de raccordement dans et hors des zones d'occupation respectivement en dehors de l'aire de desserte au sens de l'art. 11 al. 3 LME est-elle réglée?

Peuvent être désignées comme *zone d'occupation* («*Siedlungsgebiet*») que les territoires qui se prêtent à la construction, s'ils sont déjà bâtis dans une large mesure ou s'il faut en disposer pour la construction dans un proche avenir (20 à 25 ans dès l'adoption du plan directeur général) et s'ils peuvent être équipés dans ce délai[54].

[54] FF 1972 I 1498: le premier projet de Loi fédérale sur l'aménagement du territoire (du 31.05.1972) contenait la définition de la zone d'occupation (art. 12). Cette définition n'a pas été reprise dans la loi actuelle.

Sont des *zones d'occupation*: les zones de constructions (y compris les zones de réserve) ainsi que les autres zones désignées par le droit cantonal au sens de l'art. 18 LAT[55], par exemple: les zones de hameaux.

L'approvisionnement des zones d'occupation est assuré par le mandat de prestation de l'AEW (**AG**).

Dans le canton d'**AI**, la Loi sur l'énergie règle l'obligation de raccordement à charge des entreprises d'approvisionnement en électricité à l'intérieur et à l'extérieur des aires de desserte.

La loi prévoit la raccordement de tous les terrains qui, selon le droit déterminant, se prêtent à la construction. Des exceptions sont possibles (**BS, NW**). Dans le canton de **GL**, toutes les zones urbanisées doivent être raccordées au réseau pour l'acheminement de l'énergie électrique.

Dans les cantons de **FR** (*avant-projet de Loi sur l'approvisionnement en énergie électrique*), **OW** (*projet d'Energiewirtschafts- und Stromversorgungsgesetz*), **SH** & **ZH** (*projet de Gesetz über die Stromversorgung*), la loi retient tant l'obligation de raccordement que l'attribution de l'aire de desserte. Dans le canton de **GL,** le Gouvernement cantonal *peut* lier l'obligation de raccordement à l'attribution de l'aire de desserte.

Dans tous les autres cantons, il n'y a, actuellement, pas de disposition en vigueur ou en projet.

5.2. Conditions de raccordement

Dans ce chapitre sont examinées les dispositions ayant un caractère technique.

Le canton d'**AG** est le seul canton qui a publié de telles règles dans le Recueil systématique de droit cantonal: «*Anschlussbedingungen für den Anschluss an das 16-kV-Netz*».

Dans le canton de **BS**, les réseaux et les installations d'approvisionnement, les conduites de raccordement jusqu'au poste de transmission ainsi que les installations de mesure sont établis et entretenus par le canton qui en est le propriétaire.

Toutes les agglomérations doivent être racordées au réseau par des entreprises publiques ou privées. La loi reste cependant muette au sujet des conditions de ce raccordement (**GL**). Le Landrat (Parlement cantonal) peut adopter d'autres dispositions à ce sujet.

Dans le canton du **TI**, la Loi sur l'énergie exige de chaque entreprise d'approvisionnement en électricité l'adoption d'un règlement sur l'approvisionnement en énergie électrique.

Si les raccordements au réseau apparaissent disproportionnés, d'autres solutions peuvent être envisagées (**ZH**: projet de *Gesetz über die Stromversorgung*).

Dans tous les autres cantons, il n'y a, actuellement, pas de disposition en vigueur ou en projet.

5.3. Règles sur les frais de raccordement

Dans ce chapitre, il est question des contributions aux frais de réseau, des contributions de raccordement au secteur, du raccordement de maison ainsi que de la facturation des frais. Une attention particulière est portée au débiteur des frais.

---

55 Loi fédérale sur l'aménagement du territoire du 22 juin 1979 (RS 700).

La Standeskommission (**AI**) ou le Landrat (**GL**) peut arrêter des dispositions d'exécution dans ce domaine.

Cette matière est réglée au niveau législatif dans le canton de **BS**. Dans le canton de **NW**, le conseil d'administration de l'entreprise cantonale d'électricité a adopté un règlement à ce sujet.

Selon l'avant-projet de *Loi sur l'approvisionnement en énergie électrique*, le propriétaire peut être tenu de verser une participation complémentaire (**FR**).

Selon le projet d'*Energiewirtschafts- und Stromversorgungsgesetz*, les clients captifs supportent les frais dus pour l'équipement de leur périmètre. Ils supportent en outre également les frais de raccordement (**OW**).

Dans le canton de **SH**, les exploitants de réseau peuvent prélever des émoluments de raccordement couvrant les coûts.

Selon le projet de *Gesetz über die Stromversorgung*, les entreprises d'approvisionnement en électricité sont tenues d'établir pour le raccordement au réseau, la production de même que la distribution d'énergie dans leur aire de desserte des prix basés sur la réalité des coûts, unifiés et non discriminatoires; la réalisation d'un gain étant admise (**ZH**).

Dans tous les autres cantons, il n'y a, actuellement, pas de disposition en vigueur ou en projet.

6. Dispositions cantonales concernant les relations avec les consommateurs d'électricité

6.1. Existe-t-il des dispositions cantonales concernant le rapport de droit entre le fournisseur et le consommateur?

Les rapports entre le consommateur et le distributeur d'énergie sont régis par des dispositions réglementaires (**AG** & **BS**) ou sont décrits dans la concession même (**SZ**). Dans les cantons de **VD** et du **TI**, le législateur cantonal renvoie, pour ce qui concerne le rapport de droit entre le distributeur d'énergie et le consommateur, à un règlement établi par l'entreprise d'approvisionnement en électricité, lequel doit être aprouvé par le Conseil d'Etat.

Dans les cantons de **BE** & **VS**, le distributeur responsable de l'approvisionnement en énergie est tenu, en fonction de l'énergie disponible, de livrer l'énergie de réseau aux consommateurs de sa zone d'approvisionnement. Dans le canton de **BE**, les litiges entre le distributeur d'énergie et les clients au sujet de l'approvisionnement en énergie sont des litiges de droit public.

Selon le projet d'*Energiewirtschafts- und Stromversorgungsgesetz* (**OW**), le rapport de droit entre les consommateurs et l'établissement EWO Holding est soumise au droit privé à l'exception des obligations liées au raccordement.

Dans tous les autres cantons, il n'y a, actuellement, pas de disposition en vigueur ou en projet.

6.2. Le libre choix du fournisseur est-il accordé au client?

Jsuqu'à présent, seuls trois cantons ont légiféré dans ce domaine:

Dans le canton d'**AG**, cette possibilité est expressément interdite.

Cette possibilité est exprimée de manière indirecte: à **BS**, les consommateurs peuvent choisir librement leur entreprise d'approvisionnement en électricité: la loi sur les IWB (Industrielle Werke Basel) parle de fournisseurs suisses et étrangers («in- und ausländische Anbieter») qui vendent de l'électricité dans le canton. Le projet d'*Energiewirtschafts- und Stromversorgungsgesetz* parle d'autres entreprises (**OW**).

Dans le canton de **GL**, le libre choix du fournisseur d'électricité est fixé à certaines conditions dans les concessions.

Dans tous les autres cantons, il n'y a, actuellement, pas de disposition en vigueur ou en projet.

6.3. Le droit cantonal contient-il des normes relatives aux conditions de prix?

Dans ce chapitre, les dispositions sur la formation et les conditions de prix sont énumérées. Il est particulièrement examiné si le droit cantonal fait une distinction entre les entreprises purement privées et celles dans lesquelles l'Etat a une participation.

Ce thème est plus ou moins réglé dans les détails dans les cantons suivants: **AG**, **BL**, **BS**, **FR** (avant-projet de *Loi sur l'approvisionnement en énergie électrique*), **GE**, **OW**, **SZ** (dans les concessions) & **ZH** (législation en vigueur et en projet).

Dans les cantons de **BS** & **NW**, les tarifs d'électricité sont publiés dans le Recueil systématique de droit cantonal. Dans le canton de **NW**, il existe quatre tarifs différents sont applicables en fonction de la catégorie du client.

Dans le canton du **TI**, chaque entreprise d'approvisionnement en électricité est tenue d'adopter un tarif pour l'approvisionnemnet en énergie de réseau.

Dans le canton de **VD**, les tarifs sont soumis à l'approbation du Conseil d'Etat. Il ne ressort pas clairement des textes examinés si chaque entreprise qui fournit l'électricité peut adopter son propre tarif (comme au **TI**) ou si plusieurs tarifs ont été adoptés (comme à **NW**). Ces tarifs ne sont toutefois pas publiés dans le Recueil systématique de droit cantonal. Le prix de l'énergie doit être réduit pour l'approvisionnement de bâtiments publics (hôpitaux, écoles, etc.) de même que pour l'éclairage public.

Les principes tarifaires doivent être examinés en vertu des «*Recommandations concernant les tarifs des énergies de réseau, ainsi que les conditions de raccordement des autoproducteurs*» édictées le 31.05.1989 par le Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication (**BE**).

Dans tous les autres cantons, il n'y a, actuellement, pas de disposition en vigueur ou en projet.

À noter qu'aucune différence de prix n'a été constatée dans les dispositions examinées entre les entreprises privées et celles qui dépendent du canton.

6.4. Le droit cantonal contient-il des normes sur l'arrangement de la fourniture d'électricité?

Hormis les cantons d'**AG** et **BS** qui ont légiféré sur cette question dans les détails, peu de cantons ont aménagé des règles en la matière.

Dans les cantons de **BE** & **VS**, le distributeur responsable de l'approvisionnement en énergie est tenu, en fonction de l'énergie disponible, de livrer l'énergie de réseau aux consommateurs de sa zone d'approvisionnement.

Dans le canton de **SH**, les exploitants de réseau sont tenus d'approvisionner en électricité tout client ou toute cliente intéressé(e). Les clients captifs du même groupe de consommateurs, doivent être approvisionnés à des conditions identiques.

Cette question peut être résolue dans le règlement que chaque entreprise d'approvisionnement en électricité est tenue d'adopter (**TI**).

Les conditions de vente de l'énergie aux communes et sociétés de distribution font l'objet d'un tarif établi d'un commun accord entre les parties (**VD**). Ledit tarif n'est pas publié dans le Recueil systématique de droit cantonal.

Actuellement, les EKZ (Elektrizitätswerke des Kantons Zurich) approvisionnent le canton de **ZH** en énergie électrique.

Dans tous les autres cantons, il n'y a, actuellement, pas de disposition en vigueur ou en projet.

6.5. Le droit cantonal se prononce-t-il sur la possibilité d'abandonner des consommateurs d'électricité?

Jusqu'à présent, seuls les cantons d'**AG** et de **BS** ont réglé cette question dans les détails, en particulier les conditions qui permettent à l'entreprise d'approvisionnement en électricité d'interrompre la fourniture de courant.

Dans les cantons de **VD** et du **TI**, il est renvoyé au règlement et en particulier aux conditions de vente.

Dans tous les autres cantons, il n'y a, actuellement, pas de disposition en vigueur ou en projet à ce sujet.

6.6. Le droit cantonal se prononce-t-il sur des questions de responsabilité?

Ce chapitre traite de la responsabilité des entreprises d'approvisionnement en électricité. On examine en particulier si une responsabilité existe en matière de qualité d'électricité et cela, tant en cas de modification de fréquence et de tension que de panne de courant.

En fait, des dispositions détaillées en matière de responsabilité existent uniquement dans les cantons d'**AG** et de **BS** de même que **LU** et **NW**.

La législation du canton d'**OW** exclut la responsabilité du canton, des communes ainsi que de l'entreprise cantonale d'électricité et de ses employés. Selon le projet d'*Energiewirtschafts- und Stromversorgungsgesetz*, cette exclusion de responsabilité sera abandonnée.

Dans tous les autres cantons, il n'y a, actuellement, pas de disposition en vigueur ou en projet.

II. PLANIFICATION DE L'APPROVISIONNEMENT

1. Généralités

Conformément à l'art. 6 al. 3 lit. b LAT, les cantons définissent l'état et le développement souhaité de l'approvisionnement.

Un approvisionnement en énergie suffisant suppose la disponibilité de l'énergie dans le temps, en quantité et en qualité. Il ne consiste pas en la couverture de tous les besoins mais de ceux qui subsistent après la réduction du gaspillage d'énergie et la mise en oeuvre des mesures d'économie[56].

La Confédération et les cantons coordonnent leur politique énergétique et tiennent compte des efforts consentis par les milieux économiques (art. 2 al. 1, 1ère phrase Loi sur l'énergie[57]). Dans ce domaine, le principe de subsidiarité s'applique.

Tous les cantons disposent de concepts énergétiques. Il ne s'agit pas exclusivement de l'approvisionnement en énergie électrique. Les dispositions actuellement en vigueur dans les cantons d'**AI**, **BL**, **BS**, **GL**, **GR**, **JU**, **LU**, **NW**, **SG**, **SH**, **TG**, **TI** & **UR** sont rédigées de manière très générale. Dans les cantons suivants, elles sont plus détaillées:

Dans le canton d'**AG**, les conséquences en matière de politique environnementale et énergétique de même que les besoins et les intérêts dans ces domaines doivent être pris en considération. Dans les messages relatifs à des projets législatifs, il est constaté comment ces principes sont appliqués.

Dans les cantons d'**AR**, **GE** & **SO**, la législation décrit le contenu des concepts énergétiques.

Dans le canton de **FR**, les aspects économiques sont traités en particulier sur la base de calculs de rentabilité compte tenu des coûts énergétiques externes. Selon l'avant-projet de *Loi sur l'approvisionnement en énergie électrique*, les entreprises d'approvisionnement en énergie électrique planifient le développement de leurs réseaux en collaboration avec les autorités concernées.

Dans le canton de **NE**, la loi distingue trois sortes de zones dans le domaine énergétique: zone d'énergie de réseau, zones d'incitation pour d'autrs systèmes de production ou de consommation d'énergie et zones sans spécification.

Dans le canton du **VS**, le canton établit annuellement pour chaque commune un bilan énergétique. Les entreprises du secteur énergétique ainsi que les gros consommateurs tant privés que publics, sont tenus de collaborer.

Dans les cantons d'**OW**, **SZ**, **VD** & **ZG**, il n'y a, actuellement, pas de disposition en vigueur ou en projet.

Attendu que les cantons incluent l'approvisionnement en énergie dans l'aménagement du territoire, les règles relatives aux plans directeurs sont également mentionnées dans cette recherche.

---

56 FF 1996 IV 1012, 1089.

57 LEne, op. cit.

Tous les cantons ont adopté un plan directeur; quelques cantons disposent de plans directeurs régionaux (**BE**, **GR**, **VD** & **ZH**) voire communaux (**BE**, **BL**, **GR**, **NE**, **NW**, **SG**, **SZ**, **TG**, **VD**, **ZG** & **ZH**).

2. Dispositions relatives à l'objectif

Dans ce chapitre sont examinées les dispositions relatives à l'objectif de la planification de l'approvisionnement en énergie électrique.

Le canton de **BE** dispose d'un *Décret sur les principes directeurs de la politique énergétique du canton*.

Dans les cantons de **BL**, **GL**, **GR**, **LU**, **NW**, **SG**, **SH**, **TG**, **UR**, **ZG** & **ZH**, on trouve des dispositions rédigées de manière très générales.

Les cantons d'**AG**, **AI**, **AR**, **BS**, **FR** & **GE** ont une disposition pertinente dans leur Loi sur l'énergie respective. Dans le canton de **GE**, certains détails sont précisés au niveau réglementaire.

Dans les cantons du **JU**, **NE**, **SO**, **TI**, **VD** & **VS**, les dispositions pertinentes se trouvent dans la législation sur l'aménagement du territoire.

Enfin, on trouve les dispositions pertinentes des cantons d'**OW** & **SZ** dans la Loi sur les constructions.

3. Planification de l'approvisionnement en électricité

3.1. Qui est responsable de la planification?

Il ressort de la plupart des lois cantonales que le *Gouvernement* est responsable de planification énergétique.

Outre le Gouvernement cantonal, les *communes* peuvent également adopter des mesures de planification dans le domaine de l'énergie (**TI** & **VS**).

Dans le canton de **BS** , les *IWB (Industrielle Werke Basel)* sont compétents en la matière.

Dans le canton de **FR,** la *Direction de l'Economie et de l'emploi* établit un plan sectoriel. Les résultats du plan sectoriel sont intégrés au plan directeur cantonal.

Dans le canton de **SG**, la Loi sur l'énergie renvoie expressément à la législation relative à l'aménagement du territoire.

Dans les cantons d'**OW**, **SH**, **SZ** & **TG, il** n'y a, actuellement, pas de disposition en vigueur ou en projet.

3.2. À quel niveau?

Dans ce chapitre, on recherche à quel niveau à quel niveau la planification de l'approvisionnement d'électricité a lieu. En particulier, on examine si la planification de l'approvisionnement est divisée par domaine (courant, gaz, eau, etc.) ou si elle constitue la planification de toutes les

énergies par réseau ou par conduites (macroplanification). On peut distinguer trois catégories de cantons:

Dans les cantons d'**AG**, **AR**, **BE**, **BL**, **BS**, **FR**, **GE**, **JU**, **NE**, **NW**, **SG**, **SO**, **TI**, **VS** & **ZH**, on trouve une *macroplanification*. Dans ces cantons, toutes les énergies par réseau ou par conduites (courant, gaz, eau, chaleur à distance, etc.) doivent être incluses dans la planification.

Dans le canton des **GR**, la planification a lieu par domaine.

Dans les cantons d'**AI**, **GL**, **LU**, **OW**, **SH**, **SZ**, **TG**, **UR**, **VD** & **ZG**, aucune planification n'est prévue. Dans le canton de **VD**, la planification de l'approvisionnement en énergie aura lieu dès le 14.04.2003[58] au niveau de la macroplanification.

3.3. Comment le droit cantonal règle-t-il la répartition des tâches entre le canton et les communes?

Dans ce chapitre on examine de quelle manière le droit cantonal a réglé la répartition des tâches entre le canton et les communes dans le domaine de la planification de l'approvisionnement.

Dans les cantons d'**AR** et de **ZH**, non seulement les communes mais aussi les entreprises d'approvisionnement en électricité doivent élaborer le concept énergétique. Dans le canton du **TI**, cette obligation est étendue aux régions[59].

Dans le canton d'**AG**, les communes peuvent, lors de l'élaboration des plans d'utilisation, désigner les secteurs dans lesquels l'équipement est prévu par une entreprise chargée de l'acheminement de l'énergie. Elles doivent être soutenues de manière coordonnée par les syndicats de communes qui peuvent élaborer leurs propres concepts énergétiques.

Dans le canton de **BE**, les communes peuvent établir leurs propres concepts énergétiques.

Dans le canton de **FR**, chaque commune élabore un plan communal des énergies.

Dans le canton de **GE**, les communes sont tenues, ainsi que tous les autres milieux intéressés, tels que les entreprises d'approvisionnement en électricité, les établissement de droit public et les fondations) de collaborer avec l'autorité cantonale compétente. L'autorité cantonale est l'organe d'exécution aux termes de la Loi cantonale sur l'énergie.

Dans le canton de **GL**, il est précisé dans la loi que le canton et les communes collaborent avec les organisations économiques dans l'exécution de la Loi sur l'énergie.

Dans le canton des **GR**, les communes peuvent être soutenues par le canton lors de l'élaboration d'un concept d'approvisionnement lorsque ce dernier correspond à un concept cantonal d'approvisionnement.

Dans les cantons de **NE**, **SO** & **TG**, les communes ont la compétence (et non l'obligation) d'adopter leur propre planification énergétique.

Dans les Lois sur les constructions des cantons de **NW** & **SG**, l'exécution des tâches dans le domaine de la planification énergétique, est confiée aux communes.

---

58 Date de l'entrée en vigueur de la nouvelle Constitution cantonale acceptée en votation populaire le 22.09.2002.

59 La notion de «région » (que l'on retrouve dans la législation tessinoise [*Legge cantonale di applicazione della Legge federale sulla pianificazione del territorio*]), correspond à celle de la Loi fédérale du 21.03.1997 sur l'aide aux investissements dans les régions de montagne (RS 901.1).

Dans les cantons d'**AI**, **BL**, **BS**, **JU**, **LU**, **OW**, **SH**, **SZ**, **UR**, **VD** & **ZG**, il n'y a, actuellement, pas de disposition en vigueur ou en projet.

3.4. Où et comment le droit cantonal traite-t-il des conflits d'intérêts entre un canton, des communes et des entreprises d'approvisionnement (en particulier en ce qui concerne le développement des systèmes énergétiques et réseau ou par conduites)?

Dans ce chapitre, on examine les règles sur la procédure en cas de conflits d'intérêts entre le canton, les communes et les entreprises chargées de l'approvisionnement.

La Loi sur l'énergie du canton de **BE** est le seul texte qui contient une disposition pertinente. Dans le canton de **BL**, ce thème est réglé dans la concession.

Les autres cantons peuvent être répartis en deux groupes:

- Dans les cantons d'**AG**, **AR**, **BS**, **FR**, **GE**, **GL**, **GR**, **JU**, **NW**, **SO** & **UR**, la loi sur l'énergie, respectivement l'approvisionnement en électricité (**GR**: Wasserrechtsgesetz) comprend une disposition particulière. Ces règles peuvent être appliquées en cas de conflit entre le canton, les communes et les entreprises d'approvisionnement en électricité parce qu'elles se rapportent au domaine de l'approvisionnement en électricité;
- Dans les autres cantons (**AI**, **LU**, **NE**, **OW**, **SG**, **SH**, **SZ**, **TG**, **TI**, **VD**, **VS**, **ZG** & **ZH**), il n'y a, actuellement, pas de disposition en vigueur ou en projet. Quiconque a un intérêt digne de protection, peut former opposition ou faire recours conformément aux dispositions générales de procédure relatives à la planification.

III. REGLEMENTATION SPECIALE POUR LES CENTRALES ELECTRIQUES OU LES ENTREPRISES D'ELECTRICITE DU CANTON OU CONCESSIONNEES

1. Bases juridiques

S'il incombe à l'économie privée de fournir de l'énergie en suffisance à tous les consommateurs[60], les cantons ont toutefois adopté des mesures visant à assurer l'approvisionnement en énergie électrique.

Les bases juridiques relatives au statut des établissements cantonaux chargés de l'approvisionnement en électricité ont été intégrées dans une loi ou un décret spécifique dans les cantons suivants: **AR**, **BS**, **FR**, **GE**, **NW**, **OW**, **SH**, **TG**, **TI**, **VD** (de manière indirecte) & **ZH**.

Dans le canton d'**AG**, ces règles sont contenues dans la Loi sur l'énergie. Le Grand Conseil a adopté un mandat de prestation destiné à l'établissement cantonal chargé de l'approvisionnement en énergie électrique.

Dans le canton du **VS**, elles sont contenues dans la Loi sur l'utilisation des forces hydrauliques.

Dans les cantons d'**AI**, **BE**, **BL**, **GL**, **GR JU**, **LU**, **NE**, **SG**, **SO**, **SZ**, **UR** & **ZG**[61], il n'y a, actuellement, pas de disposition en vigueur ou en projet.

2. Forme juridique

Quant à la forme des entreprises cantonales d'électricité, les cantons peuvent être répartis en deux groupes principaux:

1) Dans les cantons d'**AR**, **BS**, **GE**, **NW**, **OW**, **TI** & **ZH**, l'entreprise cantonale d'électricité est un *établissement de droit public* qui dispose de la personnalité juridique, sauf à **BS**.

2) Dans les cantons d'**AG**, **FR**, **SH** & **TG**, l'entreprise cantonale chargée de l'approvisionnement en électricité est une *société anonyme de droit privé* au sens des art. 620 ss. du Code des obligations (ci-après: CO[62]).

   Dans les cantons d'**OW** & **ZH**, la transformation des établissements de droit public «*Elektrizitätswerk **OW***» respectivement «*Elektrizitätswerke des Kantons ZH*» en une société anonyme est programmée.[63]

   La société «*Forces motrices valaisannes SA*» est une *société anonyme d'économie mixte* de droit privé au sens de l'art. 762 al. 2 CO. Elle collabore avec les entreprises régiona-

60 Message LEne, FF 1996 IV 1012, 1089.

61 Pour les cantons de **BE**, **GL**, **JU** & **SO**, cf. cependant ch. 2 ci-après.

62 RS 220.

63 Dans le canton du **TI**, le Conseil d'Etat a proposé une telle transformation pour l'Azienda elettrica ticinese. Le projet a été retiré par la suite.

les de distribution, lesquelles sont appelées à remplacer progressivement les entreprises communales d'électricité (**VS**).

Aux termes de la Loi sur l'énergie du canton de **GL**, le canton est habilité à acquérir des participations dans des entreprises d'économie mixte dont le but est, entre autres, la distribution d'électricité.

La Compagnie vaudoise d'électricité est une *société anonyme*. Il ne ressort toutefois pas clairement des dispositions examinées s'il s'agit d'une société anonyme privée ou d'économie mixte (**VD**).

Dans le canton de **BE**, il n'existe pas de base légale sur l'existence d'une entreprise cantonale d'électricité. Selon les informations fournies par le site internet de la société anonyme BKW FMB Energie AG[64], le canton de **BE** dispose de 63,5% du capital-actions de cette société.

L'établissement chargé de l'approvisionnement, de l'acheminement et de la distribution d'énergie électrique est une société anonyme de droit privé[65] (**JU**).

Les autorités du Canton de **SO** ont toujours refusé la constitution d'une entreprise cantonale d'électricité. Elles ont toutefois décidé d'augmenter la participation du canton au capital-actions du principal fournisseur en électricité du canton.

* * *

Plusieurs cantons ont créé des sociétés anonymes dont le but est la livraison d'énergie:

- Les cantons d'**AG**, **GL**, **SH**, **TG**, **ZG** & **ZH** sont les actionnaires actuels des Nordostschweizerischen Kraftwerke (NOK); ces dernières années, dans les cantons d'**AG**, **GL**, **SH** & **TG**, le législateur a adopté des dispositions qui permettent au Gouvernement cantonal de proposer des modifications du contrat ou son abrogation Cette proposition est actuellement en discussion au niveau parlementaire dans le canton de **ZH**. Dans le canton de **ZG**, ce sujet n'a pas encore été abordé.
- Les cantons d'**AR** & **SG** ont fondé les «St.Gallisch-Appenzellische Kraftwerke AG» (SAK) en 1914. En 1951, le canton d'**AI** est devenu actionnaire des SAK. Selon décision du Grand Conseil du 29 novembre 1999, la Standeskommission est habilitée à déclarer le retrait du canton de la société ou à proposer la modification du contrat entre les SAK et le canton d'**AI**.
- Les cantons **BL** & **BS** sont actionnaires de la société anonyme «Kraftwerk Birsfelden AG» dont le siège est à Birsfelden (**BL**).

Dans les cantons de **GR**, **LU**, **NE**, **SZ** & **UR**, il n'y a, actuellement, pas de disposition en vigueur ou en projet.

---

64 http://www.bkw-fmb.ch .

65 Journal des débats du Parlement de la République et Canton du Jura 1997, S. 227 & 228.

3. Monopole d'approvisionnement et de secteur

Dans sa décision du 17.09.2002[66], la ComCo a rappelé quelles étaient les conditions (très restrictives en l'occurrence) nécessaires à l'existence d'un monopole de droit des entreprises d'approvisionnement en électricité[67].

Pour mémoire, seuls les dispositions législatives des cantons **JU** & **OW**[68] mentionnent l'existence d'un monopole de droit pour la distribution de l'électricité. Dans le projet de *Gesetz über die Stromversorgung* (**ZH**), la création d'un monopole de droit est envisagée pour les réseaux de distribution mais non pour la distribution de courant.

Pour le reste, tant la pratique que la doctrine sont d'avis qu'un «Zulassungszwang» (obligation de permettre l'accès au marché) est le corrélat du monopole de fait[69]. Le monopole de fait n'autorise toutefois pas les communes à interdire à leurs administrés un approvisionnement par leurs propres moyens ou le raccordement à des entreprises de distribution voisines dans le but de couvrir leurs besoins en énergie électrique[70].

4. Privilèges ou obligations du point de vue de l'entreprise?

De l'existence d'un monopole de droit, il découle pour l'entreprise, d'une part, l'absence de concurrence et, d'autre part, l'obligation exclusive d'approvisionnement (**JU** & **OW**[71]). Dans le canton d'**OW**, le concessionnaire est exempté d'impôts et peut disposer du domaine public[72].

Dans les cantons où l'existence d'un monopole de fait peut être admise[73], les entreprises étatiques ont le privilège de l'exemption d'impôts (**GE**, **NW** & **TI**). En contrepartie, elles peuvent être tenues au besoin de fournir certaines prestations sans contreprestation de l'Etat (**AG**).

Ces entreprises sont soumises au régime de la concurrence.

---

66 Affaire 01/FB-003. Les Entreprises Electriques Fribourgeoises ont formé un recours de droit administratif contre cette décision.

67 Cf. ci-devant ch. I-2.5.c.

68 La future EWO Holding AG sera soumise à la concurrence wird dem Wettbewerb unterstellt.

69 PETER RÜEGGER, Rechtsprobleme der Verteilung elektrischer Energie durch öffentlichrechtliche Anstalten, thèse Zürich, 1991, p. 104.

70 RÜEGGER, op.cit. (note 69), p. 82.

71 Selon le projet d'*Energiewirtschafts- und Stromversorgungsgesetz*, plusieurs entreprises d'électricité pourront, à l'avenir, livrer du courant sur le territoire cantonal.

72 À l'avenir, toute utilisation d'un immeuble du domaine public nécessitera l'octroi d'une autorisation cantonale.

73 Cf. ch. I-2.5.c/3.

INDEX

Introduction 3

1. Situation initiale 3
2. Méthode de travail 3

I. «Service Public» 5

1. Généralités 5

1.1. Notion de «Service public» 5

1.2. Dispositions cantonales relatives au «Service public» 6

1.2.1. Définitions légales et description du «Service public» 6

1.2.2. Obligations relatives au «Service public» contenues dans le droit cantonal 7

1.2.2.1. Attribution des aires de desserte liée à un mandat de prestation 7
1.2.2.2. Obligation de raccordement 8
1.2.2.3. Solidarité de prix obligatoire pour l'acheminement de l'électricité 8
1.2.2.4. Obligation d'approvisionnement en faveur des clients captifs 8
1.2.2.5. Principe de la solidarité des prix pour les clients captifs dans le même groupe de clients 8
1.2.2.6. Garantie de réseaux sûrs et performants 9

2. Obligation d'approvisionnement au sens étroit 9

2.1. Approvisionnement en énergie en tant que tâche publique 9

2.2. Attribution des compétences: rôle du canton et des communes 10

2.3. Obligation d'approvisionnement des entreprises d'électricité 10

2.4. Mode de transfert d'une obligation d'aprovisionnement 11

Annexe (à la question 2.4) 11

2.5. Principaux effets liés à l'obligation d'approvisionnement 12

2.5.1. Droits et obligations du fournisseur 12

2.5.2. L'obligation d'approvisionnement va-t-elle de pair avec une attribution de secteur? 13

2.5.3. L'obligation d'approvisionnement va-t-elle de pair avec un monopole d'approvisionnement? 13

1) Cantons dont la législation a expressément aménagé un monopole 15
2) Cantons dans lesquels le libre marché est prévu implicitement ou expressément 15
3) Cas non réglés 15
4) Cantons qui n'ont pas adopté de dispositions relevantes en la matière 16

2.5.4. Une part de souveraineté est-elle ainsi transférée? 16

2.5.5. Un devoir de coopération (avec le canton, d'autres cantons ou d'autres entreprises) est-il lié à l'obligation d'approvisionnement? 17

2.6. Mécanismes du droit cantonal visant la garantie et/ou la pénétration de l'éxécution de l'obligation d'approvisionnement au sens étroit 17

2.7. Règles applicables si le droit cantonal ne prévoit pas d'obligation d'approvisionnement ... 18
3. Sécurité de l'approvisionnement ... 18
3.1. Dispositions relatives à la sécurité qualitative ... 18
3.2. Dispositions relatives à la capacité ... 19
3.3. Comment règle-t-on la problématique des goulots d'étranglement de capacité? ... 19
3.4. Autres mandats de prestations en rapport avec la sécurité d'approvisionnement 20
3.5. Le droit cantonal contient-il des règles sur la manière dont ces mandats légaux relatifs à la sécurité de l'approvisionnement sont assurés? ... 21
4. Dispositions spéciales pour certaines régions ... 23
4.1. Traitement différencié de certaines régions dans le canton? ... 23
4.2. Solidarité de prix ou autres mécanismes de compensation pour des parties de territoire déterminées: mention du mécanisme dans les bases juridiques? ... 23
1) Cantons dont la législation prévoit la fixation du prix de base et du prix proportionnel ... 24
2) Cantons dont la législation n'est pas claire ... 25
3) Aucune règlementation ... 25
5. Obligation de raccordement et conditions de raccordement ... 25
5.1. Obligation de raccordement ... 25
5.2. Conditions de raccordement ... 26
5.3. Règles sur les frais de raccordement ... 26
6. Dispositions cantonales concernant les relations avec les consommateurs d'électricité ... 27
6.1. Existe-t-il des dispositions cantonales concernant le rapport de droit entre le fournisseur et le consommateur? ... 27
6.2. Le libre choix du fournisseur est-il accordé au client? ... 27
6.3. Le droit cantonal contient-il des normes relatives aux conditions de prix? ... 28
6.4. Le droit cantonal contient-il des normes sur l'arrangement de la fourniture d'électricité? ... 28
6.5. Le droit cantonal se prononce-t-il sur la possibilité d'abandonner des consommateurs d'électricité? ... 29
6.6. Le droit cantonal se prononce-t-il sur des questions de responsabilité? ... 29

II. Planification de l'approvisionnement ... 30

1. Généralités ... 30
2. Dispositions relatives à l'objectif ... 31
3. Planification de l'approvisionnement en électricité ... 31

3.1. Qui est responsable de la planification? 31
3.2. À quel niveau? 31
3.3. Comment le droit cantonal règle-t-il la répartition des tâches entre le canton et les communes? 32
3.4. Où et comment le droit cantonal traite-t-il des conflits d'intérêts entre un canton, des communes et des entreprises d'approvisionnement (en particulier en ce qui concerne le développement des systèmes énergétiques et réseau ou par conduites)? 33

III. Règlementation spéciale pour les centrales électriques ou les entreprises d'électricité du canton ou concessionnées 34

1. Bases juridiques 34
2. Forme juridique 34
3. Monopole d'approvisionnement et de secteur 36
4. Privilèges ou obligations du point de vue de l'entreprise? 36

Index 37

INSTITUT FÜR FÖDERALISMUS, UNIVERSITÄT FREIBURG
INSTITUT DU FÉDÉRALISME, UNIVERSITÉ DE FRIBOURG
INSTITUTE OF FEDERALISM, UNIVERSITY OF FRIBOURG

Die Elektrizitätswirtschaftsordnung

Übersicht und Beurteilung des kantonalen Rechts

Detailtabellen nach Themen

März 2003

© 2003, Institut für Föderalismus,
Universität Freiburg
Rte d'Englisberg 7
1763 Granges-Paccot (FR)

J.-L. GASSMANN, lic. iur., not. (Projektleiter), Prof. B. WALDMANN, Dr. iur. (Gesamtleitung) - M. ROTH, lic.iur.- C. VERDON, lic. iur. - M. SULSER, lic. iur.

I. «SERVICE PUBLIC»
«SERVICE PUBLIC»

1. Allgemeines
Généralités

1.1. Begriff «Service public»
Terme « Service public »

1.2. Kantonale Bestimmungen zum «Service public»
Dispositions cantonales relatives au service public

1.2.1. Legaldefinitionen und Umschreibungen des «Service public»
Définitions légales et description du Service public

Kantone	Text der einschlägigen Bestimmungen
AG	**§ 54 Abs. 1 KV** Der Kanton fördert die umweltgerechte und wirtschaftliche Energieversorgung sowie die sparsame Energieverwendung. Er kann Versorgungsbetriebe errichten und unterhalten oder sich an Werken beteiligen. **§ 1 lit. a Energiegesetz** Ziel dieses Gesetzes ist, die **Energieversorgung** sicherzustellen.
AI	**Verfassung** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Art. 15 Energiegesetz** Die Standeskommission ist für die Versorgung mit elektrischer Energie zuständig und trifft die dazu erforderlichen Massnahmen.
AR	**Art. 34 Abs. 1 KV** Kanton und Gemeinden fördern die **sichere**, umweltschonende Versorgung mit Energie und deren sparsame und rationelle Verwendung. **Art. 1 Abs. 2 Energiegesetz** Es (das Energiegesetz) soll zu einer **ausreichenden**, breit gefächerten, **sicheren**, wirtschaftlichen und umweltverträglichen Energieversorgung beitragen.
BE	**Art. 35 Abs. 2, 1. Satz KV** Sie [Kanton und Gemeinden] treffen Massnahmen für eine umweltgerechte, wirtschaftliche und **ausreichende** Energieversorgung. **Art. 1 lit. c Energiegesetz** Dieses Gesetz bezweckt, eine wirtschaftliche, vielseitige, **ausreichende** und umweltschonende Energieversorgung zu fördern.
BL	**§ 115 KV** Kanton und Gemeinden fördern eine sichere, volkswirtschaftlich optimale und umweltgerechte Versorgung mit Energie sowie deren sparsame und wirtschaftliche Verwendung. (Abs. 1) Kanton und Gemeinden können sich an Anlagen der Energieversorgung beteiligen und nötigenfalls solche Anlagen selbst erstellen und betreiben. (Abs. 3)

	§ 1 lit. a Energiegesetz Dieses Gesetz will, dass die **sichere**, umweltgerechte, breit gefächerte und volkswirtschaftlich optimale Versorgung mit Energie gefördert wird.
BS	**Verfassung** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **§ 1 lit. b Energiegesetz** Dieses Gesetz bezweckt, die Energieversorgung zu sichern.
FR	**Verfassung** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. ***Art. 85 KV-Vorentwurf*** *Staat und Gemeinden stellen die Wasser- und Energieversorgung sicher.* **Art. 1 Abs. 1 Energiegesetz** Mit dem Ziel einer nachhaltigen Entwicklung soll dieses Gesetz zu einer **ausreichenden**, breit gefächerten, **sicheren** und wirtschaftlichen Energieversorgung beitragen, die mit den Anforderungen des Umweltschutzes und der Raumplanung vereinbar ist. ***Art. 4 Abs. 3 Gesetz über die Elektrizitätsversorgung (EVG) (Vorentwurf)*** *Die Verteilnetze müssen sicher, zuverlässig, leistungsfähig und wirtschaftlich sein.*
GE	**Art. 160E al. 1 Cst.** La politique cantonale en matière d'approvisionnement, de transformation, de distribution et d'utilisation de l'énergie est fondée, dans les limites du droit fédéral, sur la conservation de l'énergie, le développement prioritaire des sources d'énergie renouvelables et le respect de l'environnement. **Art. 1er al. 1 Loi sur l'énergie** La présente loi a pour but un approvisionnement énergétique **suffisant**, **sûr**, économique, diversifié et respectueux de l'environnement.
GL	**Art. 46 Abs. 2 KV** Der Kanton und die Gemeinden fördern eine **ausreichende** und umweltgerechte Energieversorgung. **Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
GR	**Verfassung vom 02.10.1892** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. ***Art. 82 KV (Abstimmungsvorlage)*** *Kanton und Gemeinden sorgen für die angemessene Versorgung des Kantonsgebietes bezüglich Wasser und Energie, Verkehrsbindungen sowie Telekommunikation. (Abs. 1)* *Sie fördern die sichere, ausreichende und umweltschonende Versorgung mit Energie, deren sparsame und rationelle Verwendung sowie die Nutzung erneubaren Energien. (Abs. 2)* **Art. 2 lit. c Wasserrechtsgesetz** Dieses Gesetz bezweckt eine **sichere**, **ausreichende** und **weitgehend** eigenständige **Versorgung** des Kantons mit **möglichst preisgünstiger** Energie

	Art. 2 Abs. 1 Energiegesetz Dieses Gesetz fördert eine rationelle, **ausreichende** und wirtschaftliche Energieversorgung ...
JU	**Constitution** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Art. 1er al. 1 lit. a Loi sur l'énergie** La présente loi vise à favoriser un approvisionnement énergétique **suffisant**, diversifié et économique.
LU	**Verfassung** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energieverordnung** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
NE	**Art. 5 al. 1 lit. l Cst.** Dans les limites de leurs compétences et en complément de l'initiative et de la responsabilité des autres collectivités et des particuliers, l'Etat et les communes assument les tâches que la loi leur confie, notamment: l. l'approvisionnement en eau et en énergie (…) **Art. 1er al. 1 Loi sur l'énergie** Conformément au droit fédéral et dans la perpective du développement durable, la présente loi vise à contribuer à un approvisionnement énergétique du canton **suffisant**, diversifié, **sûr**, économique et compatible avec les impératifs de la protection de l'environnement.
NW	**Verfassung** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Art. 2a Gesetz über das kantonale Elektrizitätswerk NW** Die Energieversorgung umfasst Bau, Betrieb und Unterhalt von Anlagen für Produktion , Speicherung, Transport und Verteilung, die Beteiligung an solchen Anlagen sowie die Beschaffung von Energie. (Abs. 1) Die Energieversorgung soll **sicher**, wirtschaftlich, umweltgerecht und im Rahmen optimaler Energienutzung **ausreichend** sein. (Abs. 2)
OW	**Verfassung** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Art. 1 Gesetz über das Elektrizitätswerk OW** Das Elektrizitätswerk OW hat die Versorgung mit elektrischer Energie im Kanton **sicherzustellen**. *Im Entwurf des Energiewirtschafts- und Stromversorgungsgesetzes schlägt der Regierungsrat vor, das Gesetz über das Elektrizitätswerk OW aufzuheben.* ***Art. 8 lit. c Energiewirtschafts- und Stromversorgungsgesetz (Entwurf)*** *Im Rahmen der Stellung als Aktionäre und Aktionärinnen der EWO Holding AG setzen sich Kanton und Gemeinden insbesondere für folgende Ziele ein :* *c) eine **sichere**, wirtschaftliche und umweltverträgliche Energieversorgung.*

SG	**Art. 21 lit. a KV** Der Staat setzt sich zum Ziel, dass die **Versorgung** mit Wasser und **Energie gesichert** ist und der Verbrauch sparsam erfolgt. **Art. 1 Abs. 1 lit. a Energiegesetz** Dieses Gesetz bezweckt die Umsetzung einer nachhaltigen Energiepolitik durch Förderung einer **ausreichenden**, **wirtschaftlichen**, umweltschonenden und **sicheren** Energieversorgung.
SH	**Art. 84 Abs. 1 KV** Kanton und Gemeinden stellen die Wasserversorgung sicher und treffen Massnahmen für eine **ausreichende** und umweltschonende Energieversorgung. **Art. 1 Elektrizitätsgesetz** Der Kanton sorgt für eine **flächendeckende** Grundversorgung von Bevölkerung und Wirtschaft mit elektrischer Energie (Abs. 1) Zur Grundversorgung gehören - der Bau und Betrieb des erforderlichen Leitungsnetzes; - die **regelmässige** und **ausreichende** Versorgung mit elektrischer Energie. (Abs. 2)
SO	**Art. 117 KV** Kanton und Gemeinden können Massnahmen treffen zur **Sicherstellung** einer umweltgerechten und wirtschaftlichen Versorgung mit Energie und zu ihrer sparsamen Verwendung. **§ 1 Abs. 1 lit. a Energiegesetz** Dieses Gesetz bezweckt eine **ausreichende**, wirtschaftliche und umweltschonende Energieversorgung zu fördern.
SZ	**Verfassung** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Der Kanton SZ hat weder ein Energiegesetz noch ein Elektrizitäts(versorgungs)-gesetz.**
TG	**§ 82 KV** Kanton und Gemeinden sorgen für die Bereitstellung von Wasser und Energie. Sie fördern Massnahmen zur sparsamen Verwendung. (Abs. 1) Sie können Versorgungs- oder Kraftwerke führen. (Abs. 2) **§ 1 Energiegesetz** Das Gesetz hat zum Ziel, eine **ausreichende**, wirtschaftliche und umweltschonende Versorgung mit Energie zu fördern. **§ 1 Abs. 2 Gesetz über das Elektrizitätswerk** Die Gesellschaft (Elektrizitätswerk des Kantons TG) trägt zu einer **sicheren** Elektrizitätsversorgung bei, in erster Linie durch die Versorgung von Endverteilern.
TI	**Costituzione** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Art. 1 cpv. 1 Legge cantonale sull'energia** La presente legge ha lo scopo di favorire un approvvigionamento energetico del Cantone **sufficiente**, **sicuro**, economico e compatibile con le esigenze di protezione dell'ambiente.

UR	**Verfassung** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Art. 1 Abs. 2 Energiegesetz** Der Kanton setzt sich im Rahmen seiner Zuständigkeit ein für eine **ausreichende**, breit gefächerte, **sichere**, wirtschaftliche und umweltverträgliche Energieversorgung ...
VD	**Constitution du 01.03.1885** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. ***Art. 56 al. 2 Cst. du 22.09.2002 en vigueur dès le 14.04.2003*** *Ils (l'Etat et les communes) veillent à ce que l'approvisionnement en eau et en énergie soit **suffisant**, diversifié, **sûr**, économiquement optimal et respectueux de l'environnement.* **Pas de Loi cantonale sur l'énergie ou sur l'approvisionnement en électricité** **Pas d'ordonnance cantonale sur l'énergie ou sur l'approvisionnement en électricité** **Art. 9 Décret sur le renouvellement et l'extension des concessions de la Compagnie vaudoise des forces motrices des lacs de Joux et de l'Orbe** La CVE (Compagnie vaudoise d'électricité) est tenue de **couvrir les besoins en énergie électrique des régions du canton** dont les limites sont fixées par le Conseil d'Etat. **Règlement sur les mesures financières visant à favoriser une utilisation rationnelle de l'énergie** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
VS	**Verfassung** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Art. 83 Abs. 1 Gesetz über die Nutzbarmachung der Wasserkräfte** Jedes Unternehmen, dem für die Stromversorgung ein Sonderrecht zukommt, ist verpflichtet, sämtliche Bezüger seines Kreises nach Massgabe seiner Möglichkeiten und zu **normalen Bedingungen mit Strom zu versorgen**.
ZG	**Verfassung** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **§ 1, 2. Satz Energiegesetz** Es (das Energiegesetz) fördert die **Sicherheit der Energieversorgung**.
ZH	**Verfassung** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Art. 1 lit. a Energiegesetz** Dieses Gesetz beweckt, eine **ausreichende**, wirtschaftliche und umweltschonende Energieversorgung zu fördern. ***§ 1 Abs. 1 Gesetz über die Stromversorgung (Entwurf)*** *Der Staat gewährleistet eine **sichere**, wirtschaftliche und umweltgerechte Stromversorgung.*

1.2.2. Kantonale Service public-Pflichten

Obligations relatives au «Service public» contenues dans le droit cantonal

Kantone	Text der einschlägigen Bestimmungen
AG	**§ 17 Abs. 1 Energiegesetz** Kanton und Gemeinden können Energieanlagen selbst erstellen und betreiben, sofern der private Sektor die betreffenden Bedürfnisse nicht oder ungenügend deckt. Sie können sich an solchen Unternehmen beteiligen oder die erforderlichen Zusammenarbeitsverträge abschliessen. **§ 2 Dekret über den Leistungsauftrag der AEW Energie AG** Ohne Anspruch auf Entschädigung durch den Kanton erfüllt die AEW Energie AG folgende obligatorische Aufgaben: a) Sie erstellt und betreibt ein leistungsfähiges Verteilnetz für elektrische Energie so, dass damit, zusammen mit den Netzen Dritter, die Elektrizitätsversorgung der Siedlungsgebiete im ganzen Kanton sichergestellt werden kann. b) Sie leistet allein oder durch Beteiligung an anderen Unternehmen einen Beitrag zur Elektrizitätsversorgung durch flächendeckende Lieferungen im ganzen Kantonsgebiet oder durch Belieferung von Elektrizitätsversorgungsunternehmen. c) Sie erfüllt die Verpflichtungen, welche dem Kanton im Zusammenhang mit der Beschaffung von elektrischer Energie aus den vertraglichen Verpflichtungen gegenüber den Nordostschweizerischen Kraftwerken AG (NOK) erwachsen. d) ... **§ 3 Abs. 2 Satz 2 Geschäftsreglement für das AG-Elektrizitätswerk** Im Bereich der Stromversorgung sollen die angesetzten Preise in Abstimmung mit den Lieferbedingungen im ganzen Kantonsgebiet einheitlich zur Anwendung gelangen. * * * Der Verwaltungsrat des Aargauischen Elektrizitätswerkes hat die folgenden allgemeinen Geschäftsbedingungen erlassen: **Allgemeine Geschäftsbedingungen für den Verkauf elektrischer Energie in 16-kV-Hochspannung an Wiederverkäufer** **Allgemeine Geschäftsbedingungen für den Verkauf elektrischer Energie in 16-kV-Hochspannung an Endverbraucher** * * * **§ 4 Vertrag ... betreffend Gründung der Gesellschaft der Nordostschweizerischen Kraftwerke A.G.** Die Nordostschweizerischen Kraftwerke sind verpflichtet, in den beteiligten Kantonen die elektrische Energie unter gleichen Verhältnissen zu den gleichen Bedingungen abzugeben, vorbehältlich der bestehenden Verträge und Konzessionen. (Abs. 1) Die beteiligten Kantone verpflichten sich, die gesamte elektrische Energie für ihre staatlichen Kraftversorgungen von den Nordostschweizerischen Kraftwerken zu beziehen, so lange diese in der Lage sind, zu annehmbaren Bedingungen Kraft zu liefern. Dabei hat es die Meinung, dass die Bedingungen, zu denen die beteiligten Kantone von den Kraftwerken Strom beziehen, unter keinen Umständen ungünstiger sein dürfen, als diejenigen, zu welchen sie bei Abschluss dieses Vertrages ihren Energiebedarf decken. (Abs. 2)

AI	**Energiegesetz** Art. 16: Die Standeskommission bezeichnet die Netzgebiete der auf Kantonsgebiet tätigen Elektrizitätsversorgungsunternehmen. Die Zuteilung des Netzgebietes kann mit einem Leistungsauftrag an die Netzbetreiberin verbunden werden. (Abs. 1) Vor der Bezeichnung der Netzgebiete und der Erteilung von Leistungsaufträgen werden die Versorgungsunternehmen angehört. (Abs. 2) Art. 17: Innerhalb ihrer Netzgebiete sind die Elektrizitätsversorgungsunternehmen verpflichtet, die Endverbraucher sowie Elektrizitätserzeuger an das Elektrizitätsnetz anzuschliessen. (Abs. 1) Die Standeskommission bestimmt jene Gebiete, in denen für die Versorgungsunternehmen die Pflicht besteht, Endverbraucher sowie Elektrizitätserzeuger an das Netz anzuschliessen.(Abs. 2) Mittels Verfügung kann die Standeskommission die auf ihrem Gebiet tätigen Elektrizitätsversorgungsunternehmen verpflichten, Endverbraucher sowie Elektrizitätserzeuger auch ausserhalb ihres Netzgebietes an das Netz anzuschliessen, wenn: a) die Selbstversorgung oder der Anschluss an ein anderes Netz nicht möglich oder unverhältnismässig ist; b) der Anschluss an das zu verpflichtende Elektrizitätsversorgungsunternehmen technisch und betrieblich möglich und wirtschaftlich tragbar ist. (Abs.3)
AR	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energieverordnung** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Art. 1 Wasserrechtskonzession für die AG Elektrizitätswerk Heiden** Die Aktiengesellschaft „Elektrizitätswerk Heiden“ mit Sitz in Heiden oder deren Nachfolger erhält die Bewilligung zur Ausnutzung des Gstaldenbaches ... Die Bewilligung erfolgt unter dem Vorbehalt und unter Behaftung dafür, dass das Werk die Versorgung der Gemeinde Heiden und Umgebung auf appenzell-ausserrhodischem Gebiet mit elektrischer Kraft und Licht bezweckt und dass jede geschäftliche Spekulation ausgeschlossen sei. **Art. 1 Wasserrechtskonzession für die Elektrizitätswerk Urnäsch AG** Die Bewilligung zum Weiterbetriebe des Werkes wird erteilt auf Grund des heutigen Umfanges des Werkes ... und unter Behaftung dafür, dass das Werk die Versorgung der Gemeinde Urnäsch und der Umgebung auf appenzell-ausserrhodischem Gebiet mit elektrischer Kraft und Licht bezweckt und dass jede geschäftliche Spekulation ausgeschlossen sei. **Wasserrechtskonzession für die St.Gallisch-Appenzellische Kraftwerke AG** Ziff. 13 der Konzessionsbedingungen: Die durch die verliehenen Wasserkräfte erzeugte elektrische Energie hat der Speisung der Verteilnetzes der SAK [St.Gallisch-Appenzellische Kraftwerke] zu dienen.
BE	**Art. 11 Abs. 1 Energiegesetz** Der zuständige Energieverteiler ist nach Massgabe der verfügbaren Energiemenge verpflichtet, den Energieverbrauchern seines Gebietes die für Haushalt und Betrieb benötigte leitungsgebundene Energie zu liefern.

BL	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Art. 2 lit. b Vertrag zwischen dem Kanton Basel-Landschaft und dem Kanton Basel-Stadt betreffend Gründung einer Aktiengesellschaft zum Bau und Betrieb einer Wasserkraftanlage bei Birsfelden** Die zu gründende Aktiengesellschaft bezweckt ausschliesslich die Erzeugung elektrischer Energie in diesem Kraftwerk und deren Abgabe an die Vertragsparteien und zwar im Schaltgebäude an den Endverschlüssen der abgehenden 50-kV-Kabelleitungen.
BS	**IWB-Gesetz** § 9: Die Versorgungsnetze werden in dem im Zonenplan ausgeschiedenen Baugebiet erstellt. (Abs. 1) Ausserhalb dieses Gebietes werden Netze erstellt, wenn öffentliche Interessen es erfordern oder wenn ein Bezüger auf die Versorgung angewiesen oder dazu verpflichtet ist und die vollen Kosten entrichtet. (Abs. 2) Damit ein Netz ausgebaut werden kann, müssen ausserdem folgende Voraussetzungen erfüllt sein: 1. Betriebliche Notwendigkeit oder 2. a) Vorhandensein genügender Energie- und Trinkwassermengen, b) genügende Leistungsfähigkeit der bisherigen Versorgungsanlagen, an die der neue Netzteil angeschlossen werden soll, und c) Wirtschaftlichkeit des neuen Netzteils. (Abs. 3) § 21: Der Kanton liefert den Benützern in den mit Versorgungseinrichtungen erschlossenen Gebieten Energie und Trinkwasser nach Massgabe der verfügbaren Menge und im Rahmen der Leistungsfähigkeit der Versorgungsanlagen.
FR	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energiereglement** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. ***Gesetz über die Elektrizitätsversorgung (EVG) (Vorentwurf)*** *Art. 4: Alle Endverbraucherinnen und -verbraucher müssen an ein Verteilnetz angeschlossen werden können, sofern die gesetzlichen Voraussetzungen erfüllt sind. (Abs. 2)* *Die Verteilnetze müssen sicher, zuverlässig, leistungsfähig und wirtschaftlich sein. (Abs. 3)* *Die Preise für die Versorgung dürfen keine unverhältnismässigen Unterschiede zwischen den konzessionierten Unternehmen aufweisen. (Abs. 4)* *Art. 7 Abs. 1: Die konzessionierten Unternehmen sind verpflichtet, alle Endverbraucherinnen und - verbraucher auf ihrem Netzgebiet anzuschliessen.* *Art. 9 Abs. 1: Ein konzessioniertes Unternehmen kann mit einem anderen konzessionierten Unternehmen den Anschluss eines Punkts im eigenen Netzgebiet vereinbaren.*
GE	**Loi sur l'énergie** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.

	Règlement d'application de la loi sur l'énergie Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
GL	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **§ 4 Vertrag ... betreffend Gründung der Gesellschaft der Nordostschweizerischen Kraftwerke A.G.** Die Nordostschweizerischen Kraftwerke sind verpflichtet, in den beteiligten Kantonen die elektrische Energie unter gleichen Verhältnissen zu den gleichen Bedingungen abzugeben, vorbehältlich der bestehenden Verträge und Konzessionen. (Abs. 1) Die beteiligten Kantone verpflichten sich, die gesamte elektrische Energie für ihre staatlichen Kraftversorgungen von den Nordostschweizerischen Kraftwerken zu beziehen, so lange diese in der Lage sind, zu annehmbaren Bedingungen Kraft zu liefern. Dabei hat es die Meinung, dass die Bedingungen, zu denen die beteiligten Kantone von den Kraftwerken Strom beziehen, unter keinen Umständen ungünstiger sein dürfen, als diejenigen, zu welchen sie bei Abschluss dieses Vertrages ihren Energiebedarf decken. (Abs. 2)
GR	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Wasserrechtsgesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Art. 29 Verordnung zum Wasserrechtsgesetz** Die Regierung erstellt ein kantonales Versorgungskonzept. Das Versorgungskonzept enthält: a) generelle Anforderungen an die Sicherheit der Versorgung von Regionen und Teilregionen des Kantons; b) Massnahmen, welche die Versorgungssicherheit erhöhen können; c) Möglichkeiten zur Zusammenarbeit zwischen den Regionen untereinander und mit dem Kanton.
JU	**Loi sur l'énergie** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Ordonnance sur l'énergie** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
LU	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energieverordnung** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
NE	**Loi sur l'énergie** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
NW	**Art. 5 Abs. 1 in fine Gesetz über das kantonale Elektrizitätswerk NW** ...; bei der Tarif- und Preisgestaltung ist zudem auf die Interessen des Kantons angemessen Rücksicht zu nehmen. **Art. 6 Abs. 1, Satz 1 Gesetz über das kantonale Elektrizitätswerk NW** Die Baugebiete innerhalb des Kantons sind mit elektrischer Energie zu versorgen. * * *

	Der Verwaltungsrat des Kantonalen Elektrizitätswerkes NW hat die folgenden Tarife erlassen: **Einheitstarif für Normalkunden** (betr. alle Kunden, die bis 175'000 kWh pro Jahr und pro Zähler im Hochtarif beziehen) Einheitstarif für Landwirtschaftsbetriebe mit Heubelüftungsanlagen **Einheitstarif für Grosskunden** (betr. alle Kunden, die über 175'000 kWh pro Jahr und pro Zähler im Hochtarif beziehen) **Pauschaltarif** (wird angewendet, wo Strom ohne Messeinrichtung abgegeben ist)
OW	**Gesetz über das Elektrizitätswerk OW** Art. 14: Bei der Festsetzung des Preises für die im Kanton abzugebende Energie sind die Interessen des Kantons und der Gemeinden wie auch der Verbraucher zu berücksichtigen. Der Verwaltungsrat erlässt einen Stromtarif, welcher der Genehmigung des Regierungsrates bedarf. Art. 16: Die Versorgung entlegener Gebiete mit elektrischer Energie ist nach Möglichkeit zu fördern. *Im Entwurf des Energiewirtschafts- und Stromversorgungsgesetzes schlägt der Regierungsrat vor, das Gesetz über das Elektrizitätswerk OW aufzuheben.* ***Energiewirtschafts- und Stromversorgungsgesetz (Entwurf)*** *Art. 8 lit. a – c: Im Rahmen der Stellung als Aktionäre und Aktionärinnen der EWO Holding AG setzen sich Kanton und Gemeinden insbesondere für folgende Ziele ein:* *a) Unternehmenstätigkeit im ganzen Kantonsgebiet, soweit Leistungen nicht von den Gemeinden oder anderen Unternehmungen vollumfänglich erbracht werden;* *b) die Führung des Unternehmens nach betriebswirtschaftlichen Grundsätzen;* *c) eine **sichere**, wirtschaftliche und umweltverträgliche Energieversorgung.* *Art. 10: Der Regierungsrat kann zur Förderung erneuerbarer Energie, umweltverträglicher Energiegewinnung und –verwendung, einer rationellen Energienutzung sowie für besondere Leistungen im Elektrizitätsnetz Leistungsvereinbarungen mit der EWO Holding AG oder ihren Tochtergesellschaften abschliessen.* *Art. 18: Wer als Bewilligungsnehmer oder Bewilligungsnehmerin ein Netz zur Verteilung elektrischer Energie betreibt, ist insbesondere verpflichtet:* a) den Anschluss innerhalb der Bauzonen sicherzustellen; b) die bestehenden Anschlüsse ausserhalb der Bauzonen zu erhalten; c) alle nicht marktzutrittsfähigen Abnehmer und Abnehmerinnen in seinem / ihrem Netzgebiet diskriminierungsfrei mit Energie zu versorgen; d) seinen / ihren Abnehmern und Abnehmerinnen innerhalb der gleichen Abnehmergruppe, für gleiche Leistungen gleiche Preise zu verrechnen. (Abs. 1) *Der Regierungsrat kann nach Anhörung des betreffenden Einwohnergemeinderates Änderungen der Anschlusspflicht ausserhalb der Bauzonen beschliessen, sofern dies durch ein öffentliches Interesse gerechtfertigt, technisch möglich, wirtschaftlich vertretbar und Eigenversorgung nicht zumutbar ist sowie die anschlussberechtigte Person die Kosten für Zuteilung und Anschluss übernimmt. (Abs. 2)*
SG	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energieverordnung** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.

SH	**Elektrizitätsgesetz** Art. 8 Abs. 1: Die Netzbetreiberinnen sind verpflichtet, in ihrem Versorgungsgebiet interessierte Kundinnen und Kunden an das Elektrizitätsnetz anzuschliessen. Art. 9: Die Netzbetreiberinnen sind verpflichtet, in ihrem Versorgungsgebiet interessierte Kundinnen und Kunden mit Elektrizität zu versorgen. (Abs. 1) Kundinnen und Kunden innerhalb der gleichen Kundengruppe, die ihre Lieferantinnen nicht frei wählen können, sind zu gleichen Konditionen zu versorgen. (Abs. 2) **§ 4 Vertrag ... betreffend Gründung der Gesellschaft der Nordostschweizerischen Kraftwerke A.G.** Die Nordostschweizerischen Kraftwerke sind verpflichtet, in den beteiligten Kantonen die elektrische Energie unter gleichen Verhältnissen zu den gleichen Bedingungen abzugeben, vorbehältlich der bestehenden Verträge und Konzessionen. (Abs. 1) Die beteiligten Kantone verpflichten sich, die gesamte elektrische Energie für ihre staatlichen Kraftversorgungen von den Nordostschweizerischen Kraftwerken zu beziehen, so lange diese in der Lage sind, zu annehmbaren Bedingungen Kraft zu liefern. Dabei hat es die Meinung, dass die Bedingungen, zu denen die beteiligten Kantone von den Kraftwerken Strom beziehen, unter keinen Umständen ungünstiger sein dürfen, als diejenigen, zu welchen sie bei Abschluss dieses Vertrages ihren Energiebedarf decken. (Abs. 2)
SO	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energieverordnung** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
SZ	**Kein Energiegesetz** **Keine Energieverordnung** **Wasserrechtsverleihung des Bezirkes Schwyz an die zu gründende Aktiengesellschaft Elektrizitätswerk des Bezirks Schwyz** § 12: Das Werk ist verpflichtet, vom 23. Juli 1957 an die Einwohner jener Gebiete des Bezirkes Schwyz, welche am 30. September 1950 durch das Elektrizitätswerk Schwyz beliefert wurden, mit Strom zu versorgen. Diese Verpflichtung erstreckt sich auch auf Gemeinden und Gebiete, die dem Werk das Verteilrecht einräumen und der Stromversorgung durch das Werk angeschlossen werden. Das Werk ist verpflichtet, im Rahmen des für das Werk finanziell Tragbaren auch abgelegeneren Liegenschaften und Häusergruppen elektrische Energie zuzuleiten. § 13: Das Werk ist verpflichtet, die elektrische Energie an seine im Gebiet des Bezirkes Schwyz wohnhaften Abonnenten zu solchen Bedingungen abzugeben, dass der schweizerische Durchschnitt nicht überschritten wird.
TG	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Verordnung zum Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **§ 4 Vertrag ... betreffend Gründung der Gesellschaft der Nordostschweizerischen Kraftwerke A.G.** Die Nordostschweizerischen Kraftwerke sind verpflichtet, in den beteiligten Kan-

	tonen die elektrische Energie unter gleichen Verhältnissen zu den gleichen Bedingungen abzugeben, vorbehältlich der bestehenden Verträge und Konzessionen. (Abs. 1) Die beteiligten Kantone verpflichten sich, die gesamte elektrische Energie für ihre staatlichen Kraftversorgungen von den Nordostschweizerischen Kraftwerken zu beziehen, so lange diese in der Lage sind, zu annehmbaren Bedingungen Kraft zu liefern. Dabei hat es die Meinung, dass die Bedingungen, zu denen die beteiligten Kantone von den Kraftwerken Strom beziehen, unter keinen Umständen ungünstiger sein dürfen, als diejenigen, zu welchen sie bei Abschluss dieses Vertrages ihren Energiebedarf decken. (Abs. 2)
TI	**Legge cantonale sull'energia** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Art. 3b cpv. 1 Legge istituente l'Azienda elettrica ticinese** L'AET (Azienda elettrica ticinese), con riserva di particolari circostanze di fatto che fossero d'ostacolo, fornisce l'energia a prezzi competitivi alle aziende comunali o consortili o a organizzazioni di Comuni analoghe ai Consorzi che ne fanno richiesta.
UR	**Art. 9 Energiegesetz** Die Siedlungen des Kantons sind stets von öffentlichen oder privaten Energieversorgungsunternehmen gesamtwirtschaftlich optimal, sicher, wirtschaftlich und umweltverträglich zu versorgen. (Abs. 1) Innerhalb eines Versorgungsgebietes sind gleiche Konsumentengruppen zu gleichen Tarifbedingungen zu beliefern. (Abs. 2) Der Regierungsrat kann im Rahmen des Bundesrechts zur Sicherstellung der Versorgung öffentlichen oder privaten Versorgungsunternehmen Versorgungsgebiete zuteilen. (Abs.3)
VD	**Pas de Loi cantonale sur l'énergie ou sur l'approvisionnement en électricité** **Pas d'ordonnance cantonale sur l'énergie ou sur l'approvisionnement en électricité** **Art. 68 Règlement d'application de la loi … sur l'utilisation des lacs et cours d'eau … et de la loi … réglant l'occupation et l'exploitation des eaux souterraines …** Le Conseil d'Etat peut exiger que le concessionnaire réduise les prix de l'énergie livrée dans son réseau si, compte tenu de tous les éléments d'appréciation, ses conditions sont nettement plus onéreuses que celles faites dans les autres réseaux du canton.
VS	**Art. 89 Abs. 1 Gesetz über die Nutzbarmachung der Wasserkräfte** Die Gesellschaft (Walliser Elektrizitätsgesellschaft AG) bezweckt namentlich: a) die für den Eigenbedarf des Kantons notwendige Energiereserve, in Ergänzung der bestehenden Disponibilitäten, sicherzustellen; b) … c) Transportnetze zu schaffen und zu bewirtschaften, welche erlauben, die gesamten Regionen des Kantons mit Energie zu versorgen, Energie ausserhalb der Kantonsgrenzen auszuführen und auszutauschen; d) die Versorgung der regionalen Verteilnetze sicherzustellen und zu koordinieren, in Ergänzung der ihnen zur Verfügung stehenden Energie; e) die Organisation der Feinverteilung auf Kantonsgebiet und die Bildung von regionalen Verteilgesellschaften mittels Zusammenschluss von Gemeinde-Elektrizitätswerken zu fördern; f) …

ZG	**§ 2 Energiegesetz** Soweit die Gemeinden keine eigenen leitungsgebundene Energieverteilnetze unterhalten, lassen sie öffentlich-rechtliche Anstalten oder Dritte dieses Aufgabe erfüllen und erteilen die dafür notwendigen Konzessionen **§ 4 Vertrag ... betreffend Gründung der Gesellschaft der Nordostschweizerischen Kraftwerke A.G.** Die Nordostschweizerischen Kraftwerke sind verpflichtet, in den beteiligten Kantonen die elektrische Energie unter gleichen Verhältnissen zu den gleichen Bedingungen abzugeben, vorbehältlich der bestehenden Verträge und Konzessionen. (Abs. 1) Die beteiligten Kantone verpflichten sich, die gesamte elektrische Energie für ihre staatlichen Kraftversorgungen von den Nordostschweizerischen Kraftwerken zu beziehen, so lange diese in der Lage sind, zu annehmbaren Bedingungen Kraft zu liefern. Dabei hat es die Meinung, dass die Bedingungen, zu denen die beteiligten Kantone von den Kraftwerken Strom beziehen, unter keinen Umständen ungünstiger sein dürfen, als diejenigen, zu welchen sie bei Abschluss dieses Vertrages ihren Energiebedarf decken. (Abs. 2)
ZH	**§ 3, 1. Satz Energiegesetz** Unternehmen gemäss § 2 Abs. 1 (Unternehmen mit staatlicher oder gemeindlicher Beteiligung) geben Energie grundsätzlich gestützt auf allgemein verbindliche Gebühren für Anschluss und Lieferung ab. *Diese Bestimmung wird dem zukünftigen Gesetz über die Stromversorgung angepasst.* **§ 2, 1. Satz Gesetz betreffend die Elektrizitätswerke des Kantons ZH** Die EKZ (Elektrizitätswerke des Kantons ZH) versorgen den Kanton wirtschaftlich, sicher und umweltgerecht; ausgenommen ist das Gebiet der Stadt Zürich. *Im Entwurf des Gesetzes über die Stromversorgung schlägt der Regierungsrat vor, das Gesetz betreffend die Elektrizitätswerke des Kantons ZH aufzuheben.* ***Gesetz über die Stromversorgung (Entwurf)*** *§ 8: Der Regierungsrat teilt die Netzgebiete für jede Netzebene flächendeckend über das ganze Kantonsgebiet zu. Er hört vorgängig die betroffenen Gemeinden und Elektrizitätsunternehmen an. Er kann mit der Zuteilung einen Leistungsauftrag verbinden oder dieses Recht an Gemeinden delegieren. (Abs. 1)* *Die Zuteilung erfolgt grundsätzlich gemäss den bestehenden Eigentumsverhältnissen an den Elektrizitätsnetzen sowie gemäss allfälligen vertraglichen Regelungen zwischen den Elektrizitätsversorgungsunternehmen. Bestehende Netzgebiete dürfen nur aufgeteilt werden, wenn dadurch die Preissolidarität nicht beeinträchtigt wird. (Abs. 2)* *Das für ein Netzgebiet zuständige Elektrizitätsversorgungsunternehmen ist berechtigt und verpflichtet, sämtliche Netzanschlüsse zu erstellen und das dazugehörige Netz sicher und wirtschaftlich zu betreiben. Soweit Netzanschlüsse unverhältnismässig erscheinen, können mit Zustimmung der Baudirektion andere Lösungen getroffen werden. (Abs. 3)* *§ 9: Elektrizitätsversorgungsunternehmungen sind verpflichtet, für den Anschluss und den Betrieb sowie für die Abgabe von Energie in ihrem Netzgebiet pro Kundengruppe unter Einrechnung eines angemessenen Gewinns kostenorientierte, einheitliche und nicht diskriminierende Preise zu verrechnen.*

	§ 4 Vertrag ... betreffend Gründung der Gesellschaft der Nordostschweizerischen Kraftwerke A.G. Die Nordostschweizerischen Kraftwerke sind verpflichtet, in den beteiligten Kantonen die elektrische Energie unter gleichen Verhältnissen zu den gleichen Bedingungen abzugeben, vorbehältlich der bestehenden Verträge und Konzessionen. (Abs. 1) Die beteiligten Kantone verpflichten sich, die gesamte elektrische Energie für ihre staatlichen Kraftversorgungen von den Nordostschweizerischen Kraftwerken zu beziehen, so lange diese in der Lage sind, zu annehmbaren Bedingungen Kraft zu liefern. Dabei hat es die Meinung, dass die Bedingungen, zu denen die beteiligten Kantone von den Kraftwerken Strom beziehen, unter keinen Umständen ungünstiger sein dürfen, als diejenigen, zu welchen sie bei Abschluss dieses Vertrages ihren Energiebedarf decken. (Abs. 2)

2. Versorgungspflicht i.e.S.
Obligation d'approvisionnement au sens étroit

2.1. Energieversorgung als staatliche Aufgabe
Approvisionnement en énergie en tant que tâche publique

Kantone	Text der einschlägigen Bestimmungen
AG	**§ 54 Abs. 1 KV** Der Kanton fördert die umweltgerechte und wirtschaftliche Energieversorgung sowie die sparsame Energieverwendung. Er kann Versorgungsbetriebe errichten und unterhalten oder sich an Werken beteiligen. **§ 17 Abs. 1 Energiegesetz** Kanton und Gemeinden können Energieanlagen selbst erstellen und betreiben, sofern der private Sektor die betreffenden Bedürfnisse nicht oder ungenügend deckt. Sie können sich an solchen Unternehmen beteiligen oder die erforderlichen Zusammenarbeitsverträge abschliessen.
AI	**Verfassung** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Art. 15 Energiegesetz** Die Standeskommission ist für die Versorgungssicherung mit elektrischer Energie zuständig und trifft die dazu erforderlichen Massnahmen.
AR	**Art. 34 Abs. 1 KV** Kanton und Gemeinden fördern die sichere, umweltschonende Versorgung mit Energie und deren sparsame und rationnelle Verwendung. **Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
BE	**Art. 35 Abs. 2, 1. Satz KV** Sie (Kanton und Gemeinden) treffen Massnahmen für eine umweltgerechte, wirtschaftliche und ausreichende Energieversorgung. **Art. 8 Abs. 1, 1. Satz Energiegesetz** Soweit kein geeigneter Träger besteht, obliegt die Versorgung mit Elektrizität den Gemeinden.
BL	**§ 115 Abs. 1 KV** Kanton und Gemeinden fördern eine sichere, volkswirtschaftlich optimale und umweltgerechte Versorgung mit Energie sowie deren sparsame und wirtschaftliche Verwendung. **Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
BS	**Verfassung** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **IWB-Gesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.

FR	**Verfassung** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. ***Art. 85 KV-Vorentwurf*** *Staat und Gemeinden stellen die Wasser- und Energieversorgung sicher.* **Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. ***Gesetz über die Elektrizitätsversorgung (EVG) (Vorentwurf)*** *Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.*
GE	**Constitution** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
GL	**Art. 46 Abs. 2 KV** Der Kanton und die Gemeinden fördern eine ausreichende und umweltgerechte Energieversorgung sowie einen sparsamen Energieverbrauch. Sie können sich an Werken für die Energieversorgung beteiligen oder solche betreiben. **Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
GR	**Art. 42 Abs. 3 lit. a KV vom 02.10.1892** Kanton und Gemeinden fördern eine umweltgerechte, rationnelle, ausreichende und wirtschaftliche Energieversorgung. ***Art. 82 KV (Abstimmungsvorlage)*** *Kanton und Gemeinden sorgen für die angemessene Versorgung des Kantonsgebietes bezüglich Wasser und Energie, ... (Abs. 1)* *Sie fördern die sichere, ausreichende und umweltschonende Versorgung mit Energie ... (Abs. 2)* **Wasserrechtsgesetz** Art. 61: Die Gemeinden sorgen für die Erschliessung und Belieferung ihres Gebietes mit elektrischer Energie. Art. 62: Die Gemeinden können zur Erfüllung ihrer Aufgabe gemäss Artikel 61 eigene regionale oder überregionale Energieversorgungsunternehmungen (EVU) bilden oder die Erfüllung dieser Aufgabe privaten EVU übertragen. Art. 63: Der Kanton und die Gemeinden sind befugt, gegebenenfalls mit weiterer bündnerischer Interessenz, eigene Elektrizitätsgesellschaften zu gründen, die sich mit der Produktion, dem Transport, der Transformierung, dem Austausch und der Lieferung von elektrischer Energie befassen. (Abs. 1) Diese Elektrizitätsgesellschaften können sich ihrerseits an anderen Produktions- und Energiehandelsgesellschaften beteiligen. (Abs. 2)
JU	**Constitution** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Art. 5 al. 1, 1ère phrase Loi sur l'énergie** L'Etat et les communes peuvent aménager et exploiter eux-mêmes des installations de production, de transformation, de stockage ou de distribution d'énergie ou participer à des entreprises qui en sont chargées.

LU	**Verfassung** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
NE	**Art. 5 al. 1 lit. l Cst.** Dans les limites de leurs compétences et en complément de l'initiative et de la responsabilité des autres collectivités et des particuliers, l'Etat et les communes assument les tâches que la loi leur confie, notamment l'approvisionnement en eau et en énergie. **Art. 4 al. 1 Loi sur l'énergie** Le canton et les communes veillent à garantir une utilisation économe et rationnelle de l'énergie, ainsi qu'à un approvisionnement énergétique diversifié.
NW	**Verfassung** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
OW	**Verfassung** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Der Kanton OW hat weder ein Energiegesetz noch ein Elektrizitäts(versorgungs)-gesetz.** ***Art. 8 lit. a Energiewirtschafts- und Stromversorgungsgesetz (Entwurf)*** *Im Rahmen der Stellung als Aktionäre und Aktionärinnen der EWO Holding AG setzen sich Kanton und Gemeinden insbesondere für folgende Ziele ein:* *a) Unternehmenstätigkeit im ganzen Kantonsgebiet, soweit Leistungen nicht von den Gemeinden oder anderen Unternehmungen vollumfänglich erbracht werden;*
SG	**Art. 21 lit. a KV** Der Staat setzt sich zum Ziel, dass die Versorgung mit Wasser und Energie gesichert ist und der Verbrauch sparsam erfolgt. **Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
SH	**Art. 84 Abs. 1 KV** Kanton und Gemeinden ... treffen Massnahmen für eine ausreichende und umweltschonende Energieversorgung. **Art. 1 Abs. 1 Elektrizitätsgesetz** Der Kanton sorgt für eine flächendeckende Grundversorgung von Bevölkerung und Wirtschaft mit elektrischer Energie.
SO	**Art. 117 KV** Kanton und Gemeinden können Massnahmen treffen zur Sicherstellung einer umweltgerechten und wirtschaftlichen Versorgung mit Energie und zu ihrer sparsamen Verwendung. **Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.

SZ	**Verfassung** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Der Kanton SZ hat weder ein Energiegesetz noch ein Elektrizitäts(versorgungs)-gesetz.**
TG	**§ 82 Abs. 1, 1. Satz KV** Kanton und Gemeinden sorgen für die Bereitstellung von Wasser und Energie. **Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
TI	**Verfassung** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Art. 2 Legge istituente l'Azienda elettrica ticinese** L'azienda ha per scopo la produzione e il commercio di energia. (cpv. 1) L'azienda [l'Azienda elettrica ticinese], tenuto conto delle norme della Legge cantonale sull'energia e degli indirizzi energetici cantonali concorre all'attuazione e al coordinamento delle scelte di politica energetica cantonale, alla produzione e alla commercializzazione di energia elettrica, ... (cpv. 2)
UR	**Verfassung** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Art. 10 Energiegesetz** Kanton, Gemeinden und Korporationen können im Rahmen des Bundesrechts Energieanlagen selbst erstellen, betreiben und die dort produzierte Energie zu Marktpreisen verkaufen. Sie können sich an solchen Energieversorgungs-Unternehmen beteiligen und die erforderlichen Zusammenarbeitsverträge abschliessen. (Abs. 1) Der Landrat beschliesst die Errichtung eigener kantonaler Anlagen oder Unternehmen und entscheidet über die Beteiligung des Kantons an Unternehmen der Energieversorgung. Vorbehalten bleiben die Finanzkompetenzen gemäss Kantonsverfassung. (Abs. 2) Der Regierungsrat regelt Organisation und Betrieb kantonaler Anlagen, trifft die entsprechenden Vereinbarungen und beschliesst die damit verbundenen Ausgaben. (Abs. 3)
VD	**Constitution du 01.03.1885** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. ***Art. 56 al. 2 Cst. du 22.09.2002 en vigueur dès le 14.04.2003*** *Ils (l'Etat et les communes) veillent à ce que l'approvisionnement en eau et en énergie soit suffisant, diversifié, sûr, économiquement optimal et respectueux de l'environnement.* **Pas de Loi cantonale sur l'énergie ou sur l'approvisionnement en électricité** **Pas d'ordonnance cantonale sur l'énergie ou sur l'approvisionnement en électricité** **Loi sur l'utilisation des lacs et cours d'eau dépendant du domaine public** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Loi réglant l'occupation et l'exploitation des eaux souteraines dépendant du domaine public cantonal** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.

VS	**Verfassung** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Gesetz über die Nutzbarmachung der Wasserkräfte** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energiespargesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Art. 6 lit. m Gesetz über die Gemeindeordnung** Unter Vorbehalt der kantonalen und eidgenössischen Gesetzgebung besitzt die Einwohnergemeinde namentlich folgende *Befugnisse*: m) die Energieversorgung
ZG	**Verfassung** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
ZH	**Verfassung** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **§ 2 Abs. 1 Energiegesetz** Staat und Gemeinden können in Körperschaften und Anstalten des öffentlichen und des privaten Rechts an der Versorgung mit Elektrizität, Gas und Wärme mitwirken. Die Bildung selbstständiger öffentlichrechtlicher Anstalten bleibt dem Staat vorbehalten. *Im Entwurf des Gesetzes über die Stromversorgung schlägt der Regierungsrat vor, den aktuellen 2. Satz des § 2 Abs. 1 des Energiegesetzes [Die Bildung selbständiger öffentlichrechtlicher Anstalten bleibt dem Staat vorbehalten.] ersatzlos zu streichen.* ***§ 1 Abs. 1 Gesetz über die Stromversorgung (Entwurf)*** *Der Staat gewährleistet eine sichere, wirtschaftliche und umweltgerechte Stromversorgung.*

2. Versorgungspflicht i.e.S.
Obligation d'approvisionnement au sens étroit

2.2. Kompetenzzuteilung: Rolle des Kantons und der Gemeinden
Attribution de compétences: rôle du canton et des communes

Kantone	Text der einschlägigen Bestimmungen
AG	**§ 17 Abs. 1 Energiegesetz** Kanton und Gemeinden können Energieanlagen selbst erstellen und betreiben, sofern der private Sektor die betreffenden Bedürfnisse nicht oder ungenügend deckt. Sie können sich an solchen Unternehmen beteiligen oder die erforderlichen Zusammenarbeitsverträge abschliessen.
AI	**Art. 15 Energiegesetz** Die Standeskommission ist für die Versorgung mit elektrischer Energie zuständig und trifft die dazu erforderlichen Massnahmen.
AR	**Art. 34 Abs. 1 KV** Kanton und Gemeinden fördern die sichere, umweltschonende Versorgung mit Energie und deren sparsame und rationelle Verwendung. **Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
BE	**Art. 35 Abs. 2, 1. Satz KV** Sie [Kanton und Gemeinden] treffen Massnahmen für eine umweltgerechte, wirtschaftliche und ausreichende Energieversorgung. **Art. 8 Abs. 1, 1. Satz Energiegesetz** Soweit kein geeigneter Träger besteht, obliegt die Versorgung mit Elektrizität den Gemeinden.
BL	**§ 115 Abs. 1 KV** Kanton und Gemeinden fördern eine sichere, volkswirtschaftlich optimale und umweltgerechte Versorgung mit Energie sowie deren sparsame und wirtschaftliche Verwendung. **§ 17 Energiegesetz** Kanton und Gemeinden können sich an Projekten und Anlagen zur Erforschung, Erprobung, Gewinnung, Verteilung oder umweltschonenden Nutzung von Energie beteiligen und solche Anlagen selbst erstellen und betreiben.
BS	**IWB-Gesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
FR	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. ***Art. 85 KV-Vorentwurf*** *Staat und Gemeinden stellen die Wasser- und Energieversorgung sicher.* ***Gesetz über die Elektrizitätsversorgung (EVG) (Vorentwurf)*** *Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.*
GE	**Loi sur l'énergie** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Loi sur l'organisation des Services industriels de Genève** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.

GL	**Art. 46 Abs. 2 KV** Der Kanton und die Gemeinden fördern eine ausreichende und umweltgerechte Energieversorgung. **Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. * * * Die meisten in der Gesetzessamlung veröffentlichten Konzessionen (GS VII B/532/1 ff.) wurden Gemeinden erteilt.
GR	**Art. 42 Abs. 3 lit. a KV** Kanton und Gemeinden fördern eine umweltgerechte, rationelle, ausreichende und wirtschaftliche Energieversorgung. ***Art. 82 KV (Abstimmungsvorlage)*** *Kanton und Gemeinden sorgen für die angemessene Versorgung des Kantonsgebietes bezüglich Wasser und Energie, Verkehrsbindungen sowie Telekommunikation. (Abs. 1)* *Sie fördern die sichere, ausreichende und umweltschonende Versorgung mit Energie, deren sparsame und rationelle Verwendung sowie die Nutzung erneubaren Energien. (Abs. 2)* **Art. 61 Wasserrechtsgesetz** Die Gemeinden sorgen für die Erschliessung und Belieferung ihres Gebietes mit elektrischer Energie.
JU	**Loi sur l'énergie** Art. 5 al. 1, 1ère phrase: L'Etat et les communes peuvent aménager et exploiter eux-mêmes des installations de production, de transformation, de stockage ou de distribution d'énergie ou participer à des entreprises qui en sont chargées. Art. 7 al. 1: La construction et l'exploitation de réseaux de distribution d'énergie sont soumises à une concession octroyée par la commune.
LU	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
NE	**Art. 5 al. 1 lit. l Cst.** Dans les limites de leurs compétences et en complément de l'initiative et de la responsabilité des autres collectivités et des particuliers, l'Etat et les communes assument les tâches que la loi leur confie, notamment: l. l'approvisionnement en eau et en énergie (…) **Loi sur l'énergie** Art. 4 al. 1: Le canton et les communes veillent à garantir une utilisation économe et rationnelle de l'énergie, ainsi qu'à un approvisionnement énergétique diversifié. Art. 30 al. 1: En accord avec la Confédération, le canton et les communes instaurent les conditions générales garantissant un approvisionnement énergétique optimal sur le plan macro-économique; l'approvisionnement relève des entreprises de la branche énergétique.
NW	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.

OW	**Der Kanton OW hat weder ein Energiegesetz noch ein Elektrizitäts(versorgungs)-gesetz.** ***Art. 8 lit. c Energiewirtschafts- und Stromversorgungsgesetz (Entwurf)*** *Im Rahmen der Stellung als Aktionäre und Aktionärinnen der EWO Holding AG setzen sich Kanton und Gemeinden insbesondere für folgende Ziele ein:* *c) eine **sichere**, wirtschaftliche und umweltverträgliche Energieversorgung.*
SG	**Art. 21 lit. a KV** Der Staat setzt sich zum Ziel, dass die Versorgung mit Wasser und Energie gesichert ist und der Verbrauch sparsam erfolgt. **Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
SH	**Art. 84 Abs. 1 KV** Kanton und Gemeinden stellen die Wasserversorgung sicher und treffen Massnahmen für eine ausreichende und umweltschonende Energieversorgung. **Art. 3 Elektrizitätsgesetz** Gemeinden, welche bereits Elektrizitätswerke besitzen, erhalten eine Konzession für das bisherige Versorgungsgebiet. Innerhalb des Versorgungsgebietes sind sie berechtigt, das Verteilnetz im Rahmen dieses Gesetzes weiterzubetreiben und auszubauen. (Abs. 1) Ausserhalb ihres bisherigen Versorgungsgebietes sind Gemeindewerke privaten Konzessionsbewerberinnen gleichgestellt. (Abs. 2) Wandeln Gemeinden ihre Elektrizitätswerke in privatrechtliche Unternehmen um oder bringen sie sie in solche ein, so hat der neue Unternehmensträger Anspruch auf die Erteilung einer Konzession gemäss Art 2 Abs. 2, solange die Gemeinde die kapital- und stimmenmässige Mehrheit am Unternehmen hat. (Abs. 3) Gibt die Gemeinde ohne Zustimmung des Regierungsrates die kapital- und stimmenmässige Mehrheit am Unternehmen auf, so fällt die Konzession dahin. (Abs. 4) Im Übrigen gilt Art. 2 sinngemäss. (Abs. 5) Art. 2: Der Kanton überträgt die Erfüllung der in Art. 1 genannten Aufgaben unentgeltlich an eine oder mehrere private oder öffentlich-rechtliche Konzessionärinnen. (Abs. 1) Die Konzession darf 20 Jahre dauern und sich ohne Kündigung jeweils um die gleiche Dauer verlängern. Die Kündigung hat mindestens drei Jahre vor Ablauf der Konzession zu erfolgen. (Abs. 2) Konzessionsbehörde ist der Regierungsrat. (Abs. 3)
SO	**Art. 117 KV** Kanton und Gemeinden können Massnahmen treffen zur Sicherstellung einer umweltgerechten und wirtschaftlichen Versorgung mit Energie und zu ihrer sparsamen Verwendung. **Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
SZ	**Der Kanton SZ hat weder ein Energiegesetz noch ein Elektrizitäts(versorgungs)-gesetz.**
TG	**§ 82 Abs. 1, 1. Satz KV** Kanton und Gemeinden sorgen für die Bereitstellung von Wasser und Energie. **Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.

TI	**Legge cantonale sull'energia** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
UR	**Art. 10 Abs. 1 Energiegesetz** Kanton, Gemeinden und Korporationen können im Rahmen des Bundesrechts Energieanlagen selbst erstellen, betreiben und die dort produzierte Energie zu Marktpreisen verkaufen. Sie können sich an solchen Energieversorgungs-Unternehmen beteiligen und die erforderlichen Zusammenarbeitsverträge abschliessen.
VD	**Pas de Loi cantonale sur l'énergie ou sur l'approvisionnement en électricité** **Pas d'ordonnance cantonale sur l'énergie ou sur l'approvisionnement en électricité** ***Art. 56 al. 2 Cst. du 22.09.2002 en vigueur dès le 14.04.2003*** *Ils (l'Etat et les communes) veillent à ce que l'approvisionnement en eau et en énergie soit suffisant, diversifié, sûr, économiquement optimal et respectueux de l'environnement.*
VS	**Art. 6 Gesetz über die Gemeindeordnung** Unter Vorbehalt der kantonalen und eidgenössischen Gesetzgebung besitzt die Einwohnergemeinde namentlich folgende Befugnisse: m) die Energieversorgung
ZG	**§ 2 Energiegesetz** Soweit die Gemeinden keine eigenen leitungsgebundenen Energieverteilnetze unterhalten, lassen sie öffentlich-rechtliche Anstalten oder Dritte diese Aufgabe erfüllen und erteilen die dafür notwendigen Konzessionen. (Abs. 1) Bei Anlagen, die sich über das Gebiet einer Gemeinde hinaus erstrecken, sind die Interessen der beteiligten Gemeinden aufeinander abzustimmen. Kommt keine Einigung zustande, entscheidet der Regierungsrat. (Abs. 2)
ZH	**§ 2 Abs. 1, Satz 1 Energiesetz** Staat und Gemeinden können in Körperschaften und Anstalten des öffentlichen und des privaten Rechts an der Versorgung mit Elektrizität, Gas und Wärme mitwirken. *Im Entwurf des Gesetzes über die Stromversorgung schlägt der Regierungsrat vor, den aktuellen 2. Satz des § 2 Abs. 1 des Energiegesetzes [Die Bildung selbständiger öffentlichrechtlicher Anstalten bleibt dem Staat vorbehalten.] ersatzlos zu streichen.*

2.3. Versorgungspflicht der Elektrizitätsunternehmen
Obligation d'approvisionnement des entreprises

Kantone	Text der einschlägigen Bestimmungen
AG	**Verfassung** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
	§ 2 lit. a & b Dekret über den Leistungsauftrag der AEW Energie AG Ohne Anspruch auf Entschädigung durch den Kanton erfüllt die AEW Energie AG folgende obligatorische Aufgaben: a) Sie erstellt und betreibt ein leistungsfähiges Verteilnetz für elektrische Energie so, dass damit, zusammen mit den Netzen Dritter, die Elektrizitätsversorgung der Siedlungsgebiete im ganzen Kanton sichergestellt werden kann. b) Sie leistet allein oder durch Beteiligung an anderen Unternehmen einen Beitrag zur Elektrizitätsversorgung durch flächendeckende Lieferungen im ganzen Kantonsgebiet oder durch Belieferung von Elektrizitätsversorgungsunternehmen.
	§ 4 Abs. 1 Vertrag ... betreffend Gründung der Gesellschaft der Nord-ostschweizerischen Kraftwerke A.G. Die Nordostschweizerischen Kraftwerke sind verpflichtet, in den beteiligten Kantonen die elektrische Energie unter gleichen Verhältnissen zu den gleichen Bedingungen abzugeben, vorbehältlich der bestehenden Verträge und Konzessionen.
AI	**Verfassung** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energieverordnung** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
AR	**Verfassung** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energieverordnung** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
BE	**Verfassung** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
	Art. 11 Abs. 1 Energiegesetz Der zuständige Energieverteiler ist nach Massgabe der verfügbaren Energiemenge verpflichtet, den Energieverbrauchern seines Gebietes die für Haushalt und Betrieb benötigte leitungsgebundene Energie zu liefern. **Art. 8 Abs. 1 Energiegesetz** Die Siedlungen werden von öffentlichen oder privaten Energieverteilern mit leitungsgebundener Energie versorgt.

BL	**Verfassung** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
	§ 12 Energiegesetz Wer Leitungsnetze für die Verteilung von Energie an Verbraucher und Verbraucherinnen erstellt oder betreibt, bedarf für die Benützung des öffentlichen Grundes einer Konzession der Gemeinde, sofern die abgegebene maximale thermische Nutzleistung über 2000 kW oder die maximale elektrische Nutzleistung über 500 kW liegt. (Abs. 1) Der Konzessionsvertrag regelt insbesondere a) die Versorgungspflicht und das Recht des Konzessionärs oder der Konzessionärin zur Energieverteilung, b) die Bedingungen und Auflagen für die Benutzung des öffentlichen Grundes, c) die Höhe der Konzessionsabgaben, d) die Konzessionsdauer sowie das Verfahren bei der Erneuerung und der Auflösung der Konzession und e) das Verfahren bei Streitigkeiten. (Abs. 2) Die Konzessionsverträge bedürfen der Genehmigung des Regierungsrates. Er überprüft sie auf ihre Rechtmässigkeit, insbesondere auf ihre Übereinstimmung mit der Energiegesetzgebung. (Abs. 3)
BS	**Verfassung** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
	IWB-Gesetz § 5 Abs. 1 : Die Energie- und Trinkwasserversorgung wird den industriellen Werken Basel (IWB) übertragen. § 21: Der Kanton liefert den Benützern in den mit Versorgungseinrichtungen erschlossenen Gebieten Energie und Trinkwasser nach Massgabe der verfügbaren Menge und im Rahmen der Leistungsfähigkeit der Versorgungsanlagen.
FR	**Verfassung** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. ***KV-Vorentwurf*** *Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Gesetz über die Rechtsform der Freiburgischen Elektrizitätswerke und ihrer Pensionskasse** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. ***Gesetz über die Elektrizitätsversorgung (EVG) (Vorentwurf)*** *Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.*

GE	**Art. 158 al. 1 Cst.** Les Services industriels de Genève (ci-après: les Services industriels), établissement de droit public, doué de la personnalité juridique, autonome dans les limites des présentes dispositions constitutionnelles et de la loi qui en détermine le statut, ont pour **but de fournir dans le canton de Genève l'eau, le gaz, l'électricité, de l'énergie thermique**, ainsi que de traiter des déchets. Les Services industriels ont également pour tâches d'évacuer et de traiter les eaux polluées dans le cadre fixé par la loi: cette activité ne peut pas être sous-traitée à des tiers. Ils peuvent en outre développer des activités dans des domaines liés au but décrit ci-dessus, exercer leurs activités à l'extérieur du canton et fournir des prestations et des services en matière de télécommunications.
	Art. 1er al. 1, 1ère phrase Loi sur l'organisation des Services industriels de Genève Les Services industriels de Genève … ont pour but de fournir dans le canton de Genève l'eau, le gaz l'électricité de l'énergie thermique ainsi que de traiter des déchets.
GL	**Verfassung** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Verordnung zum Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
	§ 4 Abs. 1 Vertrag ... betreffend Gründung der Gesellschaft der Nordostschweizerischen Kraftwerke A.G. Die Nordostschweizerischen Kraftwerke sind verpflichtet, in den beteiligten Kantonen die elektrische Energie unter gleichen Verhältnissen zu den gleichen Bedingungen abzugeben, vorbehältlich der bestehenden Verträge und Konzessionen.
GR	**Verfassung vom 02.10.1892** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. ***Verfassung (Abstimmungsvorlage)*** *Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.*
	Art. 62 Wasserrechtsgesetz Die Gemeinden können zur Erfüllung ihrer Aufgabe gemäss Artikel 61 eigene regionale oder überregionale Energieversorgungsunternehmungen (EVU) bilden oder die Erfüllung dieser Aufgabe privaten EVU übertragen.
JU	**Constitution** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
	Art. 8 Loi sur l'énergie La fourniture, le transport et la distribution d'énergie électrique sur territoire cantonal sont assurés *en principe* par l'établissement jurassien désigné à cet effet par le Parlement.

LU	**Verfassung** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energieverordnung** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
NE	**Constitution** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
	Art. 30 al. 1 in fine Loi sur l'énergie L'approvisionnement relève des entreprises énergétiques.
NW	**Verfassung** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
	Art. 2 Abs. 1 Ziff. 3 Gesetz über das Kantonale Elektrizitätswerk NW Das Kantonale Elektrizitätswerk NW bezweckt die Versorgung des Kantons mit elektrischer Energie. Es hat folgende Aufgaben: (...) 3. Lieferung und Vertrieb von Elektrizität
OW	**Verfassung** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
	Art. 2 Abs. 1 Gesetz über das Elektrizitätswerk OW Das Elektrizitätswerk OW hat die Versorgung mit elektrischer Energie im Kanton sicherzustellen. *Im Entwurf des Energiewirtschafts- und Stromversorgungsgesetzes schlägt der Regierungsrat vor, das Gesetz über das Elektrizitätswerk OW aufzuheben.*
SG	**Verfassung** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energieverordnung** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
SH	**Verfassung** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
	Art. 9 Abs. 1 Elektrizitätsgesetz Die Netzbetreiberinnen sind verpflichtet, in ihrem Versorgungsgebiet interessierte Kundinnen und Kunden mit Elektrizität zu versorgen.
	§ 4 Abs. 1 Vertrag ... betreffend Gründung der Gesellschaft der Nordostschweizerischen Kraftwerke A.G. Die Nordostschweizerischen Kraftwerke sind verpflichtet, in den beteiligten Kantonen die elektrische Energie unter gleichen Verhältnissen zu den gleichen Bedingungen abzugeben, vorbehältlich der bestehenden Verträge und Konzessionen.

SO	**Verfassung** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energieverordnung** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Übereinkunft zwischen dem Regierungsrat des Kantons SO und dem Verwaltungsrat der Aare-Tessin Aktiengesellschaft (Atel)...** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
SZ	**Verfassung** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
	Der Kanton SZ hat weder ein Energiegesetz noch ein Elektriztäts(versorgungs)-gesetz. **Verordnung über das Energiesparen bei Bauten und Anlagen** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Vollzugsverordnung zur Verordnung über das Energiesparen bei Bauten und Anlagen** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
	§ 12 Wasserrechtsverleihung des Bezirkes Schwyz an die zu gründende Aktiengesellschaft Elektrizitätswerk des Bezirks Schwyz Das Werk ist verpflichtet, vom 23. Juli 1957 an die Einwohner jener Gebiete des Bezirkes Schwyz, welche am 30. September 1950 durch das Elektrizitätswerk Schwyz beliefert wurden, mit Strom zu versorgen. Diese Verpflichtung erstreckt sich auch auf Gemeinden und Gebiete, die dem Werk das Verteilrecht einräumen und der Stromversorgung durch das Werk angeschlossen werden. (Abs. 1) Das Werk ist verpflichtet, im Rahmen des für das Werk finanziell Tragbaren auch abgelegeneren Liegenschaften und Häusergruppen elektrische Energie zuzuleiten. (Abs. 2)
TG	**Verfassung** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
	§ 1 Abs. 2 Gesetz über das Elektrizitätswerk Die Gesellschaft (Elektrizitätswerk des Kantons TG) trägt zu einer sicheren Elektrizitätsversorgung bei, in erster Linie durch die Versorgung von Endverteilern.
	§ 4 Abs. 1 Vertrag ... betreffend Gründung der Gesellschaft der Nordostschweizerischen Kraftwerke A.G. Die Nordostschweizerischen Kraftwerke sind verpflichtet, in den beteiligten Kantonen die elektrische Energie unter gleichen Verhältnissen zu den gleichen Bedingungen abzugeben, vorbehältlich der bestehenden Verträge und Konzessionen.

TI	**Costituzione** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
	Art. 2 cpv. 2 init. Legge istituente l'Azienda elettrica ticinese L'azienda, tenuto conto delle norme della Legge cantonale sull'energia e degli indirizzi energetici cantonali concorre all'attuazione e al coordinamento delle scelte di politica energetica cantonale, alla produzione e alla commercializzazione di energia elettrica, di gas naturale e di energie alternative; …
UR	**Verfassung** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
	Art. 9 Abs. 1 Energiegesetz Die Siedlungen des Kantons sind stets von öffentlichen oder privaten Energieversorgungsunternehmen gesamtwirtschaftlich optimal, sicher, wirtschaftlich und umweltverträglich zu versorgen. **Gewässernutzungsgesetz** Art. 26: Der Konzessionär ist im Rahmen seiner technischen Möglichkeiten verpflichtet, seine Umformungs- und Übertragungsanlagen dem Kanton gegen angemessene Entschädigung zur Verfügung zu stellen, damit dieser seine Energie aus der entsprechenden Konzession fortleiten kann. Art. 28: Der Konzessionär hat im Rahmen seiner technischen Möglichkeiten vorerst den Energiebedarf im Kanton Uri zu decken, soweit dieser nicht durch bereits bestehende Werke oder Verpflichtungen gedeckt ist. Art. 32: Der Konzessionär ist verpflichtet, die Energieproduktion dauernd zu betreiben, sobald er diese aufgenommen hat. (Abs. 1) Vorbehalten bleiben technisch oder durch andere ausreichende Gründe bedingte Unterbrüche. (Abs. 2)
VD	**Constitution du 01.03.1885** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. ***Constitution du 22.09.2002 en vigueur dès le 14.04.2003*** *Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.*
	Art. 9 Décret sur le renouvellement et l'extension des concessions de la Compagnie vaudoise des forces motrices des lacs de Joux et de l'Orbe La CVE (Compagnie vaudoise d'électricité) est tenue de couvrir les besoins en énergie électrique des régions du canton dont les limites sont fixées par le Conseil d'Etat.
VS	**Verfassung** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
	Gesetz über die Nutzbarmachung der Wasserkräfte Art. 83 Abs. 1: Jedes Unternehmen, dem für die Stromversorgung ein Sonderrecht zukommt, ist verpflichtet, sämtliche Bezüger seines Kreises nach Massgabe seiner Möglichkeiten und zu normalen Bedingungen mit Strom zu versorgen. Art. 89 Abs. 1 lit. d: Die Gesellschaft (Walliser Elektrizitätsgesellschaft) bezweckt namentlich: *d)* die Versorgung der regionalen Verteilnetze sicherzustellen und zu koordinieren, in Ergänzung der ihnen zur Verfügung stehenden Energie.

ZG	**Verfassung** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Vollziehungsverordnung zum Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Verordnung zur vorläufigen Einführung des Eidgenössischen Energiegesetzes** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
	§ 4 Abs. 1 Vertrag ... betreffend Gründung der Gesellschaft der Nordostschweizerischen Kraftwerke A.G. Die Nordostschweizerischen Kraftwerke sind verpflichtet, in den beteiligten Kantonen die elektrische Energie unter gleichen Verhältnissen zu den gleichen Bedingungen abzugeben, vorbehältlich der bestehenden Verträge und Konzessionen.
ZH	**Verfassung** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
	§ 2 EKZ-Gesetz Die EKZ versorgen den Kanton wirtschaftlich, sicher und umweltgerecht mit elektrischer Energie. *Im Entwurf des Gesetzes über die Stromversorgung schlägt der Regierungsrat vor, das Gesetz betreffend die Elektrizitätswerke des Kantons ZH aufzuheben.*
	§ 4 Abs. 1 Vertrag ... betreffend Gründung der Gesellschaft der Nordostschweizerischen Kraftwerke A.G. Die Nordostschweizerischen Kraftwerke sind verpflichtet, in den beteiligten Kantonen die elektrische Energie unter gleichen Verhältnissen zu den gleichen Bedingungen abzugeben, vorbehältlich der bestehenden Verträge und Konzessionen.

2.4. Bei Bestehen einer Versorgungspflicht: wie wird diese übertragen?

Si une obligation d'approvisionnement existe, comment est-elle transférée?

Kantone	Text der einschlägigen Bestimmungen
AG	**Dekret**
	§ 2 lit. b Dekret über den Leistungsauftrag der AEW Energie AG Ohne Anspruch auf Entschädigung durch den Kanton erfüllt die AEW Energie AG folgende obligatorische Aufgaben: ... Sie leistet allein oder durch Beteiligung an anderen Unternehmen einen Beitrag zur Elektrizitätsversorgung durch flächendeckende Lieferungen im ganzen Kantonsgebiet oder durch Belieferung von Elektrizitätsversorgungsunternehmen.
AI	**Konzession**
	Art. 148 EG zum ZGB Für die Neuanlage von Wasserwerken und Stauweihern bei öffentlichen Gewässern, sowie für die Ableitung von Wasser aus solchen Gewässern, ist eine staatliche Bewilligung (Konzession) erforderlich, in welcher die Gebühren und die Bedingungen festgesetzt werden, unter denen die Erstellung der Anlage und die Verwertung und eventuelle Fortleitung der gewonnenen Kraft oder des Wassers gestattet wird. * * * Gemäss Art. 145 ff. EG zum ZGB hat die Standeskommission die folgende Wasserrechtskonzession erteilt: **Wasserrechtskonzession an die St.Gallisch-Appenzellischen Kraftwerke AG in St.Gallen**
AR	**Konzession**
	EG zum ZGB Art. 209: Das Recht zur Ausnützung der Wasserkräfte steht in erster Linie dem Kanton selber zu. Über seine Ausübung entscheidet der Kantonsrat. (Abs. 1) Im übrigen wird das Recht zur Ausnutzung von Wasserkräften durch Konzession des Regierungsrates erteilt. (Abs.2) Art. 213 (betr. Inhalt der Konzession) * * * Gemäss Art. 209 Abs. 2 EG zum ZGB hat der Regierungsrat folgende Wasserrechtskonzessionen erteilt: **- Wasserrechtskonzession für die AG Elektrizitätswerk Heiden** **- Wasserrechtskonzession für die Elektrizitätswerk Urnäsch AG** **- Wasserrechtskonzession für die St.Gallisch-Appenzellische Kraftwerke AG**
BE	**Konzession**
	Wassernutzungsgesetz Art. 3: Die Nutzung des öffentlichen Wassers ist ein Regalrecht des Kantons. Er kann das Recht selber ausüben oder Dritten übertragen. (Abs. 1) Die Nutzung bedarf einer Konzession oder einer Bewilligung. (Abs. 2) Art. 11: Eine Konzession kann einer natürlichen oder juristischen Person des öffentlichen oder privaten Rechts sowie einer Personengemeinschaft erteilt werden. (Abs. 1) Eine Konzession kann erteilt werden, wenn die gesetzlichen Voraussetzungen erfüllt sind und keine überwiegenden öffentlichen Interessen entgegenstehen. Die Erteilung der Konzession begründet ein

	wohlerworbenes Recht. (Abs. 2) Auf die Erteilung einer Konzession besteht unter Vorbehalt des Bundesrechts sowie von Artikel 12 Absatz 3 kein Rechtsanspruch. (Abs. 3) Eine Konzession für die Wasserkraftnutzung oder für die Pumpspeicherung kann für höchstens 80 Jahre, eine Konzession für Gebrauchswassernutzungen für höchstens 40 Jahre erteilt werden. (Abs. 4) Art. 14: Die Konzession zur Nutzung der Wasserkraft oder zur Pumpspeicherung erteilt für eine maximal mögliche Leistung ab Generator beziehungsweise für die installierte Leistung a. bis 300 Kilowatt die zuständige Stelle der BVE, b. über 300 Kilowatt bis ein Megawatt die BVE, c. über einem bis drei Megawatt der Regierungsrat, d. über drei Megawatt der Grosse Rat.
BL	**Konzession**
	§ 12 Energiegesetz Wer Leitungsnetze für die Verteilung von Energie an Verbraucher und Verbraucherinnen erstellt oder betreibt, bedarf für die Benützung des öffentlichen Grundes einer Konzession der Gemeinde, sofern die abgegebene maximale thermische Nutzleistung über 2000 kW oder die maximale elektrische Nutzleistung über 500 kW liegt. (Abs. 1) Der Konzessionsvertrag regelt insbesondere a) die Versorgungspflicht und das Recht des Konzessionärs oder der Konzessionärin zur Energieverteilung, b) die Bedingungen und Auflagen für die Benutzung des öffentlichen Grundes, c) die Höhe der Konzessionsabgaben, d) die Konzessionsdauer sowie das Verfahren bei der Erneuerung und der Auflösung der Konzession und e) das Verfahren bei Streitigkeiten. (Abs. 2) Die Konzessionsverträge bedürfen der Genehmigung des Regierungsrates. Er überprüft sie auf ihre Rechtmässigkeit, insbesondere auf ihre Übereinstimmung mit der Energiegesetzgebung. (Abs. 3)
BS	**Gesetz**
	§ 5 IWB-Gesetz Die Energie- und Trinkwasserversorgung wird den Industriellen Werken Basel (IWB) übertragen. (Abs. 1) Die IWB sind eine Anstalt des öffentlichen Rechts mit selbständiger Verwaltung, aber ohne eigene Rechtspersönlichkeit. (Abs. 2)
FR	**Konzession**
	Gesetz über die öffentlichen Sachen Art. 55: Das Recht der Nutzung der Wasserkraft zur Erzeugung von Energie unterliegt der Konzessionspflicht. (Abs. 1) Die Freiburgischen Elektrizitätswerke verfügen gegen Bezahlung einer Abgabe über eine vertraglich geregelte Konzession für die Nutzung der Wasserkraft des Kantons zur Erzeugung von Energie. (Abs. 2) Art. 27 – 31 (betr. Inhalt der Konzession)

GE	**Verfassung & Gesetz**
	Art. 158 al. 1, 1ère phrase KV Les Services industriels de GE (ci-après: les Services industriels), établissement de droit public, doué de la personnalité juridique, autonome dans les limites des présentes dispositions constitutionnelles et de la loi qui en détermine le statut, ont pour but de fournir dans le canton de GE l'eau, le gaz, l'électricité, de l'énergie thermique, ainsi que de traiter des déchets. … **Art. 1er al. 1, 1ère phrase Loi sur l'organisation des Services industriels de GE** Les Services industriels de GE …ont pour but de fournir dans le canton de GE l'eau, le gaz l'électricité de l'énergie thermique ainsi que de traiter des déchets.
GL	**Bewilligung**
	Art. 167 Gesetz über die Einführung des Schweizerischen Zivilgesetzbuch im Kanton GL Die ganze oder teilweise Ableitung des Abflusses einer Quelle oder von Grundwasser bedarf der Bewilligung des Regierungsrates: ... (Abs. 1) Die Bewilligung kann an sichernde Bedingungen geknüpft werden; die Bestimmungen des Energiegesetzes bleiben vorbehalten. (Abs. 2) **Art. 3 Energiegesetz** Die Neuerstellung oder Erweiterung einer Anlage zur Gewinnung von Energie mit einer elektrischen Leistung von mehr als 200 kW oder einer thermischen Leistung von mehr als 1000 kW bedarf einer Bewilligung des Regierungsrates. (Abs. 1) Der Bewilligungspflicht sind alle Arten der Energiegewinnung unterstellt, insbesondere die Energiegewinnung aus der Tiefe, dem Boden, dem Grundwasser, den stehenden und fliessenden Gewässern, der Luft und der Sonne. (Abs. 2) Vor der Bewilligungserteilung holt der Regierungsrat die Stellungnahme der Standortgemeinde ein; er nimmt im öffentlichen Interesse liegende Auflagen in die Bewilligung auf. Die Bewilligung wird erteilt, wenn die Anlage den Zielsetzungen dieses Gesetzes entspricht und keine überwiegenden öffentlichen Interessen entgegenstehen. (Abs. 3) Die Bewilligung wird für eine bestimmte Frist, die 80 Jahre nicht übersteigen darf, erteilt. Wenn die Bewilligung vor Ablauf der Bewilligungszeit nicht erneuert wird, ist der Bewilligungsnehmer verpflichtet, soweit möglich und sinnvoll, den ursprünglichen Zustand wieder herzustellen. (Abs. 4) Die Gebühren werden in der landrätlichen Vollzugsverordnung geregelt; sie betragen höchstens 50 Franken pro kW. (Abs. 5)
GR	**Konzession**
	Wasserrechtsgesetz Art. 1: Dieses Gesetz ordnet die Nutzung der öffentlichen Gewässer des Kantons GR zur Produktion von elektrischer Energie sowie die Stromversorgung der Gemeinden und des Kantons. Art. 7: Die Gemeinden können die Wasserkraft ihrer Gewässer selbst nutzen oder das Nutzungsrecht mittels Konzession Dritten verleihen. Art. 23 (betr. Inhalt der Konzession)

JU	**Konzession & Gesetz**
	Loi sur l'énergie Art. 7: La construction et l'exploitation de réseaux de distribution d'énergie sont soumises à une concession octroyée par la commune. (al. 1) Par énergie de réseau, on entend l'énergie amenée à l'usager par les réseaux de transport de gaz, d'électricité ou de chaleur. (al. 2) La concession fixe notamment les droits et obligations du distributeur d'énergie. Elle précise les obligations inhérentes à l'utilisation des biens-fonds publics et au respect des dispositions de la présente loi. (al. 3) L'octroi de la concession peut être sujet à redevance. (al. 4) Art. 8 al. 1: La fourniture, le transport et la distribution d'énergie électrique sur territoire cantonal sont assurés en principe par l'établissement jurassien désigné à cet effet par le Parlement.
LU	**Konzession**
	Wasserbaugesetz § 47: Die Ausnützung der Wasserkraft öffentlicher Gewässer richtet sich nach den Erlassen des Bundes und den nachfolgenden Bestimmungen. (Abs. 1) Sie steht dem Staat zu und kann durch Konzession Dritten verliehen werden. (Abs. 2) § 56 Abs. 1: Der Regierungsrat entscheidet über das Konzessionsgesuch und die Einsprachen, soweit diese nicht gütlich erledigt werden können. Er legt in der Konzessionsurkunde die im öffentlichen Interesse erforderlichen Bedingungen und Auflagen fest. Für die Gewässer ist eine angemessene Restwassermenge vorzuschreiben, wobei insbesondere die Belange der Fischerei, des Grundwasserschutzes sowie des Natur- und Landschaftsschutzes zu berücksichtigen sind. ***Wassernutzungs- und Wasserversorgungsgesetz (noch nicht in Kraft)*** *§ 7 Abs. 3 lit. b: Eine Konzession ist erforderlich für die Ausnützung der Wasserkraft öffentlicher Wasservorkommen.* *§ 15: Die Konzession bestimmt insbesondere den Umfang, die Art und die Dauer des Nutzungsrechts und legt die übrigen Bedingungen und Auflagen fest. (Abs. 1)* *Die Geltungsdauer ist in der Regel bei einer Wasserentnahme auf 20-50 Jahre festzulegen, bei der Ausnützung der Wasserkraft auf 40–80 Jahre festzulegen. (Abs. 2)*
NE	**Konzession**
	Loi sur les eaux Art. 27 al. 1: L'usage réservé des eaux publiques comprend ... l'utilisation de la force hydraulique ... Art. 28: L'usage réservé d'eaux publiques dépend d'une concession de l'Etat ou de la commune, sauf disposition contraire de la loi. Art. 46: La concession de force hydraulique est régie par les règles de la législation fédérale sur l'utilisation des forces hydrauliques et par les dispositions qui suivent. Art. 47: L'autorité cantonale compétente au sens de la législation fédérale est le Conseil d'Etat, lequel accorde la concession de force hydraulique. Art. 48: Les projets d'utilisation de la force hydraulique sont soumis à l'approbation de la Confédération avant l'octroi de la concession. (al. 1) Chaque projet comprend les plans et les exposés utiles à l'intelligence de l'oeuvre. (al. 2) Art. 49: La concession est personnelle et ne se transfère qu'avec l'autorisation du Conseil d'Etat. (al. 1)

	La force hydraulique doit être utilisée par le concessionnaire lui-même, mais si deux ou plusieurs communes sont concessionnaires, elles peuvent former entre elles une société exploitante, agréée par le Conseil d'Etat. (al. 2) Art. 50: Les concessions ont une durée de quatre-vingts ans au maximum et elles sont renouvelables de cinquante en cinquante ans. (al. 1) A chaque renouvellement, le Conseil d'Etat a la faculté de modifier l'acte de concession. (al. 2) Art. 51: Le Conseil d'Etat fixe, par arrêté, les prestations et conditions imposées au concessionnaire, telles que la redevance annuelle, la livraison d'eau ou d'énergie, ainsi que la participation de l'Etat à l'administration et aux bénéfices de la concession. Art. 52: Les communes concédant la force hydraulique de leurs eaux doivent en faire la déclaration au département des Travaux publics.
NW	**Gesetz**
	Gesetz über das Kantonale Elektrizitätswerk NW Art. 1: Das „Kantonale Elektrizitätswerk NW ist eine selbständige juristische Person des kantonalen öffentlichen Rechts ... Art. 2 Abs. 1 Ziff. 3: Das Kantonale Elektrizitätswerk NW bezweckt die Versorgung des Kantons mit elektrischer Energie. Es hat folgende Aufgaben: (...) 3. Lieferung und Vertrieb von Elektrizität
OW	**Gesetz**
	Gesetz über das Elektrizitätswerk OW Art. 1: Das Elektrizitätswerk OW ist eine öffentlich-rechtliche Anstalt mit eigener Rechtspersönlichkeit ... Art. 2 Abs. 1: Das Elektrizitätswerk OW hat die Versorgung mit elektrischer Energie im Kanton sicherzustellen. *Im Entwurf des Energiewirtschafts- und Stromversorgungsgesetzes schlägt der Regierungsrat vor, das Gesetz über das Elektrizitätswerk OW aufzuheben.* ***Art. 8 lit. c Energiewirtschafts- und Stromversorgungsgesetz (Entwurf)*** *Im Rahmen der Stellung als Aktionäre und Aktionärinnen der EWO Holding AG setzen sich Kanton und Gemeinden insbesondere für folgende Ziele ein:* *c) eine **sichere**, wirtschaftliche und umweltverträgliche Energieversorgung.*
SG	**Verleihung**
	Gesetz über die Gewässernutzung Art. 12: Die Verleihung verschafft dem Beliehenen nach Massgabe ihres Inhaltes sowie der gegenwärtigen und der zukünftigen Gesetzgebung ein wohlerworbenes Recht auf die Nutzung des Gewässers. Art. 13: Einer Verleihung des zuständigen Departementes bedürfen: die Nutzung der Wasserkraft eines öffentlichen Gewässers (Art. 38 ff. BG) ... Art. 21: Das zuständige Departement (Baudepartement) setzt die Verleihungsbedingungen fest und entscheidet über die öffentlich-rechtlichen Einsprachen. (Abs. 1) Es kann Vorschriften zur Wahrung öffentlicher Interessen in die Verleihung aufnehmen, insbesondere über zukünftige Korrektionen und andere bauliche Massnahmen, zwangsweise gemeinsame Nutzung, Reinigung des Wassers sowie Schutz des Grundwassers. (Abs. 2) Bei wichtigen Verleihungen können Rückkauf und Heimfall vorbehalten werden. Solche Verleihungen müssen Bestimmungen über den frühesten Zeitpunkt des Rückkaufs und dessen Voranzeige sowie über die zu leistenden Kostennachweise, die beim Heimfall an den Staat übergebenden Anlageteile und die hiefür massgebenden Abtretungsbedingungen enthalten. Der Rückkauf ist nicht vor Ablauf der halben Verleihungsdauer zulässig. (Abs. 3)

	Der Bewerber ist vor dem Verleihungsbeschluss über die Bedingungen anzuhören. Nach dem Beschluss ist ihm eine angemessene Frist zur Annahme der Verleihung anzusetzen. (Abs. 4)
SH	**Konzession**
	Art. 2 Elektrizitätsgesetz Der Kanton überträgt die Erfüllung der in Art. 1 genannten Aufgaben unentgeltlich an eine oder mehrere private oder öffentlich-rechtliche Konzessionärinnen. (Abs. 1) Die Konzession darf 20 Jahre dauern und sich ohne Kündigung jeweils um die gleiche Dauer verlängern. Die Kündigung hat mindestens drei Jahre vor Ablauf der Konzession zu erfolgen. (Abs. 2) Konzessionsbehörde ist der Regierungsrat. (Abs. 3) Art. 1: Der Kanton sorgt für eine flächendeckende Grundversorgung von Bevölkerung und Wirtschaft mit elektrischer Energie. (Abs. 1) Zur Grundversorgung gehören - der Bau und Betrieb des erforderlichen Leitungsnetzes; - die regelmässige und ausreichende Versorgung mit elektrischer Energie. (Abs. 2) Zu diesem Zweck steht dem Kanton das ausschliessliche Recht zu, ein Netz zu errichten und zu betreiben. (Abs. 3) Er kann Gebiete ausserhalb des Kantons versorgen. (Abs. 4) **Art. 10 Wasserwirtschaftsgesetz** Konzessionen und Bewilligungen bestimmen insbesondere den Umfang, die Art und die Dauer des Nutzungsrechtes sowie die Verpflichtungen bei dessen Beendigung. Sie sind in der Regel widerruflich und befristet. (Abs. 1) Die zuständige Behörde ordnet weitere Nebenbestimmungen an. Sie kann zudem die Leistung einer angemessenen Sicherheit verlangen. Diese dient insbesondere zur Deckung von Begutachtungskosten, von Schäden, die der Bau, Bestand oder Betrieb einer Anlage verursachen könnte, sowie von Kosten für Massnahmen, die bei der Stillegung des Werkes erforderlich sind. (Abs. 2)
SO	**Verleihung**
	Verordnung betreffend Vollzug des Bundesgesetzes über die Nutzbarmachung der Wasserkräfte § 2: Die Verleihung von neuen Wasserrechten und die Übertragung von solchen, die Erteilung von Bewilligungen zur Änderung und Erweiterung bestehender Wasserwerke, die Festsetzung der Gebühren und Wasserzinse usw. erfolgen durch den Regierungsrat als Verleihungsbehörde im Sinne des Bundesgesetzes. § 9 Abs. 1: Der Regierungsrat entscheidet über die Wahrung der Interessen des Verkehrs und des Heimatschutzes, ebenso über Einsprachen, die sich auf den Unterhalt und den Schutz der Ufer und Bauten beziehen.
SZ	**Konzession**
	Wasserrechtgesetz § 10 Abs. 1: Ohne Konzession sind gestattet: a) die Entnahme von Wasser aus einem öffentlichen Gewässer für den häuslichen und landwirtschaftlichen Eigenbedarf, b) die Entnahme von Wasser aus einem öffentlichen Gewässer für den industriellen und gewerblichen Eigenbedarf bis zu dreissig Litern in der Minute. § 11: Jede andere Nutzung eines öffentlichen Gewässers bedarf einer Konzession. § 14: Nach Erledigung der öffentlichrechtlichen Einsprachen entscheidet der Regierungsrat über das Konzessionsgesuch. (Abs. 1) Dem Konzessionär wird eine Konzessionsurkunde ausgestellt, welche Art und Umfang der Nutzungsrechte, das zu nutzende Gewässer, den Ort der Wasserentnahme und -Rückgabe, die

	nutzbare Wassermenge, Bestimmungen über Dauer, Übertragung und Verwirkung der Konzession, die einmaligen und periodischen Abgaben sowie allfällige Auflagen polizeilicher Natur zum Gegenstand hat. (Abs. 2) Wo öffentliche Interessen des Naturschutzes und der Fischerei es erfordern, sind in der Konzessionsurkunde Bestimmungen über die dem auszunützenden Gewässer verbleibenden Mindestabflussmengen aufzunehmen. (Abs. 3) Die Konzessionserteilung ist im Amtsblatt zu veröffentlichen. Der Regierungsrat kann auch die gänzliche oder auszugsweise Veröffentlichung des Konzessionstextes anordnen. (Abs. 4) § 27: Die Nutzung der Wasserkräfte zur Energieerzeugung richtet sich nach dem Bundesrecht und den nachfolgenden Vorschriften. § 28: Das Recht zur eigenen Nutzung oder zur Erteilung von Konzessionen für die Nutzung der Wasserkraft der in § 2 Buchstaben b und c dieses Gesetzes aufgeführten Flüsse und Bäche steht den Bezirken zu. (Abs. 1) Dieses Recht wird von den Stimmberechtigten der Bezirke ausgeübt. (Abs. 2) § 29 Abs. 1: Für die Nutzung der Wasserkraft der übrigen öffentlichen Gewässer erteilt der Kantonsrat die Konzession. § 2: Öffentliche Gewässer sind: a) die Seen, mit Ausnahme der Alpseen und der mit behördlicher Bewilligung künstlich angelegten Seen, sofern diese nicht ausdrücklich als öffentlich erklärt werden; b) die Muota, die Steineraa, die Rigiaa, der Sisikonerbach, die Alp, die Sihl und die Wägitaleraa; c) alle übrigen Flüsse und Bäche, soweit sie im Pflichtenkreis einer öffentlich subventionierten Verbauung liegen, oder sobald sie sonst mit öffentlichen Mitteln verbaut werden; d) alle Grundwasservorkommen.
TG	**Konzession**
	Wassernutzungsgesetz § 4: Den Gemeingebrauch übersteigende Nutzungen öffentlichen Wassers, die Erstellung der dazu erforderlichen Bauten und Anlagen sowie deren Änderungen bedürfen einer Konzession oder einer Bewilligung des Kantons. (Abs. 1) Der Regierungsrat legt fest, welche Nutzungen einer Konzession und welche einer Bewilligung bedürfen. (Abs. 2) Auf Erteilung einer Konzession oder Bewilligung zur Nutzung öffentlichen Wassers besteht kein Rechtsanspruch. (Abs. 3) § 5: Die Konzession oder Bewilligung bestimmt mindestens Umfang, Art und Dauer des Nutzungsrechtes, allfällige Auflagen und Bedingungen sowie die Verhältnisse und Verpflichtungen bei deren Beendigung. (Abs. 1) Der Mindestinhalt von Konzessionen zur Wasserkraftnutzung richtet sich nach dem Bundesgesetz über die Nutzbarmachung der Wasserkräfte. (Abs. 2) **§ 3 Ziff. 2 Verordnung zum Wassernutzungsgesetz** Einer Konzession zur Nutzung öffentlichen Wassers bedürfen: ... die Wasserkraftnutzung.
TI	**Konzession**
	Legge sull'utilizzazione delle acque Art. 3 cpv. 1: La derivazione di acqua è soggetta a concessione del Consiglio di Stato. Art. 7: La concessione viene accordata in base ad una ponderazione degli interessi contrapposti, privilegiando l'approvvigionamento cantonale. (cpv. 1) Nell'atto di concessione vengono stabilite le condizioni per la tutela dei pubblici interessi e dei diritti acquisiti di terzi. (cpv. 2)

	L'atto di concessione determina la durata della stessa, il quantitativo di acqua prelevato, il deflusso residuale minimo garantito, il tempo e il modo della sua captazione, le specifiche per il sistema idraulico dell'impianto, l'uso e la restituzione dell'acqua, le garanzie da prestarsi, le tasse ed il canone da corrispondere allo Stato. (cpv. 3)
UR	**Konzession**
	Art. 18 Gewässernutzungsgesetz Wer ein öffentliches Kantonsgewässer über den Gemeingebrauch hinaus zur Energieerzeugung oder zur Pumpspeicherung benützen will, braucht hiefür eine Konzession. (Abs. 1) Das gilt auch, wenn eine bereits erteilte Konzession erneuert, erweitert oder verlängert werden soll. (Abs. 2) Der Landrat erteilt die Konzession unter Vorbehalt der fakultativen Volksabstimmung. ... (Abs. 3) Art. 19 – 29 (betr. Inhalt der Konzession)
VD	**Konzession**
	Loi sur l'utilisation des lacs et cours d'eau dépendant du domaine public Art. 2 al. 1: Nul ne peut détourner les eaux du domaine public, ni les utiliser, sans l'autorisation préalable du Conseil d'Etat. Art. 4 al. 1: L'autorisation du Conseil d'Etat est accordée sous la forme d'une concession; sa durée est de huitante ans au maximum. Art. 9: Le Conseil d'Etat accorde ou refuse la concession, compte tenu de l'intérêt public, de l'utilisation rationnelle du cours d'eau et des intérêts existants. Les droits des tiers sont en tout cas réservés. (al. 2) La décision octroyant la concession est soumise au peuple si la demande en est faite par 12 000 citoyens actifs, dans le délai de trois mois dès la date de la publication dans la «Feuille des avis officiels du Canton de Vaud». (al. 3) **Art. 9 Décret sur le renouvellement et l'extension des concessions de la Compagnie vaudoise des forces motrices des lacs de Joux et de l'Orbe** La CVE (Compagnie vaudoise d'électricité) est tenue de couvrir les besoins en énergie électrique des régions du canton dont les limites sont fixées par le Conseil d'Etat.
VS	**Konzession**
	Gesetz über die Nutzbarmachung der Wasserkräfte Art. 1 Abs. 1 lit. a: Dieses Gesetz regelt die Nutzbarmachung der Wasserkräfte im Kanton und bezweckt insbesondere die rationelle Nutzbarmachung der im Kanton vorhandenen Wasserkräfte, indem sie eine optimale kantonale Energieversorgung sichert und die Interessen der Volkswirtschaft und des Umweltschutzes wahrt; ... Art. 7: Die verfügungsberechtigten Gemeinwesen können das Recht zur Nutzung der Wasserkräfte öffentlicher Gewässer durch Erteilung einer Wasserrechtskonzession einem Dritten verleihen. Art. 9: Das Recht, die kantonalen Wasserkräfte zu nutzen, wird vom Staatsrat auf Antrag des zuständigen Departementes verliehen und vom Grossen Rat ratifiziert. (Abs. 1)

	Das Recht, die kommunalen Wasserkräfte zu nutzen, wird vom Gemeinderat mit der Zustimmung der Urversammlung oder des Generalrates verliehen. Die von den Gemeinden erteilten Konzessionen bedürfen zu ihrer Gültigkeit der Genehmigung des Staatsrates. (Abs. 2) Die Rechte Dritter sowie die Artikel 8 und 38 Absatz 2 und 3 WRG bleiben vorbehalten. (Abs. 3) Art. 25 & 26 (betr. Inhalt der Konzession)
ZG	**Konzession**
	Gesetz über die Gewässer § 38 lit. a: Einer kantonalen Konzession bedürfen die Nutzung der Wasserkraft eines öffentlichen Gewässers. § 39 Abs. 1: Der Regierungsrat ist Konzessionsbehörde beim Wasserbezug für Kraft- und Pumpspeicherwerke. § 43 & 44 (betr. Inhalt der Konzession)
ZH	**Gesetz**
	EKZ-Gesetz § 1: Die Elektrizitätswerke des Kantons Zürich (EKZ) sind eine selbständige Anstalt des kantonalen öffentlichen Rechts mit Sitz in Zürich. § 2: Die EKZ versorgen den Kanton wirtschaftlich, sicher und umweltgerecht mit elektrischer Energie; ausgenommen ist das Gebiet der Stadt Zürich. Sie können auch Wärme verteilen, die in eigenen, dezentralen Wärme-Kraft-Kopplungsanlagen anfällt. *Im Entwurf des Gesetzes über die Stromversorgung schlägt der Regierungsrat vor, das Gesetz betreffend die Elektrizitätswerke des Kantons ZH aufzuheben.*

2.5. Welche Folgen sind mit der Versorgungspflicht verknüpft?
Quels sont les effets liés à l'obligation d'approvisionnement?

2.5.1. Welche hauptsächlichen Rechte und Pflichten hat der Versorger?
Quels sont les droits et les devoirs principaux du fournisseur?

Kantone	Text der einschlägigen Bestimmungen
AG	**Ziff. 2 Endverbraucher-Abgabebedingungen** 2.1: Das AEW hält dem Kunden die im Energielieferungsvertrag vereinbarte elektrische Leistung zu den vorliegenden Allgemeinen Geschäftsbedingungen zur Verfügung. 2.2: Der Kunde verpflichtet sich, während der Vertragsdauer seinen ganzen elektrischen Energiebedarf ausschliesslich beim AEW zu decken und die Energie nur in seinen eigenen Anlagen zu verwenden. Ausgenommen ist die Verwertung von Energie aus eigenen Erzeugungsanlagen (Eigenproduktion). 2.3: Der Weiterverkauf von Energie ist nur mit Zustimmung des AEW gestattet. **§ 4 Vertrag ... betr. Gründung der Gesellschaft der Nordostschweizerischen Kraftwerke A.G.** Die Nordostschweizerischen Kraftwerke sind verpflichtet, in den beteiligten Kantonen die elektrische Energie unter gleichen Verhältnissen zu den gleichen Bedingungen abzugeben, vorbehältlich der bestehenden Verträge und Konzessionen. (Abs. 1) Die beteiligten Kantone verpflichten sich, die gesamte elektrische Energie für ihre staatlichen Kraftversorgungen von den Nordostschweizerischen Kraftwerken zu beziehen, so lange diese in der Lage sind, zu annehmbaren Bedingungen Kraft zu liefern. ... (Abs. 2)
AI	**Art. 16 Energiegesetz** Die Standeskommission bezeichnet die Netzgebiete der auf Kantonsgebiet tätigen Elektrizitätsversorgungsunternehmen. Die Zuteilung des Netzgebietes kann mit einem Leistungsauftrag an die Netzbetreiberin verbunden werden. (Abs. 1) Vor der Bezeichnung der Netzgebiete und der Erteilung von Leistungsaufträgen werden die Versorgungsunternehmen angehört. (Abs. 2)
AR	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
BE	**Art. 11 Abs. 1 Energiegesetz** Der zuständige Energieverteiler ist nach Massgabe der verfügbaren Energiemenge verpflichtet, den Energieverbrauchern seines Gebietes die für Haushalt und Betrieb benötigte leitungsgebundene Energie zu liefern.
BL	**§ 12 Abs. 2 lit. a Energiegesetz** Der **Konzessionsvertrag** regelt insbesondere die Versorgungspflicht und das Recht des Konzessionärs oder der Konzessionärin zur Energieverteilung, ...
BS	**IWB-Gesetz** § 21: Der Kanton liefert den Benützern in den mit Versorgungseinrichtungen erschlossenen Gebieten Energie und Trinkwasser nach Massgabe der verfügbaren Menge und im Rahmen der Leistungsfähigkeit der Versorgungsanlagen. § 22: Der Kanton trifft im Falle von Lieferungsschwierigkeiten Vorkehren für die

	Aufrechterhaltung der Versorgung in der Reihenfolge der Dringlichkeit. (Abs. 1) Er berücksichtigt bei der Verteilung von Energie und Trinkwasser angemessen die den Benützern bisher gelieferten oder vertraglich zugesicherten Mengen. (Abs. 2)
FR	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
GE	**Art. 1er al. 1 init. Loi sur l'organisation des Services industriels de GE** Les Services industriels de GE … ont pour but de fournir dans le canton de GE l'eau, le gaz, l'électricité, de l'énergie thermique, ainsi que de traiter des déchets.
GL	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **§ 4 Vertrag … betr. Gründung der Gesellschaft der Nordostschweizerischen Kraftwerke A.G.** Die Nordostschweizerischen Kraftwerke sind verpflichtet, in den beteiligten Kantonen die elektrische Energie unter gleichen Verhältnissen zu den gleichen Bedingungen abzugeben, vorbehältlich der bestehenden Verträge und Konzessionen. (Abs. 1) Die beteiligten Kantone verpflichten sich, die gesamte elektrische Energie für ihre staatlichen Kraftversorgungen von den Nordostschweizerischen Kraftwerken zu beziehen, so lange diese in der Lage sind, zu annehmbaren Bedingungen Kraft zu liefern. … (Abs. 2)
GR	**Wasserrechtsgesetz** Art. 61: Die Gemeinden sorgen für die Erschliessung und Belieferung ihres Gebietes mit elektrischer Energie. Art. 62: Die Gemeinden können zur Erfüllung ihrer Aufgabe gemäss Artikel 61 eigene regionale oder überregionale Energieversorgungsunternehmungen (EVU) bilden oder die Erfüllung dieser Aufgabe privaten EVU übertragen. Art. 63: Der Kanton und die Gemeinden sind befugt, gegebenenfalls mit weiterer bündnerischer Interessenz, eigene Elektrizitätsgesellschaften zu gründen, die sich mit der Produktion, dem Transport, der Transformierung, dem Austausch und der Lieferung von elektrischer Energie befassen. (Abs. 1) Diese Elektrizitätsgesellschaften können sich ihrerseits an anderen Produktions- und Energiehandelsgesellschaften beteiligen. (Abs. 2)
JU	**Art. 8 al. 1 Loi sur l'énergie** **La fourniture, le transport et la distribution d'énergie électrique** sur territoire cantonal sont assurés en principe par l'établissement jurassien désigné à cet effet par le Parlement.
LU	**Wasserbaugesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energieverordnung** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
NE	**Art. 30 al. 1 in fine Loi sur l'énergie** L'approvisionnement relève des entreprises énergétiques.

NW	**Art. 2a Abs. 1 Gesetz über das Kantonale Elektrizitätswerk NW** Die Energieversorgung umfasst Bau, Betrieb und Unterhalt von Anlagen für Produktion, Speicherung, Transport und Verteilung, die Beteiligung an solchen Anlagen sowie die Beschaffung von Energie.
OW	**Art. 3 Abs. 1 Gesetz über das Elektrizitätswerk OW** Das Werk hat folgende Aufgaben: a. die Erzeugung elektrischer Energie durch den Betrieb der eigenen Kraftwerke, b. die alleinige Verteilung elektrischer Energie im Kantonsgebiet durch den Bau und Betrieb von Verteilanlagen, c. den Unterhalt und die Erneuerung der eigenen Kraftwerke und Verteilanlagen, d. die Beschaffung sowie den Austausch elektrischer Energie durch Zusammenarbeit mit anderen Elektrizitätsunternehmungen, e. die Förderung der Nutzung weiterer erneuerbarer Energieformen, f. die Information und Beratung in Energiefragen. *Im Entwurf des Energiewirtschafts- und Stromversorgungsgesetzes schlägt der Regierungsrat vor, das Gesetz über das Elektrizitätswerk OW aufzuheben.* ***Art. 8 lit. c Energiewirtschafts- und Stromversorgungsgesetz (Entwurf)*** *Im Rahmen der Stellung als Aktionäre und Aktionärinnen der EWO Holding AG setzen sich Kanton und Gemeinden insbesondere für folgende Ziele ein:* *c) eine **sichere**, wirtschaftliche und umweltverträgliche Energieversorgung.*
SG	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Vertrag betr. die Gründung einer Gesellschaft St.Gallisch-Appenzellische Kraftwerke** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
SH	**Art. 1 Abs. 2 Elektrizitätsgesetz** Zur Grundversorgung gehören - der Bau und Betrieb des erforderlichen Leitungsnetzes; - die regelmässige und ausreichende Versorgung mit elektrischer Energie. **§ 4 Vertrag ... betr. Gründung der Gesellschaft der Nordostschweizerischen Kraftwerke A.G.** Die Nordostschweizerischen Kraftwerke sind verpflichtet, in den beteiligten Kantonen die elektrische Energie unter gleichen Verhältnissen zu den gleichen Bedingungen abzugeben, vorbehältlich der bestehenden Verträge und Konzessionen. (Abs. 1) Die beteiligten Kantone verpflichten sich, die gesamte elektrische Energie für ihre staatlichen Kraftversorgungen von den Nordostschweizerischen Kraftwerken zu beziehen, so lange diese in der Lage sind, zu annehmbaren Bedingungen Kraft zu liefern. ... (Abs. 2)
SO	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Übereinkunft zwischen dem Regierungsrat des Kantons SO und dem Verwaltungsrat der Aare-Tessin Aktiengesellschaft (Atel)...** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.

SZ	**§ 12 Wasserrechtsverleihung des Bezirkes Schwyz an die zu gründende Aktiengesellschaft Elektrizitätswerk des Bezirks Schwyz** Das Werk ist verpflichtet, vom 23. Juli 1957 an die Einwohner jener Gebiete des Bezirkes Schwyz, welche am 30. September 1950 durch das Elektrizitätswerk Schwyz beliefert wurden, mit Strom zu versorgen. Diese Verpflichtung erstreckt sich auch auf Gemeinden und Gebiete, die dem Werk das Verteilrecht einräumen und der Stromversorgung durch das Werk angeschlossen werden. (Abs. 1) Das Werk ist verpflichtet, im Rahmen des für das Werk finanziell Tragbaren auch abgelegeneren Liegenschaften und Häusergruppen elektrische Energie zuzuleiten. (Abs. 2) **Wasserrechtsverleihung des Bezirkes March an die AG Kraftwerk Wäggital** § 7 Abs. 1: Die Beliehene hat während der Dauer der Verleihung die Wiederverkäufer im Bezirk March zu den Bedingungen des Wiederverkäufertarifs der Elektrizitätswerke des Kantons Zürich mit elektrischer Energie zu beliefern. Sie erstellt und unterhält die erforderlichen technischen Einrichtungen bis zu den Messstellen auf der Hochspannungsseite der Transformatorenstationen der einzelnen Wiederverkäufer. § 8 Abs. 1: Die Beliehene liefert dem Bezirksspital March Gratisenergie bis 300 000 kWh im Jahr, wovon höchstens 60 % im Winterhalbjahr (1. Oktober bis 31. März). Die Höchstleistung beträgt 150 kW. Diese Gratisenergie darf nicht für eine allgemeine elektrische Raumheizung verwendet werden. **Konzession zur Ausnützung der Wasserkräfte an der Sihl oberhalb der Strassenbrücke bei Schindellegi** § 7: Die produzierte Energie geht zu 60% an die Gemeinde Feusisberg und zu je 20% an den Bezirk Höfe und an das Elektrizitätswerk Höfe. Hingegen bleibt es beim bisherigen Aktienstand innerhalb der Kraftwerk Feusisberg AG, nämlich: Gemeinde Feusisberg 50%, Bezirk Höfe 25%, Elektrizitätswerk Höfe 25%.
TG	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **§ 1 Abs. 2 Gesetz über das Elektrizitätswerk** Die Gesellschaft trägt zu einer sicheren Elektrizitätsversorgung bei, in erster Linie durch die Versorgung von Endverbrauchern. **§ 4 Vertrag ... betr. Gründung der Gesellschaft der Nordostschweizerischen Kraftwerke A.G.** Die Nordostschweizerischen Kraftwerke sind verpflichtet, in den beteiligten Kantonen die elektrische Energie unter gleichen Verhältnissen zu den gleichen Bedingungen abzugeben, vorbehältlich der bestehenden Verträge und Konzessionen. (Abs. 1) Die beteiligten Kantone verpflichten sich, die gesamte elektrische Energie für ihre staatlichen Kraftversorgungen von den Nordostschweizerischen Kraftwerken zu beziehen, so lange diese in der Lage sind, zu annehmbaren Bedingungen Kraft zu liefern. ... (Abs. 2)
TI	**Legge cantonale sull'energia** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Art. 2 cpv. 2 init. Legge istituente l'Azienda elettrica ticinese** L'azienda, tenuto conto delle norme della Legge cantonale sull'energia e degli indirizzi energetici cantonali concorre all'attuazione e al coordinamento delle

	scelte di politica energetica cantonale, alla produzione e alla commercializzazione di energia elettrica, di gas naturale e di energie alternative; …
UR	**Art. 9 Energiegesetz** Die Siedlungen des Kantons sind stets von öffentlichen oder privaten Energieversorgungsunternehmen gesamtwirtschaftlich optimal, sicher, wirtschaftlich und umweltverträglich zu versorgen. (Abs. 1) Der Regierungsrat kann im Rahmen des Bundesrechts zur Sicherstellung der Versorgung öffentlichen oder privaten Versorgungsunternehmen Versorgungsgebiete zuteilen. (Abs. 3)
VD	**Pas de Loi cantonale sur l'énergie ou sur l'approvisionnement en électricité** **Pas d'ordonnance cantonale sur l'énergie ou sur l'approvisionnement en électricité** **Art. 9 Décret sur le renouvellement et l'extension des concessions de la Compagnie vaudoise des forces motrices des lacs de Joux et de l'Orbe** La CVE (Compagnie vaudoise d'électricité) est tenue de **couvrir les besoins en énergie électrique** des régions du canton dont les limites sont fixées par le Conseil d'Etat.
VS	**Art. 83 Abs. 1 Gesetz über die Nutzbarmachung der Wasserkräfte** Jedes Unternehmen, dem für die Stromverteilung ein Sonderrecht zukommt, ist verpflichtet, sämtliche Bezüger seines Kreises nach Massgabe seiner Möglichkeiten und zu normalen Bedingungen mit Strom zu versorgen.
ZG	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Vollziehungsverordnung zum Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **§ 4 Vertrag … betr. Gründung der Gesellschaft der Nordostschweizerischen Kraftwerke A.G.** Die Nordostschweizerischen Kraftwerke sind verpflichtet, in den beteiligten Kantonen die elektrische Energie unter gleichen Verhältnissen zu den gleichen Bedingungen abzugeben, vorbehältlich der bestehenden Verträge und Konzessionen. (Abs. 1) Die beteiligten Kantone verpflichten sich, die gesamte elektrische Energie für ihre staatlichen Kraftversorgungen von den Nordostschweizerischen Kraftwerken zu beziehen, so lange diese in der Lage sind, zu annehmbaren Bedingungen Kraft zu liefern. … (Abs. 2)
ZH	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **§ 6 Abs. 1 EKZ-Gesetz** Die EKZ sind verpflichtet, ihren Bedarf an elektrischer Energie bei den Nordostschweizerischen Kraftwerken (NOK) zu decken, solange diese in der Lage sind, zu annehmbaren Bedingungen zu liefern. *Im Entwurf des Gesetzes über die Stromversorgung schlägt der Regierungsrat vor, das Gesetz betreffend die Elektrizitätswerke des Kantons ZH aufzuheben.* **§ 4 Vertrag … betr. Gründung der Gesellschaft der Nordostschweizerischen Kraftwerke A.G.** Die Nordostschweizerischen Kraftwerke sind verpflichtet, in den beteiligten Kan-

	tonen die elektrische Energie unter gleichen Verhältnissen zu den gleichen Bedingungen abzugeben, vorbehältlich der bestehenden Verträge und Konzessionen. (Abs. 1) Die beteiligten Kantone verpflichten sich, die gesamte elektrische Energie für ihre staatlichen Kraftversorgungen von den Nordostschweizerischen Kraftwerken zu beziehen, so lange diese in der Lage sind, zu annehmbaren Bedingungen Kraft zu liefern. ... (Abs. 2)

2.5.2. Geht die Versorgungspflicht einher mit einer Gebietszuteilung?

L'obligation d'approvisionnement va-t-elle de pair avec une attribution de secteur?

Kantone	Text der einschlägigen Bestimmungen
AG	**Ziff. 2 Wiederverkäufer-Abgabebedingungen** 2.1: Das Versorgungsgebiet wird im Energielieferungsvertrag umschrieben. Sofern das Versorgungsgebiet nicht mit dem Gebiet der politischen Gemeinde übereinstimmt, ist es in einer Karte, welche ebenfalls integrierender Bestandteil des Energielieferungsvertrages ist, festzuhalten. 2.2: Besondere Abmachungen über kleinere Gebietsbereinigungen zwischen einzelnen Wiederverkäufern bleiben vorbehalten. Das AEW ist vorgängig darüber zu orientieren. 2.3: Innerhalb seines Versorgungsgebietes ist die Energielieferung grundsätzlich Sache des Wiederverkäufers. Er darf die Energie nur innerhalb seines Versorgungsgebietes verwenden. Das AEW darf grundsätzlich keine Direktlieferungen an Dritte innerhalb dieses Versorgungsgebietes vornehmen. Ausgenommen sind Lieferungen an elektrisch betriebene Bahnen sowie Lieferungen nach 2.4. 2.4: Direktlieferungen des AEW an Dritte innerhalb des Versorgungsgebietes des Wiederverkäufers sind in gegenseitiger Absprache möglich, wenn der Wiederverkäufer nicht in der Lage ist, die Versorgung zu tragbaren Bedingungen zu gewährleisten. Dabei sind Lösungen zu erarbeiten, die den Interessen aller Beteiligten Rechnung tragen. 2.5: Der Wiederverkäufer orientiert das AEW über Bestrebungen anderer Werke, welche eine Änderung der Lieferverhältnisse in seinem Versorgungsgebiet zum Ziele haben. Insbesondere nimmt der Wiederverkäufer Rücksprache mit dem AEW, wenn fremde Werke in solcher Absicht Durchleitungsrechte zu erwerben suchen. **Vertrag … betr. Gründung der Gesellschaft der Nordostschweizerischen Kraftwerke A.G.** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
AI	**Art. 16 Energiegesetz** Die Standeskommission bezeichnet die Netzgebiete der auf Kantonsgebiet tätigen Elektrizitätsversorgungsunternehmen. Die Zuteilung des Netzgebietes kann mit einem Leistungsauftrag an die Netzbetreiberin verbunden werden. (Abs. 1) Vor der Bezeichnung der Netzgebiete und der Erteilung von Leistungsaufträgen werden die Versorgungsunternehmen angehört. (Abs. 2)
AR	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
BE	**Energiegesetz** Art. 7 Abs. 3 lit. a: Die zuständige Stelle der Bau-, Verkehrs- und Energiedirektion grenzt die regionalen Energieversorgungsgebiete ab, wenn sich die Gemeinden nicht einigen können. Art. 11 Abs. 1: Der zuständige Energieverteiler ist nach Massgabe der verfügbaren Energiemenge verpflichtet, den Energieverbrauchern **seines Gebietes** die für Haushalt und Betrieb benötigte leitungsgebundene Energie zu liefern.
BL	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.

BS	**IWB-Gesetz** § 1: Dieses Gesetz regelt die leitungsgebundene Versorgung mit Elektrizität, Gas, Fernwärme und Trinkwasser **auf dem Gebiet von Basel-Stadt**. § 5 Abs. 1: Die Energie- und Trinkwasserversorgung wird den Industriellen Werken Basel (IWB) übertragen.
FR	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. ***Art. 6 Gesetz über die Elektrizitätsversorgung (EVG) (Vorentwurf)*** *Der Staatsrat erteilt die Konzessionen für die Versorgung der Netzgebiete. (Abs. 1)* *Die Grenzen der Netzgebiete decken sich grundsätzlich mit den Gemeindegrenzen. Die Netzgebiete werden in einem Dokument registriert, das vom Amt für Verkehr und Energie (das Amt) in Zusammenarbeit mit den konzessionierten Unternehmen laufend aktualisiert wird. (Abs. 2)*
GE	**Art. 1er al. 1 Loi sur l'organisation des Services industriels de GE** Les Services industriels de Genève …ont pour but de fournir **dans le canton de GE** l'eau, le gaz, l'électricité, de l'énergie thermique, ainsi que de traiter des déchets. Ils peuvent en outre … **exercer leurs activités à l'extérieur du canton** …
GL	**Art. 9 Abs. 1 Energiegesetz** Bei der Neuerstellung oder Erweiterung von Anlagen zur Verteilung und Übertragung von leitungsgebundener Energie oder von Energieträgern, die sich über ein einzelnes Gemeindegebiet hinaus erstrecken, sind die Interessen der beteiligten Gemeinden aufeinander abzustimmen. **Vertrag … betr. Gründung der Gesellschaft der Nordostschweizerischen Kraftwerke A.G.** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
GR	**Art. 61 Wasserrechtsgesetz** Die Gemeinden sorgen für die Erschliessung und Belieferung ihres Gebietes mit elektrischer Energie.
JU	**Art. 8 al. 1 Loi sur l'énergie** La fourniture, le transport et la distribution d'énergie électrique sur territoire cantonal sont assurés en principe par l'établissement jurassien désigné à cet effet par le Parlement.
LU	**Wasserbaugesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energieverordnung** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
NE	**Loi sur l'énergie** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
NW	**Art. 2 Gesetz über das Kantonale Elektrizitätswerk NW** Das Elektrizitätswerk NW bezweckt die Versorgung des **Kantons** mit elektrischer Energie. ... (Abs. 1) Es kann auch ausserhalb des Kantonsgebietes Strom liefern, ... (Abs. 2)

OW	**Art. 3 Abs. 1 lit. b Gesetz über das Elektrizitätswerk OW** Das Werk hat folgende Aufgaben: (...) b. die alleinige Verteilung elektrischer Energie im **Kantonsgebiet** durch den Bau und Betrieb von Verteilanlagen. *Im Entwurf des Energiewirtschafts- und Stromversorgungsgesetzes schlägt der Regierungsrat vor, das Gesetz über das Elektrizitätswerk OW aufzuheben.* ***Art. 8 lit. c Energiewirtschafts- und Stromversorgungsgesetz (Entwurf)*** *Im Rahmen der Stellung als Aktionäre und Aktionärinnen der EWO Holding AG setzen sich Kanton und Gemeinden insbesondere für folgende Ziele ein:* *c) eine **sichere**, wirtschaftliche und umweltverträgliche Energieversorgung.*
SG	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Vertrag betr. die Gründung einer Gesellschaft St.Gallisch-Appenzellische Kraftwerke** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
SH	**Elektrizitätsgesetz** Art. 1 Abs. 4: Er (der Kanton) kann Gebiete ausserhalb des Kantons versorgen. Art. 3: Gemeinden, welche bereits Elektrizitätswerke besitzen, erhalten eine Konzession für das bisherige Versorgungsgebiet. Innerhalb des Versorgungsgebietes sind sie berechtigt, das Verteilnetz im Rahmen dieses Gesetzes weiterzubetreiben und auszubauen. (Abs. 1) Ausserhalb ihres bisherigen Versorgungsgebietes sind Gemeindewerke privaten Konzessionsbewerberinnen gleichgestellt. (Abs. 2) Art. 2: Der Kanton überträgt die Erfüllung der in Art. 1 genannten Aufgaben unentgeltlich an eine oder mehrere private oder öffentlich-rechtliche Konzessionärinnen. (Abs. 1) Die Konzession darf 20 Jahre dauern und sich ohne Kündigung jeweils um die gleiche Dauer verlängern. Die Kündigung hat mindestens drei Jahre vor Ablauf der Konzession zu erfolgen. (Abs. 2) Konzessionsbehörde ist der Regierungsrat. (Abs. 3) Art. 9 Abs. 1: Die Netzbetreiberinnen sind verpflichtet, in ihrem Versorgungsgebiet interessierte Kundinnen und Kunden mit Elektrizität zu versorgen. **Vertrag ... betr. Gründung der Gesellschaft der Nordostschweizerischen Kraftwerke A.G.** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
SO	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Übereinkunft zwischen dem Regierungsrat des Kantons SO und dem Verwaltungsrat der Aare-Tessin Aktiengesellschaft (Atel)...** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
SZ	**§ 12 Wasserrechtsverleihung des Bezirkes Schwyz an die zu gründende Aktiengesellschaft Elektrizitätswerk des Bezirks Schwyz** Das Werk ist verpflichtet, vom 23. Juli 1957 an die Einwohner jener Gebiete des Bezirkes Schwyz, welche am 30. September 1950 durch das Elektrizitätswerk Schwyz beliefert wurden, mit Strom zu versorgen. Diese Verpflichtung erstreckt sich auch auf Gemeinden und Gebiete, die dem Werk das Verteilrecht einräumen und der Stromversorgung durch das Werk angeschlossen werden. (Abs. 1) Das Werk ist verpflichtet, im Rahmen des für das Werk finanziell Tragbaren auch

	abgelegeneren Liegenschaften und Häusergruppen elektrische Energie zuzuleiten. (Abs. 2) **Wasserrechtsverleihung des Bezirkes March an die AG Kraftwerk Wäggital** § 7 Abs. 1: Die Beliehene hat während der Dauer der Verleihung die Wiederverkäufer im Bezirk March zu den Bedingungen des Wiederverkäufertarifs der Elektrizitätswerke des Kantons Zürich mit elektrischer Energie zu beliefern. Sie erstellt und unterhält die erforderlichen technischen Einrichtungen bis zu den Messstellen auf der Hochspannungsseite der Transformatorenstationen der einzelnen Wiederverkäufer. § 8 Abs. 1: Die Beliehene liefert dem Bezirksspital March Gratisenergie bis 300 000 kWh im Jahr, wovon höchstens 60 % im Winterhalbjahr (1. Oktober bis 31. März). Die Höchstleistung beträgt 150 kW. Diese Gratisenergie darf nicht für eine allgemeine elektrische Raumheizung verwendet werden. **§ 7 Konzession zur Ausnützung der Wasserkräfte an der Sihl oberhalb der Strassenbrücke bei Schindellegi** Die produzierte Energie geht zu 60% an die Gemeinde Feusisberg und zu je 20% an den Bezirk Höfe und an das Elektrizitätswerk Höfe. Hingegen bleibt es beim bisherigen Aktienstand innerhalb der Kraftwerk Feusisberg AG, nämlich: Gemeinde Feusisberg 50%, Bezirk Höfe 25%, Elektrizitätswerk Höfe 25%.
TG	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Gesetz über das Elektrizitätswerk** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Vertrag … betr. Gründung der Gesellschaft der Nordostschweizerischen Kraftwerke A.G.** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
TI	**Legge cantonale sull'energia** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Legge istituente l'Azienda elettrica ticinese** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
UR	**Indirekt Art. 9 Energiegesetz** Innerhalb eines Versorgungsgebietes sind gleiche Konsumentengruppen zu gleichen Tarifbedingungen zu beliefern. (Abs. 2) Der Regierungsrat kann im Rahmen des Bundesrechts zur Sicherstellung der Versorgung öffentlichen oder privaten Versorgungsunternehmen Versorgungsgebiete zuteilen. (Abs. 3)
VD	**Pas de Loi cantonale sur l'énergie ou sur l'approvisionnement en électricité** **Pas d'ordonnance cantonale sur l'énergie ou sur l'approvisionnement en électricité** **Art. 9 Décret sur le renouvellement et l'extension des concessions de la Compagnie vaudoise des forces motrices des lacs de Joux et de l'Orbe** La CVE (Compagnie vaudoise d'électricité) est tenue de couvrir les besoins en énergie électrique des **régions du canton dont les limites sont fixées par le Conseil d'Etat**.

VS	**Art. 83 Abs. 1 Gesetz über die Nutzbarmachung der Wasserkräfte** Jedes Unternehmen, dem für die Stromverteilung ein Sonderrecht zukommt, ist verpflichtet, sämtliche Bezüger **seines Kreises** nach Massgabe seiner Möglichkeiten und zu normalen Bedingungen mit Strom zu versorgen.
ZG	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Vollziehungsverordnung zum Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Vertrag … betr. Gründung der Gesellschaft der Nordostschweizerischen Kraftwerke A.G.** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
ZH	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **EKZ-Gesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Vertrag … betr. Gründung der Gesellschaft der Nordostschweizerischen Kraftwerke A.G.** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.

2.5.3. Geht die Versorgungspflicht mit einem Versorgungsmonopol einher?
L'obligation d'approvisionnement va-t-elle de pair avec un monopole d'approvisionnement?

Kantone	Text der einschlägigen Bestimmungen
AG	**§ 2 lit. a Dekret über den Leistungsauftrag der AEW Energie AG** Ohne Anspruch auf Entschädigung durch den Kanton erfüllt die AEW Energie AG folgende obligatorische Aufgaben: a) Sie erstellt und betreibt ein leistungsfähiges Verteilnetz für elektrische Energie so, dass damit, zusammen mit den Netzen Dritter, die Elektrizitätsversorgung der Siedlungsgebiete im ganzen Kanton sichergestellt werden kann. **Ziff. 2 Wiederverkäufer-Abgabebedingungen** 2.3: Innerhalb seines Versorgungsgebietes ist die Energielieferung grundsätzlich Sache des Wiederverkäufers. Er darf die Energie nur innerhalb seines Versorgungsgebietes verwenden. Das AEW darf grundsätzlich keine Direktlieferungen an Dritte innerhalb dieses Versorgungsgebietes vornehmen. Ausgenommen sind Lieferungen an elektrisch betriebene Bahnen sowie Lieferungen nach 2.4. 2.4: Direktlieferungen des AEW an Dritte innerhalb des Versorgungsgebietes des Wiederverkäufers sind in gegenseitiger Absprache möglich, wenn der Wiederverkäufer nicht in der Lage ist, die Versorgung zu tragbaren Bedingungen zu gewährleisten. Dabei sind Lösungen zu erarbeiten, die den Interessen aller Beteiligten Rechnung tragen. **§ 4 Abs. 2 Vertrag ... betr. Gründung der Gesellschaft der Nordostschweizerischen Kraftwerke A.G.** Die beteiligten Kantone verpflichten sich, die gesamte elektrische Energie für ihre staatlichen Kraftversorgungen von den Nordostschweizerischen Kraftwerken zu beziehen, so lange diese in der Lage sind, zu annehmbaren Bedingungen Kraft zu liefern. ...
AI	**Art. 6 Vertrag betr. die Gründung einer Gesellschaft St.Gallisch-Appenzellische Kraftwerke** Die Kantone SG AI & AR verpflichten sich gegenseitig: a) selbständig keine Elektrizitätswerke zu bauen oder zu erwerben und sich an keiner Unternehmung zu beiteligen, welche den Zweck haben könnte, im Stromabsatzgebiet der St.Gallisch-Appenzellische Kraftwerke elektrische Energie zu verteilen; b) selbständig keine Strombezugsverträge mit fremden Werken abzuschliessen **Ev. Art. 16 Energiegesetz** Die Standeskommission bezeichnet die Netzgebiete der auf Kantonsgebiet tätigen Elektrizitätsversorgungsunternehmen. Die Zuteilung des Netzgebietes kann mit einem Leistungsauftrag an die Netzbetreiberin verbunden werden. (Abs. 1) Vor der Bezeichnung der Netzgebiete und der Erteilung von Leistungsaufträgen werden die Versorgungsunternehmen angehört. (Abs. 2)

AR	**Art. 6 Vertrag betr. die Gründung einer Gesellschaft St.Gallisch-Appenzellische Kraftwerke** Die Kantone SG AI & AR verpflichten sich gegenseitig: a) selbständig keine Elektrizitätswerke zu bauen oder zu erwerben und sich an keiner Unternehmung zu beteiligen, welche den Zweck haben könnte, im Stromabsatzgebiet der St.Gallisch-Appenzellische Kraftwerke elektrische Energie zu verteilen; b) selbständig keine Strombezugsverträge mit fremden Werken abzuschliessen
BE	**Ev. aus Art. 11 Abs. 1 Energiegesetz ableitbar** Der zuständige Energieverteiler ist nach Massgabe der verfügbaren Energiemenge verpflichtet, den Energieverbrauchern seines Gebietes die für Haushalt und Betrieb benötigte leitungsgebundene Energie zu liefern.
BL	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
BS	**IWB-Gesetz** § 38d: Diese Grundsätze [besondere Grundsätze für die Ausgestaltung der Strompreise] gelten für **in- und ausländische Anbieter**, die im Kanton Elektrizität verkaufen.
FR	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. ***Art. 9 Abs. 1 Gesetz über die Elektrizitätsversorgung (EVG) (Vorentwurf)*** *Ein konzessioniertes Unternehmen kann mit einem anderen konzessionierten Unternehmen den Anschluss eines Punkts im eigenen Netzgebiet vereinbaren.*
GE	**Art. 1er al. 4 Loi sur l'organisation des Services industriels de GE** Les Services industriels peuvent créer, acquérir, louer, exploiter tout moyen de production, de transport, de distribution et de vente, assurer tout service se rapportant à la réalisation de leur but. Ils peuvent de même participer à toute entreprise suisse ou étrangère de fourniture d'eau, de gaz, d'électricité, d'énergie thermique, de télécommunications, et passer toute convention destinée à faciliter et garantir l'approvisionnement en eau et en énergie et le traitement des déchets dans le canton de GE.
GL	**Art. 9 Abs. 1 Energiegesetz** Bei der Neuerstellung oder Erweiterung von Anlagen zur Verteilung und Uebertragung von leitungsgebundener Energie oder von Energieträgern, die sich über ein einzelnes Gemeindegebiet hinaus erstrecken, sind die Interessen der beteiligten Gemeinden aufeinander abzustimmen. **§ 4 Abs. 2 Vertrag ... betr. Gründung der Gesellschaft der Nordostschweizerischen Kraftwerke A.G.** Die beteiligten Kantone verpflichten sich, die gesamte elektrische Energie für ihre staatlichen Kraftversorgungen von den Nordostschweizerischen Kraftwerken zu beziehen, so lange diese in der Lage sind, zu annehmbaren Bedingungen Kraft zu liefern. ...
GR	**Art. 62 Wasserrechtsgesetz** Die Gemeinden können zur Erfüllung ihrer Aufgabe gemäss Artikel 61 eigene regionale oder überregionale Energieversorgungsunternehmungen (EVU) bilden oder die Erfüllung dieser Aufgabe privaten EVU übertragen.
JU	**Art. 8 al. 1 Loi sur l'énergie** La fourniture, le transport et la distribution d'énergie électrique sur territoire cantonal sont assurés en principe par **l'établissement jurassien désigné à cet effet par le Parlement**.

LU	**Wasserbaugesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energieverordnung** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
NE	**Loi sur l'énergie** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
NW	**Gesetz über das Kantonale Elektrizitätswerk NW** Art. 2a Abs. 3: Die Energieversorgung soll sich nach Möglichkeit auf verschiedene Energieträger abstützen. Art. 3: Das Recht auf Benützung des öffentlichen Eigentums des Kantons für Anlagen des innerkantonalen Transportes sowie der Verteilung von leitungsgebundenen Energien steht allein dem EWN zu. (Abs. 1) Der Regierungsrat kann in besonderen Fällen dieses Recht auch andern Energieproduktionsunternehmen durch Vertrag erteilen. (Abs. 2)
OW	**Art. 3 Abs. 1 lit. b Gesetz über das Elektrizitätswerk OW** Das Werk hat folgende Aufgaben: (...) b. die **alleinige Verteilung elektrischer Energie im Kantonsgebiet** durch den Bau und Betrieb von Verteilanlagen. *Im Entwurf des Energiewirtschafts- und Stromversorgungsgesetzes schlägt der Regierungsrat vor, das Gesetz über das Elektrizitätswerk OW aufzuheben.* ***Art. 8 lit. a Energiewirtschafts- und Stromversorgungsgesetz (Entwurf)*** *Im Rahmen der Stellung als Aktionäre und Aktionärinnen der EWO Holding AG setzen sich Kanton und Gemeinden insbesondere für folgende Ziele ein:* *a) Unternehmenstätigkeit im ganzen Kantonsgebiet, soweit Leistungen nicht von den Gemeinden oder anderen Unternehmungen vollumfänglich erbracht werden;*
SG	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Art. 6 Vertrag betr. die Gründung einer Gesellschaft St.Gallisch-Appenzellische Kraftwerke** Die Kantone SG, AI & AR verpflichten sich gegenseitig: a) selbständig keine Elektrizitätswerke zu bauen oder zu erwerben und sich an keiner Unternehmung zu beteiligen, welche den Zweck haben könnte, im Stromabsatzgebiet der St.Gallisch-Appenzellische Kraftwerke elektrische Energie zu verteilen; b) selbständig keine Strombezugsverträge mit fremden Werken abzuschliessen

SH	**Elektrizitätsgesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **§ 4 Abs. 2 Vertrag ... betr. Gründung der Gesellschaft der Nordostschweizerischen Kraftwerke A.G.** Die beteiligten Kantone verpflichten sich, die gesamte elektrische Energie für ihre staatlichen Kraftversorgungen von den Nordostschweizerischen Kraftwerken zu beziehen, so lange diese in der Lage sind, zu annehmbaren Bedingungen Kraft zu liefern. ...
SO	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Übereinkunft zwischen dem Regierungsrat des Kantons SO und dem Verwaltungsrat der Aare-Tessin Aktiengesellschaft (Atel)...** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
SZ	**§ 12 Abs. 1 Wasserrechtsverleihung des Bezirkes Schwyz an die zu gründende Aktiengesellschaft Elektrizitätswerk des Bezirks Schwyz** Das Werk ist verpflichtet, vom 23. Juli 1957 an die Einwohner jener Gebiete des Bezirkes Schwyz, welche am 30. September 1950 durch das Elektrizitätswerk Schwyz beliefert wurden, mit Strom zu versorgen. Diese Verpflichtung erstreckt sich auch auf Gemeinden und Gebiete, die dem Werk das Verteilrecht einräumen und der Stromversorgung durch das Werk angeschlossen werden. **§ 7 Abs. 1 Wasserrechtsverleihung des Bezirkes March an die AG Kraftwerk Wäggital** Die Beliehene hat während der Dauer der Verleihung die Wiederverkäufer im Bezirk March zu den Bedingungen des Wiederverkäufertarifs der Elektrizitätswerke des Kantons Zürich mit elektrischer Energie zu beliefern. Sie erstellt und unterhält die erforderlichen technischen Einrichtungen bis zu den Messstellen auf der Hochspannungsseite der Transformatorenstationen der einzelnen Wiederverkäufer.
TG	**§ 4 Abs. 2 Vertrag ... betr. Gründung der Gesellschaft der Nordostschweizerischen Kraftwerke A.G.** Die beteiligten Kantone verpflichten sich, die gesamte elektrische Energie für ihre staatlichen Kraftversorgungen von den Nordostschweizerischen Kraftwerken zu beziehen, so lange diese in der Lage sind, zu annehmbaren Bedingungen Kraft zu liefern. ...
TI	**Legge cantonale sull'energia** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Legge istituente l'Azienda elettrica ticinese** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
UR	**Indirekt Art. 9 Energiegesetz** Die Siedlungen des Kantons sind stets von öffentlichen oder privaten Energieversorgungsunternehmen gesamtwirtschaftlich optimal, sicher, wirtschaftlich und umweltverträglich zu versorgen. (Abs. 1) Innerhalb eines Versorgungsgebietes sind gleiche Konsumentengruppen zu gleichen Tarifbedingungen zu beliefern. (Abs. 2) Der Regierungsrat kann im Rahmen des Bundesrechts zur Sicherstellung der Versorgung öffentlichen oder privaten Versorgungsunternehmen Versorgungsgebiete zuteilen. (Abs. 3)
VD	**Pas de Loi cantonale sur l'énergie ou sur l'approvisionnement en électricité** **Pas d'ordonnance cantonale sur l'énergie ou sur l'approvisionnement en électricité** **Décret sur le renouvellement et l'extension des concessions de la Compagnie vau-**

	doise des forces motrices des lacs de Joux et de l'Orbe Art. 1er lit. b ch. 3: Les buts de la compagnie (Compagnie vaudoise d'électricité) sont: … 3. distribuer l'énergie en gros ou en détail dans la partie du canton délimitée par le Conseil d'Etat Art. 10: Les conditions de vente de l'énergie font l'objet d'un règlement et de tarifs approuvés par le Conseil d'Etat. (al. 1) Les conditions de vente de l'énergie aux communes et sociétés de distribution font l'objet d'un tarif établi d'un commun accord entre les parties. … (al. 2) **Indirectement Art. 3 al. 3 lit. d Règlement sur la commission cantonale de surveillance des entreprises électriques** Elle (la commission) donne son préavis sur les questions suivantes: d) les conventions conclues entre le concessionnaire et les communes ou les services intercommunaux relatives au prix de l'énergie.
VS	**Art. 83 Abs. 1 Gesetz über die Nutzbarmachung der Wasserkräfte** Jedes Unternehmen, dem für die Stromverteilung ein Sonderrecht zukommt, ist verpflichtet, sämtliche Bezüger seines Kreises nach Massgabe seiner Möglichkeiten und zu normalen Bedingungen mit Strom zu versorgen.
ZG	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Vollziehungsverordnung zum Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **§ 4 Abs. 2 Vertrag … betr. Gründung der Gesellschaft der Nordostschweizerischen Kraftwerke A.G.** Die beteiligten Kantone verpflichten sich, die gesamte elektrische Energie für ihre staatlichen Kraftversorgungen von den Nordostschweizerischen Kraftwerken zu beziehen, so lange diese in der Lage sind, zu annehmbaren Bedingungen Kraft zu liefern. …
ZH	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **§ 2 Abs. 1 init. EKZ-Gesetz** Die EKZ versorgen den Kanton wirtschaftlich, sicher und umweltgerecht mit elektrischer Energie; ausgenommen ist das Gebiet der Stadt Zürich. *Im Entwurf des Gesetzes über die Stromversorgung schlägt der Regierungsrat vor, das Gesetz betreffend die Elektrizitätswerke des Kantons ZH aufzuheben.* ***§ 8 Abs. 3 Satz 1 Gesetz über die Stromversorgung (Entwurf)*** *Das für ein Netzgebiet zuständige Elektrizitätsversorgungsunternehmen ist berechtigt und verpflichtet, sämtliche Netzanschlüsse zu erstellen und das dazugehörige Netz sicher und wirtschaftlich zu betreiben.* **§ 4 Abs. 2 Vertrag … betr. Gründung der Gesellschaft der Nordostschweizerischen Kraftwerke A.G.** Die beteiligten Kantone verpflichten sich, die gesamte elektrische Energie für ihre staatlichen Kraftversorgungen von den Nordostschweizerischen Kraftwerken zu beziehen, so lange diese in der Lage sind, zu annehmbaren Bedingungen Kraft zu liefern. …

2.5.4. Werden damit hoheitliche Befugnisse übertragen?
Une part de souveraineté est-elle ainsi transférée?

Kantone	Text der einschlägigen Bestimmungen
AG	**§ 3 Energiegesetz** Gemeinden, Gemeindeverbände und ihre Betriebe können für ihren Wirkungskreis im Sinne der Zielsetzungen dieses Gesetzes weiter gehende Regelungen treffen, soweit hiezu nicht ausdrücklich der Grosse Rat oder der Regierungsrat zuständig ist und nicht zwingende Vorschriften bestehen. **Vertrag … betr. Gründung der Gesellschaft der Nordostschweizerischen Kraftwerke A.G.** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
AI	**Art. 4 Abs. 1 Energiegesetz** Das Departement kann Dritte zum Vollzug beiziehen und diesen namentlich Prüf, Kontroll- und Überwachungsaufgaben übertragen.
AR	**Art. 6 Abs. 1 Energiegesetz** Für den Vollzug können die zuständigen Behörden öffentlich-rechtliche Körperschaften, Private oder private Organisationen beiziehen und diesen namentlich Prüf-, Kontroll- und Überwachungsaufgaben übertragen. Die zuständige Behörde erteilt den zum Vollzug beigezogenen Dritten Leistungsaufträge und überprüft periodisch deren Tätigkeit.
BE	**Art. 7a Abs. 2 Energiegesetz** Die Gemeinden können Gemeindeverbänden oder privatrechtlichen Organisationen hoheitliche Befugnisse übertragen. Diese sind hinsichtlich ihrer Rechte und Pflichten den Gemeinden gleichgestellt.
BL	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
BS	**§ 28 Energiegesetz** Er (der Regierungsrat) kann die Vollzugsaufgaben auf Private übertragen. **§ 47 IWB-Gesetz** Der Regierungsrat kann die Erfüllung einzelner Aufgaben der Energie- und Trinkwasserversorgung den Landgemeinden und privaten Institutionen bewilligen, wenn daran ein besonderes öffentliches Interesse besteht. Die Bestimmungen dieses Gesetzes und seiner Ausführungserlasse sind bindend. (Abs. 1) Vorbehalten sind die Energie- und die Wassernutzungsgesetzgebungen. (Abs. 2) Die Aufgabenerfüllung durch die Bewilligungsempfänger steht unter der Aufsicht des Regierungsrates. Er kann sie den IWB übertragen. (Abs. 3) Die Bewilligung kann widerrufen werden, wenn der Bewilligungsempfänger die gesetzlichen Vorschriften oder verfügte Auflagen missachtet. Eine Entschädigung ist nicht geschuldet. (Abs. 4)
FR	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. ***Gesetz über die Elektrizitätsversorgung (EVG) (Vorentwurf)*** *Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.*

GE	**Loi sur l'organisation des Services industriels de GE** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
GL	**Indirekt Art. 30 Energiegesetz** Rechtskräftige Verfügungen und Entscheide der Rekurskommission gemäss Artikel 8 dieses Gesetzes sowie von Verwaltungsbehörden, die gestützt auf dieses Gesetz ergehen und zu Geldzahlungen oder Sicherheitsleistung verpflichten, stehen im Sinne von Artikel 80 Absatz 2 des Bundesgesetzes über Schuldbetreibung und Konkurs vollstreckbaren gerichtlichen Urteilen gleich. **Vertrag … betr. Gründung der Gesellschaft der Nordostschweizerischen Kraftwerke A.G.** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
GR	**Art. 20 Energiegesetz** Die Regierung kann Vollzugsaufgaben des Kantons gemäss diesem Gesetz auch Privaten übertragen.
JU	**Indirekt Art. 23 al. 1 Loi sur l'énergie** Toute décision prise en application de la présente loi ou des prescriptions qui en découlent peut faire l'objet d'opposition et de recours selon le Code de procédure administrative.
LU	**Wasserbaugesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energieverordnung** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
NE	**Art. 14 al. 2 Loi sur l'énergie** Ils (le département et le service) peuvent déléguer à des tiers des tâches de vérification, de contrôle et de surveillance.
NW	**Art. 3 Gesetz über das Kantonale Elektrizitätswerk NW** Das Recht auf Benützung des öffentlichen Eigentums des Kantons für Anlagen des innerkantonalen Transportes sowie der Verteilung von leitungsgebundenen Energien steht allein dem EWN zu. (Abs. 1) Der Regierungsrat kann in besonderen Fällen dieses Recht auch andern Energieproduktionsunternehmen durch Vertrag erteilen. (Abs. 2)
OW	**Gesetz über das Elektrizitätswerk OW** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. *Im Entwurf des Energiewirtschafts- und Stromversorgungsgesetzes schlägt der Regierungsrat vor, das Gesetz über das Elektrizitätswerk OW aufzuheben.* ***Energiewirtschafts- und Stromversorgungsgesetz (Entwurf)*** *Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.*
SG	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Vertrag betr. die Gründung einer Gesellschaft St.Gallisch-Appenzellische Kraftwerke** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.

SH	**Elektrizitätsgesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Vertrag … betr. Gründung der Gesellschaft der Nordostschweizerischen Kraftwerke A.G.** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
SO	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Übereinkunft zwischen dem Regierungsrat des Kantons SO und dem Verwaltungsrat der Aare-Tessin Aktiengesellschaft (Atel)...** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
SZ	**Wasserrechtsgesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Wasserrechtsverleihung des Bezirkes Schwyz an die zu gründende Aktiengesellschaft Elektrizitätswerk des Bezirks Schwyz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Wasserrechtsverleihung des Bezirkes March an die AG Kraftwerk Wäggital** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Konzession zur Ausnützung der Wasserkräfte an der Sihl oberhalb der Strassenbrücke bei Schindellegi** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
TG	**Vertrag … betr. Gründung der Gesellschaft der Nordostschweizerischen Kraftwerke A.G.** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
TI	**Legge cantonale sull'energia** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Legge istituente l'Azienda elettrica ticinese** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
UR	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
VD	**Pas de Loi cantonale sur l'énergie ou sur l'approvisionnement en électricité** **Pas d'ordonnance cantonale sur l'énergie ou sur l'approvisionnement en électricité** **Décret sur le renouvellement et l'extension des concessions de la Compagnie vaudoise des forces motrices des lacs de Joux et de l'Orbe** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
VS	**Gesetz über die Nutzbarmachung der Wasserkräfte** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
ZG	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Vollziehungsverordnung zum Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.

	Vertrag … betr. Gründung der Gesellschaft der Nordostschweizerischen Kraftwerke A.G. Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
ZH	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **EKZ-Gesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. ***Gesetz über die Stromversorgung (Entwurf)*** *Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.* **Vertrag … betr. Gründung der Gesellschaft der Nordostschweizerischen Kraftwerke A.G.** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.

2.5.5. Wird damit eine Kooperationspflicht (mit dem Kanton, mit anderen Kantonen, mit anderen Unternehmen) verknüpft?
Un devoir de coopération (avec le canton, d'autres cantons ou d'autres entreprises) est-il lié à l'obligation d'approvisionnement?

Kantone	Text der einschlägigen Bestimmungen
AG	**§ 2 Dekret über den Leistungsauftrag der AEW Energie AG** Ohne Anspruch auf Entschädigung durch den Kanton erfüllt die AEW Energie AG folgende obligatorische Aufgaben: (...) c) Sie erfüllt die Verpflichtungen, welche dem Kanton im Zusammenhang mit der Beschaffung von elektrischer Energie aus den vertraglichen Verpflichtungen gegenüber den Nordostschweizerischen Kraftwerken AG (NOK) erwachsen. d) Sie fördert allein oder durch Beteiligung an anderen Unternehmen im Rahmen der Zielsetzungen und Verpflichtungen der Energiegesetzgebung des Bundes und des Kantons insbesondere die Nutzung von einheimischen und erneuerbaren Energiequellen und Energieträgern sowie die Nutzung von Abwärme. **Vertrag ... betr. Gründung der Gesellschaft der Nordostschweizerischen Kraftwerke A.G.** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
AI	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
AR	**Ev. Art. 3 Abs. 1 Gesetz über die Errichtung eines kantonalen Elektrizitätswerkes** Das kantonale Elektrizitätswerk kann ...von andern Werken elektrischen Strom mieten oder sich am Ankauf und Betrieb anderer Werke beteiligen.
BE	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
BL	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
BS	**§ 27 IWB-Gesetz** Öffentlich-rechtliche Verträge mit Gemeinden ausserhalb des Kantonsgebietes über die Lieferung von Energie und Trinkwasser werden vom Regierungsrat genehmigt. (Abs. 1) Die Verträge regeln auch die Erhebung der von den Benützern dem Kanton Basel-Stadt geschuldeten Abgaben. (Abs. 2)
FR	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. ***Ev. Art. 9 Abs. 1 Gesetz über die Elektrizitätsversorgung (EVG) (Vorentwurf)*** *Ein konzessioniertes Unternehmen kann mit einem anderen konzessionierten Unternehmen den Anschluss eines Punkts im eigenen Netzgebiet vereinbaren.*
GE	**Loi sur l'organisation des Services industriels de GE** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
GL	**Art. 9 Energiegesetz** Bei der Neuerstellung oder Erweiterung von Anlagen zur Verteilung und Uebertragung von leitungsgebundener Energie oder von Energieträgern, die sich über ein einzelnes Gemeindegebiet hinaus erstrecken, sind die Interessen der beteiligten Gemeinden aufeinander abzustimmen. (Abs. 1)

	Falls sich die Parteien bzw. die Gemeinden nicht einigen können, entscheidet der Regierungsrat. (Abs. 2) **Vertrag … betr. Gründung der Gesellschaft der Nordostschweizerischen Kraftwerke A.G.** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
GR	**Wasserrechtsgesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
JU	**Art. 21 al. 1 Loi sur l'énergie** Afin de permettre la prévision des besoins énergétiques et d'établir des statistiques, les fournisseurs et consommateurs d'énergie publics et privés sont tenus de transmettre les données requises au Service des transports et de l'énergie.
LU	**Wasserbaugesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energieverordnung** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
NE	**Art. 14 Loi sur l'énergie** Lorsqu'ils ordonnent l'exécution des mesures prévues dans la présente loi, le département et le service s'assurent de la collaboration des communes, d'autres services concernés de l'administration cantonale, ainsi que d'organisations privées. (al. 1) Ils peuvent déléguer à des tiers des tâches de vérification, de contrôle et de surveillance. (al. 2) Ils collaborent avec les autres cantons dans le but d'harmoniser autant que possible les mesures. (al. 3)
NW	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Gesetz über das Kantonale Elektrizitätswerk NW** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
OW	**Art. 14 Gesetz über das Elektrizitätswerk OW** Bei der Festsetzung des Preises für die im Kanton abzugebende Energie sind die Interessen des Kantons und der Gemeinden wie auch der Verbraucher zu berücksichtigen. Der Verwaltungsrat erlässt einen Stromtarif, welcher der Genehmigung des Regierungsrates bedarf. *Im Entwurf des Energiewirtschafts- und Stromversorgungsgesetzes schlägt der Regierungsrat vor, das Gesetz über das Elektrizitätswerk OW aufzuheben.* ***Indirekt Art. 8 lit. a Energiewirtschafts- und Stromversorgungsgesetz (Entwurf)*** *Im Rahmen der Stellung als Aktionäre und Aktionärinnen der EWO Holding AG setzen sich Kanton und Gemeinden insbesondere für folgende Ziele ein:* *a) Unternehmenstätigkeit im ganzen Kantonsgebiet, soweit Leistungen nicht von den Gemeinden oder anderen Unternehmungen vollumfänglich erbracht werden;*

SG	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Vertrag betr. die Gründung einer Gesellschaft St.Gallisch-Appenzellische Kraftwerke** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
SH	**Elektrizitätsgesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Vertrag … betr. Gründung der Gesellschaft der Nordostschweizerischen Kraftwerke A.G.** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
SO	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Übereinkunft zwischen dem Regierungsrat des Kantons SO und dem Verwaltungsrat der Aare-Tessin Aktiengesellschaft (Atel)...** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
SZ	**§ 33 Abs. 1 Wasserrechtsgesetz** Die Eigentümer elektrischer Starkstromanlagen auf Kantonsgebiet haben dem Kanton und seinen Gemeinwesen sowie privaten Unternehmungen mit vorwiegend öffentlicher Beteiligung die Mitbenützung ihrer Einrichtungen zur Übertragung elektrischer Energie auf Kantonsgebiet gegen billige Entschädigung zu gestatten, soweit sie über freie Transportkapazität verfügen.
TG	**Vertrag … betr. Gründung der Gesellschaft der Nordostschweizerischen Kraftwerke A.G.** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
TI	**Legge cantonale sull'energia** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Art. 3 Legge istituente l'Azienda elettrica ticinese** Le aziende di distribuzione di energia nel Cantone coprono il fabbisogno di energia elettrica di complemento presso l'AET, acquistando da essa l'energia non proveniente da impianti propri o dalla propria quota di partecipazione a impianti idrici nel Cantone o da altri impianti già esistenti o da produttori in proprio ai sensi del l'articolo 15 della Legge cantonale sull'energia, a condizione che l'AET sia in grado di fornire l'energia a prezzi competitivi.
UR	**Art. 10 Abs. 1 in fine Energiegesetz** Sie (Kanton, Gemeinden und Korporationen) können sich an solchen Energieversorgungs-Unternehmen beteiligen und die erforderlichen Zusammenarbeitsverträge abschliessen.
VD	**Pas de Loi cantonale sur l'énergie ou sur l'approvisionnement en électricité** **Pas d'ordonnance cantonale sur l'énergie ou sur l'approvisionnement en électricité** **Décret sur le renouvellement et l'extension des concessions de la Compagnie vaudoise des forces motrices des lacs de Joux et de l'Orbe** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.

VS	**Gesetz über die Nutzbarmachung der Wasserkräfte** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
ZG	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Vollziehungsverordnung zum Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Vertrag … betr. Gründung der Gesellschaft der Nordostschweizerischen Kraftwerke A.G.** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
ZH	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **§ 6 Abs. 1 EKZ-Gesetz** Die EKZ sind verpflichtet, ihren Bedarf an elektrischer Energie bei den Nordostschweizerischen Kraftwerken (NOK) zu decken, solange diese in der Lage sind, zu annehmbaren Bedingungen zu liefern. *Im Entwurf des Gesetzes über die Stromversorgung schlägt der Regierungsrat vor, das Gesetz betreffend die Elektrizitätswerke des Kantons ZH aufzuheben.* ***Gesetz über die Stromversorgung (Entwurf)*** *Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.* **Vertrag … betr. Gründung der Gesellschaft der Nordostschweizerischen Kraftwerke A.G.** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.

2.6. Mechanismen des kantonalen Rechts zur Sicherstellung bzw. Durchsetzung der Erfüllung der Versorgungspflicht i.e.S.

Mécanismes du droit cantonal visant la garantie et/ou la pénétration de l'exécution de l'obligation d'approvisionnement au sens étroit

Kantone	Text der einschlägigen Bestimmungen
AG	**§ 20c Abs. 2 lit. a Energiegesetz** Solange der Kanton über die Mehrheit der Aktienstimmen verfügt, wird ein Leistungsauftrag für das AEW in den Statuten oder in einem Dekret festgelegt. **Dekret über den Leistungsauftrag der AEW Energie AG** § 3 : Der Regierungsrat kann der AEW Energie AG mit Vertrag die Erfüllung von **besonderen Aufgaben gegen Entschädigung** übertragen. Die Höhe der Abgeltung der damit verbundenen Kosten ist im Vertrag marktkonform festzulegen. (Abs. 1) Der Grosse Rat kann die AEW Energie AG verpflichten, bestimmte **Beteiligungen oder Standortnutzungen** zu übernehmen. Der Kanton übernimmt die dadurch entstehenden marktkonformen Mehrkosten. (Abs. 2) § 4 : Über die Erfüllung des Leistungsauftrages hat die AEW Energie AG dem Regierungsrat **jährlich Rechenschaft** abzulegen. (Abs. 1) Wird der Leistungsauftrag nicht erfüllt, trifft der Regierungsrat die **notwendigen Massnahmen**. (Abs. 2)
AI	**Art. 15 in fine Energiegesetz** Die Standeskommission ... trifft die **erforderlichen Massnahmen**.
AR	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energieverordnung** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
BE	**Art. 8 Abs. 2, 1. Satz Energiegesetz** Soweit kein geeigneter Träger besteht, obliegt die Versorgung mit Elektrizität den Gemeinden.
BL	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
BS	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Verordnung zum Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **§ 22 IWB-Gesetz** Der Kanton trifft im Falle von Lieferungsschwierigkeiten Vorkehren für die Aufrechterhaltung der Versorgung in der Reihenfolge der Dringlichkeit. (Abs. 1) Er berücksichtigt bei der Verteilung von Energie und Trinkwasser angemessen die den Benützern bisher gelieferten oder vertraglich zugesicherten Mengen. (Abs. 2)

FR	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energiereglement** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. ***Gesetz über die Elektrizitätsversorgung (EVG) (Vorentwurf)*** *Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.*
GE	**Loi sur l'énergie** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Règlement d'application de la loi sur l'énergie** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Loi sur l'organisation des Services industriels de GE** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
GL	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Verordnung zum Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
GR	**Wasserrechtsgesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energieverordnung** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
JU	**Loi sur l'énergie** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Ordonnance sur l'énergie** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
LU	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energieverordnung** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
NE	**Loi sur l'énergie** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
NW	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Gesetz über das Kantonale Elektrizitätswerk NW** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.

OW	**Gesetz über das Elektrizitätswerk OW** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. ***Art. 8 Energiewirtschafts- und Stromversorgungsgesetz (Entwurf)*** *Im Rahmen der Stellung als Aktionäre und Aktionärinnen der EWO Holding AG setzen sich Kanton und Gemeinden insbesondere für folgende Ziele ein :* *a) Unternehmenstätigkeit im ganzen Kantonsgebiet, soweit Leistungen nicht von den Gemeinden oder anderen Unternehmungen vollumfänglich erbracht werden;* *b) die Führung des Unternehmens nach betriebswirtschaftlichen Grundsätzen;* *c) eine **sichere**, wirtschaftliche und umweltverträgliche Energieversorgung.*
SG	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energieverordnung** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
SH	**Elektrizitätsgesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
SO	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Verordnung zum Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
SZ	**Wasserrechtsgesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
TG	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Gesetz über das Elektrizitätswerk des Kantons TG** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
TI	**Legge cantonale sull'energia** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Legge istituente l'Azienda elettrica ticinese** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
UR	**Art. 27 Gewässernutzungsgesetz** Der Konzessionär ist im Rahmen seiner technischen Möglichkeiten verpflichtet, dem Kanton die Energie aus der entsprechenden Konzession, die er nicht selbst verwendet, zu vertraglich festgesetzten Preisen abzunehmen.
VD	**Pas de Loi cantonale sur l'énergie ou sur l'approvisionnement en électricité** **Pas d'ordonnance cantonale sur l'énergie ou sur l'approvisionnement en électricité** **Décret sur le renouvellement et l'extension des concessions de la Compagnie vaudoise des forces motrices des lacs de Joux et de l'Orbe** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
VS	**Gesetz über die Nutzbarmachung der Wasserkräfte** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.

ZG	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Vollzugsverordnung zum Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
ZH	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energieverordnung** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **EKZ-Gesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. ***Gesetz über die Stromversorgung (Entwurf)*** *Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.*

2.7. Was gilt, wenn das kantonale Recht keine Versorgungspflicht vorsieht?

Quelles sont les règles en vigueur si le droit cantonal ne prévoit pas d'obligation d'approvisionnement?

Kantone	Text der einschlägigen Bestimmungen
AG	--- (vgl. 2.3.)
AI	**Zuteilung des Netzgebietes mit einem Leistungsauftrag** **Ev. Gründung einer Aktiengesellschaft mit Wettbewerbverbotsklausel zu Lasten der Kantone**
	Art. 16 Abs. 1 Energiegesetz Die Standeskommission bezeichnet die Netzgebiete der auf Kantonsgebiet tätigen Elektrizitätsversorgungsunternehmen. Die Zuteilung des Netzgebietes kann *mit einem Leistungsauftrag* an die Netzbetreiberin verbunden werden. **Art. 6 Vertrag betr. die Gründung einer Gesellschaft „St-Gallisch-Appenzellische Kraftwerke AG"** Die Kantone SG, AR & AI verpflichten sich gegenseitig: a) selbständig keine Elektrizitätswerke zu bauen oder zu erwerben und sich an keiner Unternehmung zu beteiligen, welche den Zweck haben könnte, im Stromabsatzgebiet der St-Gallisch-Appenzellischen Kraftwerke elektrische Energie zu verteilen; b) selbständig keine Strombezugsverträge mit fremden Werken abzuschliessen.
AR	**Ev. Gründung einer Aktiengesellschaft mit Wettbewerbverbotsklausel zu Lasten der Kantone**
	Art. 6 Vertrag betr. die Gründung einer Gesellschaft „St-Gallisch-Appenzellische Kraftwerke AG" Die Kantone SG, AR & AI verpflichten sich gegenseitig: a) selbständig keine Elektrizitätswerke zu bauen oder zu erwerben und sich an keiner Unternehmung zu beteiligen, welche den Zweck haben könnte, im Stromabsatzgebiet der St-Gallisch-Appenzellischen Kraftwerke elektrische Energie zu verteilen b) selbständig keine Strombezugsverträge mit fremden Werken abzuschliessen.
BE	--- (vgl. 2.3.)
BL	**Ev. Gründung einer Aktiengesellschaft mit Wettbewerbverbotsklausel zu Lasten der Kantone**
	Art. 14 Abs. 1 Vertrag betreffend Gründung einer Aktiengesellschaft zum Bau und Betrieb einer Wasserkraftanlage bei Birsfelden Jede der beiden Vertragsparteien verpflichtet sich, die in eigenen Werken erzeugte oder aus fremden Werken bezogene Energie weder direkt noch indirekt in das Absatzgebiet der andern Vertragspartei zu liefern oder anzubieten, es sei denn, dass letztere vorher ihre ausdrückliche Zustimmung gibt.
BS	--- (vgl. 2.3.)
	Ev. Gründung einer Aktiengesellschaft mit Wettbewerbverbotsklausel zu Lasten der Kantone

	Art. 14 Abs. 1 Vertrag betreffend Gründung einer Aktiengesellschaft zum Bau und Betrieb einer Wasserkraftanlage bei Birsfelden Jede der beiden Vertragsparteien verpflichtet sich, die in eigenen Werken erzeugte oder aus fremden Werken bezogene Energie weder direkt noch indirekt in das Absatzgebiet der andern Vertragspartei zu liefern oder anzubieten, es sei denn, dass letztere vorher ihre ausdrückliche Zustimmung gibt.
FR	**Ev. Gründung einer Aktiengesellschaft mit Mehrheitsbeteiligung des Kantons**
	Gesetz über die Rechtsform der Freiburgischen Elektrizitätswerke und ihrer Pensionskasse Art. 1 Abs. 1: Die Freiburgischen Elektrizitätswerke werden ohne Liquidation in eine privatrechtliche Aktiengesellschaft gemäss den Art. 620 ff. des Obligationenrechts umgewandelt. Art. 2 Abs. 2: Der Staat bleibt Mehrheitsaktionär.
GE	--- (vgl. 2.3.)
GL	**Zuteilung des Netzgebietes**
	Art. 12 Abs. 2 Energiegesetz Der Regierungsrat kann im Rahmen des Bundesrechts zur Sicherstellung der Anschlüsse öffentlichen oder privaten Versorgungsunternehmen Netzgebiete zuteilen.
GR	**Ev. Gründung einer Aktiengesellschaft mit Mehrheitsbeteiligung der Gemeinden** **Abschluss (durch den Kanton und auf Wunsch der Energieversorgungsunternehmungen) von Verträgen über die Sicherstellung der Energieversorgung**
	Wasserrechtsgesetz Art. 62: Die Gemeinden können zur Erfüllung ihrer Aufgabe gemäss Artikel 61 eigene regionale oder überregionale Energieversorgungsunternehmungen (EVU) bilden oder die Erfüllung dieser Aufgabe privaten EVU übertragen. Art. 63: Der Kanton und die Gemeinden sind befugt, gegebenenfalls mit weiterer bündnerischer Interessenz, eigene Elektrizitätsgesellschaften zu gründen, die sich mit der Produktion, dem Transport, der Transformierung, dem Austausch und der Lieferung von elektrischer Energie befassen. (Abs. 1) Diese Elektrizitätsgesellschaften können sich ihrerseits an anderen Produktions- und Energiehandelsgesellschaften beteiligen. (Abs. 2) Art. 64: Der Kanton kann auf Wunsch der kommunalen, regionalen und überregionalen EVU und zur Sicherstellung einer kommunalen, regionalen und überregionalen Energieversorgung Verträge zur Energiebeschaffung oder zum Energieaustausch abschliessen.
JU	--- (vgl. 2.3.)
LU	---
	Wasserbaugesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.

NE	--- (vgl. 2.3.)
NW	--- (vgl. 2.3.)
OW	--- (vgl. 2.3.)
SG	**Ev. Gründung einer Aktiengesellschaft mit Wettbewerbverbotsklausel zu Lasten der Kantone**
	Art. 6 Vertrag betr. die Gründung einer Gesellschaft „St-Gallisch-Appenzellische Kraftwerke AG“ Die Kantone SG, AR & AI verpflichten sich gegenseitig: a) selbständig keine Elektrizitätswerke zu bauen oder zu erwerben und sich an keiner Unternehmung zu beteiligen, welche den Zweck haben könnte, im Stromabsatzgebiet der St-Gallisch-Appenzellischen Kraftwerke elektrische Energie zu verteilen; b) selbständig keine Strombezugsverträge mit fremden Werken abzuschliessen.
SH	--- (vgl. 2.3.)
SO	**Verstärkung der Beteiligung des Kantons in Kraftwerkegesellschaften**
	Übereinkunft zwischen dem Regierungsrat des Kantons SO und dem Verwaltungsrat der Aare-Tessin Aktiengesellschaft (Atel)... ..., dass das Ziel der solothurnischen Elektrizitätspolitik nicht die Gründung eines rein kantonalen Werkes, sondern die stärkere Beteiligung an den bestehenden solothurnischen Kraftwerken sei, damit der Kanton auf diesem Wege seinen Einfluss geltend machen könne. ...
SZ	**Mitbeteiligungs- und Vorzugsrecht des Kantons**
	Wasserrechtsgesetz § 32 Abs. 1: Bei der Konzessionserteilung steht dem Kanton und den am auszunützenden Gewässer liegenden Bezirken und Gemeinden ein Vorzugsrecht oder ein Mitbeteiligungsrecht zu. § 33 Abs. 1: Die Eigentümer elektrischer Starkstromanlagen auf Kantonsgebiet haben dem Kanton und seinen Gemeinwesen sowie privaten Unternehmungen mit vorwiegend öffentlicher Beteiligung die Mitbenützung ihrer Einrichtungen zur Übertragung elektrischer Energie auf Kantonsgebiet gegen billige Entschädigung zu gestatten, soweit sie über freie Transportkapazität verfügen.
TG	--- (vgl. 2.3.)
TI	**Gründung einer öffentlich-rechtlichen Körperschaft deren Ziel es ist, die Elektrizitätsversorgungsunternehmen mit Strom zu versorgen**
	Art. 3 Legge istituente l’Azienda elettrica ticinese Le aziende di distribuzione di energia nel Cantone coprono il fabbisogno di energia elettrica di complemento presso l’AET, acquistando da essa l’energia non proveniente da impianti propri o dalla propria quota di partecipazione a impianti idrici nel Cantone o da altri impianti già esistenti o da produttori in proprio ai sensi del l’articolo 15 della Legge cantonale sull’energia, a condizione che l’AET sia in grado di fornire l’energia a prezzi competitivi.

UR	--- (vgl. 2.3.) **Zuteilung des Netzgebietes** **Art. 9 Abs. 3 Energiegesetz** Der Regierungsrat kann im Rahmen des Bundesrechts zur Sicherstellung der Versorgung öffentlichen oder privaten Versorgungsunternehmen Versorgungsgebiete zuteilen.
VD	--- (vgl. 2.3.)
VS	--- (vgl. 2.3.)
ZG	**Rücksichtsnahme der öffentlichen Interesse bei der Zuteilung der Konzession**
	§ 42 Abs. 1 Gesetz über die Gewässer Liegen mehrere Konzessionsgesuche vor, ist jener Bewerberin oder jenem Bewerber der Vorzug zu geben, deren oder dessen Unternehmen für das Gemeinwohl den grössten Vorteil hat.
ZH	**Zuteilung des Netzgebietes mit einem Leistungsauftrag**
	§ 8 Gesetz über die Stromversorgung (Entwurf) *Der Regierungsrat teilt die Netzgebiete für jede Netzebene flächendeckend über das ganze Kantonsgebiet zu. Er hört vorgängig die betroffenen Gemeinden und Elektrizitätsversorgungsunternehmen an. Er kann mit der Zuteilung einen Leistungsauftrag verbinden oder dieses Recht an Gemeinden delegieren.*

3. Versorgungssicherheit
Sécurité de l'approvisionnement

3.1. Bestimmungen zur Sicherheit (qualitatif)
Dispositions relatives à la sécurité (à caractère qualitatif)

Kantone	Text der einschlägigen Bestimmungen
AG	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Abgabereglement** Ziff. 2.1: Technische Voraussetzungen der Energielieferung 2.1.1: Das AEW setzt für die Energielieferung die Stromart, Spannung, Frequenz, den Leistungsfaktor cos phi sowie die Art der Schutzmassnahmen fest. Das AEW ist berechtigt, besondere Bedingungen festzulegen, sofern der vorgeschriebene Leistungsfaktor nicht eingehalten und vom Kunden keine Abhilfe getroffen wird. 2.1.2: Elektrische Geräte und Anlagen werden nur mit Energie beliefert, soweit die Leistungsfähigkeit der Verteilanlagen es erlaubt und die Gleichmässigkeit der Spannung und Frequenz durch sie nicht störend beeinflusst wird. Der Kunde oder sein Installateur haben sich rechtzeitig beim AEW über die Anschlussmöglichkeiten zu informieren. 2.1.3: Für elektrische Geräte und Anlagen, die Oberschwingungen oder Resonanzerscheinungen verursachen, die wegen rasch wechselnder Last die Gleichmässigkeit der Spannung stören oder sonst wie ungünstige Wirkungen auf den Betrieb der Anlagen des AEW oder dessen Kunden ausüben, kann das AEW zu Lasten des Verursachers alle technischen Massnahmen vorschreiben, die zur Verbesserung geeignet sind. 2.1.4: Die zulässigen Störpegel werden unter Berücksichtigung allgemein anerkannter Regeln und Empfehlungen vom AEW bestimmt. 2.1.5: Das AEW verweigert den Anschluss von Installationen oder elektrischen Geräten an sein Niederspannungsverteilnetz bzw. die Lieferung elektrischer Energie, wenn diese: a. dem eidgenössischen oder kantonalen Recht sowie den anerkannten Regeln der Technik, insbesondere den Hausinstallationsvorschriften oder den Normen des Schweizerischen Elektrotechnischen Vereins (SEV) oder den Weisungen der Schweizerischen Unfallversicherungsanstalt (SUVA) oder den Werkvorschriften des AEW nicht entsprechen; b. im normalen Betrieb andere Einrichtungen störend beeinflussen. 2.1.6: Werden bewilligungspflichtige Installationsarbeiten von unberechtigten Personen ausgeführt, schliesst das AEW die davon betroffenen Installationen nicht an sein Verteilnetz an. 2.1.7: Das AEW behält sich vor, auf Kosten des Kunden Massnahmen zu treffen, um eine unkontrollierte Wiederinbetriebsetzung von nicht erlaubten Anlagen oder Geräten verhindern zu können. Ziff. 2.2: Umfang, Qualität und Regelmässigkeit der Energielieferung 2.2.1: Das AEW liefert dem Kunden elektrische Energie auf Grund dieses Reglementes im Rahmen seiner gesetzlichen Versorgungspflicht[1], soweit die Anlagen des AEW dies gestatten. 2.2.2: Das AEW liefert die Energie ununterbrochen innerhalb der üblichen Toleranzen für Spannung und Frequenz. Vorbehalten bleiben die Bestimmungen über die Unterbrechung, Einschränkung und Einstellung der Energielieferung. 2.2.3: Das AEW ist berechtigt zu verlangen, dass der Elektrizitätsbezug den in den Produktions- und Verteilanlagen herrschenden Belastungsverhältnissen angepasst wird. Das AEW ist ausserdem berechtigt, während der Spitzenbelastungszeit nötigenfalls die Leistungsabgabe einzuschränken oder Apparate zu sperren. Zu diesem Zweck hat der Eigentümer der Niederspannungsinstallationen den Einbau von Laststeuergeräten in seine Installationen auf seine eigenen Kosten zu übernehmen. **Ziff. 4 Wiederverkäufer-Abgabebedingungen**

[1] Gemäss § 18 Abs. 2 Energiegesetz sollte das AEW Aufgaben im Bereich der Energiegewinnung und –versorgung übernehmen, soweit diese nicht durch private oder kommunale Unternehmen vollumfänglich erfüllt wurden; dazu gehörte insbesondere die flächendeckende Elektrizitätsversorgung. Die §§ 18 – 20 sind durch eine Gesetzesänderung am 01.09.1999 aufgehoben worden (AGS 1999, S. 167).

	Art der Energielieferung, Qualität der Energie, Änderung der Nennspannung, Kurzschlussleistung 4.1: Die Stromart ist Dreiphasen-Wechselstrom mit einer Spannung von 16 kV und einer Frequenz von 50 Hz. Das AEW sorgt für eine möglichst gleich bleibende Spannung und Frequenz innerhalb der üblichen Toleranzen. 4.2: Die elektrische Energie wird vom AEW bis zu den im Energielieferungsvertrag bezeichneten Übergabestellen geliefert. Für die Einzelheiten der Übergabe der Elektrizität, der notwendigen Zuleitung und Anschlüsse sind die «Bedingungen für den Anschluss an das 16-kV-Netz des AEW» massgebend. 4.3: Sobald das AEW die Kurzschlussleistung aus zwingenden technischen Gründen erhöht, ist der Kunde verpflichtet, seine Installationen auf eigene Kosten anzupassen. 4.4: Falls sich aus technischen oder wirtschaftlichen Gründen Veränderungen in der Nennspannung aufdrängen, so werden die daraus entstehenden Kosten und Massnahmen durch eine separate Vereinbarung zwischen den Vertragsparteien geregelt. **Ziff. 3 Endverbraucher-Abgabebedingungen** Art der Energielieferung, Qualität der Energie, Änderung der Nennspannung, Kurzschlussleistung 3.1: Die Stromart ist Dreiphasen-Wechselstrom mit einer Spannung von 16 kV und einer Frequenz von 50 Hz. Das AEW sorgt für eine möglichst gleich bleibende Spannung und Frequenz innerhalb der üblichen Toleranzen. 3.2: Die elektrische Energie wird vom AEW bis zu der im Energielieferungsvertrag bezeichneten Übergabestelle geliefert. Für die Einzelheiten der Übergabe der Elektrizität, der notwendigen Zuleitung und Anschlüsse sind die «Bedingungen für den Anschluss an das 16-kV-Netz des AEW» massgebend. 3.3: Sobald das AEW die Kurzschlussleistung aus zwingenden technischen Gründen erhöht, ist der Kunde verpflichtet, seine Installationen auf eigene Kosten anzupassen. 3.4: Falls sich aus technischen oder wirtschaftlichen Gründen Veränderungen in der Nennspannung aufdrängen, so werden die daraus entstehenden Kosten und Massnahmen durch eine separate Vereinbarung zwischen den Vertragsparteien geregelt.
AI	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energieverordnung** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
AR	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energieverordnung** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
BE	**Art. 10 Abs. 1 Energiegesetz** Projektierung, Anlage, Ausbau und Unterhalt des Netzes zur Verteilung von leitungsgebundener Energie sind Sache des zuständigen Energieverteilers.
BL	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
BS	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **§ 45 Verordnung zum Energiegesetz** Für Energielieferungen mit tages- und jahreszeitlichen Schwankungen wird die **Qualität** und die Bewertung der ins öffentliche Stromnetz gelieferten elektrischen Energie durch Tarifzeiten bestimmt und ein nach Tarifzeiten differenzierter Preis vergütet. (Abs. 1) Die Basis für die Bestimmung der Tarifzeiten und der Vergütungsansätze in den einzelnen Tarifzonen sind einerseits der Leistungsbedarf im IWB-Stromnetz und die Strombeschaffungskosten der Industriellen Werke Basel für gleichwertige

	Energie. (Abs. 2) Spezifische objektbezogene Aufwendungen, die für die Verwertung der Energie notwendig sind, können berücksichtigt werden. (Abs. 3) Eine Energielieferung ist von durchschnittlicher Qualität, wenn sie tages- und jahreszeitlich mit gleichmässiger Leistung erfolgt. (Abs. 4) **§ 21 IWB-Gesetz** Der Kanton liefert den Benützern in den mit Versorgungseinrichtungen erschlossenen Gebieten Energie und Trinkwasser nach Massgabe der verfügbaren Menge und im Rahmen der Leistungsfähigkeit der Versorgungsanlagen. **§ 56 Verordnung über die Abgabe von Elektrizität** Die IWB liefern Elektrizität nach Massgabe der gesetzlichen Bestimmungen. (Abs. 1) Die IWB setzen für die Energielieferung Stromart, Spannung, Frequenz und Art der Schutzmassnahmen fest. (Abs. 2) Die Energielieferung erfolgt in der Regel ununterbrochen und innerhalb der üblichen vom Schweizerischen Elektrotechnischen Verein normierten Toleranzen für Spannung und Frequenz. (Abs. 3) Sollte der weitere Ausbau der Versorgungsanlagen einen Wechsel in der Spannung bedingen, so ist dieser vom Hauseigentümer bzw. Benützer zu dulden. (Abs. 4) Macht die Änderung der Spannung eine Anpassung der Einrichtungen oder der Apparate erforderlich, so können die IWB angemessene Beiträge an die Umstellung entrichten. (Abs. 5)
FR	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energiereglement** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. ***Gesetz über die Elektrizitätsversorgung (EVG) (Vorentwurf)*** *Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.*
GE	**Loi sur l'énergie** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Règlement d'application de la Loi sur l'énergie** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Loi sur l'organisation des Services industriels de GE** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
GL	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Verordnung zum Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
GR	**Art. 70 Abs. 1 Wasserrechtsgesetz** Um durch Stromaustausch eine zweckmässige Ausnutzung der Energie zu sichern und um Stromunterbrüche zu begrenzen, kann die Regierung nach Anhörung der betroffenen Gesellschaften den Zusammenschluss von Leitungsnetzen anordnen.
JU	**Art. 7 Loi sur l'énergie** La construction et l'exploitation de réseaux de distribution d'énergie sont soumises à une concession

	octroyée par la commune. (al. 1) La concession fixe notamment les droits et obligations du distributeur d'énergie. (al. 3)
LU	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energieverordnung** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
NE	**Loi sur l'énergie** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
NW	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energieverordnung** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Art. 5 Reglement über die Bedingungen für die Abgabe elektrischer Energie** 5.1: Das Werk setzt für die Energielieferung Stromart, Spannung, Frequenz, den Leistungsfaktor cos φ sowie die Art der Schutzmassnahmen fest. Das Werk ist berechtigt, besondere Bedingungen festzulegen, sofern der von ihm vorgeschriebene Leistungsfaktor nicht eingehalten und vom Bezüger keine Abhilfe getroffen wird. 5.2: Die Niederspannungsnetze werden innerhalb der üblichen Toleranzgrenzen mit Wechselstrom in der Nennspannung von 380/220 Volt und mit der Nennfrequenz von 50 Hz betrieben. 5.3: Elektrische Geräte jeder Art werden nur zugelassen, soweit die Leistungsfähigkeit der Verteilanlagen es erlaubt und die Gleichmässigkeit der Spannung durch sie nicht störend beeinflusst wird. Der Bezüger oder sein Installateur beziehungsweise sein Apparatelieferant hat sich rechtzeitig beim Werk über die Anschlussmöglichkeit und über die Spannungsverhältnisse zu erkundigen.
OW	**Gesetz über das Elektrizitätswerk OW** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. ***Energiewirtschafts- und Stromversorgungsgesetz (Entwurf)*** *Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.*
SG	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energieverordnung** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
SH	**Elektrizitätsgesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
SO	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Verordnung zum Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
SZ	**Wasserrechtsgesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.

TG	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
TI	**Legge cantonale sull'energia** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Legge istituente l'Azienda elettrica ticinese** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
UR	**Gewässernutzungsgesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
VD	**Pas de Loi cantonale sur l'énergie ou sur l'approvisionnement en électricité** **Pas d'ordonnance cantonale sur l'énergie ou sur l'approvisionnement en électricité** **Décret sur le renouvellement et l'extension des concessions de la Compagnie vaudoise des forces motrices des lacs de Joux et de l'Orbe** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
VS	**Gesetz über die Nutzbarmachung der Wasserkräfte** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
ZG	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Vollziehungsverordnung zum Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
ZH	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **EKZ-Gesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. ***§ 8 Abs. 3, 1. Satz Gesetz über die Stromversorgung (Entwurf)*** *Das für ein Netzgebiet zuständige Elektrizitätsversorgungsunternehmen ist berechtigt und verpflichtet, sämtliche Anschlüsse zu erstellen und das dazugehörige Netz sicher und wirtschaftlich zu betreiben.*

3.2. Bestimmungen zur Kapazität (quantitativ)

Dispositions relatives à la capacité (à caractère quantitatif)

Kantone	Text der einschlägigen Bestimmungen
AG	**§ 17 Abs. 1, 1. Satz Energiegesetz** Kanton und Gemeinden können Energieanlagen selbst erstellen und betreiben, sofern der private Sektor die betreffenden Bedürfnisse nicht oder ungenügend deckt. **Ziff. 2.2 Abgabereglement** 2.2.1: Das AEW liefert dem Kunden elektrische Energie auf Grund dieses Reglementes im Rahmen seiner gesetzlichen Versorgungspflicht, soweit die Anlagen des AEW dies gestatten. 2.2.2: Das AEW liefert die Energie ununterbrochen innerhalb der üblichen Toleranzen für Spannung und Frequenz. Vorbehalten bleiben die Bestimmungen über die Unterbrechung, Einschränkung und Einstellung der Energielieferung. 2.2.3: Das AEW ist berechtigt zu verlangen, dass der Elektrizitätsbezug den in den Produktions- und Verteilanlagen herrschenden Belastungsverhältnissen angepasst wird. Das AEW ist ausserdem berechtigt, während der Spitzenbelastungszeit nötigenfalls die Leistungsabgabe einzuschränken oder Apparate zu sperren. Zu diesem Zweck hat der Eigentümer der Niederspannungsinstallationen den Einbau von Laststeuergeräten in seine Installationen auf seine eigenen Kosten zu übernehmen. **Ziff. 6 Wiederverkäufer-Abgabebedingungen** 6.1: Das AEW ist verpflichtet, die Energie vorbehältlich Ziffer 6.2 ununterbrochen zu liefern. 6.2: Das AEW hat aber das Recht, die Energielieferung einzuschränken oder ganz einzustellen in Fällen höherer Gewalt, bei Betriebsstörungen, Reparaturen, Unterhalts- und Erweiterungsarbeiten sowie bei Störungen der normalen Energieversorgung zufolge ausserordentlicher Verhältnisse wie bei Ausfällen von Produktions- und Verteilanlagen und bei Massnahmen gemäss Landesversorgungsgesetz, die sich im Falle von Energieknappheit oder im Interesse der Aufrechterhaltung der Allgemeinversorgung als notwendig erweisen. 6.3: Soweit dies möglich ist, erfolgen notwendige Unterbrechungen der Energielieferung zur Vornahme von Reparaturen, Reinigungsarbeiten, Änderungen, Erweiterungen von Anlagen usw. nur nach vorausgehender Orientierung des Wiederverkäufers und in der Regel nur in Schwachlastzeiten. Das AEW nimmt dabei auf die Bedürfnisse des Wiederverkäufers Rücksicht. **Ziff. 6 Endverbraucher-Abgabebedingungen** 6.1: Das AEW ist verpflichtet, die Energie vorbehältlich Ziffer 6.2 ununterbrochen zu liefern. 6.2: Das AEW hat aber das Recht, die Energielieferung einzuschränken oder ganz einzustellen in Fällen höherer Gewalt, bei Betriebsstörungen, Reparaturen, Unterhalts- und Erweiterungsarbeiten sowie bei Störungen der normalen Energieversorgung zufolge ausserordentlicher Verhältnisse wie bei Ausfällen von Produktions- und Verteilanlagen und bei Massnahmen gemäss Landesversorgungsgesetz, die sich im Falle von Energieknappheit oder im Interesse der Aufrechterhaltung der Allgemeinversorgung als notwendig erweisen. 6.3: Soweit dies möglich ist, erfolgen notwendige Unterbrechungen der Energielieferung zur Vornahme von Reparaturen, Reinigungsarbeiten, Änderungen, Er-

	weiterungen von Anlagen usw. nur nach vorausgehender Orientierung des Kunden und in der Regel nur in Schwachlastzeiten. Das AEW nimmt dabei auf die Bedürfnisse des Kunden Rücksicht.
AI	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energieverordnung** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
AR	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energieverordnung** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
BE	**Energiegesetz** Art. 10 Abs. 1: Projektierung, Anlage, Ausbau und Unterhalt des Netzes zur Verteilung von leitungsgebundener Energie sind Sache des zuständigen Energieverteilers. Art. 11 Abs. 1: Der zuständige Energieverteiler ist nach Massgabe der verfügbaren Energiemenge verpflichtet, den Energieverbrauchern seines Gebietes die für Haushalt und Betrieb benötigte leitungsgebundene Energie zu liefern.
BL	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
BS	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **IWB-Gesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
FR	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energiereglement** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. ***Gesetz über die Elektrizitätsversorgung (EVG) (Vorentwurf)*** *Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.*
GE	**Loi sur l'énergie** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Règlement d'application de la loi sur l'énergie** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Loi sur l'organisation des Services industriels de GE** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
GL	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Verordnung zum Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.

GR	**Wasserrechtsgesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Art. 64 Energiegesetz** Der Kanton kann auf Wunsch der kommunalen, regionalen und überregionalen Energieversorgungsunternehmen und zur Sicherstellung einer kommunalen, regionalen und überregionalen Energieversorgung Verträge zur Energiebeschaffung oder zum Energieaustausch abschliessen.
JU	**Loi sur l'énergie** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Ordonnance sur l'énergie** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
LU	**Wasserbaugesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energieverordnung** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
NE	**Loi sur l'énergie** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
NW	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Gesetz über das kantonale Elektrizitätswerk NW** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
OW	**Gesetz über das Elektrizitätswerk OW** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. ***Energiewirtschafts- und Stromversorgungsgesetz (Entwurf)*** *Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.*
SG	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energieverordnung** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
SH	**Elektrizitätsgesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
SO	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Verordnung zum Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
SZ	**Wasserrechtsgesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.

TG	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Gesetz über das Elektrizitätswerk des Kantons TG** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
TI	**Legge cantonale sull'energia** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
UR	**Gewässernutzungsgesetz** Art. 26: Der Konzessionär ist im Rahmen seiner technischen Möglichkeiten verpflichtet, seine Umformungs- und Übertragungsanlagen dem Kanton gegen angemessene Entschädigung zur Verfügung zu stellen, damit dieser seine Energie aus der entsprechenden Konzession fortleiten kann. Art. 28: Der Konzessionär hat im Rahmen seiner technischen Möglichkeiten vorerst den Energiebedarf im Kanton Uri zu decken, soweit dieser nicht durch bereits bestehende Werke oder Verpflichtungen gedeckt ist. Art. 32: Der Konzessionär ist verpflichtet, die Energieproduktion dauernd zu betreiben, sobald er diese aufgenommen hat. (Abs. 1) Vorbehalten bleiben technisch oder durch andere ausreichende Gründe bedingte Unterbrüche. (Abs. 2)
VD	**Pas de Loi cantonale sur l'énergie ou sur l'approvisionnement en électricité** **Pas d'ordonnance cantonale sur l'énergie ou sur l'approvisionnement en électricité** **Art. 9 Décret sur le renouvellement et l'extension des concessions de la Compagnie vaudoise des forces motrices des lacs de Joux et de l'Orbe** La CVE (Compagnie vaudoise d'électricité) est tenue de couvrir les **besoins** en énergie électrique des régions du canton dont les limites sont fixées par le Conseil d'Etat.
VS	**Gesetz über die Nutzbarmachung der Wasserkräfte** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
ZG	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Vollziehungsverordnung zum Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
ZH	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **EKZ-Gesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. ***Gesetz über die Stromversorgung (Entwurf)*** *Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.*

3.3. Wie geht der Gesetzgeber mit möglichen Kapazitätsengpässen um?

Comment règle-t-on la problématique des goulots d'étranglement de capacité?

Kantone	Text der einschlägigen Bestimmungen
AG	**Ziff. 2.2.3 Abgabereglement** Das AEW ist berechtigt zu verlangen, dass der Elektrizitätsbezug den in den Produktions- und Verteilanlagen herrschenden Belastungsverhältnissen angepasst wird. Das AEW ist ausserdem berechtigt, während der Spitzenbelastungszeit nötigenfalls die Leistungsabgabe einzuschränken oder Apparate zu sperren. Zu diesem Zweck hat der Eigentümer der Niederspannungsinstallationen den Einbau von Laststeuergeräten in seine Installationen auf seine eigenen Kosten zu übernehmen.
AI	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energieverordnung** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
AR	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energieverordnung** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Art. 3 Abs. 1 Gesetz über die Errichtung eines kantonalen Elektrizitätswerkes** Das kantonale Elektrizitätswerk kann bestehende Krafterzeugungsanlagen und Kraftverteilungsnetze ankaufen und neue derartige Anlagen erstellen, von anderen Werken elektrischen Strom mieten oder sich am Ankauf und Betrieb anderer Werke beteiligen.
BE	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Allgemeine Energieverordnung** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
BL	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
BS	**§ 22 IWB-Gesetz** Der Kanton trifft im Falle von Lieferungsschwierigkeiten Vorkehren für die Aufrechterhaltung der Versorgung in der Reihenfolge der Dringlichkeit. (Abs. 1) Er berücksichtigt bei der Verteilung von Energie und Trinkwasser angemessen die den Benützern bisher gelieferten oder vertraglich zugesicherten Mengen. (Abs. 2) **§ 23 Verordnung zum Energiegesetz** Zur Vermeidung von Netzüberlastungen oder zur Begrenzung des Spitzenenergieverbrauchs können die Netzbetreiber verlangen, dass folgende Hausinstallationen an eine von ihnen steuerbare Schaltanlage angeschlossen werden: a) elektrische Boiler, Waschmaschinen, Wäschetrockner und andere Geräte mit elektrischer Heizung; b) elektrische Anlagen, die nur mit Ausnahmebewilligungen installiert werden dürfen. Regelmässige Unterbrechungen der Energiezufuhr sind in den Anschlussbewilli-

	gungen festzuhalten. Spätere Änderungen sind öffentlich oder persönlich anzukündigen. (Abs. 2) Weitergehende Beschränkungen bei Versorgungsschwierigkeiten oder in Notfällen bleiben vorbehalten. (Abs. 3)
FR	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energiereglement** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. ***Gesetz über die Elektrizitätsversorgung (EVG) (Vorentwurf)*** *Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.*
GE	**Loi sur l'énergie** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Règlement d'application de la Loi sur l'énergie** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Loi sur l'organisation des Services industriels de GE** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
GL	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Verordnung zum Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
GR	**Art. 70 Abs. 1 Wasserrechtsgesetz** Um durch Stromaustausch eine zweckmässige Ausnutzung der Energie zu sichern und um Stromunterbrüche zu begrenzen, kann die Regierung nach Anhörung der betroffenen Gesellschaften den Zusammenschluss von Leitungsnetzen anordnen.
JU	**Loi sur l'énergie** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Ordonnance sur l'énergie** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
LU	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energieverordnung** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
NE	**Loi sur l'énergie** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
NW	**Ziff. 2.2 Reglement über die Bedingungen für die Abgabe elektrischer Energie** Das Werk ist berechtigt zu verlangen, dass der Energiebezug den in den Produktions- und Verteilanlagen herrschenden Belastungsverhältnissen angepasst wird. Das Werk ist ausserdem berechtigt, während der Spitzenbelastungszeit nötigenfalls die Leistung einzuschränken oder Apparate zu sperren.

OW	**Art. 3 al. 1 lit. d Gesetz über das Elektrizitätswerk OW** Das Werk hat folgende Aufgaben: d) die Beschaffung sowie den Austausch elektrischer Energie durch Zusammenarbeit mit anderen Elektrizitätsunternehmungen. *Im Entwurf des Energiewirtschafts- und Stromversorgungsgesetzes schlägt der Regierungsrat vor, das Gesetz über das Elektrizitätswerk OW aufzuheben.* ***Energiewirtschafts- und Stromversorgungsgesetz (Entwurf)*** *Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.*
SG	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energieverordnung** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
SH	**Art. 1 Elektrizitätsgesetz** Der Kanton sorgt für eine flächendeckende Grundversorgung von Bevölkerung und Wirtschaft mit elektrischer Energie. (Abs. 1) Zur Grundversorgung gehören - der Bau und Betrieb des erforderlichen Leitungsnetzes; - die regelmässige und ausreichende Versorgung mit elektrischer Energie. (Abs. 2) Zu diesem Zweck steht dem Kanton das ausschliessliche Recht zu, ein Netz zu errichten und zu betreiben. (Abs. 3)
SO	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energieverordnung** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
SZ	**Wasserrechtsgesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
TG	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Gesetz über das Elektrizitätswerk des Kantons TG** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
TI	**Legge cantonale sull'energia** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Art. 3 Legge istituente l'Azienda elettrica ticinese** Le aziende di distribuzione di energia nel Cantone coprono il fabbisogno di energia elettrica di complemento presso l'AET, acquistando da essa l'energia non proveniente da impianti propri o dalla propria quota di partecipazione a impianti idrici nel Cantone o da altri impianti già esistenti o da produttori in proprio ai sensi del l'articolo 15 della Legge cantonale sull'energia, a condizione che l'AET sia in grado di fornire l'energia a prezzi competitivi.
UR	**Art. 28 Gewässernutzungsgesetz** Der Konzessionär hat im Rahmen seiner technischen Möglichkeiten vorerst den Energiebedarf im Kanton Uri zu decken, soweit dieser nicht durch bereits bestehende Werke oder Verpflichtungen gedeckt ist.

VD	**Pas de Loi cantonale sur l'énergie ou sur l'approvisionnement en électricité** **Pas d'ordonnance cantonale sur l'énergie ou sur l'approvisionnement en électricité** **Décret sur le renouvellement et l'extension des concessions de la Compagnie vaudoise des forces motrices des lacs de Joux et de l'Orbe** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
VS	**Gesetz über die Nutzung der Wasserkräfte** Art. 82 Abs. 1: Um durch Stromaustausch eine zweckmässige Ausnutzung der Energie zu sichern und Stromunterbrüche zu verhindern, kann der Staatsrat den Zusammenschluss der Leitungsnetze mehrerer Elektrizitätsunternehmen anordnen oder vorbehalten. Art. 86 Abs. 2: Bei ernsten Versorgungsstörungen im Wallis ist der Staatsrat ermächtigt, die entsprechenden Massnahmen zu ergreifen und die Ausfuhr von aus einheimischen Wasserkräften erzeugter Energie in andere Kantone zu beschränken. Die Befugnisse der Bundesbehörden bleiben vorbehalten (Art. 9 WRG).
ZG	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Vollziehungsverordnung zum Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
ZH	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **§ 6 Abs. 1 EKZ-Gesetz** Die EKZ sind verpflichtet, ihren Bedarf an elektrischer Energie bei den Nordostschweizerischen Kraftwerken (NOK) zu decken, solange diese in der Lage sind, zu annehmbaren Bedingungen zu liefern. *Im Entwurf des Gesetzes über die Stromversorgung schlägt der Regierungsrat vor, das Gesetz betreffend die Elektrizitätswerke des Kantons ZH aufzuheben.* ***Gesetz über die Stromversorgung (Entwurf)*** Keine *einschlägigen* Bestimmungen auffindbar.

3.4. Andere Leistungsaufträge im Zusammenhang mit der Versorgungssicherheit
Autres mandats de prestations en rapport avec la sécurité de l'approvisionnement

Kantone	Text der einschlägigen Bestimmungen
AG	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **§ 38 Gesetz über Katastrophenhilfe und Bevölkerungsschutz** Der Kanton ist auf seinem Gebiet Träger der wirtschaftlichen Landesversorgung. Er unterstützt und koordiniert bei Katastrophen, Notlagen und bewaffneten Konflikten die vom Bund getroffenen Vorkehrungen für die Sicherstellung der Versorgung von Bevölkerung, Armee und Zivilschutz mit lebenswichtigen Gütern und Dienstleistungen. (Abs. 1) Der Kanton übt die Aufsicht über die vorsorglichen Massnahmen der Gemeinden aus. (Abs. 2) Der Regierungsrat entscheidet im Bewirtschaftungsfall über die benötigten personellen und finanziellen Mittel. (Abs. 3)
AI	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energieverordnung** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Standeskommissionsbeschluss betreffend die Organisation in ausserordentlichen Lagen im Kanton AI** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
AR	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energieverordnung** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Verordnung über die Organisation der kantonalen Zivilverteidigung und Katastrophenhilfe** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
BE	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Allgemeine Energieverordnung** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Art. 4 lit. g Gesetz über ausserordentliche Lagen** In ausserordentlichen Lagen sind namentlich folgende Aufgaben zu erfüllen: g) Versorgung der Bevölkerung mit lebenswichtigen Gütern,
BL	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Gesetz über den zivilen Schutz der Bevölkerung und der Kulturgüter** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.

BS	**§ 22 IWB-Gesetz** Der Kanton trifft im Falle von Lieferungsschwierigkeiten Vorkehren für die Aufrechterhaltung der Versorgung in der Reihenfolge der Dringlichkeit. (Abs. 1) Er berücksichtigt bei der Verteilung von Energie und Trinkwasser angemessen die den Benützern bisher gelieferten oder vertraglich zugesicherten Mengen. (Abs. 2) **Verordnung betreffend den Vollzug des Bundesgesetzes über die wirtschaftliche Landesversorgung (LVG)** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
FR	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energiereglement** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Beschluss über die Organisation für den Katastrophenfall (ORKAF)** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. ***Art. 10 Abs. 2 Gesetz über die Elektrizitätsversorgung (EVG) (Vorentwurf)*** *Das Amt (Amt für Verkehr und Energie) koordiniert die Tätigkeit des Staats in Fragen der Elektrizitätsversorgung und sorgt für die Ausführung dieses Gesetzes.*
GE	**Loi sur l'énergie** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Règlement d'application de la loi sur l'énergie** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Loi sur l'organisation des Services industriels de GE** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Art. 24 Règlement sur l'organisation de l'intervention dans des situations exceptionnelles** Elle (la cellule réseaux fixes) est chargée, lorsque les réseaux d'eau, de gaz, de chauffage à distance ou d'électricité sont menacés ou perturbés : a) d'analyser la situation; b) de proposer des mesures de restriction éventuelles c) de déterminer les mesures adéquates en vue du rétablissement des réseaux. (al. 1) Le responsable de cette cellule est le directeur général des Services industriels de Genève ou son remplaçant. (al. 2)
GL	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Verordnung zum Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Notrechtsgesetz** Art. 1 : Das Gesetz stellt die Regierungs- und Verwaltungstätigkeit und die öffentlichen Dienste im Kanton Glarus bei Versorgungsstörungen oder schweren Mangellagen infolge von Marktstörungen im Sinne des Bundesgesetzes über die wirtschaftliche Landesversorgung, bei Katastrophen oder kriegerischen Ereignissen sicher. Art. 1a : Versorgungsstörungen und schwere Mangellagen im Sinne dieses Gesetzes sind schwerwiegende Störungen der Landesversorgung mit lebenswichtigen Gütern und Dienstleistungen, denen die Wirtschaft nicht selber begegnen kann.

GR	**Wasserrechtsgesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Art. 29 lit. b Verordnung zum Wasserrechtsgesetz** Die Regierung erstellt ein kantonales Versorgungskonzept. Das Versorgungskonzept enthält ... Massnahmen, welche die Versorgungssicherheit erhöhen können. **Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Art. 3 lit. k Gesetz über die Katastrophenhilfe** Die Regierung hat insbesondere Massnahmen vorzubereiten und durchzuführen, um jederzeit die Bevölkerung mit lebenswichtigen Gütern und Dienstleistungen zu versorgen ...
JU	**Loi sur l'énergie** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Ordonnance sur l'énergie** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Ordonnance concernant les tâches des communes en matière d'économie de guerre** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
LU	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energieverordnung** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **§ 4 Verordnung über die Organisation und den Vollzug der wirtschaftlichen Landesversorgung** Die kantonale Zentralstelle für wirtschaftliche Landesversorgung trifft die vorsorglichen Massnahmen der wirtschaftlichen Landesverteidigung und die Massnahmen zur Sicherstellung der Landesversorgung mit lebenswichtigen Gütern und Dienstleistungen bei schweren Mangellagen, denen die Wirtschaft nicht selbst begegnen kann. (Abs. 1) Die Zentralstelle bildet in Zusammenarbeit mit dem zuständigen Bundesamt ihre Mitarbeiter aus. (Abs. 2) Sie ist dem Volkswirtschaftsdepartement unterstellt (Abs. 3)
NE	**Art. 30 al. 3 Loi sur l'énergie** La politique d'approvisionnement est établie en tenant compte des besoins en cas de crise, en particulier par la mise en valeur des ressources énergétiques indigènes. **Art. 3 Arrêté sur l'approvisionnement économique du pays** Les tâches de l'OCAE (Office cantonal pour l'approvisionnement économique du pays) sont notamment les suivantes : En état de préparation permanent : a) assurer l'approvisionnement en biens et services d'importance vitale par un état de préparation adéquat et une organisation opérationnelle; ... En état de crise : f) prendre toutes les mesures urgentes imposées en approvisionnement économique du pays par la Confédération, notamment les mesures de rationnement; ... **Art. 14 Arrêté relatif à la création d'une organisation d'intervention et de conduite en cas de catastrophe et dans des situations extraordinaires** Les tâches de l'EMCD (état-major civil de conduite) sont notamment les suivantes: 1. En temps normal: ...

	2. En situation extraordinaire: … g) assurer l'approvisionnement de la population en biens vitaux;
NW	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Gesetz über das kantonale Elektrizitätswerk NW** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Kantonales Landesversorgungsgesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
OW	**Gesetz über das Elektrizitätswerk OW** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. ***Art. 10 Energiewirtschafts- und Stromversorgungsgesetz (Entwurf)*** *Der Regierungsrat kann zur Förderung erneuerbarer Energie, umweltverträglicher Energiegewinnung und –verwendung, einer rationellen Energienutzung sowie für besondere Leistungen im Elektrizitätsnetz Leistungsvereinbarungen mit der EWO Holding AG oder ihren Tochtergesellschaften abschliessen.* **Notstandsgesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
SG	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energieverordnung** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Einführungsgesetz zum Bundesgesetz über den Zivilschutz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
SH	**Elektrizitätsgesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Katastrophen- und Nothilfegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
SO	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energieverordnung** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **§ 15 Verordnung zum Katastrophengesetz** Die Zentralstelle für Wirtschaftliche Landesversorgung hat alle lebensnotwendigen Güter für die Versorgung der Zivilbevölkerung im Katastrophengebiet zu beschaffen und deren Verteilung anzuordnen.
SZ	**Wasserrechtsgesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Verordnung über Massnahmen bei schweren Unglücksfällen und Katastrophen** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.

TG	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Gesetz über das Elektrizitätswerk des Kantons TG** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Einführungsgesetz zur Bundesgesetzgebung über den Zivilschutz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
TI	**Legge cantonale sull'energia** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Legge istituente l'Azienda elettrica ticinese** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Legge di applicazione alla legge federale sull'edilizia di protezione civile e relativa ordinanza** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
UR	**Gewässernutzungsgesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Verordnung über die Organisation und die Aufgaben der wirtschaftlichen Landesversorgung** Der Gemeinderat bezeichnet die Gemeindestelle für wirtschaftliche Landesversorgung und legt deren Pflichtenheft fest. (Abs. 1) Die Gemeindestelle trifft Vorbereitungsmassnahmen zur Sicherstellung der Versorgung in der Gemeinde mit lebenswichtigen Gütern und Dienstleistungen gemäss den Weisungen der KZWL [Kantonale Zentralstelle für wirtschaftliche Landesversorgung]. (Abs. 2) Sie vollzieht in ihrem Einzugsgebiet die von der KZWL angeordneten Massnahmen. (Abs. 3)
VD	**Pas de Loi cantonale sur l'énergie ou sur l'approvisionnement en électricité** **Pas d'ordonnance cantonale sur l'énergie ou sur l'approvisionnement en électricité** **Décret sur le renouvellement et l'extension des concessions de la Compagnie vaudoise des forces motrices des lacs de Joux et de l'Orbe** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Art. 2 al. 1 lit. c Loi sur la défense civile** La défense civile consiste notamment à garantir l'approvisionnement de la population en biens vitaux.
VS	**Art. 86 Abs. 2 Gesetz über die Nutzbarmachung der Wasserkräfte** Bei ernsten Versorgungsstörungen im Wallis ist der Staatsrat ermächtigt, die entsprechenden Massnahmen zu ergreifen und die Ausfuhr von aus einheimischen Wasserkräften erzeugter Energie in andere Kantone zu beschränken. Die Befugnisse der Bundesbehörden bleiben vorbehalten (Art. 9 WRG). **Beschluss betreffend die Organisation der Kriegswirtschaft auf kantonaler Ebene** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
ZG	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Vollziehungsverordnung zum Energiegesetz**

	Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Notorganisationsgesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
ZH	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energieverordnung** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **EKZ-Gesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. ***Gesetz über die Stromversorgung (Entwurf)*** *Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.* **Verordnung über die zivile Kriegsorganisation des Kantons** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.

3.5. Sieht das kantonale Recht Regelungen vor, wie diese gesetzlichen Aufträge zur Herstellung von Versorgungssicherheit sichergestellt werden?

Le droit cantonal contient-il des règles sur la manière dont ces mandats légaux relatifs à la sécurité de l'approvisionnement sont assurés?

Kantone	Text der einschlägigen Bestimmungen
AG	**§ 17 Abs. 1, 1. Satz Energiegesetz** Kanton und Gemeinden können Energieanlagen selbst erstellen und betreiben, sofern der private Sektor die betreffenden Bedürfnisse nicht oder ungenügend deckt.
AI	**Art. 15 Energiegesetz** Die Standeskommission ist für die Versorgungssicherung mit elektrischer Energie zuständig und trifft die dazu erforderlichen Massnahmen.
AR	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Art. 3 Abs. 1 Gesetz über die Errichtung eines kantonalen Elektrizitätswerkes** Das kantonale Elektrizitätswerk kann bestehende Krafterzeugungsanlagen und Kraftverteilungsnetze ankaufen und neue derartige Anlagen erstellen, von anderen Werken elektrischen Strom mieten oder sich am Ankauf und Betrieb anderer Werke beteiligen.
BE	**Art. 11 Abs. 1 Energiegesetz** Der zuständige Energieverteiler ist nach Massgabe der verfügbaren Energiemenge verpflichtet, den Energieverbrauchern seines Gebietes die für Haushalt und Betrieb benötigte leitungsgebundene Energie zu liefern.
BL	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
BS	**§ 2 lit. g IWB-Verordnung** Die *IWB* sind in allen vom Gesetz oder in anderen Verordnungen ausdrücklich bezeichneten Bereichen sowie für folgende Aufgaben zuständig: ... g) Vorkehren für die Aufrechterhaltung der Versorgung im Falle von Lieferungsschwierigkeiten, unter Vorbehalt der Beschlüsse übergeordneter Organe (§ 22 Abs. 1 IWB-Gesetz);
FR	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energiereglement** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. ***Art. 10 Abs. 2 Gesetz über die Elektrizitätsversorgung (EVG) (Vorentwurf)*** *Das Amt (Amt für Verkehr und Energie) koordiniert die Tätigkeit des Staats in Fragen der Elektrizitätsversorgung und sorgt für die Ausführung dieses Gesetzes.*
GE	**Art. 1er al. 4, 2ème phrase Loi sur l'organisation des Services industriels de GE** Ils (les Services industriels) peuvent de même participer à toute entreprise suisse ou étrangère de fourniture d'eau, de gaz, d'électricité, d'énergie thermique, de télécommunications, et passer toute convention destinée à faciliter et garantir l'approvisionnement en eau et en énergie et le traitement des déchets dans le canton de GE.

GL	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Verordnung zum Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
GR	**Art. 70 Abs. 1 Wasserrechtsgesetz** Um durch Stromaustausch eine zweckmässige Ausnutzung der Energie zu sichern und um Stromunterbrüche zu begrenzen, kann die Regierung nach Anhörung der betroffenen Gesellschaften den Zusammenschluss von Leitungsnetzen anordnen. **Art. 29 lit. b Verordnung zum Wasserrechtsgesetz** Die Regierung erstellt ein kantonales Versorgungskonzept. Das Versorgungskonzept enthält ... Massnahmen, welche die Versorgungssicherheit erhöhen können.
JU	**Loi sur l'énergie** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Ordonnance sur l'énergie** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
LU	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energieverordnung** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
NE	**Art. 30 al. 3 Loi sur l'énergie** La politique d'approvisionnement est établie en tenant compte des besoins en cas de crise, en particulier par la mise en valeur des ressources énergétiques indigènes. **Art. 8 al. 2 Loi sur l'énergie** Il (le Département désigné par le Conseil d'Etat) exerce toutes les attributions en matière d'énergie qui ne sont pas conférées à une autre autorité. **Art. 7 Arrêté fixant les attributions et l'organisation des départements et de la chancellerie d'Etat** Le Département de la gestion du territoire assume les tâches dévolues à l'Etat dans le domaine des travaux publics, des transports et des communications, de l'énergie, de la protection de l'environnement, de la nature et de l'aménagement du territoire.
NW	**Ziff. 2.2 Reglement über die Bedingungen für die Abgabe elektrischer Energie** Das Werk ist berechtigt zu verlangen, dass der Energiebezug den in den Produktions- und Verteilanlagen herrschenden Belastungsverhältnissen angepasst wird. Das Werk ist ausserdem berechtigt, während der Spitzenbelastungszeit nötigenfalls die Leistung einzuschränken oder Apparate zu sperren.
OW	**Gesetz über das Elektrizitätswerk OW** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. ***Art. 10 Energiewirtschafts- und Stromversorgungsgesetz (Entwurf)*** *Der Regierungsrat kann zur Förderung erneuerbarer Energie, umweltverträglicher Energiegewinnung und –verwendung, einer rationellen Energienutzung sowie für besondere Leistungen im Elektrizitätsnetz Leistungsvereinbarungen mit der EWO Holding AG oder ihren Tochtergesellschaften abschliessen.*

SG	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energieverordnung** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
SH	**Art. 1 Elektrizitätsgesetz** Der Kanton sorgt für eine flächendeckende Grundversorgung von Bevölkerung und Wirtschaft mit elektrischer Energie. (Abs. 1) Zur Grundversorgung gehören - der Bau und Betrieb des erforderlichen Leitungsnetzes; - die regelmässige und ausreichende Versorgung mit elektrischer Energie. (Abs. 2) Zu diesem Zweck steht dem Kanton das ausschliessliche Recht zu, ein Netz zu errichten und zu betreiben. (Abs. 3)
SO	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Verordnung zum Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
SZ	**Wasserrechtsgesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
TG	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Gesetz über das Elektrizitätswerk des Kantons TG** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
TI	**Art. 3 Legge istituente l'Azienda elettrica ticinese** Le aziende di distribuzione di energia nel Cantone coprono il fabbisogno di energia elettrica di complemento presso l' AET, acquistando da essa l' energia non proveniente da impianti propri o dalla propria quota di partecipazione a impianti idrici nel Cantone o da altri impianti già esistenti o da produttori in proprio ai sensi del l' articolo 15 della Legge cantonale sull' energia, a condizione che l' AET sia in grado di fornire l' energia a prezzi competitivi.
UR	**Art. 28 Gewässernutzungsgesetz** Der Konzessionär hat im Rahmen seiner technischen Möglichkeiten vorerst den Energiebedarf im Kanton Uri zu decken, soweit dieser nicht durch bereits bestehende Werke oder Verpflichtungen gedeckt ist.
VD	**Art. 9 Décret sur le renouvellement et l'extension des concessions de la Compagnie vaudoise des forces motrices des lacs de Joux et de l'Orbe** La CVE (Compagnie vaudoise d'électricité) est tenue de couvrir les **besoins** en énergie électrique des régions du canton dont les limites sont fixées par le Conseil d'Etat.
VS	**Gesetz über die Nutzbarmachung der Wasserkräfte** Art. 82 Abs. 1: Um durch Stromaustausch eine zweckmässige Ausnutzung der Energie zu sichern und Stromunterbrüche zu verhindern, kann der Staatsrat den Zusammenschluss der Leitungsnetze mehrerer Elektrizitätsunternehmen anordnen oder vorbehalten. Art. 86 Abs. 2: Bei ernsten Versorgungsstörungen im Wallis ist der Staatsrat ermächtigt, die entsprechenden Massnahmen zu ergreifen und die Ausfuhr von aus

	einheimischen Wasserkräften erzeugter Energie in andere Kantone zu beschränken. Die Befugnisse der Bundesbehörden bleiben vorbehalten (Art. 9 WRG).
ZG	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Vollziehungsverordnung zum Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
ZH	**§ 6 Abs. 1 EKZ-Gesetz** Die EKZ sind verpflichtet, ihren Bedarf an elektrischer Energie bei den Nordostschweizerischen Kraftwerken (NOK) zu decken, solange diese in der Lage sind, zu annehmbaren Bedingungen zu liefern. *Im Entwurf des Gesetzes über die Stromversorgung schlägt der Regierungsrat vor, das Gesetz betreffend die Elektrizitätswerke des Kantons ZH aufzuheben.* ***§ 8 Abs. 3, 1. Satz Gesetz über die Stromversorgung (Entwurf)*** *Das für ein Netzgebiet zuständige Elektrizitätsversorgungsunternehmen ist berechtigt und verpflichtet, sämtliche Anschlüsse zu erstellen und das dazugehörige Netz sicher und wirtschaftlich zu betreiben.*

4. Sonderbestimmungen für bestimmte Regionen
Dispositions spéciales pour certaines régions

4.1. Differenzierte Behandlung bestimmter Regionen innerhalb des Kantons?
Traitement différencié de certaines régions dans le canton?

Kantone	Text der einschlägigen Bestimmungen
AG	**Indirekt § 3 Energiegesetz** Gemeinden, Gemeindeverbände und ihre Betriebe können für ihren Wirkungskreis im Sinne der Zielsetzungen dieses Gesetzes weiter gehende Regelungen treffen, soweit hiezu nicht ausdrücklich der Grosse Rat oder der Regierungsrat zuständig ist und nicht zwingende Vorschriften bestehen. **Ziff. 2.1 Wiederverkäufer-Abgabebedingungen** Das Versorgungsgebiet wird im Energielieferungsvertrag umschrieben. Sofern das Versorgungsgebiet nicht mit dem Gebiet der politischen Gemeinde übereinstimmt, ist es in einer Karte, welche ebenfalls integrierender Bestandteil des Energielieferungsvertrages ist, festzuhalten.
AI	**Energiegesetz** Art. 16 Abs. 1: Die Standeskommission bezeichnet die Netzgebiete der auf Kantonsgebiet tätigen Elektrizitätsversorgungsunternehmen. Die Zuteilung des Netzgebietes kann mit einem Leistungsauftrag an die Netzbetreiberin verbunden werden. **Indirekt Art. 5** Liegen ausserordentliche Verhältnisse vor und bedeutet die Einhaltung der Bestimmungen dieses Gesetzes und dessen Ausführungsbestimmungen eine unverhältnismässige Härte, kann das Departement Ausnahmen von einzelnen Vorschriften zulassen, wenn dadurch keine öffentlichen Interessen verletzt werden. (Abs. 1) Die Ausnahmebewilligung kann mit Bedingungen und Auflagen verknüpft und befristet werden. (Abs. 2)
AR	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Indirekt Art. 3 Abs. 2 Gesetz über die Errichtung eines kantonalen Elektrizitätswerkes** Der Kantonsrat ist berechtigt, die Verteilungsnetze einzelner Gemeinden den betreffenden Gemeinden oder öffentlich-rechtlichen Korporationen in denselben käuflich abzutreten und sich auf die Stromlieferung an diese zu beschränken.
BE	**Energiegesetz** Art. 7: Die Gemeinden können für ihr Gebiet und gemeinsam für ein mehrere Gemeinden umfassendes **Energieversorgungsgebiet** Energiekonzepte aufstellen. Die Träger der Energieversorgung sind beizuziehen. (Abs. 1) Die Energiekonzepte stellen die Mittel und Wege dar, wie der Energiebedarf des betreffenden **Gebietes** unter bestmöglicher Wahrung der Zwecke dieses Gesetzes zu befriedigen ist. ... (Abs. 2) Die zuständige Stelle der Bau-, Verkehrs- und Energiedirektion a) grenzt die **regionalen Energieversorgungsgebiete** ab, wenn sich die Gemeinden nicht einigen können; ... (Abs. 3) Art. 11 Abs. 1: Der zuständige Energieverteiler ist nach Massgabe der verfügbaren Energiemenge verpflichtet, den Energieverbrauchern seines **Gebietes** die für Haushalt und Betrieb benötigte leitungsgebundene Energie zu liefern.

BL	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
BS	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **IWB-Gesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
FR	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. ***Art. 6 Gesetz über die Elektrizitätsversorgung (EVG) (Vorentwurf)*** *Der Staatsrat erteilt die Konzessionen für die Versorgung der Netzgebiete. (Abs. 1)* *Die Grenzen der Netzgebiete decken sich grundsätzlich mit den Gemeindegrenzen. Die Netzgebiete werden in einem Dokument registriert, das vom Amt für Verkehr und Energie (das Amt) in Zusammenarbeit mit den konzessionierten Unternehmen laufend aktualisiert wird. (Abs. 2)*
GE	**Loi sur l'énergie** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Règlement d'application de la loi sur l'énergie** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Loi sur l'organisation des Services industriels de GE** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
GL	**Indirekt Art. 9 Abs. 1 Energiegesetz** Bei der Neuerstellung oder Erweiterung von Anlagen zur Verteilung und Übertragung von leitungsgebundener Energie oder von Energieträgern, die sich über ein einzelnes Gemeindegebiet hinaus erstrecken, sind die Interessen der beteiligten Gemeinden aufeinander abzustimmen. **Art. 20 Konzession für die Ausnützung der Wasserkraft des Niederenbaches oberhalb des Alpstegstafels bei Schwanden** Die in der bestehenden Kraftzentrale in der «Herren» erzeugte elektrische Energie ist in erster Linie in dem im Kanton Glarus gelegenen Versorgungsgebiet des Elektrizitätswerkes zu verwenden. Für die in der oder den Kraftzentralen im Einzugsgebiet des Niederenbaches erzeugte elektrische Energie wird für glarnerische Kraftabnehmer ausserhalb des heutigen Versorgungsgebietes des Elektrizitätswerkes Schwanden zu angemessenen Bedingungen und Preisen ein Vorzugsrecht für den Energiebezug eingeräumt, insgesamt bis zu: einer Million Kilowattstunden jährlich und einer Höchstbelastung von 350 Kilowatt ab Generator, wenn der Stauweiher in der «Garichte» auf drei Millionen Kubikmeter nutzbarer Stauinhalt ausgebaut ist, und 1,5 Millionen Kilowattstunden jährlich und einer Höchstbelastung von 500 Kilowatt ab Generator, wenn sowohl der Stauweiher in der «Garichte» als in der «Matt» zusammen mit sechs Millionen Kubikmeter nutzbarem Stauinhalt im Betriebe sind. (Abs. 1) Glarnerische Kraftabnehmer ausserhalb des derzeitigen Versorgungsgebietes des Elektrizitätswerkes Schwanden, welche von diesem Vorzugsrecht auf Lieferung von elektrischer Energie Gebrauch machen wollen, haben ihre Begehren spätestens zwei Jahre vor Beginn der Energielieferung dem Konzessionsinhaber zuzustellen. (Abs. 2) Im übrigen ist der Konzessionsinhaber in der Verwendung der Kraft unbe-

	schränkt. (Abs. 3) **Art. 20 Konzession für die Ausnützung der Wasserkraft des Sernf zwischen dem Bahnhof Engi-Vorderdorf und der Wassergerechtigkeit der Textil AG, vormals J. Paravicini, in Schwanden** An der aus der Wasserkraft des Sernf erzeugten elektrischen Energie wird für glarnerische Kraftabnehmer ausserhalb des heutigen Stromversorgungsgebietes des Elektrizitätswerkes Schwanden zu angemessenen Bedingungen und im Verhältnis zu den Gestehungskosten stehenden Preisen ein Vorzugsrecht für den Energiebezug eingeräumt, insgesamt bis zu 1,5 Millionen Kilowattstunden jährlich und einer Höchstbelastung von 500 Kilowatt ab Generator. (Abs. 1) Glarnerische Kraftabnehmer ausserhalb des derzeitigen Versorgungsgebietes des Elektrizitätswerkes Schwanden, welche von diesem Vorzugsrecht auf Lieferung von Energie Gebrauch machen wollen, haben ihre Begehren spätestens zwei Jahre vor Beginn der Energielieferung dem Konzessionsinhaber zuzustellen. (Abs. 2) Streitigkeiten über die Möglichkeit der Kraftabgabe sowie über Preise und Bedingungen werden von einem Schiedsgericht entschieden, das aus drei Mitgliedern besteht, wovon je eines von jeder Partei und der Vorsitzende vom Verwaltungsgerichtspräsidenten bezeichnet wird. (Abs. 3) Im übrigen ist der Konzessionsinhaber in der Verwendung der Kraft unbeschränkt. (Abs. 4)
GR	**Indirekt Art. 61 Wasserrechtsgesetz** Die Gemeinden sorgen für die Erschliessung und Belieferung ihres Gebietes mit elektrischer Energie.
JU	**Loi sur l'énergie** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Ordonnance sur l'énergie** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
LU	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energieverordnung** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
NE	**Loi sur l'énergie** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
NW	**Gesetz über das Kantonale Elektrizitätswerk NW** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
OW	**Art. 16 Gesetz über das Elektrizitätswerk OW** Die Versorgung entlegener Gebiete mit elektrischer Energie ist nach Möglichkeit zu fördern. *Im Entwurf des Energiewirtschafts- und Stromversorgungsgesetzes schlägt der Regierungsrat vor, das Gesetz über das Elektrizitätswerk OW aufzuheben.* ***Energiewirtschafts- und Stromversorgungsgesetz (Entwurf)*** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.

SG	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energieverordnung** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
SH	**Elektrizitätsgesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
SO	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Verordnung zum Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
SZ	**Wasserrechtsgesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **§ 7 Abs. 1 Wasserrechtsverleihung des Bezirkes March an die AG Kraftwerk Wäggital** Die Beliehene hat während der Dauer der Verleihung die Wiederverkäufer im Bezirk March zu den Bedingungen des Wiederverkäufertarifs der Elektrizitätswerke des Kantons Zürich mit elektrischer Energie zu beliefern. Sie erstellt und unterhält die erforderlichen technischen Einrichtungen bis zu den Messstellen auf der Hochspannungsseite der Transformatorenstationen der einzelnen Wiederverkäufer.
TG	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Gesetz über das Elektrizitätswerk des Kantons TG** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
TI	**Legge cantonale sull'energia** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Legge istituente l'Azienda elettrica ticinese** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
UR	**Gewässernutzungsgesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
VD	**Pas de Loi cantonale sur l'énergie ou sur l'approvisionnement en électricité** **Pas d'ordonnance cantonale sur l'énergie ou sur l'approvisionnement en électricité** **Décret sur le renouvellement et l'extension des concessions de la Compagnie vaudoise des forces motrices des lacs de Joux et de l'Orbe** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
VS	**Gesetz über die Nutzbarmachung der Wasserkräfte** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.

ZG	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Vollziehungsverordnung zum Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
ZH	**§ 2, 1. Satz EKZ-Gesetz** Die EKZ versorgen den Kanton wirtschaftlich, sicher und umweltgerecht mit elektrischer Energie; ausgenommen ist das Gebiet der Stadt Zürich. *Im Entwurf des Gesetzes über die Stromversorgung schlägt der Regierungsrat vor, das Gesetz betreffend die Elektrizitätswerke des Kantons ZH aufzuheben.* ***Gesetz über die Stromversorgung (Entwurf)*** *Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.*

4.2. Preissolidarität oder anderweitige Ausgleichsmechanismen für bestimmte Gebietsteile: Erwähnung des Mechanismus in den Rechtsgrundlagen?

Solidarité de prix ou autres mécanismes de compensation pour certaines parties de territoire: mention du mécanisme dans les bases juridiques?

Kantone	Text der einschlägigen Bestimmungen
AG	**§ 3 Geschäftsreglement für das Aargauische Elektrizitätswerk** Die **Preise (Tarifansätze und Entschädigungen)** sind so anzusetzen, dass die Substanzerhaltung der Unternehmung gewährleistet und die Vornahme der betriebswirtschaftlich notwendigen Abschreibungen und Rückstellungen sichergestellt ist. (Abs. 1) Für alle Produkte stützen sich die Preise auf eine Kostenträgerrechnung. Im Bereich der Stromversorgung sollen die angesetzten Preise in Abstimmung mit den Lieferbedingungen im ganzen Kantonsgebiet einheitlich zur Anwendung gelangen. (Abs. 2) **Reglement für den Anschluss an das Niederspannungsnetz des Aargauischen Elektrizitätswerkes** Z. 2: Für neue Anschlüsse und für Anschlussverstärkungen werden Kostenbeiträge erhoben. Die Höhe dieser Beiträge sind im Anhang zu diesem Reglement festgelegt. Das AEW ist berechtigt, mehrere Liegenschaften über eine gemeinsame Zuleitung zu versorgen. Ferner steht ihm das Recht zu, an einer Zuleitung weitere Bezüger anzuschliessen, ungeachtet geleisteter Kostenbeiträge. Eine Rückerstattung kann ausnahmsweise erfolgen, wenn weitere Bezüger an eine Zuleitung zu einem abgelegenen Objekt angeschlossen werden, für die ein Mehrlängenzuschlag gemäss Anhang zu diesem Reglement erhoben worden ist. Dies gilt nur für zusätzliche Anschlüsse innerhalb von 10 Jahren nach Erstellung der Zuleitung und pro rata der Zeit. Anhang: Kostenbeiträge gemäss Art. 2 1. Neuanschlüsse Pro Anschluss sind folgende einmalige Beiträge zu entrichten: Einfamilienhäuser Fr. 3'800.– Mehrfamilienhäuser Grundbetrag Fr. 3'100.– zusätzlich pro Wohnung Fr. 700.– Reihen- und Terrassenhäuser mit nur einem Anschluss werden wie Mehrfamilienhäuser betrachtet. *Landwirtschafts-, Gewerbe- und Industriebauten* Der Beitrag richtet sich nach dem erforderlichen Leiterquerschnitt der Zuleitung: Leiterquerschnitt 4× 16 mm2 Cu Anschlusswert bis 15 kW Fr. 4'700.– über 15 kW Fr. 6'000.– 4× 95 mm2 Al Fr. 11'500.– 4×150 mm2 Al Fr. 15'500.– 4×240 mm2 Al Fr. 19'500.– In besonderen Fällen mit andern Querschnitten wird der Beitrag entsprechend dem Leitermaterial und -querschnitt ermittelt.

Landwirtschafts- und Gewerbebetriebe mit Wohnungen

Der Kostenbeitrag wird als Summe der festgelegten Beiträge für Mehrfamilienhäuser sowie für Landwirtschafts-, Gewerbe- und Industriebauten auf Grund der Anzahl Wohnungen bzw. des erforderlichen anteiligen Querschnittes des Landwirtschafts- oder Gewerbebetriebes berechnet.

Die pro Anschluss einmalig zu entrichtenden Beiträge enthalten:

- Den Hausanschluss, bestehend aus dem Anschlusskabel mit einer Länge bis zu 50 m, dem Zubehör und der Montage.

- Einen Beitrag an die Erstellung und Erweiterung des Niederspannungsnetzes.

Anschlüsse für Anlagen der Verkehrsregelung, TV-Verstärker, Telefonkabinen und Ähnliches werden nach Aufwand verrechnet. Der minimale Kabelquerschnitt beträgt 4×16 mm^2.

Der Bauherr bzw. Hauseigentümer trägt folgende Kosten:

- Die Grab- und Maurerarbeiten sowie die Lieferung und Verlegung des notwendigen Kabelschutzes für den Hausanschluss nach den Angaben des AEW.

- Die Mehrkosten für Kabellängen über 50 m.

Sonderregelungen für Anschlüsse ausserhalb des Baugebietes bleiben vorbehalten.

2. Änderungen bestehender Anschlüsse

Für Verstärkungen ist ein Beitrag entsprechend der Differenz zwischen bestehender und neuer Anlage gemäss Abschnitt 1 zu entrichten. Die Grab- und Maurerarbeiten trägt der Bauherr bzw. Hauseigentümer.

3. Inkraftsetzung

...

16-kV-Anschlussbedingungen

Z. 4 [Kostentragung]

4.1 Hauptanschlüsse

4.1.1 Erste Zuleitung

Die Erstellungskosten für die erste Zuleitung gehen zu Lasten des AEW.

4.1.2 Weitere Zuleitungen

Die Erstellungskosten für weitere Zuleitungen gehen grundsätzlich zu Lasten des Kunden. Im Einzelfall bleiben spezielle Finanzierungsmodelle vorbehalten. Der Kunde stellt dem AEW die notwendige Verbindungsinfrastruktur für die koinzidente Messung kostenlos zur Verfügung.

4.2 Reserveanschlüsse

Die Erstellungskosten für Reserveanschlüsse gehen zu Lasten des Kunden.

4.3 Andere Anschlüsse

Die Erstellungskosten für andere Anschlüsse gehen zu Lasten des Kunden.

4.4 Kostenanteil bei den angespiesenen Transformatorenstationen

Bei Stichanspeisungen stellt der Kunde dem AEW das Eingangsfeld mit der elektrischen Ausrüstung kostenlos zur Verfügung.

Bei Einschlaufungen beteiligt sich das AEW nach Massgabe seiner Bedürfnisse an den Kosten der elektrischen Ausrüstung der benötigten Felder.

Der Kunde stellt dem AEW das Messfeld mit der elektrischen Ausrüstung, jedoch ohne Strom- und Spannungswandler, kostenlos zur Verfügung.

4.5 Verstärkung, Verlegung und Erneuerung von Zuleitungen

Die Kostentragung für Verstärkungen, Verlegungen und Erneuerungen von Zuleitungen wird grundsätzlich entsprechend der Kostenaufteilung gemäss Ziffer 4.1 bis 4.4 geregelt.

Anpassungskosten, die ausschliesslich durch Umbauten des AEW-Netzes entstehen, gehen zu Lasten des AEW.

Ist ausschliesslich der Kunde Verursacher, so gehen die entsprechenden Kosten zu seinen Lasten.

4.6 Kostenbeiträge des Kunden

Als Beitrag für seine Aufwendungen gemäss Ziffer 4.1 bis 4.5 einerseits sowie für das vorgelagerte Netz anderseits kann das AEW Kostenbeiträge für neue und bestehende Anschlüsse erheben. Bemessungsgrundlage, Höhe und Erhebungsart dieser Beiträge sind in einem Anhang zu den vorliegenden Bedingungen geregelt. Der Anhang wird vom Verwaltungsrat des AEW festgelegt und kann jederzeit angepasst, geändert und erweitert werden.

Anhang 1

Kostenbeiträge für Wiederverkäufer gemäss Ziff. 4.6

1. Geltungsbereich

Der Anhang «Kostenbeiträge für Wiederverkäufer» gilt für Kunden, die vom AEW Elektrizität in 16-kV-Hochspannung zum Zwecke des Wiederverkaufes beziehen.

2. Erhebung der Kostenbeiträge

Auf die Erhebung von Kostenbeiträgen für Wiederverkäufer wird im Einvernehmen mit dem Verband Aargauischer Stromkonsumenten (VAS) verzichtet.

3. Inkrafttreten

...

Anhang 2

Kostenbeiträge für Endverbraucher gemäss Ziff. 4.6

1. Geltungsbereich

Der Anhang «Kostenbeiträge für Endverbraucher» gilt für Kunden, die vom AEW Elektrizität in 16-kV-Hochspannung zum Zwecke des Endverbrauchs beziehen.

Der Kunde kann zwischen den Modellen «Verrechnung nach effektiver Mehrbeanspruchung» und «Einkauf auf die technische oder vertragliche Kapazität» wählen.

2. Verrechnung nach effektiver Mehrbeanspruchung

2.1 Bemessungsgrundlage

Der Kunde bezahlt Kostenbeiträge auf Basis seiner Mehrbeanspruchung des 16-kV-Netzes.

2.2 Definition des Begriffes «Mehrbeanspruchung des 16-kV-Netzes»

Die Mehrbeanspruchung des 16-kV-Netzes wird definiert als positive Differenz in Kilowatt zwischen dem gemäss Stromrechnung des Kunden verrechneten Leistungsmaximum per Ende des Winterhalbjahres des laufenden Rechnungsjahres und der entsprechenden Anzahl Kilowatt, für die der Kunde bereits Kostenbeiträge entrichtet hat.

Für Kunden mit modulierter Belieferung tritt an Stelle des verrechneten Leistungsmaximums sinngemäss die in Anspruch genommene maximale Leistung.

2.3 Höhe der Kostenbeiträge

Je Kilowatt Mehrbeanspruchung wird ein Kostenbeitrag von Fr. 150.– erhoben.

Ab 1. Oktober 2000 beträgt der Preis Fr. 200.– pro Kilowatt.

2.4 Erhebung der Kosten

Ein Kostenbeitrag wird erhoben, wenn die Mehrbeanspruchung des Netzes seit der letzten Beitragsverrechnung mindestens 5 % erreicht hat.

3. Verrechnung gemäss technischer oder vertraglicher Kapazität

3.1 Bemessungsgrundlage

Bei Erstellung oder Erweiterung von Kundenanlagen bezahlt der Kunde Kostenbeiträge nach Massgabe der technischen Bezugsmöglichkeit (installierte Transformationsleistung) oder der vertraglich bereitgestellten Leistung.

3.2 Höhe der Kostenbeiträge

Vom 1. Oktober 1997 bis 1. Oktober 2000 beträgt der Preis Fr. 100.– pro Kilowatt. Ab 1. Oktober 2000 werden Fr.150.– pro Kilowatt in Rechnung gestellt.

3.3 Erhebung der Kosten

Vor Erstellung einer ersten Zuleitung wird die Höhe des zu leistenden Kostenbeitrages in der Offertphase schriftlich festgelegt.

Einkauf und Zahlung der Kostenbeiträge muss vor Inanspruchnahme im Winterhalbjahr erfolgen.

4. Übergangsbestimmungen

Für bestehende Kunden wird als Übergangslösung die Möglichkeit geschaffen, sich vom 1. Oktober 1997 bis 1. Oktober 2000 zum Preis von Fr. 100.– pro Kilowatt auf ein zu vereinbarendes Niveau geleisteter Anschlusskostenbeiträge einzukaufen und damit vom Verrechnungssystem gemäss Punkt 2 zum Verrechnungssystem gemäss Punkt 3 zu wechseln.

5. Besondere Bestimmungen

Der Systemwechsel zwischen den beiden Modellen (Punkte 2 und 3) ist auf Basis der Abrechnung der letzten Berechnungsperiode möglich. Es besteht grundsätzlich kein Anspruch auf Rückerstattung einmal geleisteter Kostenbeiträge.

Sonderfälle wie z.B. Energielieferungen im Rahmen des Energiecontractings werden individuell vertraglich geregelt.

6. Inkrafttreten

...

Z. 11 Wiederverkäufer-Abgabebedingungen

11. Verrechnung der bezogenen Energie, Energiepreise, Zahlungsbedingungen

11.1: Der Wiederverkäufer bezahlt dem AEW die bezogene Arbeit und Leistung sowie allfällige Blindstrom-Überbezüge zu den Ansätzen und Bedingungen des jeweils gültigen Tarifs für Wiederverkäufer (WH).

11.2: Die Tarife für den Verkauf elektrischer Energie in Hochspannung werden vom Verwaltungsrat des AEW festgesetzt und können jederzeit geändert werden. Die Änderung ist dem Kunden mindestens fünf Monate vor ihrem Inkrafttreten bekannt zu geben.

11.3: Die Rechnungsstellung erfolgt grundsätzlich gemäss den Tarifbestimmungen. Nach erfolgter erster Mahnung schuldet der Wiederverkäufer auf dem Rechnungsbetrag einen Verzugszins in der Höhe des für Bankvorschüsse üblichen Zinsfusses.

11.4: Bei allen Rechnungen und Zahlungen können allfällige Fehler, Irrtümer und falsche Auswertungen auf Begehren der benachteiligten Vertragspartei richtig gestellt werden, jedoch längstens für die fünf Jahre, welche vor der Rechnung liegen.

	Z. 11 Endverbraucher-Abgabebedingungen 11. Verrechnung der bezogenen Energie, Energiepreise, Zahlungsbedingungen 11.1: Der Kunde bezahlt dem AEW die bezogene Arbeit und Leistung sowie allfällige Blindstrom-Überbezüge zu den Ansätzen und Bedingungen des jeweils gültigen Tarifs für Grossbezüger mit eigener Transformatorenstation (GH). 11.2: Die Tarife für den Verkauf elektrischer Energie in Hochspannung werden vom Verwaltungsrat des AEW festgesetzt und können jederzeit geändert werden. Die Änderung ist dem Kunden mindestens drei Monate vor ihrem Inkrafttreten bekannt zu geben. 11.3: Die Rechnungsstellung erfolgt grundsätzlich gemäss den Tarifbestimmungen. Nach erfolgter erster Mahnung schuldet der Kunde auf dem Rechnungsbetrag einen Verzugszins in der Höhe des für Bankvorschüsse üblichen Zinsfusses. 11.4: Bei allen Rechnungen und Zahlungen können allfällige Fehler, Irrtümer und falsche Auswertungen auf Begehren der benachteiligten Vertragspartei richtig gestellt werden, jedoch längstens für die fünf Jahre, welche vor der Rechnungsstellung liegen.
AI	**Energiegesetz** Art. 17 Abs. 3: Mittels Verfügung kann die Standeskommission die auf ihrem Gebiet tätigen Elektrizitätsversorgungsunternehmen verpflichten, Endverbraucher sowie Elektrizitätserzeuger auch ausserhalb ihres Netzgebietes an das Netz anzuschliessen, wenn: a. die Selbstversorgung oder der Anschluss an ein anderes Netz nicht möglich oder unverhältnismässig ist; b. der Anschluss an das zu verpflichtende Elektrizitätsversorgungsunternehmen technisch und betrieblich möglich und wirtschaftlich tragbar ist. Art. 20: Bis zur vollständigen Marktöffnung legt die Standeskommission die Bedingungen fest, unter denen festen Kunden in Ausnahmefällen unterschiedliche Anschlussgebühren verrechnet werden dürfen.
AR	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energieverordnung** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
BE	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
BL	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
BS	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Verordnung zum Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **IWB-Gesetz** Keine einschlägigen Bestimmunge auffindbar. **Verordnung betreffend Elektrizitätstarife** § 1. Haushalttarife (H/HA) 1.1 Anwendung Dieser Tarif für den Bezug elektrischer Energie in Niederspannung gilt für Haus-

haltungen und für allgemein genutzte Anlagen in Mehrfamilienhäusern, kollektive Haushaltungen (Heime und dgl. sowie Appartmenthäusern) mit gemeinsamen Zählern, in der Regel mit Bezügersicherungen bis und mit 80 A.

1.2 Tarifgestaltung

Die Tarife für die bezogene Energie bestehen nur aus Einheitspreisen in Rp./kWh, die nach Zeitzonen differenziert werden können. Für Bezugsstellen ohne oder mit sehr geringem Energieverbrauch werden Minimalpreise (Sockelpreise) verrechnet, um die administrativen Aufwendungen für Ablesung und Rechnungsstellung und die Kosten für die Messeinrichtung zu decken.

1.2.1 Einheitspreise

Einfachtarif	19,5 Rp./kWh
Minimalpreis pro Monat	Fr. 4.– / Monat
Doppeltarif	
Hochtarif	22,0 Rp./kWh
Niedertarif	7,0 Rp./kWh
Minimalpreis pro Monat	Fr. 8.– / Monat

1.3 Besondere Bestimmungen

Der Doppeltarif wird grundsätzlich für alle Anlagen zugelassen. Die IWB legen fest, welche Anlagen mit einem wesentlichen Verbrauch in der Niedertarifzeit mit einer Steuerung ausgerüstet werden müssen (z.B. Steuerung der Aufheizzeit von Boilern ab 75 l Inhalt).

§ 2. Gewerbe-Kleinbezügertarif (GK)

2.1 Anwendung

Dieser Tarif für den Bezug elektrischer Energie in Niederspannung gilt für Industrie-, Gewerbe- und Dienstleistungsbetriebe, in der Regel mit Bezügersicherungen bis und mit 80 A.

2.2 Tarifgestaltung

Die Tarife für die bezogene Energie bestehen nur aus Einheitspreisen in Rp./kWh, die nach Zeitperioden differenziert werden können. Für Bezugsstellen ohne oder mit sehr geringem Energieverbrauch werden Minimalpreise (Sockelpreise) verrechnet, um die administrativen Aufwendungen für Ablesung und Rechnungsstellung und die Kosten für die Messeinrichtung zu decken.

2.2.1 Einheitspreise

Einfachtarif	15,7 Rp./kWh
Minimalpreis pro Monat	Fr. 4.– / Monat
Doppeltarif	
Hochtarif	17,7 Rp./kWh
Niedertarif	5,7 Rp./kWh
Minimalpreis pro Monat	Fr. 8.– / Monat

2.3 Besondere Bestimmungen

Der Doppeltarif wird grundsätzlich für alle Anlagen zugelassen. Die IWB legen fest, welche Anlagen mit einem wesentlichen Verbrauch in der Niedertarifzeit mit einer Steuerung ausgerüstet werden müssen (z.B. Steuerung der Aufheizzeit von Boilern ab 75 l Inhalt).

§ 3. Niederspannungs-Einheitstarif (GN)

3.1 Anwendung

Dieser Tarif gilt in der Regel für den Bezug elektrischer Energie in Niederspan-

nung mit Bezügersicherungen von mehr als 80 A (ausgenommen sind temporäre Anlagen gemäss § 4).

3.2 Tarifgestaltung

Der Tarif GN ist ein Leistungspreistarif, er besteht aus Grundpreisen für die gemessenen Höchstleistungen und Einheitspreisen in Fr./kW/Monat und Einheitspreisen für die bezogene Energie in Rp./kWh.

3.2.1 Grundpreise

für die im Rechnungsmonat beanspruchte viertelstündige Höchstleistung

Sommer	Fr. 7.–/kW/Monat
Winter	Fr. 9.10/kW/Monat
Minimaler Grundpreis pro Monat	Fr. 40.– / Monat

3.2.2 Einheitspreise

Hochtarif	Sommer	12,0 Rp./kWh
	Winter	15,4 Rp./kWh
Niedertarif	Sommer	5,1 Rp./kWh
	Winter	7,5 Rp./kWh

3.3 Besondere Bestimmungen

Für Bezügersicherungen von 100 A wird eine einfache, indirekte Messeinrichtung eingesetzt. (Abs. 1)

Falls die Bezügersicherungen grösser als 100 A sind, wird zusätzlich der Blindenergiebezug gemessen. (Abs. 2)

§ 4. Einheitstarif für Baustellen und ähnliche temporäre Anlagen (B)

4.1 Anwendung

Dieser Tarif gilt für Baustellen und ähnliche temporäre Anlagen.

4.2 Tarifgestaltung

Die Tarife für die bezogene Energie bestehen aus Einheitspreisen in Rp./kWh, die nach Zeitzonen differenziert werden können. Für Bezugsstellen ohne oder mit sehr geringem Energieverbrauch werden Minimalpreise (Sockelpreise) verrechnet, um die administrativen Aufwendungen für Ablesung und Rechnungsstellung und die Kosten für die Messeinrichtung zu decken.

4.2.1 Einheitspreise

Einfachtarif	15,7 Rp./kWh
Minimalpreis pro Monat	Fr. 4.– / Monat

4.3 Besondere Bestimmungen

Die Kosten der Montage und Demontage der Messeinrichtungen werden von den Industriellen Werken Basel zusätzlich verrechnet. (Abs. 1)

Falls die Bezügersicherungen grösser als 100 A sind, wird eine indirekte Messeinrichtung eingesetzt. (Abs. 2)

§ 5. Lichttarif (L), Krafttarif (K), Wärmetarif (W)

5.1 Anwendung

Diese Tarife gelten für Haushalt, Gewerbe und Industrie mit getrennter Messung des Energiebezuges nach Licht-, Kraft- und Wärmetarif. (Abs. 1)

Für Neuinstallationen werden diese Tarife nicht mehr bewilligt. (Abs. 2)

5.2 Tarifgestaltung

Die Tarife für die bezogene Energie bestehen aus Einheitspreisen in Rp./kWh, die nach Zeitzonen differenziert werden können. Für Bezugsstellen ohne oder mit

sehr geringem Energieverbrauch werden Minimalpreise (Sockelpreise) verrechnet, um die administrativen Aufwendungen für Ablesung und Rechnungsstellung und die Kosten für die Messeinrichtung zu decken.

5.2.1 Einheitspreise

Einfachtarif	15,7 Rp./kWh
Minimalpreis pro Monat	Fr. 4.– / Monat
Doppeltarif	
Hochtarif	17,7 Rp./kWh
Niedertarif	5,7 Rp./kWh
Minimalpreis pro Monat	Fr. 8.– / Monat

5.3 Besondere Bestimmungen

Die Tarife L, K oder W werden nach Installationsänderungen oder auf Antrag aufgehoben und durch den Tarif H, HA,GK oder GN ersetzt. (Abs. 1)

Wenn anlässlich der Aufhebung mehr als eine Messeinrichtung pro Abonnement vorhanden ist, entscheiden die IWB über die definitive Anzahl. Die Kosten der allenfalls notwendigen Installationsänderungen werden von den IWB nicht übernommen. (Abs. 2)

§ 6. Pauschaltarife

Neue Pauschalabonnemente werden in der Regel nicht mehr bewilligt. (Abs. 1)

Die Pauschaltarife errechnen sich aus den Einheitspreisen der anwendbaren Tarife und der maximal beziehbaren Energie. (Abs. 2)

Die Auswechslung eines pauschal angeschlossenen Verbrauchers durch einen anderen ist nur aufgrund einer im voraus erteilten Bewilligung der IWB zulässig. Allenfalls verfügen sie den Anschluss an eine Zähleinrichtung. Die Kosten der Installationsänderungen werden von den IWB nicht übernommen. (Abs. 3)

§ 7. Spezialtarife

Für Grossbezüger oder für Betriebe mit einer stark von der Norm abweichenden Bezugscharakteristik können die IWB besondere Energielieferungsverträge abschliessen.

§ 8. Allgemeine Bedingungen

8.1 Hoch- und Niedertarife

Der Hochtarif wird von Montag bis Freitag von 06.00 Uhr bis 20.00 Uhr angewendet, der Niedertarif während der restlichen Zeit.

8.2 Sommer-Winter-Zeitzonen

Die Sommerperiode beginnt nach der Ablesung im April / Anfang Mai und endet mit der Ablesung im September / Anfang Oktober.

8.3 Bestimmung der Höchstleistung

Die beanspruchte viertelstündige Höchstleistung wird monatlich und nur während der Hochtarifzeit ermittelt. (Abs. 1)

Bei Bezügern mit saisonaler Ablesung werden die monatlichen Leistungswerte im Maximumzähler addiert und gesamthaft verrechnet. (Abs. 2)

8.4 Blindenergiebezug

Ist der Leistungsfaktor grösser als 50% des Wirkenergiebezuges, so wird der die Hälfte des Wirkenergiebezuges übersteigende Blindenergiebezug mit 2,6 Rp./Kvarh in Rechnung gestellt.

8.5 Messeinrichtungen

Die IWB stellen in der Regel je Tarifart und Spannung nur eine, von ihnen ausge-

	wählte Messeinrichtung zur Verfügung. (Abs. 1) Werden zusätzliche Messeinrichtungen verlangt und von den IWB bewilligt, so werden sie von den IWB eingerichtet und auf Kosten der Auftraggeberin oder des Auftraggebers betrieben. (Abs. 2) 8.6 Verrechnung Auf allen IWB-Tarifen wird zusätzlich die Mehrwertsteuer erhoben. (Abs. 1) Gemäss Energiegesetz vom 9. September 1998 § 16 erhebt der Kanton zusätzlich zu den IWB-Tarifen einen Strompreiszuschlag. (Abs. 2) Gemäss Energiegesetz vom 9. September 1998 §§ 17–27 erhebt der Kanton zusätzlich zu den IWB-Tarifen eine Lenkungsabgabe auf dem Stromverbrauch und verwendet die Erträge für die Ausrichtung eines verbrauchsunabhängigen Strompreisbonus. (Abs. 3) Die neuen Tarife sind beginnend mit der Abrechnungsperiode, welche auf den Rechnungsmonat März 1999 folgt, anzuwenden. Die Tarife für Abrechnungsperioden, die früher begonnen haben, werden ermittelt, indem ein gleichmässiger Verbrauch vorausgesetzt und dieser in einen Anteil vor dem 1. April 1999 und in einen Anteil nach dem 31. März 1999 aufgeteilt wird. (Abs. 4) ... (Inkrafttreten)
FR	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energiereglement** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. ***Gesetz über die Elektrizitätsversorgung (EVG) (Vorentwurf)*** *Art. 4 Abs. 4: Die Preise für die Versorgung dürfen keine unverhältnismässigen Unterschiede zwischen den konzessionierten Unternehmen aufweisen.* *Art. 9: Ein konzessioniertes Unternehmen kann mit einem anderen konzessionierten Unternehmen den Anschluss eines Punkts im eigenen Netzgebiet vereinbaren. (Abs. 1)* *Falls die Unternehmen selber keine Lösung finden, entscheidet die für Energie zuständige Direktion (die Direktion). (Abs. 2)* *Sonderzonen, die bei Inkrafttreten dieses Gesetzes bereits bestehen und Gegenstand einer Vereinbarung sind, werden unverändert beibehalten. (Abs. 3)* *Jede Erweiterung einer Sonderzone bedarf einer neuen Vereinbarung zwischen den betroffenden konzessionierten Unternehmen. (Abs. 4)* *Die Sonderzonen und die entsprechenden Vereinbarungen werden im unter Artikel 6 Abs. 2 erwähnten Dokument aufgeführt. (Abs. 5)*
GE	**Loi sur l'énergie** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Règlement d'application de la Loi sur l'énergie** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Loi sur l'organisation des Services industriels de GE** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
GL	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.

GR	**Wasserrechtsgesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
JU	**Loi sur l'énergie** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Ordonnance sur l'énergie** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
LU	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energieverordnung** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
NE	**Loi sur l'énergie** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
NW	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Gesetz über das Kantonale Elektrizitätswerk NW** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Einheitstarif für Normalkunden** Z. 5. Stromverrechnung - Der Strompreis (ohne Mehrwertsteuer) beträgt Einfachtarifmessung 17,5 Rp/kWh Doppeltarifmessung Hochtarif 17,5 Rp/kWh Niedertarif 9,0 Rp/kWh - Zur Abdeckung der festen Kosten für die Zähler, Zählerablesung, Rechnungsstellung und technische Kontrollen wird ein Grundpreis von Fr. 10.50 je Monat verrechnet. - Der Blindstromüberbezug wird mit 4,0 Rp/kVarh verrechnet. Z. 6. Besondere Bestimmungen Bei leerstehenden Wohnungen und Objekten hat der Gebäudebesitzer für den Grundpreis und für allfälligen Stromverbrauch aufzukommen. (Abs. 1) Für Strassenbeleuchtungen wird nur der Einfachtarif gewährt. (Abs. 2) Das Werk ist berechtigt, den Strombezug in Kleinwohnungen, in Fe-rien- und in Gastarbeiterwohnungen dem Hauseigentümer zu verrechnen. (Abs. 3) Wird während eines Monats kein Strom verbraucht, so wird nur der Grundpreis verrechnet. Als Monat im Sinne dieses Tarifes gilt der Kalendermonat. Angebrochene Monate werden für die Verrechnung des Grundpreises als ganze Monate verrechnet. (Abs. 4) Für jeden Kunden ist eine separate Messeinrichtung einzubauen. Sammelmessungen für verschiedene Kunden sind nicht gestattet. (Abs. 5) Die Mahngebühr für Stromrechnungen beträgt Fr. 10.- je Rechnung und wird für die zweite und jede weitere Mahnung verrechnet. (Abs. 6) Die Strompreise gemäss Ziffer 5 werden ab 1. Januar 1995 mit dem jeweils gülti-

gen Mehrwertsteuersatz (momentan 6.5 %) belastet. (Abs. 7)

Falls der Strom während der Geltungsdauer dieses Tarifes mit einer besonderen Abgabe oder Steuer (z.B. Engerieabgabe) belastet wird, ist das Werk berechtigt, diese dem Kunden zu verrechnen. (Abs. 8)

Einheitstarif für Landwirtschaftsbetriebe mit Heubelüftungsanlagen

4. Stromverrechnung

Der Arbeitspreis (ohne Mehrwertsteuer) beträgt 13,0 Rp/kWh. (Abs. 1)

Zur Abdeckung der festen Kosten für die Zähler, Zählerablesung, Rechnungstellung und technische Kontrollen wird ein Grundpreis von Fr. 10.50 pro Monat verrechnet. (Abs. 2)

Der Blindstromüberbezug wird mit 4,0 Rp/kVarh verrechnet. (Abs. 3)

5. Besondere Bestimmungen

Die Mahngebühr für Stromrechnungen beträgt Fr. 10.- je Rechnung und wird für die zweite und jede weitere Mahnung verrechnet. (Abs. 1)

Die Strompreise gemäss Ziffer 5 werden ab 1. Januar 1995 mit dem jeweils gültigen Mehrwertsteuersatz (momentan 6,5%) belastet. (Abs. 2)

Falls der Strom während der Geltungsdauer dieses Tarifes mit einer besonderen Abgabe oder Steuer (z.B. Energieabgabe) belastet wird, ist das Werk berechtigt, diese dem Kunden zu verrechnen. (Abs. 3)

Einheitstarif für Grosskunden

5. Stromverrechnung

Der Arbeitspreis (ohne Mehrwertsteuer) beträgt:

- im Sommer (April - September)	Hochtarif	12,8 Rp/kWh
	Niedertarif	7,5 Rp/kWh
- im Winter (Oktober - März)	Hochtarif	16,9 Rp/kWh
	Niedertarif	9,0 Rp/kWh

(Abs. 1)

Der Leistungspreis beträgt:

- im Sommer (April - September)Fr. 6,25 pro kW und Monat
- im Winter (Oktober - März) Fr. 7,50 pro kW und Monat

(Abs. 2)

Der Blindstromüberbezug wird mit 4,0 Rp/kVarh verrechnet. (Abs. 3)

6. Besondere Bestimmungen

Für jeden Kunden ist eine separate Messeinrichtung einzubauen. Sammelmessungen für verschiedene Kunden sind nicht gestattet. (Abs. 1)

Das Sommerhalbjahr beginnt mit der Zählerablesung im März und das Winterhalbjahr mit der Zählerablesung im September. (Abs. 2)

Das Werk ist berechtigt, monatlich für den bezogenen Strom Rechnung zu stellen oder Akontozahlungen zu verlangen. (Abs. 3)

Die Mahngebühr für Stromrechnungen beträgt Fr. 10.- je Rechnung und wird für die zweite und jede weitere Mahnung verrechnet. (Abs. 4)

Die Strompreise gemäss Ziffer 5 werden ab 1. Januar 1995 mit dem jeweils gültigen Mehrwertsteuersatz (momentan 6,5%) belastet. (Abs. 5)

Falls der Strom während der Geltungsdauer dieses Tarifes mit einer besonderen Abgabe oder Steuer (z.B. Energieabgabe) belastet wird, ist das Werk berechtigt, diese dem Kunden zu verrechnen. (Abs. 6)

	Pauschaltarif 2. Pauschalpreise Für Lampen in Gebäuden und Ställen Preis (ohne Mehrwertsteuer) pro Lampe und Jahr: 25 W 40 W 60 W Fr. 9.90 15.90 23.65 Preis (ohne Mehrwertsteuer) für einzelne Strassenlampen pro Lampe und Jahr: 75 W 100 W 125 W 150 W 200 W bei halbnächtigem Betrieb Fr. 58.- 80.- 99.- 119.- 158.- bei ganznächtigem Betrieb Fr. 74.- 99.- 123.- 147.- 198.- 3. Besondere Bestimmungen Das Werk ist berechtigt, jederzeit den Einbau eines Zählers zu verlangen. Die installationstechnischen Voraussetzungen für die Montage der Zähler hat der Kunde auf eigene Kosten zu schaffen. (Abs. 1) Die Mahngebühr für Stromrechnung beträgt Fr. 10.- je Rechnung und wird für die zweite und jede weitere Mahnung verrechnet. (Abs. 2) Jahr im Sinne dieses Tarifes kann auch ein Zeitabschnitt von der Länge eines Jahres sein. (Abs. 3) Die Strompreise gemäss Ziffer 5 werden ab 1. Januar 1995 mit dem jeweils gültigen Mehrwertsteuersatz (momentan 6,5%) belastet. (Abs. 4) Falls der Strom während der Geltungsdauer dieses Tarifes mit einer besonderen Abgabe oder Steuer (z.B. Energieabgabe) belastet wird, ist das Werk berechtigt, diese dem Kunden zu verrechnen. (Abs. 5)
OW	**Art. 14 Gesetz über das Elektrizitätswerk OW (EWOG)** Bei der Festsetzung des Preises für die im Kanton abzugebende Energie sind die Interessen des Kantons und der Gemeinden wie auch der Verbraucher zu berücksichtigen. Der Verwaltungsrat erlässt einen Stromtarif, welcher der Genehmigung des Regierungsrates bedarf. **Art. 3 Verordnung über das Elektrizitätswerk OW** Der Verwaltungsrat hat im einzelnen folgende Aufgaben und Befugnisse: g) Erlass der Gebührenreglemente und des Stromtarifes, letzterer unter Genehmigungsvorbehalt des Regierungsrates (Art. 14 EWOG) *Im Entwurf des Energiewirtschafts- und Stromversorgungsgesetzes schlägt der Regierungsrat vor, das Gesetz und die Verordnung über das Elektrizitätswerk OW aufzuheben.* ***Art. 18 Abs. 1 lit. c & d Energiewirtschafts- und Stromversorgungsgesetz (Entwurf)*** *Wer als Bewilligungsnehmer oder Bewilligungsnehmerin ein Netz zur Verteilung elektrischer Energie betreibt, ist insbesondere verpflichtet: ...* *c) alle nicht marktzutrittsfähigen Abnehmer und Abnehmerinnen in seinem/ihrem Netzgebiet diskriminierungsfrei mit Energie zu versorgen;* *d) seinen/ihren Abnehmern und Abnehmerinnen innerhalb der gleichen Abnehmergruppe, für gleiche Leistungen gleiche Preise zu verrechnen.*
SG	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energieverordnung** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.

SH	**Art. 9 Abs. 2 Elektrizitätsgesetz** Kundinnen und Kunden innerhalb der gleichen Kundengruppe, die ihre Lieferantinnen nicht frei wählen können, sind zu gleichen Konditionen zu versorgen.
SO	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Verordnung zum Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
SZ	**Wasserrechtsgesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Wasserrechtsverleihung des Bezirkes Schwyz an die zu gründende Aktiengesellschaft Elektrizitätswerk des Bezirks Schwyz** § 12 Abs. 2: Das Werk ist verpflichtet, im Rahmen des für das Werk finanziell Tragbaren aus abgelegenen Liegenschaften und Häusergruppen elektrische Energie zuzuleiten. § 13: Das Werk ist verpflichtet, die elektrische Energie an seine im Gebiet des Bezirkes Schwyz wohnhaften Abonnenten zu solchen Bedingungen abzugeben, dass der schweizerische Durchschnitt nicht überschritten wird.
TG	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Gesetz über das Elektrizitätswerk des Kantons TG** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
TI	**Art 13 cpv. 1 Legge cantonale sull'energia** Tutte le aziende di distribuzione di energia in rete sono tenute a fissare un tariffario: a) atto a favorire l' impiego parsimonioso e razionale dell'energia; b) che sia il più possibile semplice e trasparente; c) che consideri, nel limite del possibile, i costi marginali di produzione e di distribuzione.
UR	**Art. 9 Energiegesetz** Innerhalb eines Versorgungsgebietes sind gleiche Konsumentengruppen zu gleichen Tarifbedingungen zu beliefern. (Abs. 2) Der Regierungsrat kann im Rahmen des Bundesrechts zur Sicherstellung der Versorgung öffentlichen oder privaten Versorgungsunternhemen Versorgungsgebiete zuteilen. (Abs. 3)
VD	**Pas de Loi cantonale sur l'énergie ou sur l'approvisionnement en électricité** **Pas d'ordonnance cantonale sur l'énergie ou sur l'approvisionnement en électricité** **Art. 10 Décret sur le renouvellement et l'extension des concessions de la Compagnie vaudoise des forces motrices des lacs de Joux et de l'Orbe** Les conditions de vente de l'énergie font l'objet d'un règlement et de tarifs approuvés par le Conseil d'Etat. (al. 1) Les conditions de vente de l'énergie aux communes et sociétés de distribution font l'objet d'un tarif établi d'un commun accord entre les parties. … (al. 2)

VS	**Art. 83 Abs. 1 Gesetz über die Nutzbarmachung der Wasserkräfte** Jedes Unternehmen, dem für die Stromverteilung ein Sonderrecht zukommt, ist verpflichtet, sämtliche Bezüger seines Kreises nach Massgabe seiner Möglichkeiten und zu normalen Bedingungen mit Strom zu versorgen.
ZG	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Vollziehungsverordnung zum Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
ZH	**§ 3 Energiegesetz** Unternehmen gemäss § 2 Abs. 1 (Unternehmen mit staatlicher oder gemeindlicher Beteiligung) geben Energie grundsätzlich gestützt auf allgemein verbindliche Gebühren für Anschluss und Lieferung ab. Der Verkauf zu Tagespreisen ist zulässig, um überschüssige Energiemengen bestmöglich zu nutzen. (Abs. 1) Bei der Festsetzung der **Gebühren** werden nach Möglichkeit die tatsächlichen Kosten und die Art des Energiebezugs berücksichtigt. (Abs. 2) *Diese Bestimmung wird dem zukünftigen Gesetz über die Stromversorgung angepasst.* **§ 8 EKZ-Gesetz** Die elektrische Energie wird aufgrund allgemein verbindlicher Gebühren für Anschluss und Lieferung abgegeben. (Abs. 1) Bei der Festsetzung der Strompreise werden die Bedürfnisse und die Eigenart von Industrie, Gewerbe, Landwirtschaft, Haushalt und Wiederverkäufern nach Möglichkeit berücksichtigt. (Abs. 2) Die Bezügergruppen tragen nach Art und Wertigkeit ihres Energiebezugs angemessen an die Aufwendungen der EKZ bei. (Abs. 3) *Im Entwurf des Gesetzes über die Stromversorgung schlägt der Regierungsrat vor, das Gesetz betreffend die Elektrizitätswerke des Kantons ZH aufzuheben.* ***Gesetz über die Stromversorgung (Entwurf)*** *§ 8 Abs. 3: Das für ein Netzgebiet zuständige Elektrizitätsversorgungsunternehmen ist berechtigt und verpflichtet, sämtliche Netzanschlüsse zu erstellen und das dazugehörige Netz sicher und wirtschaftlich zu betreiben. Soweit Netzanschlüsse unverhältnismässig erscheinen, können mit Zustimmung der Baudirektion andere Lösungen getroffen werden.* *§ 9: Elektrizitätsversorgungsunternehmungen sind verpflichtet, für den Anschluss und den Betrieb sowie für die Abgabe von Energie in ihrem Netzgebiet pro Kundengruppe unter Einrechnung eines angemessenen Gewinns kostenorientierte, einheitliche und nicht diskriminierende Preise zu verrechnen.*

5. Anschlusspflicht und Anschlussbedingungen
Obligation de raccordement et conditions de raccordement

5.1. Anschlusspflicht
Obligation de raccordement

Kantone	Text der einschlägigen Bestimmungen
AG	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **§ 2 lit. a Dekret über den Leistungsauftrag der AEW Energie AG** Ohne Anspruch auf Entschädigung durch den Kanton erfüllt die AEW Energie AG folgende obligatorische Aufgaben: a) Sie erstellt und betreibt ein leistungsfähiges Verteilnetz für elektrische Energie so, dass damit, zusammen mit den Netzen Dritter, die Elektrizitätsversorgung der Siedlungsgebiete im ganzen Kanton sichergestellt werden kann.
AI	**Art. 17 Energiegesetz** **Innerhalb ihrer Netzgebiete** sind die Elektrizitätsversorgungsunternehmen verpflichtet, die Endverbraucher sowie Elektrizitätserzeuger an das Elektrizitätsnetz anzuschliessen. (Abs. 1) Die Standeskommission bestimmt jene Gebiete, in denen für die Versorgungsunternehmen die Pflicht besteht, Endverbraucher sowie Elektrizitätserzeuger an das Netz anzuschliessen. (Abs. 2) Mittels Verfügung kann die Standeskommission die auf ihrem Gebiet tätigen Elektrizitätsversorgungsunternehmen verpflichten, Endverbraucher sowie Elektrizitätserzeuger auch **ausserhalb ihres Netzgebietes** an das Netz anzuschliessen, wenn: a. die Selbstversorgung oder der Anschluss an ein anderes Netz nicht möglich oder unverhältnismässig ist; b. der Anschluss an das zu verpflichtende Elektrizitätsversorgungsunternehmen technisch und betrieblich möglich und wirtschaftlich tragbar ist. (Abs. 3)
AR	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energieverordnung** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
BE	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Allgemeine Energieverordnung** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
BL	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.

BS	**§ 13 IWB-Gesetz** Alle Grundstücke, die nach dem massgebenden Recht **zur Überbauung bestimmt sind**, müssen an die Energie- und Trinkwasserversorgungsnetze angeschlossen werden. (Abs. 1) **Ausnahmen** sind zulässig in Fällen privater Versorgungsanlagen, die den gesetzlichen Anforderungen genügen; sie werden vom zuständigen Departement bewilligt. (Abs. 2)
FR	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energiereglement** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Art. 7 *Gesetz über die Elektrizitätsversorgung (EVG) (Vorentwurf)*** *Die konzessionierten Unternehmen sind verpflichtet, alle Endverbraucherinnen und -verbraucher auf ihrem Netzgebiet anzuschliessen.* *Die bei Inkrafttreten dieses Gesetzes bestehenden Anschlüsse an die Netze hoher, mittlerer und niedriger Spannung müssen nach Möglichkeit erhalten bleiben. (Abs. 2)*
GE	**Loi sur l'énergie** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Règlement d'application de la loi sur l'énergie** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Loi sur l'organisation des Services industriels de GE** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
GL	**Art. 12 Energiegesetz** **Alle Siedlungen** im Kanton sind von öffentlichen oder privaten Energieversorgungsunternehmen an das Netz für den Transport von elektrischer Energie anzuschliessen. (Abs. 1) Der Regierungsrat kann im Rahmen des Bundesrechts zur Sicherstellung der Anschlüsse öffentlichen oder privaten Versorgungsunternehmen Netzgebiete zuteilen. (Abs. 2) Der Landrat ist befugt, auf dem Verordnungsweg weitere Bestimmungen zu erlassen über die Anschlusspflichten von Elektrizitätsversorgungsunternehmen, insbesondere im Rahmen der Bundesgesetzgebung über den Elektrizitätsmarkt. (Abs. 3)
GR	**Wasserrechtsgesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Verordnung zum Wasserrechtsgesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
JU	**Loi sur l'énergie** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Ordonnance sur l'énergie** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.

LU	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energieverordnung** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
NE	**Loi sur l'énergie** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
NW	**Art. 6 Gesetz über das kantonale Elektrizitätswerk NW** Die **Baugebiete** innerhalb des Kantons sind mit elektrischer Energie zu versorgen. Daneben ist diese Versorgung auch auf **andere ganzjährig bewohnte Grundstücke** auszudehnen, soweit dies die Versorgungsanlagen gestatten. (Abs. 1) Die Einzelheiten des Anschlusses und die Bedingungen für die Abgabe von leitungsgebundenen Energien sind in einem Reglement zu ordnen. (Abs. 3)
OW	**Gesetz über das Elektrizitätswerk OW** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. ***Art. 18 Energiewirtschafts- und Stromversorgungsgesetz (Entwurf)*** *Wer als Bewilligungsnehmer oder Bewilligungsnehmerin ein Netz zur Verteilung elektrischer Energie betreibt, ist insbesondere verpflichtet :* *a) den Anschluss innerhalb der Bauzonen sicherzustellen;* *b) die bestehenden Anschlüsse ausserhalb der Bauzonen zu erhalten;* *... (Abs. 1)* *Der Regierungsrat kann nach Anhörung des betreffenden Einwohnergemeinderates Änderungen der Anschlusspflicht ausserhalb der Bauzonen beschliessen, sofern dies durch ein öffentliches Interesse gerechtfertigt, technisch möglich, wirtschaftlich vertretbar und Eigenversorgung nicht zumutbar ist sowie die anschlussberechtigte Person die Kosten für Zuteilung und Anschluss übernimmt. (Abs. 2)* **Verordnung über das Elektrizitätswerk OW** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
SG	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energieverordnung** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
SH	**Art. 8 Elektrizitätsgesetz** Die Netzbetreiberinnen sind verpflichtet, **in ihrem Versorgungsgebiet** interessierte Kundinnen und Kunden an das Elektrizitätsnetz anzuschliessen. (Abs. 1) Sie können kostendeckende Anschlussgebühren erheben. (Abs. 2) Der Kanton hat das Recht, die Berechnungsgrundlagen bei der Netzbetreiberin zu überprüfen. (Abs. 3) Der Regierungsrat kann Richtlinien zur Kostenberechnung erlassen und Teilpauschalen vorsehen. (Abs. 4)

SO	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energieverordnung** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
SZ	**Der Kanton SZ hat weder ein Energiegesetz noch ein Elektrizitäts-(versorgungs)gesetz.**
TG	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Gesetz über das Elektrizitätswerk** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
TI	**Legge cantonale sull'energia** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Legge istituente l'Azienda elettrica ticinese** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
UR	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
VD	**Pas de Loi cantonale sur l'énergie ou sur l'approvisionnement en électricité** **Pas d'ordonnance cantonale sur l'énergie ou sur l'approvisionnement en électricité** **Règlement d'application de la Loi … sur l'utilisation des lacs et cours d'eau dépendant du domaine public et de la Loi … réglant l'occupation et l'exploitation des eaux souterraines dépendant du domaine public cantonal** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
VS	**Gesetz über die Nutzbarmachung der Wasserkräfte** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energiespargesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Reglement zum kantonalen Energiespargesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
ZG	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Vollzugsverordnung zum Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
ZH	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. ***§ 8 Abs. 3 Gesetz über die Stromversorgung (Entwurf)*** *Das **für ein Netzgebiet** zuständige Elektrizitätsversorgungsunternehmen ist berechtigt und verpflichtet, sämtliche Netzanschlüsse zu erstellen und das dazugehörige Netz sicher und wirtschaftlich zu betreiben. Soweit Netzanschlüsse unverhältnismässig erscheinen, können mit Zustimmung der Baudirektion andere Lösungen getroffen werden.*

5.2. Anschlussbedingungen
Conditions de raccordement

Kantone	Text der einschlägigen Bestimmungen
AG	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Dekret über den Leistungsauftrag der AEW Energie AG** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Geschäftsreglement für den AG-Elektrizitätswerk** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. * * * Der Verwaltungsrat des Aargauischen Elektrizitätswerkes hat am 23.03.1994 den folgenden Text erlassen: **Anschlussbedingungen für den Anschluss an das 16-kV-Netz (16-kV-Anschlussbedingungen)**
AI	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energieverordnung** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
AR	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energieverordnung** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
BE	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Allgemeine Energieverordnung** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
BL	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
BS	**§ 14 IWB-Gesetz** Die Versorgungsnetze und -anlagen, die Anschlussleitungen bis zur Übergabestelle und die Messeinrichtungen werden vom Kanton erstellt und unterhalten. (Abs. 1) Sie stehen im Eigentum des Kantons. (Abs. 2) Bei Erstellung und Unterhalt ist den berechtigten Interessen der Grundeigentümer Rechnung zu tragen. (Abs. 3)
FR	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energieregelement** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. ***Gesetz über die Elektrizitätsversorgung (EVG) (Vorentwurf)*** *Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.*

GE	**Loi sur l'énergie** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Règlement d'application de la loi sur l'énergie** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Loi sur l'organisation des Services industriels de GE** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
GL	**Art. 12 Energiegesetz** Alle Siedlungen im Kanton sind von öffentlichen oder privaten Energieversorgungsunternehmen an das Netz für den Transport von elektrischer Energie anzuschliessen. (Abs. 1) Der Landrat ist befugt, auf dem Verordnungsweg weitere Bestimmungen zu erlassen über die Anschlusspflichten von Elektrizitätsversorgungsunternehmen, insbesondere im Rahmen der Bundesgesetzgebung über den Elektrizitätsmarkt. (Abs. 3)
GR	**Wasserrechtsgesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Verordnung zum Wasserrechtsgesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
JU	**Loi sur l'énergie** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Ordonnance sur l'énergie** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
LU	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energieverordnung** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
NE	**Loi sur l'énergie** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
NW	**Gesetz über das kantonale Elektrizitätswerk NW** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
OW	**Gesetz über das Elektrizitätswerk OW** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. ***Energiewirtschafts- und Stromversorgungsgesetz (Entwurf)*** *Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.* **Verordnung über das Elektrizitätswerk OW** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
SG	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energieverordnung** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.

SH	**Elektrizitätsgesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
SO	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energieverordnung** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
SZ	**Gesetz** **Der Kanton SZ hat weder ein Energiegesetz noch ein Elektrizitäts(versorgungs)gesetz.**
TG	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Gesetz über das Elektrizitätswerk** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
TI	**Art. 14 Legge cantonale sull'energia** Le aziende distributrici sono tenute ad allestire un **regolamento sulle condizioni di allacciamento** e di fornitura di energia in rete.
UR	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
VD	**Pas de Loi cantonale sur l'énergie ou sur l'approvisionnement en électricité** **Pas d'ordonnance cantonale sur l'énergie ou sur l'approvisionnement en électricité** **Règlement d'application de la Loi … sur l'utilisation des lacs et cours d'eau dépendant du domaine public et de la Loi … réglant l'occupation et l'exploitation des eaux souterraines dépendant du domaine public cantonal** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
VS	**Gesetz über die Nutzbarmachung der Wasserkräfte** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energiespargesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Reglement zum kantonalen Energiespargesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
ZG	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Vollzugsverordnung zum Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.

ZH	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **§ *8 Abs. 3 Gesetz über die Stromversorgung (Entwurf)*** *Das für ein Netzgebiet zuständige Elektrizitätsversorgungsunternehmen ist berechtigt und verpflichtet, sämtliche Netzanschlüsse zu erstellen und das dazugehörige Netz sicher und wirtschaftlich zu betreiben. Soweit Netzanschlüsse unverhältnismässig erscheinen, können mit Zustimmung der Baudirektion andere Lösungen getroffen werden.*

5.3. Regelungen über die Kosten des Anschlusses
Règles sur les frais de raccordement

Kantone	Text der einschlägigen Bestimmungen
AG	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Dekret über den Leistungsauftrag der AEW Energie AG** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Geschäftsreglement für das AG-Elektrizitätswerk** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Reglement für den Anschluss an das Niederspannungsnetz des Aargauischen Elektrizitätswerkes** Ziff. 2: Für neue Anschlüsse und für Anschlussverstärkungen werden Kostenbeiträge erhoben. Die Höhe dieser Beiträge sind im Anhang zu diesem Reglement festgelegt. Das AEW ist berechtigt, mehrere Liegenschaften über eine gemeinsame Zuleitung zu versorgen. Ferner steht ihm das Recht zu, an einer Zuleitung weitere Bezüger anzuschliessen, ungeachtet geleisteter Kostenbeiträge. Eine Rückerstattung kann ausnahmsweise erfolgen, wenn weitere Bezüger an eine Zuleitung zu einem abgelegenen Objekt angeschlossen werden, für die ein Mehrlängenzuschlag gemäss Anhang zu diesem Reglement erhoben worden ist. Dies gilt nur für zusätzliche Anschlüsse innerhalb von 10 Jahren nach Erstellung der Zuleitung und pro rata der Zeit.
AI	**Art. 17 Energiegesetz** Die Standeskommission kann in den Verfügungen nach Abs. 2 und 3 die Kriterien für die Berechnung der Anschlusskosten oder deren Höhe festlegen. (Abs. 4) Die Kosten für die Hausanschlussleitungen sind grundsätzlich nach dem Verursacherprinzip zu verrechnen. (Abs. 5)
AR	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energieverordnung** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
BE	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Allgemeine Energieverordnung** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
BL	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
BS	**IWB-Gesetz** § 18: Die Kosten für Erstellung, Erweiterung, Unterhalt, Abbruch und Erneuerung der Anschlussleitungen von der Parzellengrenze bis zur Übergabestelle gehen, unter Vorbehalt von § 10, zu Lasten des Grundeigentümers. (Abs. 1) Ferner kann ein Teil der Kosten für die Erstellung und die Erweiterung des Versorgungsnetzes infolge eines neuen oder zu verstärkenden Anschlusses den

	betreffenden Grundeigentümern belastet werden. (Abs. 2) Die Kosten können pauschal berechnet werden. (Abs. 3) Der Regierungsrat bestimmt die Fälligkeitstermine durch Verordnung. (Abs. 4) § 19: Die Erstellung des Anschlusses kann von der Vorauszahlung eines Teils der Anschlusskosten abhängig gemacht werden. § 20: Der Grundeigentümer, der die Verlegung oder Entfernung von Anschlussleitungen veranlasst, hat hiefür die ganzen Kosten zu tragen.
FR	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energiereglement** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. ***Art. 8 Gesetz über die Elektrizitätsversorgung (EVG) (Vorentwurf)*** *Die konzessionierten Unternehmen können eine Anschlussgebühr für die Netzanschliessung erheben. (Abs 1)* *Falls die Rentabilität des Anschlusses trotz Anschlussgebühr fraglich ist, kann vom Eigentümer beziehungsweise vom Berechtigten, ein Ergänzungsbeitrag verlangt werden. (Abs. 2)*
GE	**Loi sur l'énergie** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Règlement d'application de la loi sur l'énergie** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Loi sur l'organisation des Services industriels de GE** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
GL	**Art. 12 Abs. 3 Energiegesetz** Der Landrat ist befugt, auf dem Verordnungsweg weitere Bestimmungen zu erlassen über die Anschlusspflichten von Elektrizitätsversorgungsunternehmen, insbesondere im Rahmen der Bundesgesetzgebung über den Elektrizitätsmarkt.
GR	**Wasserrechtsgesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Verordnung zum Wasserrechtsgesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
JU	**Loi sur l'énergie** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Ordonnance sur l'énergie** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
LU	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energieverordnung** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.

NE	**Loi sur l'énergie** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
NW	**Art. 6 Abs. 3 Gesetz über das kantonale Elektrizitätswerk NW** Die Einzelheiten des Anschlusses und die Bedingungen für die Abgabe von leitungsgebundenen Energien sind in einem Reglement zu ordnen. * * * Am 25.10.1994 hat der Verwaltungsrat des Kantonalen Elektrizitätswerkes NW das folgende Reglement erlassen: **Reglement zur Bestimmung der Kostenbeiträge für Anschlüsse an das Verteilnetz des EWN**
OW	**Gesetz über das Elektrizitätswerk OW** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. ***Art. 19 Energiewirtschafts- und Stromversorgungsgesetz (Entwurf)*** *Feste Kunden und Kundinnen tragen im Rahmen der Erschliessung die nach Perimeter ihnen zufallenden Kosten. Sie tragen ferner die Kosten des Anschlusses, bemessen nach elektrischem Kennwert für Leistung und Sicherung. Der Regierungsrat regelt im Rahmen der Bewilligung die Grundsätze für die Gebührenerhebung. Dem Netzbetreiber oder der Netzbetreiberin steht dabei für seine bzw. ihre Tätigkeit ein angemessener Gewinn zu.* **Verordnung über das Elektrizitätswerk OW** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
SG	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energieverordnung** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
SH	**Art. 8 Elektrizitätsgesetz** Sie (die Netzbetreiberinnen) können kostendeckende Anschlussgebühren erheben. (Abs. 2) Der Kanton hat das Recht, die Berechnungsgrundlagen bei der Netzbetreiberin zu überprüfen. (Abs. 3) Der Regierungsrat kann Richtlinien zur Kostenberechnung erlassen und Teilpauschalen vorsehen. (Abs. 4)
SO	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energieverordnung** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
SZ	**Der Kanton SZ hat weder ein Energiegesetz noch ein Elektrizitäts(versorgungs)gesetz.** **Verordnung über das Energiesparen bei Bauten und Anlagen** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Vollzugsverordnung zur Verordnung über das Energiesparen bei Bauten und Anlagen** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.

TG	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Gesetz über das Elektrizitätswerk** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
TI	**Legge cantonale sull'energia** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Legge istituente l'Azienda elettrica ticinese** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
UR	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
VD	**Pas de Loi cantonale sur l'énergie ou sur l'approvisionnement en électricité** **Pas d'ordonnance cantonale sur l'énergie ou sur l'approvisionnement en électricité** **Règlement d'application de la Loi … sur l'utilisation des lacs et cours d'eau dépendant du domaine public et de la Loi … réglant l'occupation et l'exploitation des eaux souterraines dépendant du domaine public cantonal** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
VS	**Gesetz über die Nutzbarmachung der Wasserkräfte** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energiespargesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Reglement zum kantonalen Energiespargesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
ZG	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Vollzugsverordnung zum Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
ZH	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. ***§ 9 Gesetz über die Stromversorgung (Entwurf)*** *Elektrizitätsversorgungsunternehmungen sind verpflichtet, für den Anschluss und den Betrieb sowie für die Abgabe von Energie in ihrem Netzgebiet pro Kundengruppe unter* ***Einrechnung eines angemessenen Gewinns kostenorientierte, einheitliche und nicht diskriminierende Preise*** *zu verrechnen.*

6. Kantonale Bestimmungen betreffend das Verhältnis zum Stromkunden

Dispositions cantonales concernant les relations avec les consommateurs d'électricité

6.1. Finden sich kantonale Bestimmungen zum Rechtsverhältnis zwischen Strom-lieferant und Stromkunden?

Existe-t-il des dispositions cantonales concernant le rapport entre fournisseur d'électricité et le consommateur?

Kantone	Text der Einschlägigen Bestimmungen
AG	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Ziff. 1 Abgabereglement** Allgemeine Bestimmungen 1.1: Geltungsbereich Dieses Reglement gilt für die Lieferung elektrischer Energie aus dem Niederspannungsnetz des Aargauischen Elektrizitätswerkes, nachstehend «AEW» genannt, an die Energiebezüger, nachstehend «Kunden» genannt, sowie für Eigentümer von elektrischen Niederspannungsinstallationen, welche direkt an das Verteilnetz des AEW angeschlossen sind. 1.2: Begriffe Als Kunden im Sinne dieses Reglementes gelten: a) die Eigentümer, Pächter oder Mieter von Grundstücken, Häusern, gewerblichen Räumen und Wohnungen mit Niederspannungsinstallationen, deren Stromverbrauch über Messeinrichtungen erfasst oder in besonderen Fällen pauschal festgelegt wird; b) die Eigentümer von leer stehenden Mieträumen und unbenutzten Anlagen, sowie von Objekten, die mehreren Miteigentümern, Mietern oder Pächtern gemeinsam dienen und an Messeinrichtungen gemeinsam angeschlossen sind (z.B. Treppenhausbeleuchtung, Allgemeinverbrauch in Liegenschaften mit Stockwerkeigentum); c) die Eigentümer von Liegenschaften mit häufig wechselnden Mietern und Pächtern, sofern das AEW den Liegenschaftseigentümer als Kunden erklärt. 1.3: Grundlagen des Energielieferungsverhältnisses 1.3.1: Dieses Reglement und die Tarife bilden die Grundlage des Rechtsverhältnisses zwischen dem AEW und seinen Kunden. 1.3.2: In besonderen Fällen, wie z.B. bei Lieferungen an Grosskunden, Lieferungen in temporären Installationen und Lieferungen mit beschränkter Lieferpflicht, Bereitstellung und Lieferung von Ergänzungs- oder Ersatzenergie, kann das AEW von Fall zu Fall besondere Lieferbedingungen festsetzen oder vereinbaren. Solche speziellen Bedingungen können von den Allgemeinen Bestimmungen dieses Reglementes und den Tarifen abweichen. In diesen Fällen gelten das Reglement und die Tarife nur insoweit, als nichts Abweichendes festgesetzt oder vereinbart worden ist. 1.3.3: Jeder Kunde hat Anrecht auf Aushändigung dieses Reglementes sowie der für ihn zutreffenden Tarifblätter.

1.4: Entstehung eines Energielieferungsverhältnisses

1.4.1: Das Energielieferungsverhältnis entsteht in der Regel mit der Anmeldung eines Bezugsverhältnisses und dauert bis zur ordentlichen Abmeldung gemäss Ziffer 1.5. Die Tatsache des Energiebezuges genügt für die Begründung eines Rechtsverhältnisses.

1.4.2: Das Verhältnis zwischen dem AEW und seinen Kunden ist öffentlich-rechtlicher Natur.

1.4.3: Das AEW ist berechtigt, in Liegenschaften mit häufig wechselnden Mietern und Pächtern und bei Inkassoproblemen den Liegenschaftseigentümer als Kunden zu bezeichnen und diesem den verbrauchten Strom in Rechnung zu stellen.

1.4.4: Das AEW kann Weisungen für die bei der Anmeldung eines Energiebezuges vorzulegenden Unterlagen aufstellen.

1.5: Auflösung eines Energielieferungsverhältnisses

1.5.1: Der Energiebezug kann vom Kunden jederzeit durch schriftliche oder mündliche Abmeldung beendet werden. Dabei ist eine Frist von mindestens fünf Arbeitstagen einzuhalten. Bei der schriftlichen Abmeldung beginnt der Fristenlauf ab Eintreffen des Briefes im AEW.

1.5.2: Die Nichtbenützung von elektrischen Geräten oder Anlageteilen bewirkt keine Beendigung des Rechtsverhältnisses und entbindet nicht von der Bezahlung der Gebühren.

1.6: Meldepflichten

Dem AEW ist unter Angabe des genauen Zeitpunkts rechtzeitig schriftlich oder mündlich zu melden:

a) vom Verkäufer: der Eigentumswechsel einer Liegenschaft oder einer Wohnung;

b) vom wegziehenden Mieter: der Wegzug aus gemieteten Räumen;

c) vom Vermieter: der Mieterwechsel in einer Wohnung oder Liegenschaft;

d) vom Eigentümer der verwalteten Liegenschaft: der Wechsel in der Person oder Firma, welche die Hausverwaltung besorgt.

1.7: Beratung in Fragen der Energieanwendung

Jeder Kunde hat in angemessenem Umfange Anspruch auf kostenlose Auskunft über Tarif- und allgemeine technische Fragen, die für ihn im Zusammenhang mit dem Energiebezug und der Energieanwendung von Bedeutung sind. Wird eine weiter gehende Spezialberatung verlangt, ist diese zu entschädigen.

16-kV-Anschlussbedingungen

Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.

Wiederverkäufer-Abgabebedingungen

Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.

Endverbraucher-Abgabebedingungen

Ziff. 1 [Allgemeine Bestimmungen]

1.1: Das Aargauische Elektrizitätswerk liefert den Endverbrauchern (nachfolgend «Kunden» genannt) elektrische Energie in Hochspannung zum Zwecke der Deckung des Eigenbedarfes.

1.2: Das Rechtsverhältnis zwischen dem AEW und seinen Kunden wird in der Form eines schriftlichen Energielieferungsvertrages geregelt. Die Allgemeinen Geschäftsbedingungen und die jeweils gültigen Tarife sind integrierende Bestandteile dieses Vertrages.

	Ziff. 2 [Energielieferungs- und -bezugspflichten, Verwendungszweck der Energie] 2.1: Das AEW hält dem Kunden die im Energielieferungsvertrag vereinbarte elektrische Leistung zu den vorliegenden Allgemeinen Geschäftsbedingungen zur Verfügung. 2.2: Der Kunde verpflichtet sich, während der Vertragsdauer seinen ganzen elektrischen Energiebedarf ausschliesslich beim AEW zu decken und die Energie nur in seinen eigenen Anlagen zu verwenden. Ausgenommen ist die Verwertung von Energie aus eigenen Erzeugungsanlagen (Eigenproduktion). 2.3: Der Weiterverkauf von Energie ist nur mit Zustimmung des AEW gestattet.
AI	**Art. 20 Energiegesetz** Bis zur vollständigen Marktöffnung legt die Standeskommission die Bedingungen fest, unter denen festen Kunden in Ausnahmefällen unterschiedliche Anschlussgebühren verrechnet werden dürfen. **Energieverordnung** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
AR	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energieverordnung** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
BE	**Energiegesetz** Art. 11 Abs. 1: Der zuständige Energieverteiler ist nach Massgabe der verfügbaren Energiemenge verpflichtet, den Energieverbrauchern seines Gebietes die für Haushalt und Betrieb benötigte leitungsgebundene Energie zu liefern. Art. 32 Abs. 3, 1. Satz: Streitigkeiten zwischen den Verteilern von leitungsgebundener Energie und den Energiebezügern über die Energieversorgung gelten als öffentlichrechtliche Streitigkeiten.
BL	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
BS	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Verordnung zum Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **IWB-Gesetz** § 25: Das Verhältnis zwischen Benützer und Kanton ist öffentlichrechtlich. (Abs. 1) Ausser Grundeigentümern können namentlich Mieter und Unternehmer das Benützungsverhältnis eingehen. (Abs. 2) § 26: Das Benützungsverhältnis beginnt mit der Erteilung der Anschlussbewilligung oder spätestens mit dem Bezug von Energie und Trinkwasser. (Abs. 1) Die Benützer sind verpflichtet, sich bei den IWB rechtzeitig an- und abzumelden. (Abs. 2) **Verordnung betreffend die Abgabe von Elektrizität** § 56: Die IWB liefern Elektrizität nach Massgabe der gesetzlichen Bestimmungen. (Abs. 1) Die IWB setzen für die Energielieferung Stromart, Spannung, Frequenz und Art

der Schutzmassnahmen fest. (Abs. 2)

Die Energielieferung erfolgt in der Regel ununterbrochen und innerhalb der üblichen vom Schweizerischen Elektrotechnischen Verein normierten Toleranzen für Spannung und Frequenz. (Abs. 3)

Sollte der weitere Ausbau der Versorgungsanlagen einen Wechsel in der Spannung bedingen, so ist dieser vom Hauseigentümer bzw. Benützer zu dulden. (Abs. 4)

Macht die Änderung der Spannung eine Anpassung der Einrichtungen oder der Apparate erforderlich, so können die IWB angemessene Beiträge an die Umstellung entrichten. (Abs. 5)

§ 57: Das Benützungsverhältnis beginnt mit der Eingabe der Fertigmeldung durch den Installateur oder spätestens mit dem Bezug von Elektrizität bzw. mit dem Datum der Montage der Messeinrichtung oder zu einem vertraglich abgemachten Zeitpunkt. Es endet an dem in der schriftlichen Abmeldung angegebenen Datum. (Abs. 1)

Die Benützer haben den IWB jeden Wechsel spätestens eine Woche im voraus, unter Angabe der alten und neuen Adresse sowie des Zeitpunkts des Wechsels, mitzuteilen. (Abs. 2)

Geht bei einem Benützerwechsel keine Meldung ein oder erfolgt sie verspätet, so haftet der fehlbare Benützer für den Verbrauch der elektrischen Energie bis zur nächsten Ablesung. (Abs. 3)

Für den Bezug von Elektrizität in leerstehenden Räumen sowie die Entrichtung allfälliger Gebühren leerstehender Mieträume und unbenützter Anlagen ist der Grund- bzw. Hauseigentümer den IWB gegenüber haftbar. (Abs. 4)

§ 58: Die bezogene Elektrizität darf nur zu den im Tarif oder im Energieliefervertrag festgelegten Zwecken verwendet werden.

§ 59: Die IWB können die Lieferung von Elektrizität in folgenden Fällen einschränken oder vorübergehend einstellen:

a) Ausführung von Unterhalts- und Erweiterungsarbeiten;

b) Betriebsstörungen oder deren Folgestörungen;

c) Mangel an Elektrizität;

d) höhere Gewalt;

e) andere aussergewöhnliche Ereignisse.

§ 60: Die IWB können die Lieferung von Elektrizität in folgenden Fällen verweigern:

a) wenn der Benützer trotz Ermahnung Einrichtungen verwendet, die den geltenden Vorschriften nicht entsprechen;

b) wenn der Benützer rechts- oder tarifwidrig Elektrizität bezieht;

c) wenn den IWB oder deren Beauftragten trotz Ermahnung der durch diese Verordnung geregelte Zutritt, insbesondere zu den elektrischen Anlagen, den Messeinrichtungen und den Hausinstallationen, verweigert oder verunmöglicht wird;

d) wenn nach der zweiten Mahnung eine rechtskräftig festgesetzte Gebühr nicht bezahlt wird, sofern die Einstellung der Lieferung für Dritte, die in keinem Benützungsverhältnis zum Kanton stehen, keine unzumutbare Härte bedeutet. (Abs. 1)

Die Einstellung der Lieferung von Elektrizität befreit den Benützer nicht von der Erfüllung aller Verbindlichkeiten gegenüber den IWB. (Abs. 2)

§ 61: Die Benützer haben unter Vorbehalt abweichender Bestimmungen keinen Anspruch auf Entschädigung für mittelbaren oder unmittelbaren Schaden, der ihnen aus Spannungs- oder Frequenzabweichungen irgendwelcher Art und

	Grösse sowie aus Einschränkung oder Verweigerung der Lieferung von Elektrizität erwächst.
FR	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energiereglement** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. ***Art. 8 Gesetz über die Elektrizitätsversorgung (EVG) (Vorentwurf)*** *Die konzessionierten Unternehmen können eine Anschlussgebühr für die Netzanschliessung erheben. (Abs 1)* *Falls die Rentabilität des Anschlusses trotz Anschlussgebühr fraglich ist, kann vom Eigentümer beziehungsweise vom Berechtigten, ein Ergänzungsbeitrag verlangt werden. (Abs. 2)*
GE	**Loi sur l'énergie** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Règlement d'application de la Loi sur l'énergie** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Loi sur l'organisation des Services industriels de GE** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
GL	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Verordnung zum Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
GR	**Wasserrechtsgesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
JU	**Loi sur l'énergie** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Ordonnance sur l'énergie** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
LU	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energieverordnung** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
NE	**Loi sur l'énergie** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
NW	**Reglement über die Bedingungen für die Abgabe elektrischer Energie**

OW	**Art. 14 Gesetz über das Elektrizitätswerk OW** Bei der Festsetzung des Preises für die im Kanton abzugebende Energie sind die Interessen des Kantons und der Gemeinden wie auch der Verbraucher zu berücksichtigen. Der Verwaltungsrat erlässt einen Stromtarif, welcher der Genehmigung des Regierungsrates bedarf. *Im Entwurf des Energiewirtschafts- und Stromversorgungsgesetzes schlägt der Regierungsrat vor, das Gesetz über das Elektrizitätswerk OW aufzuheben.* ***Art.7 Abs. 2 Energiewirtschafts- und Stromversorgungsgesetz (Entwurf)*** *Das Rechtsverhältnis zwischen dem Kunden bzw. der Kundin und der Aktiengesellschaft untersteht mit Ausnahme der Anschlusspflichten gemäss Art. 18 dieses Gesetzes dem Privatrecht.*
SG	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energieverordnung** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
SH	**Art. 9 Elektrizitätsgesetz** Die Netzbetreiberinnen sind verpflichtet, in ihrem Versorgungsgebiet interessierte Kundinnen und Kunden mit Elektrizität zu versorgen. (Abs. 1) Kundinnen und Kunden innerhalb der gleichen Kundengruppe, die ihre Lieferantinnen nicht frei wählen können, sind zu gleichen Konditionen zu versorgen. (Abs. 2)
SO	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Verordnung zum Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
SZ	**Wasserrechtsgesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **§ 12 Wasserrechtsverleihung des Bezirkes Schwyz an die zu gründende Aktiengesellschaft Elektrizitätswerk des Bezirks Schwyz** Das Werk ist verpflichtet, vom 23. Juli 1957 an die Einwohner jener Gebiete des Bezirkes Schwyz, welche am 30. September 1950 durch das Elektrizitätswerk Schwyz beliefert wurden, mit Strom zu versorgen. Diese Verpflichtung erstreckt sich auch auf Gemeinden und Gebiete, die dem Werk das Verteilrecht einräumen und der Stromversorgung durch das Werk angeschlossen werden. (Abs. 1) Das Werk ist verpflichtet, im Rahmen des für das Werk finanziell Tragbaren auch abgelegeneren Liegenschaften und Häusergruppen elektrische Energie zuzuleiten. (Abs. 2) **§ 7 Abs. 1 Wasserrechtsverleihung des Bezirkes March an die AG Kraftwerk Wäggital** Die Beliehene hat während der Dauer der Verleihung die Wiederverkäufer im Bezirk March zu den Bedingungen des Wiederverkäufertarifs der Elektrizitätswerke des Kantons Zürich mit elektrischer Energie zu beliefern. Sie erstellt und unterhält die erforderlichen technischen Einrichtungen bis zu den Messstellen auf der Hochspannungsseite der Transformatorenstationen der einzelnen Wiederverkäufer.
TG	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Gesetz über das Elektrizitätswerk TG** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.

TI	**Art. 14 Legge cantonale sull'energia** Le aziende distributrici sono tenute ad allestire un regolamento sulle condizioni di allacciamento e di fornitura di energia in rete.
UR	**Gewässernutzungsgesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
VD	**Pas de Loi cantonale sur l'énergie ou sur l'approvisionnement en électricité** **Pas d'ordonnance cantonale sur l'énergie ou sur l'approvisionnement en électricité** **Art. 10 Décret sur le renouvellement et l'extension des concessions de la Compagnie vaudoise des forces motrices des lacs de Joux et de l'Orbe** Les conditions de vente de l'énergie font l'objet d'un règlement et de tarifs approuvés par le Conseil d'Etat.
VS	**Art. 83 Abs. 1 Gesetz über die Nutzbarmachung der Wasserkräfte** Jedes Unternehmen, dem für die Stromverteilung ein Sonderrecht zukommt, ist verpflichtet, sämtliche Bezüger seines Kreises nach Massgabe seiner Möglichkeiten und zu normalen Bedingungen mit Strom zu versorgen.
ZG	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Vollziehungsverordnung zum Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
ZH	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energieverordnung** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **EKZ-Gesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. ***Gesetz über die Stromversorgung (Entwurf)*** *Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.*

6.2. Wird dem Kunden eine Lieferantenauswahl gewährt?
Le libre choix du fournisseur est-il accordé au client?

Kantone	Text der einschlägigen Bestimmungen
AG	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Dekret über den Leistungsauftrag der AEW Energie AG** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Geschäftsreglement für das Aargauische Elektrizitätswerk** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Abgabereglement** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **16-kV-Anschlussbedingungen** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Wiederverkäufer-Abgabebedingungen** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Ziff. 2.2 Endverbraucher-Abgabebedingungen** Der Kunde verpflichtet sich, während der Vertragsdauer seinen ganzen elektrischen Energiebedarf ausschliesslich beim AEW zu decken und die Energie nur in seinen eigenen Anlagen zu verwenden.
AI	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energieverordnung** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
AR	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energieverordnung** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
BE	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Allgemeine Energieverordnung** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
BL	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
BS	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Verordnung zum Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Indirekt § 38d IWB-Gesetz** Diese Grundsätze gelten für in- und ausländische Anbieter, die im Kanton Elektrizität verkaufen.

FR	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energiereglement** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. ***Gesetz über die Elektrizitätsversorgung (EVG) (Vorentwurf)*** *Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.*
GE	**Loi sur l'énergie** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Règlement d'application de la loi sur l'énergie** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Loi sur l'organisation des Services industriels de GE** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
GL	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Art. 20 Konzession für die Ausnützung der Wasserkraft des Niederenbaches oberhalb des Alpstegstafels bei Schwanden** Die in der bestehenden Kraftzentrale in der «Herren» erzeugte elektrische Energie ist in erster Linie in dem im Kanton Glarus gelegenen Versorgungsgebiet des Elektrizitätswerkes zu verwenden. Für die in der oder den Kraftzentralen im Einzugsgebiet des Niederenbaches erzeugte elektrische Energie wird für glarnerische Kraftabnehmer ausserhalb des heutigen Versorgungsgebietes des Elektrizitätswerkes Schwanden zu angemessenen Bedingungen und Preisen ein Vorzugsrecht für den Energiebezug eingeräumt, insgesamt bis zu: einer Million Kilowattstunden jährlich und einer Höchstbelastung von 350 Kilowatt ab Generator, wenn der Stauweiher in der «Garichte» auf drei Millionen Kubikmeter nutzbarer Stauinhalt ausgebaut ist, und 1,5 Millionen Kilowattstunden jährlich und einer Höchstbelastung von 500 Kilowatt ab Generator, wenn sowohl der Stauweiher in der «Garichte» als in der «Matt» zusammen mit sechs Millionen Kubikmeter nutzbarem Stauinhalt im Betriebe sind. (Abs. 1) Glarnerische Kraftabnehmer ausserhalb des derzeitigen Versorgungsgebietes des Elektrizitätswerkes Schwanden, welche von diesem Vorzugsrecht auf Lieferung von elektrischer Energie Gebrauch machen wollen, haben ihre Begehren spätestens zwei Jahre vor Beginn der Energielieferung dem Konzessionsinhaber zuzustellen. (Abs. 2) Im übrigen ist der Konzessionsinhaber in der Verwendung der Kraft unbeschränkt. (Abs. 3) **Art. 20 Konzession für die Ausnützung der Wasserkraft des Sernf zwischen dem Bahnhof Engi-Vorderdorf und der Wassergerechtigkeit der Textil AG, vormals J. Paravicini, in Schwanden** An der aus der Wasserkraft des Sernf erzeugten elektrischen Energie wird für glarnerische Kraftabnehmer ausserhalb des heutigen Stromversorgungsgebietes des Elektrizitätswerkes Schwanden zu angemessenen Bedingungen und im Verhältnis zu den Gestehungskosten stehenden Preisen ein Vorzugsrecht für den Energiebezug eingeräumt, insgesamt bis zu 1,5 Millionen Kilowattstunden jährlich und einer Höchstbelastung von 500 Kilowatt ab Generator. (Abs. 1) Glarnerische Kraftabnehmer ausserhalb des derzeitigen Versorgungsgebietes des Elektrizitätswerkes Schwanden, welche von diesem Vorzugsrecht auf Lieferung von Energie Gebrauch machen wollen, haben ihre Begehren spätestens zwei Jahre vor Beginn der Energielieferung dem Konzessionsinhaber zuzustellen. (Abs. 2) Streitigkeiten über die Möglichkeit der Kraftabgabe sowie über Preise und Bedingungen werden von einem Schiedsgericht entschieden, das aus drei Mitgliedern besteht, wovon je eines von jeder Partei und der Vorsitzende vom Verwaltungsgerichtspräsidenten bezeichnet wird. (Abs. 3) Im übrigen ist der Konzessionsinhaber in der Verwendung der Kraft unbeschränkt. (Abs. 4)

GR	**Wasserrechtsgesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
JU	**Loi sur l'énergie** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Ordonnance sur l'énergie** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
LU	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energieverordnung** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
NE	**Loi sur l'énergie** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
NW	**Gesetz über das Kantonale Elektrizitätswerk NW** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
OW	**Gesetz über das Elektrizitätswerk OW** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. ***Indirekt Art. 18 Abs. 1 Energiewirtschafts- und Stromversorgungsgesesetz*** *Wer als Bewilligungsnehmer oder Bewilligungsnehmerin ein Netz zur Verteilung elektrischer Energie betreibt, ist insbesondere verpflichtet:* *a) den Anschluss innerhalb der Bauzonen sicherzustellen;* *b) die bestehenden Anschlüsse ausserhalb der Bauzonen zu erhalten;* *c) alle nicht marktzutrittsfähigen Abnehmer und Abnehmerinnen in seinem/ihrem Netzgebiet diskriminierungsfrei mit Energie zu versorgen;* *d) seinen/ihren Abnehmern und Abnehmerinnen innerhalb der gleichen Abnehmergruppe, für gleiche Leistungen gleiche Preise zu verrechnen.*
SG	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energieverordnung** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
SH	**Elektrizitätsgesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
SO	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Verordnung zum Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
SZ	**Wasserrechtsgesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.

TG	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Gesetz über das Elektrizitätswerk des Kantons TG** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
TI	**Legge cantonale sull'energia** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Legge istituente l'Azienda elettrica ticinese** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
UR	**Gewässernutzungsgesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
VD	**Pas de Loi cantonale sur l'énergie ou sur l'approvisionnement en électricité** **Pas d'ordonnance cantonale sur l'énergie ou sur l'approvisionnement en électricité** **Décret sur le renouvellement et l'extension des concessions de la Compagnie vaudoise des forces motrices des lacs de Joux et de l'Orbe** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
VS	**Gesetz über die Nutzbarmachung der Wasserkräfte** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
ZG	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Vollziehungsverordnung zum Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
ZH	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energieverordnung** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **EKZ-Gesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. ***Gesetz über die Stromversorgung (Entwurf)*** *Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.*

6.3. Gibt das kantonale Recht Vorgaben für die Preisbedingungen?

Le droit cantonal contient-il des normes relatives aux conditions de prix?

Kantone	Text der einschlägigen Bestimmungen
AG	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Dekret über den Leistungsauftrag der AEW Energie AG** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **§ 3 Geschäftsreglement für das Aargauische Elektrizitätswerk** Die Preise (Tarifansätze und Entschädigungen) sind so anzusetzen, dass die Substanzerhaltung der Unternehmung gewährleistet und die Vornahme der betriebswirtschaftlich notwendigen Abschreibungen und Rückstellungen sichergestellt ist. (Abs. 1) Für alle Produkte stützen sich die Preise auf eine Kostenträgerrechnung. Im Bereich der Stromversorgung sollen die angesetzten Preise in Abstimmung mit den Lieferbedingungen im ganzen Kantonsgebiet einheitlich zur Anwendung gelangen. (Abs. 2) **Ziff. 3.1 Abgabereglement** 3.1.1: Die Tarife werden vom Verwaltungsrat des AEW festgesetzt und können jederzeit geändert werden. Die Änderung ist den Kunden mindestens drei Monate vor ihrem Inkrafttreten bekannt zu geben. 3.1.2: Die Tarife sind auf besonderen Tarifblättern fest gehalten. **16-kV-Anschlussbedingungen** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Ziff. 11.2 Wiederverkäufer-Abgabebedingungen** Die Tarife für den Verkauf elektrischer Energie in Hochspannung werden vom Verwaltungsrat des AEW festgesetzt und können jederzeit geändert werden. Die Änderung ist dem Kunden mindestens fünf Monate vor ihrem Inkrafttreten bekannt zu geben. **Ziff. 11.2 Endverbraucher- Abgabebedingungen** Die Tarife für den Verkauf elektrischer Energie in Hochspannung werden vom Verwaltungsrat des AEW festgesetzt und können jederzeit geändert werden. Die Änderung ist dem Kunden mindestens drei Monate vor ihrem Inkrafttreten bekannt zu geben.
AI	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energieverordnung** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
AR	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energieverordnung** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.

BE	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Allgemeine Energieverordnung** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Ziff. 3.1 Dekret über die Leitsätze der kantonalen Energiepolitik** Gestützt auf die «Empfehlungen für Tarife von leitungsgebundenen Energien sowie für Anschlussbedingungen von Eigenerzeugern» des Eidgenössischen Verkehrs- und Energiewirtschaftsdepartements vom 31. Mai 1989 sollen Tarifgrundsätze geprüft werden.
BL	**§ 14 Energiegesetz** Die Tarife für den Verkauf von leitungsgebundener Energie bedürfen der Genehmigung des Regierungsrates. (Abs. 1) Die Genehmigung wird erteilt, wenn die Tarifstruktur eine sparsame und sinnvolle Nutzung der leitungsgebundenen Energie sowie die Verwendung erneuerbarer Energie fördert. (Abs. 2)
BS	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Verordnung zum Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **IWB-Gesetz** § 33: Die Preise für jedes Produkt bemessen sich nach den jeweiligen Aufwendungen. (Abs. 1) Zu den Aufwendungen zählen der Betrieb und Unterhalt der Anlagen, der Ankauf von Energie und Trinkwasser, die Verzinsung und Abschreibungen sowie die Absicherung von Risiken. (Abs. 2) § 34: Die Preise sollen so bemessen werden, dass die Einnahmen die Aufwendungen der Versorgung insgesamt decken. (Abs. 1) Die Unterdeckung der Aufwendungen für einzelne Produkte ist zulässig, sofern dies zur Erhaltung der Konkurrenzfähigkeit im Interesse des Umweltschutzes notwendig ist. (Abs. 2) Einzelne Produkte dürfen zu folgenden Zwecken stärker belastet werden: a) Ausgleich der Kosten zwischen den einzelnen Produkten (§ 34 Abs. 2); b) Ermöglichung des Überschusses (§ 7a); c) Strompreiszuschlag gemäss § 16 des Energiegesetzes. (Abs. 3) § 35: Die Preise der einzelnen Produkte bestehen aus einem Grundpreis und einem Einheitspreis. § 36: Die Grundpreise werden aufgrund eines der folgenden Kriterien festgelegt: a) installierte Leistung, b) gemessene Leistung, c) Zählergrösse. (Abs. 1) Für Benützer mit geringem Verbrauch kann der Grundpreis pauschaliert werden. (Abs. 2) § 37: Die Einheitspreise werden aufgrund folgender Bezugskriterien festgelegt: a) Art, b) Tageszeit,

	c) Jahreszeit. § 38: Für besondere Formen der Energie- und Trinkwasserbereitstellung, welche einen ausserordentlichen technischen oder wirtschaftlichen Aufwand erfordern, kann ein zusätzlicher, einmaliger oder wiederkehrender Betrag erhoben werden. § 38a: Grundpreise dürfen nur als Leistungspreise für industrielle und gewerbliche Bezüger erhoben werden. (Abs. 1) Sockeltarife, die an die Gebühr angerechnet werden, sind für alle Benützer zulässig. (Abs. 2) Die Einheitspreise sind verbrauchsunabhängig zu gestalten. (Abs. 3) § 38b: Soweit technisch möglich sollen Wintertarife höher sein als Sommertarife. § 38c: Tarifordnungen sind öffentlich. § 38d: Diese Grundsätze gelten für in- und ausländische Anbieter, die im Kanton Elektrizität verkaufen. **Verordnung über die Abgabe von Elektrizität** § 62: Die Rechnungsstellung für die gelieferte Elektrizität erfolgt nach den in der jeweils gültigen Verordnung festgelegten Ansätzen. (Abs. 1) Im Falle von Anlagen, für die der Aufwand einer Messeinrichtung im Verhältnis zu den Einnahmen aus dem Energiebezug zu gross ist, können die IWB die Elektrizität zu einem Pauschalpreis abgeben. Jede Änderung des im Pauschalvertrag festgelegten Anschlusswertes ist den IWB im voraus schriftlich zu melden. (Abs. 2) § 63: Die Rechnungsstellung an die Benützer erfolgt in regelmässigen, von den IWB festzulegenden Zeitabständen. Ablesungen ausserhalb derselben erfolgen in der Regel nur bei Benützerwechsel. § 64: Benützer, die von den IWB bezogene Elektrizität an Dritte abgeben, dürfen nicht mehr verlangen, als die in der Tarifverordnung der IWB festgelegten Preisansätze. **Verordnung betreffend Elektrizitätstarife**
FR	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energiereglement** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Art. 4 Abs. 4 *Gesetz über die Elektrizitätsversorgung (EVG) (Vorentwurf)*** *Die Preise für die Versorgung dürfen keine unverhältnismässigen Unterschiede zwischen den konzessionierten Unternehmen aufweisen.*
GE	**Loi sur l'énergie** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Règlement d'application de la loi sur l'énergie** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Art. 38 lit. a Loi sur l'organisation des Services industriels de GE** Sont soumis à l'approbation du Conseil d'Etat les conditions des contrats d'abonnement, les tarifs de vente et le tarif des taxes d'élimination des déchets.

GL	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Verordnung zum Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
GR	**Wasserrechtsgesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
JU	**Loi sur l'énergie** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Ordonnance sur l'énergie** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
LU	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energieverordnung** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
NE	**Loi sur l'énergie** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
NW	**Einheitstarif für Normalkunden** **Einheitstarif für Landwirtschaftsbetriebe mit Heubelüftungsanlagen** **Einheitstarif für Grosskunden** **Pauschaltarif**
OW	**Art. 14 Gesetz über das Elektrizitätswerk OW** Bei der Festsetzung des Preises für die im Kanton abzugebende Energie sind die Interessen des Kantons und der Gemeinden wie auch der Verbraucher zu berücksichtigen. Der Verwaltungsrat erlässt einen Stromtarif, welcher der Genehmigung des Regierungsrates bedarf. *Im Entwurf des Energiewirtschafts- und Stromversorgungsgesetzes schlägt der Regierungsrat vor, das Gesetz über das Elektrizitätswerk OW aufzuheben.* ***Energiewirtschafts- und Stromversorgungsgesetz (Entwurf)*** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
SG	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energieverordnung** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
SH	**Elektrizitätsgesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.

SO	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Verordnung zum Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
SZ	**Wasserrechtsgesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **§ 13 Wasserrechtsverleihung des Bezirkes Schwyz an die zu gründende Aktiengesellschaft Elektrizitätswerk des Bezirks Schwyz** Das Werk ist verpflichtet, die elektrische Energie an seine im Gebiet des Bezirkes Schwyz wohnhaften Abonnenten zu solchen Bedingungen abzugeben, dass der schweizerische Durchschnitt nicht überschritten wird. **§ 8 Abs. 1 Wasserrechtsverleihung des Bezirkes March an die AG Kraftwerk Wäggital** Die Beliehene liefert dem Bezirksspital March Gratisenergie bis 300 000 kWh im Jahr, wovon höchstens 60 % im Winterhalbjahr (1. Oktober bis 31. März). Die Höchstleistung beträgt 150 kW. Diese Gratisenergie darf nicht für eine allgemeine elektrische Raumheizung verwendet werden.
TG	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Gesetz über das Elektrizitätswerk des Kantons TG** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
TI	**Art. 13 cpv. 1 Legge cantonale sull'energia** Tutte le aziende di distribuzione di energia in rete sono tenute a fissare un tariffario: a) atto a favorire l'impiego parsimonioso e razionale dell'energia; b) che sia il più possibile semplice e trasparente; c) che consideri, nel limite del possibile, i costi marginali di produzione e di distribuzione. (cpv. 1) **Art. 3b cpv. 1 Legge istituente l'Azienda elettrica ticinese** L'AET, con riserva di particolari circostanze di fatto che fossero d'ostacolo, fornisce l'energia a prezzi competitivi alle aziende comunali o consortili o a organizzazioni di Comuni analoghe ai Consorzi che ne fanno richiesta.
UR	**Gewässernutzungsgesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.

VD	**Pas de Loi cantonale sur l'énergie ou sur l'approvisionnement en électricité** **Pas d'ordonnance cantonale sur l'énergie ou sur l'approvisionnement en électricité** **Art. 10 Décret sur le renouvellement et l'extension des concessions de la Compagnie vaudoise des forces motrices des lacs de Joux et de l'Orbe** Les conditions de vente de l'énergie font l'objet d'un règlement et de tarifs approuvés par le Conseil d'Etat. (al. 1) Les conditions de vente de l'énergie aux communes et sociétés de distribution font l'objet d'un tarif établi d'un commun accord entre les parties. Si celles-ci ne peuvent s'entendre, elles demandent l'avis d'un expert neutre, choisi en dehors du canton, dans les milieux de l'économie électrique. A défaut d'accord sur la personne de l'expert, celui-ci est désigné, à la demande de l'une des parties, par la Commission cantonale de surveillance des entreprises électriques. (al. 2) Le tarif, basé le cas échéant sur l'avis de l'expert, est soumis à l'approbation du Conseil d'Etat. En l'absence d'entente sur le tarif, le Conseil d'Etat décide. (al. 3) **Art. 3 Règlement sur la commission cantonale de surveillance des entreprises électriques** La commission agit comme organe consultatif du Conseil d'Etat. (al. 1) Elle donne son préavis sur les questions suivantes: … c) les tarifs de vente de l'énergie électrique soumis à l'approbation du Conseil d'Etat et les recours y relatifs; d) les conventions conclues entre le concessionnaire et les communes ou les services intercommunaux relatives au prix de l'énergie; e) les questions relatives à la fourniture d'énergie à des prix réduits aux services publics (hôpitaux, infirmeries, bâtiments d'instruction, éclairage public); … (al. 3) **Règlement d'application de la loi ... sur l'utilisation des lacs et cours d'eau dépendant du domaine public et de la loi … réglant l'occupation et l'exploitration des eaux souterraines dépendant du domaine public cantonal** Art. 67: Tous les tarifs de vente de l'énergie électrique, ainsi que les conventions conclues entre le concessionnaire et les communes (ou service intercommunaux) relatives aux prix de l'énergie, aux ristournes et à la délimitation des réseaux doivent être approuvés par le Conseil d'Etat. Art. 68: Le Conseil d'Etat peut exiger que le concessionnaire réduise les prix de l'énergie livrée dans son réseau si, compte tenu de tous les éléments d'appréciation, ses conditions son nettement plus onéreuses que celles faites dans les autres réseaux du canton. Art. 69: Le prix de l'énergie fournie aux services publics (hôpitaux, infirmeries, bâtiments d'instruction, éclairage public) doit être inférieur d'au moins 20% au tarif général, à l'exception de certains tarifs réduits spéciaux (eau chaude, chauffage, cuisson, etc.)
VS	**Gesetz über die Nutzbarmachung der Wasserkräfte** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.

ZG	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Vollziehungsverordnung zum Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
ZH	**§ 3 Energiegesetz** Unternehmen gemäss § 2 Abs. 1 geben Energie grundsätzlich gestützt auf allgemein verbindliche Gebühren für Anschluss und Lieferung ab. Der Verkauf zu Tagespreisen ist zulässig, um überschüssige Energiemengen bestmöglich zu nutzen. (Abs. 1) Bei der Festsetzung der Gebühren werden nach Möglichkeit die tatsächlichen Kosten und die Art des Energiebezugs berücksichtigt. (Abs. 2) *Diese Bestimmung wird dem zukünftigen Gesetz über die Stromversorgung angepasst.* **Energieverordnung** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **§ 8 EKZ-Gesetz** Die elektrische Energie wird aufgrund allgemein verbindlicher Gebühren für Anschluss und Lieferung abgegeben. (Abs. 1) Bei der Festsetzung der Strompreise werden die Bedürfnisse und die Eigenart von Industrie, Gewerbe, Landwirtschaft, Haushalt und Wiederverkäufern nach Möglichkeit berücksichtigt. (Abs. 2) Die Bezügergruppen tragen nach Art und Wertigkeit ihres Energiebezugs angemessen an die Aufwendungen der EKZ bei. (Abs. 3) *Im Entwurf des Gesetzes über die Stromversorgung schlägt der Regierungsrat vor, das Gesetz betreffend die Elektrizitätswerke des Kantons ZH aufzuheben.* ***§ 9 Gesetz über die Stromversorgung (Entwurf)*** *Elektrizitätsversorgungsunternehmungen sind verpflichtet, für den Anschluss und den Betrieb sowie für die Abgabe von Energie in ihrem Netzgebiet pro Kundengruppe unter Einrechnung eines angemessenen Gewinns kostenorientierte, einheitliche und nicht diskriminierende Preise zu verrechnen.*

6.4. Gibt das kantonale Recht Vorgaben für die Ausgestaltung der Stromlieferung?

Le droit cantonal contient-il des normes sur l'arrangement de la fourniture d'électricité?

Kantone	Text der einschlägigen Bestimmungen
AG	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Abgabereglement** Ziff. 2.2: Umfang, Qualität und Regelmässigkeit der Energielieferung 2.2.1: Das AEW liefert dem Kunden elektrische Energie auf Grund dieses Reglementes im Rahmen seiner gesetzlichen Versorgungspflicht, soweit die Anlagen des AEW dies gestatten. 2.2.2: Das AEW liefert die Energie ununterbrochen innerhalb der üblichen Toleranzen für Spannung und Frequenz. Vorbehalten bleiben die Bestimmungen über die Unterbrechung, Einschränkung und Einstellung der Energielieferung. 2.2.3: Das AEW ist berechtigt zu verlangen, dass der Elektrizitätsbezug den in den Produktions- und Verteilanlagen herrschenden Belastungsverhältnissen angepasst wird. Das AEW ist ausserdem berechtigt, während der Spitzenbelastungszeit nötigenfalls die Leistungsabgabe einzuschränken oder Apparate zu sperren. Zu diesem Zweck hat der Eigentümer der Niederspannungsinstallationen den Einbau von Laststeuergeräten in seine Installationen auf seine eigenen Kosten zu übernehmen. Ziff. 2.4: Unterbrechung und Einschränkung der Energielieferung 2.4.1: Das AEW hat das Recht, die Energielieferung einzuschränken oder zu unterbrechen bei: a) Einwirkungen auf die Energieversorgung durch Dritte oder infolge höherer Gewalt und anderen ausserordentlichen Ereignissen wie Krieg, kriegsähnlichen Zuständen, inneren Unruhen, Streiks, Sabotage, Feuer, Explosion sowie Wasser, Eisgang, Blitz, Windfall, Erdrutschen, Schneedruck und anderen Naturereignissen; b) betriebsbedingten Unterbrechungen wie Reparaturen, Unterhalts- und Erweiterungsarbeiten, Unterbrechung oder Einschränkung der Zufuhr vom Energielieferwerk, Störungen und Überlastungen im Netz sowie Einbussen wegen ungenügender Verfügbarkeit von Produktionsanlagen. Das AEW ist verpflichtet, die Kunden möglichst rasch über solche Einschränkungen oder Unterbrechungen zu informieren; c) behördlich verfügten Einschränkungen gemäss Landesversorgungsgesetz (LVG). 2.4.2: Das AEW ist berechtigt, die Energielieferungen an die Kunden den veränderten Bedingungen seiner eigenen Energielieferanten und den ausserordentlichen Belastungsverhältnissen in seinem eigenen Netz anzupassen und nötigenfalls Massnahmen zur Einschränkung des Verbrauchs und zur Sperrung während der Zeiten kritischer Netzbelastung zu ergreifen. Das AEW handelt dabei unter Abwägung der in Frage stehenden öffentlichen und privaten Interessen. Voraussehbare längerdauernde Unterbrechungen und Einschränkungen werden den Kunden soweit möglich im Voraus angezeigt. 2.4.3: Die Kunden treffen alle nötigen Vorkehrungen, um in ihren Anlagen Schäden oder Unfälle zu verhüten, die durch Stromunterbruch, Wiedereinschaltung sowie aus Spannungs- und Frequenzschwankungen sowie dem Betrieb von Rundsteueranlagen entstehen können.

Wiederverkäufer-Abgabebedingungen

Ziff. 3: Energielieferungs- und –bezugspflichten

3.1: Das AEW hält dem Wiederverkäufer die im Energielieferungsvertrag vereinbarte elektrische Leistung zu den vorliegenden Allgemeinen Geschäftsbedingungen zur Verfügung.

3.2: Der Wiederverkäufer verpflichtet sich, den ganzen Elektrizitätsbedarf in seinem Versorgungsgebiet ausschliesslich beim AEW zu decken. Ausgenommen ist die Verwertung von Energie aus eigenen Erzeugungsanlagen sowie aus Anlagen seiner Kunden (Eigenproduktion und Rücklieferungen), sofern diese Energie im Versorgungsgebiet des Wiederverkäufers produziert wird.

Ziff. 4: Art der Energielieferung, Qualität der Energie, Änderung der Nennspannung, Kurzschlussleistung

4.1: Die Stromart ist Dreiphasen-Wechselstrom mit einer Spannung von 16 kV und einer Frequenz von 50 Hz. Das AEW sorgt für eine möglichst gleich bleibende Spannung und Frequenz innerhalb der üblichen Toleranzen.

4.2: Die elektrische Energie wird vom AEW bis zu den im Energielieferungsvertrag bezeichneten Übergabestellen geliefert. Für die Einzelheiten der Übergabe der Elektrizität, der notwendigen Zuleitung und Anschlüsse sind die «Bedingungen für den Anschluss an das 16-kV-Netz des AEW» massgebend.

4.3: Sobald das AEW die Kurzschlussleistung aus zwingenden technischen Gründen erhöht, ist der Kunde verpflichtet, seine Installationen auf eigene Kosten anzupassen.

4.4: Falls sich aus technischen oder wirtschaftlichen Gründen Veränderungen in der Nennspannung aufdrängen, so werden die daraus entstehenden Kosten und Massnahmen durch eine separate Vereinbarung zwischen den Vertragsparteien geregelt.

Ziff. 6: Regelmässigkeit der Energielieferungen, Unterbrechungen

6.1: Das AEW ist verpflichtet, die Energie vorbehältlich Ziffer 6.2 ununterbrochen zu liefern.

6.2: Das AEW hat aber das Recht, die Energielieferung einzuschränken oder ganz einzustellen in Fällen höherer Gewalt, bei Betriebsstörungen, Reparaturen, Unterhalts- und Erweiterungsarbeiten sowie bei Störungen der normalen Energieversorgung zufolge ausserordentlicher Verhältnisse wie bei Ausfällen von Produktions- und Verteilanlagen und bei Massnahmen gemäss Landesversorgungsgesetz, die sich im Falle von Energieknappheit oder im Interesse der Aufrechterhaltung der Allgemeinversorgung als notwendig erweisen.

6.3: Soweit dies möglich ist, erfolgen notwendige Unterbrechungen der Energielieferung zur Vornahme von Reparaturen, Reinigungsarbeiten, Änderungen, Erweiterungen von Anlagen usw. nur nach vorausgehender Orientierung des Wiederverkäufers und in der Regel nur in Schwachlastzeiten. Das AEW nimmt dabei auf die Bedürfnisse des Wiederverkäufers Rücksicht.

Endverbraucher-Abgabebedingungen

Ziff. 2: Energielieferungs- und -bezugspflichten, Verwendungszweck der Energie

2.1: Das AEW hält dem Kunden die im Energielieferungsvertrag vereinbarte elektrische Leistung zu den vorliegenden Allgemeinen Geschäftsbedingungen zur Verfügung.

2.2: Der Kunde verpflichtet sich, während der Vertragsdauer seinen ganzen elektrischen Energiebedarf ausschliesslich beim AEW zu decken und die Energie nur in seinen eigenen Anlagen zu verwenden. Ausgenommen ist die Verwertung von

	Energie aus eigenen Erzeugungsanlagen (Eigenproduktion). 2.3: Der Weiterverkauf von Energie ist nur mit Zustimmung des AEW gestattet. Ziff. 3: Art der Energielieferung, Qualität der Energie, Änderung der Nennspannung, Kurzschlussleistung 3.1: Die Stromart ist Dreiphasen-Wechselstrom mit einer Spannung von 16 kV und einer Frequenz von 50 Hz. Das AEW sorgt für eine möglichst gleich bleibende Spannung und Frequenz innerhalb der üblichen Toleranzen. 3.2: Die elektrische Energie wird vom AEW bis zu der im Energielieferungsvertrag bezeichneten Übergabestelle geliefert. Für die Einzelheiten der Übergabe der Elektrizität, der notwendigen Zuleitung und Anschlüsse sind die «Bedingungen für den Anschluss an das 16-kV-Netz des AEW» massgebend. 3.3: Sobald das AEW die Kurzschlussleistung aus zwingenden technischen Gründen erhöht, ist der Kunde verpflichtet, seine Installationen auf eigene Kosten anzupassen. 3.4: Falls sich aus technischen oder wirtschaftlichen Gründen Veränderungen in der Nennspannung aufdrängen, so werden die daraus entstehenden Kosten und Massnahmen durch eine separate Vereinbarung zwischen den Vertragsparteien geregelt. Ziff. 6: Regelmässigkeit der Energielieferungen, Unterbrechungen 6.1: Das AEW ist verpflichtet, die Energie vorbehältlich Ziffer 6.2 ununterbrochen zu liefern. 6.2: Das AEW hat aber das Recht, die Energielieferung einzuschränken oder ganz einzustellen in Fällen höherer Gewalt, bei Betriebsstörungen, Reparaturen, Unterhalts- und Erweiterungsarbeiten sowie bei Störungen der normalen Energieversorgung zufolge ausserordentlicher Verhältnisse wie bei Ausfällen von Produktions- und Verteilanlagen und bei Massnahmen gemäss Landesversorgungsgesetz, die sich im Falle von Energieknappheit oder im Interesse der Aufrechterhaltung der Allgemeinversorgung als notwendig erweisen. 6.3: Soweit dies möglich ist, erfolgen notwendige Unterbrechungen der Energielieferung zur Vornahme von Reparaturen, Reinigungsarbeiten, Änderungen, Erweiterungen von Anlagen usw. nur nach vorausgehender Orientierung des Kunden und in der Regel nur in Schwachlastzeiten. Das AEW nimmt dabei auf die Bedürfnisse des Kunden Rücksicht.
AI	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energieverordnung** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
AR	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energieverordnung** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
BE	**Art. 11 Abs. 1 Energiegesetz** Der zuständige Energieverteiler ist nach Massgabe der verfügbaren Energiemenge verpflichtet, den Energieverbrauchern seines Gebietes die für Haushalt und Betrieb benötigte leitungsgebundene Energie zu liefern.
BL	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.

BS	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Verordnung zum Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **IWB-Gesetz** § 21: Der Kanton liefert den Benützern in den mit Versorgungseinrichtungen erschlossenen Gebieten Energie und Trinkwasser nach Massgabe der verfügbaren Menge und im Rahmen der Leistungsfähigkeit der Versorgungsanlagen. § 22: Der Kanton trifft im Falle von Lieferungsschwierigkeiten Vorkehren für die Aufrechterhaltung der Versorgung in der Reihenfolge der Dringlichkeit. (Abs. 1) Er berücksichtigt bei der Verteilung von Energie und Trinkwasser angemessen die den Benützern bisher gelieferten oder vertraglich zugesicherten Mengen. (Abs. 2) § 23: Unterbrechungen der Versorgung infolge notwendiger Arbeiten, höherer Gewalt, Mangel an Energie und Trinkwasser oder anderer aussergewöhnlicher Ereignisse sowie durch Betriebsstörungen geben keinen Anspruch auf Entschädigung. § 24: Die Lieferung von Energie und Trinkwasser kann eingestellt werden, a) wenn nach der zweiten Mahnung eine rechtskräftig festgesetzte Gebühr nicht bezahlt wird, sofern die Einstellung der Lieferung für Dritte, die in keinem Benützungsverhältnis zum Kanton stehen, keine unzumutbare Härte bedeutet; b) wenn der Benützer die geltenden Vorschriften über die Versorgung mit Energie und Trinkwasser verletzt. **Verordnung über die Abgabe von Elektrizität** § 56: Die IWB liefern Elektrizität nach Massgabe der gesetzlichen Bestimmungen. (Abs. 1) Die IWB setzen für die Energielieferung Stromart, Spannung, Frequenz und Art der Schutzmassnahmen fest. (Abs. 2) Die Energielieferung erfolgt in der Regel ununterbrochen und innerhalb der üblichen vom Schweizerischen Elektrotechnischen Verein normierten Toleranzen für Spannung und Frequenz. (Abs. 3) Sollte der weitere Ausbau der Versorgungsanlagen einen Wechsel in der Spannung bedingen, so ist dieser vom Hauseigentümer bzw. Benützer zu dulden. (Abs. 4) Macht die Änderung der Spannung eine Anpassung der Einrichtungen oder der Apparate erforderlich, so können die IWB angemessene Beiträge an die Umstellung entrichten. (Abs. 5) § 57: Das Benützungsverhältnis beginnt mit der Eingabe der Fertigmeldung durch den Installateur oder spätestens mit dem Bezug von Elektrizität bzw. mit dem Datum der Montage der Messeinrichtung oder zu einem vertraglich abgemachten Zeitpunkt. Es endet an dem in der schriftlichen Abmeldung angegebenen Datum. (Abs. 1) Die Benützer haben den IWB jeden Wechsel spätestens eine Woche im voraus, unter Angabe der alten und neuen Adresse sowie des Zeitpunkts des Wechsels, mitzuteilen. (Abs. 2) Geht bei einem Benützerwechsel keine Meldung ein oder erfolgt sie verspätet, so haftet der fehlbare Benützer für den Verbrauch der elektrischen Energie bis zur nächsten Ablesung. (Abs. 3) Für den Bezug von Elektrizität in leerstehenden Räumen sowie die Entrichtung

	allfälliger Gebühren leerstehender Mieträume und unbenützter Anlagen ist der Grund- bzw. Hauseigentümer den IWB gegenüber haftbar. (Abs. 4) § 58: Die bezogene Elektrizität darf nur zu den im Tarif oder im Energielieferver-trag festgelegten Zwecken verwendet werden. § 59: Die IWB können die Lieferung von Elektrizität in folgenden Fällen ein-schränken oder vorübergehend einstellen: a) Ausführung von Unterhalts- und Erweiterungsarbeiten; b) Betriebsstörungen oder deren Folgestörungen; c) Mangel an Elektrizität; d) höhere Gewalt; e) andere aussergewöhnliche Ereignisse. § 60: Die IWB können die Lieferung von Elektrizität in folgenden Fällen verwei-gern: a) wenn der Benützer trotz Ermahnung Einrichtungen verwendet, die den gelten-den Vorschriften nicht entsprechen; b) wenn der Benützer rechts- oder tarifwidrig Elektrizität bezieht; c) wenn den IWB oder deren Beauftragten trotz Ermahnung der durch diese Ver-ordnung geregelte Zutritt, insbesondere zu den elektrischen Anlagen, den Mess-einrichtungen und den Hausinstallationen, verweigert oder verunmöglicht wird; d) wenn nach der zweiten Mahnung eine rechtskräftig festgesetzte Gebühr nicht bezahlt wird, sofern die Einstellung der Lieferung für Dritte, die in keinem Benüt-zungsverhältnis zum Kanton stehen, keine unzumutbare Härte bedeutet. (Abs. 1) Die Einstellung der Lieferung von Elektrizität befreit den Benützer nicht von der Erfüllung aller Verbindlichkeiten gegenüber den IWB. (Abs. 2)
FR	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energiereglement** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. ***Gesetz über die Elektrizitätsversorgung (EVG) (Vorentwurf)*** *Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.*
GE	**Loi sur l'énergie** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Règlement d'application de la loi sur l'énergie** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Loi sur l'organisation des Services industriels de GE** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
GL	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Verordnung zum Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.

GR	**Wasserrechtsgesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Verordnung zum Wasserrechtsgesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
JU	**Loi sur l'énergie** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Ordonnance sur l'énergie** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
LU	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energieverordnung** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
NE	**Loi sur l'énergie** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
NW	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Gesetz über das Kantonale Elektrizitätswerk NW** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
OW	**Gesetz über das Elektrizitätswerk OW** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. ***Energiewirtschafts- und Stromversorgungsgesetz (Entwurf)*** *Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.*
SG	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energieverordnung** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
SH	**Art. 9 Elektrizitätsgesetz** Die Netzbetreiberinnen sind verpflichtet, in ihrem Versorgungsgebiet interessierte Kundinnen und Kunden mit Elektrizität zu versorgen. (Abs. 1) Kundinnen und Kunden innerhalb der gleichen Kundengruppe, die ihre Lieferantinnen nicht frei wählen können, sind zu gleichen Konditionen zu versorgen. (Abs. 2)
SO	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Verordnung zum Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
SZ	**Wasserrechtsgesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.

TG	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Gesetz über das Elektrizitätswerk des Kantons TG** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
TI	**Art. 14 Legge cantonale sull'energia** Le aziende distributrici sono tenute ad allestire un regolamento sulle condizioni di allacciamento e di fornitura di energia in rete. **Legge istituente l'Azienda elettrica ticinese** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
UR	**Gewässernutzungsgesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
VD	**Pas de Loi cantonale sur l'énergie ou sur l'approvisionnement en électricité** **Pas d'ordonnance cantonale sur l'énergie ou sur l'approvisionnement en électricité** **Art. 10 Décret sur le renouvellement et l'extension des concessions de la Compagnie vaudoise des forces motrices des lacs de Joux et de l'Orbe** Les conditions de vente de l'énergie font l'objet d'un règlement et de tarifs approuvés par le Conseil d'Etat. (al. 1) Les conditions de vente de l'énergie aux communes et sociétés de distribution font l'objet d'un tarif établi d'un commun accord entre les parties. Si celles-ci ne peuvent s'entendre, elles demandent l'avis d'un expert neutre, choisi en dehors du canton, dans les milieux de l'économie électrique. A défaut d'accord sur la personne de l'expert, celui-ci est désigné, à la demande de l'une des parties, par la Commission cantonale de surveillance des entreprises électriques. (al. 2) Le tarif, basé le cas échéant sur l'avis de l'expert, est soumis à l'approbation du Conseil d'Etat. En l'absence d'entente sur le tarif, le Conseil d'Etat décide. (al. 3)
VS	**Art. 83 Abs.1 Gesetz über die Nutzbarmachung der Wasserkräfte** Jedes Unternehmen, dem für die Stromverteilung ein Sonderrecht zukommt, ist verpflichtet, sämtliche Bezüger seines Kreises nach Massgabe seiner Möglichkeiten und zu normalen Bedingungen mit Strom zu versorgen.
ZG	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Vollziehungsverordnung zum Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.

ZH	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **§ 2 EKZ-Gesetz** Die EKZ versorgen den Kanton wirtschaftlich, sicher und umweltgerecht mit elektrischer Energie; ausgenommen ist das Gebiet der Stadt Zürich. Sie können auch Wärme verteilen, die in eigenen, dezentralen Wärme-Kraft-Kopplungsanlagen anfällt. *Im Entwurf des Gesetzes über die Stromversorgung schlägt der Regierungsrat vor, das Gesetz betreffend die Elektrizitätswerke des Kantons ZH aufzuheben.* ***Gesetz über die Stromversorgung (Entwurf)*** *Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.*

6.5. Äussert sich das kantonale Recht zur Möglichkeit des „Abhängens“ von Stromkunden?

Le droit cantonal se prononce-t-il sur la possibilité d'abandonner des consommateurs d'électricité?

Kantone	Text der einschlägigen Bestimmungen
AG	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Abgabereglement** Ziff. 2.6 : Einstellung der Energielieferung 2.6.1: Das AEW ist berechtigt, wenn alle anderen Massnahmen (Mahnung, Ersatzvornahme) fruchtlos geblieben oder untauglich sind, die Energielieferung ganz oder teilweise **einzustellen**, wenn der Kunde: a) rechtswidrig Installationen und Geräte benutzt; b) seinen Verbindlichkeiten nach erfolglosen Mahnungen nicht nachkommt; c) rechtswidrig Energie bezieht oder an Dritte weitergibt; d) dem AEW oder seinen Beauftragten den Zutritt zu seiner Anlage verweigert oder verunmöglicht; e) vorsätzlich Eigentum des AEW zerstört oder beschädigt; f) widerrechtlich Installationsarbeiten ohne gesetzliche Bewilligung ausführt; g) festgestellte Mängel an den Installationen oder Apparaten nicht innert angemessener Frist beheben lässt; h) keine Abhilfe gegen beanstandete Netzrückwirkungen schafft; i) den vom AEW vorgeschriebenen Leistungsfaktor (Blindenergiebezug) nicht einhält und innert angemessener Frist keine Abhilfe trifft. 2.6.2: Das AEW kann in jedem Fall und jederzeit mit sofortiger Wirkung die Energielieferung einstellen, wenn der Betrieb der Anlage Personen oder Sachen gefährdet. 2.6.3: Die Einstellung der Energielieferung befreit den Kunden nicht von der Erfüllung der Verbindlichkeiten gegenüber dem AEW und begründet keinen Anspruch auf Entschädigung irgendwelcher Art. 2.6.4: Jeder Einstellung der Energielieferung hat, sofern nicht Gefahr droht, eine schriftliche Androhung unter Ansetzung einer angemessenen Frist an den Kunden mit gleichzeitiger Mitteilung an den Liegenschaftseigentümer vorauszugehen. **Wiederverkäufer-Abgabebedingungen** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Endverbraucher-Abgabebedingungen** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
AI	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energieverordnung** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.

AR	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energieverordnung** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
BE	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Allgemeine Energieverordnung** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
BL	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
BS	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Verordnung zum Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **§ 24 IWB-Gesetz** Die Lieferung von Energie und Trinkwasser kann **eingestellt** werden, a) wenn nach der zweiten Mahnung eine rechtskräftig festgesetzte Gebühr nicht bezahlt wird, sofern die Einstellung der Lieferung für Dritte, die in keinem Benützungsverhältnis zum Kanton stehen, keine unzumutbare Härte bedeutet; b) wenn der Benützer die geltenden Vorschriften über die Versorgung mit Energie und Trinkwasser verletzt. **§ 60 Verordnung über die Abgabe von Elektrizität** Die IWB können die Lieferung von Elektrizität in folgenden Fällen **verweigern** : a) wenn der Benützer trotz Ermahnung Einrichtungen verwendet, die den geltenden Vorschriften nicht entsprechen; b) wenn der Benützer rechts- oder tarifwidrig Elektrizität bezieht; c) wenn den IWB oder deren Beauftragten trotz Ermahnung der durch diese Verordnung geregelte Zutritt, insbesondere zu den elektrischen Anlagen, den Messeinrichtungen und den Hausinstallationen, verweigert oder verunmöglicht wird; d) wenn nach der zweiten Mahnung eine rechtskräftig festgesetzte Gebühr nicht bezahlt wird, sofern die Einstellung der Lieferung für Dritte, die in keinem Benützungsverhältnis zum Kanton stehen, keine unzumutbare Härte bedeutet. (Abs. 1) Die Einstellung der Lieferung von Elektrizität befreit den Benützer nicht von der Erfüllung aller Verbindlichkeiten gegenüber den IWB. (Abs. 2)
FR	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energiereglement** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. ***Gesetz über die Elektrizitätsversorgung (EVG) (Vorentwurf)*** *Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.*

GE	**Loi sur l'énergie** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Règlement d'application de la loi sur l'énergie** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Loi sur l'organisation des Services industriels de GE** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
GL	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Verordnung zum Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
GR	**Wasserrechtsgesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Verordnung zum Wasserrechtsgesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
JU	**Loi sur l'énergie** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Ordonnance sur l'énergie** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
LU	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energieverordnung** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
NE	**Loi sur l'énergie** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
NW	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Gesetz über das Kantonale Elektrizitätswerk NW** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
OW	**Gesetz über das Elektrizitätswerk OW** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. ***Energiewirtschafts- und Stromversorgungsgesetz (Entwurf)*** *Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.*
SG	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energieverordnung** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.

SH	**Elektrizitätsgesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
SO	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Verordnung zum Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
SZ	**Wasserrechtsgesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
TG	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Gesetz über das Elektrizitätswerk des Kantons TG** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
TI	**Art. 14 Legge cantonale sull'energia** Le aziende distributrici sono tenute ad allestire un regolamento sulle condizioni di allacciamento e di fornitura di energia in rete. **Legge istituente l'Azienda elettrica ticinese** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
UR	**Gewässernutzungsgesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
VD	**Pas de Loi cantonale sur l'énergie ou sur l'approvisionnement en électricité** **Pas d'ordonnance cantonale sur l'énergie ou sur l'approvisionnement en électricité** **Art. 10 al. 1 Décret sur le renouvellement et l'extension des concessions de la Compagnie vaudoise des forces motrices des lacs de Joux et de l'Orbe** Les conditions de vente de l'énergie font l'objet d'un règlement et de tarifs approuvés par le Conseil d'Etat.
VS	**Gesetz über die Nutzbarmachung der Wasserkräfte** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
ZG	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Vollziehungsverordnung zum Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
ZH	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **EKZ-Gesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. ***Gesetz über die Stromversorgung (Entwurf)*** *Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.*

6.6. Äussert sich das kantonale Recht zu Haftungsfragen?

Le droit cantonal se prononce-t-il sur des questions de responsabilité?

Kantone	Text der einschlägigen Bestimmungen
AG	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Abgabereglement** Ziff. 6.2: Haftung für Spannungs- und Frequenzschwankungen 6.2.1: Die Kunden und Eigentümer haben keinen Anspruch auf Ersatz von mittelbarem oder unmittelbarem Schaden, der ihnen aus Spannungs- und Frequenzschwankungen irgendwelcher Art und Grösse erwächst. 6.2.2: Die Kunden und Eigentümer sind verpflichtet, alles Notwendige vorzukehren, um in ihren Anlagen Schäden oder Unfälle zu verhüten, die durch Stromunterbruch, Wiedereinschaltung oder aus Spannungs- oder Frequenzschwankungen entstehen können. In besonderem Masse gilt diese Verpflichtung für Kunden, welche Inhaber eines Betriebes sind, der für Schäden dieser Ursachenart besonders anfällig ist (z.B. Intensivmastbetriebe, Steuerungsanlagen, Datenverarbeitungsanlagen usw.). 6.2.3: Vorbehalten sind die gesetzlichen Haftpflichtbestimmungen, die zwingenden Charakter tragen. Ziff. 6.3: Haftung für **Unterbrechungen** und **Einschränkungen** der Energieabgabe 6.3.1: Die Kunden haben keinen Anspruch auf Ersatz von mittelbarem oder unmittelbarem Schaden, der ihnen aus Unterbrechungen bzw. Einschränkungen der Energieabgabe sowie aus der Einstellung der Energielieferung oder aus dem Betrieb von Rundsteueranlagen erwächst. Diese Unterbrechungen und Einschränkungen müssen aus Gründen erfolgen, die in diesem Reglement vorgesehen sind (Ziff. 2.4 und 2.6). 6.3.2: Bei Unterbrechungen längerer Dauer oder anderen erheblichen Einschränkungen können die Gebühren angemessen reduziert werden. **Ziff. 14 Wiederverkäufer-Abgabebedingungen** 14.1: Der Wiederverkäufer hat keinen Anspruch auf Ersatz für unmittelbar oder mittelbar zugefügten Schaden durch **Stromunterbrüche** und **Einschränkungen** gemäss Ziffer 6.2. 14.2: Hinsichtlich der Haftpflicht gelten im Übrigen die Bestimmungen des Bundesgesetzes betreffend die elektrischen Schwach- und Starkstromanlagen vom 24. Juni 1902 sowie die übrigen zwingenden haftpflichtrechtlichen Bestimmungen. **Ziff. 14 Endverbraucher-Abgabebedingungen** 14.1: Der Kunde hat keinen Anspruch auf Ersatz für unmittelbar oder mittelbar zugefügten Schaden durch **Stromunterbrüche** und **Einschränkungen** gemäss Ziffer 6.2. 14.2: Hinsichtlich der Haftpflicht gelten im Übrigen die Bestimmungen des Bundesgesetzes betreffend die elektrischen Schwach- und Starkstromanlagen vom 24. Juni 1902 sowie die übrigen zwingenden haftpflichtrechtlichen Bestimmungen.
AI	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energieverordnung** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.

AR	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energieverordnung** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
BE	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Allgemeine Energieverordnung** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
BL	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
BS	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Verordnung zum Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **IWB-Gesetz** § 29: Der Grundeigentümer haftet für allen Schaden, der an den Anschlussleitungen und Messapparaten im Bereich seines Grundstücks entsteht. (Abs. 1) Er kann sich von dieser Haftung durch den Nachweis befreien, dass ihn kein Verschulden trifft oder dass der Schaden auch ohne sein Verschulden verursacht worden wäre. (Abs. 2) § 30: Der Kanton haftet für Schäden, die Grundeigentümern oder Benützern durch den Betrieb von Anschlussleitungen und Messapparaten entstehen. (Abs. 1) Ausgeschlossen ist die Haftung für Schäden, die durch höhere Gewalt verursacht werden. (Abs. 2) **§ 61 Verordnung über die Abgabe von Elektrizität** Die Benützer haben unter Vorbehalt abweichender Bestimmungen keinen Anspruch auf Entschädigung für mittelbaren oder unmittelbaren Schaden, der ihnen aus Spannungs- oder Frequenzabweichungen irgendwelcher Art und Grösse sowie aus Einschränkung oder Verweigerung der Lieferung von Elektrizität erwächst.
FR	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energiereglement** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. ***Gesetz über die Elektrizitätsversorgung (EVG) (Vorentwurf)*** *Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.*
GE	**Loi sur l'énergie** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Règlement d'application de la loi sur l'énergie** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Loi sur l'organisation des Services industriels de GE** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.

GL	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Verordnung zum Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
GR	**Wasserrechtsgesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Verordnung zum Wasserrechtsgesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
JU	**Loi sur l'énergie** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Ordonnance sur l'énergie** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
LU	**§ 62 Wasserbaugesetz**[2] Der Konzessionär haftet für jeden Schaden, der durch den Bau, Bestand und Betrieb des Wasserkraftwerkes entsteht, nach den Bestimmungen des Zivilrechts. Er hat den Schaden und nach Möglichkeit die Ursachen unverzüglich zu beheben. (Abs. 1) Er hat den Nachweis einer ausreichenden Haftpflichtversicherung zu erbringen. (Abs. 2) **Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energieverordnung** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
NE	**Loi sur l'énergie** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
NW	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Art. 10a Gesetz über das Kantonale Elektrizitätswerk NW** Das Kantonale Elektrizitätswerk NW haftet für Schäden, die Grundeigentümern oder Benützern durch den Betrieb von Anschlussleitungen und Messapparaten entstehen. (Abs. 1) Ausgeschlossen ist die Haftung für Schäden, die durch höhere Gewalt verursacht werden. (Abs. 2)

2 Gemäss Wassernutzungs- und Wasserversorgungsgesetz vom 20.01.2003 wird diese Bestimmung aufgehoben werden (Amtsblatt 2003, Nr. 4, S. 177 ff., 195).

OW	**Art. 12 Gesetz über das Elektrizitätswerk OW** Die Haftung des Kantons und der Gemeinden für die Verbindlichkeiten, für den Betrieb sowie für die Organe und Arbeitnehmer des Werkes wird ausgeschlossen. *Im Entwurf des Energiewirtschafts- und Stromversorgungsgesetzes schlägt der Regierungsrat vor, das Gesetz über das Elektrizitätswerk OW aufzuheben.* ***Energiewirtschafts- und Stromversorgungsgesetz (Entwurf)*** *Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.*
SG	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energieverordnung** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
SH	**Elektrizitätsgesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
SO	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Verordnung zum Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
SZ	**Wasserrechtsgesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
TG	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Gesetz über das Elektrizitätswerk des Kantons TG** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
TI	**Legge cantonale sull'energia** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Legge istituente l'Azienda elettrica ticinese** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
UR	**Gewässernutzungsgesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
VD	**Pas de Loi cantonale sur l'énergie ou sur l'approvisionnement en électricité** **Pas d'ordonnance cantonale sur l'énergie ou sur l'approvisionnement en électricité** **Décret sur le renouvellement et l'extension des concessions de la Compagnie vaudoise des forces motrices des lacs de Joux et de l'Orbe** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
VS	**Gesetz über die Nutzbarmachung der Wasserkräfte** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.

ZG	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Vollziehungsverordnung zum Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
ZH	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **EKZ-Gesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. ***Gesetz über die Stromversorgung (Entwurf)*** *Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.*

II. VERSORGUNGSPLANUNG

PLANIFICATION DE L'APPROVISIONNEMENT

1. Allgemeines

Généralités

Kantone	Text der einschlägigen Bestimmungen
AG	**Energiegesetz** § 13: Bei allen staatlichen Massnahmen sind die umweltpolitischen und energiewirtschaftlichen Auswirkungen, Bedürfnisse und Interessen zu berücksichtigen, insbesondere bei Massnahmen des Steuerrechts, des Wasserrechts, der Raumplanung, der Verkehrspolitik sowie im Bereich der Gebührenfestsetzung und -erhebung. (Abs. 1) In Botschaften zu entsprechenden Vorlagen ist festzuhalten, wie diese Grundsätze berücksichtigt werden. (Abs. 2) § 14: Die Gemeinden können im Verfahren der Nutzungsplanung Gebiete bezeichnen, in denen die Erschliessung durch einen bestimmten Energieträger vorgesehen ist. (Abs. 1) Sie sind dabei von den Gemeindeverbänden, die eigene Energiekonzepte ausarbeiten können, koordinierend zu unterstützen. (Abs. 2) Ein Anschlusszwang oder eine zwangsweise Entrichtung von Grundeigentümerbeiträgen ist ausgeschlossen. (Abs. 3) Vorbehalten bleiben notwendige Erschliessungsmassnahmen nach der Gesetzgebung über Raumplanung, Umweltschutz und Bauwesen. (Abs. 4) § 15: Gemeinden und private Grundeigentümer sind verpflichtet, die Durchleitung von leitungsgebundenen Energien auf ihrem Gebiet zu dulden. (Abs. 1) Diese Pflicht zur Duldung besteht auch dann, wenn die betroffene Gemeinde oder Liegenschaft durch die in Frage stehende leitungsgebundene Energie nicht erschlossen wird. (Abs. 2) Soweit das Bundesrecht nichts anderes vorsieht, richten sich Zuständigkeit und Verfahren nach den Vorschriften der Gesetzgebung über Raumplanung, Umweltschutz und Bauwesen. (Abs. 3) § 16: Das kantonale Enteignungsrecht kann für die Erstellung von Energieversorgungsanlagen geltend gemacht werden, insbesondere für leitungsgebundene Anlagen, die im öffentlichen Interesse stehen. Vorbehalten bleibt das Bundesrecht. (Abs. 1) Das Verfahren richtet sich nach den Vorschriften der Gesetzgebung über Raumplanung, Umweltschutz und Bauwesen. (Abs. 2) **§ 8 & 9 Gesetz über Raumplanung, Umweltschutz und Bauwesen (Baugesetz, BauG)** (Bestimmungen über den kantonalen Richtplan)

AI	**Art. 15 Energiegesetz** Die Standeskommission ist für die Versorgungssicherung mit elektrischer Energie zuständig und trifft die dazu erforderlichen Massnahmen. **Art. 6 – 10 Baugesetz** (Bestimmungen über kantonale Richtplanung)
AR	**Art. 3 Energiegesetz** Der Regierungsrat plant die kantonale Energiepolitik, koordiniert sie mit der Energiepolitik des Bundes sowie anderer Kantone und berücksichtigt die Entwicklung und Anstrengungen der Wirtschaft. (Abs. 1) Er erarbeitet ein kantonales Energiekonzept und überprüft es periodisch. (Abs. 2) Das Energiekonzept enthält insbesondere Angaben über: a) die Ziele und Prioritäten der kantonalen Energiepolitik; b) die Zusammenarbeit mit dem Bund und anderen Kantonen; c) den sinnvollen Einsatz der verschiedenen Energieträger; d) die energiepolitischen Massnahmen. (Abs. 3) Die Gemeinden und die in der Energieversorgung tätigen Unternehmen sind zur Mitwirkung verpflichtet. Sie sind anzuhören. (Abs. 4) Das Energiekonzept bedarf der Genehmigung durch den Kantonsrat. (Abs. 5) **Art. 7 - 11 Gesetz über die Einführung des Bundesgesetzes über die Raumplanung** (Bestimmungen über den kantonalen Richtplan) ***Art. 7 - 10 Gesetz über die Raumplanung und das Baurecht (Baugesetz) (Entwurf)*** *(Bestimmungen über den kantonalen Richtplan)*
BE	**Energiegesetz** Art. 5: Die Direktion für Bau, Verkehr und Energie beschafft zuhanden der Gemeinden und Energieverteiler die Grundlagen für die Beurteilung des künftigen Bedarfs und Angebots an Energie im Kanton Bern und für die Berücksichtigung der bedeutsamen Umweltfolgen. Sie ist berechtigt, dazu von den öffentlichen Verwaltungen, den im Kanton Bern tätigen Unternehmungen der Energiewirtschaft und den Grossverbrauchern die erforderlichen Auskünfte und Unterlagen zu verlangen. (Abs. 1) Die Direktion für Bau, Verkehr und Energie und die von ihr beigezogenen Personen haben die öffentlichen und privaten Geheimhaltungsinteressen zu wahren. (Abs. 2) Art. 6: Der Regierungsrat fasst periodisch die wichtigsten Leitsätze für die kantonale Energiepolitik in einem Energiebericht zusammen und legt dar, wie die Ziele dieses Gesetzes verwirklicht werden sollen. (Abs. 1) Die Leitsätze berücksichtigen die energiepolitischen Vorgaben des Bundes und koordinieren die regionalen Energiekonzepte. (Abs. 2) Die Energieberichte sind dem Grossen Rat zur Kenntnisnahme vorzulegen. Jene Leitsätze, die für die kantonalen, regionalen und kommunalen Behörden verbindlich werden sollen, sind in einem Dekret des Grossen Rates festzulegen. (Abs. 3) Art. 7: Die Gemeinden können für ihr Gebiet und gemeinsam für ein mehrere Gemeinden umfassendes Energieversorgungsgebiet Energiekonzepte aufstellen. Die Träger der Energieversorgung sind beizuziehen. (Abs. 1) Die Energiekonzepte stellen die Mittel und Wege dar, wie der Energiebedarf des betreffenden Gebietes unter bestmöglicher Wahrung der Zwecke dieses Gesetzes

	zu befriedigen ist. Sie sind für die Behörden und andere Träger der Energieversorgung, soweit diese den Konzepten zugestimmt haben, verbindlich. (Abs. 2) Die zuständige Stelle der Bau-, Verkehrs- und Energiedirektion a) grenzt die regionalen Energieversorgungsgebiete ab, wenn sich die Gemeinden nicht einigen können; b) verpflichtet die Gemeinden eines regionalen Energieversorgungsgebietes zur Aufstellung eines gemeinsamen Energiekonzeptes, wenn es nötig ist, um wesentliche Ziele dieses Gesetzes zu erreichen; c) genehmigt die regionalen Energiekonzepte, sofern sie mit dem eidgenössischen und kantonalen Recht übereinstimmen. Es stellt die Koordination mit den Energiekonzepten angrenzender Gebiete und mit anderen Planungen sicher. Kommunale Energiekonzepte bedürfen zu ihrer Gültigkeit keiner Genehmigung des Kantons. (Abs. 3) Stellt die Mehrzahl der Gemeinden eines Energieversorgungsgebietes, die zugleich die Mehrheit der Bevölkerung vertreten, ein Energiekonzept auf, kann es der Regierungsrat auch für die übrigen Gemeinden und die Träger der Energieversorgung dieses Gebietes als verbindlich erklären, wenn das Konzept sonst nicht durchführbar wäre und damit wesentliche Ziele dieses Gesetzes nicht erreicht werden könnten. (Abs. 4) Art. 7a: Die Gemeinden erlassen die für die Organisation, den Betrieb, die Benützung und die Finanzierung der Versorgung mit leitungsgebundener Energie notwendigen Reglemente. (Abs. 1) Die Gemeinden können Gemeindeverbänden oder privatrechtlichen Organisationen hoheitliche Befugnisse übertragen. Diese sind hinsichtlich ihrer Rechte und Pflichten den Gemeinden gleichgestellt. (Abs. 2) Die zuständige Stelle der Bau-, Verkehrs- und Energiedirektion erlässt Musterreglemente und unterstützt die Gemeinden beim Erlass der Reglemente durch Beratung und Prüfung. (Abs. 3) **Art. 68 & 103- 105 Baugesetz** **Art. 111 - 117 Bauverordnung** (Bestimmungen über Richtpläne)
BL	**§ 115 Abs. 2 KV** Der Kanton erlässt ein Konzept, das die Grundsätze der kantonalen Energiepolitik enthält. Er wirkt darauf hin, dass auf dem Kantonsgebiet oder in dessen Nachbarschaft keine Atomkraftwerke nach dem Prinzip der Kernspaltung, Aufbereitungsanlagen für Kernbrennstoffe und Lagerstätten für mittel- und hochradioaktive Rückstände errichtet werden. **Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **§ 8 – 11 Raumplanungs- und Baugesetz** **§ 4 Verordnung zum Raumplanungs- und Baugesetz** (Bestimmungen über den kantonalen Richtplan) **§ 14 Raumplanungs- und Baugesetz** (Bestimmung über den kommunalen Richtplan)

BS	**§ 4 IWB-Gesetz** Der Kanton plant die Energie- und Trinkwasserversorgung. (Abs. 1) Die Planung ist laufend zu überprüfen und auf die übrigen vom Kanton wahrzunehmenden Aufgaben abzustimmen, namentlich auf den Umweltschutz. (Abs. 2) **§ 2 lit. a Verordnung betreffend Organisation der Energie und Trinkwasserversorgung** Die IWB sind in allen vom Gesetz oder in anderen Verordnungen ausdrücklich bezeichneten Bereichen sowie für folgende Aufgaben zuständig: a) Planung der Energie- und Trinkwasserversorgung (§ 4 Abs. 1 IWB-Gesetz); **§ 94 Bau- und Planungsgesetz** **§ 70 – 78 Bau- und Planungsverordnung** (Bestimmungen über den kantonalen Richtplan)
FR	**Energiegesetz** Art. 1: Mit dem Ziel einer nachhaltigen Entwicklung soll dieses Gesetz zu einer ausreichenden, breit gefächerten, sicheren und wirtschaftlichen Energieversorgung beitragen, die mit den Anforderungen des Umweltschutzes und der Raumplanung vereinbar ist. (Abs. 1) Es bezweckt: a) die Sicherstellung der wirtschaftlichen und umweltverträglichen Erzeugung und Verteilung von Energie; b) die sparsame und rationelle Energienutzung; c) die verstärkte Nutzung von erneuerbaren Energien; d) die Förderung einheimischer Energien. (Abs. 2) Es soll die Beachtung des Prinzips der Subsidiarität staatlicher Eingriffe gemäss Bundesgesetzgebung sicherstellen. (Abs. 3) Art. 2: Dieses Gesetz ist auf die Versorgung, die Erzeugung, die Verteilung und die Nutzung von Energie in allen Formen anwendbar. (Abs. 1) Vorbehalten bleiben die Vorschriften des Bundes und des Kantons in anderen Erlassen, insbesondere die Vorschriften über die Nutzbarmachung der Wasserkraft, den Transport und die Verteilung von Elektrizität, die Kernenergie, die Rohrleitungsanlagen sowie den Umweltschutz und die Raumplanung. (Abs. 2) Art. 3: Massnahmen können nur so weit angeordnet werden, als sie technisch und betrieblich möglich und wirtschaftlich tragbar sind. Überwiegende öffentliche Interessen sind zu wahren. (Abs. 1) Die wirtschaftlichen Aspekte werden insbesondere auf der Grundlage von Rentabilitätsberechnungen unter Berücksichtigung der externen Energiekosten behandelt. (Abs. 2) Allfällige Ausnahmebewilligungen werden mit besonderen Auflagen oder Bedingungen oder gegebenenfalls mit Ausgleichsmassnahmen verbunden. (Abs. 3) Art. 4: Der Kanton koordiniert seine Energiepolitik mit dem Bund. (Abs. 1) Er arbeitet mit den anderen Kantonen zusammen, um die Massnahmen so gut wie möglich aufeinander abzustimmen. (Abs. 2) Er arbeitet beim Vollzug des Gesetzes mit den Organisationen der Wirtschaft zusammen. (Abs. 3) Art. 5: Kanton und Gemeinden berücksichtigen überall bei ihrer gesetzgeberischen und administrativen Tätigkeit und bei der Bewirtschaftung ihrer Güter die Notwendigkeit der rationellen Energienutzung, der Diversifikation der Energie-

quellen und der Förderung erneuerbarer Energien. (Abs. 1)

Der Staatsrat erlässt Ausführungsvorschriften, die den Kanton und die Gemeinden dazu anhalten, bei Energiekonzepten, Energieverbrauch und Nutzung erneuerbarer Energien mit gutem Beispiel voranzugehen. (Abs. 2)

Insbesondere neue oder vollständig renovierte, vom Kanton erstellte oder subventionierte öffentliche Bauten müssen, sofern die wirtschaftlichen Umstände dies rechtfertigen, bestimmten Qualitätskriterien entsprechen; diese Kriterien werden im Ausführungsreglement umschrieben. (Abs. 3)

Energiereglement

Art. 1: Dieses Reglement gilt für:

a) Neubauten, die beheizt, gekühlt oder befeuchtet werden;

b) Umbauten und Umnutzungen von bestehenden Bauten, die beheizt, gekühlt oder befeuchtet werden;

c) Neuinstallationen haustechnischer Anlagen zur Aufbereitung und Verteilung von Wärme, Kälte, Warmwasser und Raumluft;

d) Ersatz, Umbau oder Änderung haustechnischer Anlagen;

e) Planung und Betrieb staats- und gemeindeeigener Gebäude;

f) haustechnische Anlagen und Massnahmen, für die ein Beitrag im Rahmen der Förderung der sparsamen und rationellen Energienutzung und der erneuerbaren Energien ausgerichtet werden kann. (Abs. 1)

Anbauten und neubauartige Umbauten gelten grundsätzlich als Neubauten und haben die Anforderungen für Neubauten zu erfüllen. (Abs. 2)

Art. 2: Das Amt für Verkehr und Energie (Amt) wird mit dem Vollzug dieses Reglements beauftragt.

Art. 3: Die Begriffsdefinitionen der geltenden SIA-Empfehlung 380/1 gelten sinngemäss, soweit sie in diesem Reglement vorkommen. (Abs. 1)

In diesem Reglement bedeuten:

a) *Baute / Gebäude*: Im Erdboden eingelassene oder darauf stehende, künstlich geschaffene, auf Dauer angelegte bauliche Einrichtung, die einen Raum zum Schutz von Menschen und Sachen gegen äussere, namentlich atmosphärische Einflüsse mehr oder weniger vollständig abschliesst. Darunter fallen auch Fahrnisbauten, sofern sie über einen längeren Zeitraum ortsfest verwendet werden.

b) *Anlage*: Künstlich geschaffene und auf Dauer angelegte Einrichtung, die in fester Beziehung zum Erdboden steht und keine Baute darstellt, wie beispielsweise Rampen, Parkplätze, Sportplätze, Schiessplätze, Seilbahnen usw.

c) *Haustechnische Anlagen*: Energierelevante Installationen, die im Zusammenhang mit einer Baute stehen.

d) *Umbau*: Ein Bauteil gilt als «vom Umbau betroffen», wenn an ihm mehr als blosse Oberflächen-Auffrischungsarbeiten oder kleinere Reparaturen vorgenommen werden.

e) *Änderung*: Eine haustechnische Anlage gilt als «von der Änderung betroffen», wenn an ihr Arbeiten oder Einstellungen vorgenommen werden, die über den Unterhalt und die Wartung oder kleinere Reparaturarbeiten hinausgehen.

f) *Umnutzung*: Ein Bauteil gilt als «von der Umnutzung betroffen», wenn daran durch die Umnutzung die Temperaturdifferenz aufgrund der Standardnutzung verändert wird. (Abs. 2)

Art. 4: Die in diesem Reglement vorgeschriebenen Massnahmen sind nach dem Stand der Technik zu planen und auszuführen. (Abs. 1)

	Ohne ausdrückliche anders lautende Vorschrift gelten als Stand der Technik die Anforderungen und Rechenmethoden der geltenden Normen und Empfehlungen der Fachorganisationen. (Abs. 2) Das Amt führt die Liste dieser Normen und Empfehlungen nach. Es sorgt dafür, dass diese Liste leicht eingesehen werden kann. (Abs. 3) Werden die geltenden Normen und Empfehlungen von den Fachorganisationen revidiert oder angepasst, so kann das Amt für die Anwendung der neuen Bestimmungen eine Übergangsfrist festlegen. (Abs. 4) ***Art. 5 Abs. 2 Gesetz über die Elektrizitätsversorgung (EVG) (Vorentwurf)*** *Die Versorgungsunternehmen planen den Ausbau ihrer Netze in Zusammenarbeit mit den zuständigen Behörden und unter Beachtung der vorgeschriebenen Verfahren.* **Art. 16 – 24 Raumplanungs- und Baugesetz** (Bestimmungen über den kantonalen Richtplan)
GE	**Loi sur l'énergie** Art. 7: L'autorité compétente rassemble les données qui permettent d'estimer à terme l'évolution des besoins en énergie et leur couverture par les divers agents énergétiques, compte tenu des objectifs de la présente loi. (al. 1) A cet effet, elle consulte les fournisseurs et consommateurs publics ou privés, ainsi que les distributeurs d'énergie, notamment les Services industriels. (al. 2) Les Services industriels proposent à l'autorité compétente un plan directeur des énergies de réseau conforme aux obligations qui leur sont imposées par la présente loi. (al. 3) Art. 8: Les fournisseurs et consommateurs publics ou privés ainsi que les distributeurs d'énergie, sont tenus de fournir à l'autorité compétente les renseignements et documents nécessaires. Art. 9: Les personnes dont l'autorité compétente s'assure la collaboration doivent observer le secret sur les renseignements dont elles acquièrent la connaissance en fournissant cette collaboration dans la mesure où la loi sur l'information du public et l'accès aux documents, du 5 octobre 2001, s'oppose à leur communication. Art. 10: Le Conseil d'Etat établit un projet de conception générale en matière d'énergie, qui porte principalement sur: a) la situation du canton en matière énergétique et ses engagements à moyen et long terme; b) les objectifs de la politique énergétique cantonale et ses priorités; c) le plan directeur de l'énergie du canton, lequel établit périodiquement la part souhaitable des différentes énergies, notamment de celles qui sont renouvelables; d) les mesures d'application permettant de réaliser les objectifs de la politique énergétique. (al. 1) La conception générale en matière énergétique tient compte des conceptions de l'énergie et des projets de la Confédération, ainsi que de ceux des cantons, régions et communes voisines. (al. 2) Le projet de conception générale en matière d'énergie est adressé, en vue de son approbation, au Grand Conseil qui se prononce sous forme de résolution dans un délai de 6 mois. (al. 3) Au moins une fois par législature, la conception générale en matière d'énergie fait l'objet d'un examen et est au besoin adaptée. (al. 4) A cet effet, le Conseil d'Etat présente au Grand Conseil un rapport qui comprend

	notamment: a) l'analyse de l'évolution de la situation énergétique du canton durant la période considérée; b) l'évaluation des mesures prises pour atteindre les objectifs définis par la conception; c) les actions à poursuivre ou à entreprendre et leurs implications budgétaires. (al. 5) Art. 11: Les autorités veillent à ce que les divers plans directeurs, tels que le plan directeur des transports et les dispositions d'aménagement du territoire, tiennent compte du plan directeur de l'énergie du canton. **Art. 3 – 11 Loi d'application de la LF sur l'aménagement du territoire** ***Art. 9 – 12 Loi sur l'aménagement du territoire et les constructions (projet)*** *(Bestimmungen über den kantonalen Richtplan)*
GL	**Art. 2 Abs. 1 Energiegesetz** Kanton und Gemeinden arbeiten für den Vollzug dieses Gesetzes mit den Organisationen der Wirtschaft zusammen. **Art. 3 – 6 Raumplanungs- und Baugesetz** (Bestimmungen über den kantonalen Richtplan)
GR	**Art. 3 Energiegesetz** Kanton, Gemeinden und regionale Organisationen berücksichtigen in ihrer ganzen Tätigkeit … die Erfordernisse der Energieversorgung und Energieverwendung … **Art. 46 - 53 Raumplanungsgesetz** (Bestimmungen über den kantonalen und regionalen Richtplan) **Art. 14 Raumplanungsgesetz** (Bestimmungen über den Richtplan der Gemeinden)
JU	**Art. 4 Loi sur l'énergie** Dans son programme de législature, le Gouvernement détermine la politique énergétique du Canton, notamment en matière de diversification et d'économie. **Art. 79 – 83 Loi sur les constructions et l'aménagement du territoire** **Art. 89 – 93 Ordonnance sur les constructions et l'aménagement du territoire** (Bestimmungen über den kantonalen Richtplan)
LU	**§ 2 Energiegesetz** Kanton, Gemeindeverbände und Gemeinden berücksichtigen in ihrer Rechtsetzungs-, Regierungs- und Verwaltungstätigkeit die Ziele dieses Gesetzes. **§ 7 – 14 Planungs- und Baugesetz** (Bestimmungen über den kantonalen Richtplan)
NE	**Loi sur l'énergie** Art. 15: Le service rassemble les données qui permettent d'estimer l'évolution, à terme, des besoins et de l'offre d'énergie dans le canton, ainsi que de préparer et réaliser les mesures prévues dans la présente loi et en analyser l'efficacité. (al. 1) A cet effet, le service est habilité à demander les renseignements nécessaires (art. 21 LEne). (al. 2) Art. 16: La conception directrice établit les principes fondamentaux de la politique énergétique cantonale et définit l'évolution souhaitée. Elle tient compte de la politique énergétique de la Confédération. (al. 1)

	Elle est définie par le Conseil d'Etat et, en particulier, décrit la situation du canton en matière énergétique, fixe les objectifs de la politique énergétique cantonale et en définit les mesures d'application nécessaires. (al. 2) Elle est approuvée par le Grand Conseil et lie ensuite les autorités cantonale et communales. (al. 3) Art. 17: Le plan cantonal de l'énergie et les plans communaux des énergies sont présentés sous forme de rapports et de cartes définissant, dans les grandes lignes pour le plan cantonal, les zones énergétiques. (al. 1) Ces plans sont établis en tenant compte des critères relatifs à: a) l'économie énergétique, en particulier les infrastructures existantes et les aspects économiques; b) l'aménagement du territoire; c) la protection de l'environnement, de la nature et du paysage; d) la protection des biens culturels; e) le maintien d'activités dans les régions périphériques. (al. 2) Art. 18: Le plan cantonal de l'énergie, établi par le service en collaboration avec la commission, est soumis par le département au Conseil d'Etat, pour approbation. (al. 1) Sur cette base, les communes ou groupements de communes concernés ont la possibilité d'établir leur plan des énergies, soumis à l'approbation du Conseil d'Etat. (al. 2) Art. 19: Les zones énergétiques recouvrent des portions de territoire présentant des caractéristiques communes en matière d'approvisionnement énergétique ou d'utilisation de l'énergie. (al. 1) Les zones énergétiques faisant partie intégrante du plan cantonal de l'énergie et des plans communaux des énergies peuvent être de trois types: a) zones d'énergie de réseau; b) zones d'incitation pour d'autres systèmes de production ou de consommation d'énergie; c) zones sans spécification. (al. 2) Les zones d'énergie de réseau sont délimitées, après avoir entendu les fournisseurs ou les distributeurs concernés. (al. 3) Art. 20: Sur le territoire des zones d'énergie de réseau, le plan communal des énergies peut prescrire l'obligation aux propriétaires de raccorder leurs bâtiments au réseau de chauffage à distance correspondant, à condition que ce réseau soit sous contrôle d'une collectivité publique ou des consommateurs eux-mêmes et qu'il soit alimenté par des énergies renouvelables ou des rejets de chaleur. Le cas échéant, cette obligation s'applique exclusivement aux bâtiments qui ont été construits ou qui ont subi une transformation importante alors qu'ils se situaient dans une zone d'énergie de réseau avec chauffage à distance. (al.1) Les zones de raccordement obligatoire sont soumises, par analogie, à la procédure d'adoption des plans d'affectation, prévue par la loi cantonale sur l'aménagement du territoire. (al. 2) Les prix de l'énergie sont soumis à l'approbation du département. (al. 3) Les propriétaires des immeubles raccordés sont tenus d'autoriser gratuitement la pose des conduites dans leur terrain. (al. 4) Art. 21: En cas d'intérêt régional ou intercommunal, le plan cantonal de l'énergie peut prescrire l'obligation de raccordement à un réseau de chauffage à distance, pour autant qu'il soit alimenté par des énergies renouvelables ou des rejets de

	chaleur. Art. 22: Les bâtiments, dont les besoins de chaleur sont couverts de manière prépondérante par des énergies renouvelables ou des rejets de chaleur, sont dispensés de l'obligation de raccordement. Art. 23: Dans une zone d'énergie de réseau avec raccordement obligatoire à un réseau de chauffage à distance alimenté par des énergies renouvelables ou des rejets de chaleur, les bâtiments couvrent leurs besoins de chaleur de manière prépondérante par l'agent énergétique fourni par le réseau correspondant: a) dès leur occupation pour les bâtiments neufs; b) dans un délai fixé d'un commun accord entre le fournisseur et le preneur d'énergie, mais au plus tard lors du renouvellement des installations de production de chaleur, pour les bâtiments qui ont été construits ou qui ont subi une transformation importante, alors qu'ils se situaient dans une zone d'énergie de réseau avec chauffage à distance. (al. 1) Les professionnels de la branche sont tenus de rappeler à leurs clients les obligations qui leur incombent. (al. 2) Art. 24: La conception directrice, le plan cantonal de l'énergie et, le cas échéant, les plans communaux des énergies feront l'objet d'un examen périodique; ils seront adaptés si besoin est. **Art. 15 & 18 – 30 Loi cantonale sur l'aménagement du territoire** (Bestimmungen über den kantonalen Richtplan) **Art. 44 Loi cantonale sur l'aménagement du territoire** (Bestimmung über den kommunalen Richtplan)
NW	**Art. 3 Ziff. 1 Energiegesetz** Der Regierungsrat ist zuständig für: 1. die Festlegung der kantonalen Energiepolitik sowie deren Koordination mit der Energiepolitik des Bundes; **Art. 5 – 13 & 14 – 20 Baugesetz** (Bestimmungen über den kantonalen Richtplan) **Art. 5 - 13 & 29 – 31 Baugesetz** (Bestimmungen über den kommunalen Richtplan)
OW	**Der Kanton OW hat kein Energiegesetz** ***Energiewirtschafts- und Stromversorgungsgesetz (Entwurf)*** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Art. 8 Baugesetz** **Art. 1 – 3 Verordnung zum Baugesetz** (Bestimmungen über den kantonalen Richtplan)
SG	**Art. 2 Energiegesetz** Die Planung der Energieversorgung richtet sich nach dem Baugesetz. **Art. 42 - 45 Baugesetz** (Bestimmungen über den kantonalen Richtplan) **Art. 5 Baugesetz** (Bestimmung über den kommunalen Richtplan)

SH	**Der Kanton SH hat kein Energiegesetz** **Art. 1 Abs. 1 Elektrizitätsgesetz** Der Kanton sorgt für eine flächendeckende Grundversorgung von Bevölkerung und Wirtschaft mit elektrischer Energie. **Art. 4 Baugesetz** **Art. 1 – 3 Verordnung zum Baugesetz** (Bestimmungen über den kantonalen Richtplan)
SO	**§ 2 Energiegesetz** Die wichtigsten Grundsätze für den Vollzug dieses Gesetzes werden in einem Energiekonzept festgelegt. (Abs. 1) Das Energiekonzept enthält insbesondere Angaben über: a) die gegenwärtige Energiesituation im Kanton; b) die Ziele und Prioritäten der kantonalen Energiepolitik; c) den sinnvollen Einsatz der verschiedenen Energieträger; d) die energiepolitischen Massnahmen; e) die rechtlichen, organisatorischen und finanziellen Massnahmen. Es berücksichtigt allfällige Energiekonzepte und Sachpläne des Bundes, der Nachbarkantone, der Regionen und der Gemeinden. (Abs. 2) Bei der Erarbeitung des Konzeptes sind die interessierten Kreise anzuhören. Es ist gegebenenfalls den veränderten Verhältnissen anzupassen. (Abs. 3) Die Gemeinden können für ihr Gebiet in einem Energiekonzept die Zielsetzungen des kantonalen Energiekonzeptes ergänzen. (Abs. 4) **§ 57 – 67 Planungs- und Baugesetz** (Bestimmungen über den kantonalen Richtplan)
SZ	**Der Kanton SZ hat kein Energiegesetz** **Art. 3 & 5 – 9 Planungs- und Baugesetz** (Bestimmungen über den kantonalen Richtplan) **Art. 3, 13 & 28 Planungs und Baugesetz** (Bestimmungen über den kommunalen Richtplan)
TG	**§ 82 Abs. 1, 1. Satz KV** Kanton und Gemeinden sorgen für die Bereitstellung von Wasser und Energie. **Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **§ 34 Planungs- und Baugesetz** (Bestimmung über den kantonalen Richtplan) **§ 10 & 11 Planungs und Baugesetz** (Bestimmungen über den kommunalen Richtplan)
TI	**Art. 3 Legge cantonale sull'energia** Gli indirizzi della politica energetica sono fissati con il Rapporto sugli indirizzi, con le Linee direttive e nel Piano finanziario secondo i disposti della Legge sulla pianificazione cantonale. (cpv. 1) Comuni possono elaborare, da soli per il proprio territorio, o in collaborazione con altri Comuni per una zona di approvvigionamento energetico più vasta, degli

	indirizzi in tema di approvvigionamento. (cpv. 2) I produttori e i distributori di energia nonché il Cantone vengono consultati. (cpv. 3) **Art. 12 – 23 Legge cantonale di applicazione della Legge federale sulla pianificazione del territorio** (Bestimmungen über den kantonalen Richtplan)
UR	**Art. 1 Abs. 2 Energiegesetz** Der Kanton setzt sich im Rahmen seiner Zuständigkeit ein für eine ausreichende, breit gefächerte, sichere, wirtschaftliche und umweltverträgliche Energieversorgung sowie für einen sparsamen und rationellen Energieverbrauch. **Art. 42 – 42e Baugesetz** (Bestimmungen über den kantonalen Richtplan)
VD	**Der Kanton VD hat kein Energiegesetz** **Art. 25 - 34 Loi sur l'aménagement du territoire et les constructions** (Bestimmungen über den kantonalen Richtplan) **Art. 25 – 32 & 39 – 42 Loi sur l'aménagement du territoire et les constructions** (Bestimmungen über den regionalen Richtplan) **Art. 25 – 32 & 35 – 38 Loi sur l'aménagement du territoire et les constructions** (Bestimmungen über den kommunalen Richtplan)
VS	**Art. 4 Energiespargesetz** In Zusammenarbeit mit den Munizipalgemeinden und den Gemeindevereinigungen erstellt der Kanton für jede Gemeinde eine jährliche Energiebilanz und macht Schätzungen über die Entwicklung von Angebot und Nachfrage. (Abs. 1) Unternehmungen auf dem Energiesektor, welche ihre Tätigkeit im Kanton ausüben, sowie die öffentlichen und privaten Grossverbraucher, sind verpflichtet, die notwendigen Auskünfte und Dokumente auszuhändigen. (Abs. 2) Die Energiebilanzen werden nach einheitlichen Grundsätzen erstellt und jährlich veröffentlicht. (Abs. 3) Die Verwaltungen sind an das Amtsgeheimnis gebunden. (Abs. 4) **Art. 6 – 9 Gesetz zur Ausführung des Bundesgesetzes über die Raumplanung** (Bestimmungen über den kantonalen Richtplan)
ZG	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **§ 8 Planungs- und Baugesetz** (Bestimmungen über den kantonalen Richtplan) **§ 15 Planungs- und Baugesetz** (Bestimmungen über den kommunalen Richtplan)
ZH	**Energiegesetz** § 4: Die Energieplanung des Staates ist Sache des Regierungsrates, der dem Kantonsrat darüber Bericht erstattet. (Abs. 1) Sie ist im Bereich der Energieversorgung und -nutzung Entscheidungsgrundlage für Massnahmen der Raumplanung, Projektierung von Anlagen und Förderungsmassnahmen. (Abs. 2)

Sie dient den Gemeinden als Grundlage für ihre Energieplanung. (Abs. 3)

§ 5: Die Gemeinden und die in der Energieversorgung tätigen Unternehmen sind zur Mitwirkung an der Energieplanung verpflichtet. Sie sind rechtzeitig anzuhören und liefern, wie die Verbraucher, dem Staat die für die Energieplanung erforderlichen Auskünfte.

§ 6: Die Energieplanung des Staates enthält eine Beurteilung des künftigen Bedarfs und Angebots an Energie im Kanton. Sie legt die anzustrebende Entwicklung der Energieversorgung und -nutzung fest und bezeichnet die dazu notwendigen staatlichen Mittel und Massnahmen. Sie bestimmt, welcher Anteil der Abwärme insbesondere aus Kehrichtverbrennungs- und Abwasserreinigungsanlagen zu nutzen ist. (Abs. 1)

Die Energieplanung berücksichtigt Energiekonzepte und Sachpläne des Bundes, der Nachbarkantone und der Gemeinden. (Abs. 2)

Die Energieplanung wird periodisch überprüft und nötigenfalls den veränderten Verhältnissen angepasst. (Abs. 3)

§ 7: Die Gemeinden können für ihr Gebiet eine eigene Energie- planung durchführen. Der Regierungsrat kann einzelne Gemeinden oder die Gemeinden eines zusammenhängenden Energieversorgungsgebiets zur Durchführung einer Energieplanung verpflichten. (Abs. 1)

Die Energieplanung kann für das Angebot der Wärmeversorgung mit leitungsgebundenen Energieträgern Gebietsausscheidungen enthalten, die insbesondere bei Massnahmen der Raumplanung als Entscheidungsgrundlage dienen. (Abs. 2)

Die kommunale Energieplanung unterliegt der Genehmigung des Regierungsrates. (Abs. 3)

§ 8: Die staatliche und die kommunale Energieplanung enthalten Energiesparrichtlinien, die für Unternehmen gemäss § 2 Abs. 1 verbindlich sind.

Diese Bestimmung wird dem zukünftigen Gesetz über die Stromversorgung angepasst.

Verordnung über die Energieplanung und die Förderung von Pilotprojekten (Energieverordnung)

§ 1: Die Direktion der Volkswirtschaft ist zusammen mit der Direktion der öffentlichen Bauten zuständig für die Durchführung der Energieplanung.

§ 2: Der Regierungsrat erstattet dem Kantonsrat alle vier Jahre Bericht über die Grundlagen der gegenwärtigen und künftigen Energieversorgung und -nutzung und über die langfristig anzustrebende Entwicklung.

§ 3: Gestützt auf die Ziele der langfristig anzustrebenden Entwicklung werden Entscheidgrundlagen für den Einsatz und die Förderung einzelner Energieträger, die überkommunale Energieversorgung, die Projektierung von Anlagen und für die sparsame Energieverwendung erarbeitet.

§ 4: Gemeinden und Energieversorgungsunternehmen werden über die Einleitung einer sie betreffenden Planung unterrichtet. (Abs. 1)

Gemeinden, Energieversorgungsunternehmen und deren Fachverbände stellen unter anderem ihre energiewirtschaftlichen Daten und Statistiken sowie ihre Grundlagen zur künftigen Entwicklung zur Verfügung. (Abs. 2)

§ 5: Verpflichtet der Regierungsrat eine oder mehrere Gemeinden zur Energieplanung, setzt er nach Anhören der Gemeindebehörden gleichzeitig Ziel, Art und Umfang der Planung fest. (Abs. 1)

Verpflichtet er mehrere Gemeinden eines zusammenhängenden Versorgungsgebiets zur Energieplanung, setzt er die Organisationsstruktur fest. (Abs. 2)

§ 6: Der Regierungsrat prüft die kommunale Energieplanung insbesondere auf ihre Übereinstimmung mit derjenigen des Staates und der Nachbargemeinden. (Abs. 1)

Die Energieplanung wird in der kommunalen Richt- und Nutzungsplanung berücksichtigt. (Abs. 2)

§ 7: Subventionen werden ausgerichtet an Energieplanungen, die im Interesse des Kantons erfolgen und dem Aufbau neuer Energieversorgungssysteme, dem Energiesparen oder der Anwendung erneuerbarer Energien dienen, sowie an Energieplanungen, welche mehrere Gemeinden umfassen. Ausführungsprojekte und Verwaltungskosten der Gemeinden sind nicht subventionsberechtigt. (Abs. 1)

Subventionsgesuche sind vor Planungsbeginn der Direktion der Volkswirtschaft einzureichen. (Abs. 2)

In der Zusicherung legt der Regierungsrat die anrechenbaren Kosten und die Bedingungen der Auszahlung fest. (Abs. 3)

Die Subventionen an die Gemeinden werden nach dem Finanzkraftindex zur Zeit der Zusicherung wie folgt bemessen:

Finanzkraftindex	Subvention %
bis 105	50
106-124	30
125 und mehr	10

(Abs. 4)

§ 18 - 26 & 32 Planungs- und Baugesetz

(Bestimmungen über den kantonalen Richtplan)

§ 18 & 19, 30 & 32 Planungs- und Baugesetz

(Bestimmungen über den regionalen Richtplan)

§ 18 & 19, 31 & 32 Planungs- und Baugesetz

(Bestimmungen über den kommunalen Richtplan)

2. Zielsetzungsbestimmungen
Dispositions relatives à l'objectif

Kantone	Text der einschlägigen Bestimmungen
AG	**§ 1 Energiegesetz** Ziel dieses Gesetzes ist es, a) die Energieversorgung sicherzustellen; b) bestmögliche Voraussetzungen für die Energieproduktion zu schaffen; c) die Energie rationell, sparsam und wertigkeitsgerecht zu verwenden; d) die Umweltbelastung zu vermindern; e) die Nutzung einheimischer und erneuerbarer Energiequellen und Energieträger zu fördern; f) die Abwärmenutzung zu fördern; g) die aargauischen Standortvorteile von Energieanlagen zu nutzen. (Abs. 1) Bei den staatlichen Aktivitäten im Energiebereich sind die Grundsätze der Verhältnismässigkeit und der wirtschaftlichen Tragbarkeit zu beachten. (Abs. 2)
AI	**Energiegesetz** Art. 1: Dieses Gesetz ordnet die Tätigkeiten und die Befugnisse des Kantons auf dem Gebiete der Energiepolitik. (Abs. 1) Es schafft Rahmenbedingungen für die sparsame und rationelle Energienutzung sowie die Nutzung erneuerbarer Energien. (Abs. 2) Bauten und Anlagen sowie damit zusammenhängende Ausstattungen und Ausrüstungen sind so zu planen, auszuführen und zu betreiben, dass die Energie sparsam und rationell genutzt wird. (Abs. 3) Art. 2: Die öffentliche Hand nutzt die Energie möglichst sparsam und rationell; nach Möglichkeit werden erneuerbare Energien eingesetzt. Art. 3: Der Standeskommission obliegt die Oberaufsicht über den Vollzug des Bundesrechts und der darauf gestützten kantonalen Bestimmungen im Bereich der Energie. (Abs. 1) Sie bezeichnet das für den Vollzug zuständige Departement. (Abs. 2)
AR	**Energiegesetz** Art. 1: Dieses Gesetz ordnet die kantonale Energiepolitik und dient dem Vollzug der übergeordneten Energiegesetzgebung. (Abs. 1) Es soll zu einer ausreichenden, breit gefächerten, sicheren, wirtschaftlichen und umweltverträglichen Energieversorgung beitragen. (Abs. 2) Art. 2: Jede Energie ist sparsam und rationell zu verwenden. (Abs. 1) Die Ressourcen sind durch den Einsatz erneuerbarer Energien möglichst zu schonen. Einheimische Energien sind verstärkt zu nutzen. Eine einseitige Abhängigkeit von einzelnen Energieträgern ist zu vermeiden. (Abs. 2) Art. 3: Der Regierungsrat plant die kantonale Energiepolitik, koordiniert sie mit der Energiepolitik des Bundes sowie anderer Kantone und berücksichtigt die Entwicklung und Anstrengungen der Wirtschaft. (Abs. 1) Er erarbeitet ein kantonales Energiekonzept und überprüft es periodisch. (Abs. 2) Das Energiekonzept enthält insbesondere Angaben über: a) die Ziele und Prioritäten der kantonalen Energiepolitik;

	b) die Zusammenarbeit mit dem Bund und anderen Kantonen; c) den sinnvollen Einsatz der verschiedenen Energieträger; d) die energiepolitischen Massnahmen. (Abs. 3) Die Gemeinden und die in der Energieversorgung tätigen Unternehmen sind zur Mitwirkung verpflichtet. Sie sind anzuhören. (Abs. 4) Das Energiekonzept bedarf der Genehmigung durch den Kantonsrat. (Abs. 5)
BE	**Ziff. 1 Dekret über die Leitsätze der kantonalen Energiepolitik** [Allgemeine Ziele und Energieplanung] 1.1. Die kantonale Energiepolitik strebt folgende Ziele an: - Förderung einer wirtschaftlichen, vielseitigen, ausreichenden und umweltschonenden Energieversorgung; - mittelfristig, d. h. bis 2005, eine Stabilisierung des Gesamtenergieverbrauchs; - Minimierung der Umwelteinflüsse aus Energieerzeugung und Energieeinsatz; - vielseitige und breit abgestützte Energieproduktion, Erhöhung des Anteils einheimischer und erneuerbarer Energien; - wirtschaftliche Optimierung von Energieerzeugung und Energieeinsatz. 1.2. In allen Bereichen der kantonalen, regionalen und kommunalen Tätigkeiten ist eine möglichst sparsame und rationelle Energienutzung und -versorgung anzustreben. Besondere Beachtung ist der Koordination zwischen Energiepolitik, Wirtschaftspolitik, Umweltpolitik, Verkehrspolitik, Raumplanung und Finanzpolitik zu schenken. 1.3. Der Kanton unterstützt die Umsetzung der Leitsätze auf regionaler und kommunaler Ebene.
BL	**Indirekt § 115 Abs. 2 KV** Der Kanton erlässt ein Konzept, das die Grundsätze der kantonalen Energiepolitik enthält. Er wirkt darauf hin, dass auf dem Kantonsgebiet oder in dessen Nachbarschaft keine Atomkraftwerke nach dem Prinzip der Kernspaltung, Aufbereitungsanlagen für Kernbrennstoffe und Lagerstätten für mittel- und hochradioaktive Rückstände errichtet werden.
BS	**Energiegesetz** § 1: Dieses Gesetz bezweckt: a) die effiziente, umweltschonende und wirtschaftliche Verwendung der Energie zu fördern; b) die Energieversorgung zu sichern; c) im Sinne der Ressourcenschonung erneuerbare Energien zu fördern und die Abhängigkeit von importierter Energie zu mindern. § 2: Die Energie ist sparsam zu verwenden. (Abs. 1) Die Massnahmen nach diesem Gesetz müssen verhältnismässig sein. (Abs. 2) Bei Wirtschaftlichkeitsrechnungen können die externen Kosten der Energieträger berücksichtigt werden. (Abs. 3) Anlagen zur Umwandlung und Nutzung von Energie sollen unter angemessener Schonung der Umwelt einen möglichst hohen Wirkungsgrad haben. (Abs. 4) Soweit möglich und ökologisch sinnvoll soll anstelle technisch hochwertiger Energie Umgebungs- und Abwärme genutzt werden. (Abs. 5) Die Ressourcen sind durch den Einsatz erneuerbarer Energien möglichst zu schonen. (Abs. 6)

FR	**Energiegesetz** Art. 1: Mit dem Ziel einer nachhaltigen Entwicklung soll dieses Gesetz zu einer ausreichenden, breit gefächerten, sicheren und wirtschaftlichen Energieversorgung beitragen, die mit den Anforderungen des Umweltschutzes und der Raumplanung vereinbar ist. (Abs. 1) Es bezweckt: a) die Sicherstellung der wirtschaftlichen und umweltverträglichen Erzeugung und Verteilung von Energie; b) die sparsame und rationelle Energienutzung; c) die verstärkte Nutzung von erneuerbaren Energien; d) die Förderung einheimischer Energien. (Abs. 2) Es soll die Beachtung des Prinzips der Subsidiarität staatlicher Eingriffe gemäss Bundesgesetzgebung sicherstellen. (Abs. 3) Art. 3: Massnahmen können nur so weit angeordnet werden, als sie technisch und betrieblich möglich und wirtschaftlich tragbar sind. Überwiegende öffentliche Interessen sind zu wahren. (Abs. 1) Die wirtschaftlichen Aspekte werden insbesondere auf der Grundlage von Rentabilitätsberechnungen unter Berücksichtigung der externen Energiekosten behandelt. (Abs. 2) Allfällige Ausnahmebewilligungen werden mit besonderen Auflagen oder Bedingungen oder gegebenenfalls mit Ausgleichsmassnahmen verbunden. (Abs. 3)
GE	**Art. 10 Loi sur l'énergie** Le Conseil d'Etat établit un projet de conception générale en matière d'énergie, qui porte principalement sur: a) la situation du canton en matière énergétique et ses engagements à moyen et long terme; b) les objectifs de la politique énergétique cantonale et ses priorités; c) le plan directeur de l'énergie du canton, lequel établit périodiquement la part souhaitable des différentes énergies, notamment de celles qui sont renouvelables; d) les mesures d'application permettant de réaliser les objectifs de la politique énergétique. (al. 1) La conception générale en matière énergétique tient compte des conceptions de l'énergie et des projets de la Confédération, ainsi que de ceux des cantons, régions et communes voisines. (al. 2) **Règlement d'application de la Loi sur l'énergie** Art. 10: Le Conseil d'Etat établit un projet de conception générale en matière d'énergie, dont l'élaboration est confiée au département. Celui-ci sollicite le préavis de la commission. (al. 1) Les services des administrations cantonale et communales, les Services industriels, l'université, ainsi que les autres milieux intéressés publics ou privés collaborent avec le département. (al. 2) La conception générale de l'énergie est adoptée, puis réexaminée périodiquement, conformément à l'article 10, alinéas 3 à 5, de la loi. Au besoin, notamment sur proposition de la commission, la conception cantonale de l'énergie est adaptée en fonction de l'évolution de la technique, des données économiques ou de tout autre facteur d'influence important. (al. 3) Art. 11: La conception cantonale de l'énergie vise à améliorer la gestion de l'ensemble des ressources énergétiques par, notamment:

	a) des économies d'énergie; b) la diversification des agents énergétiques primaires; c) la recherche et le développement des ressources d'énergies indigènes; d) l'amélioration des cycles de conversion, en veillant à la protection de l'environnement.
GL	**Art. 1 Energiegesetz** Dieses Gesetz regelt die kantonale Energiepolitik und dient dem Vollzug der Energiegesetzgebung des Bundes. (Abs. 1) Es soll im Rahmen der Bundesvorschriften die wirtschaftliche und umweltverträgliche Versorgung mit Energie gewährleisten, die sparsame und rationelle Energieverwendung sowie die Nutzung von erneuerbaren und einheimischen Energien fördern. (Abs. 2)
GR	**Art. 2 Energiegesetz** Dieses Gesetz fördert eine rationelle, ausreichende und wirtschaftliche Energieversorgung und eine sparsame Energieverwendung, die genügenden Schutz für Mensch und Umwelt gewährleisten. (Abs. 1) Der Förderung einheimischer, erneuerbarer Energieträger ist besondere Beachtung zu schenken. (Abs. 2)
JU	**Art. 3 Arrêté fixant les principes directeurs et les objectifs d'aménagement du territoire applicables à la révision du plan directeur cantonal** Les objectifs formulent les implications territoriales des principes directeurs. (al. 1) Les objectifs sont les suivants: … 20. encourager la diversification énergétique en privilégiant les agents indigènes et renouvelables.
LU	**§ 5 Energiegesetz** Der Regierungsrat führt die Aufsicht über den Vollzug der energiepolitischen Massnahmen. (Abs. 1) Er kann Richtlinien des Bundes oder von Fachgremien, die den Zielsetzungen des Gesetzes entsprechen, für verbindlich erklären. (Abs. 2) Er wählt eine beratende Kommission für Energiefragen, der überwiegend private Fachleute angehören. (Abs. 3)
NE	**Art. 8 al. 1 Décret sur la conception directrice cantonale de l'aménagement du territoire** L'aménagement du territoire prend en compte les exigences de la protection de l'environnement et de la politique cantonale de l'énergie.
NW	**Art. 1 Energiegesetz** Dieses Gesetz bezweckt eine sparsame, wirtschaftliche und umweltgerechte Energieverwendung und ergänzt das Bundesrecht. (Abs. 1) Es fördert die Sicherung der Energieversorgung und die Nutzung der einheimischen und erneuerbaren Energien im Rahmen der vorhandenen natürlichen Ressourcen. (Abs. 2)
OW	**Art. 8 Abs. 2 Baugesetz** Der kantonale Richtplan zeigt, wie die raumwirksamen Tätigkeiten aufeinander abgestimmt sind. Er enthält Aussagen über den Planungsstand der raumwirksamen Vorhaben sowie Angaben, in welcher zeitlichen Folge und mit welchen Mitteln diese erfüllt werden.

SG	**Art. 1 Abs. 1 Energiegesetz** Dieses Gesetz bezweckt die Umsetzung einer nachhaltigen Energiepolitik durch: a) Förderung einer ausreichenden, wirtschaftlichen, umweltschonenden und sicheren Energieversorgung; b) Sparen von Energie; c) eine rationelle und umweltschonende Verwendung von Energie; d) Verminderung der Abhängigkeit von einzelnen Energieträgern; e) Regelung des Vollzugs der eidgenössischen Energiegesetzgebung.
SH	**Art. 1 Elektrizitätsgesetz** Der Kanton sorgt für eine flächendeckende Grundversorgung von Bevölkerung und Wirtschaft mit elektrischer Energie. (Abs. 1) Zur Grundversorgung gehören - der Bau und Betrieb des erforderlichen Leitungsnetzes; - die regelmässige und ausreichende Versorgung mit elektrischer Energie. (Abs. 2) Zu diesem Zweck steht dem Kanton das ausschliessliche Recht zu, ein Netz zu errichten und zu betreiben. (Abs. 3) Er kann Gebiete ausserhalb des Kantons versorgen. (Abs. 4)
SO	**§ 1 Verordnung über den Erlass des kantonalen Richtplan** Der Regierungsrat erlässt einen Koordinationsplan als kantonalen Richtplan nach dem Bundesgesetz über die Raumplanung. Dieser dient der Koordination der raumwirksamen Tätigkeiten mit jenen von Bund und Nachbarkantonen und zeigt, in welcher zeitlichen Folge und mit welchen Mitteln die Aufgaben erfüllt werden sollen. (Abs. 1) Die Richtpläne nach § 58 des Baugesetzes dienen dabei als Grundlagen im Sinne von Artikel 6 des Bundesgesetzes über die Raumplanung. (Abs. 2)
SZ	**Der Kanton SZ hat kein Energiegesetz** **Art. 5 Planungs- und Baugesetz** Der Regierungsrat erarbeitet die Grundlagen für die Erstellung des kantonalen Richtplanes. (Abs. 1) Er berücksichtigt dabei die Konzepte und Sachpläne des Bundes, die Richtpläne der Nachbarkantone, Planungen der Gemeinden sowie regionale Entwicklungskonzepte und Pläne. (Abs. 2) Er arbeitet mit den Behörden des Bundes, der Nachbarkantone sowie der Bezirke und Gemeinden zusammen, soweit sich Aufgaben berühren. (Abs. 3)
TG	**§ 1 Energiegesetz** Das Gesetz hat zum Ziel, 1. das Sparen und die zweckmässige Nutzung der Energie zu fördern, 2. eine ausreichende, wirtschaftliche und umweltschonende Versorgung mit Energie zu fördern, 3. die einseitige Abhängigkeit von einzelnen Energieträgern zu mindern, 4. die Gewinnung und Verwendung erneuerbarer Energie zu fördern.
TI	**Art. 1 Decreto legislativo concernente l'adozione degli obiettivi pianificatori cantonali del Piano direttore** Gli obiettivi pianificatori cantonali del Piano direttore, di cui all'allegato n. 1, sono adottati e devono essere perseguiti dalle autorità con compiti di incidenza territoriale. **Allegato 1, A7 GLI OBIETTIVI IN MATERIA DI APPROVVIGIONAMENTO ENERGETICO** a) Garantire un approvvigionamento energetico del Cantone sufficiente, sicuro, ecologico, economico e ben distribuito sul territorio. b) Promuovere il risparmio e l'uso razionale di tutti i vettori energetici, favorendo l'utilizzazione di quelli indigeni rigenerabili e ridurre la dipendenza unilaterale

	dalle fonti energetiche estere. c) Promuovere l'approvvigionamento del Cantone in gas naturale e favorirne una distribuzione ben ripartita sul territorio. d) Conseguire la graduale riappropriazione da parte del Cantone degli impianti idroelettrici. e) Promuovere la ricerca scientifica coordinata e finalizzata, la costruzione di impianti e di edifici pilota o di dimostrazione e informare l' opinione pubblica sulle finalità e sui risultati della ricerca e della sperimentazione in materia energetica. f) Attuare interventi coerenti dal profilo energetico ed ecologico a livello di pianificazione e di normative edilizie, di scelte di approvvigionamento e di politica dei trasporti.
UR	**Art. 1 Energiegesetz** Dieses Gesetz ordnet die kantonale Energiepolitik. Es vollzieht die Energiegesetzgebung des Bundes. (Abs. 1) Der Kanton setzt sich im Rahmen seiner Zuständigkeit ein für eine ausreichende, breit gefächerte, sichere, wirtschaftliche und umweltverträgliche Energieversorgung sowie für einen sparsamen und rationellen Energieverbrauch. (Abs. 2) Vorbehalten bleiben die besonderen Bestimmungen des kantonalen Rechts, namentlich im Bereich der Gewässernutzung. (Abs. 3)
VD	**Décret portant adoption du plan directeur cantonal** Art. 2: Les éléments de ce plan qui lient les autorités sont: - les objectifs, … Objectifs 5.2. Approvisionnement en énergie 5.2.a: Promouvoir une exploitation rationnelle et une utilisation parcimonieuse de l'énergie. 5.2.b: Valoriser les ressources énergétiques indigènes encore peu ou mal exploitées en encourageant la recherche appliquée et l'expérimentation. 5.2.c: Consolider les structures d'approvisionnement et de distribution d'énergie cantonales, régionales et communales afin de garantir une couverture sûre et suffisante des besoins. Tenir compte des nécessités de la protection de l'environnement et des sites.
VS	**Art. 3 Abs. 1 lit. G Beschluss über die Raumplanungsziele** Für die verschiedenen Sachbereiche gelten folgende Raumplanungsziele: (...) G. Versorgung G. 1.: Schaffen von günstigen Bedingungen zur Sicherstellung der Energieproduktion im Hinblick auf die Erfüllung der Bedürfnisse der Bevölkerung und der Wirtschaft unter Bevorzugung der erneuerbaren Energieträger.
ZG	**§ 1 Energiegesetz** Dieses Gesetz bezweckt Massnahmen für eine sparsame, wirtschaftliche und umweltgerechte Energieverwendung und ergänzt das Bundesrecht. Es fördert die Sicherheit der Energieversorgung.

ZH	**§ 6 Energiegesetz** Die Energieplanung des Staates enthält eine Beurteilung des künftigen Bedarfs und Angebots an Energie im Kanton. Sie legt die anzustrebende Entwicklung der Energieversorgung und -nutzung fest und bezeichnet die dazu notwendigen staatlichen Mittel und Massnahmen. Sie bestimmt, welcher Anteil der Abwärme insbesondere aus Kehrichtverbrennungs- und Abwasserreinigungsanlagen zu nutzen ist. (Abs. 1) Die Energieplanung berücksichtigt Energiekonzepte und Sachpläne des Bundes, der Nachbarkantone und der Gemeinden. (Abs. 2) Die Energieplanung wird periodisch überprüft und nötigenfalls den veränderten Verhältnissen angepasst. (Abs. 3) ***Gesetz über die Stromversorgung (Entwurf)*** *§ 1: Der Staat gewährleistet eine sichere, wirtschaftliche und umweltgerechte Stromversorgung. (Abs. 1)* *Zu diesem Zweck soll insbesondere die Zusammenarbeit der nordostschweizerischen Kantone auf dem Gebiet der Elektrizitätswirtschaft verstärkt werden, indem die kantonalen Elektrizitätswerke gegen Beteiligung am Gesellschaftskapital in die Axpo Holding AG (Axpo) eingebracht werden. (Abs. 2)*

3. Planung der Elektrizitätsversorgung
Planification de l'approvisionnement en électricité

3.1. Wer ist Planungsträger?
Qui est responsable de la planification?

Kantone	Text der einschlägigen Bestimmungen
AG	**Energiegesetz** § 12: Der Kanton kann Projekte und Anlagen in den Bereichen Forschung, Produktion, Nutzung, Verwendung und regionale Verteilung unterstützen. Er fördert namentlich Projekte im Zusammenhang mit erneuerbaren oder aus einheimischen Quellen stammenden Energieträgern und solche zum Zwecke der Abwärmenutzung. (Abs. 1) Die Zuständigkeit für die einzelnen Massnahmen richtet sich nach den Vorschriften über den kantonalen Finanzhaushalt. Die Leistungen erfolgen nach einem vom **Regierungsrat** genehmigten Konzept, in dem Prioritäten und Kriterien für die Forschungsförderung und Anwendung der Förderungsinstrumente festgelegt sind. (Abs. 5) § 14 Abs. 2: Sie (die Gemeinden) sind dabei von den Gemeindeverbänden, die eigene Energiekonzepte ausarbeiten können, koordinierend zu unterstützen.
AI	**Art. 15 Energiegesetz** Die Standeskommission ist für die Versorgungssicherung mit elektrischer Energie zuständig und trifft die dazu erforderlichen Massnahmen.
AR	**Art. 3 Abs. 1 Energiegesetz** Der Regierungsrat plant die kantonale Energiepolitik, koordiniert sie mit der Energiepolitik des Bundes sowie anderer Kantone und berücksichtigt die Entwicklung und Anstrengungen der Wirtschaft.
BE	**Art. 6 Energiegesetz** Der **Regierungsrat** fasst periodisch die wichtigsten Leitsätze für die kantonale Energiepolitik in einem Energiebericht zusammen und legt dar, wie die Ziele dieses Gesetzes verwirklicht werden sollen. (Abs. 1) Die Leitsätze berücksichtigen die energiepolitischen Vorgaben des Bundes und koordinieren die regionalen Energiekonzepte. (Abs. 2) Die Energieberichte sind dem Grossen Rat zur Kenntnisnahme vorzulegen. Jene Leitsätze, die für die kantonalen, regionalen und kommunalen Behörden verbindlich werden sollen, sind in einem Dekret des Grossen Rates festzulegen. (Abs. 3)
BL	**§ 115 Abs. 2, 1. Satz KV** Der **Kanton** erlässt ein Konzept, das die Grundsätze der kantonalen Energiepolitik enthält.
BS	**§ 4 IWB-Gesetz** Der **Kanton** plant die Energie- und Trinkwasserversorgung. (Abs. 1) Die Planung ist laufend zu überprüfen und auf die übrigen vom Kanton wahrzunehmenden Aufgaben abzustimmen, namentlich auf den Umweltschutz. (Abs. 2) **§ 2 lit. a Verordnung betreffend Organisation der Energie- und Trinkwasserversorgung** Die IWB (Industrielle Werke Basel) sind in allen vom Gesetz oder in anderen Verordnungen ausdrücklich bezeichneten Bereichen sowie für folgende Aufgaben zuständig: a) Planung der Energie- und Trinkwasserversorgung (§ 4 Abs. 1 IWB-Gesetz);

FR	**Energiegesetz** Art. 6: Der **Staatsrat** legt unter Berücksichtigung der energiepolitischen Grundsätze des Bundes die Prioritäten und Anforderungen der kantonalen Energiepolitik fest. (Abs. 1) Diese wird regelmässig überprüft und wenn nötig angepasst. (Abs. 2) Art. 7: Die **Volkswirtschafts-, Verkehrs- und Energiedirektion** (Direktion) erstellt einen Sachplan Energie. (Abs. 1) Der Sachplan führt unter anderem die Gebiete auf, die für die Nutzung bestimmter Energieträger besonders geeignet sind, und legt die Nutzungsprioritäten fest. (Abs. 2) Die Ergebnisse des Sachplans werden in den kantonalen Richtplan integriert. (Abs. 3)
GE	**Art. 10 Loi sur l'énergie** Le **Conseil d'Etat** établit un projet de conception générale en matière d'énergie, qui porte principalement sur: a) la situation du canton en matière énergétique et ses engagements à moyen et long terme; b) les objectifs de la politique énergétique cantonale et ses priorités; c) le plan directeur de l'énergie du canton, lequel établit périodiquement la part souhaitable des différentes énergies, notamment de celles qui sont renouvelables; d) les mesures d'application permettant de réaliser les objectifs de la politique énergétique. (al. 1) La conception générale en matière énergétique tient compte des conceptions de l'énergie et des projets de la Confédération, ainsi que de ceux des cantons, régions et communes voisines. (al. 2) Le projet de conception générale en matière d'énergie est adressé, en vue de son approbation, au Grand Conseil qui se prononce sous forme de résolution dans un délai de 6 mois. (al. 3) Au moins une fois par législature, la conception générale en matière d'énergie fait l'objet d'un examen et est au besoin adaptée. (al. 4) A cet effet, le Conseil d'Etat présente au Grand Conseil un rapport qui comprend notamment: a) l'analyse de l'évolution de la situation énergétique du canton durant la période considérée; b) l'évaluation des mesures prises pour atteindre les objectifs définis par la conception; c) les actions à poursuivre ou à entreprendre et leurs implications budgétaires. (al. 5)
GL	**Energiegesetz** Art. 1 Abs. 1: Dieses Gesetz regelt die kantonale Energiepolitik und dient dem Vollzug der Energiegesetzgebung des Bundes. Art. 2 Abs. 1: Kanton und Gemeinden arbeiten für den Vollzug dieses Gesetzes mit den Organisationen der Wirtschaft zusammen.

GR	**Wasserrechtsgesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Art. 29 Verordnung zum Wasserrechtsgesetz** Die Regierung erstellt ein kantonales Versorgungskonzept. Das Versorgungskonzept enthält: a) generelle Anforderungen an die Sicherheit der Versorgung von Regionen und Teilregionen des Kantons; b) Massnahmen, welche die Versorgungssicherheit erhöhen können; c) Möglichkeiten zur Zusammenarbeit zwischen den Regionen untereinander und mit dem Kanton.
JU	**Art. 4 Loi sur l'énergie** Dans son programme de législature, le **Gouvernement** détermine la politique énergétique du Canton, notamment en matière de diversification et d'économie.
LU	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energieverordnung** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
NE	**Art. 16 Loi sur l'énergie** La **conception directrice** établit les principes fondamentaux de la politique énergétique cantonale et définit l'évolution souhaitée. Elle tient compte de la politique énergétique de la Confédération. (al. 1) Elle est définie par le **Conseil d'Etat** et, en particulier, décrit la situation du canton en matière énergétique, fixe les objectifs de la politique énergétique cantonale et en définit les mesures d'application nécessaires. (al. 2) Elle est approuvée par le **Grand Conseil** et lie ensuite les autorités cantonale et communales. (al.3)
NW	**Art. 3 Ziff. 1 & 2 Energiegesetz** Der **Regierungsrat** ist zuständig für: 1. die Festlegung der kantonalen Energiepolitik sowie deren Koordination mit der Energiepolitik des Bundes; 2. die Genehmigung eines Programms zur Förderung der sparsamen und rationellen Energienutzung sowie der Nutzung von erneuerbaren Energien und Abwärme;
OW	**Der Kanton OW hat kein Energiegesetz** **Gesetz über das Elektrizitätswerk OW** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. ***Energiewirtschafts- und Stromversorgungsgesetz (Entwurf)*** *Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.*
SG	**Art. 2 Energiegesetz** Die Planung der Energieversorgung richtet sich nach dem Baugesetz. **Baugesetz** Art. 5: Die politische Gemeinde erstellt die für die Ortsplanung und für den Ausbau der Infrastruktur notwendigen Richtpläne, wie Siedlungs-, Landschafts-, Verkehrs- und Versorgungspläne. (Abs. 1) Die Richtpläne sollen aufgrund des Bestehenden und des Voraussehbaren Aufschluss geben insbesondere über die wichtigsten Verkehrsanlagen, über die künftigen Bauzonen und die Landwirt-

	schaftsgebiete, über die Anlagen der Energie- und Wasserversorgung, der Abwasser- und Abfallbeseitigung sowie über die Erholungsräume, die zu schützenden Landschaften, Natur- und Kulturobjekte. Wenn Gebiete durch Lawinen oder andere Elementarereignisse erfahrungsgemäss gefährdet sind, ist dies in den Richtplänen festzuhalten. (Abs. 2) Diese sind für die mit der Planung beauftragten Organe und Behörden wegleitend. (Abs. 3) Der kantonale Richtplan und die genehmigten Regionalpläne werden berücksichtigt. (Abs. 4) Art. 38 Abs. 1 lit. f: Die Regionalpläne enthalten aufgrund des Bestehenden und des Voraussehbaren und nach Absprache mit den Nachbarregionen namentlich folgende Planungselemente von regionaler Bedeutung: f) Wasser- und Energieversorgung;
SH	**Der Kanton SH hat kein Energiegesetz** **Elektrizitätsgesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
SO	**§ 19 Abs. 2 lit. a Energiegesetz** Der Regierungsrat a) beschliesst das Energiekonzept nach § 2;
SZ	**Der Kanton SZ hat kein Energiegesetz** **Wasserrechtsgesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
TG	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
TI	**Art. 3 Legge cantonale sull'energia** Gli indirizzi della politica energetica sono fissati con il Rapporto sugli indirizzi, con le Linee direttive e nel Piano finanziario secondo i disposti della Legge sulla pianificazione cantonale. (cpv. 1) **Comuni** possono elaborare, da soli per il proprio territorio, o in collaborazione con altri Comuni per una zona di approvvigionamento energetico più vasta, degli indirizzi in tema di approvvigionamento. (cpv. 2) I produttori e i distributori di energia nonché il Cantone vengono consultati. (cpv. 3)
UR	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
VD	**Constitution** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Der Kanton VD hat weder ein Energiegesetz noch ein Elektrizitäts(versorgungs)gesetz**

VS	**Energiespargesetz** Art. 5: Der **Staatsrat** berichtet im Rahmen der Richtlinien der Regierungspolitik und des Finanzplanes periodisch über das Ergebnis und die Prioritäten der kantonalen Energiesparpolitik. Die Richtlinien tragen der eidgenössischen Energiepolitik und den kommunalen und regionalen Energiekonzepten Rechnung. Art. 6: Die **Gemeinden** können für ihr Gebiet oder gemeinsam für ein mehrere Gemeinden umfassendes Energieversorgungsgebiet Energiekonzepte aufstellen. Die Träger der Energieversorgung sind beizuziehen. (Abs. 1) Diese Energiekonzepte stellen die Mittel und Wege dar, wie der Energiebedarf der betreffenden Gemeinden oder Gemeindevereinigungen unter bestmöglicher Wahrung der Zielsetzungen dieses Gesetzes gedeckt werden kann. Die Energiekonzepte sind dem Staatsrat zur Kenntnis zu bringen. (Abs. 2)
ZG	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Vollziehungsverordnung zum Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
ZH	**§ 4 Energiegesetz** Die Energieplanung des Staates ist Sache des **Regierungsrates**, der dem Kantonsrat darüber Bericht erstattet. (Abs. 1) Sie ist im Bereich der Energieversorgung und -nutzung Entscheidungsgrundlage für Massnahmen der Raumplanung, Projektierung von Anlagen und Förderungsmassnahmen. (Abs. 2) Sie dient den Gemeinden als Grundlage für ihre Energieplanung. (Abs. 3)

3.2. Auf welcher Ebene?
À quel niveau?

Kantone	Text der einschlägigen Bestimmungen
AG	**Makroplanung** **Indirekt Art. 12 Abs. 5 Energiegesetz** Die Zuständigkeit für die einzelnen Massnahmen richtet sich nach den Vorschriften über den kantonalen Finanzhaushalt. Die Leistungen erfolgen nach einem vom Regierungsrat genehmigten Konzept, in dem Prioritäten und Kriterien für die Forschungsförderung und Anwendung der Förderungsinstrumente festgelegt sind. (Abs. 5)
AI	**Keine Planung** **Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
AR	**Makroplanung** **Art. 3 Abs. 2 Energiegesetz** Das Energiekonzept enthält insbesondere Angaben über a) die Ziele und Prioritäten der kantonalen Energiepolitik; b) die Zusammenarbeit mit dem Bund und anderen Kantonen; c) den sinnvollen Einsatz der verschiedenen Energieträger; d) die energiepolitischen Massnahmen.
BE	**Makroplanung** **Art. 5 Energiegesetz** Die Direktion für Bau, Verkehr und Energie beschafft zuhanden der Gemeinden und Energieverteiler die Grundlagen für die Beurteilung des künftigen Bedarfs und Angebots an Energie im Kanton Bern und für die Berücksichtigung der bedeutsamen Umweltfolgen. Sie ist berechtigt, dazu von den öffentlichen Verwaltungen, den im Kanton Bern tätigen Unternehmungen der Energiewirtschaft und den Grossverbrauchern die erforderlichen Auskünfte und Unterlagen zu verlangen. (Abs. 1) Die Direktion für Bau, Verkehr und Energie und die von ihr beigezogenen Personen haben die öffentlichen und privaten Geheimhaltungsinteressen zu wahren. (Abs. 2) **Ziff. 1 Dekret über die Leitsätze der kantonalen Energiepolitik** [Allgemeine Ziele und Energieplanung] 1.1.: Die kantonale Energiepolitik strebt folgende Ziele an: - Förderung einer wirtschaftlichen, vielseitigen, ausreichenden und umweltschonenden Energieversorgung; - mittelfristig, d. h. bis 2005, eine Stabilisierung des Gesamtenergieverbrauchs; - Minimierung der Umwelteinflüsse aus Energieerzeugung und Energieeinsatz; - vielseitige und breit abgestützte Energieproduktion, Erhöhung des Anteils einheimischer und erneuerbarer Energien; - wirtschaftliche Optimierung von Energieerzeugung und Energieeinsatz. 1.2.: In allen Bereichen der kantonalen, regionalen und kommunalen Tätigkeiten ist eine möglichst sparsame und rationelle Energienutzung und -versorgung anzustreben. Besondere Beachtung ist der Koordination zwischen Energiepolitik, Wirtschaftspolitik, Umweltpolitik, Verkehrspolitik, Raumplanung und Finanzpoli-

	tik zu schenken. 1.3.: Der Kanton unterstützt die Umsetzung der Leitsätze auf regionaler und kommunaler Ebene.
BL	**Makroplanung** **Indirekt § 115 Abs. 2, 1. Satz Verfassung** Der Kanton erlässt ein Konzept, das die Grundsätze der kantonalen Energiepolitik enthält.
BS	**Makroplanung** **Indirekt § 4 IWB-Gesetz** Der Kanton plant die Energie- und Trinkwasserversorgung. (Abs. 1) Die Planung ist laufend zu überprüfen und auf die übrigen vom Kanton wahrzunehmenden Aufgaben abzustimmen, namentlich auf den Umweltschutz. (Abs. 2)
FR	**Makroplanung** **Art. 7 Energiegesetz** Die Volkswirtschafts-, Verkehrs- und Energiedirektion (Direktion) erstellt einen Sachplan Energie. (Abs. 1) Der Sachplan führt unter anderem die Gebiete auf, die für die Nutzung bestimmter Energieträger besonders geeignet sind, und legt die Nutzungsprioritäten fest. (Abs. 2) Die Ergebnisse des Sachplans werden in den kantonalen Richtplan integriert. (Abs. 3) * * * **Planung nach Einzelbereich: insbesondere Strom** ***Art. 5 Abs. 2 Gesetz über die Elektrizitätsversorgung (EVG) (Vorentwurf)*** *Die Versorgungsunternehmen planen den Ausbau ihrer Netze in Zusammenarbeit mit den zuständigen Behörden und unter Beachtung der vorgeschriebenen Verfahren.*
GE	**Makroplanung** **Art. 10 al. 1 Loi sur l'énergie** Le Conseil d'Etat établit un projet de conception générale en matière d'énergie, qui porte principalement sur: a) la situation du canton en matière énergétique et ses engagements à moyen et long terme; b) les objectifs de la politique énergétique cantonale et ses priorités; c) le plan directeur de l'énergie du canton, lequel établit périodiquement la part souhaitable des différentes énergies, notamment de celles qui sont renouvelables; d) les mesures d'application permettant de réaliser les objectifs de la politique énergétique. **Règlement d'application de la Loi sur l'énergie** Art. 10: Le Conseil d'Etat établit un projet de conception générale en matière d'énergie, dont l'élaboration est confiée au département. Celui-ci sollicite le préavis de la commission. (al. 1) La conception générale de l'énergie est adoptée, puis réexaminée périodiquement, conformément à l'article 10, alinéas 3 à 5, de la loi. Au besoin, notamment sur proposition de la commission, la conception cantonale de l'énergie est adaptée en fonction de l'évolution de la technique, des données économiques ou de tout autre facteur d'influence important. (al. 3)

	Art. 11: La conception cantonale de l'énergie vise à améliorer la gestion de l'ensemble des ressources énergétiques par, notamment: a) des économies d'énergie; b) la diversification des agents énergétiques primaires; c) la recherche et le développement des ressources d'énergies indigènes; d) l'amélioration des cycles de conversion, en veillant à la protection de l'environnement. Art. 12: Sur la base de la conception cantonale de l'énergie, le département élabore, à l'attention du Conseil d'Etat, le plan directeur cantonal de l'énergie, lequel comprend notamment le plan directeur des énergies de réseau. (al. 1) Le plan directeur cantonal de l'énergie détermine les mesures à prendre conformément aux objectifs de la loi, compte tenu notamment des critères suivants: a) ressources énergétiques à l'échelon mondial; b) état actuel de la technique; c) délais de réalisation. (al. 2)
GL	**Keine Planung** **Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
GR	**Planung je nach Einzelbereich: insbesondere Strom** **Art. 29 Verordnung zum Wasserrechtsgesetz** Die Regierung erstellt ein kantonales Versorgungskonzept. Das Versorgungskonzept enthält: a) generelle Anforderungen an die Sicherheit der Versorgung von Regionen und Teilregionen des Kantons; b) Massnahmen, welche die Versorgungssicherheit erhöhen können; c) Möglichkeiten zur Zusammenarbeit zwischen den Regionen untereinander und mit dem Kanton.
JU	**Makroplanung** **Indirekt Art. 4 Loi sur l'énergie** Dans son programme de législature, le Gouvernement détermine la politique énergétique du Canton, notamment en matière de diversification et d'économie.
LU	**Keine Planung** **Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energieverordnung** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.

NE	**Makroplanung** **Art. 16 Loi sur l'énergie** La conception directrice établit les principes fondamentaux de la politique énergétique cantonale et définit l'évolution souhaitée. Elle tient compte de la politique énergétique de la Confédération. (al. 1) Elle est définie par le Conseil d'Etat et, en particulier, décrit la situation du canton en matière énergétique, fixe les objectifs de la politique énergétique cantonale et en définit les mesures d'application nécessaires. (al. 2) Elle est approuvée par le Grand Conseil et lie ensuite les autorités cantonale et communales. (al. 3)
NW	**Makroplanung** **Art. 3 Ziff. 1 Energiegesetz** Der Regierungsrat ist zuständig für: 1. die Festlegung der kantonalen Energiepolitik sowie deren Koordination mit der Energiepolitik des Bundes;
OW	**Keine Planung** **Der Kanton OW hat kein Energiegesetz** **Gesetz über das Elektrizitätswerk OW** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. ***Energiewirtschafts- und Stromversorgungsgesetz (Entwurf)*** *Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.*
SG	**Makroplanung** **Art. 2 Energiegesetz** Die Planung der Energieversorgung richtet sich nach dem Baugesetz. **Baugesetz** Art. 5: Die politische Gemeinde erstellt die für die Ortsplanung und für den Ausbau der Infrastruktur notwendigen Richtpläne, wie Siedlungs-, Landschafts-, Verkehrs- und Versorgungspläne. (Abs. 1) Die Richtpläne sollen aufgrund des Bestehenden und des Voraussehbaren Aufschluss geben insbesondere über die wichtigsten Verkehrsanlagen, über die künftigen Bauzonen und die Landwirtschaftsgebiete, über die Anlagen der Energie- und Wasserversorgung, der Abwasser- und Abfallbeseitigung sowie über die Erholungsräume, die zu schützenden Landschaften, Natur- und Kulturobjekte. Wenn Gebiete durch Lawinen oder andere Elementarereignisse erfahrungsgemäss gefährdet sind, ist dies in den Richtplänen festzuhalten. (Abs. 2) Diese sind für die mit der Planung beauftragten Organe und Behörden wegleitend. (Abs. 3) Der kantonale Richtplan und die genehmigten Regionalpläne werden berücksichtigt. (Abs. 4) Art. 38 Abs. 1 lit. f: Die Regionalpläne enthalten aufgrund des Bestehenden und des Voraussehbaren und nach Absprache mit den Nachbarregionen namentlich folgende Planungselemente von regionaler Bedeutung: f) Wasser- und Energieversorgung;
SH	**Keine Planung** **Der Kanton SH hat kein Energiegesetz** **Elektrizitätsgesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.

SO	**Makroplanung** **§ 2 Energiegesetz** Die wichtigsten Grundsätze für den Vollzug dieses Gesetzes werden in einem Energiekonzept festgelegt. (Abs. 1) Das Energiekonzept enthält insbesondere Angaben über: a) die gegenwärtige Energiesituation im Kanton; b) die Ziele und Prioritäten der kantonalen Energiepolitik; c) den sinnvollen Einsatz der verschiedenen Energieträger; d) die energiepolitischen Massnahmen; e) die rechtlichen, organisatorischen und finanziellen Massnahmen. Es berücksichtigt allfällige Energiekonzepte und Sachpläne des Bundes, der Nachbarkantone, der Regionen und der Gemeinden. (Abs. 2) Bei der Erarbeitung des Konzeptes sind die interessierten Kreise anzuhören. Es ist gegebenenfalls den veränderten Verhältnissen anzupassen. (Abs. 3) Die Gemeinden können für ihr Gebiet in einem Energiekonzept die Zielsetzungen des kantonalen Energiekonzeptes ergänzen. (Abs. 4)
SZ	**Keine Planung** **Der Kanton SZ hat kein Energiegesetz** **Wasserrechtsgesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
TG	**Keine Planung** **Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
TI	**Makroplanung** **Art. 4 Legge cantonale sull'energia** Per favorire la conoscenza e il controllo dei processi energetici cantonali e per definire le scelte e le priorità in materia di energia, il Consiglio di Stato allestisce periodicamente un rapporto. (cpv. 1) Il rapporto informa: a) sul consumo cantonale di energia e sulla sua evoluzione; b) sulla copertura dei fabbisogni in rapporto alla disponibilità dei vettori energetici; c) sul grado di attuazione e sugli effetti dei provvedimenti adottati; d) sulle misure necessarie e sugli indirizzi da proporre a consumatori, produttori, importatori e distributori, nonché all'AET, al fine di garantire un sufficiente approvvigionamento di energia; e) sulle mansioni dell'AET. (cpv. 2) Il rapporto è pubblico e può essere richiesto dai diretti interessati. (cpv. 3)
UR	**Keine Planung** **Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.

VD	**Keine Planung** **Der Kanton VD hat weder ein Energiegesetz noch ein Elektrizitäts(versorgungs)gesetz** ***Makroplanung*** ***Indirekt Art. 56 Abs. 2 KV vom 22.09.2002; tritt am 14.04.2003 in Kraft*** Ils (l'Etat et les communes) veillent à ce que l'approvisionnement en eau et en énergie soit **suffisant**, diversifié, **sûr**, économiquement optimal et respectueux de l'environnement.
VS	**Makroplanung** **Art. 4 Abs. 1 Energiespargesetz** In Zusammenarbeit mit den Munizipalgemeinden und den Gemeindevereinigungen erstellt der Kanton für jede Gemeinde eine jährliche Energiebilanz und macht Schätzungen über die Entwicklung von Angebot und Nachfrage. (Abs. 1) Unternehmungen auf dem Energiesektor, welche ihre Tätigkeit im Kanton ausüben, sowie die öffentlichen und privaten Grossverbraucher, sind verpflichtet, die notwendigen Auskünfte und Dokumente auszuhändigen. (Abs. 2) Die Energiebilanzen werden nach einheitlichen Grundsätzen erstellt und jährlich veröffentlicht. (Abs. 3) Die Verwaltungen sind an das Amtsgeheimnis gebunden. (Abs. 4)
ZG	**Keine Planung** **Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Vollziehungsverordnung zum Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
ZH	**Makroplanung** **§ 6 Energiegesetz** Die Energieplanung des Staates enthält eine Beurteilung des künftigen Bedarfs und Angebots an Energie im Kanton. Sie legt die anzustrebende Entwicklung der Energieversorgung und -nutzung fest und bezeichnet die dazu notwendigen staatlichen Mittel und Massnahmen. Sie bestimmt, welcher Anteil der Abwärme insbesondere aus Kehrichtverbrennungs- und Abwasserreinigungsanlagen zu nutzen ist. (Abs. 1) Die Energieplanung berücksichtigt Energiekonzepte und Sachpläne des Bundes, der Nachbarkantone und der Gemeinden. (Abs. 2) Die Energieplanung wird periodisch überprüft und nötigenfalls den veränderten Verhältnissen angepasst. (Abs. 3) **§ 25 Planungs- und Baugesetz** Der Versorgungsplan enthält die bestehenden und vorgesehenen Anlagen und Flächen von kantonaler Bedeutung für a) die Versorgung mit Wasser, insbesondere für die Wassergewinnung, -speicherung, -aufbereitung und -anreicherung; b) die Versorgung mit Energie und Rohstoffen jeder Art; c) Fernmelde- und Nachrichtenübermittlungsdienste; d) die Ableitung und Reinigung von Abwässern; e) die Beseitigung, Aufbereitung und Wiederverwertung von Abfällen und Schadstoffen. (Abs. 1)

	Ferner sind die zugehörigen Beförderungs-, Verteil-, Übertragungs- und Verbindungsleitungen sowie die Gebiete, die zum Schutz von Versorgungsanlagen freizuhalten sind, aufzunehmen. (Abs. 2) **§ 10 Verordnung über die einheitliche Darstellung der Richtplanungen** Der Versorgungsplan kann, soweit die Übersichtlichkeit es erfordert, mit folgenden Einzelplänen dargestellt werden: a) Plan der Wasserversorgung; b) Plan der Energieversorgung, nötigenfalls aufgeteilt in die Teilbereiche elektrische Energie, Wärmeversorgung und Gasversorgung; c) Plan der Fernmelde- und Nachrichtenübermittlungsdienste, nötigenfalls aufgeteilt in die Teilbereiche Fernmeldeanlagen der PTT und solche von Konzessionären; d) Plan der Abwasser- und Abfallbeseitigung. ***Gesetz über die Stromversorgung (Entwurf)*** *Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.*

3.3. Wo und wie äussert sich das kantonale Recht zur Arbeitsteilung zwischen Kanton und Gemeinden?

Comment le droit cantonal règle-t-il la répartition des tâches entre le canton et les communes?

Kantone	Text der einschlägigen Bestimmungen
AG	**§ 14 Energiegesetz** Die Gemeinden können im Verfahren der Nutzungsplanung Gebiete bezeichnen, in denen die Erschliessung durch einen bestimmten Energieträger vorgesehen ist. (Abs. 1) Sie sind dabei von den Gemeindeverbänden, die eigene Energiekonzepte ausarbeiten können, koordinierend zu unterstützen. (Abs. 2)
AI	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
AR	**Art. 3 Energiegesetz** Er (der Regierungsrat) erarbeitet dafür ein kantonales Energiekonzept und überprüft es periodisch. (Abs. 2) Die Gemeinden und die in der Energieversorgung tätigen Unternehmen sind zur Mitwirkung verpflichtet. Sie sind anzuhören. (Abs. 4)
BE	**Energiegesetz** Art. 7: Die Gemeinden können für ihr Gebiet und gemeinsam für ein mehrere Gemeinden umfassendes Energieversorgungsgebiet Energiekonzepte aufstellen. Die Träger der Energieversorgung sind beizuziehen. (Abs.1) Stellt die Mehrzahl der Gemeinden eines Energieversorgungsgebietes, die zugleich die Mehrheit der Bevölkerung vertreten, ein Energiekonzept auf, kann es der Regierungsrat auch für die übrigen Gemeinden und die Träger der Energieversorgung dieses Gebietes als verbindlich erklären, wenn das Konzept sonst nicht durchführbar wäre und damit wesentliche Ziele dieses Gesetzes nicht erreicht werden könnten. (Abs. 4) Art. 7a: Die Gemeinden erlassen die für die Organisation, den Betrieb, die Benützung und die Finanzierung der Versorgung mit leitungsgebundener Energie notwendigen Reglemente (Abs. 1) Die Gemeinden können Gemeindeverbänden oder privatrechtlichen Organisationen hoheitliche Befugnisse übertragen. Diese sind hinsichtlich ihrer Rechte und Pflichten den Gemeinden gleichgestellt. (Abs. 2)
BL	**Verfassung** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
BS	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **IWB-Gesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.

FR	**Art. 8 Energiegesetz** Auf der Grundlage des Sachplans Energie erstellt jede Gemeinde innerhalb von sieben Jahren nach Inkrafttreten dieses Gesetzes einen kommunalen Energieplan; dieser wird dem Amt für Verkehr und Energie (Amt) zur Genehmigung vorgelegt. (Abs. 1) Bei der Ausarbeitung der Energiepläne definieren die Gemeinden die Gebiete, die im Bereich der Energieversorgung oder der Energienutzung ähnliche Merkmale aufweisen. (Abs. 2) Die kommunalen Energiepläne werden regelmässig überprüft und wenn nötig angepasst. (Abs. 5) ***Gesetz über die Elektrizitätsversorgung (EVG) (Vorentwurf)*** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
GE	**Art. 3 Loi sur l'énergie** Les milieux intéressés, soit notamment les autorités communales, les établissements et fondations de droit public, les entreprises du secteur de l'énergie, en particulier les Services industriels de Genève, dans le cadre de leurs attributions, sont tenus d'apporter leur collaboration à l'autorité cantonale compétente chargée de l'application de la présente loi. **Art. 10 Règlement d'application de la Loi sur l'énergie** Le Conseil d'Etat établit un projet de conception générale en matière d'énergie, dont l'élaboration est confiée au département [de l'intérieur, de l'agriculture et de l'environnement]. Celui-ci sollicite le préavis de la commission [consultative sur les questions énergétiques]. (al. 1). Les services des administrations cantonale et communales, les Services industriels, l'université, ainsi que les autres milieux intéressés publics ou privés collaborent avec le département. (al. 2)
GL	**Art. 2 Abs. 1 Energiegesetz** Kanton und Gemeinden arbeiten für den Vollzug dieses Gesetzes mit den Organisationen der Wirtschaft zusammen.
GR	**Indirekt Art. 66 Abs. 1 lit. a Wasserrechtsgesetz** Der Kanton kann regionalen und überregionalen EVU, welche überwiegend von den Gemeinden getragen sind, finanzielle Beiträge ausrichten, wenn die beabsichtigten Massnahmen: a) einem kantonalen Versorgungskonzept entsprechen;
JU	**Loi sur l'énergie** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
LU	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energieverordnung** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
NE	**Loi sur l'énergie** Art. 17 al. 1: Le plan cantonal de l'énergie et les plans communaux des énergies sont présentés sous forme de rapports et de cartes définissant, dans les grandes lignes pour le plan cantonal, les zones énergétiques. Art. 18: Le plan cantonal de l'énergie, établi par le service en collaboration avec la commission, est soumis par le département au Conseil d'Etat, pour approbation. (al. 1) Sur cette base, les communes ou groupements de communes concernés ont la possibilité d'établir leur plan des énergies, soumis à l'approbation du Conseil d'Etat. (al. 2)

NW	**Art. 6 Abs. 1 Energiegesetz** Dem Gemeinderat obliegt der Vollzug der Energiebestimmungen, soweit nicht eine andere Instanz zuständig ist; der Vollzug erfolgt in der Regel im Rahmen des Baubewilligungsverfahrens.
OW	**Der Kanton OW hat kein Energiegesetz** **Gesetz über das Elektrizitätswerk OW** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. ***Energiewirtschafts- und Stromversorgungsgesetz (Entwurf)*** *Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.*
SG	**Art 77 al. 1 lit. c Baugesetz** Die zuständige Gemeindebehörde kann von den Vorschriften dieses Gesetzes, des Baureglements sowie von Zonen-, Überbauungs- und Gestaltungsplänen abweichende Bewilligungen erteilen: c) wenn eine den öffentlichen Interessen, namentlich den Anforderungen der Energiepolitik, ... besser entsprechende Überbauung erzielt werden kann;
SH	**Der Kanton SH hat kein Energiegesetz** **Elektrizitätsgesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
SO	**§ 2 Abs. 4 Energiegesetz** Die Gemeinden können für ihr Gebiet in einem Energiekonzept die Zielsetzungen des kantonalen Energiekonzeptes ergänzen.
SZ	**Der Kanton SZ hat kein Energiegesetz** **Wasserrechtsgesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
TG	**§ 16 Energiegesetz** Für Vollzug und Verfahren gelten die Abschnitte VI und VII des Planungs- und Baugesetzes. **Indirekt Planungs- und Baugesetz** § 100: Wird ein Zustand geschaffen, der dieses Gesetz oder die gestützt darauf erlassenen Pläne, Bauvorschriften oder Verfügungen verletzt, trifft die Gemeindebehörde die zur Herstellung des gesetzmässigen Zustandes erforderlichen Massnahmen. § 101: Werden Arbeiten an Bauten und Anlagen widerrechtlich begonnen oder fortgesetzt, ordnet die Gemeindebehörde deren Einstellung an. Die Anordnung ist sofort vollstreckbar. (Abs. 1) Kann der Mangel nicht durch eine nachträgliche Bewilligung behoben werden, hat die Gemeindebehörde dem Grundeigentümer oder Bauherrn eine angemessene Frist zur Beseitigung oder Anpassung der widerrechtlich erstellten Bauten und Anlagen anzusetzen und die Ersatzvornahme im Sinn von § 86 des Verwaltungsrechtspflegegesetzes anzudrohen. (Abs. 2) § 102: Kommt die Gemeindebehörde ihren baupolizeilichen Pflichten trotz schriftlicher Mahnung nicht nach und werden dadurch wesentliche öffentliche Interessen erheblich gefährdet oder verletzt, kann an ihrer Stelle das Departement die erforderlichen Massnahmen treffen. (Abs. 1) Die Gemeinde haftet für die Kosten. Der Rückgriff auf den pflichtigen Grundeigentümer oder Bauherrn bleibt vorbehalten. (Abs. 2) § 105: Die Gemeinde ist befugt, für die Durchführung der baupolizeilichen Aufgaben Gebühren zu erheben und für die Auslagen Ersatz zu verlangen. (Abs. 1) Ansätze und Berechnungsfaktoren sind in einem Reglement festzulegen. Dieses bedarf der Genehmigung durch das Departement. (Abs. 2)

TI	**Art. 5 Legge cantonale sull'energia** Il rapporto cantonale è allestito in collaborazione con i Comuni e le Regioni. (cpv. 1) Le imprese del settore (produttori, importatori e distributori di energia) che esercitano la loro attività nel Cantone e i consumatori pubblici sono tenuti a fornire le informazioni necessarie per l' allestimento e l' aggiornamento del rapporto. (cpv. 2) Informazioni supplementari possono essere raccolte su un campione di consumatori privati disponibili a fornire i dati richiesti; sono garantite la discrezione e la tutela del segreto di fabbricazione e di affari. (cpv. 3)
UR	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
VD	**Der Kanton VD hat weder ein Energiegesetz noch ein Elektrizitäts(versorgungs)gesetz**
VS	**Energiespargesetz** Art. 4 al. 1: In Zusammenarbeit mit den Munizipalgemeinden und den Gemeindevereinigungen erstellt der Kanton für jede Gemeinde eine jährliche Energiebilanz und macht Schätzungen über die Entwicklung von Angebot und Nachfrage. Art. 6: Die Gemeinden können für ihr Gebiet oder gemeinsam für ein mehrere Gemeinden umfassendes Energieversorgungsgebiet Energiekonzepte aufstellen. Die Träger der Energieversorgung sind beizuziehen. (Abs. 1) Diese Energiekonzepte stellen die Mittel und Wege dar, wie der Energiebedarf der betreffenden Gemeinden oder Gemeindevereinigungen unter bestmöglicher Wahrung der Zielsetzungen dieses Gesetzes gedeckt werden kann. Die Energiekonzepte sind dem Staatsrat zur Kenntnis zu bringen. (Abs. 2)
ZG	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Vollziehungsverordnung zum Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
ZH	**Energiegesetz** § 5: Die Gemeinden und die in der Energieversorgung tätigen Unternehmen sind zur Mitwirkung an der Energieplanung verpflichtet. Sie sind rechtzeitig anzuhören und liefern, wie die Verbraucher, dem Staat die für die Energieplanung erforderlichen Auskünfte. § 7: Die Gemeinden können für ihr Gebiet eine eigene Energieplanung durchführen. Der Regierungsrat kann einzelne Gemeinden oder die Gemeinden eines zusammenhängenden Energieversorgungsgebiets zur Durchführung einer Energieplanung verpflichten.

3.4. Wo und wie äussert sich das kantonale Recht zur Behandlung von Interessenkonflikten zwischen Kanton, Gemeinden und Versorgungsunternehmen (insbesondere mit Bezug auf die Frage des Ausbaus von netz- bzw. leitungsgebundenen Energiesystemen)

Où et comment le droit cantonal traite-t-il des conflits d'intérêts entre un canton, des communes et des entreprises d'approvisionnement (en particulier en ce qui concerne le développement des systèmes énergétiques par réseau ou par conduites)

Kantone	Text der einschlägigen Bestimmungen
AG	**§ 14 Energiegesetz** Die Gemeinden können im Verfahren der Nutzungsplanung Gebiete bezeichnen, in denen die Erschliessung durch einen bestimmten Energieträger vorgesehen ist. (Abs. 1). Sie sind dabei von den Gemeindeverbänden, die eigene Energiekonzepte ausarbeiten können, koordinierend zu unterstützen. (Abs. 2) Ein Anschlusszwang oder eine zwangsweise Entrichtung von Grundeigentümerbeiträgen ist ausgeschlossen. (Abs. 3) Vorbehalten bleiben notwendige Erschliessungsmassnahmen nach der Gesetzgebung über Raumplanung, Umweltschutz und Bauwesen. (Abs. 4)
AI	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Art. 78 Abs. 1 Baugesetz** Sofern dieses Gesetz oder das Bundesgesetz über die Raumplanung die Legitimation für besondere Fälle nicht ausdrücklich erweitert, ist zur Einsprache und Beschwerde gegen Verfügungen und Nutzungspläne legitimiert, wer durch den angefochtenen Gegenstand berührt ist und ein schutzwürdiges Interesse an dessen Aufhebung oder Änderung hat.
AR	**Energiegesetz** Art. 4 Abs. 1: Dem Regierungsrat obliegt die Oberaufsicht und der Umweltschutz- und Energiedirektion die Aufsicht über den Vollzug der bundesrechtlichen und kantonalen Energiegesetzgebung. Art. 20: Gegen Verfügungen des Amtes für Umweltschutz und der Gemeinderäte kann an die Umweltschutz- und Energiedirektion rekurriert werden. Gegen Rechtsmittelentscheide der Umweltschutz- und Energiedirektion kann Beschwerde an das Verwaltungsgericht erhoben werden. (Abs. 1) Gegen erstinstanzliche Verfügungen der Umweltschutz- und Energiedirektion kann an den Regierungsrat rekurriert werden. (Abs. 2)
BE	**Art. 12 Abs. 2 Energiegesetz** Können sich die beteiligten Gemeinden und Energieverteiler nicht einigen, so ist jeder Beteiligte befugt, die Direktion für Bau, Verkehr und Energie anzurufen, welche den Sachverhalt abklärt, vermittelt und nötigenfalls entscheidet.
BL	**§ 12 Abs. 2 lit. e Energiegesetz** Der Konzessionsvertrag regelt insbesondere das Verfahren bei Streitigkeiten.

BS	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **§ 5 Abs. 1 IWB-Gesetz** Die Energie- und Trinkwasserversorgung wird den Industriellen Werken Basel (IWB) übertragen. § 2 Abs. lit. b Verordnung betreffend Organisation der Energie- und Trinkwasserversorgung Die IWB sind in allen von Gesetz oder in anderen Verordnungen ausdrücklich bezeichneten Bereichen sowie für Folgende Aufgaben zuständig: Erstellung und Unterhalt der Versorgungsnetze und -anlagen, der Anschlussleitungen bis zur Übergabestelle und der Messeinrichtungen (§ 14 Abs. 1 IWB-Gesetz). § 154 lit. b Bau- und Planungsgesetz Der Kanton sorgt für die zur Grundstückerschliessung nötigen Wasser- und Energieversorgungsanlagen.
FR	**Art. 30 Energiegesetz** Die in Anwendung dieses Gesetzes getroffenen Entscheide können gemäss Gesetz über die Verwaltungsrechtpflege mit Beschwerde angefochten werden. ***Art. 5 Gesetz über die Elektrizitätsversorgung (EVG) (Vorentwurf)*** *Bei der Ausführung dieses Gesetzes arbeitet der Staat mit den Elektrizitätsversorgungsunternehmen zusammen. (Abs. 1)* *Die Versorgungsunternehmen planen den Ausbau ihrer Netze in Zusammenarbeit mit den zuständigen Behörden und unter Beachtung der vorgeschriebenen Verfahren. (Abs. 2)*
GE	**Art. 24 Loi sur l'énergie** Le recours contre les décisions prises en vertu de la présente loi ou de ses dispositions d'application est régi par les articles 145 à 150 de la loi sur les constructions et les installations diverses, du 14 avril 1988. Art. 145 – 150 Loi sur les constructions et les installations diverses
GL	**Art. 31 Energiegesetz** Gesuche um Bewilligungen gemäss Artikel 3 werden im Amtsblatt veröffentlicht und von da an während 30 Tagen auf der zuständigen Direktion zur Einsichtnahme aufgelegt. (Abs. 1) Wer ein schutzwürdiges Interesse hat, kann binnen 30 Tagen seit der Veröffentlichung im Amtsblatt beim Regierungsrat schriftlich Einsprache wegen Verletzung öffentlichrechtlicher Bestimmungen einreichen. Die Einsprache ist zu begründen. (Abs. 2) Die Einsprache ist dem Gesuchsteller unverzüglich mitzuteilen und ihm eine Frist von 30 Tagen zur Stellungnahme zuhanden des Regierungsrates anzusetzen. (Abs. 3) Bewilligungen des Regierungsrates gemäss Artikel 3 werden im Amtsblatt publiziert. (Abs. 4) Gegen alle Verfügungen der Gemeinden oder der zuständigen Direktion kann binnen 14 Tagen beim Regierungsrat und gegen dessen Entscheide binnen 30 Tagen beim Verwaltungsgericht Beschwerde erhoben werden. Vorbehalten bleibt Artikel 8 dieses Gesetzes. (Abs. 5) Der Rechtsschutz richtet sich nach dem Verwaltungsrechtspflegegesetz. (Abs. 6)

GR	**Art. 72 Abs. 1 Wasserrechtsgesetz** Gestützt auf dieses Gesetz und seine Vollzugsbestimmungen ergangene Entscheide der Regierung können mit Rekurs beim Verwaltungsgericht angefochten werden. Art. 61 –71 Wasserrechtsgesetz **Bestimmungen betreffend Versorgung mit elektrischer Energie**
JU	**Art. 23 Loi sur l'énergie** Toute décision prise en application de la présente loi ou des prescriptions qui en découlent peut faire l'objet d'opposition et de recours selon le Code de procédure administrative. (al. 1) Les décisions communales sont sujettes opposition et à recours auprès du juge administratif selon le Code de procédure administrative. (al. 2) **Art. 93 Loi sur les constructions et l'aménagement du territoire** Les litiges relatifs à l'équipement du terrain à bâtir sont vidés par le juge administratif.
LU	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energieverordnung** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Planungs- und Baugesetz** § 206: Alle in Anwendung des Bundesgesetzes über die Raumplanung und dieses Gesetzes erlassenen Entscheide und Beschlüsse können innert 20 Tagen mit Verwaltungsgerichtsbeschwerde beim Verwaltungsgericht angefochten werden, soweit dieses Gesetz nichts anderes bestimmt. (Abs. 1) Sind neben der Baubewilligung in der gleichen Sache weitere Entscheide oder Beschlüsse erforderlich und werden diese gemeinsam und gleichzeitig eröffnet, sind alle Entscheide und Beschlüsse in jedem Fall und ausschliesslich mit Verwaltungsgerichtsbeschwerde beim Verwaltungsgericht anfechtbar. (Abs. 2) § 207: Zur Erhebung von Einsprachen und Beschwerden nach diesem Gesetz sind befugt: a) Personen, die an der Abweisung eines Gesuches oder an der Änderung oder Aufhebung eines angefochtenen Entscheids, Beschlusses oder Entwurfs ein schutzwürdiges Interesse haben, b) Behörden und Dienststellen gegen Entscheide und Beschlüsse von Gemeinden und Dienststellen, sofern das Gesuch, der Entscheid, der Beschluss oder der Entwurf ein Sachgebiet betrifft, das nach den organisationsrechtlichen Bestimmungen für die kantonale Verwaltung zu ihrem Aufgabenbereich gehört, ... f) Gemeinden, die von einem Einkaufs- oder Fachmarktzentrum gemäss § 169 Absatz 1 in ihren schutzwürdigen Interessen betroffen sind, g) andere Personen, Behörden und Organisationen, welche die Rechtsordnung dazu ermächtigt. (Abs. 1) Wird vor dem Erlass eines Entscheids oder Beschlusses, der in Anwendung des Bundesgesetzes über die Raumplanung und dieses Gesetzes ergeht, ein Einspracheverfahren durchgeführt, kann nur Beschwerde erheben, a) wer sich am Einspracheverfahren als Partei beteiligt hat oder b) wer durch den Entscheid oder Beschluss nachträglich in seinen schutzwürdigen Interessen betroffen ist. (Abs. 2)
NE	**Loi sur l'énergie** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Loi cantonale sur l'aménagement du territoire** Art. 125: Les décisions des communes sont susceptibles d'un recours auprès du département, celles du département au Tribunal administratif, conformément à la loi sur la procédure et la juridiction administratives (LPJA), du 27 juin 1979. (al. 1) Lorsque la décision a été rendue après une mise à l'enquête publique, les tiers ne sont admis à re-

	courir que s'ils ont fait opposition pendant le délai d'enquête. (al. 2) Art. 126: Les dispositions de la loi sur la procédure et la juridiction administratives sont applicables pour les recours interjetés sur la base de la présente loi. (al. 1) Ont qualité pour recourir: a) les personnes indiquées à l'article 32 de la loi précitée; b) les communes voisines de celle qui a pris une décision pour autant que cette dernière concerne des terrains limitrophes. (al. 2) Art. 32 Loi sur la procédure et la juridiction administratives (LPJA) A qualité pour recourir: a) toute personne, corporation et établissement de droit public ou commune touchés par la décision et ayant un intérêt digne de protection à ce qu'elle soit annulée ou modifiée; b) toute autre personne, groupement ou autorité qu'une disposition légale autorise à recourir.
NW	**Energiegesetz** Art. 14 Abs. 2: Entscheide der zuständigen Direktion können gemäss den Bestimmungen der Verwaltungsrechtspflegeverordnung beim Verwaltungsgericht mit Beschwerde angefochten werden. Art. 15: Die Verfügungen und Entscheide des Regierungsrates können gemäss den Bestimmungen der Verwaltungsrechtspflegeverordnung beim Verwaltungsgericht mit Beschwerde angefochten werden.
OW	**Der Kanton OW hat kein Energiegesetz** **Gesetz über das Elektrizitätswerk OW** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. ***Energiewirtschafts- und Stromversorgungsgesetz (Entwurf)*** *Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.* **Baugesetz** Art. 30: Die Gemeinden regeln die Einzelheiten der Kostentragung der Erschliessungsaufwendungen sowie die weiteren Folgen, die sich aus der Erschliessungspflicht ergeben, in einem Erschliessungsreglement. Art. 60: Zur Erhebung von Einsprachen und Beschwerden ist befugt, wer vom Entscheid berührt ist und ein schutzwürdiges Interesse hat. (Abs. 1) Die Einsprache- und Beschwerdebefugnis der kantonalen Vereinigungen und Sektionen schweizerischer Vereinigungen regelt der Kantonsrat durch Verordnung. (Abs. 2) Bei Kollektiveinsprachen und gleichlautenden Einzeleinsprachen ist ein Vertreter anzugeben. Erfolgt dies nicht innert angemessener Frist, so bezeichnet die Behörde einen oder mehrere Vertreter. (Abs. 3) Art. 61: Wer es unterlässt, Einsprache zu erheben, obwohl er dazu Anlass gehabt hätte, kann den ergehenden Entscheid nicht anfechten. Vorbehalten ist die Wiederherstellung bei unverschuldeter Säumnis. (Abs. 1) Einsprachen sind während der Auflagefrist, Beschwerden innert 20 Tagen seit Zustellung des Entscheides schriftlich und begründet einzureichen. (Abs. 2) Gegen Verfügungen und Beschlüsse des Gemeinderates, der Gemeindeversammlung oder eines kantonalen Departementes kann beim Regierungsrat Beschwerde erhoben werden. (Abs. 3) Dem Regierungsrat kommt die volle Überprüfungsbefugnis zu. (Abs. 4) Auf dem Gebiet des Bau- und Planungsrechts ist die Beschwerde an das kantonale Verwaltungsgericht zulässig: a) gegen Entscheide des Regierungsrates, wenn gegen den letztinstanzlichen kantonalen Verwaltungsentscheid die Verwaltungsgerichtsbeschwerde an das Bundesgericht oder die staatsrechtliche Beschwerde an das Bundesgericht gegeben ist; b) gegen Genehmigungs- und Beschwerdeentscheide des Regierungsrates, die Quartierpläne, Baulinien, Landumlegungen sowie Planungszonen betreffen; c) gegen alle übrigen Nutzungs- und Schutzplanungen, sofern übergeordnetes Bundes- oder Staatsvertragsrecht es verlangt und wenn der Beschwerdeführer auch zur staatsrechtlichen Beschwerde an das Bundesgericht befugt ist. (Abs. 5)

SG	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Baugesetz** Art. 29: Baureglement, Zonen-, Überbauungs, Gestaltungs-, Deponie- und Abbaupläne sowie Schutzverordnungen werden unter Eröffnung einer Einsprachefrist von dreissig Tagen öffentlich aufgelegt. Die amtliche Bekanntmachung erfolgt auch im kantonalen Amtsblatt. (Abs. 1) Bei Überbauungs-, Gestaltungs-, Deponie- und Abbauplänen werden die Eigentümer von Grundstücken im Plangebiet sowie die Anstösser durch eingeschriebenen Brief benachrichtigt. Anstösser im Sinn dieser Vorschrift sind Grundeigentümer, deren Grundstück nicht mehr als 30 Meter vom Plangebiet entfernt ist. (Abs. 2) Art. 29bis: Wer ein eigenes schutzwürdiges Interesse dartut, kann während der Auflagefrist bei der zuständigen Gemeindebehörde Einsprache erheben.
SH	**Der Kanton SH hat kein Energiegesetz** **Elektrizitätsgesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Art. 27 Abs. 3 Baugesetz** Die Anforderungen an Erschliessungsanlagen und Erschliessungsplanungen werden in einer Verordnung des Regierungsrates näher umschrieben. § 1 Verordnung zum Baugesetz Der Richtplanentwurf ist in allen Gemeinden während 60 Tagen öffentlich aufzulegen. Das Baudepartement macht die Planauflage sowie die inhaltlichen Schwerpunkte des Entwurfs öffentlich bekannt. (Abs. 1) Während der Auflagefrist kann sich jedermann beim Baudepartement zum Richtplanentwurf äussern. (Abs. 2)
SO	**§ 20 Energiegesetz** Der Rechtsschutz richtet sich nach dem Verwaltungsrechtspflegegesetz vom 15.11.1970 und dem Gesetz über die Gerichtsorganisation vom 15.03.1977. (Abs. 1) Gegen Verfügungen der Gemeinden kann Beschwerde beim zuständigen Departement geführt werden. Vorbehalten bleibt die Baugesetzgebung. (Abs. 2)
SZ	**Der Kanton SZ hat kein Energiegesetz** **Wasserrechtsgesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **§ 2 Planungs- und Baugesetz** Der Kanton und die Gemeinden sorgen für die Planung im Sinne des Bundesgesetzes über die Raumplanung. Sie informieren die Öffentlichkeit frühzeitig über Ziele und Ablauf ihrer Planungen und sorgen dafür, dass die Bevölkerung in geeigneter Weise mitwirken kann. (Abs. 1) Andere Personen des öffentlichen oder privaten Rechts, die raumwirksame öffentliche Aufgaben erfüllen, sind zur Mitwirkung bei der Planung berechtigt und verpflichtet. (Abs. 2)

TG	**Energiegesetz** **Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.** **Planungs- und Baugesetz** § 33: Das Departement prüft, ob die Pläne und Vorschriften rechtmässig sind und der übergeordneten Planung wie auch dem Grundsatz der haushälterischen Bodennutzung entsprechen. (Abs. 1) Es kann im Genehmigungsbeschluss offensichtlich gesetzwidrige Pläne oder Vorschriften ändern, sofern die Gemeindebehörde zustimmt und keine grundlegende Überarbeitung erforderlich ist. Die betroffenen Privaten sind anzuhören. (Abs. 2) § 109: Ist eine Gemeinde in einem umstrittenen Bewilligungsverfahren Partei und wäre für die Bewilligung ihre Behörde zuständig, tritt das Departement an deren Stelle. (Abs. 1) Ist der Staat oder eine seiner unselbständigen öffentlichen Anstalten in einem Bewilligungsverfahren Partei, wird der Rekurs durch das Verwaltungsgericht entschieden. (Abs. 2)
TI	**Legge cantonale sull'energia** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Legge cantonale di applicazione della legge federale sulla pianificazione del territorio** Art. 26 cpv. 1: Il piano regolatore si compone di un rapporto di pianificazione, di rappresentazioni grafiche, di norme di attuazione e di un programma di realizzazione. Art. 28: Le rappresentazioni grafiche comprendono, di regola, i seguenti documenti in scala adeguata: – piano del paesaggio – piano delle zone – piano del traffico – piano delle attrezzature e costruzioni di interesse pubblico – piano indicativo dei servizi pubblici. (cpv. 1) Esse fissano in particolare: o) la rete dei servizi pubblici, in particolare degli acquedotti, fognature ed elettrodotti e per l'approvvigionamento in energia, fissando la distinzione in opere di urbanizzazione generale e particolare; Art. 35: Contro il contenuto del piano è dato ricorso al Consiglio di Stato entro quindici giorni dalla scadenza del termine di pubblicazione. (cpv. 1) Sono legittimati a ricorrere: a) ogni cittadino attivo nel Comune; b) ogni altra persona o ente che dimostri un interesse degno di protezione. (cpv. 2)
UR	**Art. 22 Abs. 1 Energiegesetz** Das Verwaltungsverfahren richtet sich nach der Verordnung über die Verwaltungsrechtspflege.
VD	**Der Kanton VD hat weder ein Energiegesetz noch ein Elektrizitäts(versorgungs)gesetz** **Loi sur l'aménagement du territoire et les constructions** Art. 49: L'équipement est défini par la loi fédérale sur l'aménagement du territoire. (al. 1) Une zone à bâtir ne peut être prévue que si les équipements sont réalisables sans frais disproportionnés. (al. 2) La commune prévoit dans le périmètre des zones à bâtir un programme échelonnant dans le temps la réalisation des équipements. La municipalité peut fixer les conditions techniques du raccordement aux installations publiques. (al. 3) La commune peut faire passer sur les fonds d'autrui les égouts et les conduites souterraines d'eau, de gaz, d'électricité et autres conduites semblables, moyennant indemnisation des propriétaires. La loi sur l'expropriation est applicable. (al. 4) Art. 49a: Si la commune n'équipe pas les terrains situés en zone à bâtir dans les délais prévus par le programme d'équipement, les propriétaires fonciers peuvent faire valoir le droit à l'équipement auprès de la municipalité. (al. 1) La municipalité statue sur la demande et notifie sa décision au requérant en précisant en outre la

	voie et le délai de recours. (al. 2) Si le droit à l'équipement est reconnu définitivement, le requérant peut équiper lui-même les terrains sur la base des plans approuvés par l'autorité compétente ou faire l'avance des frais d'équipement. (al. 3) En cas d'avance des frais, la part de la commune est exigible dès le moment où les installations d'équipement sont réalisées. (al. 4)
VS	**Energiespargesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Gesetz zur Ausführung des Bundesgesetzes über die Raumplanung** Art. 14: Die Gemeinden bestimmen den Grad der Erschliessung jeder Zone und erstellen eine Übersicht über den Stand der Erschliessung bei der Anpassung der Zonennutzungspläne. (Abs. 1) Der Gemeinderat erstellt das Erschliessungsprogramm in Form eines öffentlichen Dokumentes, welches ihn bindet, ohne jedoch den Eigentümern Rechte zu gewähren oder Verpflichtungen aufzuerlegen. Er aktualisiert es bei Bedarf, namentlich unter Massgabe der Nachfrage nach Bauland und bei jeder Anpassung des Zonennutzungsplanes. (Abs. 2) Die Gemeinden erschliessen die Bauzonen innert der im Erschliessungsprogramm vorgesehenen Frist und können zu diesem Zweck, soweit erforderlich, Landumlegungen, Grenzregulierungen und die Errichtung, Umwandlung oder Ablösung von Dienstbarkeiten beschliessen. (Abs. 3) Die Realisierung der Erschliessung wird durch die Spezialgesetzgebung geregelt. Die Verfahren müssen innert einer mit dem Erschliessungsprogramm vereinbaren Frist eröffnet werden und gegebenenfalls die Aufforderung der Grundeigentümer zur Beitragsleistung ermöglichen. (Abs. 4) Art. 37: Die Entscheide des Gemeinderates und der Urversammlung unterliegen der Beschwerde an den Staatsrat. (Abs. 1) Zur Beschwerde berechtigt sind Personen, welche ihre Einsprache aufrechterhalten und solche, die durch allfällige Änderungen durch die Urversammlung an Nutzungszonenplänen und Reglementen berührt sind und ein schutzwürdiges Interesse an deren Aufhebung oder Änderung haben. (Abs. 2) Die Beschwerde muss innert 30 Tagen nach der Veröffentlichung der Entscheide der Urversammlung im Amtsblatt erfolgen. Die durch das Gesetz über die Wahlen und Abstimmungen vorgesehenen Beschwerdefristen bleiben vorbehalten (Gültigkeit der Abstimmung). (Abs. 3) Der Staatsrat entscheidet mit voller Kognition (Art. 33, Abs. 3, Bst. b RPG). Sein Entscheid unterliegt der Beschwerde an das Kantonsgericht, dieses beschränkt sich auf die Prüfung der Rechtmässigkeit. (Abs. 4)
ZG	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Planungs- und Baugesetz** § 38: Sollen kantonale Zonen- und Sondernutzungspläne oder gemeindliche Baulinien- und Strassenpläne erlassen, geändert oder aufgehoben werden, holt die zuständige Behörde die erforderlichen Mitberichte ein, bzw. lässt ihren Entwurf von der Baudirektion vorprüfen. Danach legt sie den bereinigten Entwurf in der betreffenden Gemeinde während 30 Tagen öffentlich auf. Die Betroffenen sind soweit möglich direkt zu benachrichtigen. Für die Gewährleistung des rechtlichen Gehörs ist die Amtsblattpublikation massgebend. (Abs. 1) Während der Auflagefrist kann bei der zuständigen Behörde Einsprache erheben, wer von den Plänen berührt ist und ein schutzwürdiges Interesse an deren Unterlassung oder Änderung hat. (Abs. 2) In einfachen Fällen kann auf Vorprüfung und Publikation im Amtsblatt verzichtet werden, doch sind die Betroffenen direkt zu benachrichtigen. Ihr Einspracherecht ist zu gewährleisten. (Abs. 3) Rechtskräftige Beschlüsse sind von der zuständigen Behörde zur Orientierung der Öffentlichkeit im Amtsblatt zu publizieren. (Abs. 4) § 39: Sollen gemeindliche Bauvorschriften, Zonen- oder Bebauungspläne erlassen, geändert oder aufgehoben werden, lässt der Gemeinderat seinen Entwurf von der Baudirektion vorprüfen. Danach legt er den bereinigten Entwurf während 30 Tagen öffentlich auf. Die Auflage ist im Amtsblatt zweimal anzuzeigen. (Abs. 1) Während der Auflagefrist können beim Gemeinderat schriftlich Einwendungen erhoben werden. Die Berechtigung dazu ist nicht beschränkt. (Abs. 2) Nach Ablauf der Auflagefrist stimmt die Einwohnergemeinde über die Anträge des Gemeinderates in Kenntnis der Einwendungen und der Vorbehalte der Baudirektion ab. Mit der Abstimmung sind die Einwendungen erledigt. (Abs. 3)

ZH	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Planungs- und Baugesetz** § 329: Wo das Gesetz nichts anderes bestimmt, werden Streitigkeiten in erster Instanz durch die Baurechtskommission entschieden. (Abs. 1) Anstelle der Baurekurskommission ist der Regierungsrat Rekursinstanz, sofern angefochten sind: e) Anordnungen von Direktionen in Anwendung dieses Gesetzes sowie des Umweltschutz-, Gewässerschutz-, Wasserwirtschafts-, Forst-, Energie- und Strassenrechts, die nicht mit einer Bewilligung der örtlichen Baubehörde verbunden sind. ... (Abs. 2) Die zuständige Direktion des Regierungsrates ist Rekursinstanz für Anordnungen ihrer Ämter im Sinne von Abs. 2 lit. e. (Abs. 3)

III. Spezialregelung für kantonseigene oder konzessionierte Wasserkraft- und Elektrizitätswerke

Reglementation speciale pour les centrales electriques ou les entreprises d'electricite du canton ou concessionnees

1. Rechtsgrundlagen

Bases juridiques

2. Rechtsform

Forme juridique

3. Gebiets- und Versorgungsmonopol

Monopole d'approvisionnement et de secteur

4. Privilegierungen oder nachteilige Verpflichtungen aus unternehmerischer Sicht?

Privilèges ou obligations du point de vue de l'entreprise?

Kantone	Rechtgrundlagen
AG	**§ 20a Energiegesetz** Der Grosse Rat beschliesst, ob das AEW von der Rechtsform der selbstständigen öffentlich-rechtlichen Anstalt in eine Aktiengesellschaft umgewandelt wird. Er legt das Aktienkapital fest. (Abs. 1) Die Durchführung der Umwandlung obliegt dem Regierungsrat. (Abs. 2) Dekret über den Leistungsauftrag der AEW Energie AG
	Aktiengesellschaft (Art. 620 ff. Obligationenrecht)
	§ 2 lit. a Dekret über den Leistungsauftrag der AEW Energie AG Ohne Anspruch auf Entschädigung durch den Kanton erfüllt die AEW Energie AG folgende obligatorische Aufgaben: a) Sie erstellt und betreibt ein leistungsfähiges Verteilnetz für elektrische Energie so, dass damit, zusammen mit den Netzen Dritter, die Elektrizitätsversorgung der Siedlungsgebiete im ganzen Kanton sichergestellt werden kann.
	Dekret über den Leistungsauftrag der AEW Energie AG § 2: Ohne Anspruch auf Entschädigung durch den Kanton erfüllt die AEW Energie AG folgende obligatorische Aufgaben: (...) a) Sie erstellt und betreibt ein leistungsfähiges Verteilnetz für elektrische Energie so, dass damit, zusammen mit den Netzen Dritter, die Elektrizitätsversorgung der Siedlungsgebiete im ganzen Kanton sichergestellt werden kann. b) Sie leistet allein oder durch Beteiligung an anderen Unternehmen einen Beitrag

	zur Elektrizitätsversorgung durch flächendeckende Lieferungen im ganzen Kantonsgebiet oder durch Belieferung von Elektrizitätsversorgungsunternehmen. c) Sie erfüllt die Verpflichtungen, welche dem Kanton im Zusammenhang mit der Beschaffung von elektrischer Energie aus den vertraglichen Verpflichtungen gegenüber den Nordostschweizerischen Kraftwerken AG (NOK) erwachsen. d) Sie fördert allein oder durch Beteiligung an anderen Unternehmen im Rahmen der Zielsetzungen und Verpflichtungen der Energiegesetzgebung des Bundes und des Kantons insbesondere die Nutzung von einheimischen und erneuerbaren Energiequellen und Energieträgern sowie die Nutzung von Abwärme. § 3: Der Regierungsrat kann der AEW Energie AG mit Vertrag die Erfüllung von besonderen Aufgaben gegen Entschädigung übertragen. Die Höhe der Abgeltung der damit verbundenen Kosten ist im Vertrag marktkonform festzulegen. (Abs. 1) Der Grosse Rat kann die AEW Energie AG verpflichten, bestimmte Beteiligungen oder Standortnutzungen zu übernehmen. Der Kanton übernimmt die dadurch entstehenden marktkonformen Mehrkosten. (Abs. 2)
AI	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.

	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
AR	**Art. 2, 1. Satz Gesetz über die Errichtung eines kantonalen Elektrizitätswerkes** Das zu errichtende kantonale Elektrizitätswerk soll eine Körperschaft des öffentlichen Rechtes sein und als solche das Recht der Persönlichkeit besitzen.
	Körperschaft des öffentlichen Rechts
	Gesetz über die Errichtung eines kantonalen Elektrizitätswerkes Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
	Gesetz über die Errichtung eines kantonalen Elektrizitätswerkes Art. 2, 2. Satz: Dasselbe ist vom übrigen Staatshaushalt getrennt zu verwalten. Art. 3: Das kantonale Elektrizitätswerk kann bestehende Krafterzeugungsanlagen und Kraftverteilungsnetze ankaufen und neue derartige Anlagen erstellen, von anderen Werken elektrischen Strom mieten oder sich am Ankauf und Betrieb anderer Werke beteiligen. (Abs. 1) Der Kantonsrat ist berechtigt, die Verteilungsnetze einzelner Gemeinden den betreffenden Gemeinden oder öffentlich-rechtlichen Korporationen in denselben käuflich abzutreten und sich auf die Stromlieferung an diese zu beschränken. Art. 4: Das kantonale Elektrizitätswerk soll sich selbst erhalten. Die zum Zwecke der Gründung, des Ausbaues und Betriebes nötigen Mittel sind vom Staate dem Elektrizitätswerke zur Verfügung zu stellen und von letzterem dem Staat zu einem den Selbstkosten entsprechenden Zinsfuss zu verzinsen. Art. 8 Abs. 1: Die hiernach sich ergebenden Erträgnisse des Unternehmens sind zur Verbesserung und Erweiterung des Betriebes zu verwenden. Zudem ist darauf Bedacht zu nehmen, den Konsumenten des kantonalen Elektrizitätswerkes der

	fortschreitenden Amortisation entsprechend billigere Strompreise oder dem Staate eine Einnahme zu verschaffen.
BE	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
	Aktiengesellschaft Das Aktienkapital der BKW FMB Energie AG von 132 Millionen CHF ist grösstenteils im Besitz des Kantons Bern (63,5 %). http://www.bkw-fmb.ch
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
BL	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.

	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
BS	**§ 5 IWB-Gesetz** Die Energie- und Trinkwasserversorgung wird den Industriellen Werken Basel (IWB) übertragen. (Abs. 1) Die IWB sind eine Anstalt des öffentlichen Rechts mit selbständiger Verwaltung, aber ohne eigene Rechtspersönlichkeit. (Abs. 2) Sie unterstehen der Aufsicht eines Departements. (Abs. 3)
	Anstalt des öffentlichen Rechts mit selbständiger Verwaltung, aber ohne eigene Rechtspersönlichkeit
	IWB-Gesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
	IWB-Gesetz § 6: Die IWB sind nach unternehmerischen Grundsätzen zu führen. (Abs. 1) Die Einnahmen haben die Aufwendungen zu decken und die Bildung von Reserven zur wirtschaftlichen Absicherung zu ermöglichen. (Abs. 2) § 7a: Die IWB richten ihre Tätigkeit darauf aus, jedes Jahr einen Überschuss zur Deckung von längerfristigen Risiken und zur Erzielung eines angemessenen Gewinns zu erwirtschaften. (Abs. 1) Der Regierungsrat legt die Höhe des zu erzielenden Überschusses jährlich im voraus fest. Vorbehalten bleiben die Kompetenzen des Grossen Rates hinsichtlich Genehmigung von Voranschlag und Rechnung. (Abs. 2) Der Überschuss beträgt maximal 5% sämtlicher Rechnungsbeträge der Energie- und Trinkwasserverkäufe der IWB. (Abs. 3)

FR	**Art. 1 Gesetz über die Rechtsform der Freiburgischen Elektrizitätswerke und ihrer Pensionskasse** Die Freiburgischen Elektrizitätswerke (die FEW) werden ohne Liquidation in eine privatrechtliche Aktiengesellschaft gemäss den Artikeln 620 ff. des Obligationenrechts umgewandelt. (Abs. 1) Die Umwandlung findet auf der Grundlage der vom Grossen Rat am 20. September 2000 genehmigten Bilanz der FEW per 31. Dezember 1999 statt. (Abs. 2) Das Dotationskapital der FEW bildet das Anfangskapital der Gesellschaft, deren Alleinaktionär bei der Umwandlung der Staat Freiburg ist. (Abs. 3) Der Staatsrat genehmigt die Statuten der Aktiengesellschaft. (Abs. 4)
	Aktiengesellschaft (Art. 620 ff. Obligationenrecht)
	Gesetz über die Rechtsform der Freiburgischen Elektrizitätswerke und ihrer Pensionskasse Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
	Gesetz über die Rechtsform der Freiburgischen Elektrizitätswerke und ihrer Pensionskasse Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
GE	**Loi sur l'organisation des Services industriels de GE** Art. 1er al. 1, 1ère phrase: Les Services industriels de Genève (ci-après: Services industriels), établissement de droit public genevois fondé sur les art. 158 à 160 de la Constitution genevoise, ont pour but de fournir dans le canton de GE l'eau, le gaz, l'électricité, de l'énergie thermique, ainsi que de traiter des déchets. Art. 2 al. 1: Les Services industriels sont doués de la personnalité juridique et sont autonomes dans les limites fixées par la présente loi.
	Etablissement de droit public
	Loi sur l'organisation des Services industriels de GE Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
	Loi sur l'organisation des Services industriels de GE Art. 5: Les Services industriels sont exempts des impôts cantonaux et communaux. Art. 31 al. 1: Les Services industriels procurent à l'Etat, à la Ville de Genève et aux autres communes genevoises, l'eau, le gaz et l'électricité à des tarifs réduits … Art. 32 al. 5: Pour l'installation de leurs réseaux de transport et de distribution sur le domaine public, les Services industriels se conforment aux dispositions légales et réglementaires en vigueur. Ils doivent dans chaque cas obtenir la concession, la permission ou l'autorisation de l'autorité cantonale ou communale qui administre le domaine public.
GL	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.

	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.

	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
GR	**Wasserversorgungsgesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.

	Wasserversorgungsgesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
	Wasserversorgungsgesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
JU	**Art. 8 al. 1 Loi sur l'énergie** La fourniture, le transport et la distribution d'énergie électrique sur territoire cantonal sont assurés en principe par l'établissement jurassien désigné à cet effet par le Parlement. **Journal des débats du Parlement 1997, p. 227: Réponse du Gouvernement à la question écrite 1272** «L'art. 8 de la Loi sur l'énergie fixe comme objectif la constitution d'une société jurassienne d'électricité chargée de l'approvisionnement et de la distribution d'énergie électrique sur le territoire cantonal jurassien.» «La création d'une société jurassienne d'électricité (SJE) le 09.12.1996 concrétise la volonté du législateur.»
	Société anonyme de droit privé
	Indirectement Art. 8 al. 1 Loi sur l'énergie La fourniture, le transport et la distribution d'énergie électrique sur territoire cantonal sont assurés en principe par l'établissement jurassien désigné à cet effet par le Parlement.
	Loi sur l'énergie Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
LU	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.

	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.

NE	**Loi sur l'énergie** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.

	Indirectement Art. 30 al. 1 in fine Loi sur l'énergie …; l'approvisionnement relève des entreprises de la branche énergétique.
	Loi sur l'énergie Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
NW	**Art. 1 Gesetz über das kantonale Elektrizitätswerk NW** Das „Kantonale Elektrizitätswerk NW" nachfolgend EWN genannt, ist eine selbständige juristische Person des kantonalen öffentlichen Rechts mit Sitz in Oberdorf.
	Selbständige juristische Person des kantonalen öffentlichen Rechts
	Art. 3 Gesetz über das kantonale Elektrizitätswerk NW Das Recht auf Benützung des öffentlichen Eigentums das Kanton für Anlagen des innerkantonalen Transportes sowie der Verteilung von leitungsgebunden Energien steht allein dem EWN zu. (Abs. 1) Der Regierungsrat kann in besonderen Fällen dieses Recht auch andern Energieproduktionsunternehmen durch Vertrag erteilen. (Abs. 2)
	Art. 9 Gesetz über das kantonale Elektrizitätswerk NW Das EWN ist mit Einschluss der Hilfs- und Nebenbetriebe wie Trafostationen, Werkstätten, Lagerhäuser, Verwaltungsgebäude und dergleichen von jeder Besteuerung in Kanton und Gemeinden befreit; diese Befreiung erstreckt sich nicht auf Vermögen und Einkommen, die keine notwendige Beziehung zum Betrieb des Unternehmens haben. (Abs. 1) Für die Inanspruchnahme des öffentlichen Eigentums der Gemeinden für Anlagen des Transports und Verteilung leitungsgebundener Energien hat das EWN keine Entschädigung zu bezahlen. (Abs. 2)
OW	**Art. 1 Gesetz über das Elektrizitätswerk OW** Das Elektrizitätswerk Obwalden (im folgenden Werk genannt) ist eine öffentlich-rechtliche Anstalt mit eigener Rechtspersönlichkeit mit Sitz in Kerns. *Im Entwurf des Energiewirtschafts- und Stromversorgungsgesetzes schlägt der Regierungsrat vor, das Gesetz über das Elektrizitätswerk OW aufzuheben.* ***Energiewirtschafts- und Stromversorgungsgesetz (Entwurf)*** *Art. 2, 1. Satz: Das Elektrizitätswerk OW wird umbenannt in EWO Holding Anstalt.* *Art. 3 Abs. 1, 1. Satz: Die Bereiche Produktion, Netz, Vertrieb und Netzbetriebe werden in je eine eigene öffentlich-rechtliche Anstalt mit eigener Rechtspersönlichkeit ausgegliedert, welche Tochteranstalten der EWO Holding Anstalt bilden.* *Art. 7 Abs. 1: Die EWO-Holding Anstalt und ihre Tochteranstalten werden nach Vollzug von Art. 2 & 3 dieses Gesetzes in Aktiengesellschaften nach 620 ff. des Schweizerischen Obligationenrechts umgewandelt.*
	Öffentlich-rechtliche Anstalt mit eigener Rechtspersönlichkeit ***Konzern***
	Art. 3 Abs. 1 lit. b Gesetz über das Elektrizitätswerk OW Das Werk hat folgende Aufgaben: b) die alleinige Verteilung elektrischer Energie im Kantonsgebiet durch den Bau

	und Betrieb von Verteilanlagen, ... *Im Entwurf des Energiewirtschafts- und Stromversorgungsgesetzes schlägt der Regierungsrat vor, das Gesetz über das Elektrizitätswerk OW aufzuheben.* ***Art. 8 lit. a Energiewirtschafts- und Stromversorgungsgesetz (Entwurf)*** *Im Rahmen der Stellung als Aktionäre und Aktionärinnen der EWO Holding AG setzen sich Kanton und Gemeinden insbesondere für folgende Ziele ein:* *a) Unternehmenstätigkeit im ganzen Kantonsgebiet, soweit Leistungen nicht von den Gemeinden oder anderen Unternehmungen vollumfänglich erbracht werden;*
	Gesetz über das Elektrizitätswerk OW Art. 3: Das Werk hat folgende Aufgaben: a) die Erzeugung elektrischer Energie durch den Betrieb der eigenen Kraftwerke, b) die alleinige Verteilung elektrischer Energie im Kantonsgebiet durch den Bau und Betrieb von Verteilanlagen, c) den Unterhalt und die Erneuerung der eigenen Kraftwerke und Verteilanlagen, d) die Beschaffung sowie den Austausch elektrischer Energie durch Zusammenarbeit mit anderen Elektrizitätsunternehmungen, e) die Förderung der Nutzung weiterer erneuerbarer Energieformen, f) die Information und Beratung in Energiefragen. (Abs. 1) Das Werk kann ferner folgende Aufgaben übernehmen: a) die Aufbereitung und Verteilung von Wärme aus Wärme-Kraft-Kopplungsanlagen sowie von Abwärme, b) die Bereitstellung des eigenen Leitungsnetzes für Telekommunikationsdienstleistungen, c) die Ausübung des Installationsgeschäfts. (Abs. 2) Das Werk ist berechtigt, sämtliche Tätigkeiten auszuüben, die mit diesen Aufgaben unmittelbar oder mittelbar zusammenhängen. Es kann sich hiezu an anderen Unternehmungen beteiligen. (Abs. 3) Art. 13: Kanton und Gemeinden sind verpflichtet, dem Werk für die Verteilnetze ihren öffentlichen Grund und Boden unentgeltlich zur Verfügung zu stellen. Art. 14: Bei der Festsetzung des Preises für die im Kanton abzugebende Energie sind die Interessen des Kantons und der Gemeinden wie auch der Verbraucher zu berücksichtigen. Der Verwaltungsrat erlässt einen Stromtarif, welcher der Genehmigung des Regierungsrates bedarf. Art. 16: Die Versorgung entlegener Gebiete mit elektrischer Energie ist nach Möglichkeit zu fördern. *Im Entwurf des Energiewirtschafts- und Stromversorgungsgesetzes schlägt der Regierungsrat vor, das Gesetz über das Elektrizitätswerk OW aufzuheben.*

	Energiewirtschafts- und Stromversorgungsgesetz (Entwurf) *Art. 8 lit. a & b: Im Rahmen der Stellung als Aktionäre und Aktionärinnen der EWO Holding AG setzen sich Kanton und Gemeinden insbesondere für folgende Ziele ein:* *a) Unternehmenstätigkeit im ganzen Kantonsgebiet, soweit Leistungen nicht von den Gemeinden oder anderen Unternehmungen vollumfänglich erbracht werden;* *b) die Führung des Unternehmens nach betriebswirtschaftlichen Grundsätzen; ...* *Art. 20: Die bestehenden Leitungen und Einrichtungen für den Transport und die Verteilung von Energie gelten ab dem Zeitpunkt des Inkrafttretens dieses Gesetzes als im Sinne vom Abschnitt IV dieses Gesetzes für 30 Jahre bewilligt, soweit nicht eine vorbestehende Bewilligung ausdrücklich eine frühere Beendigung vorsieht oder unentziehbar auf eine längere Dauer ausgestellt worden ist.* *Art. 21: Dienstbarkeiten, die zu Gunsten des Kantons lauten, sind, soweit sie Zwecken des EWO dienen, vom Regierungsrat an die EWO Holding Anstalt oder ihre Tochteranstalten zu übertragen. Soweit sie nicht übertragbar sind, sorgt der Kanton dafür, dass die EWO Holding Anstalt oder ihre Tochteranstalten die sich daraus ergebenden Rechte selbständig ausüben können, wobei sie die damit verbundenen Lasten zu tragen haben. Die Übertragung kann auch noch nach der Rechtsformumwandlung entschädigungslos vorgenommen werden.*
SG	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.

	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
SH	**Art. 10 Elektrizitätsgesetz** Das Elektrizitätswerk des Kantons Schaffhausen (EKS) wird in eine Aktiengesellschaft nach Art. 620 OR mit einem Aktienkapital von 20'000'000 Franken umgewandelt. (Abs. 1) Die Durchführung der Umwandlung obliegt dem Regierungsrat. Er lässt die Gründungsstatuten vom Grossen Rat genehmigen. (Abs. 2)
	Aktiengesellschaft (Art. 620 ff. Obligationenrecht)
	Elektrizitätsgesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
	Elektrizitätsgesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
SO	**Ingress der Übereinkunft zwischen dem Regierungsrat des Kantons SO und dem Verwaltungsrat der Aare-Tessin Aktiengesellschaft (Atel)...** Der Kanton Solothurn hat sich bisher an der Elektrizitätsversorgung in seinem Hoheitsgebiet nicht direkt beteiligt. Im Hinblick auf die öffentlichen Interessen, die zu wahren sind, hat sich der Regierungsrat jedoch schon seit längerer Zeit mit der Frage befasst, auf welche Weise dem Kanton eine stärkere Einflussnahme auf die Energieversorgung gesichert werden könnte. Bei der Beantwortung eines Postulates hat der solothurnische Baudirektor als Sprecher des Regierungsrates am

	20. April 1948 vor dem Kantonsrat ausgeführt, **dass das Ziel der solothurnischen Elektrizitätspolitik nicht die Gründung eines rein kantonalen Werkes, sondern die stärkere Beteiligung an den bestehenden solothurnischen Kraftwerken sei, damit der Kanton auf diesem Wege seinen Einfluss geltend machen könne.** Eine solche Möglichkeit liegt in erster Linie in einer angemessenen finanziellen Beteiligung des Kantons an der Aare-Tessin Aktiengesellschaft für Elektrizität (Atel), dem bedeutendsten Elektrizitätsproduzenten im Kanton, der zugleich ein ausgedehntes schweizerisches und auch internationales Tätigkeitsgebiet hat.

SZ	**Der Kanton SZ hat kein Energiegesetz**

TG	**§ 1 Gesetz über das Elektrizitätswerk des Kantons TG** Das Elektrizitätswerk des Kantons Thurgau wird als Aktiengesellschaft im Sinne von Artikel 620 des Obligationenrechtes betrieben. (Abs. 1) Die Gesellschaft trägt zu einer sicheren Elektrizitätsversorgung bei, in erster Linie durch die Versorgung von Endverteilern. (Abs. 2)
	Aktiengesellschaft (Art. 620 ff. Obligationenrecht)
	Gesetz über das Elektrizitätswerk des Kantons TG Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
	Gesetz über das Elektrizitätswerk des Kantons TG Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
TI	**Art. 1 Legge istituente l'Azienda elettrica ticinese** Sotto la denominazione "Azienda elettrica ticinese" è istituita un'azienda cantonale, indipendente dalla amministrazione dello Stato, avente personalità giuridica propria e sede a Bellinzona. Lo Stato ne garantisce gli impegni.
	Azienda cantonale, indipendente dalla amministrazione dello Stato, avente personalità giuridica propria
	Art. 3 Legge istituente l'Azienda elettrica ticinese Le aziende di distribuzione di energia nel Cantone coprono il fabbisogno di energia elettrica di complemento presso l'AET, acquistando da essa l'energia non proveniente da impianti propri o dalla propria quota di partecipazione a impianti idrici nel Cantone o da altri impianti già esistenti o da produttori in proprio ai sensi del l'articolo 15 della Legge cantonale sull'energia, a condizione che l'AET sia in grado di fornire l'energia a prezzi competitivi.

	Legge istituente l'Azienda elettrica ticinese Art. 2b: Avuto riguardo al fabbisogno energetico cantonale, l'AET è amministrata secondo criteri commerciali. Art. 4: L'azienda cantonale è esonerata da imposte e tasse che non siano quelle di concessione e di esercizio. (cpv. 1) A titolo di compenso per la perdita delle imposte comunali su impianti assunti o costruiti dall'azienda, questa versa ai Comuni un'indennità … (cpv. 2)
UR	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.

	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
VD	**Indirectement Décret sur le renouvellement et l'extension des concessions de la Compagnie vaudoise des forces motrices des lacs de Joux et d'Orbe** Art. 1 lit. e: L'administration est assurée par un conseil d'administration de quinze à vingt et un membres, dont la majorité est désignée par le Conseil d'Etat. Les autres membres sont nommés par l'assemblée des actionnaires. … Art. 2: L'Etat de VD dispose d'un droit de souscription de quarante pour cent du capital social. (al. 1) Les communes vaudoises disposent d'un droit de souscription de trente pour cent du capital social. … (al. 2)
	Société anonyme
	Indirectement Décret sur le renouvellement et l'extension des concessions de la Compagnie vaudoise des forces motrices des lacs de Joux et d'Orbe Art. 9: La CVE est tenue de couvrir les besoins en énergie électrique des régions du canton dont les limites sont fixées par le Conseil d'Etat. Art. 10 al. 2: Les conditions de vente de l'énergie aux communes et sociétés de distribution font l'objet d'un tarif établi d'un commun accord entre les parties.
	Décret sur le renouvellement et l'extension des concessions de la Compagnie vaudoise des forces motrices des lacs de Joux et d'Orbe Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
VS	**Art. 88 Gesetz über die Nutzbarmachung der Wasserkräfte** Die «Walliser Elektrizitätsgesellschaft AG» ist eine gemischtwirtschaftliche Aktiengesellschaft des Privatrechts im Sinne der Bestimmungen des schweizerischen Obligationenrechts (Art. 762 Abs. 2).
	Gemischtwirtschaftliche Aktiengesellschaft (Art. 762 Abs. 2 Obligationenrecht)
	Art. 83 Abs. 1 Gesetz über die Nutzbarmachung der Wasserkräfte Jedes Unternehmen, dem für die Stromverteilung ein Sonderrecht zukommt, ist verpflichtet, sämtliche Bezüger seines Kreises nach Massgabe seiner Möglichkeiten und zu normalen Bedingungen mit Strom zu versorgen.
	Art. 93bis Gesetz über die Nutzbarmachung der Wasserkräfte Hinsichtlich einer Kompensation der Lasten, die sich aus den in Artikel 89 festgelegten öffentlichen Interessen ergeben, kann der Kanton der Walliser Elektrizitäts-

	gesellschaft AG Garantien in Form von Solidarbürgschaften für ihre gegenüber Dritten eingegangenen Verpflichtungen gewähren, falls sich diese Massnahmen zur Sicherung des finanziellen Gleichgewichts der Gesellschaft als notwendig erweisen. (Abs. 1) Die Gewährung der Bürgschaften liegt in der ausschliesslichen und unbeschränkten Kompetenz des Grossen Rates. (Abs. 2)
ZG	**Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.

	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
ZH	**§ 1 EKZ-Gesetz** Die Elektrizitätswerke des Kantons Zürich (EKZ) sind eine selbständige Anstalt des kantonalen öffentlichen Rechts mit Sitz in Zürich. ***Gesetz über die Stromversorgung (Entwurf)*** § 4: Sobald der Gesellschaftsvertrag Axpo in Kraft tritt, kann der Regierungsrat Vermögenswerte der EKZ gegen eine entsprechende Aktienbeteiligung in die Axpo einbringen. Die Aktien fallen in das Verwaltungsvermögen des Staates. § 6: Der Kantonsrat kann die EKZ bei Bedarf in eine Aktiengesellschaft umwandeln. Der Regierungsrat setzt das Aktienkapital fest und führt die Umwandlung durch. (Abs. 1) Die Aktien werden in das Verwaltungsvermögen des Staates übertragen. (Abs. 2) * * * *Der Regierungsrat schlägt im Entwurf des Gesetzes über die Stromversorgung vor, das Gesetz betr. die Elektrizitätswerke des Kantons ZH aufzuheben.*
	Selbständige Anstalt des kantonalen öffentlichen Rechts ***Aktiengesellschaft (Art. 620 ff. Obligationenrecht)***
	§ 2, 1. Satz EKZ-Gesetz Die EKZ versorgen den Kanton wirtschaftlich, sicher und umweltgerecht mit elektrischer Energie; ausgenommen ist das Gebiet der Stadt Zürich. Im Entwurf des Gesetzes über die Stromversorgung schlägt der Regierungsrat vor, das Gesetz betr. die Elektrizitätswerke des Kantons ZH aufzuheben.
	§ 3 EKZ-Gesetz Die EKZ werden nach kaufmännischen Grundsätzen selbsttragend geführt. Im Bereich Hausinstallation haben sie einen angemessenen Gewinn anzustreben. Im Entwurf des Gesetzes über die Stromversorgung schlägt der Regierungsrat vor, das Gesetz betr. die Elektrizitätswerke des Kantons ZH aufzuheben.

* * *

Kantone	Rechtgrundlagen
AG GL SH TG ZG ZH	**§ 1 NOK-Vertrag** Die Kantone Aargau, Glarus, Zürich, St. Gallen, Thurgau, Schaffhausen, Schwyz, Appenzell A. Rh. und Zug[3] erwerben von der A.G. «Motor» in Baden die sämtlichen Aktien der Kraftwerke Beznau-Löntsch und betreiben diese Unternehmung auf Grund der bestehenden Konzessionen und Verträge als Aktiengesellschaft unter der Firma «Nordostschweizerische Kraftwerke A.G.» nach kaufmännischen Grundsätzen, unter Berücksichtigung angemessener Verzinsung und Abschreibung, mit Hauptsitz in Baden und Zweigniederlassungen in Glarus und Zürich weiter.
	Aktiengesellschaft (Art. 620 ff. Obligationenrecht)
	§ 4 Abs. 2 NOK-Vertrag Die beteiligten Kantone verpflichten sich, die gesamte elektrische Energie für ihre staatlichen Kraftversorgungen von den Nordostschweizerischen Kraftwerken zu beziehen, so lange diese in der Lage sind, zu annehmbaren Bedingungen Kraft zu liefern. Dabei hat es die Meinung, dass die Bedingungen, zu denen die beteiligten Kantone von den Kraftwerken Strom beziehen, unter keinen Umständen ungünstiger sein dürfen, als diejenigen, zu welchen sie bei Abschluss dieses Vertrages ihren Energiebedarf decken.
	§ 4 Abs. 1 NOK-Vertrag Die Nordostschweizerischen Kraftwerke sind verpflichtet, in den beteiligten Kantonen die elektrische Energie unter gleichen Verhältnissen zu den gleichen Bedingungen abzugeben, vorbehältlich der bestehenden Verträge und Konzessionen.
AI AR SG	**§ 1 Abs. 1 SAK-Vertrag** Die beiden Kantone St.Gallen und Appenzell A.Rh. gründen auf den 1. Dezember 1914 unter der Firma «St.Gallisch-Appenzellische Kraftwerke» eine Aktiengesellschaft mit Hauptsitz in St.Gallen und Zweigniederlassung in Herisau; sie ist nach kaufmännischen Grundsätzen, unter Berücksichtigung angemessener Verzinsung und Abschreibung, zu betreiben. **Durch Vertrag zwischen den SAK und dem Kanton AI ist der Kanton AI den SAK beigetreten.**
	Aktiengesellschaft (Art. 620 ff. Obligationenrecht)
	§ 6 SAK-Vertrag Die Kantone St.Gallen und Appenzell A.Rh. verpflichten sich gegenseitig: a) selbständig keine Elektrizitätswerke zu bauen oder zu erwerben und sich an keiner Unternehmung zu beteiligen, welche den Zweck haben könnte, im Stromabsatzgebiet der St.Gallisch-Appenzellischen Kraftwerke elektrische Energie zu verteilen; b) selbständig keine Strombezugsverträge mit fremden Werken abzuschliessen. **Durch Vertrag zwischen den SAK und dem Kanton AI ist der Kanton AI den SAK**

3 Ursprüngliche Aktienverteilung.

	beigetreten.
	SAK-Vertrag Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
BL **BS**	**Art. 1 Abs. 1 Vertrag zwischen dem Kanton BL und dem Kantons BS betr. Gründung einer Aktiengesellschaft zum Bau und Betrieb einer Wasserkraftanlage bei Birsfelden** Die beiden Vertragsparteien vereinbaren, unter der Firma "Kraftwerk Birsfelden AG" mit Sitz in Birsfelden (Kanton Basel-Landschaft), eine Aktiengesellschaft zu gründen, mit dem Zweck, die Wasserkraft des Rheins zwischen der bestehenden Wasserkraftanlage Augst-Wyhlen und der oberen Staugrenze des Kraftwerkes Kembs auszunützen.
	Aktiengesellschaft (Art. 620 ff. Obligationenrecht)
	Art. 14 Abs. 1 Vertrag zwischen dem Kanton BL und dem Kantons BS betr. Gründung einer Aktiengesellschaft zum Bau und Betrieb einer Wasserkraftanlage bei Birsfelden Jede der beiden Vertragsparteien verpflichtet sich, die in eigenen Werken erzeugte oder aus fremden Werken bezogene Energie weder direkt noch indirekt in das Absatzgebiet der andern Vertragspartei zu liefern oder anzubieten, es sei denn, dass letztere vorher ihre ausdrückliche Zustimmung gibt.
	Vertrag zwischen dem Kanton BL und dem Kantons BS betr. Gründung einer Aktiengesellschaft zum Bau und Betrieb einer Wasserkraftanlage bei Birsfelden Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.

INSTITUT FÜR FÖDERALISMUS, UNIVERSITÄT FREIBURG
INSTITUT DU FÉDÉRALISME, UNIVERSITÉ DE FRIBOURG
INSTITUTE OF FEDERALISM, UNIVERSITY OF FRIBOURG

Die Elektrizitätswirtschaftsordnung

Übersicht und Beurteilung des kantonalen Rechts

Detailtabellen nach Kantonen

März 2003

© 2003, Institut für Föderalismus,
Universität Freiburg
Rte d'Englisberg 7
1763 Granges-Paccot (FR)

J.-L. GASSMANN, lic. iur., not. (Projektleiter), Prof. B. WALDMANN, Dr. iur. (Gesamtleitung) - M. ROTH, lic.iur.- C. VERDON, lic. iur. - M. SULSER, lic. iur.

AG

I.	**«Service public»** *«Service public»*
1.	**Allgemeines** *Généralités*
1.1	**Begriff «Service public»** *Notion de «Service public»*
1.2	**Kantonale Bestimmungen zum «Service public»** *Dispositions cantonales relatives au «Service public»*
1.2.1.	**Legaldefinitionen und Umschreibungen des «Service public»** *Définitions légales et description du «Service public»*
	§ 54 Abs. 1 KV Der Kanton fördert die umweltgerechte und wirtschaftliche Energieversorgung sowie die sparsame Energieverwendung. Er kann Versorgungsbetriebe errichten und unterhalten oder sich an Werken beteiligen. **§ 1 lit. a Energiegesetz** Ziel dieses Gesetzes ist, die Energieversorgung sicherzustellen.
1.2.2.	**Kantonale Service public-Pflichten** *Obligations relatives au «Service public» contenues dans le droit cantonal*
	§ 17 Abs. 1 Energiegesetz Kanton und Gemeinden können Energieanlagen selbst erstellen und betreiben, sofern der private Sektor die betreffenden Bedürfnisse nicht oder ungenügend deckt. Sie können sich an solchen Unternehmen beteiligen oder die erforderlichen Zusammenarbeitsverträge abschliessen. **§ 2 Dekret über den Leistungsauftrag der AEW Energie AG** Ohne Anspruch auf Entschädigung durch den Kanton erfüllt die AEW Energie AG folgende obligatorische Aufgaben: a) Sie erstellt und betreibt ein leistungsfähiges Verteilnetz für elektrische Energie so, dass damit, zusammen mit den Netzen Dritter, die Elektrizitätsversorgung der Siedlungsgebiete im ganzen Kanton sichergestellt werden kann. b) Sie leistet allein oder durch Beteiligung an anderen Unternehmen einen Beitrag zur Elektrizitätsversorgung durch flächendeckende Lieferungen im ganzen Kantonsgebiet oder durch Belieferung von Elektrizitätsversorgungsunternehmen. c) Sie erfüllt die Verpflichtungen, welche dem Kanton im Zusammenhang mit der Beschaffung von elektrischer Energie aus den vertraglichen Verpflichtungen gegenüber den Nordostschweizerischen Kraftwerken AG (NOK) erwachsen. ... **§ 3 Abs. 2 Satz 2 Geschäftsreglement für das AG-Elektrizitätswerk** Im Bereich der Stromversorgung sollen die angesetzten Preise in Abstimmung mit den Lieferbedingungen im ganzen Kantonsgebiet einheitlich zur Anwendung gelangen. * * * Der Verwaltungsrat des Aargauischen Elektrizitätswerkes hat die folgenden allgemeinen Geschäftsbedingungen erlassen:

	Allgemeine Geschäftsbedingungen für den Verkauf elektrischer Energie in 16-kV-Hochspannung an Wiederverkäufer Allgemeine Geschäftsbedingungen für den Verkauf elektrischer Energie in 16-kV-Hochspannung an Endverbraucher
	§ 4 Vertrag ... betreffend Gründung der Gesellschaft der Nordostschweizerischen Kraftwerke A.G. Die Nordostschweizerischen Kraftwerke sind verpflichtet, in den beteiligten Kantonen die elektrische Energie unter gleichen Verhältnissen zu den gleichen Bedingungen abzugeben, vorbehältlich der bestehenden Verträge und Konzessionen. (Abs. 1) Die beteiligten Kantone verpflichten sich, die gesamte elektrische Energie für ihre staatlichen Kraftversorgungen von den Nordostschweizerischen Kraftwerken zu beziehen, so lange diese in der Lage sind, zu annehmbaren Bedingungen Kraft zu liefern. Dabei hat es die Meinung, dass die Bedingungen, zu denen die beteiligten Kantone von den Kraftwerken Strom beziehen, unter keinen Umständen ungünstiger sein dürfen, als diejenigen, zu welchen sie bei Abschluss dieses Vertrages ihren Energiebedarf decken. (Abs. 2)
2.	**Versorgungspflicht i.e.S.** *Obligation d'approvisionnement au sens étroit*
2.1.	**Energieversorgung als staatliche Aufgabe** *Approvisionnement en énergie en tant que tâche publique*
	§ 54 Abs. 1 KV Der Kanton fördert die umweltgerechte und wirtschaftliche Energieversorgung sowie die sparsame Energieverwendung. Er *kann* Versorgungsbetriebe errichten und unterhalten oder sich an Werken beteiligen.
	§ 17 Abs. 1 Energiegesetz Kanton und Gemeinden können Energieanlagen selbst erstellen und betreiben, sofern der private Sektor die betreffenden Bedürfnisse nicht oder ungenügend deckt. Sie können sich an solchen Unternehmen beteiligen oder die erforderlichen Zusammenarbeitsverträge abschliessen.
2.2.	**Kompetenzzuteilung: Rolle des Kantons und der Gemeinden** *Attribution des compétences: rôle du canton et des communes*
	§ 17 Abs. 1 Energiegesetz Kanton und Gemeinden können Energieanlagen selbst erstellen und betreiben, sofern der private Sektor die betreffenden Bedürfnisse nicht oder ungenügend deckt. Sie können sich an solchen Unternehmen beteiligen oder die erforderlichen Zusammenarbeitsverträge abschliessen.
2.3.	**Versorgungspflicht der Elektrizitätsunternehmen** *Obligation d'approvisionnement des entreprises d'électricité*
	Verfassung Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
	§ 2 lit. a & b Dekret über den Leistungsauftrag der AEW Energie AG Ohne Anspruch auf Entschädigung durch den Kanton erfüllt die AEW Energie AG folgende obligatorische Aufgaben: a) Sie erstellt und betreibt ein leistungsfähiges Verteilnetz für elektrische Energie so, dass damit, zusammen mit den Netzen Dritter, die Elektrizitätsversorgung der Siedlungsgebiete im ganzen Kanton sichergestellt werden kann.

	b) Sie leistet allein oder durch Beteiligung an anderen Unternehmen einen Beitrag zur Elektrizitätsversorgung durch flächendeckende Lieferungen im ganzen Kantonsgebiet oder durch Belieferung von Elektrizitätsversorgungsunternehmen. **§ 4 Abs. 1 Vertrag ... betreffend Gründung der Gesellschaft der Nordostschweizerischen Kraftwerke A.G.** Die Nordostschweizerischen Kraftwerke sind verpflichtet, in den beteiligten Kantonen die elektrische Energie unter gleichen Verhältnissen zu den gleichen Bedingungen abzugeben, vorbehältlich der bestehenden Verträge und Konzessionen.
2.4.	**Bei Bestehen einer Versorgungspflicht: wie wird diese übertragen?** *Mode de transfert d'une obligation d'approvisionnement*
	Dekret
	§ 2 lit. b Dekret über den Leistungsauftrag der AEW Energie AG Ohne Anspruch auf Entschädigung durch den Kanton erfüllt die AEW Energie AG folgende obligatorische Aufgaben: ... b) Sie leistet allein oder durch Beteiligung an anderen Unternehmen einen Beitrag zur Elektrizitätsversorgung durch flächendeckende Lieferungen im ganzen Kantonsgebiet oder durch Belieferung von Elektrizitätsversorgungsunternehmen.
2.5.	**Welche hauptsächlichen Folgen sind mit der Versorgungspflicht verknüpft?** *Principaux effets liés à l'obligation d'approvisionnement*
2.5.1.	**Welche Rechte und Pflichten hat der Versorger?** *Droits et obligations du fournisseur*
	Ziff. 2 Endverbraucher-Abgabebedingungen 2.1: Das AEW hält dem Kunden die im Energielieferungsvertrag vereinbarte elektrische Leistung zu den vorliegenden Allgemeinen Geschäftsbedingungen zur Verfügung. 2.2: Der Kunde verpflichtet sich, während der Vertragsdauer seinen ganzen elektrischen Energiebedarf ausschliesslich beim AEW zu decken und die Energie nur in seinen eigenen Anlagen zu verwenden. Ausgenommen ist die Verwertung von Energie aus eigenen Erzeugungsanlagen (Eigenproduktion). 2.3: Der Weiterverkauf von Energie ist nur mit Zustimmung des AEW gestattet. **§ 4 Vertrag ... betr. Gründung der Gesellschaft der Nordostschweizerischen Kraftwerke A.G.** Die Nordostschweizerischen Kraftwerke sind verpflichtet, in den beteiligten Kantonen die elektrische Energie unter gleichen Verhältnissen zu den gleichen Bedingungen abzugeben, vorbehältlich der bestehenden Verträge und Konzessionen. (Abs. 1) Die beteiligten Kantone verpflichten sich, die gesamte elektrische Energie für ihre staatlichen Kraftversorgungen von den Nordostschweizerischen Kraftwerken zu beziehen, so lange diese in der Lage sind, zu annehmbaren Bedingungen Kraft zu liefern. ... (Abs. 2)
2.5.2.	**Geht die Versorgungspflicht mit einer Gebietszuteilung einher?** *L'obligation d'approvisionnement va-t-elle de pair avec une attribution de secteur?*
	Ziff. 2 Wiederverkäufer-Abgabebedingungen 2.1: Das Versorgungsgebiet wird im Energielieferungsvertrag umschrieben. Sofern das Versorgungsgebiet nicht mit dem Gebiet der politischen Gemeinde übereinstimmt, ist es in einer Karte, welche ebenfalls integrierender Bestandteil des Energielieferungsvertrages ist, festzuhalten.

	2.2: Besondere Abmachungen über kleinere Gebietsbereinigungen zwischen einzelnen Wiederverkäufern bleiben vorbehalten. Das AEW ist vorgängig darüber zu orientieren. 2.3: Innerhalb seines Versorgungsgebietes ist die Energielieferung grundsätzlich Sache des Wiederverkäufers. Er darf die Energie nur innerhalb seines Versorgungsgebietes verwenden. Das AEW darf grundsätzlich keine Direktlieferungen an Dritte innerhalb dieses Versorgungsgebietes vornehmen. Ausgenommen sind Lieferungen an elektrisch betriebene Bahnen sowie Lieferungen nach 2.4. 2.4: Direktlieferungen des AEW an Dritte innerhalb des Versorgungsgebietes des Wiederverkäufers sind in gegenseitiger Absprache möglich, wenn der Wiederverkäufer nicht in der Lage ist, die Versorgung zu tragbaren Bedingungen zu gewährleisten. Dabei sind Lösungen zu erarbeiten, die den Interessen aller Beteiligten Rechnung tragen. 2.5: Der Wiederverkäufer orientiert das AEW über Bestrebungen anderer Werke, welche eine Änderung der Lieferverhältnisse in seinem Versorgungsgebiet zum Ziele haben. Insbesondere nimmt der Wiederverkäufer Rücksprache mit dem AEW, wenn fremde Werke in solcher Absicht Durchleitungsrechte zu erwerben suchen. **Vertrag … betr. Gründung der Gesellschaft der Nordostschweizerischen Kraftwerke A.G.** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
2.5.3.	**Geht die Versorgungspflicht mit einem Versorgungsmonopol einher?** *L'obligation d'approvisionnement va-t-elle de pair avec un monopole d'approvisionnement?*
	§ 2 lit. a Dekret über den Leistungsauftrag der AEW Energie AG Ohne Anspruch auf Entschädigung durch den Kanton erfüllt die AEW Energie AG folgende obligatorische Aufgaben: a) Sie erstellt und betreibt ein leistungsfähiges Verteilnetz für elektrische Energie so, dass damit, zusammen mit den Netzen Dritter, die Elektrizitätsversorgung der Siedlungsgebiete im ganzen Kanton sichergestellt werden kann. **Ziff. 2 Wiederverkäufer-Abgabebedingungen** 2.3: Innerhalb seines Versorgungsgebietes ist die Energielieferung grundsätzlich Sache des Wiederverkäufers. Er darf die Energie nur innerhalb seines Versorgungsgebietes verwenden. Das AEW darf grundsätzlich keine Direktlieferungen an Dritte innerhalb dieses Versorgungsgebietes vornehmen. Ausgenommen sind Lieferungen an elektrisch betriebene Bahnen sowie Lieferungen nach 2.4. 2.4: Direktlieferungen des AEW an Dritte innerhalb des Versorgungsgebietes des Wiederverkäufers sind in gegenseitiger Absprache möglich, wenn der Wiederverkäufer nicht in der Lage ist, die Versorgung zu tragbaren Bedingungen zu gewährleisten. Dabei sind Lösungen zu erarbeiten, die den Interessen aller Beteiligten Rechnung tragen. **§ 4 Abs. 2 Vertrag … betr. Gründung der Gesellschaft der Nordostschweizerischen Kraftwerke A.G.** Die beteiligten Kantone verpflichten sich, die gesamte elektrische Energie für ihre staatlichen Kraftversorgungen von den Nordostschweizerischen Kraftwerken zu beziehen, so lange diese in der Lage sind, zu annehmbaren Bedingungen Kraft zu liefern. ...

2.5.4.	**Werden damit hoheitliche Befugnisse übertragen?** *Une part de souveraineté est-elle ainsi transférée?*
	§ 3 Energiegesetz Gemeinden, Gemeindeverbände und ihre Betriebe können für ihren Wirkungskreis im Sinne der Zielsetzungen dieses Gesetzes weiter gehende Regelungen treffen, soweit hiezu nicht ausdrücklich der Grosse Rat oder der Regierungsrat zuständig ist und nicht zwingende Vorschriften bestehen. **Vertrag … betr. Gründung der Gesellschaft der Nordostschweizerischen Kraftwerke A.G.** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
2.5.5.	**Wird damit eine Kooperationspflicht (mit dem Kanton, mit anderen Kantonen, mit anderen Unternehmen) verknüpft?** *Un devoir de coopération (avec le canton, d'autres cantons ou d'autres entreprises) est-il lié à l'obligation d'approvisionnement?*
	§ 2 lit. c & d Dekret über den Leistungsauftrag der AEW Energie AG Ohne Anspruch auf Entschädigung durch den Kanton erfüllt die AEW Energie AG folgende obligatorische Aufgaben: (...) c) Sie erfüllt die Verpflichtungen, welche dem Kanton im Zusammenhang mit der Beschaffung von elektrischer Energie aus den vertraglichen Verpflichtungen gegenüber den Nordostschweizerischen Kraftwerken AG (NOK) erwachsen. d) Sie fördert allein oder durch Beteiligung an anderen Unternehmen im Rahmen der Zielsetzungen und Verpflichtungen der Energiegesetzgebung des Bundes und des Kantons insbesondere die Nutzung von einheimischen und erneuerbaren Energiequellen und Energieträgern sowie die Nutzung von Abwärme. **Vertrag … betr. Gründung der Gesellschaft der Nordostschweizerischen Kraftwerke A.G.** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
2.6.	**Mechanismen des kantonalen Rechts zur Sicherstellung bzw. Durchsetzung der Erfüllung der Versorgungspflicht i.e.S.** *Mécanismes du droit cantonal visant la garantie et/ou la pénétration de l'exécution de l'obligation d'approvisionnement au sens étroit*
	§ 20c Abs. 2 lit. a Energiegesetz Solange der Kanton über die Mehrheit der Aktienstimmen verfügt, wird ein Leistungsauftrag für das AEW in den Statuten oder in einem Dekret festgelegt. **Dekret über den Leistungsauftrag der AEW Energie AG** § 3: Der Regierungsrat kann der AEW Energie AG mit Vertrag die Erfüllung von **besonderen Aufgaben gegen Entschädigung** übertragen. Die Höhe der Abgeltung der damit verbundenen Kosten ist im Vertrag marktkonform festzulegen. (Abs. 1) Der Grosse Rat kann die AEW Energie AG verpflichten, bestimmte **Beteiligungen oder Standortnutzungen** zu übernehmen. Der Kanton übernimmt die dadurch entstehenden marktkonformen Mehrkosten. (Abs. 2) § 4: Über die Erfüllung des Leistungsauftrages hat die AEW Energie AG dem Regierungsrat **jährlich Rechenschaft** abzulegen. (Abs. 1) Wird der Leistungsauftrag nicht erfüllt, trifft der Regierungsrat die **notwendigen Massnahmen**. (Abs. 2)

2.7.	**Was gilt, wenn das kantonale Recht keine Versorgungspflicht vorsieht?** *Règles applicables si le droit cantonal ne prévoit pas d'obligation d'approvisionnement*
	--- (vgl. 2.3.)
3.	**Versorgungssicherheit** *Sécurité de l'approvisionnement*
3.1.	**Bestimmungen zur Sicherheit (qualitativ)** *Dispositions relatives à la sécurité qualitative*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Abgabereglement** **Ziff. 2.1: Technische Voraussetzungen der Energielieferung** 2.1.1: Das AEW setzt für die Energielieferung die Stromart, Spannung, Frequenz, den Leistungsfaktor cos phi sowie die Art der Schutzmassnahmen fest. Das AEW ist berechtigt, besondere Bedingungen festzulegen, sofern der vorgeschriebene Leistungsfaktor nicht eingehalten und vom Kunden keine Abhilfe getroffen wird. 2.1.2: Elektrische Geräte und Anlagen werden nur mit Energie beliefert, soweit die Leistungsfähigkeit der Verteilanlagen es erlaubt und die Gleichmässigkeit der Spannung und Frequenz durch sie nicht störend beeinflusst wird. Der Kunde oder sein Installateur haben sich rechtzeitig beim AEW über die Anschlussmöglichkeiten zu informieren. 2.1.3: Für elektrische Geräte und Anlagen, die Oberschwingungen oder Resonanzerscheinungen verursachen, die wegen rasch wechselnder Last die Gleichmässigkeit der Spannung stören oder sonst wie ungünstige Wirkungen auf den Betrieb der Anlagen des AEW oder dessen Kunden ausüben, kann das AEW zu Lasten des Verursachers alle technischen Massnahmen vorschreiben, die zur Verbesserung geeignet sind. 2.1.4: Die zulässigen Störpegel werden unter Berücksichtigung allgemein anerkannter Regeln und Empfehlungen vom AEW bestimmt. 2.1.5: Das AEW verweigert den Anschluss von Installationen oder elektrischen Geräten an sein Niederspannungsverteilnetz bzw. die Lieferung elektrischer Energie, wenn diese: a) dem eidgenössischen oder kantonalen Recht sowie den anerkannten Regeln der Technik, insbesondere den Hausinstallationsvorschriften oder den Normen des Schweizerischen Elektrotechnischen Vereins (SEV) oder den Weisungen der Schweizerischen Unfallversicherungsanstalt (SUVA) oder den Werkvorschriften des AEW nicht entsprechen; b) im normalen Betrieb andere Einrichtungen störend beeinflussen. 2.1.6: Werden bewilligungspflichtige Installationsarbeiten von unberechtigten Personen ausgeführt, schliesst das AEW die davon betroffenen Installationen nicht an sein Verteilnetz an. 2.1.7: Das AEW behält sich vor, auf Kosten des Kunden Massnahmen zu treffen, um eine unkontrollierte Wiederinbetriebsetzung von nicht erlaubten Anlagen oder Geräten verhindern zu können.

	Ziff. 2.2: Umfang, Qualität und Regelmässigkeit der Energielieferung 2.2.1: Das AEW liefert dem Kunden elektrische Energie auf Grund dieses Reglementes im Rahmen seiner gesetzlichen Versorgungspflicht[4], soweit die Anlagen des AEW dies gestatten. 2.2.2: Das AEW liefert die Energie ununterbrochen innerhalb der üblichen Toleranzen für Spannung und Frequenz. Vorbehalten bleiben die Bestimmungen über die Unterbrechung, Einschränkung und Einstellung der Energielieferung. 2.2.3: Das AEW ist berechtigt zu verlangen, dass der Elektrizitätsbezug den in den Produktions- und Verteilanlagen herrschenden Belastungsverhältnissen angepasst wird. Das AEW ist ausserdem berechtigt, während der Spitzenbelastungszeit nötigenfalls die Leistungsabgabe einzuschränken oder Apparate zu sperren. Zu diesem Zweck hat der Eigentümer der Niederspannungsinstallationen den Einbau von Laststeuergeräten in seine Installationen auf seine eigenen Kosten zu übernehmen. **Ziff. 4 Wiederverkäufer-Abgabebedingungen** **Art der Energielieferung, Qualität der Energie, Änderung der Nennspannung, Kurzschlussleitung** 4.1: Die Stromart ist Dreiphasen-Wechselstrom mit einer Spannung von 16 kV und einer Frequenz von 50 Hz. Das AEW sorgt für eine möglichst gleich bleibende Spannung und Frequenz innerhalb der üblichen Toleranzen. 4.2: Die elektrische Energie wird vom AEW bis zu den im Energielieferungsvertrag bezeichneten Übergabestellen geliefert. Für die Einzelheiten der Übergabe der Elektrizität, der notwendigen Zuleitung und Anschlüsse sind die «Bedingungen für den Anschluss an das 16-kV-Netz des AEW» massgebend. 4.3: Sobald das AEW die Kurzschlussleistung aus zwingenden technischen Gründen erhöht, ist der Kunde verpflichtet, seine Installationen auf eigene Kosten anzupassen. 4.4: Falls sich aus technischen oder wirtschaftlichen Gründen Veränderungen in der Nennspannung aufdrängen, so werden die daraus entstehenden Kosten und Massnahmen durch eine separate Vereinbarung zwischen den Vertragsparteien geregelt. **Ziff. 3 Endverbraucher-Abgabebedingungen** **Art der Energielieferung, Qualität der Energie, Änderung der Nennspannung, Kurzschlussleitung** 3.1: Die Stromart ist Dreiphasen-Wechselstrom mit einer Spannung von 16 kV und einer Frequenz von 50 Hz. Das AEW sorgt für eine möglichst gleich bleibende Spannung und Frequenz innerhalb der üblichen Toleranzen. 3.2: Die elektrische Energie wird vom AEW bis zu der im Energielieferungsvertrag bezeichneten Übergabestelle geliefert. Für die Einzelheiten der Übergabe der Elektrizität, der notwendigen Zuleitung und Anschlüsse sind die «Bedingungen für den Anschluss an das 16-kV-Netz des AEW» massgebend. 3.3: Sobald das AEW die Kurzschlussleistung aus zwingenden technischen Gründen erhöht, ist der Kunde verpflichtet, seine Installationen auf eigene Kosten anzupassen.

[4] Gemäss § 18 Abs. 2 Energiegesetz sollte das AEW Aufgaben im Bereich der Energiegewinnung und –versorgung übernehmen, soweit diese nicht durch private oder kommunale Unternehmen vollumfänglich erfüllt würden; dazu gehört insbesondere die flächendeckende Elektrizitätsversorgung. Die §§ 18 – 20 sind am 01.09.1999 durch eine Gesetzesänderung aufgehoben worden (AGS 1999, S. 167).

	3.4: Falls sich aus technischen oder wirtschaftlichen Gründen Veränderungen in der Nennspannung aufdrängen, so werden die daraus entstehenden Kosten und Massnahmen durch eine separate Vereinbarung zwischen den Vertragsparteien geregelt.
3.2.	**Bestimmungen zur Kapazität (quantitativ)** *Dispositions relatives à la capacité*
	§ 17 Abs. 1, 1. Satz Energiegesetz Kanton und Gemeinden können Energieanlagen selbst erstellen und betreiben, sofern der private Sektor die betreffenden Bedürfnisse nicht oder ungenügend deckt. **Ziff. 2.2 Abgabereglement** 2.2.1: Das AEW liefert dem Kunden elektrische Energie auf Grund dieses Reglementes im Rahmen seiner gesetzlichen Versorgungspflicht, soweit die Anlagen des AEW dies gestatten. 2.2.2: Das AEW liefert die Energie ununterbrochen innerhalb der üblichen Toleranzen für Spannung und Frequenz. Vorbehalten bleiben die Bestimmungen über die Unterbrechung, Einschränkung und Einstellung der Energielieferung. 2.2.3: Das AEW ist berechtigt zu verlangen, dass der Elektrizitätsbezug den in den Produktions- und Verteilanlagen herrschenden Belastungsverhältnissen angepasst wird. Das AEW ist ausserdem berechtigt, während der Spitzenbelastungszeit nötigenfalls die Leistungsabgabe einzuschränken oder Apparate zu sperren. Zu diesem Zweck hat der Eigentümer der Niederspannungsinstallationen den Einbau von Laststeuergeräten in seine Installationen auf seine eigenen Kosten zu übernehmen. **Ziff. 6 Wiederverkäufer-Abgabebedingungen** 6.1: Das AEW ist verpflichtet, die Energie vorbehältlich Ziffer 6.2 ununterbrochen zu liefern. 6.2: Das AEW hat aber das Recht, die Energielieferung einzuschränken oder ganz einzustellen in Fällen höherer Gewalt, bei Betriebsstörungen, Reparaturen, Unterhalts- und Erweiterungsarbeiten sowie bei Störungen der normalen Energieversorgung zufolge ausserordentlicher Verhältnisse wie bei Ausfällen von Produktions- und Verteilanlagen und bei Massnahmen gemäss Landesversorgungsgesetz, die sich im Falle von Energieknappheit oder im Interesse der Aufrechterhaltung der Allgemeinversorgung als notwendig erweisen. 6.3: Soweit dies möglich ist, erfolgen notwendige Unterbrechungen der Energielieferung zur Vornahme von Reparaturen, Reinigungsarbeiten, Änderungen, Erweiterungen von Anlagen usw. nur nach vorausgehender Orientierung des Wiederverkäufers und in der Regel nur in Schwachlastzeiten. Das AEW nimmt dabei auf die Bedürfnisse des Wiederverkäufers Rücksicht. **Ziff. 6 Endverbraucher-Abgabebedingungen** 6.1: Das AEW ist verpflichtet, die Energie vorbehältlich Ziffer 6.2 ununterbrochen zu liefern. 6.2: Das AEW hat aber das Recht, die Energielieferung einzuschränken oder ganz einzustellen in Fällen höherer Gewalt, bei Betriebsstörungen, Reparaturen, Unterhalts- und Erweiterungsarbeiten sowie bei Störungen der normalen Energieversorgung zufolge ausserordentlicher Verhältnisse wie bei Ausfällen von Produktions- und Verteilanlagen und bei Massnahmen gemäss Landesversorgungsgesetz, die sich im Falle von Energieknappheit oder im Interesse der Aufrechterhaltung der Allgemeinversorgung als notwendig erweisen.

	6.3: Soweit dies möglich ist, erfolgen notwendige Unterbrechungen der Energielieferung zur Vornahme von Reparaturen, Reinigungsarbeiten, Änderungen, Erweiterungen von Anlagen usw. nur nach vorausgehender Orientierung des Kunden und in der Regel nur in Schwachlastzeiten. Das AEW nimmt dabei auf die Bedürfnisse des Kunden Rücksicht.
3.3.	**Wie geht der Gesetzgeber mit möglichen Kapazitätsengpässen um?** *Comment règle-t-on la problématique des goulots d'étranglement de capacité?*
	Ziff. 2.2.3 Abgabereglement Das AEW ist berechtigt zu verlangen, dass der Elektrizitätsbezug den in den Produktions- und Verteilanlagen herrschenden Belastungsverhältnissen angepasst wird. Das AEW ist ausserdem berechtigt, während der Spitzenbelastungszeit nötigenfalls die Leistungsabgabe einzuschränken oder Apparate zu sperren. Zu diesem Zweck hat der Eigentümer der Niederspannungsinstallationen den Einbau von Laststeuergeräten in seine Installationen auf seine eigenen Kosten zu übernehmen.
3.4.	**Andere Leistungsaufträge im Zusammenhang mit der Versorgungssicherheit** *Autres mandats de prestations en rapport avec la sécurité de l'approvisionnement*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **§ 38 Gesetz über Katastrophenhilfe und Bevölkerungsschutz** Der Kanton ist auf seinem Gebiet Träger der wirtschaftlichen Landesversorgung. Er unterstützt und koordiniert bei Katastrophen, Notlagen und bewaffneten Konflikten die vom Bund getroffenen Vorkehrungen für die Sicherstellung der Versorgung von Bevölkerung, Armee und Zivilschutz mit **lebenswichtigen Gütern** und Dienstleistungen. (Abs. 1) Der Kanton übt die Aufsicht über die vorsorglichen Massnahmen der Gemeinden aus. (Abs. 2) Der Regierungsrat entscheidet im Bewirtschaftungsfall über die benötigten personellen und finanziellen Mittel. (Abs. 3)
3.5.	**Sieht das kantonale Recht Regelungen vor, wie diese gesetzlichen Aufträge zur Herstellung der Versorgungssicherheit sichergestellt werden?** *Le droit cantonal contient-il des règles sur la manière dont ces mandats légaux relatifs à la sécurité de l'approvisionnement sont assurés?*
	§ 17 Abs. 1 Satz 1 Energiegesetz Kanton und Gemeinden können Energieanlagen selbst erstellen und betreiben, sofern der private Sektor die betreffenden Bedürfnisse nicht oder ungenügend deckt.
4.	**Sonderbestimmungen für bestimmte Regionen** *Dispositions spéciales pour certaines régions*
4.1.	**Differenzierte Behandlung bestimmter Regionen innerhalb des Kantons** *Traitement différencié de certaines régions dans le canton*
	Indirekt § 3 Energiegesetz Gemeinden, Gemeindeverbände und ihre Betriebe können **für ihren Wirkungskreis** im Sinne der Zielsetzungen dieses Gesetzes weiter gehende Regelungen treffen, soweit hiezu nicht ausdrücklich der Grosse Rat oder der Regierungsrat zuständig ist und nicht zwingende Vorschriften bestehen. **Ziff. 2.1 Wiederverkäufer-Abgabebedingungen** Das Versorgungsgebiet wird im Energielieferungsvertrag umschrieben. Sofern das

	Versorgungsgebiet nicht mit dem Gebiet der politischen Gemeinde übereinstimmt, ist es in einer Karte, welche ebenfalls integrierender Bestandteil des Energielieferungsvertrages ist, festzuhalten.
4.2.	**Preissolidarität oder anderweitige Ausgleichsmechanismen für bestimmte Gebietsteile: Erwähnung des Mechanismus in den Rechtsgrundlagen?** *Solidarité des prix ou autres mécanismes de compensation pour des parties de territoire déterminées: mention du mécanisme dans les bases juridiques?*
	§ 3 Geschäftsreglement für das Aargauische Elektrizitätswerk Die Preise (Tarifansätze und Entschädigungen) sind so anzusetzen, dass die Substanzerhaltung der Unternehmung gewährleistet und die Vornahme der betriebswirtschaftlich notwendigen Abschreibungen und Rückstellungen sichergestellt ist. (Abs. 1) Für alle Produkte stützen sich die Preise auf eine Kostenträgerrechnung. Im Bereich der Stromversorgung sollen die angesetzten Preise in Abstimmung mit den Lieferbedingungen im ganzen Kantonsgebiet einheitlich zur Anwendung gelangen. (Abs. 2) **Reglement für den Anschluss an das Niederspannungsnetz des Aargauischen Elektrizitätswerkes** Z. 2: Für neue Anschlüsse und für Anschlussverstärkungen werden Kostenbeiträge erhoben. Die Höhe dieser Beiträge sind im Anhang zu diesem Reglement festgelegt. Das AEW ist berechtigt, mehrere Liegenschaften über eine gemeinsame Zuleitung zu versorgen. Ferner steht ihm das Recht zu, an einer Zuleitung weitere Bezüger anzuschliessen, ungeachtet geleisteter Kostenbeiträge. Eine Rückerstattung kann ausnahmsweise erfolgen, wenn weitere Bezüger an eine Zuleitung zu einem abgelegenen Objekt angeschlossen werden, für die ein Mehrlängenzuschlag gemäss Anhang zu diesem Reglement erhoben worden ist. Dies gilt nur für zusätzliche Anschlüsse innerhalb von 10 Jahren nach Erstellung der Zuleitung und pro rata der Zeit. Anhang: Kostenbeiträge gemäss Art. 2 1. Neuanschlüsse Pro Anschluss sind folgende einmalige Beiträge zu entrichten: Einfamilienhäuser Fr. 3'800.– Mehrfamilienhäuser Grundbetrag Fr. 3'100.– zusätzlich pro Wohnung Fr. 700.– Reihen- und Terrassenhäuser mit nur einem Anschluss werden wie Mehrfamilienhäuser betrachtet. Landwirtschafts-, Gewerbe- und Industriebauten Der Beitrag richtet sich nach dem erforderlichen Leiterquerschnitt der Zuleitung: Leiterquerschnitt 4× 16 mm2 Cu Anschlusswert bis 15 kW Fr. 4'700.– über 15 kW Fr. 6'000.– 4× 95 mm2 Al Fr. 11'500.– 4×150 mm2 Al Fr. 15'500.– 4×240 mm2 Al Fr. 19'500.– In besonderen Fällen mit andern Querschnitten wird der Beitrag entsprechend dem Leitermaterial und -querschnitt ermittelt.

Landwirtschafts- und Gewerbebetriebe mit Wohnungen

Der Kostenbeitrag wird als Summe der festgelegten Beiträge für Mehrfamilienhäuser sowie für Landwirtschafts-, Gewerbe- und Industriebauten auf Grund der Anzahl Wohnungen bzw. des erforderlichen anteiligen Querschnittes des Landwirtschafts- oder Gewerbebetriebes berechnet.

Die pro Anschluss einmalig zu entrichtenden Beiträge enthalten:

- Den Hausanschluss, bestehend aus dem Anschlusskabel mit einer Länge bis zu 50 m, dem Zubehör und der Montage.
- Einen Beitrag an die Erstellung und Erweiterung des Niederspannungsnetzes.

Anschlüsse für Anlagen der Verkehrsregelung, TV-Verstärker, Telefonkabinen und Ähnliches werden nach Aufwand verrechnet. Der minimale Kabelquerschnitt beträgt 4×16 mm^2.

Der Bauherr bzw. Hauseigentümer trägt folgende Kosten:

- Die Grab- und Maurerarbeiten sowie die Lieferung und Verlegung des notwendigen Kabelschutzes für den Hausanschluss nach den Angaben des AEW.

- Die Mehrkosten für Kabellängen über 50 m.

Sonderregelungen für Anschlüsse ausserhalb des Baugebietes bleiben vorbehalten.

2. Änderungen bestehender Anschlüsse

Für Verstärkungen ist ein Beitrag entsprechend der Differenz zwischen bestehender und neuer Anlage gemäss Abschnitt 1 zu entrichten. Die Grab- und Maurerarbeiten trägt der Bauherr bzw. Hauseigentümer.

3. Inkraftsetzung

...

16-KV-Anschlussbedingungen

Z. 4 [Kostentragung]

4.1 Hauptanschlüsse

4.1.1 Erste Zuleitung

Die Erstellungskosten für die erste Zuleitung gehen zu Lasten des AEW.

4.1.2 Weitere Zuleitungen

Die Erstellungskosten für weitere Zuleitungen gehen grundsätzlich zu Lasten des Kunden. Im Einzelfall bleiben spezielle Finanzierungsmodelle vorbehalten. Der Kunde stellt dem AEW die notwendige Verbindungsinfrastruktur für die koinzidente Messung kostenlos zur Verfügung.

4.2 Reserveanschlüsse

Die Erstellungskosten für Reserveanschlüsse gehen zu Lasten des Kunden.

4.3 Andere Anschlüsse

Die Erstellungskosten für andere Anschlüsse gehen zu Lasten des Kunden.

4.4 Kostenanteil bei den angespiesenen Transformatorenstationen

Bei Stichanspeisungen stellt der Kunde dem AEW das Eingangsfeld mit der elektrischen Ausrüstung kostenlos zur Verfügung.

Bei Einschlaufungen beteiligt sich das AEW nach Massgabe seiner Bedürfnisse an den Kosten der elektrischen Ausrüstung der benötigten Felder.

Der Kunde stellt dem AEW das Messfeld mit der elektrischen Ausrüstung, jedoch ohne Strom- und Spannungswandler, kostenlos zur Verfügung.

4.5 Verstärkung, Verlegung und Erneuerung von Zuleitungen

Die Kostentragung für Verstärkungen, Verlegungen und Erneuerungen von Zuleitungen wird grundsätzlich entsprechend der Kostenaufteilung gemäss Ziffer 4.1 bis 4.4 geregelt.

Anpassungskosten, die ausschliesslich durch Umbauten des AEW-Netzes entstehen, gehen zu Lasten des AEW.

Ist ausschliesslich der Kunde Verursacher, so gehen die entsprechenden Kosten zu seinen Lasten.

4.6 Kostenbeiträge des Kunden

Als Beitrag für seine Aufwendungen gemäss Ziffer 4.1 bis 4.5 einerseits sowie für das vorgelagerte Netz anderseits kann das AEW Kostenbeiträge für neue und bestehende Anschlüsse erheben. Bemessungsgrundlage, Höhe und Erhebungsart dieser Beiträge sind in einem Anhang zu den vorliegenden Bedingungen geregelt. Der Anhang wird vom Verwaltungsrat des AEW festgelegt und kann jederzeit angepasst, geändert und erweitert werden.

Anhang 1

Kostenbeiträge für Wiederverkäufer gemäss Ziff. 4.6

1. Geltungsbereich

Der Anhang «Kostenbeiträge für Wiederverkäufer» gilt für Kunden, die vom AEW Elektrizität in 16-kV-Hochspannung zum Zwecke des Wiederverkaufes beziehen.

2. Erhebung der Kostenbeiträge

Auf die Erhebung von Kostenbeiträgen für Wiederverkäufer wird im Einvernehmen mit dem Verband Aargauischer Stromkonsumenten (VAS) verzichtet.

3. Inkrafttreten

...

Anhang 2

Kostenbeiträge für Endverbraucher gemäss Ziff. 4.6

1. Geltungsbereich

Der Anhang «Kostenbeiträge für Endverbraucher» gilt für Kunden, die vom AEW Elektrizität in 16-kV-Hochspannung zum Zwecke des Endverbrauchs beziehen.

Der Kunde kann zwischen den Modellen «Verrechnung nach effektiver Mehrbeanspruchung» und «Einkauf auf die technische oder vertragliche Kapazität» wählen.

2. Verrechnung nach effektiver Mehrbeanspruchung

2.1 Bemessungsgrundlage

Der Kunde bezahlt Kostenbeiträge auf Basis seiner Mehrbeanspruchung des 16-kV-Netzes.

2.2 Definition des Begriffes «Mehrbeanspruchung des 16-kV-Netzes»

Die Mehrbeanspruchung des 16-kV-Netzes wird definiert als positive Differenz in Kilowatt zwischen dem gemäss Stromrechnung des Kunden verrechneten Leistungsmaximum per Ende des Winterhalbjahres des laufenden Rechnungsjahres und der entsprechenden Anzahl Kilowatt, für die der Kunde bereits Kostenbeiträge entrichtet hat.

Für Kunden mit modulierter Belieferung tritt an Stelle des verrechneten Leistungsmaximums sinngemäss die in Anspruch genommene maximale Leistung.

2.3 Höhe der Kostenbeiträge

Je Kilowatt Mehrbeanspruchung wird ein Kostenbeitrag von Fr. 150.– erhoben. Ab 1. Oktober 2000 beträgt der Preis Fr. 200.– pro Kilowatt.

2.4 Erhebung der Kosten

Ein Kostenbeitrag wird erhoben, wenn die Mehrbeanspruchung des Netzes seit der letzten Beitragsverrechnung mindestens 5 % erreicht hat.

3. Verrechnung gemäss technischer oder vertraglicher Kapazität

3.1 Bemessungsgrundlage

Bei Erstellung oder Erweiterung von Kundenanlagen bezahlt der Kunde Kostenbeiträge nach Massgabe der technischen Bezugsmöglichkeit (installierte Transformationsleistung) oder der vertraglich bereitgestellten Leistung.

3.2 Höhe der Kostenbeiträge

Vom 1. Oktober 1997 bis 1. Oktober 2000 beträgt der Preis Fr. 100.– pro Kilowatt. Ab 1. Oktober 2000 werden Fr.150.– pro Kilowatt in Rechnung gestellt.

3.3 Erhebung der Kosten

Vor Erstellung einer ersten Zuleitung wird die Höhe des zu leistenden Kostenbeitrages in der Offertphase schriftlich festgelegt.

Einkauf und Zahlung der Kostenbeiträge muss vor Inanspruchnahme im Winterhalbjahr erfolgen.

4. Übergangsbestimmungen

Für bestehende Kunden wird als Übergangslösung die Möglichkeit geschaffen, sich vom 1. Oktober 1997 bis 1. Oktober 2000 zum Preis von Fr. 100.– pro Kilowatt auf ein zu vereinbarendes Niveau geleisteter Anschlusskostenbeiträge einzukaufen und damit vom Verrechnungssystem gemäss Punkt 2 zum Verrechnungssystem gemäss Punkt 3 zu wechseln.

5. Besondere Bestimmungen

Der Systemwechsel zwischen den beiden Modellen (Punkte 2 und 3) ist auf Basis der Abrechnung der letzten Berechnungsperiode möglich. Es besteht grundsätzlich kein Anspruch auf Rückerstattung einmal geleisteter Kostenbeiträge.

Sonderfälle wie z.B. Energielieferungen im Rahmen des Energiecontractings werden individuell vertraglich geregelt.

6. Inkrafttreten

...

Z. 11 Wiederverkäufer-Abgabebedingungen

11. Verrechnung der bezogenen Energie, Energiepreise, Zahlungsbedingungen

11.1: Der Wiederverkäufer bezahlt dem AEW die bezogene Arbeit und Leistung sowie allfällige Blindstrom-Überbezüge zu den Ansätzen und Bedingungen des jeweils gültigen Tarifs für Wiederverkäufer (WH).

11.2: Die Tarife für den Verkauf elektrischer Energie in Hochspannung werden vom Verwaltungsrat des AEW festgesetzt und können jederzeit geändert werden. Die Änderung ist dem Kunden mindestens fünf Monate vor ihrem Inkrafttreten bekannt zu geben.

11.3: Die Rechnungsstellung erfolgt grundsätzlich gemäss den Tarifbestimmungen. Nach erfolgter erster Mahnung schuldet der Wiederverkäufer auf dem Rechnungsbetrag einen Verzugszins in der Höhe des für Bankvorschüsse üblichen Zinsfusses.

11.4: Bei allen Rechnungen und Zahlungen können allfällige Fehler, Irrtümer und falsche Auswertungen auf Begehren der benachteiligten Vertragspartei richtig gestellt werden, jedoch längstens für die fünf Jahre, welche vor der Rechnung lie-

	gen. **Z. 11 Endverbraucher-Abgabebedingungen** 11. Verrechnung der bezogenen Energie, Energiepreise, Zahlungsbedingungen 11.1: Der Kunde bezahlt dem AEW die bezogene Arbeit und Leistung sowie allfällige Blindstrom-Überbezüge zu den Ansätzen und Bedingungen des jeweils gültigen Tarifs für Grossbezüger mit eigener Transformatorenstation (GH). 11.2: Die Tarife für den Verkauf elektrischer Energie in Hochspannung werden vom Verwaltungsrat des AEW festgesetzt und können jederzeit geändert werden. Die Änderung ist dem Kunden mindestens drei Monate vor ihrem Inkrafttreten bekannt zu geben. 11.3: Die Rechnungsstellung erfolgt grundsätzlich gemäss den Tarifbestimmungen. Nach erfolgter erster Mahnung schuldet der Kunde auf dem Rechnungsbetrag einen Verzugszins in der Höhe des für Bankvorschüsse üblichen Zinsfusses. 11.4: Bei allen Rechnungen und Zahlungen können allfällige Fehler, Irrtümer und falsche Auswertungen auf Begehren der benachteiligten Vertragspartei richtig gestellt werden, jedoch längstens für die fünf Jahre, welche vor der Rechnungsstellung liegen.
5.	**Anschlusspflicht und Anschlussbedingungen** *Obligation de raccordement et conditions de raccordement*
5.1	**Anschlusspflicht** *Obligation de raccordement*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **§ 2 lit. a Dekret über den Leistungsauftrag der AEW Energie AG** Ohne Anspruch auf Entschädigung durch den Kanton erfüllt die AEW Energie AG folgende obligatorische Aufgaben: a) Sie erstellt und betreibt ein leistungsfähiges Verteilnetz für elektrische Energie so, dass damit, zusammen mit den Netzen Dritter, die Elektrizitätsversorgung der Siedlungsgebiete im ganzen Kanton sichergestellt werden kann.
5.2	**Anschlussbedingungen** *Conditions de raccordement*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Dekret über den Leistungsauftrag der AEW Energie AG** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Geschäftsreglement für den AG-Elektrizitätswerk** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. * * * Der Verwaltungsrat des Aargauischen Elektrizitätswerkes hat am 23.03.1994 den folgenden Text erlassen: **Anschlussbedingungen für den Anschluss an das 16-kV-Netz (16-kV-Anschlussbedingungen)**

5.3	**Regelungen über die Kosten des Anschlusses** *Règles sur les frais de raccordement*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Dekret über den Leistungsauftrag der AEW Energie AG** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Geschäftsreglement für das AG-Elektrizitätswerk** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Reglement für den Anschluss an das Niederspannungsnetz des Aargauischen Elektrizitätswerkes** Ziff. 2: Für neue Anschlüsse und für Anschlussverstärkungen werden Kostenbeiträge erhoben. Die Höhe dieser Beiträge sind im Anhang zu diesem Reglement festgelegt. Das AEW ist berechtigt, mehrere Liegenschaften über eine gemeinsame Zuleitung zu versorgen. Ferner steht ihm das Recht zu, an einer Zuleitung weitere Bezüger anzuschliessen, ungeachtet geleisteter Kostenbeiträge. Eine Rückerstattung kann ausnahmsweise erfolgen, wenn weitere Bezüger an eine Zuleitung zu einem abgelegenen Objekt angeschlossen werden, für die ein Mehrlängenzuschlag gemäss Anhang zu diesem Reglement erhoben worden ist. Dies gilt nur für zusätzliche Anschlüsse innerhalb von 10 Jahren nach Erstellung der Zuleitung und pro rata der Zeit.
6.	**Kantonale Bestimmungen betreffend das Verhältnis zum Stromkunden** *Dispositions cantonales concernant les relations avec les consommateurs d'électricité*
6.1.	**Finden sich kantonale Bestimmungen zum Rechtsverhältnis zwischen Stromlieferant und Stromkunden?** *Existe-t-il des dispositions cantonales concernant le rapport de droit entre le fournisseur d'électricité et le consommateur?*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Ziff. 1 Abgabereglement** **Allgemeine Bestimmungen** **1.1: Geltungsbereich** Dieses Reglement gilt für die Lieferung elektrischer Energie aus dem Niederspannungsnetz des Aargauischen Elektrizitätswerkes, nachstehend «AEW» genannt, an die Energiebezüger, nachstehend «Kunden» genannt, sowie für Eigentümer von elektrischen Niederspannungsinstallationen, welche direkt an das Verteilnetz des AEW angeschlossen sind. **1.2: Begriffe** Als Kunden im Sinne dieses Reglementes gelten: a) die Eigentümer, Pächter oder Mieter von Grundstücken, Häusern, gewerblichen Räumen und Wohnungen mit Niederspannungsinstallationen, deren Stromverbrauch über Messeinrichtungen erfasst oder in besonderen Fällen pauschal festgelegt wird; b) die Eigentümer von leer stehenden Mieträumen und unbenutzten Anlagen, sowie von Objekten, die mehreren Miteigentümern, Mietern oder Pächtern gemeinsam dienen und an Messeinrichtungen gemeinsam angeschlossen sind (z.B. Treppenhausbeleuchtung, Allgemeinverbrauch in Liegenschaften mit Stockwerkeigen-

tum);

c) die Eigentümer von Liegenschaften mit häufig wechselnden Mietern und Pächtern, sofern das AEW den Liegenschaftseigentümer als Kunden erklärt.

1.3: Grundlagen des Energielieferungsverhältnisses

1.3.1: Dieses Reglement und die Tarife bilden die Grundlage des Rechtsverhältnisses zwischen dem AEW und seinen Kunden.

1.3.2: In besonderen Fällen, wie z.B. bei Lieferungen an Grosskunden, Lieferungen in temporären Installationen und Lieferungen mit beschränkter Lieferpflicht, Bereitstellung und Lieferung von Ergänzungs- oder Ersatzenergie, kann das AEW von Fall zu Fall besondere Lieferbedingungen festsetzen oder vereinbaren. Solche speziellen Bedingungen können von den Allgemeinen Bestimmungen dieses Reglementes und den Tarifen abweichen. In diesen Fällen gelten das Reglement und die Tarife nur insoweit, als nichts Abweichendes festgesetzt oder vereinbart worden ist.

1.3.3: Jeder Kunde hat Anrecht auf Aushändigung dieses Reglementes sowie der für ihn zutreffenden Tarifblätter.

1.4: Entstehung eines Energielieferungsverhältnisses

1.4.1: Das Energielieferungsverhältnis entsteht in der Regel mit der Anmeldung eines Bezugsverhältnisses und dauert bis zur ordentlichen Abmeldung gemäss Ziffer 1.5. Die Tatsache des Energiebezuges genügt für die Begründung eines Rechtsverhältnisses.

1.4.2: Das Verhältnis zwischen dem AEW und seinen Kunden ist öffentlich-rechtlicher Natur.

1.4.3: Das AEW ist berechtigt, in Liegenschaften mit häufig wechselnden Mietern und Pächtern und bei Inkassoproblemen den Liegenschaftseigentümer als Kunden zu bezeichnen und diesem den verbrauchten Strom in Rechnung zu stellen.

1.4.4: Das AEW kann Weisungen für die bei der Anmeldung eines Energiebezuges vorzulegenden Unterlagen aufstellen.

1.5: Auflösung eines Energielieferungsverhältnisses

1.5.1: Der Energiebezug kann vom Kunden jederzeit durch schriftliche oder mündliche Abmeldung beendet werden. Dabei ist eine Frist von mindestens fünf Arbeitstagen einzuhalten. Bei der schriftlichen Abmeldung beginnt der Fristenlauf ab Eintreffen des Briefes im AEW.

1.5.2: Die Nichtbenützung von elektrischen Geräten oder Anlageteilen bewirkt keine Beendigung des Rechtsverhältnisses und entbindet nicht von der Bezahlung der Gebühren.

1.6: Meldepflichten

Dem AEW ist unter Angabe des genauen Zeitpunkts rechtzeitig schriftlich oder mündlich zu melden:

a) vom Verkäufer: der Eigentumswechsel einer Liegenschaft oder einer Wohnung;

b) vom wegziehenden Mieter: der Wegzug aus gemieteten Räumen;

c) vom Vermieter: der Mieterwechsel in einer Wohnung oder Liegenschaft;

d) vom Eigentümer der verwalteten Liegenschaft: der Wechsel in der Person oder Firma, welche die Hausverwaltung besorgt.

1.7: Beratung in Fragen der Energieanwendung

Jeder Kunde hat in angemessenem Umfange Anspruch auf kostenlose Auskunft

	über Tarif- und allgemeine technische Fragen, die für ihn im Zusammenhang mit dem Energiebezug und der Energieanwendung von Bedeutung sind. Wird eine weiter gehende Spezialberatung verlangt, ist diese zu entschädigen. **16-kV-Anschlussbedingungen** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Wiederverkäufer-Abgabebedingungen** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Endverbraucher-Abgabebedingungen** **Ziff. 1 [Allgemeine Bestimmungen]** 1.1.: Das Aargauische Elektrizitätswerk liefert den Endverbrauchern (nachfolgend «Kunden» genannt) elektrische Energie in Hochspannung zum Zwecke der Deckung des Eigenbedarfes. 1.2.: Das Rechtsverhältnis zwischen dem AEW und seinen Kunden wird in der Form eines schriftlichen Energielieferungsvertrages geregelt. Die Allgemeinen Geschäftsbedingungen und die jeweils gültigen Tarife sind integrierende Bestandteile dieses Vertrages **Ziff. 2 [Energielieferungs- und -bezugspflichten, Verwendungszweck der Energie]** 2.1: Das AEW hält dem Kunden die im Energielieferungsvertrag vereinbarte elektrische Leistung zu den vorliegenden Allgemeinen Geschäftsbedingungen zur Verfügung. 2.2: Der Kunde verpflichtet sich, während der Vertragsdauer seinen ganzen elektrischen Energiebedarf ausschliesslich beim AEW zu decken und die Energie nur in seinen eigenen Anlagen zu verwenden. Ausgenommen ist die Verwertung von Energie aus eigenen Erzeugungsanlagen (Eigenproduktion). 2.3: Der Weiterverkauf von Energie ist nur mit Zustimmung des AEW gestattet.
6.2.	**Wird dem Kunden eine Lieferantenauswahl gewährt?** *Le libre choix du fournisseur est-il accordé au client?*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Dekret über den Leistungsauftrag der AEW Energie AG** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Geschäftsreglement für das Aargauische Elektrizitätswerk** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Abgabereglement** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **16-kV-Anschlussbedingungen** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Wiederverkäufer-Abgabebedingungen** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Ziff. 2.2 Endverbraucher-Abgabebedingungen** Der Kunde verpflichtet sich, während der Vertragsdauer seinen ganzen elektrischen Energiebedarf ausschliesslich beim AEW zu decken und die Energie nur in seinen eigenen Anlagen zu verwenden.

6.3	**Gibt das kantonale Recht Vorgaben für die Preisbedingungen?** *Le droit cantonal contient-il des normes relatives aux conditions de prix?*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Dekret über den Leistungsauftrag der AEW Energie AG** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **§ 3 Geschäftsreglement für das Aargauische Elektrizitätswerk** Die Preise (Tarifansätze und Entschädigungen) sind so anzusetzen, dass die Substanzerhaltung der Unternehmung gewährleistet und die Vornahme der betriebswirtschaftlich notwendigen Abschreibungen und Rückstellungen sichergestellt ist. (Abs. 1) Für alle Produkte stützen sich die Preise auf eine Kostenträgerrechnung. Im Bereich der Stromversorgung sollen die angesetzten Preise in Abstimmung mit den Lieferbedingungen im ganzen Kantonsgebiet einheitlich zur Anwendung gelangen. (Abs. 2) **Ziff. 3.1 Abgabereglement** 3.1.1: Die Tarife werden vom Verwaltungsrat des AEW festgesetzt und können jederzeit geändert werden. Die Änderung ist den Kunden mindestens drei Monate vor ihrem Inkrafttreten bekannt zu geben. 3.1.2: Die Tarife sind auf besonderen Tarifblättern fest gehalten. **16-kV-Anschlussbedingungen** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Ziff. 11.2 Wiederverkäufer-Abgabebedingungen** Die Tarife für den Verkauf elektrischer Energie in Hochspannung werden vom Verwaltungsrat des AEW festgesetzt und können jederzeit geändert werden. Die Änderung ist dem Kunden mindestens fünf Monate vor ihrem Inkrafttreten bekannt zu geben. **Ziff. 11.2 Endverbraucher- Abgabebedingungen** Die Tarife für den Verkauf elektrischer Energie in Hochspannung werden vom Verwaltungsrat des AEW festgesetzt und können jederzeit geändert werden. Die Änderung ist dem Kunden mindestens drei Monate vor ihrem Inkrafttreten bekannt zu geben.
6.4.	**Gibt das kantonale Recht Vorgaben für die Ausgestaltung der Stromlieferung?** *Le droit cantonal contient-il des normes sur l'arrangement de la fourniture d'électricité?*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Abgabereglement** **Ziff. 2.2: Umfang, Qualität und Regelmässigkeit der Energielieferung** 2.2.1: Das AEW liefert dem Kunden elektrische Energie auf Grund dieses Reglementes im Rahmen seiner gesetzlichen Versorgungspflicht, soweit die Anlagen des AEW dies gestatten. 2.2.2: Das AEW liefert die Energie ununterbrochen innerhalb der üblichen Toleranzen für Spannung und Frequenz. Vorbehalten bleiben die Bestimmungen über die Unterbrechung, Einschränkung und Einstellung der Energielieferung. 2.2.3: Das AEW ist berechtigt zu verlangen, dass der Elektrizitätsbezug den in den Produktions- und Verteilanlagen herrschenden Belastungsverhältnissen angepasst

wird. Das AEW ist ausserdem berechtigt, während der Spitzenbelastungszeit nötigenfalls die Leistungsabgabe einzuschränken oder Apparate zu sperren. Zu diesem Zweck hat der Eigentümer der Niederspannungsinstallationen den Einbau von Laststeuergeräten in seine Installationen auf seine eigenen Kosten zu übernehmen.

Ziff. 2.4: Unterbrechung und Einschränkung der Energielieferung

2.4.1: Das AEW hat das Recht, die Energielieferung einzuschränken oder zu unterbrechen bei:

a. Einwirkungen auf die Energieversorgung durch Dritte oder infolge höherer Gewalt und anderen ausserordentlichen Ereignissen wie Krieg, kriegsähnlichen Zuständen, inneren Unruhen, Streiks, Sabotage, Feuer, Explosion sowie Wasser, Eisgang, Blitz, Windfall, Erdrutschen, Schneedruck und anderen Naturereignissen;

b. betriebsbedingten Unterbrechungen wie Reparaturen, Unterhalts- und Erweiterungs-arbeiten, Unterbrechung oder Einschränkung der Zufuhr vom Energielieferwerk, Störungen und Überlastungen im Netz sowie Einbussen wegen ungenügender Verfügbarkeit von Produktionsanlagen. Das AEW ist verpflichtet, die Kunden möglichst rasch über solche Einschränkungen oder Unterbrechungen zu informieren;

c. behördlich verfügten Einschränkungen gemäss Landesversorgungsgesetz (LVG).

2.4.2: Das AEW ist berechtigt, die Energielieferungen an die Kunden den veränderten Bedingungen seiner eigenen Energielieferanten und den ausserordentlichen Belastungsverhältnissen in seinem eigenen Netz anzupassen und nötigenfalls Massnahmen zur Einschränkung des Verbrauchs und zur Sperrung während der Zeiten kritischer Netzbelastung zu ergreifen. Das AEW handelt dabei unter Abwägung der in Frage stehenden öffentlichen und privaten Interessen. Voraussehbare längerdauernde Unterbrechungen und Einschränkungen werden den Kunden soweit möglich im Voraus angezeigt.

2.4.3: Die Kunden treffen alle nötigen Vorkehrungen, um in ihren Anlagen Schäden oder Unfälle zu verhüten, die durch Stromunterbruch, Wiedereinschaltung sowie aus Spannungs- und Frequenzschwankungen sowie dem Betrieb von Rundsteueranlagen entstehen können.

Wiederverkäufer-Abgabebedingungen

Ziff. 3: Energielieferungs- und –bezugspflichten

3.1: Das AEW hält dem Wiederverkäufer die im Energielieferungsvertrag vereinbarte elektrische Leistung zu den vorliegenden Allgemeinen Geschäftsbedingungen zur Verfügung.

3.2: Der Wiederverkäufer verpflichtet sich, den ganzen Elektrizitätsbedarf in seinem Versorgungsgebiet ausschliesslich beim AEW zu decken. Ausgenommen ist die Verwertung von Energie aus eigenen Erzeugungsanlagen sowie aus Anlagen seiner Kunden (Eigenproduktion und Rücklieferungen), sofern diese Energie im Versorgungsgebiet des Wiederverkäufers produziert wird.

Ziff. 4: Art der Energielieferung, Qualität der Energie, Änderung der Nennspannung, Kurzschlussleistung

4.1: Die Stromart ist Dreiphasen-Wechselstrom mit einer Spannung von 16 kV und einer Frequenz von 50 Hz. Das AEW sorgt für eine möglichst gleich bleibende Spannung und Frequenz innerhalb der üblichen Toleranzen.

4.2: Die elektrische Energie wird vom AEW bis zu den im Energielieferungsver-

	trag bezeichneten Übergabestellen geliefert. Für die Einzelheiten der Übergabe der Elektrizität, der notwendigen Zuleitung und Anschlüsse sind die «Bedingungen für den Anschluss an das 16-kV-Netz des AEW» massgebend. 4.3: Sobald das AEW die Kurzschlussleistung aus zwingenden technischen Gründen erhöht, ist der Kunde verpflichtet, seine Installationen auf eigene Kosten anzupassen. 4.4: Falls sich aus technischen oder wirtschaftlichen Gründen Veränderungen in der Nennspannung aufdrängen, so werden die daraus entstehenden Kosten und Massnahmen durch eine separate Vereinbarung zwischen den Vertragsparteien geregelt. **Ziff. 6: Regelmässigkeit der Energielieferungen, Unterbrechungen** 6.1: Das AEW ist verpflichtet, die Energie vorbehältlich Ziffer 6.2 ununterbrochen zu liefern. 6.2: Das AEW hat aber das Recht, die Energielieferung einzuschränken oder ganz einzustellen in Fällen höherer Gewalt, bei Betriebsstörungen, Reparaturen, Unterhalts- und Erweiterungsarbeiten sowie bei Störungen der normalen Energieversorgung zufolge ausserordentlicher Verhältnisse wie bei Ausfällen von Produktions- und Verteilanlagen und bei Massnahmen gemäss Landesversorgungsgesetz, die sich im Falle von Energieknappheit oder im Interesse der Aufrechterhaltung der Allgemeinversorgung als notwendig erweisen. 6.3: Soweit dies möglich ist, erfolgen notwendige Unterbrechungen der Energielieferung zur Vornahme von Reparaturen, Reinigungsarbeiten, Änderungen, Erweiterungen von Anlagen usw. nur nach vorausgehender Orientierung des Wiederverkäufers und in der Regel nur in Schwachlastzeiten. Das AEW nimmt dabei auf die Bedürfnisse des Wiederverkäufers Rücksicht. **Endverbraucher-Abgabebedingungen** **Ziff. 2: Energielieferungs- und -bezugspflichten, Verwendungszweck der Energie** 2.1: Das AEW hält dem Kunden die im Energielieferungsvertrag vereinbarte elektrische Leistung zu den vorliegenden Allgemeinen Geschäftsbedingungen zur Verfügung. 2.2: Der Kunde verpflichtet sich, während der Vertragsdauer seinen ganzen elektrischen Energiebedarf ausschliesslich beim AEW zu decken und die Energie nur in seinen eigenen Anlagen zu verwenden. Ausgenommen ist die Verwertung von Energie aus eigenen Erzeugungsanlagen (Eigenproduktion). 2.3: Der Weiterverkauf von Energie ist nur mit Zustimmung des AEW gestattet. **Ziff. 3: Art der Energielieferung, Qualität der Energie, Änderung der Nennspannung, Kurzschlussleistung** 3.1: Die Stromart ist Dreiphasen-Wechselstrom mit einer Spannung von 16 kV und einer Frequenz von 50 Hz. Das AEW sorgt für eine möglichst gleich bleibende Spannung und Frequenz innerhalb der üblichen Toleranzen. 3.2: Die elektrische Energie wird vom AEW bis zu der im Energielieferungsvertrag bezeichneten Übergabestelle geliefert. Für die Einzelheiten der Übergabe der Elektrizität, der notwendigen Zuleitung und Anschlüsse sind die «Bedingungen für den Anschluss an das 16-kV-Netz des AEW» massgebend. 3.3: Sobald das AEW die Kurzschlussleistung aus zwingenden technischen Gründen erhöht, ist der Kunde verpflichtet, seine Installationen auf eigene Kosten anzupassen. 3.4: Falls sich aus technischen oder wirtschaftlichen Gründen Veränderungen in der Nennspannung aufdrängen, so werden die daraus entstehenden Kosten und

	Massnahmen durch eine separate Vereinbarung zwischen den Vertragsparteien geregelt. **Ziff. 6: Regelmässigkeit der Energielieferungen, Unterbrechungen** 6.1: Das AEW ist verpflichtet, die Energie vorbehältlich Ziffer 6.2 ununterbrochen zu liefern. 6.2: Das AEW hat aber das Recht, die Energielieferung einzuschränken oder ganz einzustellen in Fällen höherer Gewalt, bei Betriebsstörungen, Reparaturen, Unterhalts- und Erweiterungsarbeiten sowie bei Störungen der normalen Energieversorgung zufolge ausserordentlicher Verhältnisse wie bei Ausfällen von Produktions- und Verteilanlagen und bei Massnahmen gemäss Landesversorgungsgesetz, die sich im Falle von Energieknappheit oder im Interesse der Aufrechterhaltung der Allgemeinversorgung als notwendig erweisen. 6.3: Soweit dies möglich ist, erfolgen notwendige Unterbrechungen der Energielieferung zur Vornahme von Reparaturen, Reinigungsarbeiten, Änderungen, Erweiterungen von Anlagen usw. nur nach vorausgehender Orientierung des Kunden und in der Regel nur in Schwachlastzeiten. Das AEW nimmt dabei auf die Bedürfnisse des Kunden Rücksicht.
6.5.	**Äussert sich das kantonale Recht zur Möglichkeit des «Abhängens» von Stromkunden?** *Le droit cantonal se prononce-t-il sur la possibilité d'abandonner des consommateurs d'électricité?*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Abgabereglement** **Ziff. 2.6: Einstellung der Energielieferung** 2.6.1: Das AEW ist berechtigt, wenn alle anderen Massnahmen (Mahnung, Ersatzvornahme) fruchtlos geblieben oder untauglich sind, die Energielieferung ganz oder teilweise **einzustellen**, wenn der Kunde: a) rechtswidrig Installationen und Geräte benutzt; b) seinen Verbindlichkeiten nach erfolglosen Mahnungen nicht nachkommt; c) rechtswidrig Energie bezieht oder an Dritte weitergibt; d) dem AEW oder seinen Beauftragten den Zutritt zu seiner Anlage verweigert oder verunmöglicht; e) vorsätzlich Eigentum des AEW zerstört oder beschädigt; f) widerrechtlich Installationsarbeiten ohne gesetzliche Bewilligung ausführt; g) festgestellte Mängel an den Installationen oder Apparaten nicht innert angemessener Frist beheben lässt; h) keine Abhilfe gegen beanstandete Netzrückwirkungen schafft; i) den vom AEW vorgeschriebenen Leistungsfaktor (Blindenergiebezug) nicht einhält und innert angemessener Frist keine Abhilfe trifft. 2.6.2: Das AEW kann in jedem Fall und jederzeit mit sofortiger Wirkung die Energielieferung einstellen, wenn der Betrieb der Anlage Personen oder Sachen gefährdet. 2.6.3: Die Einstellung der Energielieferung befreit den Kunden nicht von der Erfüllung der Verbindlichkeiten gegenüber dem AEW und begründet keinen Anspruch auf Entschädigung irgendwelcher Art. 2.6.4: Jeder Einstellung der Energielieferung hat, sofern nicht Gefahr droht, eine

	schriftliche Androhung unter Ansetzung einer angemessenen Frist an den Kunden mit gleichzeitiger Mitteilung an den Liegenschaftseigentümer vorauszugehen. **Wiederverkäufer-Abgabebedingungen** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Endverbraucher-Abgabebedingungen** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
6.6.	**Äussert sich das kantonale Recht zu Haftungsfragen?** *Le droit cantonal se prononce-t-il sur des questions de responsabilité?*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Abgabereglement** **Ziff. 6.2: Haftung für Spannungs- und Frequenzschwankungen** 6.2.1: Die Kunden und Eigentümer haben keinen Anspruch auf Ersatz von mittelbarem oder unmittelbarem Schaden, der ihnen aus Spannungs- und Frequenzschwankungen irgendwelcher Art und Grösse erwächst. 6.2.2: Die Kunden und Eigentümer sind verpflichtet, alles Notwendige vorzukehren, um in ihren Anlagen Schäden oder Unfälle zu verhüten, die durch Stromunterbruch, Wiedereinschaltung oder aus Spannungs- oder Frequenzschwankungen entstehen können. In besonderem Masse gilt diese Verpflichtung für Kunden, welche Inhaber eines Betriebes sind, der für Schäden dieser Ursachenart besonders anfällig ist (z.B. Intensivmastbetriebe, Steuerungsanlagen, Datenverarbeitungsanlagen usw.). 6.2.3: Vorbehalten sind die gesetzlichen Haftpflichtbestimmungen, die zwingenden Charakter tragen. **Ziff. 6.3: Haftung für Unterbrechungen und Einschränkungen der Energieabgabe** 6.3.1: Die Kunden haben keinen Anspruch auf Ersatz von mittelbarem oder unmittelbarem Schaden, der ihnen aus Unterbrechungen bzw. Einschränkungen der Energieabgabe sowie aus der Einstellung der Energielieferung oder aus dem Betrieb von Rundsteueranlagen erwächst. Diese Unterbrechungen und Einschränkungen müssen aus Gründen erfolgen, die in diesem Reglement vorgesehen sind (Ziff. 2.4 und 2.6). 6.3.2: Bei Unterbrechungen längerer Dauer oder anderen erheblichen Einschränkungen können die Gebühren angemessen reduziert werden. **Ziff. 14 Wiederverkäufer-Abgabebedingungen** 14.1: Der Wiederverkäufer hat keinen Anspruch auf Ersatz für unmittelbar oder mittelbar zugefügten Schaden durch **Stromunterbrüche** und **Einschränkungen** gemäss Ziffer 6.2. 14.2: Hinsichtlich der Haftpflicht gelten im Übrigen die Bestimmungen des Bundesgesetzes betreffend die elektrischen Schwach- und Starkstromanlagen vom 24. Juni 1902 sowie die übrigen zwingenden haftpflichtrechtlichen Bestimmungen. **Ziff. 14 Endverbraucher-Abgabebedingungen** 14.1: Der Kunde hat keinen Anspruch auf Ersatz für unmittelbar oder mittelbar zugefügten Schaden durch **Stromunterbrüche** und **Einschränkungen** gemäss Ziffer 6.2. 14.2: Hinsichtlich der Haftpflicht gelten im Übrigen die Bestimmungen des Bundesgesetzes betreffend die elektrischen Schwach- und Starkstromanlagen vom 24. Juni 1902 sowie die übrigen zwingenden haftpflichtrechtlichen Bestimmungen.

II.	**Versorgungsplanung** *Planification de l'approvisionnement*
1.	**Allgemeines** *Généralités*
	Energiegesetz § 13: Bei allen staatlichen Massnahmen sind die umweltpolitischen und energiewirtschaftlichen Auswirkungen, Bedürfnisse und Interessen zu berücksichtigen, insbesondere bei Massnahmen des Steuerrechts, des Wasserrechts, der Raumplanung, der Verkehrspolitik sowie im Bereich der Gebührenfestsetzung und -erhebung. (Abs. 1) In Botschaften zu entsprechenden Vorlagen ist festzuhalten, wie diese Grundsätze berücksichtigt werden. (Abs. 2) § 14: Die Gemeinden können im Verfahren der Nutzungsplanung Gebiete bezeichnen, in denen die Erschliessung durch einen bestimmten Energieträger vorgesehen ist. (Abs. 1) Sie sind dabei von den Gemeindeverbänden, die eigene Energiekonzepte ausarbeiten können, koordinierend zu unterstützen. (Abs. 2) Ein Anschlusszwang oder eine zwangsweise Entrichtung von Grundeigentümerbeiträgen ist ausgeschlossen. (Abs. 3) Vorbehalten bleiben notwendige Erschliessungsmassnahmen nach der Gesetzgebung über Raumplanung, Umweltschutz und Bauwesen. (Abs. 4) § 15: Gemeinden und private Grundeigentümer sind verpflichtet, die Durchleitung von leitungsgebundenen Energien auf ihrem Gebiet zu dulden. (Abs. 1) Diese Pflicht zur Duldung besteht auch dann, wenn die betroffene Gemeinde oder Liegenschaft durch die in Frage stehende leitungsgebundene Energie nicht erschlossen wird. (Abs. 2) Soweit das Bundesrecht nichts anderes vorsieht, richten sich Zuständigkeit und Verfahren nach den Vorschriften der Gesetzgebung über Raumplanung, Umweltschutz und Bauwesen. (Abs. 3) § 16: Das kantonale Enteignungsrecht kann für die Erstellung von Energieversorgungsanlagen geltend gemacht werden, insbesondere für leitungsgebundene Anlagen, die im öffentlichen Interesse stehen. Vorbehalten bleibt das Bundesrecht. (Abs. 1) Das Verfahren richtet sich nach den Vorschriften der Gesetzgebung über Raumplanung, Umweltschutz und Bauwesen. (Abs. 2) **§ 8 & 9 Gesetz über Raumplanung, Umweltschutz und Bauwesen (Baugesetz, BauG)** (Bestimmungen über den kantonalen Richtplan)
2.	**Zielsetzungsbestimmungen** *Dispositions relatives à l'objectif*
	§ 1 Energiegesetz Ziel dieses Gesetzes ist es, a) die Energieversorgung sicherzustellen; b) bestmögliche Voraussetzungen für die Energieproduktion zu schaffen; c) die Energie rationell, sparsam und wertigkeitsgerecht zu verwenden; d) die Umweltbelastung zu vermindern; e) die Nutzung einheimischer und erneuerbarer Energiequellen und Energieträger zu fördern;

	f) die Abwärmenutzung zu fördern; g) die aargauischen Standortvorteile von Energieanlagen zu nutzen. (Abs. 1) Bei den staatlichen Aktivitäten im Energiebereich sind die Grundsätze der Verhältnismässigkeit und der wirtschaftlichen Tragbarkeit zu beachten. (Abs. 2)
3.	**Planung der Elektrizitätsversorgung** *Planification de l'approvisionnement en électricité*
3.1.	**Wer ist Planungsträger?** *Qui est responsable de la planification?*
	Energiegesetz § 12: Der Kanton kann Projekte und Anlagen in den Bereichen Forschung, Produktion, Nutzung, Verwendung und regionale Verteilung unterstützen. Er fördert namentlich Projekte im Zusammenhang mit erneuerbaren oder aus einheimischen Quellen stammenden Energieträgern und solche zum Zwecke der Abwärmenutzung. (Abs. 1) Die Zuständigkeit für die einzelnen Massnahmen richtet sich nach den Vorschriften über den kantonalen Finanzhaushalt. Die Leistungen erfolgen nach einem vom **Regierungsrat** genehmigten Konzept, in dem Prioritäten und Kriterien für die Forschungsförderung und Anwendung der Förderungsinstrumente festgelegt sind. (Abs. 5) § 14 Abs. 2: Sie (die Gemeinden) sind dabei von den Gemeindeverbänden, die eigene Energiekonzepte ausarbeiten können, koordinierend zu unterstützen.
3.2.	**Auf welcher Ebene?** *À quel niveau?*
	Makroplanung **Indirekt Art. 12 Abs. 5 Energiegesetz** Die Zuständigkeit für die einzelnen Massnahmen richtet sich nach den Vorschriften über den kantonalen Finanzhaushalt. Die Leistungen erfolgen **nach einem vom Regierungsrat genehmigten Konzept**, in dem Prioritäten und Kriterien für die Forschungsförderung und Anwendung der Förderungsinstrumente festgelegt sind. (Abs. 5)
3.3.	**Wo und wie äussert sich das kantonale Recht zur Arbeitsteilung zwischen Kanton und Gemeinden?** *Comment le droit cantonal règle-t-il la répartition des tâches entre le canton et les communes?*
	§ 14 Energiegesetz Die Gemeinden können im Verfahren der Nutzungsplanung Gebiete bezeichnen, in denen die Erschliessung durch einen bestimmten Energieträger vorgesehen ist. Sie sind dabei von den Gemeindeverbänden, die eigene Energiekonzepte ausarbeiten können, koordinierend zu unterstützen. (Abs. 2)

3.4.	**Wo und wie äussert sich das kantonale Recht zur Behandlung von Interessenkonflikten zwischen Kanton, Gemeinden und Versorgungsunternehmen (insbesondere mit Bezug auf die Frage des Ausbaus von netz- bzw. leitungsgebundenen Energiesystemen)?** *Où et comment le droit cantonal traite-t-il des conflits d'intérêts entre un canton, des communes et des entreprises d'approvisionnement (en particulier en ce qui concerne le développement des systèmes énergétiques par réseau ou par conduites)?*
	§ 14 Energiegesetz Die Gemeinden können im Verfahren der Nutzungsplanung Gebiete bezeichnen, in denen die Erschliessung durch einen bestimmten Energieträger vorgesehen ist. (Abs. 1). Sie sind dabei von den Gemeindeverbänden, die eigene Energiekonzepte ausarbeiten können, koordinierend zu unterstützen. (Abs. 2) Ein Anschlusszwang oder eine zwangsweise Entrichtung von Grundeigentümerbeiträgen ist ausgeschlossen. (Abs. 3) Vorbehalten bleiben notwendige Erschliessungsmassnahmen nach der Gesetzgebung über Raumplanung, Umweltschutz und Bauwesen. (Abs. 4)
III.	**Spezialregelung für kantonseigene oder konzessionnierte Wasserkraft- und Elektrizitätswerke** *Règlementation spéciale pour les centrales électriques ou les entreprises d'électricité du canton ou concessionnées*
1.	**Rechtsgrundlagen** *Bases juridiques*
	§ 20a Energiegesetz Der Grosse Rat beschliesst, ob das AEW von der Rechtsform der selbstständigen öffentlich-rechtlichen Anstalt in eine Aktiengesellschaft umgewandelt wird. Er legt das Aktienkapital fest. (Abs. 1) Die Durchführung der Umwandlung obliegt dem Regierungsrat. (Abs. 2) **Dekret über den Leistungsauftrag der AEW Energie AG**
2.	**Rechtsform** *Forme juridique*
	Aktiengesellschaft (Art. 620 ff. Obligationenrecht)
3.	**Gebiets- und Versorgungsmonopol** *Monopole d'approvisionnement et de secteur*
	§ 2 lit. a Dekret über den Leistungsauftrag der AEW Energie AG Ohne Anspruch auf Entschädigung durch den Kanton erfüllt die AEW Energie AG folgende obligatorische Aufgaben: a) Sie erstellt und betreibt ein leistungsfähiges Verteilnetz für elektrische Energie so, dass damit, zusammen mit den Netzen Dritter, die Elektrizitätsversorgung der Siedlungsgebiete im ganzen Kanton sichergestellt werden kann.
4.	**Privilegierungen oder Nachteilige Verpflichtungen aus unternehmerischer Sicht?** *Privilèges ou obligations du point de vue de l'entreprise*
	Dekret über den Leistungsauftrag der AEW Energie AG § 2: Ohne Anspruch auf Entschädigung durch den Kanton erfüllt die AEW Energie AG folgende obligatorische Aufgaben: (...) a) Sie erstellt und betreibt ein leistungsfähiges Verteilnetz für elektrische Energie so, dass damit, zusammen mit den Netzen Dritter, die Elektrizitätsversorgung der Siedlungsgebiete im ganzen Kanton sichergestellt werden kann.

	b) Sie leistet allein oder durch Beteiligung an anderen Unternehmen einen Beitrag zur Elektrizitätsversorgung durch flächendeckende Lieferungen im ganzen Kantonsgebiet oder durch Belieferung von Elektrizitätsversorgungsunternehmen. c) Sie erfüllt die Verpflichtungen, welche dem Kanton im Zusammenhang mit der Beschaffung von elektrischer Energie aus den vertraglichen Verpflichtungen gegenüber den Nordostschweizerischen Kraftwerken AG (NOK) erwachsen. d) Sie fördert allein oder durch Beteiligung an anderen Unternehmen im Rahmen der Zielsetzungen und Verpflichtungen der Energiegesetzgebung des Bundes und des Kantons insbesondere die Nutzung von einheimischen und erneuerbaren Energiequellen und Energieträgern sowie die Nutzung von Abwärme. § 3: Der Regierungsrat kann der AEW Energie AG mit Vertrag die Erfüllung von besonderen Aufgaben gegen Entschädigung übertragen. Die Höhe der Abgeltung der damit verbundenen Kosten ist im Vertrag marktkonform festzulegen. (Abs. 1) Der Grosse Rat kann die AEW Energie AG verpflichten, bestimmte Beteiligungen oder Standortnutzungen zu übernehmen. Der Kanton übernimmt die dadurch entstehenden marktkonformen Mehrkosten. (Abs. 2)

AI

I.	**«Service public»** *«Service public»*
1.	**Allgemeines** *Généralités*
1.1.	**Begriff «Service public»** *Notion de «Service public»*
1.2.	**Kantonale Bestimmungen zum «Service public»** *Dispositions cantonales relatives au «Service public»*
1.2.1.	**Legaldefinitionen und Umschreibungen des «Service public»** *Définitions légales et description du «Service public»*
	Verfassung Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Art. 15 Energiegesetz** Die Standeskommission ist für die Versorgung mit elektrischer Energie zuständig und trifft die dazu erforderlichen Massnahmen.
1.2.2.	**Kantonale Service public-Pflichten** *Obligations relatives au «Service public» contenues dans le droit cantonal*
	Energiegesetz Art. 16: Die Standeskommission bezeichnet die Netzgebiete der auf Kantonsgebiet tätigen Elektrizitätsversorgungsunternehmen. Die Zuteilung des Netzgebietes kann mit einem Leistungsauftrag an die Netzbetreiberin verbunden werden. (Abs. 1) Vor der Bezeichnung der Netzgebiete und der Erteilung von Leistungsaufträgen werden die Versorgungsunternehmen angehört. (Abs. 2) Art. 17: Innerhalb ihrer Netzgebiete sind die Elektrizitätsversorgungsunternehmen verpflichtet, die Endverbraucher sowie Elektrizitätserzeuger an das Elektrizitätsnetz anzuschliessen. (Abs. 1) Die Standeskommission bestimmt jene Gebiete, in denen für die Versorgungsunternehmen die Pflicht besteht, Endverbraucher sowie Elektrizitätserzeuger an das Netz anzuschliessen.(Abs. 2) Mittels Verfügung kann die Standeskommission die auf ihrem Gebiet tätigen Elektrizitätsversorgungsunternehmen verpflichten, Endverbraucher sowie Elektrizitätserzeuger auch ausserhalb ihres Netzgebietes an das Netz anzuschliessen, wenn: a) die Selbstversorgung oder der Anschluss an ein anderes Netz nicht möglich oder unverhältnismässig ist; b) der Anschluss an das zu verpflichtende Elektrizitätsversorgungsunternehmen technisch und betrieblich möglich und wirtschaftlich tragbar ist. (Abs.3)
2.	**Versorgungspflicht i.e.S.** *Obligation d'approvisionnement au sens étroit*
2.1.	**Energieversorgung als staatliche Aufgabe** *Approvisionnement en énergie en tant que tâche publique*
	Verfassung Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.

	Art. 15 Energiegesetz Die Standeskommission ist für die Versorgungssicherung mit elektrischer Energie zuständig und trifft die dazu erforderlichen Massnahmen.
2.2.	**Kompetenzzuteilung: Rolle des Kantons und der Gemeinden** *Attribution des compétences: rôle du canton et des communes*
	Art. 15 Energiegesetz Die Standeskommission ist für die Versorgung mit elektrischer Energie zuständig und trifft die dazu erforderlichen Massnahmen.
2.3.	**Versorgungspflicht der Elektrizitätsunternehmen** *Obligation d'approvisionnement des entreprises d'électricité*
	Verfassung Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energieverordnung** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
2.4.	**Bei Bestehen einer Versorgungspflicht: wie wird diese übertragen?** *Mode de transfert d'une obligation d'approvisionnement*
	Konzession
	Art. 148 EG zum ZGB Für die Neuanlage von Wasserwerken und Stauweihern bei öffentlichen Gewässern, sowie für die Ableitung von Wasser aus solchen Gewässern, ist eine staatliche Bewilligung (Konzession) erforderlich, in welcher die Gebühren und die Bedingungen festgesetzt werden, unter denen die Erstellung der Anlage und die Verwertung und eventuelle Fortleitung der gewonnenen Kraft oder des Wassers gestattet wird. * * * Gemäss Art. 145 ff. EG zum ZGB hat die Standeskommission die folgende Wasserrechtskonzession erteilt: **Wasserrechtskonzession an die St.Gallisch-Appenzellischen Kraftwerke AG in St.Gallen**
2.5.	**Welche hauptsächlichen Folgen sind mit der Versorgungspflicht verknüpft?** *Principaux effets liés à l'obligation d'approvisionnement*
2.5.1.	**Welche Rechte und Pflichten hat der Versorger?** *Droits et obligations du fournisseur*
	Art. 16 Energiegesetz Die Standeskommission bezeichnet die Netzgebiete der auf Kantonsgebiet tätigen Elektrizitätsversorgungsunternehmen. Die Zuteilung des Netzgebietes kann mit einem Leistungsauftrag an die Netzbetreiberin verbunden werden. (Abs. 1) Vor der Bezeichnung der Netzgebiete und der Erteilung von Leistungsaufträgen werden die Versorgungsunternehmen angehört. (Abs. 2)
2.5.2.	**Geht die Versorgungspflicht mit einer Gebietszuteilung einher?** *L'obligation d'approvisionnement va-t-elle de pair avec une attribution de secteur?*
	Art. 16 Energiegesetz Die Standeskommission bezeichnet die Netzgebiete der auf Kantonsgebiet tätigen Elektrizitätsversorgungsunternehmen. Die Zuteilung des Netzgebietes kann mit einem Leistungsauftrag an die Netzbetreiberin verbunden werden. (Abs. 1)

	Vor der Bezeichnung der Netzgebiete und der Erteilung von Leistungsaufträgen werden die Versorgungsunternehmen angehört. (Abs. 2)
2.5.3.	**Geht die Versorgungspflicht mit einem Versorgungsmonopol einher?** *L'obligation d'approvisionnement va-t-elle de pair avec un monopole d'approvisionnement?*
	Art. 6 Vertrag betr. die Gründung einer Gesellschaft St.Gallisch-Appenzellische Kraftwerke Die Kantone SG AI & AR verpflichten sich gegenseitig: a) selbständig keine Elektrizitätswerke zu bauen oder zu erwerben und sich an keiner Unternehmung zu beiteligen, welche den Zweck haben könnte, im Stromabsatzgebiet der St.Gallisch-Appenzellische Kraftwerke elektrische Energie zu verteilen; b) selbständig keine Strombezugsverträge mit fremden Werken abzuschliessen **Ev. Art. 16 Energiegesetz** Die Standeskommission bezeichnet die Netzgebiete der auf Kantonsgebiet tätigen Elektrizitätsversorgungsunternehmen. Die Zuteilung des Netzgebietes kann mit einem Leistungsauftrag an die Netzbetreiberin verbunden werden. (Abs. 1) Vor der Bezeichnung der Netzgebiete und der Erteilung von Leistungsaufträgen werden die Versorgungsunternehmen angehört. (Abs. 2)
2.5.4.	**Werden damit hoheitliche Befugnisse übertragen?** *Une part de souveraineté est-elle ainsi transférée?*
	Art. 4 Abs. 1 Energiegesetz Das Departement kann Dritte zum Vollzug beiziehen und diesen namentlich Prüf, Kontroll- und Überwachungsaufgaben übertragen.
2.5.5.	**Wird damit eine Kooperationspflicht (mit dem Kanton, mit anderen Kantonen, mit anderen Unternehmen) verknüpft?** *Un devoir de coopération (avec le canton, d'autres cantons ou d'autres entreprises) est-il lié à l'obligation d'approvisionnement?*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
2.6.	**Mechanismen des kantonalen Rechts zur Sicherstellung bzw. Durchsetzung der Erfüllung der Versorgungspflicht i.e.S.** *Mécanismes du droit cantonal visant la garantie et/ou la pénétration de l'exécution de l'obligation d'approvisionnement au sens étroit*
	Art. 15 in fine Energiegesetz Die Standeskommission ... trifft die erforderlichen Massnahmen.
2.7.	**Was gilt, wenn das kantonale Recht keine Versorgungspflicht vorsieht?** *Règles applicables si le droit cantonal ne prévoit pas d'obligation d'approvisionnement*
	Zuteilung des Netzgebietes mit einem Leistungsauftrag **Ev. Gründung einer Aktiengesellschaft mit Wettbewerbverbotsklausel zu Lasten der Kantone**
	Art. 16 Abs. 1 Energiegesetz Die Standeskommission bezeichnet die Netzgebiete der auf Kantonsgebiet tätigen Elektrizitätsversorgungsunternehmen. Die Zuteilung des Netzgebietes kann *mit einem Leistungsauftrag* an die Netzbetreiberin verbunden werden. **Art. 6 Vertrag betr. die Gründung einer Gesellschaft „St-Gallisch-Appenzellische Kraftwerke AG"** Die Kantone SG, AR & AI verpflichten sich gegenseitig: a) selbständig keine Elektrizitätswerke zu bauen oder zu erwerben und sich an

	keiner Unternehmung zu beteiligen, welche den Zweck haben könnte, im Stromabsatzgebiet der St-Gallisch-Appenzellischen Kraftwerke elektrische Energie zu verteilen; b) selbständig keine Strombezugsverträge mit fremden Werken abzuschliessen.
3.	**Versorgungssicherheit** *Sécurité de l'approvisionnement*
3.1.	**Bestimmungen zur Sicherheit (qualitativ)** *Dispositions relatives à la sécurité qualitative*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energieverordnung** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
3.2.	**Bestimmungen zur Kapazität (quantitativ)** *Dispositions relatives à la capacité*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energieverordnung** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
3.3.	**Wie geht der Gesetzgeber mit möglichen Kapazitätsengpässen um?** *Comment règle-t-on la problématique des goulots d'étranglement de capacité?*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energieverordnung** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
3.4.	**Andere Leistungsaufträge im Zusammenhang mit der Versorgungssicherheit** *Autres mandats de prestations en rapport avec la sécurité de l'approvisionnement*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energieverordnung** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Standeskommissionsbeschluss betreffend die Organisation in ausserordentlichen Lagen im Kanton AI** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
3.5.	**Sieht das kantonale Recht Regelungen vor, wie diese gesetzlichen Aufträge zur Herstellung der Versorgungssicherheit sichergestellt werden?** *Le droit cantonal contient-il des règles sur la manière dont ces mandats légaux relatifs à la sécurité de l'approvisionnement sont assurés?*
	Art. 15 Energiegesetz Die Standeskommission ist für die Versorgungssicherung mit elektrischer Energie zuständig und trifft die dazu erforderlichen Massnahmen.

4.	**Sonderbestimmungen für bestimmte Regionen** *Dispositions spéciales pour certaines régions*
4.1.	**Differenzierte Behandlung bestimmter Regionen innerhalb des Kantons** *Traitement différencié de certaines régions dans le canton*
	Energiegesetz Art. 16 Abs. 1: Die Standeskommission bezeichnet die Netzgebiete der auf Kantonsgebiet tätigen Elektrizitätsversorgungsunternehmen. Die Zuteilung des Netzgebietes kann mit einem Leistungsauftrag an die Netzbetreiberin verbunden werden. **Indirekt Art. 5** Liegen ausserordentliche Verhältnisse vor und bedeutet die Einhaltung der Bestimmungen dieses Gesetzes und dessen Ausführungsbestimmungen eine unverhältnismässige Härte, kann das Departement Ausnahmen von einzelnen Vorschriften zulassen, wenn dadurch keine öffentlichen Interessen verletzt werden. (Abs. 1) Die Ausnahmebewilligung kann mit Bedingungen und Auflagen verknüpft und befristet werden. (Abs. 2)
4.2.	**Preissolidarität oder anderweitige Ausgleichsmechanismen für bestimmte Gebietsteile: Erwähnung des Mechanismus in den Rechtsgrundlagen?** *Solidarité des prix ou autres mécanismes de compensation pour des parties de territoire déterminées: mention du mécanisme dans les bases juridiques?*
	Energiegesetz Art. 17 Abs. 3: Mittels Verfügung kann die Standeskommission die auf ihrem Gebiet tätigen Elektrizitätsversorgungsunternehmen verpflichten, Endverbraucher sowie Elektrizitätserzeuger auch ausserhalb ihres Netzgebietes an das Netz anzuschliessen, wenn: a. die Selbstversorgung oder der Anschluss an ein anderes Netz nicht möglich oder unverhältnismässig ist; b. der Anschluss an das zu verpflichtende Elektrizitätsversorgungsunternehmen technisch und betrieblich möglich und wirtschaftlich tragbar ist. Art. 20: Bis zur vollständigen Marktöffnung legt die Standeskommission die Bedingungen fest, unter denen festen Kunden in Ausnahmefällen **unterschiedliche Anschlussgebühren** verrechnet werden dürfen.
5.	**Anschlusspflicht und Anschlussbedingungen** *Obligation de raccordement et conditions de raccordement*
5.1	**Anschlusspflicht** *Obligation de raccordement*
	Art. 17 Energiegesetz **Innerhalb ihrer Netzgebiete** sind die Elektrizitätsversorgungsunternehmen verpflichtet, die Endverbraucher sowie Elektrizitätserzeuger an das Elektrizitätsnetz anzuschliessen. (Abs. 1) Die Standeskommission bestimmt jene Gebiete, in denen für die Versorgungsunternehmen die Pflicht besteht, Endverbraucher sowie Elektrizitätserzeuger an das Netz anzuschliessen. (Abs. 2) Mittels Verfügung kann die Standeskommission die auf ihrem Gebiet tätigen Elektrizitätsversorgungsunternehmen verpflichten, Endverbraucher sowie Elektrizitätserzeuger auch **ausserhalb ihres Netzgebietes** an das Netz anzuschliessen, wenn: a. die Selbstversorgung oder der Anschluss an ein anderes Netz nicht möglich oder unverhältnismässig ist; b. der Anschluss an das zu verpflichtende Elektrizitätsversorgungsunternehmen technisch und betrieblich möglich und wirtschaftlich tragbar ist. (Abs. 3)

5.2	**Anschlussbedingungen** *Conditions de raccordement*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energieverordnung** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
5.3	**Regelungen über die Kosten des Anschlusses** *Règles sur les frais de raccordement*
	Art. 17 Energiegesetz Die Standeskommission kann in den Verfügungen nach Abs. 2 und 3 die Kriterien für die Berechnung der Anschlusskosten oder deren Höhe festlegen. (Abs. 4) Die Kosten für die Hausanschlussleitungen sind grundsätzlich nach dem Verursacherprinzip zu verrechnen. (Abs. 5)
6.	**Kantonale Bestimmungen betreffend das Verhältnis zum Stromkunden** *Dispositions cantonales concernant les relations avec les consommateurs d'électricité*
6.1.	**Finden sich kantonale Bestimmungen zum Rechtsverhältnis zwischen Stromlieferant und Stromkunden?** *Existe-t-il des dispositions cantonales concernant le rapport de droit entre le fournisseur d'électricité et le consommateur?*
	Art. 20 Energiegesetz Bis zur vollständigen Marktöffnung legt die Standeskommission die Bedingungen fest, unter denen festen Kunden in Ausnahmefällen unterschiedliche Anschlussgebühren verrechnet werden dürfen. **Energieverordnung** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
6.2.	**Wird dem Kunden eine Lieferantenauswahl gewährt?** *Le libre choix du fournisseur est-il accordé au client?*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energieverordnung** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
6.3.	**Gibt das kantonale Recht Vorgaben für die Preisbedingungen?** *Le droit cantonal contient-il des normes relatives aux conditions de prix?*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energieverordnung** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
6.4.	**Gibt das kantonale Recht Vorgaben für die Ausgestaltung der Stromlieferung?** *Le droit cantonal contient-il des normes sur l'arrangement de la fourniture d'électricité?*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energieverordnung** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.

6.5.	**Äussert sich das kantonale Recht zur Möglichkeit des «Abhängens» von Stromkunden?** *Le droit cantonal se prononce-t-il sur la possibilité d'abandonner des consommateurs d'électricité?*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energieverordnung** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
6.6.	**Äussert sich das kantonale Recht zu Haftungsfragen?** *Le droit cantonal se prononce-t-il sur des questions de responsabilité?*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energieverordnung** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
II.	**Versorgungsplanung** *Planification de l'approvisionnement*
1.	**Allgemeines** *Généralités*
	Art. 15 Energiegesetz Die Standeskommission ist für die Versorgungssicherung mit elektrischer Energie zuständig und trifft die dazu erforderlichen Massnahmen. **Art. 6 – 10 Baugesetz** (Bestimmungen über kantonale Richtplanung)
2.	**Zielsetzungsbestimmungen** *Dispositions relatives à l'objectif*
	Energiegesetz Art. 1: Dieses Gesetz ordnet die Tätigkeiten und die Befugnisse des Kantons auf dem Gebiete der Energiepolitik. (Abs. 1) Es schafft Rahmenbedingungen für die sparsame und rationelle Energienutzung sowie die Nutzung erneuerbarer Energien. (Abs. 2) Bauten und Anlagen sowie damit zusammenhängende Ausstattungen und Ausrüstungen sind so zu planen, auszuführen und zu betreiben, dass die Energie sparsam und rationell genutzt wird. (Abs. 3) Art. 2: Die öffentliche Hand nutzt die Energie möglichst sparsam und rationell; nach Möglichkeit werden erneuerbare Energien eingesetzt. Art. 3: Der Standeskommission obliegt die Oberaufsicht über den Vollzug des Bundesrechts und der darauf gestützten kantonalen Bestimmungen im Bereich der Energie. (Abs. 1) Sie bezeichnet das für den Vollzug zuständige Departement. (Abs. 2)
3.	**Planung der Elektrizitätsversorgung** *Planification de l'approvisionnement en électricité*
3.1.	**Wer ist Planungsträger?** *Qui est responsable de la planification?*
	Art. 15 Energiegesetz Die Standeskommission ist für die Versorgungssicherung mit elektrischer Energie zuständig und trifft die dazu erforderlichen Massnahmen.

3.2.	**Auf welcher Ebene?** *À quel niveau?*
	Keine Planung **Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
3.3.	**Wo und wie äussert sich das kantonale Recht zur Arbeitsteilung zwischen Kanton und Gemeinden?** *Comment le droit cantonal règle-t-il la répartition des tâches entre le canton et les communes?*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
3.4.	**Wo und wie äussert sich das kantonale Recht zur Behandlung von Interessenkonflikten zwischen Kanton, Gemeinden und Versorgungsunternehmen (insbesondere mit Bezug auf die Frage des Ausbaus von netz- bzw. leitungsgebundenen Energiesystemen)?** *Où et comment le droit cantonal traite-t-il des conflits d'intérêts entre un canton, des communes et des entreprises d'approvisionnement (en particulier en ce qui concerne le développement des systèmes énergétiques par réseau ou par conduites)?*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Art. 78 Abs. 1 Baugesetz** Sofern dieses Gesetz oder das Bundesgesetz über die Raumplanung die Legitimation für besondere Fälle nicht ausdrücklich erweitert, ist zur Einsprache und Beschwerde gegen Verfügungen und Nutzungspläne legitimiert, wer durch den angefochtenen Gegenstand berührt ist und ein schutzwürdiges Interesse an dessen Aufhebung oder Änderung hat.
III.	**Spezialregelung für kantonseigene oder konzessionnierte Wasserkraft- und Elektrizitätswerke** *Règlementation spéciale pour les centrales électriques ou les entreprises d'électricité du canton ou concessionnées*
1.	**Rechtsgrundlagen** *Bases juridiques*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
2.	**Rechtsform** *Forme juridique*

3.	**Gebiets- und Versorgungsmonopol** *Monopole d'approvisionnement et de secteur*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
4.	**Privilegierungen oder Nachteilige Verpflichtungen aus unternehmerischer Sicht?** *Privilèges ou obligations du point de vue de l'entreprise*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.

AR

I.	**«Service public»** *«Service public»*
1.	**Allgemeines** *Généralités*
1.1.	**Begriff «Service public»** *Notion de «Service public»*
1.2.	**Kantonale Bestimmungen zum «Service public»** *Dispositions cantonales relatives au «Service public»*
1.2.1.	**Legaldefinitionen und Umschreibungen des «Service public»** *Définitions légales et description du «Service public»*
	Art. 34 Abs. 1 KV Kanton und Gemeinden fördern die sichere, umweltschonende Versorgung mit Energie und deren sparsame und rationelle Verwendung. **Art. 1 Abs. 2 Energiegesetz** Es (das Energiegesetz) soll zu einer **ausreichenden**, breit gefächerten, **sicheren**, wirtschaftlichen und umweltverträglichen Energieversorgung beitragen.
1.2.2.	**Kantonale «Service public»-Pflichten** *Obligations relatives au «Service public» contenues dans le droit cantonal*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energieverordnung** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Art. 1 Wasserrechtskonzession für die AG Elektrizitätswerk Heiden** Die Aktiengesellschaft „Elektrizitätswerk Heiden" mit Sitz in Heiden oder deren Nachfolger erhält die Bewilligung zur Ausnutzung des Gstaldenbaches ... Die Bewilligung erfolgt unter dem Vorbehalt und unter Behaftung dafür, dass das Werk die Versorgung der Gemeinde Heiden und Umgebung auf appenzell-ausserrhodischem Gebiet mit elektrischer Kraft und Licht bezweckt und dass jede geschäftliche Spekulation ausgeschlossen sei. **Art. 1 Wasserrechtskonzession für die Elektrizitätswerk Urnäsch AG** Die Bewilligung zum Weiterbetriebe des Werkes wird erteilt auf Grund des heutigen Umfanges des Werkes ... und unter Behaftung dafür, dass das Werk die Versorgung der Gemeinde Urnäsch und der Umgebung auf appenzell-ausserrhodischem Gebiet mit elektrischer Kraft und Licht bezweckt und dass jede geschäftliche Spekulation ausgeschlossen sei. **Wasserrechtskonzession für die St.Gallisch-Appenzellische Kraftwerke AG** Ziff. 13 der Konzessionsbedingungen: Die durch die verliehenen Wasserkräfte erzeugte elektrische Energie hat der Speisung der Verteilnetzes der SAK [St.Gallisch-Appenzellische Kraftwerke] zu dienen.

2.	**Versorgungspflicht i.e.S.** *Obligation d'approvisionnement au sens étroit*
2.1.	**Energieversorgung als staatliche Aufgabe** *Approvisionnement en énergie en tant que tâche publique*
	Art. 34 Abs. 1 KV Kanton und Gemeinden fördern die sichere, umweltschonende Versorgung mit Energie und deren sparsame und rationnelle Verwendung. **Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
2.2.	**Kompetenzzuteilung: Rolle des Kantons und der Gemeinden** *Attribution des compétences: rôle du canton et des communes*
	Art. 34 Abs. 1 KV Kanton und Gemeinden fördern die sichere, umweltschonende Versorgung mit Energie und deren sparsame und rationnelle Verwendung. **Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
2.3.	**Versorgungspflicht der Elektrizitätsunternehmen** *Obligation d'approvisionnement des entreprises d'électricité*
	Verfassung Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energieverordnung** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
2.4.	**Bei Bestehen einer Versorgungspflicht: wie wird diese übertragen?** *Mode de transfert d'une obligation d'approvisionnement*
	Konzession
	EG zum ZGB Art. 209: Das Recht zur Ausnützung der Wasserkräfte steht in erster Linie dem Kanton selber zu. Über seine Ausübung entscheidet der Kantonsrat. (Abs. 1) Im übrigen wird das Recht zur Ausnutzung von Wasserkräften durch Konzession des Regierungsrates erteilt. (Abs.2) Art. 213 (betr. Inhalt der Konzession) * * * Gemäss Art. 209 Abs. 2 EG zum ZGB hat der Regierungsrat folgende Wasserrechtskonzessionen erteilt: **- Wasserrechtskonzession für die AG Elektrizitätswerk Heiden** **- Wasserrechtskonzession für die Elektrizitätswerk Urnäsch AG** - **Wasserrechtskonzession für die St.Gallisch-Appenzellische Kraftwerke AG**
2.5.	**Welche hauptsächlichen Folgen sind mit der Versorgungspflicht verknüpft?** *Principaux effets liés à l'obligation d'approvisionnement*
2.5.1.	**Welche Rechte und Pflichten hat der Versorger?** *Droits et obligations du fournisseur*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.

2.5.2.	**Geht die Versorgungspflicht mit einer Gebietszuteilung einher?** *L'obligation d'approvisionnement va-t-elle de pair avec une attribution de secteur?*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
2.5.3.	**Geht die Versorgungspflicht mit einem Versorgungsmonopol einher?** *L'obligation d'approvisionnement va-t-elle de pair avec un monopole d'approvisionnement?*
	Art. 6 Vertrag betr. die Gründung einer Gesellschaft St.Gallisch-Appenzellische Kraftwerke Die Kantone SG, AI & AR verpflichten sich gegenseitig: a) selbständig keine Elektrizitätswerke zu bauen oder zu erwerben und sich an keiner Unternehmung zu beteiligen, welche den Zweck haben könnte, im Stromabsatzgebiet der St.Gallisch-Appenzellische Kraftwerke elektrische Energie zu verteilen; b) selbständig keine Strombezugsverträge mit fremden Werken abzuschliessen
2.5.4.	**Werden damit hoheitliche Befugnisse übertragen?** *Une part de souveraineté est-elle ainsi transférée?*
	Art. 6 Abs. 1 Energiegesetz Für den Vollzug können die zuständigen Behörden öffentlich-rechtliche Körperschaften, Private oder private Organisationen beiziehen und diesen namentlich Prüf-, Kontroll- und Überwachungsaufgaben übertragen. Die zuständige Behörde erteilt den zum Vollzug beigezogenen Dritten Leistungsaufträge und überprüft periodisch deren Tätigkeit.
2.5.5.	**Wird damit eine Kooperationspflicht (mit dem Kanton, mit anderen Kantonen, mit anderen Unternehmen) verknüpft?** *Un devoir de coopération (avec le canton, d'autres cantons ou d'autres entreprises) est-il lié à l'obligation d'approvisionnement?*
	Ev. Art. 3 Abs. 1 Gesetz über die Errichtung eines kantonalen Elektrizitätswerkes Das kantonale Elektrizitätswerk kann ...von andern Werken elektrischen Strom mieten oder sich am Ankauf und Betrieb anderer Werke beteiligen.
2.6.	**Mechanismen des kantonalen Rechts zur Sicherstellung bzw. Durchsetzung der Erfüllung der Versorgungspflicht i.e.S.** *Mécanismes du droit cantonal visant la garantie et/ou la pénétration de l'exécution de l'obligation d'approvisionnement au sens étroit*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energieverordnung** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
2.7.	**Was gilt, wenn das kantonale Recht keine Versorgungspflicht vorsieht?** *Règles applicables si le droit cantonal ne prévoit pas d'obligation d'approvisionnement*
	Ev. Gründung einer Aktiengesellschaft mit Wettbewerbverbotsklausel zu Lasten der Kantone
	Art. 6 Vertrag betr. die Gründung einer Gesellschaft „St-Gallisch-Appenzellische Kraftwerke AG" Die Kantone SG, AR & AI verpflichten sich gegenseitig: a) selbständig keine Elektrizitätswerke zu bauen oder zu erwerben und sich an keiner Unternehmung zu beteiligen, welche den Zweck haben könnte, im Stromabsatzgebiet der St-Gallisch-Appenzellischen Kraftwerke elektrische

	Energie zu verteilen b) selbständig keine Strombezugsverträge mit fremden Werken abzuschliessen.
3.	**Versorgungssicherheit** *Sécurité de l'approvisionnement*
3.1.	**Bestimmungen zur Sicherheit (qualitativ)** *Dispositions relatives à la sécurité qualitative*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energieverordnung** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
3.2.	**Bestimmungen zur Kapazität (quantitativ)** *Dispositions relatives à la capacité*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energieverordnung** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
3.3.	**Wie geht der Gesetzgeber mit möglichen Kapazitätsengpässen um?** *Comment règle-t-on la problématique des goulots d'étranglement de capacité?*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energieverordnung** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Art. 3 Abs. 1 Gesetz über die Errichtung eines kantonalen Elektrizitätswerkes** Das kantonale Elektrizitätswerk kann bestehende Krafterzeugungsanlagen und Kraftverteilungsnetze ankaufen und neue derartige Anlagen erstellen, von anderen Werken elektrischen Strom mieten oder sich am Ankauf und Betrieb anderer Werke beteiligen.
3.4.	**Andere Leistungsaufträge im Zusammenhang mit der Versorgungssicherheit** *Autres mandats de prestations en rapport avec la sécurité de l'approvisionnement*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energieverordnung** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Verordnung über die Organisation der kantonalen Zivilverteidigung und Katastrophenhilfe** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
3.5.	**Sieht das kantonale Recht Regelungen vor, wie diese gesetzlichen Aufträge zur Herstellung der Versorgungssicherheit sichergestellt werden?** *Le droit cantonal contient-il des règles sur la manière dont ces mandats légaux relatifs à la sécurité de l'approvisionnement sont assurés?*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Art. 3 Abs. 1 Gesetz über die Errichtung eines kantonalen Elektrizitätswerkes** Das kantonale Elektrizitätswerk kann bestehende Krafterzeugungsanlagen und Kraftverteilungsnetze ankaufen und neue derartige Anlagen erstellen, von anderen Werken elektrischen Strom mieten oder sich am Ankauf und Betrieb anderer Werke beteiligen.

4.	**Sonderbestimmungen für bestimmte Regionen** *Dispositions spéciales pour certaines régions*
4.1.	**Differenzierte Behandlung bestimmter Regionen innerhalb des Kantons** *Traitement différencié de certaines régions dans le canton*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Indirekt Art. 3 Abs. 2 Gesetz über die Errichtung eines kantonalen Elektrizitätswerkes** Der Kantonsrat ist berechtigt, die Verteilungsnetze einzelner Gemeinden den betreffenden Gemeinden oder öffentlich-rechtlichen Korporationen in denselben käuflich abzutreten und sich auf die Stromlieferung an diese zu beschränken.
4.2.	**Preissolidarität oder anderweitige Ausgleichsmechanismen für bestimmte Gebietsteile: Erwähnung des Mechanismus in den Rechtsgrundlagen?** *Solidarité des prix ou autres mécanismes de compensation pour des parties de territoire déterminées: mention du mécanisme dans les bases juridiques?*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energieverordnung** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
5.	**Anschlusspflicht und Anschlussbedingungen** *Obligation de raccordement et conditions de raccordement*
5.1	**Anschlusspflicht** *Obligation de raccordement*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energieverordnung** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
5.2	**Anschlussbedingungen** *Conditions de raccordement*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energieverordnung** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
5.3	**Regelungen über die Kosten des Anschlusses** *Règles sur les frais de raccordement*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energieverordnung** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.

6.	**Kantonale Bestimmungen betreffend das Verhältnis zum Stromkunden** *Dispositions cantonales concernant les relations avec les consommateurs d'électricité*
6.1.	**Finden sich kantonale Bestimmungen zum Rechtsverhältnis zwischen Stromlieferant und Stromkunden?** *Existe-t-il des dispositions cantonales concernant le rapport de droit entre le fournisseur d'électricité et le consommateur?*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energieverordnung** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
6.2.	**Wird dem Kunden eine Lieferantenauswahl gewährt?** *Le libre choix du fournisseur est-il accordé au client?*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energieverordnung** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
6.3.	**Gibt das kantonale Recht Vorgaben für die Preisbedingungen?** *Le droit cantonal contient-il des normes relatives aux conditions de prix?*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energieverordnung** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
6.4.	**Gibt das kantonale Recht Vorgaben für die Ausgestaltung der Stromlieferung?** *Le droit cantonal contient-il des normes sur l'arrangement de la fourniture d'électricité?*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energieverordnung** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
6.5.	**Äussert sich das kantonale Recht zur Möglichkeit des «Abhängens» von Stromkunden?** *Le droit cantonal se prononce-t-il sur la possibilité d'abandonner des consommateurs d'électricité?*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energieverordnung** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
6.6.	**Äussert sich das kantonale Recht zu Haftungsfragen?** *Le droit cantonal se prononce-t-il sur des questions de responsabilité?*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energieverordnung** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.

II.	**Versorgungsplanung** *Planification de l'approvisionnement*
1.	**Allgemeines** *Généralités*
	Art. 3 Energiegesetz Der Regierungsrat plant die kantonale Energiepolitik, koordiniert sie mit der Energiepolitik des Bundes sowie anderer Kantone und berücksichtigt die Entwicklung und Anstrengungen der Wirtschaft. (Abs. 1) Er erarbeitet ein kantonales Energiekonzept und überprüft es periodisch. (Abs. 2) Das Energiekonzept enthält insbesondere Angaben über: a) die Ziele und Prioritäten der kantonalen Energiepolitik; b) die Zusammenarbeit mit dem Bund und anderen Kantonen; c) den sinnvollen Einsatz der verschiedenen Energieträger; d) die energiepolitischen Massnahmen. (Abs. 3) Die Gemeinden und die in der Energieversorgung tätigen Unternehmen sind zur Mitwirkung verpflichtet. Sie sind anzuhören. (Abs. 4) Das Energiekonzept bedarf der Genehmigung durch den Kantonsrat. (Abs. 5) **Art. 7 - 11 Gesetz über die Einführung des Bundesgesetzes über die Raumplanung** (Bestimmungen über den kantonalen Richtplan) ***Art. 7 - 10 Gesetz über die Raumplanung und das Baurecht (Baugesetz) (Entwurf)*** (Bestimmungen über den kantonalen Richtplan)
2.	**Zielsetzungsbestimmungen** *Dispositions relatives à l'objectif*
	Energiegesetz Art. 1: Dieses Gesetz ordnet die kantonale Energiepolitik und dient dem Vollzug der übergeordneten Energiegesetzgebung. (Abs. 1) Es soll zu einer ausreichenden, breit gefächerten, sicheren, wirtschaftlichen und umweltverträglichen Energieversorgung beitragen. (Abs. 2) Art. 2: Jede Energie ist sparsam und rationell zu verwenden. (Abs. 1) Die Ressourcen sind durch den Einsatz erneuerbarer Energien möglichst zu schonen. Einheimische Energien sind verstärkt zu nutzen. Eine einseitige Abhängigkeit von einzelnen Energieträgern ist zu vermeiden. (Abs. 2) Art. 3: Der Regierungsrat plant die kantonale Energiepolitik, koordiniert sie mit der Energiepolitik des Bundes sowie anderer Kantone und berücksichtigt die Entwicklung und Anstrengungen der Wirtschaft. (Abs. 1) Er erarbeitet ein kantonales Energiekonzept und überprüft es periodisch. (Abs. 2) Das Energiekonzept enthält insbesondere Angaben über: a) die Ziele und Prioritäten der kantonalen Energiepolitik; b) die Zusammenarbeit mit dem Bund und anderen Kantonen; c) den sinnvollen Einsatz der verschiedenen Energieträger; d) die energiepolitischen Massnahmen. (Abs. 3) Die Gemeinden und die in der Energieversorgung tätigen Unternehmen sind zur Mitwirkung verpflichtet. Sie sind anzuhören. (Abs. 4) Das Energiekonzept bedarf der Genehmigung durch den Kantonsrat. (Abs. 5)

3.	**Planung der Elektrizitätsversorgung** *Planification de l'approvisionnement en électricité*
3.1.	**Wer ist Planungsträger?** *Qui est responsable de la planification?*
	Art. 3 Abs. 1 Energiegesetz Der **Regierungsrat** plant die kantonale Energiepolitik, koordiniert sie mit der Energiepolitik des Bundes sowie anderer Kantone und berücksichtigt die Entwicklung und Anstrengungen der Wirtschaft.
3.2.	**Auf welcher Ebene?** *À quel niveau?*
	Makroplanung **Art. 3 Abs. 2 Energiegesetz** Das Energiekonzept enthält insbesondere Angaben über a) die Ziele und Prioritäten der kantonalen Energiepolitik; b) die Zusammenarbeit mit dem Bund und anderen Kantonen; c) den sinnvollen Einsatz der verschiedenen Energieträger; d) die energiepolitischen Massnahmen.
3.3.	**Wo und wie äussert sich das kantonale Recht zur Arbeitsteilung zwischen Kanton und Gemeinden?** *Comment le droit cantonal règle-t-il la répartition des tâches entre le canton et les communes?*
	Art. 3 Energiegesetz Er (der Regierungsrat) erarbeitet dafür ein kantonales Energiekonzept und überprüft es periodisch. (Abs. 2) Die Gemeinden und die in der Energieversorgung tätigen Unternehmen sind zur Mitwirkung verpflichtet. Sie sind anzuhören. (Abs. 4)
3.4.	**Wo und wie äussert sich das kantonale Recht zur Behandlung von Interessenkonflikten zwischen Kanton, Gemeinden und Versorgungsunternehmen (insbesondere mit Bezug auf die Frage des Ausbaus von netz- bzw. leitungsgebundenen Energiesystemen)?** *Où et comment le droit cantonal traite-t-il des conflits d'intérêts entre un canton, des communes et des entreprises d'approvisionnement (en particulier en ce qui concerne le développement des systèmes énergétiques par réseau ou par conduites)?*
	Energiegesetz Art. 4 Abs. 1: Dem Regierungsrat obliegt die Oberaufsicht und der Umweltschutz- und Energiedirektion die Aufsicht über den Vollzug der bundesrechtlichen und kantonalen Energiegesetzgebung. Art. 20: Gegen Verfügungen des Amtes für Umweltschutz und der Gemeinderäte kann an die Umweltschutz- und Energiedirektion rekurriert werden. Gegen Rechtsmittelentscheide der Umweltschutz- und Energiedirektion kann Beschwerde an das Verwaltungsgericht erhoben werden. (Abs. 1) Gegen erstinstanzliche Verfügungen der Umweltschutz- und Energiedirektion kann an den Regierungsrat rekurriert werden. (Abs. 2)

III.	**Spezialregelung für kantonseigene oder konzessionnierte Wasserkraft- und Elektrizitätswerke** *Règlementation spéciale pour les centrales électriques ou les entreprises d'électricité du canton ou concessionnées*
1.	**Rechtsgrundlagen** *Bases juridiques*
	Art. 2, 1. Satz Gesetz über die Errichtung eines kantonalen Elektrizitätswerkes Das zu errichtende kantonale Elektrizitätswerk soll eine Körperschaft des öffentlichen Rechtes sein und als solche das Recht der Persönlichkeit besitzen.
2.	**Rechtsform** *Forme juridique*
	Körperschaft des öffentlichen Rechts
3.	**Gebiets- und Versorgungsmonopol** *Monopole d'approvisionnement et de secteur*
	Gesetz über die Errichtung eines kantonalen Elektrizitätswerkes Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
4.	**Privilegierungen oder Nachteilige Verpflichtungen aus unternehmerischer Sicht?** *Privilèges ou obligations du point de vue de l'entreprise*
	Gesetz über die Errichtung eines kantonalen Elektrizitätswerkes Art. 2, 2. Satz: Dasselbe ist vom übrigen Staatshaushalt getrennt zu verwalten. Art. 3: Das kantonale Elektrizitätswerk kann bestehende Krafterzeugungsanlagen und Kraftverteilungsnetze ankaufen und neue derartige Anlagen erstellen, von anderen Werken elektrischen Strom mieten oder sich am Ankauf und Betrieb anderer Werke beteiligen. (Abs. 1) Der Kantonsrat ist berechtigt, die Verteilungsnetze einzelner Gemeinden den betreffenden Gemeinden oder öffentlich-rechtlichen Korporationen in denselben käuflich abzutreten und sich auf die Stromlieferung an diese zu beschränken. Art. 4: Das kantonale Elektrizitätswerk soll sich selbst erhalten. Die zum Zwecke der Gründung, des Ausbaues und Betriebes nötigen Mittel sind vom Staate dem Elektrizitätswerke zur Verfügung zu stellen und von letzterem dem Staat zu einem den Selbstkosten entsprechenden Zinsfuss zu verzinsen. Art. 8 Abs. 1: Die hiernach sich ergebenden Erträgnisse des Unternehmens sind zur Verbesserung und Erweiterung des Betriebes zu verwenden. Zudem ist darauf Bedacht zu nehmen, den Konsumenten des kantonalen Elektrizitätswerkes der fortschreitenden Amortisation entsprechend billigere Strompreise oder dem Staate eine Einnahme zu verschaffen.

BE

I.	**«Service public»** *«Service public»*
1.	**Allgemeines** *Généralités*
1.1.	**Begriff «Service public»** *Notion de «Service public»*
1.2.	**Kantonale Bestimmungen zum «Service public»** *Dispositions cantonales relatives au «Service public»*
1.2.1.	**Legaldefinitionen und Umschreibungen des «Service public»** *Définitions légales et description du «Service public»*
	Art. 35 Abs. 2 Satz 1 KV Sie [Kanton und Gemeinden] treffen Massnahmen für eine umweltgerechte, wirtschaftliche und **ausreichende** Energieversorgung. **Art. 1 lit. c Energiegesetz** Dieses Gesetz bezweckt, eine wirtschaftliche, vielseitige, **ausreichende** und umweltschonende Energieversorgung zu fördern.
1.2.2.	**Kantonale Service public-Pflichten** *Obligations relatives au «Service public» contenues dans le droit cantonal*
	Art. 11 Abs. 1 Energiegesetz Der zuständige Energieverteiler ist nach Massgabe der verfügbaren Energiemenge verpflichtet, den Energieverbrauchern seines Gebietes die für Haushalt und Betrieb benötigte leitungsgebundene Energie zu liefern.
2.	**Versorgungspflicht i.e.S.** *Obligation d'approvisionnement au sens étroit*
2.1.	**Energieversorgung als staatliche Aufgabe** *Approvisionnement en énergie en tant que tâche publique*
	Art. 35 Abs. 2, 1. Satz KV Sie (Kanton und Gemeinden) treffen Massnahmen für eine umweltgerechte, wirtschaftliche und ausreichende Energieversorgung. **Art. 8 Abs. 1, 1. Satz Energiegesetz** Soweit kein geeigneter Träger besteht, obliegt die Versorgung mit Elektrizität den Gemeinden.
2.2.	**Kompetenzzuteilung: Rolle des Kantons und der Gemeinden** *Attribution des compétences: rôle du canton et des communes*
	Art. 35 Abs. 2, 1. Satz KV Sie [Kanton und Gemeinden] treffen Massnahmen für eine umweltgerechte, wirtschaftliche und ausreichende Energieversorgung. **Art. 8 Abs. 1, 1. Satz Energiegesetz** Soweit kein geeigneter Träger besteht, obliegt die Versorgung mit Elektrizität den Gemeinden.

2.3.	**Versorgungspflicht der Elektrizitätsunternehmen** *Obligation d'approvisionnement des entreprises d'électricité*
	Verfassung Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Art. 11 Abs. 1 Energiegesetz** Der zuständige Energieverteiler ist nach Massgabe der verfügbaren Energiemenge verpflichtet, den Energieverbrauchern seines Gebietes die für Haushalt und Betrieb benötigte leitungsgebundene Energie zu liefern. **Art. 8 Abs. 1 Energiegesetz** Die Siedlungen werden von öffentlichen oder privaten Energieverteilern mit leitungsgebundener Energie versorgt.
2.4.	**Bei Bestehen einer Versorgungspflicht: wie wird diese übertragen?** *Mode de transfert d'une obligation d'approvisionnement*
	Konzession
	Wassernutzungsgesetz Art. 3 : Die Nutzung des öffentlichen Wassers ist ein Regalrecht des Kantons. Er kann das Recht selber ausüben oder Dritten übertragen. (Abs. 1) Die Nutzung bedarf einer Konzession oder einer Bewilligung. (Abs. 2) Art. 11 : Eine Konzession kann einer natürlichen oder juristischen Person des öffentlichen oder privaten Rechts sowie einer Personengemeinschaft erteilt werden. (Abs. 1) Eine Konzession kann erteilt werden, wenn die gesetzlichen Voraussetzungen erfüllt sind und keine überwiegenden öffentlichen Interessen entgegenstehen. Die Erteilung der Konzession begründet ein wohlerworbenes Recht. (Abs. 2) Auf die Erteilung einer Konzession besteht unter Vorbehalt des Bundesrechts sowie von Artikel 12 Absatz 3 kein Rechtsanspruch. (Abs. 3) Eine Konzession für die Wasserkraftnutzung oder für die Pumpspeicherung kann für höchstens 80 Jahre, eine Konzession für Gebrauchswassernutzungen für höchstens 40 Jahre erteilt werden. (Abs. 4) Art. 14 : Die Konzession zur Nutzung der Wasserkraft oder zur Pumpspeicherung erteilt für eine maximal mögliche Leistung ab Generator beziehungsweise für die installierte Leistung a. bis 300 Kilowatt die zuständige Stelle der BVE, b. über 300 Kilowatt bis ein Megawatt die BVE, c. über einem bis drei Megawatt der Regierungsrat, d. über drei Megawatt der Grosse Rat.
2.5.	**Welche hauptsächlichen Folgen sind mit der Versorgungspflicht verknüpft?** *Principaux effets liés à l'obligation d'approvisionnement*
2.5.1.	**Welche Rechte und Pflichten hat der Versorger?** *Droits et obligations du fournisseur*
	Art. 11 Abs. 1 Energiegesetz Der zuständige Energieverteiler ist nach Massgabe der verfügbaren Energiemenge verpflichtet, den Energieverbrauchern seines Gebietes die für Haushalt und Betrieb benötigte leitungsgebundene Energie zu liefern.
2.5.2.	**Geht die Versorgungspflicht mit einer Gebietszuteilung einher?** *L'obligation d'approvisionnement va-t-elle de pair avec une attribution de secteur?*
	Energiegesetz Art. 7 Abs. 3 lit. a : Die zuständige Stelle der Bau-, Verkehrs- und Energiedirektion grenzt die regionalen Energieversorgungsgebiete ab, wenn sich die Gemeinden

	nicht einigen können. Art. 11 Abs. 1: Der zuständige Energieverteiler ist nach Massgabe der verfügbaren Energiemenge verpflichtet, den Energieverbrauchern **seines Gebietes** die für Haushalt und Betrieb benötigte leitungsgebundene Energie zu liefern.
2.5.3.	**Geht die Versorgungspflicht mit einem Versorgungsmonopol einher?** *L'obligation d'approvisionnement va-t-elle de pair avec un monopole d'approvisionnement?*
	Ev. aus Art. 11 Abs. 1 Energiegesetz ableitbar **Der zuständige Energieverteiler** ist nach Massgabe der verfügbaren Energiemenge verpflichtet, den Energieverbrauchern seines Gebietes die für Haushalt und Betrieb benötigte leitungsgebundene Energie zu liefern.
2.5.4.	**Werden damit hoheitliche Befugnisse übertragen?** *Une part de souveraineté est-elle ainsi transférée?*
	Art. 7a Abs. 2 Energiegesetz Die Gemeinden können Gemeindeverbänden oder privatrechtlichen Organisationen hoheitliche Befugnisse übertragen. Diese sind hinsichtlich ihrer Rechte und Pflichten den Gemeinden gleichgestellt.
2.5.5.	**Wird damit eine Kooperationspflicht (mit dem Kanton, mit anderen Kantonen, mit anderen Unternehmen) verknüpft?** *Un devoir de coopération (avec le canton, d'autres cantons ou d'autres entreprises) est-il lié à l'obligation d'approvisionnement?*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
2.6.	**Mechanismen des kantonalen Rechts zur Sicherstellung bzw. Durchsetzung der Erfüllung der Versorgungspflicht i.e.S.** *Mécanismes du droit cantonal visant la garantie et/ou la pénétration de l'exécution de l'obligation d'approvisionnement au sens étroit*
	Art. 8 Abs. 2, 1. Satz Energiegesetz Soweit kein geeigneter Träger besteht, obliegt die Versorgung mit Elektrizität den Gemeinden.
2.7.	**Was gilt, wenn das kantonale Recht keine Versorgungspflicht vorsieht?** *Règles applicables si le droit cantonal ne prévoit pas d'obligation d'approvisionnement*
	--- (vgl. 2.3.)
3.	**Versorgungssicherheit** *Sécurité de l'approvisionnement*
3.1.	**Bestimmungen zur Sicherheit (qualitativ)** *Dispositions relatives à la sécurité qualitative*
	Art. 10 Abs. 1 Energiegesetz Projektierung, Anlage, Ausbau und **Unterhalt des Netzes** zur Verteilung von leitungsgebundener Energie sind Sache des zuständigen Energieverteilers.
3.2.	**Bestimmungen zur Kapazität (quantitativ)** *Dispositions relatives à la capacité*
	Energiegesetz Art. 10 Abs. 1: Projektierung, Anlage, Ausbau und Unterhalt des Netzes zur Verteilung von leitungsgebundener Energie sind Sache des zuständigen Energieverteilers. Art. 11 Abs. 1: Der zuständige Energieverteiler ist nach Massgabe der verfügbaren Energiemenge verpflichtet, den Energieverbrauchern seines Gebietes die für Haushalt und Betrieb benötigte leitungsgebundene Energie zu liefern.

3.3.	**Wie geht der Gesetzgeber mit möglichen Kapazitätsengpässen um?** *Comment règle-t-on la problématique des goulots d'étranglement de capacité?*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Allgemeine Energieverordnung** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
3.4.	**Andere Leistungsaufträge im Zusammenhang mit der Versorgungssicherheit** *Autres mandats de prestations en rapport avec la sécurité de l'approvisionnement*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Allgemeine Energieverordnung** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Art. 4 lit. g Gesetz über ausserordentliche Lagen** In ausserordentlichen Lagen sind namentlich folgende Aufgaben zu erfüllen: g) Versorgung der Bevölkerung mit **lebenswichtigen Gütern**,
3.5.	**Sieht das kantonale Recht Regelungen vor, wie diese gesetzlichen Aufträge zur Herstellung der Versorgungssicherheit sichergestellt werden?** *Le droit cantonal contient-il des règles sur la manière dont ces mandats légaux relatifs à la sécurité de l'approvisionnement sont assurés?*
	Art. 11 Abs. 1 Energiegesetz Der zuständige Energieverteiler ist nach Massgabe der verfügbaren Energiemenge verpflichtet, den Energieverbrauchern seines Gebietes die für Haushalt und Betrieb benötigte leitungsgebundene Energie zu liefern.
4.	**Sonderbestimmungen für bestimmte Regionen** *Dispositions spéciales pour certaines régions*
4.1.	**Differenzierte Behandlung bestimmter Regionen innerhalb des Kantons** *Traitement différencié de certaines régions dans le canton*
	Energiegesetz Art. 7: Die Gemeinden können für ihr Gebiet und gemeinsam für ein mehrere Gemeinden umfassendes Energieversorgungsgebiet Energiekonzepte aufstellen. Die Träger der Energieversorgung sind beizuziehen. (Abs. 1) Die Energiekonzepte stellen die Mittel und Wege dar, wie der Energiebedarf des betreffenden Gebietes unter bestmöglicher Wahrung der Zwecke dieses Gesetzes zu befriedigen ist. ... (Abs. 2) Die zuständige Stelle der Bau-, Verkehrs- und Energiedirektion a) grenzt die regionalen Energieversorgungsgebiete ab, wenn sich die Gemeinden nicht einigen können; ... (Abs. 3) Art. 11 Abs. 1: Der zuständige Energieverteiler ist nach Massgabe der verfügbaren Energiemenge verpflichtet, den Energieverbrauchern seines **Gebietes** die für Haushalt und Betrieb benötigte leitungsgebundene Energie zu liefern.
4.2.	**Preissolidarität oder anderweitige Ausgleichsmechanismen für bestimmte Gebietsteile: Erwähnung des Mechanismus in den Rechtsgrundlagen?** *Solidarité des prix ou autres mécanismes de compensation pour des parties de territoire déterminées: mention du mécanisme dans les bases juridiques?*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.

5.	**Anschlusspflicht und Anschlussbedingungen** *Obligation de raccordement et conditions de raccordement*
5.1	**Anschlusspflicht** *Obligation de raccordement*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Allgemeine Energieverordnung** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
5.2	**Anschlussbedingungen** *Conditions de raccordement*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Allgemeine Energieverordnung** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
5.3	**Regelungen über die Kosten des Anschlusses** *Règles sur les frais de raccordement*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Allgemeine Energieverordnung** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
6.	**Kantonale Bestimmungen betreffend das Verhältnis zum Stromkunden** *Dispositions cantonales concernant les relations avec les consommateurs d'électricité*
6.1.	**Finden sich kantonale Bestimmungen zum Rechtsverhältnis zwischen Stromlieferant und Stromkunden?** *Existe-t-il des dispositions cantonales concernant le rapport de droit entre le fournisseur d'électricité et le consommateur?*
	Energiegesetz Art. 11 Abs. 1: Der zuständige Energieverteiler ist nach Massgabe der verfügbaren Energiemenge verpflichtet, den Energieverbrauchern seines Gebietes die für Haushalt und Betrieb benötigte leitungsgebundene Energie zu liefern. Art. 32 Abs. 3, 1. Satz: Streitigkeiten zwischen den Verteilern von leitungsgebundener Energie und den Energiebezügern über die Energieversorgung gelten als öffentlichrechtliche Streitigkeiten.
6.2.	**Wird dem Kunden eine Lieferantenauswahl gewährt?** *Le libre choix du fournisseur est-il accordé au client?*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Allgemeine Energieverordnung** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
6.3.	**Gibt das kantonale Recht Vorgaben für die Preisbedingungen?** *Le droit cantonal contient-il des normes relatives aux conditions de prix?*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.

	Allgemeine Energieverordnung Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Ziff. 3.1 Dekret über die Leitsätze der kantonalen Energiepolitik** Gestützt auf die «Empfehlungen für Tarife von leitungsgebundenen Energien sowie für Anschlussbedingungen von Eigenerzeugern» des Eidgenössischen Verkehrs- und Energiewirtschaftsdepartements vom 31. Mai 1989 sollen Tarifgrundsätze geprüft werden.
6.4.	**Gibt das kantonale Recht Vorgaben für die Ausgestaltung der Stromlieferung?** *Le droit cantonal contient-il des normes sur l'arrangement de la fourniture d'électricité?*
	Art. 11 Abs. 1 Energiegesetz Der zuständige Energieverteiler ist nach Massgabe der verfügbaren Energiemenge verpflichtet, den Energieverbrauchern seines Gebietes die für Haushalt und Betrieb benötigte leitungsgebundene Energie zu liefern.
6.5.	**Äussert sich das kantonale Recht zur Möglichkeit des «Abhängens» von Stromkunden?** *Le droit cantonal se prononce-t-il sur la possibilité d'abandonner des consommateurs d'électricité?*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Allgemeine Energieverordnung** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
6.6.	**Äussert sich das kantonale Recht zu Haftungsfragen?** *Le droit cantonal se prononce-t-il sur des questions de responsabilité?*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Allgemeine Energieverordnung** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
II.	**Versorgungsplanung** *Planification de l'approvisionnement*
1.	**Allgemeines** *Généralités*
	Energiegesetz Art. 5: Die Direktion für Bau, Verkehr und Energie beschafft zuhanden der Gemeinden und Energieverteiler die Grundlagen für die Beurteilung des künftigen Bedarfs und Angebots an Energie im Kanton Bern und für die Berücksichtigung der bedeutsamen Umweltfolgen. Sie ist berechtigt, dazu von den öffentlichen Verwaltungen, den im Kanton Bern tätigen Unternehmungen der Energiewirtschaft und den Grossverbrauchern die erforderlichen Auskünfte und Unterlagen zu verlangen. (Abs. 1) Die Direktion für Bau, Verkehr und Energie und die von ihr beigezogenen Personen haben die öffentlichen und privaten Geheimhaltungsinteressen zu wahren. (Abs. 2) Art. 6 : Der Regierungsrat fasst periodisch die wichtigsten Leitsätze für die kantonale Energiepolitik in einem Energiebericht zusammen und legt dar, wie die Ziele dieses Gesetzes verwirklicht werden sollen. (Abs. 1) Die Leitsätze berücksichtigen die energiepolitischen Vorgaben des Bundes und koordinieren die regionalen Energiekonzepte. (Abs. 2)

	Die Energieberichte sind dem Grossen Rat zur Kenntnisnahme vorzulegen. Jene Leitsätze, die für die kantonalen, regionalen und kommunalen Behörden verbindlich werden sollen, sind in einem Dekret des Grossen Rates festzulegen. (Abs. 3) Art. 7 : Die Gemeinden können für ihr Gebiet und gemeinsam für ein mehrere Gemeinden umfassendes Energieversorgungsgebiet Energiekonzepte aufstellen. Die Träger der Energieversorgung sind beizuziehen. (Abs. 1) Die Energiekonzepte stellen die Mittel und Wege dar, wie der Energiebedarf des betreffenden Gebietes unter bestmöglicher Wahrung der Zwecke dieses Gesetzes zu befriedigen ist. Sie sind für die Behörden und andere Träger der Energieversorgung, soweit diese den Konzepten zugestimmt haben, verbindlich. (Abs. 2) Die zuständige Stelle der Bau-, Verkehrs- und Energiedirektion a) grenzt die regionalen Energieversorgungsgebiete ab, wenn sich die Gemeinden nicht einigen können; b) verpflichtet die Gemeinden eines regionalen Energieversorgungsgebietes zur Aufstellung eines gemeinsamen Energiekonzeptes, wenn es nötig ist, um wesentliche Ziele dieses Gesetzes zu erreichen; c) genehmigt die regionalen Energiekonzepte, sofern sie mit dem eidgenössischen und kantonalen Recht übereinstimmen. Es stellt die Koordination mit den Energiekonzepten angrenzender Gebiete und mit anderen Planungen sicher. Kommunale Energiekonzepte bedürfen zu ihrer Gültigkeit keiner Genehmigung des Kantons. (Abs. 3) Stellt die Mehrzahl der Gemeinden eines Energieversorgungsgebietes, die zugleich die Mehrheit der Bevölkerung vertreten, ein Energiekonzept auf, kann es der Regierungsrat auch für die übrigen Gemeinden und die Träger der Energieversorgung dieses Gebietes als verbindlich erklären, wenn das Konzept sonst nicht durchführbar wäre und damit wesentliche Ziele dieses Gesetzes nicht erreicht werden könnten. (Abs. 4) Art. 7a : Die Gemeinden erlassen die für die Organisation, den Betrieb, die Benützung und die Finanzierung der Versorgung mit leitungsgebundener Energie notwendigen Reglemente. (Abs. 1) Die Gemeinden können Gemeindeverbänden oder privatrechtlichen Organisationen hoheitliche Befugnisse übertragen. Diese sind hinsichtlich ihrer Rechte und Pflichten den Gemeinden gleichgestellt. (Abs. 2) Die zuständige Stelle der Bau-, Verkehrs- und Energiedirektion erlässt Musterreglemente und unterstützt die Gemeinden beim Erlass der Reglemente durch Beratung und Prüfung. (Abs. 3) **Art. 68 & 103- 105 Baugesetz** **Art. 111 - 117 Bauverordnung** (Bestimmungen über Richtpläne)
2.	**Zielsetzungsbestimmungen** *Dispositions relatives à l'objectif*
	Ziff. 1 Dekret über die Leitsätze der kantonalen Energiepolitik [Allgemeine Ziele und Energieplanung] 1.1. Die kantonale Energiepolitik strebt folgende Ziele an: - Förderung einer wirtschaftlichen, vielseitigen, ausreichenden und umweltschonenden Energieversorgung; - mittelfristig, d. h. bis 2005, eine Stabilisierung des Gesamtenergieverbrauchs; - Minimierung der Umwelteinflüsse aus Energieerzeugung und Energieeinsatz;

	- vielseitige und breit abgestützte Energieproduktion, Erhöhung des Anteils einheimischer und erneuerbarer Energien; - wirtschaftliche Optimierung von Energieerzeugung und Energieeinsatz. 1.2. In allen Bereichen der kantonalen, regionalen und kommunalen Tätigkeiten ist eine möglichst sparsame und rationelle Energienutzung und -versorgung anzustreben. Besondere Beachtung ist der Koordination zwischen Energiepolitik, Wirtschaftspolitik, Umweltpolitik, Verkehrspolitik, Raumplanung und Finanzpolitik zu schenken. 1.3. Der Kanton unterstützt die Umsetzung der Leitsätze auf regionaler und kommunaler Ebene.
3.	**Planung der Elektrizitätsversorgung** *Planification de l'approvisionnement en électricité*
3.1.	**Wer ist Planungsträger?** *Qui est responsable de la planification?*
	Art. 6 Energiegesetz Der **Regierungsrat** fasst periodisch die wichtigsten Leitsätze für die kantonale Energiepolitik in einem Energiebericht zusammen und legt dar, wie die Ziele dieses Gesetzes verwirklicht werden sollen. (Abs. 1) Die Leitsätze berücksichtigen die energiepolitischen Vorgaben des Bundes und koordinieren die regionalen Energiekonzepte. (Abs. 2) Die Energieberichte sind dem Grossen Rat zur Kenntnisnahme vorzulegen. Jene Leitsätze, die für die kantonalen, regionalen und kommunalen Behörden verbindlich werden sollen, sind in einem Dekret des Grossen Rates festzulegen. (Abs. 3)
3.2.	**Auf welcher Ebene?** *À quel niveau?*
	Makroplanung **Art. 5 Energiegesetz** Die Direktion für Bau, Verkehr und Energie beschafft zuhanden der Gemeinden und Energieverteiler die Grundlagen für die Beurteilung des künftigen Bedarfs und Angebots an Energie im Kanton Bern und für die Berücksichtigung der bedeutsamen Umweltfolgen. Sie ist berechtigt, dazu von den öffentlichen Verwaltungen, den im Kanton Bern tätigen Unternehmungen der Energiewirtschaft und den Grossverbrauchern die erforderlichen Auskünfte und Unterlagen zu verlangen. (Abs. 1) Die Direktion für Bau, Verkehr und Energie und die von ihr beigezogenen Personen haben die öffentlichen und privaten Geheimhaltungsinteressen zu wahren. (Abs. 2) **Ziff. 1 Dekret über die Leitsätze der kantonalen Energiepolitik** **[Allgemeine Ziele und Energieplanung]** 1.1.: Die kantonale Energiepolitik strebt folgende Ziele an: - Förderung einer wirtschaftlichen, vielseitigen, ausreichenden und umweltschonenden Energieversorgung; - mittelfristig, d. h. bis 2005, eine Stabilisierung des Gesamtenergieverbrauchs; - Minimierung der Umwelteinflüsse aus Energieerzeugung und Energieeinsatz; - vielseitige und breit abgestützte Energieproduktion, Erhöhung des Anteils einheimischer und erneuerbarer Energien; - wirtschaftliche Optimierung von Energieerzeugung und Energieeinsatz.

	1.2.: In allen Bereichen der kantonalen, regionalen und kommunalen Tätigkeiten ist eine möglichst sparsame und rationelle Energienutzung und -versorgung anzustreben. Besondere Beachtung ist der Koordination zwischen Energiepolitik, Wirtschaftspolitik, Umweltpolitik, Verkehrspolitik, Raumplanung und Finanzpolitik zu schenken. 1.3.: Der Kanton unterstützt die Umsetzung der Leitsätze auf regionaler und kommunaler Ebene.
3.3.	**Wo und wie äussert sich das kantonale Recht zur Arbeitsteilung zwischen Kanton und Gemeinden?** *Comment le droit cantonal règle-t-il la répartition des tâches entre le canton et les communes?*
	Energiegesetz Art. 7: Die Gemeinden können für ihr Gebiet und gemeinsam für ein mehrere Gemeinden umfassendes Energieversorgungsgebiet Energiekonzepte aufstellen. Die Träger der Energieversorgung sind beizuziehen. (Abs.1) Stellt die Mehrzahl der Gemeinden eines Energieversorgungsgebietes, die zugleich die Mehrheit der Bevölkerung vertreten, ein Energiekonzept auf, kann es der Regierungsrat auch für die übrigen Gemeinden und die Träger der Energieversorgung dieses Gebietes als verbindlich erklären, wenn das Konzept sonst nicht durchführbar wäre und damit wesentliche Ziele dieses Gesetzes nicht erreicht werden könnten. (Abs. 4) Art. 7a: Die Gemeinden erlassen die für die Organisation, den Betrieb, die Benützung und die Finanzierung der Versorgung mit leitungsgebundener Energie notwendigen Reglemente (Abs. 1) Die Gemeinden können Gemeindeverbänden oder privatrechtlichen Organisationen hoheitliche Befugnisse übertragen. Diese sind hinsichtlich ihrer Rechte und Pflichten den Gemeinden gleichgestellt. (Abs. 2)
3.4.	**Wo und wie äussert sich das kantonale Recht zur Behandlung von Interessenkonflikten zwischen Kanton, Gemeinden und Versorgungsunternehmen (insbesondere mit Bezug auf die Frage des Ausbaus von netz- bzw. leitungsgebundenen Energiesystemen)?** *Où et comment le droit cantonal traite-t-il des conflits d'intérêts entre un canton, des communes et des entreprises d'approvisionnement (en particulier en ce qui concerne le développement des systèmes énergétiques par réseau ou par conduites)?*
	Art. 12 Abs. 2 Energiegesetz Können sich die beteiligten Gemeinden und Energieverteiler nicht einigen, so ist jeder Beteiligte befugt, die Direktion für Bau, Verkehr und Energie anzurufen, welche den Sachverhalt abklärt, vermittelt und nötigenfalls entscheidet.
III.	**Spezialregelung für kantonseigene oder konzessionnierte Wasserkraft- und Elektrizitätswerke** *Règlementation spéciale pour les centrales électriques ou les entreprises d'électricité du canton ou concessionnées*
1.	**Rechtsgrundlagen** *Bases juridiques*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.

2.	**Rechtsform** *Forme juridique*
	Aktiengesellschaft Das Aktienkapital der BKW FMB Energie AG von 132 Millionen CHF ist grösstenteils im Besitz des Kantons Bern (63,5 %). http://www.bkw-fmb.ch
3.	**Gebiets- und Versorgungsmonopol** *Monopole d'approvisionnement et de secteur*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
4.	**Privilegierungen oder Nachteilige Verpflichtungen aus unternehmerischer Sicht?** *Privilèges ou obligations du point de vue de l'entreprise*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.

BL

I.	**«Service public»** *«Service public»*
1.	**Allgemeines** *Généralités*
1.1.	**Begriff «Service public»** *Notion de «Service public»*
1.2.	**Kantonale Bestimmungen zum «Service public»** *Dispositions cantonales relatives au «Service public»*
1.2.1.	**Legaldefinitionen und Umschreibungen des «Service public»** *Définitions légales et description du «Service public»*
	§ 115 KV Kanton und Gemeinden fördern eine sichere, volkswirtschaftlich optimale und umweltgerechte Versorgung mit Energie sowie deren sparsame und wirtschaftliche Verwendung. (Abs. 1) Kanton und Gemeinden können sich an Anlagen der Energieversorgung beteiligen und nötigenfalls solche Anlagen selbst erstellen und betreiben. (Abs. 3) **§ 1 lit. a Energiegesetz** Dieses Gesetz will, dass die **sichere**, umweltgerechte, breit gefächerte und volkswirtschaftlich optimale Versorgung mit Energie gefördert wird.
1.2.2.	**Kantonale Service public-Pflichten** *Obligations relatives au «Service public» contenues dans le droit cantonal*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Art. 2 lit. b Vertrag zwischen dem Kanton Basel-Landschaft und dem Kanton Basel-Stadt betreffend Gründung einer Aktiengesellschaft zum Bau und Betrieb einer Wasserkraftanlage bei Birsfelden** Die zu gründende Aktiengesellschaft bezweckt ausschliesslich die Erzeugung elektrischer Energie in diesem Kraftwerk und deren Abgabe an die Vertragsparteien und zwar im Schaltgebäude an den Endverschlüssen der abgehenden 50-kV-Kabelleitungen.
2.	**Versorgungspflicht i.e.S.** *Obligation d'approvisionnement au sens étroit*
2.1.	**Energieversorgung als staatliche Aufgabe** *Approvisionnement en énergie en tant que tâche publique*
	§ 115 Abs. 1 KV Kanton und Gemeinden fördern eine sichere, volkswirtschaftlich optimale und umweltgerechte Versorgung mit Energie sowie deren sparsame und wirtschaftliche Verwendung. **Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
2.2.	**Kompetenzzuteilung: Rolle des Kantons und der Gemeinden** *Attribution des compétences: rôle du canton et des communes*
	§ 115 Abs. 1 KV Kanton und Gemeinden fördern eine **sichere**, volkswirtschaftlich optimale und

	umweltgerechte Versorgung mit Energie sowie deren sparsame und wirtschaftliche Verwendung. **§ 17 Energiegesetz** Kanton und Gemeinden können sich an Projekten und Anlagen zur Erforschung, Erprobung, Gewinnung, Verteilung oder umweltschonenden Nutzung von Energie beteiligen und solche Anlagen selbst erstellen und betreiben.
2.3.	**Versorgungspflicht der Elektrizitätsunternehmen** *Obligation d'approvisionnement des entreprises d'électricité*
	Verfassung Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **§ 12 Energiegesetz** Wer Leitungsnetze für die Verteilung von Energie an Verbraucher und Verbraucherinnen erstellt oder betreibt, bedarf für die Benützung des öffentlichen Grundes einer Konzession der Gemeinde, sofern die abgegebene maximale thermische Nutzleistung über 2000 kW oder die maximale elektrische Nutzleistung über 500 kW liegt. (Abs. 1) Der Konzessionsvertrag regelt insbesondere a) die Versorgungspflicht und das Recht des Konzessionärs oder der Konzessionärin zur Energieverteilung, b) die Bedingungen und Auflagen für die Benutzung des öffentlichen Grundes, c) die Höhe der Konzessionsabgaben, d) die Konzessionsdauer sowie das Verfahren bei der Erneuerung und der Auflösung der Konzession und e) das Verfahren bei Streitigkeiten. (Abs. 2) Die Konzessionsverträge bedürfen der Genehmigung des Regierungsrates. Er überprüft sie auf ihre Rechtmässigkeit, insbesondere auf ihre Übereinstimmung mit der Energiegesetzgebung. (Abs. 3)
2.4.	**Bei Bestehen einer Versorgungspflicht: wie wird diese übertragen?** *Mode de transfert d'une obligation d'approvisionnement*
	Konzession
	§ 12 Energiegesetz Wer Leitungsnetze für die Verteilung von Energie an Verbraucher und Verbraucherinnen erstellt oder betreibt, bedarf für die Benützung des öffentlichen Grundes einer Konzession der Gemeinde, sofern die abgegebene maximale thermische Nutzleistung über 2000 kW oder die maximale elektrische Nutzleistung über 500 kW liegt. (Abs. 1) Der Konzessionsvertrag regelt insbesondere a) die Versorgungspflicht und das Recht des Konzessionärs oder der Konzessionärin zur Energieverteilung, b) die Bedingungen und Auflagen für die Benutzung des öffentlichen Grundes, c) die Höhe der Konzessionsabgaben, d) die Konzessionsdauer sowie das Verfahren bei der Erneuerung und der Auflösung der Konzession und e) das Verfahren bei Streitigkeiten. (Abs. 2) Die Konzessionsverträge bedürfen der Genehmigung des Regierungsrates. Er

	überprüft sie auf ihre Rechtmässigkeit, insbesondere auf ihre Übereinstimmung mit der Energiegesetzgebung. (Abs. 3)
2.5.	**Welche hauptsächlichen Folgen sind mit der Versorgungspflicht verknüpft?** *Principaux effets liés à l'obligation d'approvisionnement*
2.5.1.	**Welche Rechte und Pflichten hat der Versorger?** *Droits et obligations du fournisseur*
	§ 12 Abs. 2 lit. a Energiegesetz Der **Konzessionsvertrag** regelt insbesondere die Versorgungspflicht und das Recht des Konzessionärs oder der Konzessionärin zur Energieverteilung, ...
2.5.2.	**Geht die Versorgungspflicht mit einer Gebietszuteilung einher?** *L'obligation d'approvisionnement va-t-elle de pair avec une attribution de secteur?*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
2.5.3.	**Geht die Versorgungspflicht mit einem Versorgungsmonopol einher?** *L'obligation d'approvisionnement va-t-elle de pair avec un monopole d'approvisionnement?*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
2.5.4.	**Werden damit hoheitliche Befugnisse übertragen?** *Une part de souveraineté est-elle ainsi transférée?*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
2.5.5.	**Wird damit eine Kooperationspflicht (mit dem Kanton, mit anderen Kantonen, mit anderen Unternehmen) verknüpft?** *Un devoir de coopération (avec le canton, d'autres cantons ou d'autres entreprises) est-il lié à l'obligation d'approvisionnement?*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
2.6.	**Mechanismen des kantonalen Rechts zur Sicherstellung bzw. Durchsetzung der Erfüllung der Versorgungspflicht i.e.S.** *Mécanismes du droit cantonal visant la garantie et/ou la pénétration de l'exécution de l'obligation d'approvisionnement au sens étroit*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
2.7.	**Was gilt, wenn das kantonale Recht keine Versorgungspflicht vorsieht?** *Règles applicables si le droit cantonal ne prévoit pas d'obligation d'approvisionnement*
	Ev. Gründung einer Aktiengesellschaft mit Wettbewerbverbotsklausel zu Lasten der Kantone
	Art. 14 Abs. 1 Vertrag betreffend Gründung einer Aktiengesellschaft zum Bau und Betrieb einer Wasserkraftanlage bei Birsfelden Jede der beiden Vertragsparteien verpflichtet sich, die in eigenen Werken erzeugte oder aus fremden Werken bezogene Energie weder direkt noch indirekt in das Absatzgebiet der andern Vertragspartei zu liefern oder anzubieten, es sei denn, dass letztere vorher ihre ausdrückliche Zustimmung gibt.

3.	**Versorgungssicherheit** *Sécurité de l'approvisionnement*
3.1.	**Bestimmungen zur Sicherheit (qualitativ)** *Dispositions relatives à la sécurité qualitative*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
3.2.	**Bestimmungen zur Kapazität (quantitativ)** *Dispositions relatives à la capacité*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
3.3.	**Wie geht der Gesetzgeber mit möglichen Kapazitätsengpässen um?** *Comment règle-t-on la problématique des goulots d'étranglement de capacité?*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
3.4.	**Andere Leistungsaufträge im Zusammenhang mit der Versorgungssicherheit** *Autres mandats de prestations en rapport avec la sécurité de l'approvisionnement*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Gesetz über den zivilen Schutz der Bevölkerung und der Kulturgüter** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
3.5.	**Sieht das kantonale Recht Regelungen vor, wie diese gesetzlichen Aufträge zur Herstellung der Versorgungssicherheit sichergestellt werden?** *Le droit cantonal contient-il des règles sur la manière dont ces mandats légaux relatifs à la sécurité de l'approvisionnement sont assurés?*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
4.	**Sonderbestimmungen für bestimmte Regionen** *Dispositions spéciales pour certaines régions*
4.1.	**Differenzierte Behandlung bestimmter Regionen innerhalb des Kantons** *Traitement différencié de certaines régions dans le canton*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
4.2.	**Preissolidarität oder anderweitige Ausgleichsmechanismen für bestimmte Gebietsteile: Erwähnung des Mechanismus in den Rechtsgrundlagen?** *Solidarité des prix ou autres mécanismes de compensation pour des parties de territoire déterminées: mention du mécanisme dans les bases juridiques?*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
5.	**Anschlusspflicht und Anschlussbedingungen** *Obligation de raccordement et conditions de raccordement*
5.1	**Anschlusspflicht** *Obligation de raccordement*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.

5.2	**Anschlussbedingungen** *Conditions de raccordement*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
5.3	**Regelungen über die Kosten des Anschlusses** *Règles sur les frais de raccordement*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
6.	**Kantonale Bestimmungen betreffend das Verhältnis zum Stromkunden** *Dispositions cantonales concernant les relations avec les consommateurs d'électricité*
6.1.	**Finden sich kantonale Bestimmungen zum Rechtsverhältnis zwischen Stromlieferant und Stromkunden?** *Existe-t-il des dispositions cantonales concernant le rapport de droit entre le fournisseur d'électricité et le consommateur?*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
6.2.	**Wird dem Kunden eine Lieferantenauswahl gewährt?** *Le libre choix du fournisseur est-il accordé au client?*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
6.3.	**Gibt das kantonale Recht Vorgaben für die Preisbedingungen?** *Le droit cantonal contient-il des normes relatives aux conditions de prix?*
	§ 14 Energiegesetz Die Tarife für den Verkauf von leitungsgebundener Energie bedürfen der Genehmigung des Regierungsrates. (Abs. 1) Die Genehmigung wird erteilt, wenn die Tarifstruktur eine sparsame und sinnvolle Nutzung der leitungsgebundenen Energie sowie die Verwendung erneuerbarer Energie fördert. (Abs. 2)
6.4.	**Gibt das kantonale Recht Vorgaben für die Ausgestaltung der Stromlieferung?** *Le droit cantonal contient-il des normes sur l'arrangement de la fourniture d'électricité?*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
6.5.	**Äussert sich das kantonale Recht zur Möglichkeit des «Abhängens» von Stromkunden?** *Le droit cantonal se prononce-t-il sur la possibilité d'abandonner des consommateurs d'électricité?*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
6.6.	**Äussert sich das kantonale Recht zu Haftungsfragen?** *Le droit cantonal se prononce-t-il sur des questions de responsabilité?*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.

II.	**Versorgungsplanung** *Planification de l'approvisionnement*
1.	**Allgemeines** *Généralités*
	§ 115 Abs. 2 KV Der Kanton erlässt ein Konzept, das die Grundsätze der kantonalen Energiepolitik enthält. Er wirkt darauf hin, dass auf dem Kantonsgebiet oder in dessen Nachbarschaft keine Atomkraftwerke nach dem Prinzip der Kernspaltung, Aufbereitungsanlagen für Kernbrennstoffe und Lagerstätten für mittel- und hochradioaktive Rückstände errichtet werden. **Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **§ 8 – 11 Raumplanungs- und Baugesetz** **§ 4 Verordnung zum Raumplanungs- und Baugesetz** (Bestimmungen über den kantonalen Richtplan) **§ 14 Raumplanungs- und Baugesetz** (Bestimmung über den kommunalen Richtplan)
2.	**Zielsetzungsbestimmungen** *Dispositions relatives à l'objectif*
	Indirekt § 115 Abs. 2 KV Der Kanton erlässt ein Konzept, das die Grundsätze der kantonalen Energiepolitik enthält. Er wirkt darauf hin, dass auf dem Kantonsgebiet oder in dessen Nachbarschaft keine Atomkraftwerke nach dem Prinzip der Kernspaltung, Aufbereitungsanlagen für Kernbrennstoffe und Lagerstätten für mittel- und hochradioaktive Rückstände errichtet werden.
3.	**Planung der Elektrizitätsversorgung** *Planification de l'approvisionnement en électricité*
3.1.	**Wer ist Planungsträger?** *Qui est responsable de la planification?*
	§ 115 Abs. 2, 1. Satz KV Der **Kanton** erlässt ein Konzept, das die Grundsätze der kantonalen Energiepolitik enthält.
3.2.	**Auf welcher Ebene?** *À quel niveau?*
	Makroplanung **Indirekt § 115 Abs. 2, 1. Satz Verfassung** Der Kanton erlässt ein Konzept, das die Grundsätze der kantonalen Energiepolitik enthält.
3.3.	**Wo und wie äussert sich das kantonale Recht zur Arbeitsteilung zwischen Kanton und Gemeinden?** *Comment le droit cantonal règle-t-il la répartition des tâches entre le canton et les communes?*
	Verfassung Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.

3.4.	**Wo und wie äussert sich das kantonale Recht zur Behandlung von Interessenkonflikten zwischen Kanton, Gemeinden und Versorgungsunternehmen (insbesondere mit Bezug auf die Frage des Ausbaus von netz- bzw. leitungsgebundenen Energiesystemen)?** *Où et comment le droit cantonal traite-t-il des conflits d'intérêts entre un canton, des communes et des entreprises d'approvisionnement (en particulier en ce qui concerne le développement des systèmes énergétiques par réseau ou par conduites)?*
	§ 12 Abs. 2 lit. e Energiegesetz Der Konzessionsvertrag regelt insbesondere das Verfahren bei Streitigkeiten.
III.	**Spezialregelung für kantonseigene oder konzessionnierte Wasserkraft- und Elektrizitätswerke** *Règlementation spéciale pour les centrales électriques ou les entreprises d'électricité du canton ou concessionnées*
1.	**Rechtsgrundlagen** *Bases juridiques*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
2.	**Rechtsform** *Forme juridique*

3.	**Gebiets- und Versorgungsmonopol** *Monopole d'approvisionnement et de secteur*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
4.	**Privilegierungen oder Nachteilige Verpflichtungen aus unternehmerischer Sicht?** *Privilèges ou obligations du point de vue de l'entreprise*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.

BS

I.	**«Service public»** *«Service public»*
1.	**Allgemeines** *Généralités*
1.1.	**Begriff «Service public»** *Notion de «Service public»*
1.2.	**Kantonale Bestimmungen zum «Service public»** *Dispositions cantonales relatives au «Service public»*
1.2.1.	**Legaldefinitionen und Umschreibungen des «Service public»** *Définitions légales et description du «Service public»*
	Verfassung Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **§ 1 lit. b Energiegesetz** Dieses Gesetz bezweckt, die Energieversorgung zu sichern.
1.2.2.	**Kantonale Service public-Pflichten** *Obligations relatives au «Service public» contenues dans le droit cantonal*
	IWB-Gesetz § 9: Die Versorgungsnetze werden in dem im Zonenplan ausgeschiedenen Baugebiet erstellt. (Abs. 1) Ausserhalb dieses Gebietes werden Netze erstellt, wenn öffentliche Interessen es erfordern oder wenn ein Bezüger auf die Versorgung angewiesen oder dazu verpflichtet ist und die vollen Kosten entrichtet. (Abs. 2) Damit ein Netz ausgebaut werden kann, müssen ausserdem folgende Voraussetzungen erfüllt sein: 1. Betriebliche Notwendigkeit oder 2. a) Vorhandensein genügender Energie- und Trinkwassermengen, b) genügende Leistungsfähigkeit der bisherigen Versorgungsanlagen, an die der neue Netzteil angeschlossen werden soll, und c) Wirtschaftlichkeit des neuen Netzteils. (Abs. 3) § 21: Der Kanton liefert den Benützern in den mit Versorgungseinrichtungen erschlossenen Gebieten Energie und Trinkwasser nach Massgabe der verfügbaren Menge und im Rahmen der Leistungsfähigkeit der Versorgungsanlagen.
2.	**Versorgungspflicht i.e.S.** *Obligation d'approvisionnement au sens étroit*
2.1.	**Energieversorgung als staatliche Aufgabe** *Approvisionnement en énergie en tant que tâche publique*
	Verfassung Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **IWB-Gesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.

2.2.	**Kompetenzzuteilung: Rolle des Kantons und der Gemeinden** *Attribution des compétences: rôle du canton et des communes*
	IWB-Gesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
2.3.	**Versorgungspflicht der Elektrizitätsunternehmen** *Obligation d'approvisionnement des entreprises d'électricité*
	Verfassung Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **IWB-Gesetz** § 5 Abs. 1: Die Energie- und Trinkwasserversorgung wird den industriellen Werken Basel (IWB) übertragen. § 21: Der Kanton liefert den Benützern in den mit Versorgungseinrichtungen erschlossenen Gebieten Energie und Trinkwasser nach Massgabe der verfügbaren Menge und im Rahmen der Leistungsfähigkeit der Versorgungsanlagen.
2.4.	**Bei Bestehen einer Versorgungspflicht: wie wird diese übertragen?** *Mode de transfert d'une obligation d'approvisionnement*
	Gesetz
	§ 5 IWB-Gesetz Die Energie- und Trinkwasserversorgung wird den Industriellen Werken Basel (IWB) übertragen. (Abs. 1) Die IWB sind eine Anstalt des öffentlichen Rechts mit selbständiger Verwaltung, aber ohne eigene Rechtspersönlichkeit. (Abs. 2)
2.5.	**Welche hauptsächlichen Folgen sind mit der Versorgungspflicht verknüpft?** *Principaux effets liés à l'obligation d'approvisionnement*
2.5.1.	**Welche Rechte und Pflichten hat der Versorger?** *Droits et obligations du fournisseur*
	IWB-Gesetz § 21: Der Kanton liefert den Benützern in den mit Versorgungseinrichtungen erschlossenen Gebieten Energie und Trinkwasser nach Massgabe der verfügbaren Menge und im Rahmen der Leistungsfähigkeit der Versorgungsanlagen. § 22: Der Kanton trifft im Falle von Lieferungsschwierigkeiten Vorkehren für die Aufrechterhaltung der Versorgung in der Reihenfolge der Dringlichkeit. (Abs. 1) Er berücksichtigt bei der Verteilung von Energie und Trinkwasser angemessen die den Benützern bisher gelieferten oder vertraglich zugesicherten Mengen. (Abs. 2)
2.5.2.	**Geht die Versorgungspflicht mit einer Gebietszuteilung einher?** *L'obligation d'approvisionnement va-t-elle de pair avec une attribution de secteur?*
	IWB-Gesetz § 1: Dieses Gesetz regelt die leitungsgebundene Versorgung mit Elektrizität, Gas, Fernwärme und Trinkwasser **auf dem Gebiet von Basel-Stadt**. § 5 Abs. 1: Die Energie- und Trinkwasserversorgung wird den Industriellen Werken Basel (IWB) übertragen.

2.5.3.	**Geht die Versorgungspflicht mit einem Versorgungsmonopol einher?** *L'obligation d'approvisionnement va-t-elle de pair avec un monopole d'approvisionnement?*
	§ 38d IWB-Gesetz Diese Grundsätze [Besondere Grundsätze für die Ausgestaltung der Strompreise] gelten für **in- und ausländische Anbieter**, die im Kanton Elektrizität verkaufen.
2.5.4.	**Werden damit hoheitliche Befugnisse übertragen?** *Une part de souveraineté est-elle ainsi transférée?*
	§ 28 Energiegesetz Er (der Regierungsrat) kann die Vollzugsaufgaben auf Private übertragen. **§ 47 IWB-Gesetz** Der Regierungsrat kann die Erfüllung einzelner Aufgaben der Energie- und Trinkwasserversorgung den Landgemeinden und privaten Institutionen bewilligen, wenn daran ein besonderes öffentliches Interesse besteht. Die Bestimmungen dieses Gesetzes und seiner Ausführungserlasse sind bindend. (Abs. 1) Vorbehalten sind die Energie- und die Wassernutzungsgesetzgebungen. (Abs. 2) Die Aufgabenerfüllung durch die Bewilligungsempfänger steht unter der Aufsicht des Regierungsrates. Er kann sie den IWB übertragen. (Abs. 3) Die Bewilligung kann widerrufen werden, wenn der Bewilligungsempfänger die gesetzlichen Vorschriften oder verfügte Auflagen missachtet. Eine Entschädigung ist nicht geschuldet. (Abs. 4)
2.5.5.	**Wird damit eine Kooperationspflicht (mit dem Kanton, mit anderen Kantonen, mit anderen Unternehmen) verknüpft?** *Un devoir de coopération (avec le canton, d'autres cantons ou d'autres entreprises) est-il lié à l'obligation d'approvisionnement?*
	§ 27 IWB-Gesetz Öffentlich-rechtliche Verträge mit Gemeinden ausserhalb des Kantonsgebietes über die Lieferung von Energie und Trinkwasser werden vom Regierungsrat genehmigt. (Abs. 1) Die Verträge regeln auch die Erhebung der von den Benützern dem Kanton Basel-Stadt geschuldeten Abgaben. (Abs. 2)
2.6.	**Mechanismen des kantonalen Rechts zur Sicherstellung bzw. Durchsetzung der Erfüllung der Versorgungspflicht i.e.S.** *Mécanismes du droit cantonal visant la garantie et/ou la pénétration de l'exécution de l'obligation d'approvisionnement au sens étroit*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Verordnung zum Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **§ 22 IWB-Gesetz** Der Kanton trifft im Falle von Lieferungsschwierigkeiten Vorkehren für die Aufrechterhaltung der Versorgung in der Reihenfolge der Dringlichkeit. (Abs. 1) Er berücksichtigt bei der Verteilung von Energie und Trinkwasser angemessen die den Benützern bisher gelieferten oder vertraglich zugesicherten Mengen. (Abs. 2)

2.7.	**Was gilt, wenn das kantonale Recht keine Versorgungspflicht vorsieht?** *Règles applicables si le droit cantonal ne prévoit pas d'obligation d'approvisionnement*
	--- (vgl. 2.3.)
	Ev. Gründung einer Aktiengesellschaft mit Wettbewerbverbotsklausel zu Lasten der Kantone
	Art. 14 Abs. 1 Vertrag betreffend Gründung einer Aktiengesellschaft zum Bau und Betrieb einer Wasserkraftanlage bei Birsfelden Jede der beiden Vertragsparteien verpflichtet sich, die in eigenen Werken erzeugte oder aus fremden Werken bezogene Energie weder direkt noch indirekt in das Absatzgebiet der andern Vertragspartei zu liefern oder anzubieten, es sei denn, dass letztere vorher ihre ausdrückliche Zustimmung gibt.
3.	**Versorgungssicherheit** *Sécurité de l'approvisionnement*
3.1.	**Bestimmungen zur Sicherheit (qualitativ)** *Dispositions relatives à la sécurité qualitative*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **§ 45 Verordnung zum Energiegesetz** Für Energielieferungen mit tages- und jahreszeitlichen Schwankungen wird die **Qualität** und die Bewertung der ins öffentliche Stromnetz gelieferten elektrischen Energie durch Tarifzeiten bestimmt und ein nach Tarifzeiten differenzierter Preis vergütet. (Abs. 1) Die Basis für die Bestimmung der Tarifzeiten und der Vergütungsansätze in den einzelnen Tarifzonen sind einerseits der Leistungsbedarf im IWB-Stromnetz und die Strombeschaffungskosten der Industriellen Werke Basel für gleichwertige Energie. (Abs. 2) Spezifische objektbezogene Aufwendungen, die für die Verwertung der Energie notwendig sind, können berücksichtigt werden. (Abs. 3) Eine Energielieferung ist von durchschnittlicher Qualität, wenn sie tages- und jahreszeitlich mit gleichmässiger Leistung erfolgt. (Abs. 4) **§ 21 IWB-Gesetz** Der Kanton liefert den Benützern in den mit Versorgungseinrichtungen erschlossenen Gebieten Energie und Trinkwasser nach Massgabe der verfügbaren Menge und im Rahmen der Leistungsfähigkeit der Versorgungsanlagen. **§ 56 Verordnung über die Abgabe von Elektrizität** Die IWB liefern Elektrizität nach Massgabe der gesetzlichen Bestimmungen. (Abs. 1) Die IWB setzen für die Energielieferung Stromart, Spannung, Frequenz und Art der Schutzmassnahmen fest. (Abs. 2) Die Energielieferung erfolgt in der Regel ununterbrochen und innerhalb der üblichen vom Schweizerischen Elektrotechnischen Verein normierten Toleranzen für Spannung und Frequenz. (Abs. 3) Sollte der weitere Ausbau der Versorgungsanlagen einen Wechsel in der Spannung bedingen, so ist dieser vom Hauseigentümer bzw. Benützer zu dulden. (Abs. 4) Macht die Änderung der Spannung eine Anpassung der Einrichtungen oder der

	Apparate erforderlich, so können die IWB angemessene Beiträge an die Umstellung entrichten. (Abs. 5)
3.2.	**Bestimmungen zur Kapazität (quantitativ)** *Dispositions relatives à la capacité*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **IWB-Gesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
3.3.	**Wie geht der Gesetzgeber mit möglichen Kapazitätsengpässen um?** *Comment règle-t-on la problématique des goulots d'étranglement de capacité?*
	§ 22 IWB-Gesetz Der Kanton trifft im Falle von Lieferungsschwierigkeiten Vorkehren für die Aufrechterhaltung der Versorgung in der Reihenfolge der Dringlichkeit. (Abs. 1) Er berücksichtigt bei der Verteilung von Energie und Trinkwasser angemessen die den Benützern bisher gelieferten oder vertraglich zugesicherten Mengen. (Abs. 2) **§ 23 Verordnung zum Energiegesetz** Zur Vermeidung von Netzüberlastungen oder zur Begrenzung des Spitzenenergieverbrauchs können die Netzbetreiber verlangen, dass folgende Hausinstallationen an eine von ihnen steuerbare Schaltanlage angeschlossen werden: a) elektrische Boiler, Waschmaschinen, Wäschetrockner und andere Geräte mit elektrischer Heizung; b) elektrische Anlagen, die nur mit Ausnahmebewilligungen installiert werden dürfen. Regelmässige Unterbrechungen der Energiezufuhr sind in den Anschlussbewilligungen festzuhalten. Spätere Änderungen sind öffentlich oder persönlich anzukündigen. (Abs. 2) Weitergehende Beschränkungen bei Versorgungsschwierigkeiten oder in Notfällen bleiben vorbehalten. (Abs. 3)
3.4.	**Andere Leistungsaufträge im Zusammenhang mit der Versorgungssicherheit** *Autres mandats de prestations en rapport avec la sécurité de l'approvisionnement*
	§ 22 IWB-Gesetz Der Kanton trifft im Falle von Lieferungsschwierigkeiten Vorkehren für die Aufrechterhaltung der Versorgung in der Reihenfolge der Dringlichkeit. (Abs. 1) Er berücksichtigt bei der Verteilung von Energie und Trinkwasser angemessen die den Benützern bisher gelieferten oder vertraglich zugesicherten Mengen. (Abs. 2) **Verordnung betreffend den Vollzug des Bundesgesetzes über die wirtschaftliche Landesversorgung (LVG)** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
3.5.	**Sieht das kantonale Recht Regelungen vor, wie diese gesetzlichen Aufträge zur Herstellung der Versorgungssicherheit sichergestellt werden?** *Le droit cantonal contient-il des règles sur la manière dont ces mandats légaux relatifs à la sécurité de l'approvisionnement sont assurés?*
	§ 2 lit. g IWB-Verordnung Die *IWB* sind in allen vom Gesetz oder in anderen Verordnungen ausdrücklich bezeichneten Bereichen sowie für folgende Aufgaben zuständig: ...

	g) Vorkehren für die Aufrechterhaltung der Versorgung im Falle von Lieferungsschwierigkeiten, unter Vorbehalt der Beschlüsse übergeordneter Organe (§ 22 Abs. 1 IWB-Gesetz);
4.	**Sonderbestimmungen für bestimmte Regionen** *Dispositions spéciales pour certaines régions*
4.1.	**Differenzierte Behandlung bestimmter Regionen innerhalb des Kantons** *Traitement différencié de certaines régions dans le canton*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **IWB-Gesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
4.2.	**Preissolidarität oder anderweitige Ausgleichsmechanismen für bestimmte Gebietsteile: Erwähnung des Mechanismus in den Rechtsgrundlagen?** *Solidarité des prix ou autres mécanismes de compensation pour des parties de territoire déterminées: mention du mécanisme dans les bases juridiques?*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Verordnung zum Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **IWB-Gesetz** Keine einschlägigen Bestimmunge auffindbar. **Verordnung betreffend Elektrizitätstarife** § 1. Haushalttarife (H/HA) 1.1 Anwendung Dieser Tarif für den Bezug elektrischer Energie in Niederspannung gilt für Haushaltungen und für allgemein genutzte Anlagen in Mehrfamilienhäusern, kollektive Haushaltungen (Heime und dgl. sowie Appartmenthäusern) mit gemeinsamen Zählern, in der Regel mit Bezügersicherungen bis und mit 80 A. 1.2 Tarifgestaltung Die Tarife für die bezogene Energie bestehen nur aus Einheitspreisen in Rp./kWh, die nach Zeitzonen differenziert werden können. Für Bezugsstellen ohne oder mit sehr geringem Energieverbrauch werden Minimalpreise (Sockelpreise) verrechnet, um die administrativen Aufwendungen für Ablesung und Rechnungsstellung und die Kosten für die Messeinrichtung zu decken. 1.2.1 Einheitspreise Einfachtarif 19,5 Rp./kWh Minimalpreis pro Monat Fr. 4.– / Monat Doppeltarif Hochtarif 22,0 Rp./kWh Niedertarif 7,0 Rp./kWh Minimalpreis pro Monat Fr. 8.– / Monat 1.3 Besondere Bestimmungen Der Doppeltarif wird grundsätzlich für alle Anlagen zugelassen. Die IWB legen fest, welche Anlagen mit einem wesentlichen Verbrauch in der Niedertarifzeit mit einer Steuerung ausgerüstet werden müssen (z.B. Steuerung der Aufheizzeit von Boilern ab 75 l Inhalt).

§ 2. Gewerbe-Kleinbezügertarif (GK)

2.1 Anwendung

Dieser Tarif für den Bezug elektrischer Energie in Niederspannung gilt für Industrie-, Gewerbe- und Dienstleistungsbetriebe, in der Regel mit Bezügersicherungen bis und mit 80 A.

2.2 Tarifgestaltung

Die Tarife für die bezogene Energie bestehen nur aus Einheitspreisen in Rp./kWh, die nach Zeitperioden differenziert werden können. Für Bezugsstellen ohne oder mit sehr geringem Energieverbrauch werden Minimalpreise (Sockelpreise) verrechnet, um die administrativen Aufwendungen für Ablesung und Rechnungsstellung und die Kosten für die Messeinrichtung zu decken.

2.2.1 Einheitspreise

Einfachtarif	15,7 Rp./kWh
Minimalpreis pro Monat	Fr. 4.– / Monat
Doppeltarif	
Hochtarif	17,7 Rp./kWh
Niedertarif	5,7 Rp./kWh
Minimalpreis pro Monat	Fr. 8.– / Monat

2.3 Besondere Bestimmungen

Der Doppeltarif wird grundsätzlich für alle Anlagen zugelassen. Die IWB legen fest, welche Anlagen mit einem wesentlichen Verbrauch in der Niedertarifzeit mit einer Steuerung ausgerüstet werden müssen (z.B. Steuerung der Aufheizzeit von Boilern ab 75 l Inhalt).

§ 3. Niederspannungs-Einheitstarif (GN)

3.1 Anwendung

Dieser Tarif gilt in der Regel für den Bezug elektrischer Energie in Niederspannung mit Bezügersicherungen von mehr als 80 A (ausgenommen sind temporäre Anlagen gemäss § 4).

3.2 Tarifgestaltung

Der Tarif GN ist ein Leistungspreistarif, er besteht aus Grundpreisen für die gemessenen Höchstleistungen und Einheitspreisen in Fr./kW/Monat und Einheitspreisen für die bezogene Energie in Rp./kWh.

3.2.1 Grundpreise

für die im Rechnungsmonat beanspruchte viertelstündige Höchstleistung

Sommer	Fr. 7.–/kW/Monat
Winter	Fr. 9.10/kW/Monat
Minimaler Grundpreis pro Monat	Fr. 40.– / Monat

3.2.2 Einheitspreise

Hochtarif	Sommer	12,0 Rp./kWh
	Winter	15,4 Rp./kWh
Niedertarif	Sommer	5,1 Rp./kWh
	Winter	7,5 Rp./kWh

3.3 Besondere Bestimmungen

Für Bezügersicherungen von 100 A wird eine einfache, indirekte Messeinrichtung eingesetzt. (Abs. 1)

Falls die Bezügersicherungen grösser als 100 A sind, wird zusätzlich der Blind-

energiebezug gemessen. (Abs. 2)

§ 4. Einheitstarif für Baustellen und ähnliche temporäre Anlagen (B)

4.1 Anwendung

Dieser Tarif gilt für Baustellen und ähnliche temporäre Anlagen.

4.2 Tarifgestaltung

Die Tarife für die bezogene Energie bestehen aus Einheitspreisen in Rp./kWh, die nach Zeitzonen differenziert werden können. Für Bezugsstellen ohne oder mit sehr geringem Energieverbrauch werden Minimalpreise (Sockelpreise) verrechnet, um die administrativen Aufwendungen für Ablesung und Rechnungsstellung und die Kosten für die Messeinrichtung zu decken.

4.2.1 Einheitspreise

Einfachtarif	15,7 Rp./kWh
Minimalpreis pro Monat	Fr. 4.– / Monat

4.3 Besondere Bestimmungen

Die Kosten der Montage und Demontage der Messeinrichtungen werden von den Industriellen Werken Basel zusätzlich verrechnet. (Abs. 1)

Falls die Bezügersicherungen grösser als 100 A sind, wird eine indirekte Messeinrichtung eingesetzt. (Abs. 2)

§ 5. Lichttarif (L), Krafttarif (K), Wärmetarif (W)

5.1 Anwendung

Diese Tarife gelten für Haushalt, Gewerbe und Industrie mit getrennter Messung des Energiebezuges nach Licht-, Kraft- und Wärmetarif. (Abs. 1)

Für Neuinstallationen werden diese Tarife nicht mehr bewilligt. (Abs. 2)

5.2 Tarifgestaltung

Die Tarife für die bezogene Energie bestehen aus Einheitspreisen in Rp./kWh, die nach Zeitzonen differenziert werden können. Für Bezugsstellen ohne oder mit sehr geringem Energieverbrauch werden Minimalpreise (Sockelpreise) verrechnet, um die administrativen Aufwendungen für Ablesung und Rechnungsstellung und die Kosten für die Messeinrichtung zu decken.

5.2.1 Einheitspreise

Einfachtarif	15,7 Rp./kWh
Minimalpreis pro Monat	Fr. 4.– / Monat
Doppeltarif	
Hochtarif	17,7 Rp./kWh
Niedertarif	5,7Rp./kWh
Minimalpreis pro Monat	Fr. 8.– / Monat

5.3 Besondere Bestimmungen

Die Tarife L, K oder W werden nach Installationsänderungen oder auf Antrag aufgehoben und durch den Tarif H, HA,GK oder GN ersetzt. (Abs. 1)

Wenn anlässlich der Aufhebung mehr als eine Messeinrichtung pro Abonnement vorhanden ist, entscheiden die IWB über die definitive Anzahl. Die Kosten der allenfalls notwendigen Installationsänderungen werden von den IWB nicht übernommen. (Abs. 2)

§ 6. Pauschaltarife

Neue Pauschalabonnemente werden in der Regel nicht mehr bewilligt. (Abs. 1)

	Die Pauschaltarife errechnen sich aus den Einheitspreisen der anwendbaren Tarife und der maximal beziehbaren Energie. (Abs. 2) Die Auswechslung eines pauschal angeschlossenen Verbrauchers durch einen anderen ist nur aufgrund einer im voraus erteilten Bewilligung der IWB zulässig. Allenfalls verfügen sie den Anschluss an eine Zähleinrichtung. Die Kosten der Installationsänderungen werden von den IWB nicht übernommen. (Abs. 3) § 7. Spezialtarife Für Grossbezüger oder für Betriebe mit einer stark von der Norm abweichenden Bezugscharakteristik können die IWB besondere Energielieferungsverträge abschliessen. § 8. Allgemeine Bedingungen 8.1 Hoch- und Niedertarife Der Hochtarif wird von Montag bis Freitag von 06.00 Uhr bis 20.00 Uhr angewendet, der Niedertarif während der restlichen Zeit. 8.2 Sommer-Winter-Zeitzonen Die Sommerperiode beginnt nach der Ablesung im April / Anfang Mai und endet mit der Ablesung im September / Anfang Oktober. 8.3 Bestimmung der Höchstleistung Die beanspruchte viertelstündige Höchstleistung wird monatlich und nur während der Hochtarifzeit ermittelt. (Abs. 1) Bei Bezügern mit saisonaler Ablesung werden die monatlichen Leistungswerte im Maximumzähler addiert und gesamthaft verrechnet. (Abs. 2) 8.4 Blindenergiebezug Ist der Leistungsfaktor grösser als 50% des Wirkenergiebezuges, so wird der die Hälfte des Wirkenergiebezuges übersteigende Blindenergiebezug mit 2,6 Rp./Kvarh in Rechnung gestellt. 8.5 Messeinrichtungen Die IWB stellen in der Regel je Tarifart und Spannung nur eine, von ihnen ausgewählte Messeinrichtung zur Verfügung. (Abs. 1) Werden zusätzliche Messeinrichtungen verlangt und von den IWB bewilligt, so werden sie von den IWB eingerichtet und auf Kosten der Auftraggeberin oder des Auftraggebers betrieben. (Abs. 2) 8.6 Verrechnung Auf allen IWB-Tarifen wird zusätzlich die Mehrwertsteuer erhoben. (Abs. 1) Gemäss Energiegesetz vom 9. September 1998 § 16 erhebt der Kanton zusätzlich zu den IWB-Tarifen einen Strompreiszuschlag. (Abs. 2) Gemäss Energiegesetz vom 9. September 1998 §§ 17–27 erhebt der Kanton zusätzlich zu den IWB-Tarifen eine Lenkungsabgabe auf dem Stromverbrauch und verwendet die Erträge für die Ausrichtung eines verbrauchsunabhängigen Strompreisbonus. (Abs. 3) Die neuen Tarife sind beginnend mit der Abrechnungsperiode, welche auf den Rechnungsmonat März 1999 folgt, anzuwenden. Die Tarife für Abrechnungsperioden, die früher begonnen haben, werden ermittelt, indem ein gleichmässiger Verbrauch vorausgesetzt und dieser in einen Anteil vor dem 1. April 1999 und in einen Anteil nach dem 31. März 1999 aufgeteilt wird. (Abs. 4)

5.	**Anschlusspflicht und Anschlussbedingungen** *Obligation de raccordement et conditions de raccordement*
5.1	**Anschlusspflicht** *Obligation de raccordement*
	§ 13 IWB-Gesetz Alle Grundstücke, die nach dem massgebenden Recht **zur Überbauung bestimmt sind**, müssen an die Energie- und Trinkwasserversorgungsnetze angeschlossen werden. (Abs. 1) **Ausnahmen** sind zulässig in Fällen privater Versorgungsanlagen, die den gesetzlichen Anforderungen genügen; sie werden vom zuständigen Departement bewilligt. (Abs. 2)
5.2	**Anschlussbedingungen** *Conditions de raccordement*
	§ 14 IWB-Gesetz Die Versorgungsnetze und -anlagen, die Anschlussleitungen bis zur Übergabestelle und die Messeinrichtungen werden vom Kanton erstellt und unterhalten. (Abs. 1) Sie stehen im Eigentum des Kantons. (Abs. 2) Bei Erstellung und Unterhalt ist den berechtigten Interessen der Grundeigentümer Rechnung zu tragen. (Abs. 3)
5.3	**Regelungen über die Kosten des Anschlusses** *Règles sur les frais de raccordement*
	IWB-Gesetz § 18: Die Kosten für Erstellung, Erweiterung, Unterhalt, Abbruch und Erneuerung der Anschlussleitungen von der Parzellengrenze bis zur Übergabestelle gehen, unter Vorbehalt von § 10, zu Lasten des Grundeigentümers. (Abs. 1) Ferner kann ein Teil der Kosten für die Erstellung und die Erweiterung des Versorgungsnetzes infolge eines neuen oder zu verstärkenden Anschlusses den betreffenden Grundeigentümern belastet werden. (Abs. 2) Die Kosten können pauschal berechnet werden. (Abs. 3) Der Regierungsrat bestimmt die Fälligkeitstermine durch Verordnung. (Abs. 4) § 19: Die Erstellung des Anschlusses kann von der Vorauszahlung eines Teils der Anschlusskosten abhängig gemacht werden. § 20: Der Grundeigentümer, der die Verlegung oder Entfernung von Anschlussleitungen veranlasst, hat hiefür die ganzen Kosten zu tragen.
6.	**Kantonale Bestimmungen betreffend das Verhältnis zum Stromkunden** *Dispositions cantonales concernant les relations avec les consommateurs d'électricité*
6.1.	**Finden sich kantonale Bestimmungen zum Rechtsverhältnis zwischen Stromlieferant und Stromkunden?** *Existe-t-il des dispositions cantonales concernant le rapport de droit entre le fournisseur d'électricité et le consommateur?*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Verordnung zum Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **IWB-Gesetz** § 25: Das Verhältnis zwischen Benützer und Kanton ist öffentlichrechtlich. (Abs.

	1) Ausser Grundeigentümern können namentlich Mieter und Unternehmer das Benützungsverhältnis eingehen. (Abs. 2) § 26: Das Benützungsverhältnis beginnt mit der Erteilung der Anschlussbewilligung oder spätestens mit dem Bezug von Energie und Trinkwasser. (Abs. 1) Die Benützer sind verpflichtet, sich bei den IWB rechtzeitig an- und abzumelden. (Abs. 2) **Verordnung betreffend die Abgabe von Elektrizität** § 56: Die IWB liefern Elektrizität nach Massgabe der gesetzlichen Bestimmungen. (Abs. 1) Die IWB setzen für die Energielieferung Stromart, Spannung, Frequenz und Art der Schutzmassnahmen fest. (Abs. 2) Die Energielieferung erfolgt in der Regel ununterbrochen und innerhalb der üblichen vom Schweizerischen Elektrotechnischen Verein normierten Toleranzen für Spannung und Frequenz. (Abs. 3) Sollte der weitere Ausbau der Versorgungsanlagen einen Wechsel in der Spannung bedingen, so ist dieser vom Hauseigentümer bzw. Benützer zu dulden. (Abs. 4) Macht die Änderung der Spannung eine Anpassung der Einrichtungen oder der Apparate erforderlich, so können die IWB angemessene Beiträge an die Umstellung entrichten. (Abs. 5) § 57: Das Benützungsverhältnis beginnt mit der Eingabe der Fertigmeldung durch den Installateur oder spätestens mit dem Bezug von Elektrizität bzw. mit dem Datum der Montage der Messeinrichtung oder zu einem vertraglich abgemachten Zeitpunkt. Es endet an dem in der schriftlichen Abmeldung angegebenen Datum. (Abs. 1) Die Benützer haben den IWB jeden Wechsel spätestens eine Woche im voraus, unter Angabe der alten und neuen Adresse sowie des Zeitpunkts des Wechsels, mitzuteilen. (Abs. 2) Geht bei einem Benützerwechsel keine Meldung ein oder erfolgt sie verspätet, so haftet der fehlbare Benützer für den Verbrauch der elektrischen Energie bis zur nächsten Ablesung. (Abs. 3) Für den Bezug von Elektrizität in leerstehenden Räumen sowie die Entrichtung allfälliger Gebühren leerstehender Mieträume und unbenützter Anlagen ist der Grund- bzw. Hauseigentümer den IWB gegenüber haftbar. (Abs. 4) § 58: Die bezogene Elektrizität darf nur zu den im Tarif oder im Energieliefervertrag festgelegten Zwecken verwendet werden. § 59: Die IWB können die Lieferung von Elektrizität in folgenden Fällen einschränken oder vorübergehend einstellen: a) Ausführung von Unterhalts- und Erweiterungsarbeiten; b) Betriebsstörungen oder deren Folgestörungen; c) Mangel an Elektrizität; d) höhere Gewalt; e) andere aussergewöhnliche Ereignisse. § 60: Die IWB können die Lieferung von Elektrizität in folgenden Fällen verweigern: a) wenn der Benützer trotz Ermahnung Einrichtungen verwendet, die den geltenden Vorschriften nicht entsprechen;

	b) wenn der Benützer rechts- oder tarifwidrig Elektrizität bezieht; c) wenn den IWB oder deren Beauftragten trotz Ermahnung der durch diese Verordnung geregelte Zutritt, insbesondere zu den elektrischen Anlagen, den Messeinrichtungen und den Hausinstallationen, verweigert oder verunmöglicht wird; d) wenn nach der zweiten Mahnung eine rechtskräftig festgesetzte Gebühr nicht bezahlt wird, sofern die Einstellung der Lieferung für Dritte, die in keinem Benützungsverhältnis zum Kanton stehen, keine unzumutbare Härte bedeutet. (Abs. 1) Die Einstellung der Lieferung von Elektrizität befreit den Benützer nicht von der Erfüllung aller Verbindlichkeiten gegenüber den IWB. (Abs. 2) § 61: Die Benützer haben unter Vorbehalt abweichender Bestimmungen keinen Anspruch auf Entschädigung für mittelbaren oder unmittelbaren Schaden, der ihnen aus Spannungs- oder Frequenzabweichungen irgendwelcher Art und Grösse sowie aus Einschränkung oder Verweigerung der Lieferung von Elektrizität erwächst.
6.2.	**Wird dem Kunden eine Lieferantenauswahl gewährt?** *Le libre choix du fournisseur est-il accordé au client?*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Verordnung zum Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Indirekt § 38d IWB-Gesetz** Diese Grundsätze gelten für in- und ausländische Anbieter, die im Kanton Elektrizität verkaufen.
6.3.	**Gibt das kantonale Recht Vorgaben für die Preisbedingungen?** *Le droit cantonal contient-il des normes relatives aux conditions de prix?*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Verordnung zum Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **IWB-Gesetz** § 33: Die Preise für jedes Produkt bemessen sich nach den jeweiligen Aufwendungen. (Abs. 1) Zu den Aufwendungen zählen der Betrieb und Unterhalt der Anlagen, der Ankauf von Energie und Trinkwasser, die Verzinsung und Abschreibungen sowie die Absicherung von Risiken. (Abs. 2) § 34: Die Preise sollen so bemessen werden, dass die Einnahmen die Aufwendungen der Versorgung insgesamt decken. (Abs. 1) Die Unterdeckung der Aufwendungen für einzelne Produkte ist zulässig, sofern dies zur Erhaltung der Konkurrenzfähigkeit im Interesse des Umweltschutzes notwendig ist. (Abs. 2) Einzelne Produkte dürfen zu folgenden Zwecken stärker belastet werden: a) Ausgleich der Kosten zwischen den einzelnen Produkten (§ 34 Abs. 2); b) Ermöglichung des Überschusses (§ 7a); c) Strompreiszuschlag gemäss § 16 des Energiegesetzes. (Abs. 3) § 35: Die Preise der einzelnen Produkte bestehen aus einem Grundpreis und einem Einheitspreis.

	§ 36: Die Grundpreise werden aufgrund eines der folgenden Kriterien festgelegt: a) installierte Leistung, b) gemessene Leistung, c) Zählergrösse. (Abs. 1) Für Benützer mit geringem Verbrauch kann der Grundpreis pauschaliert werden. (Abs. 2) § 37: Die Einheitspreise werden aufgrund folgender Bezugskriterien festgelegt: a) Art, b) Tageszeit, c) Jahreszeit. § 38: Für besondere Formen der Energie- und Trinkwasserbereitstellung, welche einen ausserordentlichen technischen oder wirtschaftlichen Aufwand erfordern, kann ein zusätzlicher, einmaliger oder wiederkehrender Betrag erhoben werden. § 38a: Grundpreise dürfen nur als Leistungspreise für industrielle und gewerbliche Bezüger erhoben werden. (Abs. 1) Sockeltarife, die an die Gebühr angerechnet werden, sind für alle Benützer zulässig. (Abs. 2) Die Einheitspreise sind verbrauchsunabhängig zu gestalten. (Abs. 3) § 38b: Soweit technisch möglich sollen Wintertarife höher sein als Sommertarife. § 38c: Tarifordnungen sind öffentlich. § 38d: Diese Grundsätze gelten für in- und ausländische Anbieter, die im Kanton Elektrizität verkaufen. **Verordnung über die Abgabe von Elektrizität** § 62: Die Rechnungsstellung für die gelieferte Elektrizität erfolgt nach den in der jeweils gültigen Verordnung festgelegten Ansätzen. (Abs. 1) Im Falle von Anlagen, für die der Aufwand einer Messeinrichtung im Verhältnis zu den Einnahmen aus dem Energiebezug zu gross ist, können die IWB die Elektrizität zu einem Pauschalpreis abgeben. Jede Änderung des im Pauschalvertrag festgelegten Anschlusswertes ist den IWB im voraus schriftlich zu melden. (Abs. 2) § 63: Die Rechnungsstellung an die Benützer erfolgt in regelmässigen, von den IWB festzulegenden Zeitabständen. Ablesungen ausserhalb derselben erfolgen in der Regel nur bei Benützerwechsel. § 64: Benützer, die von den IWB bezogene Elektrizität an Dritte abgeben, dürfen nicht mehr verlangen, als die in der Tarifverordnung der IWB festgelegten Preisansätze. **Verordnung betreffend Elektrizitätstarife**
6.4.	**Gibt das kantonale Recht Vorgaben für die Ausgestaltung der Stromlieferung?** *Le droit cantonal contient-il des normes sur l'arrangement de la fourniture d'électricité?*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Verordnung zum Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **IWB-Gesetz** § 21: Der Kanton liefert den Benützern in den mit Versorgungseinrichtungen erschlossenen Gebieten Energie und Trinkwasser nach Massgabe der verfügbaren

	Menge und im Rahmen der Leistungsfähigkeit der Versorgungsanlagen. § 22: Der Kanton trifft im Falle von Lieferungsschwierigkeiten Vorkehren für die Aufrechterhaltung der Versorgung in der Reihenfolge der Dringlichkeit. (Abs. 1) Er berücksichtigt bei der Verteilung von Energie und Trinkwasser angemessen die den Benützern bisher gelieferten oder vertraglich zugesicherten Mengen. (Abs. 2) § 23: Unterbrechungen der Versorgung infolge notwendiger Arbeiten, höherer Gewalt, Mangel an Energie und Trinkwasser oder anderer aussergewöhnlicher Ereignisse sowie durch Betriebsstörungen geben keinen Anspruch auf Entschädigung. § 24: Die Lieferung von Energie und Trinkwasser kann eingestellt werden, a) wenn nach der zweiten Mahnung eine rechtskräftig festgesetzte Gebühr nicht bezahlt wird, sofern die Einstellung der Lieferung für Dritte, die in keinem Benützungsverhältnis zum Kanton stehen, keine unzumutbare Härte bedeutet; b) wenn der Benützer die geltenden Vorschriften über die Versorgung mit Energie und Trinkwasser verletzt. **Verordnung über die Abgabe von Elektrizität** § 56: Die IWB liefern Elektrizität nach Massgabe der gesetzlichen Bestimmungen. (Abs. 1) Die IWB setzen für die Energielieferung Stromart, Spannung, Frequenz und Art der Schutzmassnahmen fest. (Abs. 2) Die Energielieferung erfolgt in der Regel ununterbrochen und innerhalb der üblichen vom Schweizerischen Elektrotechnischen Verein normierten Toleranzen für Spannung und Frequenz. (Abs. 3) Sollte der weitere Ausbau der Versorgungsanlagen einen Wechsel in der Spannung bedingen, so ist dieser vom Hauseigentümer bzw. Benützer zu dulden. (Abs. 4) Macht die Änderung der Spannung eine Anpassung der Einrichtungen oder der Apparate erforderlich, so können die IWB angemessene Beiträge an die Umstellung entrichten. (Abs. 5) § 57: Das Benützungsverhältnis beginnt mit der Eingabe der Fertigmeldung durch den Installateur oder spätestens mit dem Bezug von Elektrizität bzw. mit dem Datum der Montage der Messeinrichtung oder zu einem vertraglich abgemachten Zeitpunkt. Es endet an dem in der schriftlichen Abmeldung angegebenen Datum. (Abs. 1) Die Benützer haben den IWB jeden Wechsel spätestens eine Woche im voraus, unter Angabe der alten und neuen Adresse sowie des Zeitpunkts des Wechsels, mitzuteilen. (Abs. 2) Geht bei einem Benützerwechsel keine Meldung ein oder erfolgt sie verspätet, so haftet der fehlbare Benützer für den Verbrauch der elektrischen Energie bis zur nächsten Ablesung. (Abs. 3) Für den Bezug von Elektrizität in leerstehenden Räumen sowie die Entrichtung allfälliger Gebühren leerstehender Mieträume und unbenützter Anlagen ist der Grund- bzw. Hauseigentümer den IWB gegenüber haftbar. (Abs. 4) § 58: Die bezogene Elektrizität darf nur zu den im Tarif oder im Energieliefervertrag festgelegten Zwecken verwendet werden. § 59: Die IWB können die Lieferung von Elektrizität in folgenden Fällen einschränken oder vorübergehend einstellen: Ausführung von Unterhalts- und Erweiterungsarbeiten; Betriebsstörungen oder deren Folgestörungen;

	Mangel an Elektrizität; höhere Gewalt; andere aussergewöhnliche Ereignisse. § 60: Die IWB können die Lieferung von Elektrizität in folgenden Fällen verweigern: a) wenn der Benützer trotz Ermahnung Einrichtungen verwendet, die den geltenden Vorschriften nicht entsprechen; b) wenn der Benützer rechts- oder tarifwidrig Elektrizität bezieht; c) wenn den IWB oder deren Beauftragten trotz Ermahnung der durch diese Verordnung geregelte Zutritt, insbesondere zu den elektrischen Anlagen, den Messeinrichtungen und den Hausinstallationen, verweigert oder verunmöglicht wird; d) wenn nach der zweiten Mahnung eine rechtskräftig festgesetzte Gebühr nicht bezahlt wird, sofern die Einstellung der Lieferung für Dritte, die in keinem Benützungsverhältnis zum Kanton stehen, keine unzumutbare Härte bedeutet. (Abs. 1) Die Einstellung der Lieferung von Elektrizität befreit den Benützer nicht von der Erfüllung aller Verbindlichkeiten gegenüber den IWB. (Abs. 2)
6.5.	**Äussert sich das kantonale Recht zur Möglichkeit des «Abhängens» von Stromkunden?** *Le droit cantonal se prononce-t-il sur la possibilité d'abandonner des consommateurs d'électricité?*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Verordnung zum Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **§ 24 IWB-Gesetz** Die Lieferung von Energie und Trinkwasser kann **eingestellt** werden, a) wenn nach der zweiten Mahnung eine rechtskräftig festgesetzte Gebühr nicht bezahlt wird, sofern die Einstellung der Lieferung für Dritte, die in keinem Benützungsverhältnis zum Kanton stehen, keine unzumutbare Härte bedeutet; b) wenn der Benützer die geltenden Vorschriften über die Versorgung mit Energie und Trinkwasser verletzt. **§ 60 Verordnung über die Abgabe von Elektrizität** Die IWB können die Lieferung von Elektrizität in folgenden Fällen **verweigern:** a) wenn der Benützer trotz Ermahnung Einrichtungen verwendet, die den geltenden Vorschriften nicht entsprechen; b) wenn der Benützer rechts- oder tarifwidrig Elektrizität bezieht; c) wenn den IWB oder deren Beauftragten trotz Ermahnung der durch diese Verordnung geregelte Zutritt, insbesondere zu den elektrischen Anlagen, den Messeinrichtungen und den Hausinstallationen, verweigert oder verunmöglicht wird; d) wenn nach der zweiten Mahnung eine rechtskräftig festgesetzte Gebühr nicht bezahlt wird, sofern die Einstellung der Lieferung für Dritte, die in keinem Benützungsverhältnis zum Kanton stehen, keine unzumutbare Härte bedeutet. (Abs. 1) Die Einstellung der Lieferung von Elektrizität befreit den Benützer nicht von der Erfüllung aller Verbindlichkeiten gegenüber den IWB. (Abs. 2)

6.6.	**Äussert sich das kantonale Recht zu Haftungsfragen?** *Le droit cantonal se prononce-t-il sur des questions de responsabilité?*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Verordnung zum Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **IWB-Gesetz** § 29: Der Grundeigentümer haftet für allen Schaden, der an den Anschlussleitungen und Messapparaten im Bereich seines Grundstücks entsteht. (Abs. 1) Er kann sich von dieser Haftung durch den Nachweis befreien, dass ihn kein Verschulden trifft oder dass der Schaden auch ohne sein Verschulden verursacht worden wäre. (Abs. 2) § 30: Der Kanton haftet für Schäden, die Grundeigentümern oder Benützern durch den Betrieb von Anschlussleitungen und Messapparaten entstehen. (Abs. 1) Ausgeschlossen ist die Haftung für Schäden, die durch höhere Gewalt verursacht werden. (Abs. 2) **§ 61 Verordnung über die Abgabe von Elektrizität** Die Benützer haben unter Vorbehalt abweichender Bestimmungen keinen Anspruch auf Entschädigung für mittelbaren oder unmittelbaren Schaden, der ihnen aus Spannungs- oder Frequenzabweichungen irgendwelcher Art und Grösse sowie aus Einschränkung oder Verweigerung der Lieferung von Elektrizität erwächst.
II.	**Versorgungsplanung** *Planification de l'approvisionnement*
1.	**Allgemeines** *Généralités*
	§ 4 IWB-Gesetz Der Kanton plant die Energie- und Trinkwasserversorgung. (Abs. 1) Die Planung ist laufend zu überprüfen und auf die übrigen vom Kanton wahrzunehmenden Aufgaben abzustimmen, namentlich auf den Umweltschutz. (Abs. 2) **§ 2 lit. a Verordnung betreffend Organisation der Energie und Trinkwasserversorgung** Die IWB sind in allen vom Gesetz oder in anderen Verordnungen ausdrücklich bezeichneten Bereichen sowie für folgende Aufgaben zuständig: a) Planung der Energie- und Trinkwasserversorgung (§ 4 Abs. 1 IWB-Gesetz); **§ 94 Bau- und Planungsgesetz** **§ 70 – 78 Bau- und Planungsverordnung** (Bestimmungen über den kantonalen Richtplan)
2.	**Zielsetzungsbestimmungen** *Dispositions relatives à l'objectif*
	Energiegesetz § 1: Dieses Gesetz bezweckt: die effiziente, umweltschonende und wirtschaftliche Verwendung der Energie zu fördern; die Energieversorgung zu sichern;

	im Sinne der Ressourcenschonung erneuerbare Energien zu fördern und die Abhängigkeit von importierter Energie zu mindern. § 2: Die Energie ist sparsam zu verwenden. (Abs. 1) Die Massnahmen nach diesem Gesetz müssen verhältnismässig sein. (Abs. 2) Bei Wirtschaftlichkeitsrechnungen können die externen Kosten der Energieträger berücksichtigt werden. (Abs. 3) Anlagen zur Umwandlung und Nutzung von Energie sollen unter angemessener Schonung der Umwelt einen möglichst hohen Wirkungsgrad haben. (Abs. 4) Soweit möglich und ökologisch sinnvoll soll anstelle technisch hochwertiger Energie Umgebungs- und Abwärme genutzt werden. (Abs. 5) Die Ressourcen sind durch den Einsatz erneuerbarer Energien möglichst zu schonen. (Abs. 6)
3.	**Planung der Elektrizitätsversorgung** *Planification de l'approvisionnement en électricité*
3.1.	**Wer ist Planungsträger?** *Qui est responsable de la planification?*
	§ 4 IWB-Gesetz Der **Kanton** plant die Energie- und Trinkwasserversorgung. (Abs. 1) Die Planung ist laufend zu überprüfen und auf die übrigen vom Kanton wahrzunehmenden Aufgaben abzustimmen, namentlich auf den Umweltschutz. (Abs. 2) **§ 2 lit. a Verordnung betreffend Organisation der Energie- und Trinkwasserversorgung** Die **IWB (Industrielle Werke Basel)** sind in allen vom Gesetz oder in anderen Verordnungen ausdrücklich bezeichneten Bereichen sowie für folgende Aufgaben zuständig: a) Planung der Energie- und Trinkwasserversorgung (§ 4 Abs. 1 IWB-Gesetz);
3.2.	**Auf welcher Ebene?** *À quel niveau?*
	Makroplanung **Indirekt § 4 IWB-Gesetz** Der Kanton plant die Energie- und Trinkwasserversorgung. (Abs. 1) Die Planung ist laufend zu überprüfen und auf die übrigen vom Kanton wahrzunehmenden Aufgaben abzustimmen, namentlich auf den Umweltschutz. (Abs. 2)
3.3.	**Wo und wie äussert sich das kantonale Recht zur Arbeitsteilung zwischen Kanton und Gemeinden?** *Comment le droit cantonal règle-t-il la répartition des tâches entre le canton et les communes?*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **IWB-Gesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.

3.4.	**Wo und wie äussert sich das kantonale Recht zur Behandlung von Interessenkonflikten zwischen Kanton, Gemeinden und Versorgungsunternehmen (insbesondere mit Bezug auf die Frage des Ausbaus von netz- bzw. leitungsgebundenen Energiesystemen)?** *Où et comment le droit cantonal traite-t-il des conflits d'intérêts entre un canton, des communes et des entreprises d'approvisionnement (en particulier en ce qui concerne le développement des systèmes énergétiques par réseau ou par conduites)?*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **§ 5 Abs. 1 IWB-Gesetz** Die Energie- und Trinkwasserversorgung wird den Industriellen Werken Basel (IWB) übertragen. **§ 2 Abs. lit. b Verordnung betreffend Organisation der Energie- und Trinkwasserversorgung** Die IWB sind in allen von Gesetz oder in anderen Verordnungen ausdrücklich bezeichneten Bereichen sowie für Folgende Aufgaben zuständig: Erstellung und Unterhalt der Versorgungsnetze und -anlagen, der Anschlussleitungen bis zur Übergabestelle und der Messeinrichtungen (§ 14 Abs. 1 IWB-Gesetz). **§ 154 lit. b Bau- und Planungsgesetz** Der Kanton sorgt für die zur Grundstückerschliessung nötigen Wasser- und Energieversorgungsanlagen.
III.	**Spezialregelung für kantonseigene oder konzessionnierte Wasserkraft- und Elektrizitätswerke** *Règlementation spéciale pour les centrales électriques ou les entreprises d'électricité du canton ou concessionnées*
1.	**Rechtsgrundlagen** *Bases juridiques*
	§ 5 IWB-Gesetz Die Energie- und Trinkwasserversorgung wird den Industriellen Werken Basel (IWB) übertragen. (Abs. 1) Die IWB sind eine Anstalt des öffentlichen Rechts mit selbständiger Verwaltung, aber ohne eigene Rechtspersönlichkeit. (Abs. 2) Sie unterstehen der Aufsicht eines Departements. (Abs. 3)
2.	**Rechtsform** *Forme juridique*
	Anstalt des öffentlichen Rechts mit selbständiger Verwaltung, aber ohne eigene Rechtspersönlichkeit
3.	**Gebiets- und Versorgungsmonopol** *Monopole d'approvisionnement et de secteur*
	IWB-Gesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
4.	**Privilegierungen oder Nachteilige Verpflichtungen aus unternehmerischer Sicht?** *Privilèges ou obligations du point de vue de l'entreprise*
	IWB-Gesetz § 6: Die IWB sind nach unternehmerischen Grundsätzen zu führen. (Abs. 1) Die Einnahmen haben die Aufwendungen zu decken und die Bildung von Reserven zur wirtschaftlichen Absicherung zu ermöglichen. (Abs. 2) § 7a: Die IWB richten ihre Tätigkeit darauf aus, jedes Jahr einen Überschuss zur

	Deckung von längerfristigen Risiken und zur Erzielung eines angemessenen Gewinns zu erwirtschaften. (Abs. 1) Der Regierungsrat legt die Höhe des zu erzielenden Überschusses jährlich im voraus fest. Vorbehalten bleiben die Kompetenzen des Grossen Rates hinsichtlich Genehmigung von Voranschlag und Rechnung. (Abs. 2) Der Überschuss beträgt maximal 5% sämtlicher Rechnungsbeträge der Energie- und Trinkwasserverkäufe der IWB. (Abs. 3)

FR

I.	**«Service public»** *«Service public»*
1.	**Allgemeines** *Généralités*
1.1.	**Begriff «Service public»** *Notion de «Service public»*
1.2.	**Kantonale Bestimmungen zum «Service public»** *Dispositions cantonales relatives au «Service public»*
1.2.1.	**Legaldefinitionen und Umschreibungen des «Service public»** *Définitions légales et description du «Service public»*
	Verfassung Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. ***Art. 85 KV-Vorentwurf*** Staat und Gemeinden stellen die Wasser- und Energieversorgung sicher. **Art. 1 Abs. 1 Energiegesetz** Mit dem Ziel einer nachhaltigen Entwicklung soll dieses Gesetz zu einer **ausreichenden**, breit gefächerten, **sicheren** und wirtschaftlichen Energieversorgung beitragen, die mit den Anforderungen des Umweltschutzes und der Raumplanung vereinbar ist. ***Art. 4 Abs. 3 Gesetz über die Elektrizitätsversorgung (EVG) (Vorentwurf)*** *Die Verteilnetze müssen sicher, zuverlässig, leistungsfähig und wirtschaftlich sein.*
1.2.2.	**Kantonale Service public-Pflichten** *Obligations relatives au «Service public» contenues dans le droit cantonal*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energiereglement** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. ***Gesetz über die Elektrizitätsversorgung (EVG) (Vorentwurf)*** *Art. 4: Alle Endverbraucherinnen und -verbraucher müssen an ein Verteilnetz angeschlossen werden können, sofern die gesetzlichen Voraussetzungen erfüllt sind. (Abs. 2)* *Die Verteilnetze müssen sicher, zuverlässig, leistungsfähig und wirtschaftlich sein. (Abs. 3)* *Die Preise für die Versorgung dürfen keine unverhältnismässigen Unterschiede zwischen den konzessionierten Unternehmen aufweisen. (Abs. 4)* *Art. 7 Abs. 1: Die konzessionierten Unternehmen sind verpflichtet, alle Endverbraucherinnen und - verbraucher auf ihrem Netzgebiet anzuschliessen.* *Art. 9 Abs. 1: Ein konzessioniertes Unternehmen kann mit einem anderen konzessionierten Unternehmen den Anschluss eines Punkts im eigenen Netzgebiet vereinbaren.*

2.	**Versorgungspflicht i.e.S.** *Obligation d'approvisionnement au sens étroit*
2.1.	**Energieversorgung als staatliche Aufgabe** *Approvisionnement en énergie en tant que tâche publique*
	Verfassung Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. ***Art. 85 KV-Vorentwurf*** *Staat und Gemeinden stellen die Wasser- und Energieversorgung sicher.* **Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. ***Gesetz über die Elektrizitätsversorgung (EVG) (Vorentwurf)*** *Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.*
2.2.	**Kompetenzzuteilung: Rolle des Kantons und der Gemeinden** *Attribution des compétences: rôle du canton et des communes*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. ***Art. 85 KV-Vorentwurf*** *Staat und Gemeinden stellen die Wasser- und Energieversorgung sicher.* ***Gesetz über die Elektrizitätsversorgung (EVG) (Vorentwurf)*** *Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.*
2.3.	**Versorgungspflicht der Elektrizitätsunternehmen** *Obligation d'approvisionnement des entreprises d'électricité*
	Verfassung Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. ***KV-Vorentwurf*** *Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.* **Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Gesetz über die Rechtsform der Freiburgischen Elektrizitätswerke und ihrer Pensionskasse** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. ***Gesetz über die Elektrizitätsversorgung (EVG) (Vorentwurf)*** *Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.*
2.4.	**Bei Bestehen einer Versorgungspflicht: wie wird diese übertragen?** *Mode de transfert d'une obligation d'approvisionnement*
	Konzession
	Gesetz über die öffentlichen Sachen Art. 55: Das Recht der Nutzung der Wasserkraft zur Erzeugung von Energie unterliegt der Konzessionspflicht. (Abs. 1) Die Freiburgischen Elektrizitätswerke verfügen gegen Bezahlung einer Abgabe über eine vertraglich geregelte Konzession für die Nutzung der Wasserkraft des Kantons zur Erzeugung von Energie. (Abs. 2) Art. 27 – 31 (betr. Inhalt der Konzession)

2.5.	**Welche hauptsächlichen Folgen sind mit der Versorgungspflicht verknüpft?** *Principaux effets liés à l'obligation d'approvisionnement*
2.5.1.	**Welche Rechte und Pflichten hat der Versorger?** *Droits et obligations du fournisseur*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
2.5.2.	**Geht die Versorgungspflicht mit einer Gebietszuteilung einher?** *L'obligation d'approvisionnement va-t-elle de pair avec une attribution de secteur?*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. ***Art. 6 Gesetz über die Elektrizitätsversorgung (EVG) (Vorentwurf)*** *Der Staatsrat erteilt die Konzessionen für die Versorgung der Netzgebiete. (Abs. 1)* *Die Grenzen der Netzgebiete decken sich grundsätzlich mit den Gemeindegrenzen. Die Netzgebiete werden in einem Dokument registriert, das vom Amt für Verkehr und Energie (das Amt) in Zusammenarbeit mit den konzessionierten Unternehmen laufend aktualisiert wird. (Abs. 2)*
2.5.3.	**Geht die Versorgungspflicht mit einem Versorgungsmonopol einher?** *L'obligation d'approvisionnement va-t-elle de pair avec un monopole d'approvisionnement?*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. ***Art. 9 Abs. 1 Gesetz über die Elektrizitätsversorgung (EVG) (Vorentwurf)*** *Ein konzessioniertes Unternehmen kann mit einem anderen konzessionierten Unternehmen den Anschluss eines Punkts im eigenen Netzgebiet vereinbaren.*
2.5.4.	**Werden damit hoheitliche Befugnisse übertragen?** *Une part de souveraineté est-elle ainsi transférée?*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. ***Gesetz über die Elektrizitätsversorgung (EVG) (Vorentwurf)*** *Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.*
2.5.5.	**Wird damit eine Kooperationspflicht (mit dem Kanton, mit anderen Kantonen, mit anderen Unternehmen) verknüpft?** *Un devoir de coopération (avec le canton, d'autres cantons ou d'autres entreprises) est-il lié à l'obligation d'approvisionnement?*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. ***Ev. Art. 9 Abs. 1 Gesetz über die Elektrizitätsversorgung (EVG) (Vorentwurf)*** *Ein konzessioniertes Unternehmen kann mit einem anderen konzessionierten Unternehmen den Anschluss eines Punkts im eigenen Netzgebiet vereinbaren.*
2.6.	**Mechanismen des kantonalen Rechts zur Sicherstellung bzw. Durchsetzung der Erfüllung der Versorgungspflicht i.e.S.** *Mécanismes du droit cantonal visant la garantie et/ou la pénétration de l'exécution de l'obligation d'approvisionnement au sens étroit*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.

	Energiereglement Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. ***Gesetz über die Elektrizitätsversorgung (EVG) (Vorentwurf)*** *Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.*
2.7.	**Was gilt, wenn das kantonale Recht keine Versorgungspflicht vorsieht?** *Règles applicables si le droit cantonal ne prévoit pas d'obligation d'approvisionnement*
	Ev. Gründung einer Aktiengesellschaft mit Mehrheitsbeteiligung des Kantons
	Gesetz über die Rechtsform der Freiburgischen Elektrizitätswerke und ihrer Pensionskasse Art. 1 Abs. 1: Die Freiburgischen Elektrizitätswerke werden ohne Liquidation in eine privatrechtliche Aktiengesellschaft gemäss den Art. 620 ff. des Obligationenrechts umgewandelt. Art. 2 Abs. 2: Der Staat bleibt Mehrheitsaktionär.
3.	**Versorgungssicherheit** *Sécurité de l'approvisionnement*
3.1.	**Bestimmungen zur Sicherheit (qualitativ)** *Dispositions relatives à la sécurité qualitative*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energiereglement** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. ***Gesetz über die Elektrizitätsversorgung (EVG) (Vorentwurf)*** *Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.*
3.2.	**Bestimmungen zur Kapazität (quantitativ)** *Dispositions relatives à la capacité*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energiereglement** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. ***Gesetz über die Elektrizitätsversorgung (EVG) (Vorentwurf)*** *Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.*
3.3.	**Wie geht der Gesetzgeber mit möglichen Kapazitätsengpässen um?** *Comment règle-t-on la problématique des goulots d'étranglement de capacité?*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energiereglement** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. ***Gesetz über die Elektrizitätsversorgung (EVG) (Vorentwurf)*** *Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.*

3.4.	**Andere Leistungsaufträge im Zusammenhang mit der Versorgungssicherheit** *Autres mandats de prestations en rapport avec la sécurité de l'approvisionnement*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energiereglement** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Beschluss über die Organisation für den Katastrophenfall (ORKAF)** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. ***Art. 10 Abs. 2 Gesetz über die Elektrizitätsversorgung (EVG) (Vorentwurf)*** *Das Amt (Amt für Verkehr und Energie) koordiniert die Tätigkeit des Staats in Fragen der Elektrizitätsversorgung und sorgt für die Ausführung dieses Gesetzes.*
3.5.	**Sieht das kantonale Recht Regelungen vor, wie diese gesetzlichen Aufträge zur Herstellung der Versorgungssicherheit sichergestellt werden?** *Le droit cantonal contient-il des règles sur la manière dont ces mandats légaux relatifs à la sécurité de l'approvisionnement sont assurés?*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energiereglement** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. ***Art. 10 Abs. 2 Gesetz über die Elektrizitätsversorgung (EVG) (Vorentwurf)*** *Das Amt (Amt für Verkehr und Energie) koordiniert die Tätigkeit des Staats in Fragen der Elektrizitätsversorgung und sorgt für die Ausführung dieses Gesetzes.*
4.	**Sonderbestimmungen für bestimmte Regionen** *Dispositions spéciales pour certaines régions*
4.1.	**Differenzierte Behandlung bestimmter Regionen innerhalb des Kantons** *Traitement différencié de certaines régions dans le canton*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. ***Art. 6 Gesetz über die Elektrizitätsversorgung (EVG) (Vorentwurf)*** *Der Staatsrat erteilt die Konzessionen für die Versorgung der Netzgebiete. (Abs. 1)* *Die Grenzen der Netzgebiete decken sich grundsätzlich mit den Gemeindegrenzen. Die Netzgebiete werden in einem Dokument registriert, das vom Amt für Verkehr und Energie (das Amt) in Zusammenarbeit mit den konzessionierten Unternehmen laufend aktualisiert wird. (Abs. 2)*
4.2.	**Preissolidarität oder anderweitige Ausgleichsmechanismen für bestimmte Gebietsteile: Erwähnung des Mechanismus in den Rechtsgrundlagen?** *Solidarité des prix ou autres mécanismes de compensation pour des parties de territoire déterminées: mention du mécanisme dans les bases juridiques?*
	Gesetz über die Elektrizitätsversorgung (EVG) (Vorentwurf) *Art. 4 Abs. 4: Die Preise für die Versorgung dürfen keine unverhältnismässigen Unters-chiede zwischen den konzessionierten Unternehmen aufweisen.* *Art. 9: Ein konzessioniertes Unternehmen kann mit einem anderen konzessionierten Un-ternehmen den Anschluss eines Punkts im eigenen Netzgebiet vereinbaren. (Abs. 1)* *Falls die Unternehmen selber keine Lösung finden, entscheidet die für Energie zu-*

	ständige Direktion (die Direktion). (Abs. 2) *Sonderzonen, die bei Inkrafttreten dieses Gesetzes bereits bestehen und Gegenstand einer Vereinbarung sind, werden unverändert beibehalten. (Abs. 3)* *Jede Erweiterung einer Sonderzone bedarf einer neuen Vereinbarung zwischen den be-troffenden konzessionierten Unternehmen. (Abs. 4)* *Die Sonderzonen und die entsprechenden Vereinbarungen werden im unter Artikel 6 Abs. 2 erwähnten Dokument aufgeführt. (Abs. 5)*
5.	**Anschlusspflicht und Anschlussbedingungen** *Obligation de raccordement et conditions de raccordement*
5.1	**Anschlusspflicht** *Obligation de raccordement*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energiereglement** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Art. 7 *Gesetz über die Elektrizitätsversorgung (EVG) (Vorentwurf)*** *Die konzessionierten Unternehmen sind verpflichtet, alle Endverbraucherinnen und -verbraucher auf ihrem Netzgebiet anzuschliessen.* *Die bei Inkrafttreten dieses Gesetzes bestehenden Anschlüsse an die Netze hoher, mittlerer und niedriger Spannung müssen nach Möglichkeit erhalten bleiben. (Abs. 2)*
5.2	**Anschlussbedingungen** *Conditions de raccordement*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energieregelement** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. ***Gesetz über die Elektrizitätsversorgung (EVG) (Vorentwurf)*** *Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.*
5.3	**Regelungen über die Kosten des Anschlusses** *Règles sur les frais de raccordement*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energiereglement** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. ***Art. 8 Gesetz über die Elektrizitätsversorgung (EVG) (Vorentwurf)*** *Die konzessionierten Unternehmen können eine Anschlussgebühr für die Netzanschliessung erheben. (Abs 1)* *Falls die Rentabilität des Anschlusses trotz Anschlussgebühr fraglich ist, kann vom Eigentümer beziehungsweise vom Berechtigten, ein Ergänzungsbeitrag verlangt werden. (Abs. 2)*

6.	**Kantonale Bestimmungen betreffend das Verhältnis zum Stromkunden** *Dispositions cantonales concernant les relations avec les consommateurs d'électricité*
6.1.	**Finden sich kantonale Bestimmungen zum Rechtsverhältnis zwischen Stromlieferant und Stromkunden?** *Existe-t-il des dispositions cantonales concernant le rapport de droit entre le fournisseur d'électricité et le consommateur?*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energiereglement** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. ***Art. 8 Gesetz über die Elektrizitätsversorgung (EVG) (Vorentwurf)*** *Die konzessionierten Unternehmen können eine Anschlussgebühr für die Netzanschliessung erheben. (Abs 1)* *Falls die Rentabilität des Anschlusses trotz Anschlussgebühr fraglich ist, kann vom Eigentümer beziehungsweise vom Berechtigten, ein Ergänzungsbeitrag verlangt werden. (Abs. 2)*
6.2.	**Wird dem Kunden eine Lieferantenauswahl gewährt?** *Le libre choix du fournisseur est-il accordé au client?*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energiereglement** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. ***Gesetz über die Elektrizitätsversorgung (EVG) (Vorentwurf)*** *Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.*
6.3.	**Gibt das kantonale Recht Vorgaben für die Preisbedingungen?** *Le droit cantonal contient-il des normes relatives aux conditions de prix?*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energiereglement** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Art. 4 Abs. 4 *Gesetz über die Elektrizitätsversorgung (EVG) (Vorentwurf)*** Die Preise für die Versorgung dürfen keine unverhältnismässigen Unterschiede zwischen den konzessionierten Unternehmen aufweisen.
6.4.	**Gibt das kantonale Recht Vorgaben für die Ausgestaltung der Stromlieferung?** *Le droit cantonal contient-il des normes sur l'arrangement de la fourniture d'électricité?*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energiereglement** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. ***Gesetz über die Elektrizitätsversorgung (EVG) (Vorentwurf)*** *Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.*

6.5.	**Äussert sich das kantonale Recht zur Möglichkeit des «Abhängens» von Stromkunden?** *Le droit cantonal se prononce-t-il sur la possibilité d'abandonner des consommateurs d'électricité?*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energiereglement** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. ***Gesetz über die Elektrizitätsversorgung (EVG) (Vorentwurf)*** *Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.*
6.6.	**Äussert sich das kantonale Recht zu Haftungsfragen?** *Le droit cantonal se prononce-t-il sur des questions de responsabilité?*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energiereglement** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. ***Gesetz über die Elektrizitätsversorgung (EVG) (Vorentwurf)*** *Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.*
II.	**Versorgungsplanung** *Planification de l'approvisionnement*
1.	**Allgemeines** *Généralités*
	Energiegesetz Art. 1: Mit dem Ziel einer nachhaltigen Entwicklung soll dieses Gesetz zu einer ausreichenden, breit gefächerten, sicheren und wirtschaftlichen Energieversorgung beitragen, die mit den Anforderungen des Umweltschutzes und der Raumplanung vereinbar ist. (Abs. 1) Es bezweckt: a) die Sicherstellung der wirtschaftlichen und umweltverträglichen Erzeugung und Verteilung von Energie; b) die sparsame und rationelle Energienutzung; c) die verstärkte Nutzung von erneuerbaren Energien; d) die Förderung einheimischer Energien. (Abs. 2) Es soll die Beachtung des Prinzips der Subsidiarität staatlicher Eingriffe gemäss Bundesgesetzgebung sicherstellen. (Abs. 3) Art. 2: Dieses Gesetz ist auf die Versorgung, die Erzeugung, die Verteilung und die Nutzung von Energie in allen Formen anwendbar. (Abs. 1) Vorbehalten bleiben die Vorschriften des Bundes und des Kantons in anderen Erlassen, insbesondere die Vorschriften über die Nutzbarmachung der Wasserkraft, den Transport und die Verteilung von Elektrizität, die Kernenergie, die Rohrleitungsanlagen sowie den Umweltschutz und die Raumplanung. (Abs. 2) Art. 3: Massnahmen können nur so weit angeordnet werden, als sie technisch und betrieblich möglich und wirtschaftlich tragbar sind. Überwiegende öffentliche Interessen sind zu wahren. (Abs. 1) Die wirtschaftlichen Aspekte werden insbesondere auf der Grundlage von Rentabilitätsberechnungen unter Berücksichtigung der externen Energiekosten behandelt. (Abs. 2)

Allfällige Ausnahmebewilligungen werden mit besonderen Auflagen oder Bedingungen oder gegebenenfalls mit Ausgleichsmassnahmen verbunden. (Abs. 3)

Art. 4: Der Kanton koordiniert seine Energiepolitik mit dem Bund. (Abs. 1)

Er arbeitet mit den anderen Kantonen zusammen, um die Massnahmen so gut wie möglich aufeinander abzustimmen. (Abs. 2)

Er arbeitet beim Vollzug des Gesetzes mit den Organisationen der Wirtschaft zusammen. (Abs. 3)

Art. 5: Kanton und Gemeinden berücksichtigen überall bei ihrer gesetzgeberischen und administrativen Tätigkeit und bei der Bewirtschaftung ihrer Güter die Notwendigkeit der rationellen Energienutzung, der Diversifikation der Energiequellen und der Förderung erneuerbarer Energien. (Abs. 1)

Der Staatsrat erlässt Ausführungsvorschriften, die den Kanton und die Gemeinden dazu anhalten, bei Energiekonzepten, Energieverbrauch und Nutzung erneuerbarer Energien mit gutem Beispiel voranzugehen. (Abs. 2)

Insbesondere neue oder vollständig renovierte, vom Kanton erstellte oder subventionierte öffentliche Bauten müssen, sofern die wirtschaftlichen Umstände dies rechtfertigen, bestimmten Qualitätskriterien entsprechen; diese Kriterien werden im Ausführungsreglement umschrieben. (Abs. 3)

Energiereglement

Art. 1: Dieses Reglement gilt für:

a) Neubauten, die beheizt, gekühlt oder befeuchtet werden;

b) Umbauten und Umnutzungen von bestehenden Bauten, die beheizt, gekühlt oder befeuchtet werden;

c) Neuinstallationen haustechnischer Anlagen zur Aufbereitung und Verteilung von Wärme, Kälte, Warmwasser und Raumluft;

d) Ersatz, Umbau oder Änderung haustechnischer Anlagen;

e) Planung und Betrieb staats- und gemeindeeigener Gebäude;

f) haustechnische Anlagen und Massnahmen, für die ein Beitrag im Rahmen der Förderung der sparsamen und rationellen Energienutzung und der erneuerbaren Energien ausgerichtet werden kann. (Abs. 1)

Anbauten und neubauartige Umbauten gelten grundsätzlich als Neubauten und haben die Anforderungen für Neubauten zu erfüllen. (Abs. 2)

Art. 2: Das Amt für Verkehr und Energie (Amt) wird mit dem Vollzug dieses Reglements beauftragt.

Art. 3: Die Begriffsdefinitionen der geltenden SIA-Empfehlung 380/1 gelten sinngemäss, soweit sie in diesem Reglement vorkommen. (Abs. 1)

In diesem Reglement bedeuten:

a) Baute / Gebäude: Im Erdboden eingelassene oder darauf stehende, künstlich geschaffene, auf Dauer angelegte bauliche Einrichtung, die einen Raum zum Schutz von Menschen und Sachen gegen äussere, namentlich atmosphärische Einflüsse mehr oder weniger vollständig abschliesst. Darunter fallen auch Fahrnisbauten, sofern sie über einen längeren Zeitraum ortsfest verwendet werden.

b) *Anlage*: Künstlich geschaffene und auf Dauer angelegte Einrichtung, die in fester Beziehung zum Erdboden steht und keine Baute darstellt, wie beispielsweise Rampen, Parkplätze, Sportplätze, Schiessplätze, Seilbahnen usw.

c) *Haustechnische Anlagen*: Energierelevante Installationen, die im Zusammenhang mit einer Baute stehen.

d) *Umbau*: Ein Bauteil gilt als «vom Umbau betroffen», wenn an ihm mehr als

	blosse Oberflächen-Auffrischungsarbeiten oder kleinere Reparaturen vorgenommen werden. e) *Änderung*: Eine haustechnische Anlage gilt als «von der Änderung betroffen», wenn an ihr Arbeiten oder Einstellungen vorgenommen werden, die über den Unterhalt und die Wartung oder kleinere Reparaturarbeiten hinausgehen. f) *Umnutzung*: Ein Bauteil gilt als «von der Umnutzung betroffen», wenn daran durch die Umnutzung die Temperaturdifferenz aufgrund der Standardnutzung verändert wird. (Abs. 2) Art. 4: Die in diesem Reglement vorgeschriebenen Massnahmen sind nach dem Stand der Technik zu planen und auszuführen. (Abs. 1) Ohne ausdrückliche anders lautende Vorschrift gelten als Stand der Technik die Anforderungen und Rechenmethoden der geltenden Normen und Empfehlungen der Fachorganisationen. (Abs. 2) Das Amt führt die Liste dieser Normen und Empfehlungen nach. Es sorgt dafür, dass diese Liste leicht eingesehen werden kann. (Abs. 3) Werden die geltenden Normen und Empfehlungen von den Fachorganisationen revidiert oder angepasst, so kann das Amt für die Anwendung der neuen Bestimmungen eine Übergangsfrist festlegen. (Abs. 4) ***Art. 5 Abs. 2 Gesetz über die Elektrizitätsversorgung (EVG) (Vorentwurf)*** *Die Versorgungsunternehmen planen den Ausbau ihrer Netze in Zusammenarbeit mit den zuständigen Behörden und unter Beachtung der vorgeschriebenen Verfahren.* **Art. 16 – 24 Raumplanungs- und Baugesetz** (Bestimmungen über den kantonalen Richtplan)
2.	**Zielsetzungsbestimmungen** *Dispositions relatives à l'objectif*
	Energiegesetz Art. 1: Mit dem Ziel einer nachhaltigen Entwicklung soll dieses Gesetz zu einer ausreichenden, breit gefächerten, sicheren und wirtschaftlichen Energieversorgung beitragen, die mit den Anforderungen des Umweltschutzes und der Raumplanung vereinbar ist. (Abs. 1) Es bezweckt: a) die Sicherstellung der wirtschaftlichen und umweltverträglichen Erzeugung und Verteilung von Energie; b) die sparsame und rationelle Energienutzung; c) die verstärkte Nutzung von erneuerbaren Energien; d) die Förderung einheimischer Energien. (Abs. 2) Es soll die Beachtung des Prinzips der Subsidiarität staatlicher Eingriffe gemäss Bundesgesetzgebung sicherstellen. (Abs. 3) Art. 3: Massnahmen können nur so weit angeordnet werden, als sie technisch und betrieblich möglich und wirtschaftlich tragbar sind. Überwiegende öffentliche Interessen sind zu wahren. (Abs. 1) Die wirtschaftlichen Aspekte werden insbesondere auf der Grundlage von Rentabilitätsberechnungen unter Berücksichtigung der externen Energiekosten behandelt. (Abs. 2) Allfällige Ausnahmebewilligungen werden mit besonderen Auflagen oder Bedingungen oder gegebenenfalls mit Ausgleichsmassnahmen verbunden. (Abs. 3)

3.	**Planung der Elektrizitätsversorgung** *Planification de l'approvisionnement en électricité*
3.1.	**Wer ist Planungsträger?** *Qui est responsable de la planification?*
	Energiegesetz Art. 6: Der **Staatsrat** legt unter Berücksichtigung der energiepolitischen Grundsätze des Bundes die Prioritäten und Anforderungen der kantonalen Energiepolitik fest. (Abs. 1) Diese wird regelmässig überprüft und wenn nötig angepasst. (Abs. 2) Art. 7: Die **Volkswirtschafts-, Verkehrs- und Energiedirektion** (Direktion) erstellt einen Sachplan Energie. (Abs. 1) Der Sachplan führt unter anderem die Gebiete auf, die für die Nutzung bestimmter Energieträger besonders geeignet sind, und legt die Nutzungsprioritäten fest. (Abs. 2) Die Ergebnisse des Sachplans werden in den kantonalen Richtplan integriert. (Abs. 3)
3.2.	**Auf welcher Ebene?** *À quel niveau?*
	Makroplanung **Art. 7 Energiegesetz** Die Volkswirtschafts-, Verkehrs- und Energiedirektion (Direktion) erstellt einen Sachplan Energie. (Abs. 1) Der Sachplan führt unter anderem die Gebiete auf, die für die Nutzung bestimmter Energieträger besonders geeignet sind, und legt die Nutzungsprioritäten fest. (Abs. 2) Die Ergebnisse des Sachplans werden in den kantonalen Richtplan integriert. (Abs. 3) * * * **Planung nach Einzelbereich: insbesondere Strom** ***Art. 5 Abs. 2 Gesetz über die Elektrizitätsversorgung (EVG) (Vorentwurf)*** *Die Versorgungsunternehmen planen den Ausbau ihrer Netze in Zusammenarbeit mit den zuständigen Behörden und unter Beachtung der vorgeschriebenen Verfahren.*
3.3.	**Wo und wie äussert sich das kantonale Recht zur Arbeitsteilung zwischen Kanton und Gemeinden?** *Comment le droit cantonal règle-t-il la répartition des tâches entre le canton et les communes?*
	Art. 8 Energiegesetz Auf der Grundlage des Sachplans Energie erstellt jede Gemeinde innerhalb von sieben Jahren nach Inkrafttreten dieses Gesetzes einen kommunalen Energieplan; dieser wird dem Amt für Verkehr und Energie (Amt) zur Genehmigung vorgelegt. (Abs. 1) Bei der Ausarbeitung der Energiepläne definieren die Gemeinden die Gebiete, die im Bereich der Energieversorgung oder der Energienutzung ähnliche Merkmale aufweisen. (Abs. 2) Die kommunalen Energiepläne werden regelmässig überprüft und wenn nötig angepasst. (Abs. 5)

	Gesetz über die Elektrizitätsversorgung (EVG) (Vorentwurf) *Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.*
3.4.	**Wo und wie äussert sich das kantonale Recht zur Behandlung von Interessenkonflikten zwischen Kanton, Gemeinden und Versorgungsunternehmen (insbesondere mit Bezug auf die Frage des Ausbaus von netz- bzw. leitungsgebundenen Energiesystemen)?** *Où et comment le droit cantonal traite-t-il des conflits d'intérêts entre un canton, des communes et des entreprises d'approvisionnement (en particulier en ce qui concerne le développement des systèmes énergétiques par réseau ou par conduites)?*
	Art. 30 Energiegesetz Die in Anwendung dieses Gesetzes getroffenen Entscheide können gemäss Gesetz über die Verwaltungsrechtpflege mit Beschwerde angefochten werden. ***Art. 5 Gesetz über die Elektrizitätsversorgung (EVG) (Vorentwurf)*** *Bei der Ausführung dieses Gesetzes arbeitet der Staat mit den Elektrizitätsversorgungsunternehmen zusammen. (Abs. 1)* *Die Versorgungsunternehmen planen den Ausbau ihrer Netze in Zusammenarbeit mit den zuständigen Behörden und unter Beachtung der vorgeschriebenen Verfahren. (Abs. 2)*
III.	**Spezialregelung für kantonseigene oder konzessionnierte Wasserkraft- und Elektrizitätswerke** *Règlementation spéciale pour les centrales électriques ou les entreprises d'électricité du canton ou concessionnées*
1.	**Rechtsgrundlagen** *Bases juridiques*
	Art. 1 Gesetz über die Rechtsform der Freiburgischen Elektrizitätswerke und ihrer Pensionskasse Die Freiburgischen Elektrizitätswerke (die FEW) werden ohne Liquidation in eine privatrechtliche Aktiengesellschaft gemäss den Artikeln 620 ff. des Obligationenrechts umgewandelt. (Abs. 1) Die Umwandlung findet auf der Grundlage der vom Grossen Rat am 20. September 2000 genehmigten Bilanz der FEW per 31. Dezember 1999 statt. (Abs. 2) Das Dotationskapital der FEW bildet das Anfangskapital der Gesellschaft, deren Alleinaktionär bei der Umwandlung der Staat Freiburg ist. (Abs. 3) Der Staatsrat genehmigt die Statuten der Aktiengesellschaft. (Abs. 4)
2.	**Rechtsform** *Forme juridique*
	Aktiengesellschaft (Art. 620 ff. Obligationenrecht)
3.	**Gebiets- und Versorgungsmonopol** *Monopole d'approvisionnement et de secteur*
	Gesetz über die Rechtsform der Freiburgischen Elektrizitätswerke und ihrer Pensionskasse Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
4.	**Privilegierungen oder Nachteilige Verpflichtungen aus unternehmerischer Sicht?** *Privilèges ou obligations du point de vue de l'entreprise*
	Gesetz über die Rechtsform der Freiburgischen Elektrizitätswerke und ihrer Pensionskasse Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.

GE

I.	**«Service public»** *«Service public»*
1.	**Allgemeines** *Généralités*
1.1.	**Begriff «Service public»** *Notion de «Service public»*
1.2.	**Kantonale Bestimmungen zum «Service public»** *Dispositions cantonales relatives au «Service public»*
1.2.1.	**Legaldefinitionen und Umschreibungen des «Service public»** *Définitions légales et description du «Service public»*
	Art. 160^{E} al. 1 Cst. La politique cantonale en matière d'approvisionnement, de transformation, de distribution et d'utilisation de l'énergie est fondée, dans les limites du droit fédéral, sur la conservation de l'énergie, le développement prioritaire des sources d'énergie renouvelables et le respect de l'environnement. **Art. 1er al. 1 Loi sur l'énergie** La présente loi a pour but un approvisionnement énergétique **suffisant**, **sûr**, économique, diversifié et respectueux de l'environnement.
1.2.2.	**Kantonale «Service public»-Pflichten** *Obligations relatives au «Service public» contenues dans le droit cantonal*
	Loi sur l'énergie Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Règlement d'application de la loi sur l'énergie** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
2.	**Versorgungspflicht i.e.S.** *Obligation d'approvisionnement au sens étroit*
2.1.	**Energieversorgung als staatliche Aufgabe** *Approvisionnement en énergie en tant que tâche publique*
	Constitution Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Loi sur l'énergie** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
2.2.	**Kompetenzzuteilung: Rolle des Kantons und der Gemeinden** *Attribution des compétences: rôle du canton et des communes*
	Loi sur l'énergie Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Loi sur l'organisation des Services industriels de Genève** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
2.3.	**Versorgungspflicht der Elektrizitätsunternehmen** *Obligation d'approvisionnement des entreprises d'électricité*
	Art. 158 al. 1 Cst. Les Services industriels de Genève (ci-après: les Services industriels), établissement de droit public, doué de la personnalité juridique, autonome dans les

	limites des présentes dispositions constitutionnelles et de la loi qui en détermine le statut, ont pour **but de fournir dans le canton de Genève l'eau, le gaz, l'électricité, de l'énergie thermique**, ainsi que de traiter des déchets. Les Services industriels ont également pour tâches d'évacuer et de traiter les eaux polluées dans le cadre fixé par la loi: cette activité ne peut pas être sous-traitée à des tiers. Ils peuvent en outre développer des activités dans des domaines liés au but décrit ci-dessus, exercer leurs activités à l'extérieur du canton et fournir des prestations et des services en matière de télécommunications. **Art. 1er al. 1, 1ère phrase Loi sur l'organisation des Services industriels de Genève** Les Services industriels de Genève … ont pour but de fournir dans le canton de Genève l'eau, le gaz l'électricité de l'énergie thermique ainsi que de traiter des déchets.
2.4.	**Bei Bestehen einer Versorgungspflicht: wie wird diese übertragen?** *Mode de transfert d'une obligation d'approvisionnement*
	Verfassung & Gesetz
	Art. 158 al. 1, 1ère phrase Cst. Les Services industriels de GE (ci-après: les Services industriels), établissement de droit public, doué de la personnalité juridique, autonome dans les limites des présentes dispositions constitutionnelles et de la loi qui en détermine le statut, ont pour but de fournir dans le canton de GE l'eau, le gaz, l'électricité, de l'énergie thermique, ainsi que de traiter des déchets. … **Art. 1er al. 1, 1ère phrase Loi sur l'organisation des Services industriels de Genève** Les Services industriels de GE …ont pour but de fournir dans le canton de GE l'eau, le gaz l'électricité de l'énergie thermique ainsi que de traiter des déchets.
2.5.	**Welche hauptsächlichen Folgen sind mit der Versorgungspflicht verknüpft?** *Principaux effets liés à l'obligation d'approvisionnement*
2.5.1.	**Welche Rechte und Pflichten hat der Versorger?** *Droits et obligations du fournisseur*
	Art. 1er al. 1 init. Loi sur l'organisation des Services industriels de Genève Les Services industriels de GE … ont pour but de fournir dans le canton de GE l'eau, le gaz, l'électricité, de l'énergie thermique, ainsi que de traiter des déchets.
2.5.2.	**Geht die Versorgungspflicht mit einer Gebietszuteilung einher?** *L'obligation d'approvisionnement va-t-elle de pair avec une attribution de secteur?*
	Art. 1er al. 1 Loi sur l'organisation des Services industriels de Genève Les Services industriels de Genève …ont pour but de fournir **dans le canton de GE** l'eau, le gaz, l'électricité, de l'énergie thermique, ainsi que de traiter des déchets. Ils peuvent en outre … **exercer leurs activités à l'extérieur du canton** …
2.5.3.	**Geht die Versorgungspflicht mit einem Versorgungsmonopol einher?** *L'obligation d'approvisionnement va-t-elle de pair avec un monopole d'approvisionnement?*
	Art. 1er al. 4 Loi sur l'organisation des Services industriels de Genève Les Services industriels peuvent créer, acquérir, louer, exploiter tout moyen de production, de transport, de distribution et de vente, assurer tout service se rapportant à la réalisation de leur but. Ils peuvent de même participer à toute entreprise suisse ou étrangère de fourniture d'eau, de gaz, d'électricité, d'énergie thermique, de télécommunications, et passer toute convention destinée à faciliter et garantir l'approvisionnement en eau et en énergie et le traitement des déchets dans le canton de GE.

2.5.4.	**Werden damit hoheitliche Befugnisse übertragen?** *Une part de souveraineté est-elle ainsi transférée?*
	Loi sur l'organisation des Services industriels de Genève Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
2.5.5.	**Wird damit eine Kooperationspflicht (mit dem Kanton, mit anderen Kantonen, mit anderen Unternehmen) verknüpft?** *Un devoir de coopération (avec le canton, d'autres cantons ou d'autres entreprises) est-il lié à l'obligation d'approvisionnement?*
	Loi sur l'organisation des Services industriels de Genève Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
2.6.	**Mechanismen des kantonalen Rechts zur Sicherstellung bzw. Durchsetzung der Erfüllung der Versorgungspflicht i.e.S.** *Mécanismes du droit cantonal visant la garantie et/ou la pénétration de l'exécution de l'obligation d'approvisionnement au sens étroit*
	Loi sur l'énergie Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Règlement d'application de la loi sur l'énergie** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Loi sur l'organisation des Services industriels de Genève** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
2.7.	**Was gilt, wenn das kantonale Recht keine Versorgungspflicht vorsieht?** *Règles applicables si le droit cantonal ne prévoit pas d'obligation d'approvisionnement*
	–– (vgl. 2.3.)
3.	**Versorgungssicherheit** *Sécurité de l'approvisionnement*
3.1.	**Bestimmungen zur Sicherheit (qualitativ)** *Dispositions relatives à la sécurité qualitative*
	Loi sur l'énergie Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Règlement d'application de la Loi sur l'énergie** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Loi sur l'organisation des Services industriels de Genève** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
3.2.	**Bestimmungen zur Kapazität (quantitativ)** *Dispositions relatives à la capacité*
	Loi sur l'énergie Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Règlement d'application de la loi sur l'énergie** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Loi sur l'organisation des Services industriels de Genève** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.

3.3.	**Wie geht der Gesetzgeber mit möglichen Kapazitätsengpässen um?** *Comment règle-t-on la problématique des goulots d'étranglement de capacité?*
	Loi sur l'énergie Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Règlement d'application de la Loi sur l'énergie** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Loi sur l'organisation des Services industriels de Genève** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
3.4.	**Andere Leistungsaufträge im Zusammenhang mit der Versorgungssicherheit** *Autres mandats de prestations en rapport avec la sécurité de l'approvisionnement*
	Loi sur l'énergie Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Règlement d'application de la loi sur l'énergie** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Loi sur l'organisation des Services industriels de Genève** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Art. 24 Règlement sur l'organisation de l'intervention dans des situations exceptionnelles** Elle (la cellule réseaux fixes) est chargée, lorsque les réseaux d'eau, de gaz, de chauffage à distance ou d'électricité sont menacés ou perturbés: a) d'analyser la situation; b) de proposer des mesures de restriction éventuelles c) de déterminer les mesures adéquates en vue du rétablissement des réseaux. (al. 1) Le responsable de cette cellule est le directeur général des Services industriels de Genève ou son remplaçant. (al. 2)
3.5.	**Sieht das kantonale Recht Regelungen vor, wie diese gesetzlichen Aufträge zur Herstellung der Versorgungssicherheit sichergestellt werden?** *Le droit cantonal contient-il des règles sur la manière dont ces mandats légaux relatifs à la sécurité de l'approvisionnement sont assurés?*
	Art. 1er al. 4, 2ème phrase Loi sur l'organisation des Services industriels de Genève Ils (les Services industriels) peuvent de même participer à toute entreprise suisse ou étrangère de fourniture d'eau, de gaz, d'électricité, d'énergie thermique, de télécommunications, et passer toute convention destinée à faciliter et garantir l'approvisionnement en eau et en énergie et le traitement des déchets dans le canton de GE.
4.	**Sonderbestimmungen für bestimmte Regionen** *Dispositions spéciales pour certaines régions*
4.1.	**Differenzierte Behandlung bestimmter Regionen innerhalb des Kantons** *Traitement différencié de certaines régions dans le canton*
	Loi sur l'énergie Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Règlement d'application de la loi sur l'énergie** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Loi sur l'organisation des Services industriels de Genève** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.

4.2.	**Preissolidarität oder anderweitige Ausgleichsmechanismen für bestimmte Gebietsteile: Erwähnung des Mechanismus in den Rechtsgrundlagen?** *Solidarité des prix ou autres mécanismes de compensation pour des parties de territoire déterminées: mention du mécanisme dans les bases juridiques?*
	Loi sur l'énergie Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Règlement d'application de la Loi sur l'énergie** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Loi sur l'organisation des Services industriels de Genève** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
5.	**Anschlusspflicht und Anschlussbedingungen** *Obligation de raccordement et conditions de raccordement*
5.1	**Anschlusspflicht** *Obligation de raccordement*
	Loi sur l'énergie Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Règlement d'application de la loi sur l'énergie** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Loi sur l'organisation des Services industriels de Genève** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
5.2	**Anschlussbedingungen** *Conditions de raccordement*
	Loi sur l'énergie Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Règlement d'application de la loi sur l'énergie** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Loi sur l'organisation des Services industriels de Genève** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
5.3	**Regelungen über die Kosten des Anschlusses** *Règles sur les frais de raccordement*
	Loi sur l'énergie Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Règlement d'application de la loi sur l'énergie** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Loi sur l'organisation des Services industriels de Genève** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.

6.	**Kantonale Bestimmungen betreffend das Verhältnis zum Stromkunden** *Dispositions cantonales concernant les relations avec les consommateurs d'électricité*
6.1.	**Finden sich kantonale Bestimmungen zum Rechtsverhältnis zwischen Stromlieferant und Stromkunden?** *Existe-t-il des dispositions cantonales concernant le rapport de droit entre le fournisseur d'électricité et le consommateur?*
	Loi sur l'énergie Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Règlement d'application de la Loi sur l'énergie** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Loi sur l'organisation des Services industriels de Genève** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
6.2.	**Wird dem Kunden eine Lieferantenauswahl gewährt?** *Le libre choix du fournisseur est-il accordé au client?*
	Loi sur l'énergie Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Règlement d'application de la loi sur l'énergie** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Loi sur l'organisation des Services industriels de Genève** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
6.3.	**Gibt das kantonale Recht Vorgaben für die Preisbedingungen?** *Le droit cantonal contient-il des normes relatives aux conditions de prix?*
	Loi sur l'énergie Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Règlement d'application de la loi sur l'énergie** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Art. 38 lit. a Loi sur l'organisation des Services industriels de Genève** Sont soumis à l'approbation du Conseil d'Etat les conditions des contrats d'abonnement, les tarifs de vente et le tarif des taxes d'élimination des déchets.
6.4.	**Gibt das kantonale Recht Vorgaben für die Ausgestaltung der Stromlieferung?** *Le droit cantonal contient-il des normes sur l'arrangement de la fourniture d'électricité?*
	Loi sur l'énergie Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Règlement d'application de la loi sur l'énergie** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Loi sur l'organisation des Services industriels de Genève** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
6.5.	**Äussert sich das kantonale Recht zur Möglichkeit des «Abhängens» von Stromkunden?** *Le droit cantonal se prononce-t-il sur la possibilité d'abandonner des consommateurs d'électricité?*
	Loi sur l'énergie Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.

	Règlement d'application de la loi sur l'énergie Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Loi sur l'organisation des Services industriels de Genève** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
6.6.	**Äussert sich das kantonale Recht zu Haftungsfragen?** *Le droit cantonal se prononce-t-il sur des questions de responsabilité?*
	Loi sur l'énergie Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Règlement d'application de la loi sur l'énergie** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Loi sur l'organisation des Services industriels de Genève** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
II.	**Versorgungsplanung** *Planification de l'approvisionnement*
1.	**Allgemeines** *Généralités*
	Loi sur l'énergie Art. 7: L'autorité compétente rassemble les données qui permettent d'estimer à terme l'évolution des besoins en énergie et leur couverture par les divers agents énergétiques, compte tenu des objectifs de la présente loi. (al. 1) A cet effet, elle consulte les fournisseurs et consommateurs publics ou privés, ainsi que les distributeurs d'énergie, notamment les Services industriels. (al. 2) Les Services industriels proposent à l'autorité compétente un plan directeur des énergies de réseau conforme aux obligations qui leur sont imposées par la présente loi. (al. 3) Art. 8: Les fournisseurs et consommateurs publics ou privés ainsi que les distributeurs d'énergie, sont tenus de fournir à l'autorité compétente les renseignements et documents nécessaires. Art. 9: Les personnes dont l'autorité compétente s'assure la collaboration doivent observer le secret sur les renseignements dont elles acquièrent la connaissance en fournissant cette collaboration dans la mesure où la loi sur l'information du public et l'accès aux documents, du 5 octobre 2001, s'oppose à leur communication. Art. 10: Le Conseil d'Etat établit un projet de conception générale en matière d'énergie, qui porte principalement sur: a) la situation du canton en matière énergétique et ses engagements à moyen et long terme; b) les objectifs de la politique énergétique cantonale et ses priorités; c) le plan directeur de l'énergie du canton, lequel établit périodiquement la part souhaitable des différentes énergies, notamment de celles qui sont renouvelables; d) les mesures d'application permettant de réaliser les objectifs de la politique énergétique. (al. 1) La conception générale en matière énergétique tient compte des conceptions de l'énergie et des projets de la Confédération, ainsi que de ceux des cantons, régions et communes voisines. (al. 2) Le projet de conception générale en matière d'énergie est adressé, en vue de son approbation, au Grand Conseil qui se prononce sous forme de résolution dans un

	délai de 6 mois. (al. 3) Au moins une fois par législature, la conception générale en matière d'énergie fait l'objet d'un examen et est au besoin adaptée. (al. 4) A cet effet, le Conseil d'Etat présente au Grand Conseil un rapport qui comprend notamment: a) l'analyse de l'évolution de la situation énergétique du canton durant la période considérée; b) l'évaluation des mesures prises pour atteindre les objectifs définis par la conception; c) les actions à poursuivre ou à entreprendre et leurs implications budgétaires. (al. 5) Art. 11: Les autorités veillent à ce que les divers plans directeurs, tels que le plan directeur des transports et les dispositions d'aménagement du territoire, tiennent compte du plan directeur de l'énergie du canton. **Art. 3 – 11 Loi d'application de la LF sur l'aménagement du territoire** (Bestimmungen über den kantonalen Richtplan) ***Art. 9 – 12 Loi sur l'aménagement du territoire et les constructions (projet)*** (Bestimmungen über den kantonalen Richtplan)
2.	**Zielsetzungsbestimmungen** *Dispositions relatives à l'objectif*
	Art. 10 Loi sur l'énergie Le Conseil d'Etat établit un projet de conception générale en matière d'énergie, qui porte principalement sur: a) la situation du canton en matière énergétique et ses engagements à moyen et long terme; b) les objectifs de la politique énergétique cantonale et ses priorités; c) le plan directeur de l'énergie du canton, lequel établit périodiquement la part souhaitable des différentes énergies, notamment de celles qui sont renouvelables; d) les mesures d'application permettant de réaliser les objectifs de la politique énergétique. (al. 1) La conception générale en matière énergétique tient compte des conceptions de l'énergie et des projets de la Confédération, ainsi que de ceux des cantons, régions et communes voisines. (al. 2) **Règlement d'application de la Loi sur l'énergie** Art. 10: Le Conseil d'Etat établit un projet de conception générale en matière d'énergie, dont l'élaboration est confiée au département. Celui-ci sollicite le préavis de la commission. (al. 1) Les services des administrations cantonale et communales, les Services industriels, l'université, ainsi que les autres milieux intéressés publics ou privés collaborent avec le département. (al. 2) La conception générale de l'énergie est adoptée, puis réexaminée périodiquement, conformément à l'article 10, alinéas 3 à 5, de la loi. Au besoin, notamment sur proposition de la commission, la conception cantonale de l'énergie est adaptée en fonction de l'évolution de la technique, des données économiques ou de tout autre facteur d'influence important. (al. 3) Art. 11: La conception cantonale de l'énergie vise à améliorer la gestion de l'ensemble des ressources énergétiques par, notamment: a) des économies d'énergie; b) la diversification des agents énergétiques primaires; c) la recherche et le développement des ressources d'énergies indigènes;

	d) l'amélioration des cycles de conversion, en veillant à la protection de l'environnement.
3.	**Planung der Elektrizitätsversorgung** *Planification de l'approvisionnement en électricité*
3.1.	**Wer ist Planungsträger?** *Qui est responsable de la planification?*
	Art. 10 Loi sur l'énergie Le **Conseil d'Etat** établit un projet de conception générale en matière d'énergie, qui porte principalement sur: a) la situation du canton en matière énergétique et ses engagements à moyen et long terme; b) les objectifs de la politique énergétique cantonale et ses priorités; c) le plan directeur de l'énergie du canton, lequel établit périodiquement la part souhaitable des différentes énergies, notamment de celles qui sont renouvelables; d) les mesures d'application permettant de réaliser les objectifs de la politique énergétique. (al. 1) La conception générale en matière énergétique tient compte des conceptions de l'énergie et des projets de la Confédération, ainsi que de ceux des cantons, régions et communes voisines. (al. 2) Le projet de conception générale en matière d'énergie est adressé, en vue de son approbation, au Grand Conseil qui se prononce sous forme de résolution dans un délai de 6 mois. (al. 3) Au moins une fois par législature, la conception générale en matière d'énergie fait l'objet d'un examen et est au besoin adaptée. (al. 4) A cet effet, le Conseil d'Etat présente au Grand Conseil un rapport qui comprend notamment: a) l'analyse de l'évolution de la situation énergétique du canton durant la période considérée; b) l'évaluation des mesures prises pour atteindre les objectifs définis par la conception; c) les actions à poursuivre ou à entreprendre et leurs implications budgétaires. (al. 5)
3.2.	**Auf welcher Ebene?** *À quel niveau?*
	Makroplanung **Art. 10 al. 1 Loi sur l'énergie** Le Conseil d'Etat établit un projet de conception générale en matière d'énergie, qui porte principalement sur: a) la situation du canton en matière énergétique et ses engagements à moyen et long terme; b) les objectifs de la politique énergétique cantonale et ses priorités; c) le plan directeur de l'énergie du canton, lequel établit périodiquement la part souhaitable des différentes énergies, notamment de celles qui sont renouvelables; d) les mesures d'application permettant de réaliser les objectifs de la politique énergétique. **Règlement d'application de la Loi sur l'énergie** Art. 10: Le Conseil d'Etat établit un projet de conception générale en matière

	d'énergie, dont l'élaboration est confiée au département. Celui-ci sollicite le préavis de la commission. (al. 1) La conception générale de l'énergie est adoptée, puis réexaminée périodiquement, conformément à l'article 10, alinéas 3 à 5, de la loi. Au besoin, notamment sur proposition de la commission, la conception cantonale de l'énergie est adaptée en fonction de l'évolution de la technique, des données économiques ou de tout autre facteur d'influence important. (al. 3) Art. 11: La conception cantonale de l'énergie vise à améliorer la gestion de l'ensemble des ressources énergétiques par, notamment: a) des économies d'énergie; b) la diversification des agents énergétiques primaires; c) la recherche et le développement des ressources d'énergies indigènes; d) l'amélioration des cycles de conversion, en veillant à la protection de l'environnement. Art. 12: Sur la base de la conception cantonale de l'énergie, le département élabore, à l'attention du Conseil d'Etat, le plan directeur cantonal de l'énergie, lequel comprend notamment le plan directeur des énergies de réseau. (al. 1) Le plan directeur cantonal de l'énergie détermine les mesures à prendre conformément aux objectifs de la loi, compte tenu notamment des critères suivants: a) ressources énergétiques à l'échelon mondial; b) état actuel de la technique; c) délais de réalisation. (al. 2)
3.3.	**Wo und wie äussert sich das kantonale Recht zur Arbeitsteilung zwischen Kanton und Gemeinden?** *Comment le droit cantonal règle-t-il la répartition des tâches entre le canton et les communes?*
	Art. 3 Loi sur l'énergie Les milieux intéressés, soit notamment les autorités communales, les établissements et fondations de droit public, les entreprises du secteur de l'énergie, en particulier les Services industriels de Genève, dans le cadre de leurs attributions, sont tenus d'apporter leur collaboration à l'autorité cantonale compétente chargée de l'application de la présente loi. **Art. 10 Règlement d'application de la Loi sur l'énergie** Le Conseil d'Etat établit un projet de conception générale en matière d'énergie, dont l'élaboration est confiée au département [de l'intérieur, de l'agriculture et de l'environnement]. Celui-ci sollicite le préavis de la commission [consultative sur les questions énergétiques]. (al. 1). Les services des administrations cantonale et communales, les Services industriels, l'université, ainsi que les autres milieux intéressés publics ou privés collaborent avec le département. (al. 2)
3.4.	**Wo und wie äussert sich das kantonale Recht zur Behandlung von Interessenkonflikten zwischen Kanton, Gemeinden und Versorgungsunternehmen (insbesondere mit Bezug auf die Frage des Ausbaus von netz- bzw. leitungsgebundenen Energiesystemen)?** *Où et comment le droit cantonal traite-t-il des conflits d'intérêts entre un canton, des communes et des entreprises d'approvisionnement (en particulier en ce qui concerne le développement des systèmes énergétiques par réseau ou par conduites)?*
	Art. 24 Loi sur l'énergie Le recours contre les décisions prises en vertu de la présente loi ou de ses dispositions d'application est régi par les articles 145 à 150 de la loi sur les constructions

	et les installations diverses, du 14 avril 1988. **Art. 145 – 150 Loi sur les constructions et les installations diverses**
III.	**Spezialregelung für das kantonseigene Wasserkraft- und Elektrizitätswerk oder für die konzessionierten Wasserkraft- und Elektrizitätswerke** *Règlementation spéciale pour l'entreprise d'électricité du canton ou les centrales électriques et d'énergie hydraulique concessionnées*
1.	**Rechtsgrundlagen** *Bases juridiques*
	Loi sur l'organisation des Services industriels de Genève Art. 1er al. 1, 1ère phrase: Les Services industriels de Genève (ci-après: Services industriels), établissement de droit public genevois fondé sur les art. 158 à 160 de la Constitution genevoise, ont pour but de fournir dans le canton de GE l'eau, le gaz, l'électricité, de l'énergie thermique, ainsi que de traiter des déchets. Art. 2 al. 1: Les Services industriels sont doués de la personnalité juridique et sont autonomes dans les limites fixées par la présente loi.
2.	**Rechtsform** *Forme juridique*
	Etablissement de droit public
3.	**Gebiets- und Versorgungsmonopol** *Monopole d'approvisionnement et de secteur*
	Loi sur l'organisation des Services industriels de Genève Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
4.	**Privilegierungen/Nachteilige Verpflichtungen aus unternehmerischer Sicht** *Privilèges/obligations du point de vue de l'entreprise*
	Loi sur l'organisation des Services industriels de Genève Art. 5: Les Services industriels sont exempts des impôts cantonaux et communaux. Art. 31 al. 1: Les Services industriels procurent à l'Etat, à la Ville de Genève et aux autres communes genevoises, l'eau, le gaz et l'électricité à des tarifs réduits … Art. 32 al. 5: Pour l'installation de leurs réseaux de transport et de distribution sur le domaine public, les Services industriels se conforment aux dispositions légales et réglementaires en vigueur. Ils doivent dans chaque cas obtenir la concession, la permission ou l'autorisation de l'autorité cantonale ou communale qui administre le domaine public.

GL

I.	**«Service public»** *«Service public»*
1.	**Allgemeines** *Généralités*
1.1.	**Begriff «Service public»** *Notion de «Service public»*
1.2.	**Kantonale Bestimmungen zum «Service public»** *Dispositions cantonales relatives au «Service public»*
1.2.1.	**Legaldefinitionen und Umschreibungen des «Service public»** *Définitions légales et description du «Service public»*
	Art. 46 Abs. 2 KV Der Kanton und die Gemeinden fördern eine **ausreichende** und umweltgerechte Energieversorgung. **Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
1.2.2.	**Kantonale Service public-Pflichten** *Obligations relatives au «Service public» contenues dans le droit cantonal*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **§ 4 Vertrag ... betreffend Gründung der Gesellschaft der Nordostschweizerischen Kraftwerke A.G.** Die Nordostschweizerischen Kraftwerke sind verpflichtet, in den beteiligten Kantonen die elektrische Energie unter gleichen Verhältnissen zu den gleichen Bedingungen abzugeben, vorbehältlich der bestehenden Verträge und Konzessionen. (Abs. 1) Die beteiligten Kantone verpflichten sich, die gesamte elektrische Energie für ihre staatlichen Kraftversorgungen von den Nordostschweizerischen Kraftwerken zu beziehen, so lange diese in der Lage sind, zu annehmbaren Bedingungen Kraft zu liefern. Dabei hat es die Meinung, dass die Bedingungen, zu denen die beteiligten Kantone von den Kraftwerken Strom beziehen, unter keinen Umständen ungünstiger sein dürfen, als diejenigen, zu welchen sie bei Abschluss dieses Vertrages ihren Energiebedarf decken. (Abs. 2)
2.	**Versorgungspflicht i.e.S.** *Obligation d'approvisionnement au sens étroit*
2.1.	**Energieversorgung als staatliche Aufgabe** *Approvisionnement en énergie en tant que tâche publique*
	Art. 46 Abs. 2 KV Der Kanton und die Gemeinden fördern eine ausreichende und umweltgerechte Energieversorgung sowie einen sparsamen Energieverbrauch. Sie können sich an Werken für die Energieversorgung beteiligen oder solche betreiben. **Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.

2.2.	**Kompetenzzuteilung: Rolle des Kantons und der Gemeinden** *Attribution des compétences: rôle du canton et des communes*
	Art. 46 Abs. 2 KV Der Kanton und die Gemeinden fördern eine ausreichende und umweltgerechte Energieversorgung. **Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. * * * Die meisten in der Gesetzessamlung veröffentlichten Konzessionen (GS VII B/532/1 ff.) wurden Gemeinden erteilt.
2.3.	**Versorgungspflicht der Elektrizitätsunternehmen** *Obligation d'approvisionnement des entreprises d'électricité s*
	Verfassung Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Verordnung zum Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
2.4.	**Bei Bestehen einer Versorgungspflicht: wie wird diese übertragen?** *Mode de transfert d'une obligation d'approvisionnement*
	Bewilligung
	Art. 167 Gesetz über die Einführung des Schweizerischen Zivilgesetzbuch im Kanton GL Die ganze oder teilweise Ableitung des Abflusses einer Quelle oder von Grundwasser bedarf der Bewilligung des Regierungsrates: ... (Abs. 1) Die Bewilligung kann an sichernde Bedingungen geknüpft werden; die Bestimmungen des Energiegesetzes bleiben vorbehalten. (Abs. 2) **Art. 3 Energiegesetz** Die Neuerstellung oder Erweiterung einer Anlage zur Gewinnung von Energie mit einer elektrischen Leistung von mehr als 200 kW oder einer thermischen Leistung von mehr als 1000 kW bedarf einer Bewilligung des Regierungsrates. (Abs. 1) Der Bewilligungspflicht sind alle Arten der Energiegewinnung unterstellt, insbesondere die Energiegewinnung aus der Tiefe, dem Boden, dem Grundwasser, den stehenden und fliessenden Gewässern, der Luft und der Sonne. (Abs. 2) Vor der Bewilligungserteilung holt der Regierungsrat die Stellungnahme der Standortgemeinde ein; er nimmt im öffentlichen Interesse liegende Auflagen in die Bewilligung auf. Die Bewilligung wird erteilt, wenn die Anlage den Zielsetzungen dieses Gesetzes entspricht und keine überwiegenden öffentlichen Interessen entgegenstehen. (Abs. 3) Die Bewilligung wird für eine bestimmte Frist, die 80 Jahre nicht übersteigen darf, erteilt. Wenn die Bewilligung vor Ablauf der Bewilligungszeit nicht erneuert wird, ist der Bewilligungsnehmer verpflichtet, soweit möglich und sinnvoll, den ursprünglichen Zustand wieder herzustellen. (Abs. 4) Die Gebühren werden in der landrätlichen Vollzugsverordnung geregelt; sie betragen höchstens 50 Franken pro kW. (Abs. 5)

2.5.	**Welche hauptsächlichen Folgen sind mit der Versorgungspflicht verknüpft?** *Principaux effets liés à l'obligation d'approvisionnement*
2.5.1.	**Welche Rechte und Pflichten hat der Versorger?** *Droits et obligations du fournisseur*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **§ 4 Vertrag … betr. Gründung der Gesellschaft der Nordostschweizerischen Kraftwerke A.G.** Die Nordostschweizerischen Kraftwerke sind verpflichtet, in den beteiligten Kantonen die elektrische Energie unter gleichen Verhältnissen zu den gleichen Bedingungen abzugeben, vorbehältlich der bestehenden Verträge und Konzessionen. (Abs. 1) Die beteiligten Kantone verpflichten sich, die gesamte elektrische Energie für ihre staatlichen Kraftversorgungen von den Nordostschweizerischen Kraftwerken zu beziehen, so lange diese in der Lage sind, zu annehmbaren Bedingungen Kraft zu liefern. ... (Abs. 2)
2.5.2.	**Geht die Versorgungspflicht mit einer Gebietszuteilung einher?** *L'obligation d'approvisionnement va-t-elle de pair avec une attribution de secteur?*
	Art. 9 Abs. 1 Energiegesetz Bei der Neuerstellung oder Erweiterung von Anlagen zur Verteilung und Übertragung von leitungsgebundener Energie oder von Energieträgern, die sich über ein einzelnes Gemeindegebiet hinaus erstrecken, sind die Interessen der beteiligten Gemeinden aufeinander abzustimmen. **Vertrag … betr. Gründung der Gesellschaft der Nordostschweizerischen Kraftwerke A.G.** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
2.5.3.	**Geht die Versorgungspflicht mit einem Versorgungsmonopol einher?** *L'obligation d'approvisionnement va-t-elle de pair avec un monopole d'approvisionnement?*
	Art. 9 Abs. 1 Energiegesetz Bei der Neuerstellung oder Erweiterung von Anlagen zur Verteilung und Uebertragung von leitungsgebundener Energie oder von Energieträgern, die sich über ein einzelnes Gemeindegebiet hinaus erstrecken, sind die Interessen der beteiligten Gemeinden aufeinander abzustimmen. **§ 4 Abs. 2 Vertrag … betr. Gründung der Gesellschaft der Nordostschweizerischen Kraftwerke A.G.** Die beteiligten Kantone verpflichten sich, die gesamte elektrische Energie für ihre staatlichen Kraftversorgungen von den Nordostschweizerischen Kraftwerken zu beziehen, so lange diese in der Lage sind, zu annehmbaren Bedingungen Kraft zu liefern. ...
2.5.4.	**Werden damit hoheitliche Befugnisse übertragen?** *Une part de souveraineté est-elle ainsi transférée?*
	Indirekt Art. 30 Energiegesetz Rechtskräftige Verfügungen und Entscheide der Rekurskommission gemäss Artikel 8 dieses Gesetzes sowie von Verwaltungsbehörden, die gestützt auf dieses Gesetz ergehen und zu Geldzahlungen oder Sicherheitsleistung verpflichten, stehen im Sinne von Artikel 80 Absatz 2 des Bundesgesetzes über Schuldbetreibung und Konkurs vollstreckbaren gerichtlichen Urteilen gleich. **Vertrag … betr. Gründung der Gesellschaft der Nordostschweizerischen Kraft-**

	werke A.G. Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
2.5.5.	**Wird damit eine Kooperationspflicht (mit dem Kanton, mit anderen Kantonen, mit anderen Unternehmen) verknüpft?** *Un devoir de coopération (avec le canton, d'autres cantons ou d'autres entreprises) est-il lié à l'obligation d'approvisionnement?*
	Art. 9 Energiegesetz Bei der Neuerstellung oder Erweiterung von Anlagen zur Verteilung und Uebertragung von leitungsgebundener Energie oder von Energieträgern, die sich über ein einzelnes Gemeindegebiet hinaus erstrecken, sind die Interessen der beteiligten Gemeinden aufeinander abzustimmen. (Abs. 1) Falls sich die Parteien bzw. die Gemeinden nicht einigen können, entscheidet der Regierungsrat. (Abs. 2) **Vertrag … betr. Gründung der Gesellschaft der Nordostschweizerischen Kraftwerke A.G.** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
2.6.	**Mechanismen des kantonalen Rechts zur Sicherstellung bzw. Durchsetzung der Erfüllung der Versorgungspflicht i.e.S.** *Mécanismes du droit cantonal visant la garantie et/ou la pénétration de l'exécution de l'obligation d'approvisionnement au sens étroit*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Verordnung zum Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
2.7.	**Was gilt, wenn das kantonale Recht keine Versorgungspflicht vorsieht?** *Règles applicables si le droit cantonal ne prévoit pas d'obligation d'approvisionnement*
	Zuteilung des Netzgebietes
	Art. 12 Abs. 2 Energiegesetz Der Regierungsrat kann im Rahmen des Bundesrechts zur Sicherstellung der Anschlüsse öffentlichen oder privaten Versorgungsunternehmen Netzgebiete zuteilen.
3.	**Versorgungssicherheit** *Sécurité de l'approvisionnement*
3.1.	**Bestimmungen zur Sicherheit (qualitativ)** *Dispositions relatives à la sécurité qualitative*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Verordnung zum Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
3.2.	**Bestimmungen zur Kapazität (quantitativ)** *Dispositions relatives à la capacité*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Verordnung zum Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.

3.3.	**Wie geht der Gesetzgeber mit möglichen Kapazitätsengpässen um?** *Comment règle-t-on la problématique des goulots d'étranglement de capacité?*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Verordnung zum Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
3.4.	**Andere Leistungsaufträge im Zusammenhang mit der Versorgungssicherheit** *Autres mandats de prestations en rapport avec la sécurité de l'approvisionnement*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Verordnung zum Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Notrechtsgesetz** Art. 1: Das Gesetz stellt die Regierungs- und Verwaltungstätigkeit und die öffentlichen Dienste im Kanton Glarus bei Versorgungsstörungen oder schweren Mangellagen infolge von Marktstörungen im Sinne des Bundesgesetzes über die wirtschaftliche Landesversorgung, bei Katastrophen oder kriegerischen Ereignissen sicher. Art. 1a: Versorgungsstörungen und schwere Mangellagen im Sinne dieses Gesetzes sind schwerwiegende Störungen der Landesversorgung mit **lebenswichtigen Gütern** und Dienstleistungen, denen die Wirtschaft nicht selber begegnen kann.
3.5.	**Sieht das kantonale Recht Regelungen vor, wie diese gesetzlichen Aufträge zur Herstellung der Versorgungssicherheit sichergestellt werden?** *Le droit cantonal contient-il des règles sur la manière dont ces mandats légaux relatifs à la sécurité de l'approvisionnement sont assurés?*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Verordnung zum Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
4.	**Sonderbestimmungen für bestimmte Regionen** *Dispositions spéciales pour certaines régions*
4.1.	**Differenzierte Behandlung bestimmter Regionen innerhalb des Kantons** *Traitement différencié de certaines régions dans le canton*
	Indirekt Art. 9 Abs. 1 Energiegesetz Bei der Neuerstellung oder Erweiterung von Anlagen zur Verteilung und Übertragung von leitungsgebundener Energie oder von Energieträgern, die sich über ein einzelnes Gemeindegebiet hinaus erstrecken, sind die Interessen der beteiligten Gemeinden aufeinander abzustimmen. **Art. 20 Konzession für die Ausnützung der Wasserkraft des Niederenbaches oberhalb des Alpstegstafels bei Schwanden** Die in der bestehenden Kraftzentrale in der «Herren» erzeugte elektrische Energie ist in erster Linie in dem im Kanton Glarus gelegenen Versorgungsgebiet des Elektrizitätswerkes zu verwenden. Für die in der oder den Kraftzentralen im Einzugsgebiet des Niederenbaches erzeugte elektrische Energie wird für glarnerische Kraftabnehmer ausserhalb des heutigen Versorgungsgebietes des Elektrizitätswerkes Schwanden zu angemessenen Bedingungen und Preisen ein Vorzugsrecht für den Energiebezug eingeräumt, insgesamt bis zu: einer Million Kilowattstunden jährlich und einer Höchstbelastung von 350 Kilowatt ab Generator, wenn der Stauweiher in der «Garichte» auf drei Millionen Kubikmeter nutzbarer Stauinhalt ausgebaut ist, und 1,5 Millionen Kilowattstunden jährlich und einer Höchstbelastung von 500 Kilowatt ab Generator, wenn sowohl

	der Stauweiher in der «Garichte» als in der «Matt» zusammen mit sechs Millionen Kubikmeter nutzbarem Stauinhalt im Betriebe sind. (Abs. 1) Glarnerische Kraftabnehmer ausserhalb des derzeitigen Versorgungsgebietes des Elektrizitätswerkes Schwanden, welche von diesem Vorzugsrecht auf Lieferung von elektrischer Energie Gebrauch machen wollen, haben ihre Begehren spätestens zwei Jahre vor Beginn der Energielieferung dem Konzessionsinhaber zuzustellen. (Abs. 2) Im übrigen ist der Konzessionsinhaber in der Verwendung der Kraft unbeschränkt. (Abs. 3) **Art. 20 Konzession für die Ausnützung der Wasserkraft des Sernf zwischen dem Bahnhof Engi-Vorderdorf und der Wassergerechtigkeit der Textil AG, vormals J. Paravicini, in Schwanden** An der aus der Wasserkraft des Sernf erzeugten elektrischen Energie wird für glarnerische Kraftabnehmer ausserhalb des heutigen Stromversorgungsgebietes des Elektrizitätswerkes Schwanden zu angemessenen Bedingungen und im Verhältnis zu den Gestehungskosten stehenden Preisen ein Vorzugsrecht für den Energiebezug eingeräumt, insgesamt bis zu 1,5 Millionen Kilowattstunden jährlich und einer Höchstbelastung von 500 Kilowatt ab Generator. (Abs. 1) Glarnerische Kraftabnehmer ausserhalb des derzeitigen Versorgungsgebietes des Elektrizitätswerkes Schwanden, welche von diesem Vorzugsrecht auf Lieferung von Energie Gebrauch machen wollen, haben ihre Begehren spätestens zwei Jahre vor Beginn der Energielieferung dem Konzessionsinhaber zuzustellen. (Abs. 2) Streitigkeiten über die Möglichkeit der Kraftabgabe sowie über Preise und Bedingungen werden von einem Schiedsgericht entschieden, das aus drei Mitgliedern besteht, wovon je eines von jeder Partei und der Vorsitzende vom Verwaltungsgerichtspräsidenten bezeichnet wird. (Abs. 3) Im übrigen ist der Konzessionsinhaber in der Verwendung der Kraft unbeschränkt. (Abs. 4)
4.2.	**Preissolidarität oder anderweitige Ausgleichsmechanismen für bestimmte Gebietsteile: Erwähnung des Mechanismus in den Rechtsgrundlagen?** *Solidarité des prix ou autres mécanismes de compensation pour des parties de territoire déterminées: mention du mécanisme dans les bases juridiques?*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
5.	**Anschlusspflicht und Anschlussbedingungen** *Obligation de raccordement et conditions de raccordement*
5.1	**Anschlusspflicht** *Obligation de raccordement*
	Art. 12 Energiegesetz **Alle Siedlungen** im Kanton sind von öffentlichen oder privaten Energieversorgungsunternehmen an das Netz für den Transport von elektrischer Energie anzuschliessen. (Abs. 1) Der Regierungsrat kann im Rahmen des Bundesrechts zur Sicherstellung der Anschlüsse öffentlichen oder privaten Versorgungsunternehmen Netzgebiete zuteilen. (Abs. 2) Der Landrat ist befugt, auf dem Verordnungsweg weitere Bestimmungen zu erlassen über die Anschlusspflichten von Elektrizitätsversorgungsunternehmen, insbe-

	sondere im Rahmen der Bundesgesetzgebung über den Elektrizitätsmarkt. (Abs. 3)
5.2	**Anschlussbedingungen** *Conditions de raccordement*
	Art. 12 Energiegesetz Alle Siedlungen im Kanton sind von öffentlichen oder privaten Energieversorgungsunternehmen an das Netz für den Transport von elektrischer Energie anzuschliessen. (Abs. 1) Der Landrat ist befugt, auf dem Verordnungsweg weitere Bestimmungen zu erlassen über die Anschlusspflichten von Elektrizitätsversorgungsunternehmen, insbesondere im Rahmen der Bundesgesetzgebung über den Elektrizitätsmarkt. (Abs. 3)
5.3	**Regelungen über die Kosten des Anschlusses** *Règles sur les frais de raccordement*
	Art. 12 Abs. 3 Energiegesetz Der Landrat ist befugt, auf dem Verordnungsweg weitere Bestimmungen zu erlassen über die Anschlusspflichten von Elektrizitätsversorgungsunternehmen, insbesondere im Rahmen der Bundesgesetzgebung über den Elektrizitätsmarkt.
6.	**Kantonale Bestimmungen betreffend das Verhältnis zum Stromkunden** *Dispositions cantonales concernant les relations avec les consommateurs d'électricité*
6.1.	**Finden sich kantonale Bestimmungen zum Rechtsverhältnis zwischen Stromlieferant und Stromkunden?** *Existe-t-il des dispositions cantonales concernant le rapport de droit entre le fournisseur d'électricité et le consommateur?*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Verordnung zum Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
6.2.	**Wird dem Kunden eine Lieferantenauswahl gewährt?** *Le libre choix du fournisseur est-il accordé au client?*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Art. 20 Konzession für die Ausnützung der Wasserkraft des Niederenbaches oberhalb des Alpstegstafels bei Schwanden** Die in der bestehenden Kraftzentrale in der «Herren» erzeugte elektrische Energie ist in erster Linie in dem im Kanton Glarus gelegenen Versorgungsgebiet des Elektrizitätswerkes zu verwenden. Für die in der oder den Kraftzentralen im Einzugsgebiet des Niederenbaches erzeugte elektrische Energie wird für glarnerische Kraftabnehmer ausserhalb des heutigen Versorgungsgebietes des Elektrizitätswerkes Schwanden zu angemessenen Bedingungen und Preisen ein Vorzugsrecht für den Energiebezug eingeräumt, insgesamt bis zu: einer Million Kilowattstunden jährlich und einer Höchstbelastung von 350 Kilowatt ab Generator, wenn der Stauweiher in der «Garichte» auf drei Millionen Kubikmeter nutzbarer Stauinhalt ausgebaut ist, und 1,5 Millionen Kilowattstunden jährlich und einer Höchstbelastung von 500 Kilowatt ab Generator, wenn sowohl der Stauweiher in der «Garichte» als in der «Matt» zusammen mit sechs Millionen Kubikmeter nutzbarem Stauinhalt im Betriebe sind. (Abs. 1) Glarnerische Kraftabnehmer ausserhalb des derzeitigen Versorgungsgebietes des Elektrizitätswerkes Schwanden, welche von diesem Vorzugsrecht auf Lieferung von elektrischer Energie Gebrauch machen wollen, haben ihre Begehren spätestens zwei Jahre vor Beginn der Energielieferung dem Konzessionsinhaber zuzustellen. (Abs. 2) Im übrigen ist der Konzessionsinhaber in der Verwendung der Kraft unbeschränkt. (Abs. 3) Art. 20 Konzession für die Ausnützung der Wasserkraft des Sernf zwischen dem Bahnhof Engi-Vorderdorf und der Wassergerechtigkeit der Textil AG, vormals J. Paravicini, in Schwanden An der aus der Wasserkraft des Sernf erzeugten elektrischen Energie wird für glarnerische Kraftabnehmer ausserhalb des heutigen Stromversorgungsgebietes des Elektrizitätswerkes Schwanden zu angemessenen Bedingungen und im Verhältnis zu den Gestehungskosten stehenden Preisen ein Vorzugsrecht für den Energiebezug eingeräumt, insgesamt bis zu 1,5 Millionen Kilowattstunden

	jährlich und einer Höchstbelastung von 500 Kilowatt ab Generator. (Abs. 1) Glarnerische Kraftabnehmer ausserhalb des derzeitigen Versorgungsgebietes des Elektrizitätswerkes Schwanden, welche von diesem Vorzugsrecht auf Lieferung von Energie Gebrauch machen wollen, haben ihre Begehren spätestens zwei Jahre vor Beginn der Energielieferung dem Konzessionsinhaber zuzustellen. (Abs. 2) Streitigkeiten über die Möglichkeit der Kraftabgabe sowie über Preise und Bedingungen werden von einem Schiedsgericht entschieden, das aus drei Mitgliedern besteht, wovon je eines von jeder Partei und der Vorsitzende vom Verwaltungsgerichtspräsidenten bezeichnet wird. (Abs. 3) Im übrigen ist der Konzessionsinhaber in der Verwendung der Kraft unbeschränkt. (Abs. 4)
6.3.	**Gibt das kantonale Recht Vorgaben für die Preisbedingungen?** *Le droit cantonal contient-il des normes relatives aux conditions de prix?*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Verordnung zum Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
6.4.	**Gibt das kantonale Recht Vorgaben für die Ausgestaltung der Stromlieferung?** *Le droit cantonal contient-il des normes sur l'arrangement de la fourniture d'électricité?*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Verordnung zum Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
6.5.	**Äussert sich das kantonale Recht zur Möglichkeit des «Abhängens» von Stromkunden?** *Le droit cantonal se prononce-t-il sur la possibilité d'abandonner des consommateurs d'électricité?*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Verordnung zum Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
6.6.	**Äussert sich das kantonale Recht zu Haftungsfragen?** *Le droit cantonal se prononce-t-il sur des questions de responsabilité?*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Verordnung zum Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
II.	**Versorgungsplanung** *Planification de l'approvisionnement*
1.	**Allgemeines** *Généralités*
	Art. 2 Abs. 1 Energiegesetz Kanton und Gemeinden arbeiten für den Vollzug dieses Gesetzes mit den Organisationen der Wirtschaft zusammen. **Art. 3 – 6 Raumplanungs- und Baugesetz** (Bestimmungen über den kantonalen Richtplan)

2.	**Zielsetzungsbestimmungen** *Dispositions relatives à l'objectif*
	Art. 1 Energiegesetz Dieses Gesetz regelt die kantonale Energiepolitik und dient dem Vollzug der Energiegesetzgebung des Bundes. (Abs. 1) Es soll im Rahmen der Bundesvorschriften die wirtschaftliche und umweltverträgliche Versorgung mit Energie gewährleisten, die sparsame und rationelle Energieverwendung sowie die Nutzung von erneuerbaren und einheimischen Energien fördern. (Abs. 2)
3.	**Planung der Elektrizitätsversorgung** *Planification de l'approvisionnement en électricité*
3.1.	**Wer ist Planungsträger?** *Qui est responsable de la planification?*
	Energiegesetz Art. 1 Abs. 1: Dieses Gesetz regelt die kantonale Energiepolitik und dient dem Vollzug der Energiegesetzgebung des Bundes. Art. 2 Abs. 1: Kanton und Gemeinden arbeiten für den Vollzug dieses Gesetzes mit den Organisationen der Wirtschaft zusammen.
3.2.	**Auf welcher Ebene?** *À quel niveau?*
	Keine Planung **Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
3.3.	**Wo und wie äussert sich das kantonale Recht zur Arbeitsteilung zwischen Kanton und Gemeinden?** *Comment le droit cantonal règle-t-il la répartition des tâches entre le canton et les communes?*
	Art. 2 Abs. 1 Energiegesetz Kanton und Gemeinden arbeiten für den Vollzug dieses Gesetzes mit den Organisationen der Wirtschaft zusammen.
3.4.	**Wo und wie äussert sich das kantonale Recht zur Behandlung von Interessenkonflikten zwischen Kanton, Gemeinden und Versorgungsunternehmen (insbesondere mit Bezug auf die Frage des Ausbaus von netz- bzw. leitungsgebundenen Energiesystemen)?** *Où et comment le droit cantonal traite-t-il des conflits d'intérêts entre un canton, des communes et des entreprises d'approvisionnement (en particulier en ce qui concerne le développement des systèmes énergétiques par réseau ou par conduites)?*
	Art. 31 Energiegesetz Gesuche um Bewilligungen gemäss Artikel 3 werden im Amtsblatt veröffentlicht und von da an während 30 Tagen auf der zuständigen Direktion zur Einsichtnahme aufgelegt. (Abs. 1) Wer ein schutzwürdiges Interesse hat, kann binnen 30 Tagen seit der Veröffentlichung im Amtsblatt beim Regierungsrat schriftlich Einsprache wegen Verletzung öffentlichrechtlicher Bestimmungen einreichen. Die Einsprache ist zu begründen. (Abs. 2) Die Einsprache ist dem Gesuchsteller unverzüglich mitzuteilen und ihm eine Frist von 30 Tagen zur Stellungnahme zuhanden des Regierungsrates anzusetzen. (Abs. 3) Bewilligungen des Regierungsrates gemäss Artikel 3 werden im Amtsblatt publiziert. (Abs. 4) Gegen alle Verfügungen der Gemeinden oder der zuständigen Direktion kann binnen 14 Tagen beim Regierungsrat und gegen dessen Entscheide binnen 30 Ta-

	gen beim Verwaltungsgericht Beschwerde erhoben werden. Vorbehalten bleibt Artikel 8 dieses Gesetzes. (Abs. 5) Der Rechtsschutz richtet sich nach dem Verwaltungsrechtspflegegesetz. (Abs. 6)
III.	**Spezialregelung für kantonseigene oder konzessionnierte Wasserkraft- und Elektrizitätswerke** *Règlementation spéciale pour les centrales électriques ou les entreprises d'électricité du canton ou concessionnées*
1.	**Rechtsgrundlagen** *Bases juridiques*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
2.	**Rechtsform** *Forme juridique*

3.	**Gebiets- und Versorgungsmonopol** *Monopole d'approvisionnement et de secteur*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
4.	**Privilegierungen oder Nachteilige Verpflichtungen aus unternehmerischer Sicht?** *Privilèges/obligations du point de vue de l'entreprise*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.

GR

I.	**«Service public»** *«Service public»*
1.	**Allgemeines** *Généralités*
1.1.	**Begriff «Service public»** *Notion de «Service public»*
1.2.	**Kantonale Bestimmungen zum «Service public»** *Dispositions cantonales relatives au «Service public»*
1.2.1.	**Legaldefinitionen und Umschreibungen des «Service public»** *Définitions légales et description du «Service public»*
	Verfassung vom 02.10.1892 Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. ***Art. 82 KV (Abstimmungsvorlage)*** *Kanton und Gemeinden sorgen für die angemessene Versorgung des Kantonsgebietes bezüglich Wasser und Energie, Verkehrsbindungen sowie Telekommunikation. (Abs. 1)* *Sie fördern die sichere, ausreichende und umweltschonende Versorgung mit Energie, deren sparsame und rationelle Verwendung sowie die Nutzung erneubaren Energien. (Abs. 2)* **Art. 2 lit. c Wasserrechtsgesetz** Dieses Gesetz bezweckt eine **sichere**, **ausreichende** und **weitgehend** eigenständige **Versorgung** des Kantons mit **möglichst preisgünstiger** Energie **Art. 2 Abs. 1 Energiegesetz** Dieses Gesetz fördert eine rationelle, **ausreichende** und wirtschaftliche Energieversorgung ...
1.2.2.	**Kantonale Service public-Pflichten** *Obligations relatives au «Service public» contenues dans le droit cantonal*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Wasserrechtsgesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Art. 29 Verordnung zum Wasserrechtsgesetz** Die Regierung erstellt ein kantonales Versorgungskonzept. Das Versorgungskonzept enthält: a) generelle Anforderungen an die Sicherheit der Versorgung von Regionen und Teilregionen des Kantons; b) Massnahmen, welche die Versorgungssicherheit erhöhen können; c) Möglichkeiten zur Zusammenarbeit zwischen den Regionen untereinander und mit dem Kanton.
2.	**Versorgungspflicht i.e.S.** *Obligation d'approvisionnement au sens étroit*
2.1.	**Energieversorgung als staatliche Aufgabe** *Approvisionnement en énergie en tant que tâche publique*
	Art. 42 Abs. 3 lit. a KV vom 02.10.1892 Kanton und Gemeinden fördern eine umweltgerechte, rationnelle, ausreichende und wirtschaftliche

	Energieversorgung. ***Art. 82 KV (Abstimmungsvorlage)*** *Kanton und Gemeinden sorgen für die angemessene Versorgung des Kantonsgebietes bezüglich Wasser und Energie, ... (Abs. 1)* *Sie fördern die sichere, ausreichende und umweltschonende Versorgung mit Energie ... (Abs. 2)*
2.2.	**Kompetenzzuteilung: Rolle des Kantons und der Gemeinden** *Attribution des compétences: rôle du canton et des communes*
	Art. 42 Abs. 3 lit. a KV Kanton und Gemeinden fördern eine umweltgerechte, rationelle, ausreichende und wirtschaftliche Energieversorgung. ***Art. 82 KV (Abstimmungsvorlage)*** *Kanton und Gemeinden sorgen für die angemessene Versorgung des Kantonsgebietes bezüglich Wasser und Energie, Verkehrsbindungen sowie Telekommunikation. (Abs. 1)* *Sie fördern die **sichere**, **ausreichende** und umweltschonende Versorgung mit Energie, deren sparsame und rationelle Verwendung sowie die Nutzung erneubaren Energien. (Abs. 2)* **Art. 61 Wasserrechtsgesetz** Die Gemeinden sorgen für die Erschliessung und Belieferung ihres Gebietes mit elektrischer Energie.
2.3.	**Versorgungspflicht der Elektrizitätsunternehmen** *Obligation d'approvisionnement des entreprises d'électricité*
	Verfassung vom 02.10.1892 Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. ***Verfassung (Abstimmungsvorlage)*** *Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.* **Art. 62 Wasserrechtsgesetz** Die Gemeinden können zur Erfüllung ihrer Aufgabe gemäss Artikel 61 eigene regionale oder überregionale Energieversorgungsunternehmungen (EVU) bilden oder die Erfüllung dieser Aufgabe privaten EVU übertragen.
2.4.	**Bei Bestehen einer Versorgungspflicht: wie wird diese übertragen?** *Mode de transfert d'une obligation d'approvisionnement*
	Konzession
	Wasserrechtsgesetz Art. 1: Dieses Gesetz ordnet die Nutzung der öffentlichen Gewässer des Kantons GR zur Produktion von elektrischer Energie sowie die Stromversorgung der Gemeinden und des Kantons. Art. 7: Die Gemeinden können die Wasserkraft ihrer Gewässer selbst nutzen oder das Nutzungsrecht mittels Konzession Dritten verleihen. Art. 23 (betr. Inhalt der Konzession)
2.5.	**Welche hauptsächlichen Folgen sind mit der Versorgungspflicht verknüpft?** *Principaux effets liés à l'obligation d'approvisionnement*
2.5.1.	**Welche Rechte und Pflichten hat der Versorger?** *Droits et obligations du fournisseur*
	Wasserrechtsgesetz Art. 61: Die Gemeinden sorgen für die Erschliessung und Belieferung ihres Gebietes mit elektrischer Energie. Art. 62: Die Gemeinden können zur Erfüllung ihrer Aufgabe gemäss Artikel 61 eigene regionale oder überregionale Energieversorgungsunternehmungen (EVU) bilden oder die Erfüllung dieser Aufgabe

	privaten EVU übertragen. Art. 63: Der Kanton und die Gemeinden sind befugt, gegebenenfalls mit weiterer bündnerischer Interessenz, eigene Elektrizitätsgesellschaften zu gründen, die sich mit der Produktion, dem Transport, der Transformierung, dem Austausch und der Lieferung von elektrischer Energie befassen. (Abs. 1) Diese Elektrizitätsgesellschaften können sich ihrerseits an anderen Produktions- und Energiehandelsgesellschaften beteiligen. (Abs. 2)
2.5.2.	**Geht die Versorgungspflicht mit einer Gebietszuteilung einher?** *L'obligation d'approvisionnement va-t-elle de pair avec une attribution de secteur?*
	Art. 61 Wasserrechtsgesetz Die Gemeinden sorgen für die Erschliessung und Belieferung ihres Gebietes mit elektrischer Energie.
2.5.3.	**Geht die Versorgungspflicht mit einem Versorgungsmonopol einher?** *L'obligation d'approvisionnement va-t-elle de pair avec un monopole d'approvisionnement?*
	Art. 62 Wasserrechtsgesetz Die Gemeinden können zur Erfüllung ihrer Aufgabe gemäss Artikel 61 eigene regionale oder überregionale Energieversorgungsunternehmungen (EVU) bilden oder die Erfüllung dieser Aufgabe privaten EVU übertragen.
2.5.4.	**Werden damit hoheitliche Befugnisse übertragen?** *Une part de souveraineté est-elle ainsi transférée?*
	Art. 20 Energiegesetz Die Regierung kann Vollzugsaufgaben des Kantons gemäss diesem Gesetz auch Privaten übertragen.
2.5.5.	**Wird damit eine Kooperationspflicht (mit dem Kanton, mit anderen Kantonen, mit anderen Unternehmen) verknüpft?** *Un devoir de coopération (avec le canton, d'autres cantons ou d'autres entreprises) est-il lié à l'obligation d'approvisionnement?*
	Wasserrechtsgesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
2.6.	**Mechanismen des kantonalen Rechts zur Sicherstellung bzw. Durchsetzung der Erfüllung der Versorgungspflicht i.e.S.** *Mécanismes du droit cantonal visant la garantie et/ou la pénétration de l'exécution de l'obligation d'approvisionnement au sens étroit*
	Wasserrechtsgesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energieverordnung** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
2.7.	**Was gilt, wenn das kantonale Recht keine Versorgungspflicht vorsieht?** *Règles applicables si le droit cantonal ne prévoit pas d'obligation d'approvisionnement*
	Ev. Gründung einer Aktiengesellschaft mit Mehrheitsbeteiligung der Gemeinden
	Abschluss (durch den Kanton und auf Wunsch der Energieversorgungs-unternehmungen) von Verträgen über die Sicherstellung der Energieversorgung

3.	**Versorgungssicherheit** *Sécurité de l'approvisionnement*
3.1.	**Bestimmungen zur Sicherheit (qualitativ)** *Dispositions relatives à la sécurité qualitative*
	Art. 70 Abs. 1 Wasserrechtsgesetz Um durch Stromaustausch eine zweckmässige Ausnutzung der Energie zu sichern und um Stromunterbrüche zu begrenzen, kann die Regierung nach Anhörung der betroffenen Gesellschaften den Zusammenschluss von Leitungsnetzen anordnen.
3.2.	**Bestimmungen zur Kapazität (quantitativ)** *Dispositions relatives à la capacité*
	Wasserrechtsgesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Art. 64 Energiegesetz** Der Kanton kann auf Wunsch der kommunalen, regionalen und überregionalen Energieversorgungsunternehmen und zur Sicherstellung einer kommunalen, regionalen und überregionalen Energieversorgung Verträge zur Energiebeschaffung oder zum Energieaustausch abschliessen.
3.3.	**Wie geht der Gesetzgeber mit möglichen Kapazitätsengpässen um?** *Comment règle-t-on la problématique des goulots d'étranglement de capacité?*
	Art. 70 Abs. 1 Wasserrechtsgesetz Um durch Stromaustausch eine zweckmässige Ausnutzung der Energie zu sichern und um Stromunterbrüche zu begrenzen, kann die Regierung nach Anhörung der betroffenen Gesellschaften den Zusammenschluss von Leitungsnetzen anordnen.
3.4.	**Andere Leistungsaufträge im Zusammenhang mit der Versorgungssicherheit** *Autres mandats de prestations en rapport avec la sécurité de l'approvisionnement*
	Wasserrechtsgesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Art. 29 lit. b Verordnung zum Wasserrechtsgesetz** Die Regierung erstellt ein kantonales Versorgungskonzept. Das Versorgungskonzept enthält ... Massnahmen, welche die Versorgungssicherheit erhöhen können. **Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Art. 3 lit. k Gesetz über die Katastrophenhilfe** Die Regierung hat insbesondere Massnahmen vorzubereiten und durchzuführen, um jederzeit die Bevölkerung mit **lebenswichtigen Gütern** und Dienstleistungen zu versorgen ...
3.5.	**Sieht das kantonale Recht Regelungen vor, wie diese gesetzlichen Aufträge zur Herstellung der Versorgungssicherheit sichergestellt werden?** *Le droit cantonal contient-il des règles sur la manière dont ces mandats légaux relatifs à la sécurité de l'approvisionnement sont assurés?*
	Art. 70 Abs. 1 Wasserrechtsgesetz Um durch Stromaustausch eine zweckmässige Ausnutzung der Energie zu sichern und um Stromunterbrüche zu begrenzen, kann die Regierung nach Anhörung der betroffenen Gesellschaften den Zusammenschluss von Leitungsnetzen anordnen.

	Art. 29 lit. b Verordnung zum Wasserrechtsgesetz Die Regierung erstellt ein kantonales Versorgungskonzept. Das Versorgungskonzept enthält ... Massnahmen, welche die Versorgungssicherheit erhöhen können.
4.	**Sonderbestimmungen für bestimmte Regionen** **Dispositions spéciales pour certaines régions**
4.1.	**Differenzierte Behandlung bestimmter Regionen innerhalb des Kantons** *Traitement différencié de certaines régions dans le canton*
	Indirekt Art. 61 Wasserrechtsgesetz Die Gemeinden sorgen für die Erschliessung und Belieferung ihres Gebietes mit elektrischer Energie.
4.2.	**Preissolidarität oder anderweitige Ausgleichsmechanismen für bestimmte Gebietsteile: Erwähnung des Mechanismus in den Rechtsgrundlagen?** *Solidarité des prix ou autres mécanismes de compensation pour des parties de territoire déterminées: mention du mécanisme dans les bases juridiques?*
	Wasserrechtsgesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
5.	**Anschlusspflicht und Anschlussbedingungen** *Obligation de raccordement et conditions de raccordement*
5.1	**Anschlusspflicht** *Obligation de raccordement*
	Wasserrechtsgesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Verordnung zum Wasserrechtsgesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
5.2	**Anschlussbedingungen** *Conditions de raccordement*
	Wasserrechtsgesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Verordnung zum Wasserrechtsgesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
5.3	**Regelungen über die Kosten des Anschlusses** *Règles sur les frais de raccordement*
	Wasserrechtsgesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Verordnung zum Wasserrechtsgesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.

6.	**Kantonale Bestimmungen betreffend das Verhältnis zum Stromkunden** *Dispositions cantonales concernant les relations avec les consommateurs d'électricité*
6.1.	**Finden sich kantonale Bestimmungen zum Rechtsverhältnis zwischen Stromlieferant und Stromkunden?** *Existe-t-il des dispositions cantonales concernant le rapport de droit entre le fournisseur d'électricité et le consommateur?*
	Wasserrechtsgesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
6.2.	**Wird dem Kunden eine Lieferantenauswahl gewährt?** *Le libre choix du fournisseur est-il accordé au client?*
	Wasserrechtsgesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
6.3.	**Gibt das kantonale Recht Vorgaben für die Preisbedingungen?** *Le droit cantonal contient-il des normes relatives aux conditions de prix?*
	Wasserrechtsgesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
6.4.	**Gibt das kantonale Recht Vorgaben für die Ausgestaltung der Stromlieferung?** *Le droit cantonal contient-il des normes sur l'arrangement de la fourniture d'électricité?*
	Wasserrechtsgesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Verordnung zum Wasserrechtsgesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
6.5.	**Äussert sich das kantonale Recht zur Möglichkeit des «Abhängens» von Stromkunden?** *Le droit cantonal se prononce-t-il sur la possibilité d'abandonner des consommateurs d'électricité?*
	Wasserrechtsgesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Verordnung zum Wasserrechtsgesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
6.6.	**Äussert sich das kantonale Recht zu Haftungsfragen?** *Le droit cantonal se prononce-t-il sur des questions de responsabilité?*
	Wasserrechtsgesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.

	Verordnung zum Wasserrechtsgesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
II.	**Versorgungsplanung** *Planification de l'approvisionnement*
1.	**Allgemeines** *Généralités*
	Art. 3 Energiegesetz Kanton, Gemeinden und regionale Organisationen berücksichtigen in ihrer ganzen Tätigkeit ... die Erfordernisse der Energieversorgung und Energieverwendung … **Art. 46 - 53 Raumplanungsgesetz** (Bestimmungen über den kantonalen und regionalen Richtplan) **Art. 14 Raumplanungsgesetz** (Bestimmungen über den Richtplan der Gemeinden)
2.	**Zielsetzungsbestimmungen** *Dispositions relatives à l'objectif*
	Art. 2 Energiegesetz Dieses Gesetz fördert eine rationelle, ausreichende und wirtschaftliche Energieversorgung und eine sparsame Energieverwendung, die genügenden Schutz für Mensch und Umwelt gewährleisten. (Abs. 1) Der Förderung einheimischer, erneuerbarer Energieträger ist besondere Beachtung zu schenken. (Abs. 2)
3.	**Planung der Elektrizitätsversorgung** *Planification de l'approvisionnement en électricité*
3.1.	**Wer ist Planungsträger?** *Qui est responsable de la planification?*
	Wasserrechtsgesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Art. 29 Verordnung zum Wasserrechtsgesetz** Die **Regierung** erstellt ein kantonales Versorgungskonzept. Das Versorgungskonzept ent-hält: a) generelle Anforderungen an die Sicherheit der Versorgung von Regionen und Teilregionen des Kantons; b) Massnahmen, welche die Versorgungssicherheit erhöhen können; c) Möglichkeiten zur Zusammenarbeit zwischen den Regionen untereinander und mit dem Kanton.
3.2.	**Auf welcher Ebene?** *À quel niveau?*
	Planung je nach Einzelbereich: insbesondere Strom **Art. 29 Verordnung zum Wasserrechtsgesetz** Die Regierung erstellt ein kantonales Versorgungskonzept. Das Versorgungskonzept enthält: a) generelle Anforderungen an die Sicherheit der Versorgung von Regionen und Teilregionen des Kantons;

	b) Massnahmen, welche die Versorgungssicherheit erhöhen können; c) Möglichkeiten zur Zusammenarbeit zwischen den Regionen untereinander und mit dem Kanton.
3.3.	**Wo und wie äussert sich das kantonale Recht zur Arbeitsteilung zwischen Kanton und Gemeinden?** *Comment le droit cantonal règle-t-il la répartition des tâches entre le canton et les communes?*
	Indirekt Art. 66 Abs. 1 lit. a Wasserrechtsgesetz Der Kanton kann regionalen und überregionalen EVU, welche überwiegend von den Gemeinden getragen sind, finanzielle Beiträge ausrichten, wenn die beabsichtigten Massnahmen: a) einem kantonalen Versorgungskonzept entsprechen;
3.4.	**Wo und wie äussert sich das kantonale Recht zur Behandlung von Interessenkonflikten zwischen Kanton, Gemeinden und Versorgungsunternehmen (insbesondere mit Bezug auf die Frage des Ausbaus von netz- bzw. leitungsgebundenen Energiesystemen)?** *Où et comment le droit cantonal traite-t-il des conflits d'intérêts entre un canton, des communes et des entreprises d'approvisionnement (en particulier en ce qui concerne le développement des systèmes énergétiques par réseau ou par conduites)?*
	Art. 72 Abs. 1 Wasserrechtsgesetz Gestützt auf dieses Gesetz und seine Vollzugsbestimmungen ergangene Entscheide der Regierung können mit Rekurs beim Verwaltungsgericht angefochten werden. **Art. 61 –71 Wasserrechtsgesetz** Bestimmungen betreffend Versorgung mit elektrischer Energie
III.	**Spezialregelung für kantonseigene oder konzessionnierte Wasserkraft- und Elektrizitätswerke** *Règlementation spéciale pour les centrales électriques ou les entreprises d'électricité du canton ou concessionnées*
1.	**Rechtsgrundlagen** *Bases juridiques*
	Wasserversorgungsgesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
2.	**Rechtsform** *Forme juridique*

3.	**Gebiets- und Versorgungsmonopol** *Monopole d'approvisionnement et de secteur*
	Wasserversorgungsgesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.

4.	**Privilegierungen oder Nachteilige Verpflichtungen aus unternehmerischer Sicht?** Privilèges ou obligations du point de vue de l'entreprise
	Wasserversorgungsgesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.

JU

I.	**«Service public»** *«Service public»*
1.	**Allgemeines** *Généralités*
1.1.	**Begriff «Service public»** *Notion de «Service public»*
1.2.	**Kantonale Bestimmungen zum «Service public»** *Dispositions cantonales relatives au «Service public»*
1.2.1.	**Legaldefinitionen und Umschreibungen des «Service public»** *Définitions légales et description du «Service public»*
	Constitution Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Art. 1er al. 1 lit. a Loi sur l'énergie** La présente loi vise à favoriser un approvisionnement énergétique **suffisant**, diversifié et économique.
1.2.2.	**Kantonale Service public-Pflichten** *Obligations relatives au «Service public» contenues dans le droit cantonal*
	Loi sur l'énergie Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Ordonnance sur l'énergie** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
2.	**Versorgungspflicht i.e.S.** *Obligation d'approvisionnement au sens étroit*
2.1.	**Energieversorgung als staatliche Aufgabe** *Approvisionnement en énergie en tant que tâche publique*
	Constitution Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Art. 5 al. 1, 1ère phrase Loi sur l'énergie** L'Etat et les communes peuvent aménager et exploiter eux-mêmes des installations de production, de transformation, de stockage ou de distribution d'énergie ou participer à des entreprises qui en sont chargées.
2.2.	**Kompetenzzuteilung: Rolle des Kantons und der Gemeinden** *Attribution des compétences: rôle du canton et des communes*
	Loi sur l'énergie Art. 5 al. 1, 1ère phrase: L'Etat et les communes peuvent aménager et exploiter eux-mêmes des installations de production, de transformation, de stockage ou de distribution d'énergie ou participer à des entreprises qui en sont chargées. Art. 7 al. 1: La construction et l'exploitation de réseaux de distribution d'énergie sont soumises à une concession octroyée par la commune.

2.3.	**Versorgungspflicht der Elektrizitätsunternehmen** *Obligation d'approvisionnement des entreprises d'électricité*
	Constitution Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Art. 8 Loi sur l'énergie** La fourniture, le transport et la distribution d'énergie électrique sur territoire cantonal sont assurés *en principe* par l'établissement jurassien désigné à cet effet par le Parlement.
2.4.	**Bei Bestehen einer Versorgungspflicht: wie wird diese übertragen?** *Mode de transfert d'une obligation d'approvisionnement*
	Konzession & Gesetz
	Loi sur l'énergie Art. 7: La construction et l'exploitation de réseaux de distribution d'énergie sont soumises à une concession octroyée par la commune. (al. 1) Par énergie de réseau, on entend l'énergie amenée à l'usager par les réseaux de transport de gaz, d'électricité ou de chaleur. (al. 2) La concession fixe notamment les droits et obligations du distributeur d'énergie. Elle précise les obligations inhérentes à l'utilisation des biens-fonds publics et au respect des dispositions de la présente loi. (al. 3) L'octroi de la concession peut être sujet à redevance. (al. 4) Art. 8 al. 1: La fourniture, le transport et la distribution d'énergie électrique sur territoire cantonal sont assurés en principe par l'établissement jurassien désigné à cet effet par le Parlement.
2.5.	**Welche hauptsächlichen Folgen sind mit der Versorgungspflicht verknüpft?** *Principaux effets liés à l'obligation d'approvisionnement*
2.5.1.	**Welche Rechte und Pflichten hat der Versorger?** *Droits et obligations du fournisseur*
	Art. 8 al. 1 Loi sur l'énergie **La fourniture, le transport et la distribution d'énergie électrique** sur territoire cantonal sont assurés en principe par l'établissement jurassien désigné à cet effet par le Parlement.
2.5.2.	**Geht die Versorgungspflicht mit einer Gebietszuteilung einher?** *L'obligation d'approvisionnement va-t-elle de pair avec une attribution de secteur?*
	Art. 8 al. 1 Loi sur l'énergie La fourniture, le transport et la distribution d'énergie électrique sur **territoire cantonal** sont assurés en principe par l'établissement jurassien désigné à cet effet par le Parlement.
2.5.3.	**Geht die Versorgungspflicht mit einem Versorgungsmonopol einher?** *L'obligation d'approvisionnement va-t-elle de pair avec un monopole d'approvisionnement?*
	Art. 8 al. 1 Loi sur l'énergie La fourniture, le transport et la distribution d'énergie électrique sur territoire cantonal sont assurés en principe par **l'établissement jurassien désigné à cet effet par le Parlement**.

2.5.4.	**Werden damit hoheitliche Befugnisse übertragen?** *Une part de souveraineté est-elle ainsi transférée?*
	Indirekt Art. 23 al. 1 Loi sur l'énergie Toute décision prise en application de la présente loi ou des prescriptions qui en découlent peut faire l'objet d'opposition et de recours selon le Code de procédure administrative.
2.5.5.	**Wird damit eine Kooperationspflicht (mit dem Kanton, mit anderen Kantonen, mit anderen Unternehmen) verknüpft?** *Un devoir de coopération (avec le canton, d'autres cantons ou d'autres entreprises) est-il lié à l'obligation d'approvisionnement?*
	Art. 21 al. 1 Loi sur l'énergie Afin de permettre la prévision des besoins énergétiques et d'établir des statistiques, les fournisseurs et consommateurs d'énergie publics et privés sont tenus de transmettre les données requises au Service des transports et de l'énergie.
2.6.	**Mechanismen des kantonalen Rechts zur Sicherstellung bzw. Durchsetzung der Erfüllung der Versorgungspflicht i.e.S.** *Mécanismes du droit cantonal visant la garantie et/ou la pénétration de l'exécution de l'obligation d'approvisionnement au sens étroit*
	Loi sur l'énergie Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Ordonnance sur l'énergie** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
2.7.	**Was gilt, wenn das kantonale Recht keine Versorgungspflicht vorsieht?** *Règles applicables si le droit cantonal ne prévoit pas d'obligation d'approvisionnement*
	--- (vgl. 2.3.)
3.	**Versorgungssicherheit** *Sécurité de l'approvisionnement*
3.1.	**Bestimmungen zur Sicherheit (qualitativ)** *Dispositions relatives à la sécurité qualitative*
	Art. 7 Loi sur l'énergie La construction et l'exploitation de réseaux de distribution d'énergie sont soumises à une concession octroyée par la commune. (al. 1) La concession fixe notamment les droits et obligations du distributeur d'énergie. (al. 3)
3.2.	**Bestimmungen zur Kapazität (quantitativ)** *Dispositions relatives à la capacité*
	Loi sur l'énergie Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Ordonnance sur l'énergie** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
3.3.	**Wie geht der Gesetzgeber mit möglichen Kapazitätsengpässen um?** *Comment règle-t-on la problématique des goulots d'étranglement de capacité?*
	Loi sur l'énergie Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Ordonnance sur l'énergie** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.

3.4.	**Andere Leistungsaufträge im Zusammenhang mit der Versorgungssicherheit** *Autres mandats de prestations en rapport avec la sécurité de l'approvisionnement*
	Loi sur l'énergie Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Ordonnance sur l'énergie** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Ordonnance concernant les tâches des communes en matière d'économie de guerre** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
3.5.	**Sieht das kantonale Recht Regelungen vor, wie diese gesetzlichen Aufträge zur Herstellung der Versorgungssicherheit sichergestellt werden?** *Le droit cantonal contient-il des règles sur la manière dont ces mandats légaux relatifs à la sécurité de l'approvisionnement sont assurés?*
	Loi sur l'énergie Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Ordonnance sur l'énergie** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
4.	**Sonderbestimmungen für bestimmte Regionen** *Dispositions spéciales pour certaines régions*
4.1.	**Differenzierte Behandlung bestimmter Regionen innerhalb des Kantons** *Traitement différencié de certaines régions dans le canton*
	Loi sur l'énergie Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Ordonnance sur l'énergie** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
4.2.	**Preissolidarität oder anderweitige Ausgleichsmechanismen für bestimmte Gebietsteile: Erwähnung des Mechanismus in den Rechtsgrundlagen?** *Solidarité des prix ou autres mécanismes de compensation pour des parties de territoire déterminées: mention du mécanisme dans les bases juridiques?*
	Loi sur l'énergie Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Ordonnance sur l'énergie** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
5.	**Anschlusspflicht und Anschlussbedingungen** *Obligation de raccordement et conditions de raccordement*
5.1	**Anschlusspflicht** *Obligation de raccordement*
	Loi sur l'énergie Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Ordonnance sur l'énergie** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.

5.2	**Anschlussbedingungen** *Conditions de raccordement*
	Loi sur l'énergie Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Ordonnance sur l'énergie** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
5.3	**Regelungen über die Kosten des Anschlusses** *Règles sur les frais de raccordement*
	Loi sur l'énergie Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Ordonnance sur l'énergie** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
6.	**Kantonale Bestimmungen betreffend das Verhältnis zum Stromkunden** *Dispositions cantonales concernant les relations avec les consommateurs d'électricité*
6.1.	**Finden sich kantonale Bestimmungen zum Rechtsverhältnis zwischen Stromlieferant und Stromkunden?** *Existe-t-il des dispositions cantonales concernant le rapport de droit entre le fournisseur d'électricité et le consommateur?*
	Loi sur l'énergie Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Ordonnance sur l'énergie** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
6.2.	**Wird dem Kunden eine Lieferantenauswahl gewährt?** *Le libre choix du fournisseur est-il accordé au client?*
	Loi sur l'énergie Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Ordonnance sur l'énergie** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
6.3.	**Gibt das kantonale Recht Vorgaben für die Preisbedingungen?** *Le droit cantonal contient-il des normes relatives aux conditions de prix?*
	Loi sur l'énergie Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Ordonnance sur l'énergie** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
6.4.	**Gibt das kantonale Recht Vorgaben für die Ausgestaltung der Stromlieferung?** *Le droit cantonal contient-il des normes sur l'arrangement de la fourniture d'électricité?*
	Loi sur l'énergie Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Ordonnance sur l'énergie** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.

6.5.	**Äussert sich das kantonale Recht zur Möglichkeit des «Abhängens» von Stromkunden?** *Le droit cantonal se prononce-t-il sur la possibilité d'abandonner des consommateurs d'électricité?*
	Loi sur l'énergie Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Ordonnance sur l'énergie** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
6.6.	**Äussert sich das kantonale Recht zu Haftungsfragen?** *Le droit cantonal se prononce-t-il sur des questions de responsabilité?*
	Loi sur l'énergie Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Ordonnance sur l'énergie** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
II.	**Versorgungsplanung** *Planification de l'approvisionnement*
1.	**Allgemeines** *Généralités*
	Art. 4 Loi sur l'énergie Dans son programme de législature, le Gouvernement détermine la politique énergétique du Canton, notamment en matière de diversification et d'économie. **Art. 79 – 83 Loi sur les constructions et l'aménagement du territoire** **Art. 89 – 93 Ordonnance sur les constructions et l'aménagement du territoire** (Bestimmungen über den kantonalen Richtplan)
2.	**Zielsetzungsbestimmungen** *Dispositions relatives à l'objectif*
	Art. 3 Arrêté fixant les principes directeurs et les objectifs d'aménagement du territoire applicables à la révision du plan directeur cantonal Les objectifs formulent les implications territoriales des principes directeurs. (al. 1) Les objectifs sont les suivants: … 20. encourager la diversification énergétique en privilégiant les agents indigènes et renouvelables… (al. 2)
3.	**Planung der Elektrizitätsversorgung** *Planification de l'approvisionnement en électricité*
3.1.	**Wer ist Planungsträger?** *Qui est responsable de la planification?*
	Art. 4 Loi sur l'énergie Dans son programme de législature, le **Gouvernement** détermine la politique énergétique du Canton, notamment en matière de diversification et d'économie.
3.2.	**Auf welcher Ebene?** *À quel niveau?*
	Makroplanung **Indirekt Art. 4 Loi sur l'énergie** Dans son programme de législature, le Gouvernement détermine la politique énergétique du Canton, notamment en matière de diversification et d'économie.

3.3.	**Wo und wie äussert sich das kantonale Recht zur Arbeitsteilung zwischen Kanton und Gemeinden?** *Comment le droit cantonal règle-t-il la répartition des tâches entre le canton et les communes?*
	Loi sur l'énergie Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
3.4.	**Wo und wie äussert sich das kantonale Recht zur Behandlung von Interessenkonflikten zwischen Kanton, Gemeinden und Versorgungsunternehmen (insbesondere mit Bezug auf die Frage des Ausbaus von netz- bzw. leitungsgebundenen Energiesystemen)?** *Où et comment le droit cantonal traite-t-il des conflits d'intérêts entre un canton, des communes et des entreprises d'approvisionnement (en particulier en ce qui concerne le développement des systèmes énergétiques par réseau ou par conduites)?*
	Art. 23 Loi sur l'énergie Toute décision prise en application de la présente loi ou des prescriptions qui en découlent peut faire l'objet d'opposition et de recours selon le Code de procédure administrative. (al. 1) Les décisions communales sont sujettes opposition et à recours auprès du juge administratif selon le Code de procédure administrative. (al. 2) **Art. 93 Loi sur les constructions et l'aménagement du territoire** Les litiges relatifs à l'équipement du terrain à bâtir sont vidés par le juge administratif.
III.	**Spezialregelung für kantonseigene oder konzessionnierte Wasserkraft- und Elektrizitätswerke** *Règlementation spéciale pour les centrales électriques ou les entreprises d'électricité du canton ou concessionnées*
1.	**Rechtsgrundlagen** *Bases juridiques*
	Art. 8 al. 1 Loi sur l'énergie La fourniture, le transport et la distribution d'énergie électrique sur territoire cantonal sont assurés en principe par l'établissement jurassien désigné à cet effet par le Parlement. **Journal des débats du Parlement 1997, p. 227: Réponse du Gouvernement à la question écrite 1272** «L'art. 8 de la Loi sur l'énergie fixe comme objectif la constitution d'une société jurassienne d'électricité chargée de l'approvisionnement et de la distribution d'énergie électrique sur le territoire cantonal jurassien.» «La création d'une société jurassienne d'électricité (SJE) le 09.12.1996 concrétise la volonté du législateur.»
2.	**Rechtsform** *Forme juridique*
	Société anonyme de droit privé
3.	**Gebiets- und Versorgungsmonopol** *Monopole d'approvisionnement et de secteur*
	Indirectement Art. 8 al. 1 Loi sur l'énergie La fourniture, le transport et la distribution d'énergie électrique sur territoire cantonal sont assurés en principe par l'établissement jurassien désigné à cet effet par le Parlement.

4.	**Privilegierungen oder Nachteilige Verpflichtungen aus unternehmerischer Sicht?** *Privilèges ou obligations du point de vue de l'entreprise*
	Loi sur l'énergie Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.

LU

I.	**«Service public»** *«Service public»*
1.	**Allgemeines** *Généralités*
1.1.	**Begriff «Service public»** *Notion de «Service public»*
1.2.	**Kantonale Bestimmungen zum «Service public»** *Dispositions cantonales relatives au «Service public»*
1.2.1.	**Legaldefinitionen und Umschreibungen des «Service public»** *Définitions légales et description du «Service public»*
	Verfassung Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energieverordnung** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
1.2.2.	**Kantonale Service public-Pflichten** *Obligations relatives au «Service public» contenues dans le droit cantonal*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energieverordnung** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
2.	**Versorgungspflicht i.e.S.** *Obligation d'approvisionnement au sens étroit*
2.1.	**Energieversorgung als staatliche Aufgabe** *Approvisionnement en énergie en tant que tâche publique*
	Verfassung Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
2.2.	**Kompetenzzuteilung: Rolle des Kantons und der Gemeinden** *Attribution des compétences: rôle du canton et des communes*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
2.3.	**Versorgungspflicht der Elektrizitätsunternehmen** *Obligation d'approvisionnement des entreprises d'électricité*
	Verfassung Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.

	Energieverordnung Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
2.4.	**Bei Bestehen einer Versorgungspflicht: wie wird diese übertragen?** *Mode de transfert d'une obligation d'approvisionnement*
	Konzession
	Wasserbaugesetz § 47: Die Ausnützung der Wasserkraft öffentlicher Gewässer richtet sich nach den Erlassen des Bundes und den nachfolgenden Bestimmungen. (Abs. 1) Sie steht dem Staat zu und kann durch Konzession Dritten verliehen werden. (Abs. 2) § 56 Abs. 1: Der Regierungsrat entscheidet über das Konzessionsgesuch und die Einsprachen, soweit diese nicht gütlich erledigt werden können. Er legt in der Konzessionsurkunde die im öffentlichen Interesse erforderlichen Bedingungen und Auflagen fest. Für die Gewässer ist eine angemessene Restwassermenge vorzuschreiben, wobei insbesondere die Belange der Fischerei, des Grundwasserschutzes sowie des Natur- und Landschaftsschutzes zu berücksichtigen sind. ***Wassernutzungs- und Wasserversorgungsgesetz (noch nicht in Kraft)*** § 7 Abs. 3 lit. b: Eine Konzession ist erforderlich für die Ausnützung der Wasserkraft öffentlicher Wasservorkommen. § 15: Die Konzession bestimmt insbesondere den Umfang, die Art und die Dauer des Nutzungsrechts und legt die übrigen Bedingungen und Auflagen fest. (Abs. 1) Die Geltungsdauer ist in der Regel bei einer Wasserentnahme auf 20-50 Jahre festzulegen, bei der Ausnützung der Wasserkraft auf 40–80 Jahre festzulegen. (Abs. 2)
2.5.	**Welche hauptsächlichen Folgen sind mit der Versorgungspflicht verknüpft?** *Principaux effets liés à l'obligation d'approvisionnement*
2.5.1.	**Welche Rechte und Pflichten hat der Versorger?** *Droits et obligations du fournisseur*
	Wasserbaugesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energieverordnung** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
2.5.2.	**Geht die Versorgungspflicht mit einer Gebietszuteilung einher?** *L'obligation d'approvisionnement va-t-elle de pair avec une attribution de secteur?*
	Wasserbaugesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energieverordnung** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.

2.5.3.	**Geht die Versorgungspflicht mit einem Versorgungsmonopol einher?** *L'obligation d'approvisionnement va-t-elle de pair avec un monopole d'approvisionnement?*
	Wasserbaugesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energieverordnung** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
2.5.4.	**Werden damit hoheitliche Befugnisse übertragen?** *Une part de souveraineté est-elle ainsi transférée?*
	Wasserbaugesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energieverordnung** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
2.5.5.	**Wird damit eine Kooperationspflicht (mit dem Kanton, mit anderen Kantonen, mit anderen Unternehmen) verknüpft?** *Un devoir de coopération (avec le canton, d'autres cantons ou d'autres entreprises) est-il lié à l'obligation d'approvisionnement?*
	Wasserbaugesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energieverordnung** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
2.6.	**Mechanismen des kantonalen Rechts zur Sicherstellung bzw. Durchsetzung der Erfüllung der Versorgungspflicht i.e.S.** *Mécanismes du droit cantonal visant la garantie et/ou la pénétration de l'exécution de l'obligation d'approvisionnement au sens étroit*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energieverordnung** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
2.7.	**Was gilt, wenn das kantonale Recht keine Versorgungspflicht vorsieht?** *Règles applicables si le droit cantonal ne prévoit pas d'obligation d'approvisionnement*
	Wasserbaugesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.

3.	**Versorgungssicherheit** *Sécurité de l'approvisionnement*
3.1.	**Bestimmungen zur Sicherheit (qualitativ)** *Dispositions relatives à la sécurité qualitative*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energieverordnung** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
3.2.	**Bestimmungen zur Kapazität (quantitativ)** *Dispositions relatives à la capacité*
	Wasserbaugesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energieverordnung** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
3.3.	**Wie geht der Gesetzgeber mit möglichen Kapazitätsengpässen um?** *Comment règle-t-on la problématique des goulots d'étranglement de capacité?*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energieverordnung** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
3.4.	**Andere Leistungsaufträge im Zusammenhang mit der Versorgungssicherheit** *Autres mandats de prestations en rapport avec la sécurité de l'approvisionnement*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energieverordnung** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **§ 4 Verordnung über die Organisation und den Vollzug der wirtschaftlichen Landesversorgung** Die kantonale Zentralstelle für wirtschaftliche Landesversorgung trifft die vorsorglichen Massnahmen der wirtschaftlichen Landesverteidigung und die Massnahmen zur Sicherstellung der Landesversorgung mit **lebenswichtigen Gütern** und Dienstleistungen bei schweren Mangellagen, denen die Wirtschaft nicht selbst begegnen kann. (Abs. 1) Die Zentralstelle bildet in Zusammenarbeit mit dem zuständigen Bundesamt ihre Mitarbeiter aus. (Abs. 2) Sie ist dem Volkswirtschaftsdepartement unterstellt (Abs. 3)
3.5.	**Sieht das kantonale Recht Regelungen vor, wie diese gesetzlichen Aufträge zur Herstellung der Versorgungssicherheit sichergestellt werden?** *Le droit cantonal contient-il des règles sur la manière dont ces mandats légaux relatifs à la sécurité de l'approvisionnement sont assurés?*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.

	Energieverordnung Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
4.	**Sonderbestimmungen für bestimmte Regionen** *Dispositions spéciales pour certaines régions*
4.1.	**Differenzierte Behandlung bestimmter Regionen innerhalb des Kantons** *Traitement différencié de certaines régions dans le canton*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energieverordnung** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
4.2.	**Preissolidarität oder anderweitige Ausgleichsmechanismen für bestimmte Gebietsteile: Erwähnung des Mechanismus in den Rechtsgrundlagen?** *Solidarité des prix ou autres mécanismes de compensation pour des parties de territoire déterminées: mention du mécanisme dans les bases juridiques?*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energieverordnung** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
5.	**Anschlusspflicht und Anschlussbedingungen** *Obligation de raccordement et conditions de raccordement*
5.1	**Anschlusspflicht** *Obligation de raccordement*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energieverordnung** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
5.2	**Anschlussbedingungen** *Conditions de raccordement*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energieverordnung** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
5.3	**Regelungen über die Kosten des Anschlusses** *Règles sur les frais de raccordement*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energieverordnung** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.

6.	**Kantonale Bestimmungen betreffend das Verhältnis zum Stromkunden** *Dispositions cantonales concernant les relations avec les consommateurs d'électricité*
6.1.	**Finden sich kantonale Bestimmungen zum Rechtsverhältnis zwischen Stromlieferant und Stromkunden?** *Existe-t-il des dispositions cantonales concernant le rapport de droit entre le fournisseur d'électricité et le consommateur?*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energieverordnung** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
6.2.	**Wird dem Kunden eine Lieferantenauswahl gewährt?** *Le libre choix du fournisseur est-il accordé au client?*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energieverordnung** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
6.3.	**Gibt das kantonale Recht Vorgaben für die Preisbedingungen?** *Le droit cantonal contient-il des normes relatives aux conditions de prix?*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energieverordnung** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
6.4.	**Gibt das kantonale Recht Vorgaben für die Ausgestaltung der Stromlieferung?** *Le droit cantonal contient-il des normes sur l'arrangement de la fourniture d'électricité?*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energieverordnung** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
6.5.	**Äussert sich das kantonale Recht zur Möglichkeit des «Abhängens» von Stromkunden?** *Le droit cantonal se prononce-t-il sur la possibilité d'abandonner des consommateurs d'électricité?*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energieverordnung** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
6.6.	**Äussert sich das kantonale Recht zu Haftungsfragen?** *Le droit cantonal se prononce-t-il sur des questions de responsabilité?*
	§ 62 Wasserbaugesetz[2] Der Konzessionär haftet für jeden Schaden, der durch den Bau, Bestand und Betrieb des Wasserkraftwerkes entsteht, nach den Bestimmungen des Zivilrechts. Er hat den Schaden und nach Möglichkeit die Ursachen unverzüglich zu beheben. (Abs. 1)

2 Gemäss Wassernutzungs- und Wasserversorgungsgesetz vom 20.01.2003 wird diese Bestimmung aufgehoben werden (Amtsblatt 2003, Nr. 4, S. 177 ff., 195).

	Er hat den Nachweis einer ausreichenden Haftpflichtversicherung zu erbringen. (Abs. 2) **Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energieverordnung** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
II.	**Versorgungsplanung** *Planification de l'approvisionnement*
1.	**Allgemeines** *Généralités*
	§ 2 Energiegesetz Kanton, Gemeindeverbände und Gemeinden berücksichtigen in ihrer Rechtsetzungs-, Regierungs- und Verwaltungstätigkeit die Ziele dieses Gesetzes. **§ 7 – 14 Planungs- und Baugesetz** (Bestimmungen über den kantonalen Richtplan)
2.	**Zielsetzungsbestimmungen** *Dispositions relatives à l'objectif*
	§ 5 Energiegesetz Der Regierungsrat führt die Aufsicht über den Vollzug der energiepolitischen Massnahmen. (Abs. 1) Er kann Richtlinien des Bundes oder von Fachgremien, die den Zielsetzungen des Gesetzes entsprechen, für verbindlich erklären. (Abs. 2) Er wählt eine beratende Kommission für Energiefragen, der überwiegend private Fachleute angehören. (Abs. 3)
3.	**Planung der Elektrizitätsversorgung** *Planification de l'approvisionnement en électricité*
3.1.	**Wer ist Planungsträger?** *Qui est responsable de la planification?*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energieverordnung** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
3.2.	**Auf welcher Ebene?** *À quel niveau?*
	Keine Planung **Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energieverordnung** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.

3.3.	**Wo und wie äussert sich das kantonale Recht zur Arbeitsteilung zwischen Kanton und Gemeinden?** *Comment le droit cantonal règle-t-il la répartition des tâches entre le canton et les communes?*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energieverordnung** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
3.4.	**Wo und wie äussert sich das kantonale Recht zur Behandlung von Interessenkonflikten zwischen Kanton, Gemeinden und Versorgungsunternehmen (insbesondere mit Bezug auf die Frage des Ausbaus von netz- bzw. leitungsgebundenen Energiesystemen)?** *Où et comment le droit cantonal traite-t-il des conflits d'intérêts entre un canton, des communes et des entreprises d'approvisionnement (en particulier en ce qui concerne le développement des systèmes énergétiques par réseau ou par conduites)?*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energieverordnung** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Planungs- und Baugesetz** § 206: Alle in Anwendung des Bundesgesetzes über die Raumplanung und dieses Gesetzes erlassenen Entscheide und Beschlüsse können innert 20 Tagen mit Verwaltungsgerichtsbeschwerde beim Verwaltungsgericht angefochten werden, soweit dieses Gesetz nichts anderes bestimmt. (Abs. 1) Sind neben der Baubewilligung in der gleichen Sache weitere Entscheide oder Beschlüsse erforderlich und werden diese gemeinsam und gleichzeitig eröffnet, sind alle Entscheide und Beschlüsse in jedem Fall und ausschliesslich mit Verwaltungsgerichtsbeschwerde beim Verwaltungsgericht anfechtbar. (Abs. 2) § 207: Zur Erhebung von Einsprachen und Beschwerden nach diesem Gesetz sind befugt: a) Personen, die an der Abweisung eines Gesuches oder an der Änderung oder Aufhebung eines angefochtenen Entscheids, Beschlusses oder Entwurfs ein schutzwürdiges Interesse haben, b) Behörden und Dienststellen gegen Entscheide und Beschlüsse von Gemeinden und Dienststellen, sofern das Gesuch, der Entscheid, der Beschluss oder der Entwurf ein Sachgebiet betrifft, das nach den organisationsrechtlichen Bestimmungen für die kantonale Verwaltung zu ihrem Aufgabenbereich gehört, ... f) Gemeinden, die von einem Einkaufs- oder Fachmarktzentrum gemäss § 169 Absatz 1 in ihren schutzwürdigen Interessen betroffen sind, g) andere Personen, Behörden und Organisationen, welche die Rechtsordnung dazu ermächtigt. (Abs. 1) Wird vor dem Erlass eines Entscheids oder Beschlusses, der in Anwendung des Bundesgesetzes über die Raumplanung und dieses Gesetzes ergeht, ein Einspracheverfahren durchgeführt, kann nur Beschwerde erheben, a) wer sich am Einspracheverfahren als Partei beteiligt hat oder b) wer durch den Entscheid oder Beschluss nachträglich in seinen schutzwürdigen Interessen betroffen ist. (Abs. 2)
III.	**Spezialregelung für kantonseigene oder konzessionnierte Wasserkraft- und Elektrizitätswerke** *Règlementation spéciale pour les centrales électriques ou les entreprises d'électricité du canton ou concessionnées*
1.	**Rechtsgrundlagen** *Bases juridiques*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.

2.	**Rechtsform** *Forme juridique*

3.	**Gebiets- und Versorgungsmonopol** *Monopole d'approvisionnement et de secteur*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
4.	**Privilegierungen oder Nachteilige Verpflichtungen aus unternehmerischer Sicht?** *Privilèges ou obligations du point de vue de l'entreprise*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.

NE

I.	**«Service public»** *«Service public»*
1.	**Allgemeines** *Généralités*
1.1.	**Begriff «Service public»** *Notion de «Service public»*
1.2.	**Kantonale Bestimmungen zum «Service public»** *Dispositions cantonales relatives au «Service public»*
1.2.1.	**Legaldefinitionen und Umschreibungen des «Service public»** *Définitions légales et description du «Service public»*
	Art. 5 al. 1 lit. l Cst. Dans les limites de leurs compétences et en complément de l'initiative et de la responsabilité des autres collectivités et des particuliers, l'Etat et les communes assument les tâches que la loi leur confie, notamment: l. l'approvisionnement en eau et en énergie (…) **Art. 1er al. 1 Loi sur l'énergie** Conformément au droit fédéral et dans la perpective du développement durable, la présente loi vise à contribuer à un approvisionnement énergétique du canton **suffisant**, diversifié, **sûr**, économique et compatible avec les impératifs de la protection de l'environnement.
1.2.2.	**Kantonale Service public-Pflichten** *Obligations relatives au «Service public» contenues dans le droit cantonal*
	Loi sur l'énergie Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
2.	**Versorgungspflicht i.e.S.** *Obligation d'approvisionnement au sens étroit*
2.1.	**Energieversorgung als staatliche Aufgabe** *Approvisionnement en énergie en tant que tâche publique*
	Art. 5 al. 1 lit. l Cst. Dans les limites de leurs compétences et en complément de l'initiative et de la responsabilité des autres collectivités et des particuliers, l'Etat et les communes assument les tâches que la loi leur confie, notamment l'approvisionnement en eau et en énergie. **Art. 4 al. 1 Loi sur l'énergie** Le canton et les communes veillent à garantir une utilisation économe et rationnelle de l'énergie, ainsi qu'à un approvisionnement énergétique diversifié.
2.2.	**Kompetenzzuteilung: Rolle des Kantons und der Gemeinden** *Attribution des compétences: rôle du canton et des communes*
	Art. 5 al. 1 lit. l Cst. Dans les limites de leurs compétences et en complément de l'initiative et de la responsabilité des autres collectivités et des particuliers, l'Etat et les communes assument les tâches que la loi leur confie, notamment: l. l'approvisionnement en eau et en énergie (…)

	Loi sur l'énergie Art. 4 al. 1: Le canton et les communes veillent à garantir une utilisation économe et rationnelle de l'énergie, ainsi qu'à un approvisionnement énergétique diversifié. Art. 30 al. 1: En accord avec la Confédération, le canton et les communes instaurent les conditions générales garantissant un approvisionnement énergétique optimal sur le plan macro-économique; l'approvisionnement relève des entreprises de la branche énergétique.
2.3.	**Versorgungspflicht der Elektrizitätsunternehmen** *Obligation d'approvisionnement des entreprises d'électricité*
	Cosntitution Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Art. 30 al. 1 in fine Loi sur l'énergie** L'approvisionnement relève des entreprises énergétiques.
2.4.	**Bei Bestehen einer Versorgungspflicht: wie wird diese übertragen?** *Mode de transfert d'une obligation d'approvisionnement*
	Konzession
	Loi sur les eaux Art. 27 al. 1: L'usage réservé des eaux publiques comprend ... l'utilisation de la force hydraulique ... Art. 28: L'usage réservé d'eaux publiques dépend d'une concession de l'Etat ou de la commune, sauf disposition contraire de la loi. Art. 46: La concession de force hydraulique est régie par les règles de la législation fédérale sur l'utilisation des forces hydrauliques et par les dispositions qui suivent. Art. 47: L'autorité cantonale compétente au sens de la législation fédérale est le Conseil d'Etat, lequel accorde la concession de force hydraulique. Art. 48: Les projets d'utilisation de la force hydraulique sont soumis à l'approbation de la Confédération avant l'octroi de la concession. (al. 1) Chaque projet comprend les plans et les exposés utiles à l'intelligence de l'oeuvre. (al. 2) Art. 49: La concession est personnelle et ne se transfère qu'avec l'autorisation du Conseil d'Etat. (al. 1) La force hydraulique doit être utilisée par le concessionnaire lui-même, mais si deux ou plusieurs communes sont concessionnaires, elles peuvent former entre elles une société exploitante, agréée par le Conseil d'Etat. (al. 2) Art. 50: Les concessions ont une durée de quatre-vingts ans au maximum et elles sont renouvelables de cinquante en cinquante ans. (al. 1) A chaque renouvellement, le Conseil d'Etat a la faculté de modifier l'acte de concession. (al. 2) Art. 51: Le Conseil d'Etat fixe, par arrêté, les prestations et conditions imposées au concessionnaire, telles que la redevance annuelle, la livraison d'eau ou d'énergie, ainsi que la participation de l'Etat à l'administration et aux bénéfices de la concession. Art. 52: Les communes concédant la force hydraulique de leurs eaux doivent en faire la déclaration au département des Travaux publics.
2.5.	**Welche hauptsächlichen Folgen sind mit der Versorgungspflicht verknüpft?** *Principaux effets liés à l'obligation d'approvisionnement*
2.5.1.	**Welche Rechte und Pflichten hat der Versorger?** *Droits et obligations du fournisseur*
	Art. 30 al. 1 in fine Loi sur l'énergie L'approvisionnement relève des entreprises énergétiques.

2.5.2.	**Geht die Versorgungspflicht mit einer Gebietszuteilung einher?** *L'obligation d'approvisionnement va-t-elle de pair avec une attribution de secteur?*
	Loi sur l'énergie Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
2.5.3.	**Geht die Versorgungspflicht mit einem Versorgungsmonopol einher?** *L'obligation d'approvisionnement va-t-elle de pair avec un monopole d'approvisionnement?*
	Loi sur l'énergie Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
2.5.4.	**Werden damit hoheitliche Befugnisse übertragen?** *Une part de souveraineté est-elle ainsi transférée?*
	Art. 14 al. 2 Loi sur l'énergie Ils (le département et le service) peuvent déléguer à des tiers des tâches de vérification, de contrôle et de surveillance.
2.5.5.	**Wird damit eine Kooperationspflicht (mit dem Kanton, mit anderen Kantonen, mit anderen Unternehmen) verknüpft?** *Un devoir de coopération (avec le canton, d'autres cantons ou d'autres entreprises) est-il lié à l'obligation d'approvisionnement?*
	Art. 14 Loi sur l'énergie Lorsqu'ils ordonnent l'exécution des mesures prévues dans la présente loi, le département et le service s'assurent de la collaboration des communes, d'autres services concernés de l'administration cantonale, ainsi que d'organisations privées. (al. 1) Ils peuvent déléguer à des tiers des tâches de vérification, de contrôle et de surveillance. (al. 2) Ils collaborent avec les autres cantons dans le but d'harmoniser autant que possible les mesures. (al. 3)
2.6.	**Mechanismen des kantonalen Rechts zur Sicherstellung bzw. Durchsetzung der Erfüllung der Versorgungspflicht i.e.S.** *Mécanismes du droit cantonal visant la garantie et/ou la pénétration de l'exécution de l'obligation d'approvisionnement au sens étroit*
	Loi sur l'énergie Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
2.7.	**Was gilt, wenn das kantonale Recht keine Versorgungspflicht vorsieht?** *Règles applicables si le droit cantonal ne prévoit pas d'obligation d'approvisionnement*
	--- (vgl. 2.3.)
3.	**Versorgungssicherheit** *Sécurité de l'approvisionnement*
3.1.	**Bestimmungen zur Sicherheit (qualitativ)** *Dispositions relatives à la sécurité qualitative*
	Loi sur l'énergie Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
3.2.	**Bestimmungen zur Kapazität (quantitativ)** *Dispositions relatives à la capacité*
	Loi sur l'énergie Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.

3.3.	**Wie geht der Gesetzgeber mit möglichen Kapazitätsengpässen um?** *Comment règle-t-on la problématique des goulots d'étranglement de capacité?*
	Loi sur l'énergie Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
3.4.	**Andere Leistungsaufträge im Zusammenhang mit der Versorgungssicherheit** *Autres mandats de prestations en rapport avec la sécurité de l'approvisionnement*
	Art. 30 al. 3 Loi sur l'énergie La politique d'approvisionnement est établie en tenant compte des besoins en cas de crise, en particulier par la mise en valeur des ressources énergétiques indigènes. **Art. 3 Arrêté sur l'approvisionnement économique du pays** Les tâches de l'OCAE (Office cantonal pour l'approvisionnement économique du pays) sont notamment les suivantes : En état de préparation permanent : a) assurer l'approvisionnement en biens et services d'importance vitale par un état de préparation adéquat et une organisation opérationnelle; ... En état de crise : f) prendre toutes les mesures urgentes imposées en approvisionnement économique du pays par la Confédération, notamment les mesures de rationnement; ... **Art. 14 Arrêté relatif à la création d'une organisation d'intervention et de conduite en cas de catastrophe et dans des situations extraordinaires** Les tâches de l'EMCD (état-major civil de conduite) sont notamment les suivantes: 1. En temps normal: ... 2. En situation extraordinaire: ... *g)* assurer l'approvisionnement de la population en **biens vitaux**;
3.5.	**Sieht das kantonale Recht Regelungen vor, wie diese gesetzlichen Aufträge zur Herstellung der Versorgungssicherheit sichergestellt werden?** *Le droit cantonal contient-il des règles sur la manière dont ces mandats légaux relatifs à la sécurité de l'approvisionnement sont assurés?*
	Art. 30 al. 3 Loi sur l'énergie La politique d'approvisionnement est établie en tenant compte des besoins en cas de crise, en particulier par la mise en valeur des ressources énergétiques indigènes. **Art. 8 al. 2 Loi sur l'énergie** Il (le *Département* désigné par le Conseil d'Etat) exerce toutes les attributions en matière d'énergie qui ne sont pas conférées à une autre autorité. **Art. 7 Arrêté fixant les attributions et l'organisation des départements et de la chancellerie d'Etat** Le Département de la gestion du territoire assume les tâches dévolues à l'Etat dans le domaine des travaux publics, des transports et des communications, de l'énergie, de la protection de l'environnement, de la nature et de l'aménagement du territoire.
4.	**Sonderbestimmungen für bestimmte Regionen** *Dispositions spéciales pour certaines régions*
4.1.	**Differenzierte Behandlung bestimmter Regionen innerhalb des Kantons** *Traitement différencié de certaines régions dans le canton*
	Loi sur l'énergie Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.

4.2.	**Preissolidarität oder anderweitige Ausgleichsmechanismen für bestimmte Gebietsteile: Erwähnung des Mechanismus in den Rechtsgrundlagen?** *Solidarité des prix ou autres mécanismes de compensation pour des parties de territoire déterminées: mention du mécanisme dans les bases juridiques?*
	Loi sur l'énergie Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
5.	**Anschlusspflicht und Anschlussbedingungen** *Obligation de raccordement et conditions de raccordement*
5.1	**Anschlusspflicht** *Obligation de raccordement*
	Loi sur l'énergie Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
5.2	**Anschlussbedingungen** *Conditions de raccordement*
	Loi sur l'énergie Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
5.3	**Regelungen über die Kosten des Anschlusses** *Règles sur les frais de raccordement*
	Loi sur l'énergie Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
6.	**Kantonale Bestimmungen betreffend das Verhältnis zum Stromkunden** *Dispositions cantonales concernant les relations avec les consommateurs d'électricité*
6.1.	**Finden sich kantonale Bestimmungen zum Rechtsverhältnis zwischen Stromlieferant und Stromkunden?** *Existe-t-il des dispositions cantonales concernant le rapport de droit entre le fournisseur d'électricité et le consommateur?*
	Loi sur l'énergie Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
6.2.	**Wird dem Kunden eine Lieferantenauswahl gewährt?** *Le libre choix du fournisseur est-il accordé au client?*
	Loi sur l'énergie Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
6.3.	**Gibt das kantonale Recht Vorgaben für die Preisbedingungen?** *Le droit cantonal contient-il des normes relatives aux conditions de prix?*
	Loi sur l'énergie Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
6.4.	**Gibt das kantonale Recht Vorgaben für die Ausgestaltung der Stromlieferung?** *Le droit cantonal contient-il des normes sur l'arrangement de la fourniture d'électricité?*
	Loi sur l'énergie Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
6.5.	**Äussert sich das kantonale Recht zur Möglichkeit des «Abhängens» von Stromkunden?** *Le droit cantonal se prononce-t-il sur la possibilité d'abandonner des consommateurs d'électricité?*
	Loi sur l'énergie Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.

6.6.	**Äussert sich das kantonale Recht zu Haftungsfragen?** *Le droit cantonal se prononce-t-il sur des questions de responsabilité?*
	Loi sur l'énergie Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
II.	**Versorgungsplanung** *Planification de l'approvisionnement*
1.	**Allgemeines** *Généralités*
	Loi sur l'énergie Art. 15: Le service rassemble les données qui permettent d'estimer l'évolution, à terme, des besoins et de l'offre d'énergie dans le canton, ainsi que de préparer et réaliser les mesures prévues dans la présente loi et en analyser l'efficacité. (al. 1) A cet effet, le service est habilité à demander les renseignements nécessaires (art. 21 LEne). (al. 2) Art. 16: La conception directrice établit les principes fondamentaux de la politique énergétique cantonale et définit l'évolution souhaitée. Elle tient compte de la politique énergétique de la Confédération. (al. 1) Elle est définie par le Conseil d'Etat et, en particulier, décrit la situation du canton en matière énergétique, fixe les objectifs de la politique énergétique cantonale et en définit les mesures d'application nécessaires. (al. 2) Elle est approuvée par le Grand Conseil et lie ensuite les autorités cantonale et communales. (al. 3) Art. 17: Le plan cantonal de l'énergie et les plans communaux des énergies sont présentés sous forme de rapports et de cartes définissant, dans les grandes lignes pour le plan cantonal, les zones énergétiques. (al. 1) Ces plans sont établis en tenant compte des critères relatifs à: a) l'économie énergétique, en particulier les infrastructures existantes et les aspects économiques; b) l'aménagement du territoire; c) la protection de l'environnement, de la nature et du paysage; d) la protection des biens culturels; e) le maintien d'activités dans les régions périphériques. (al. 2) Art. 18: Le plan cantonal de l'énergie, établi par le service en collaboration avec la commission, est soumis par le département au Conseil d'Etat, pour approbation. (al. 1) Sur cette base, les communes ou groupements de communes concernés ont la possibilité d'établir leur plan des énergies, soumis à l'approbation du Conseil d'Etat. (al. 2) Art. 19: Les zones énergétiques recouvrent des portions de territoire présentant des caractéristiques communes en matière d'approvisionnement énergétique ou d'utilisation de l'énergie. (al. 1) Les zones énergétiques faisant partie intégrante du plan cantonal de l'énergie et des plans communaux des énergies peuvent être de trois types: a) zones d'énergie de réseau; b) zones d'incitation pour d'autres systèmes de production ou de consommation d'énergie; c) zones sans spécification. (al. 2) Les zones d'énergie de réseau sont délimitées, après avoir entendu les fournis-

	seurs ou les distributeurs concernés. (al. 3) Art. 20: Sur le territoire des zones d'énergie de réseau, le plan communal des énergies peut prescrire l'obligation aux propriétaires de raccorder leurs bâtiments au réseau de chauffage à distance correspondant, à condition que ce réseau soit sous contrôle d'une collectivité publique ou des consommateurs eux-mêmes et qu'il soit alimenté par des énergies renouvelables ou des rejets de chaleur. Le cas échéant, cette obligation s'applique exclusivement aux bâtiments qui ont été construits ou qui ont subi une transformation importante alors qu'ils se situaient dans une zone d'énergie de réseau avec chauffage à distance. (al.1) Les zones de raccordement obligatoire sont soumises, par analogie, à la procédure d'adoption des plans d'affectation, prévue par la loi cantonale sur l'aménagement du territoire. (al. 2) Les prix de l'énergie sont soumis à l'approbation du département. (al. 3) Les propriétaires des immeubles raccordés sont tenus d'autoriser gratuitement la pose des conduites dans leur terrain. (al. 4) Art. 21: En cas d'intérêt régional ou intercommunal, le plan cantonal de l'énergie peut prescrire l'obligation de raccordement à un réseau de chauffage à distance, pour autant qu'il soit alimenté par des énergies renouvelables ou des rejets de chaleur. Art. 22: Les bâtiments, dont les besoins de chaleur sont couverts de manière prépondérante par des énergies renouvelables ou des rejets de chaleur, sont dispensés de l'obligation de raccordement. Art. 23: Dans une zone d'énergie de réseau avec raccordement obligatoire à un réseau de chauffage à distance alimenté par des énergies renouvelables ou des rejets de chaleur, les bâtiments couvrent leurs besoins de chaleur de manière prépondérante par l'agent énergétique fourni par le réseau correspondant: a) dès leur occupation pour les bâtiments neufs; b) dans un délai fixé d'un commun accord entre le fournisseur et le preneur d'énergie, mais au plus tard lors du renouvellement des installations de production de chaleur, pour les bâtiments qui ont été construits ou qui ont subi une transformation importante, alors qu'ils se situaient dans une zone d'énergie de réseau avec chauffage à distance. (al. 1) Les professionnels de la branche sont tenus de rappeler à leurs clients les obligations qui leur incombent. (al. 2) Art. 24: La conception directrice, le plan cantonal de l'énergie et, le cas échéant, les plans communaux des énergies feront l'objet d'un examen périodique; ils seront adaptés si besoin est. **Art. 15 & 18 – 30 Loi cantonale sur l'aménagement du territoire** (Bestimmungen über den kantonalen Richtplan) **Art. 44 Loi cantonale sur l'aménagement du territoire** (Bestimmung über den kommunalen Richtplan)
2.	**Zielsetzungsbestimmungen** *Dispositions relatives à l'objectif*
	Art. 8 al. 1 Décret sur la conception directrice cantonale de l'aménagement du territoire L'aménagement du territoire prend en compte les exigences de la protection de l'environnement et de la politique cantonale de l'énergie.

3.	**Planung der Elektrizitätsversorgung** *Planification de l'approvisionnement en électricité*
3.1.	**Wer ist Planungsträger?** *Qui est responsable de la planification?*
	Art. 16 Loi sur l'énergie La **conception directrice** établit les principes fondamentaux de la politique énergétique cantonale et définit l'évolution souhaitée. Elle tient compte de la politique énergétique de la Confédération. (al. 1) Elle est définie par le **Conseil d'Etat** et, en particulier, décrit la situation du canton en matière énergétique, fixe les objectifs de la politique énergétique cantonale et en définit les mesures d'application nécessaires. (al. 2) Elle est approuvée par le **Grand Conseil** et lie ensuite les autorités cantonale et communales. (al.3)
3.2.	**Auf welcher Ebene?** *À quel niveau?*
	Makroplanung **Art. 16 Loi sur l'énergie** La conception directrice établit les principes fondamentaux de la politique énergétique cantonale et définit l'évolution souhaitée. Elle tient compte de la politique énergétique de la Confédération. (al. 1) Elle est définie par le Conseil d'Etat et, en particulier, décrit la situation du canton en matière énergétique, fixe les objectifs de la politique énergétique cantonale et en définit les mesures d'application nécessaires. (al. 2) Elle est approuvée par le Grand Conseil et lie ensuite les autorités cantonale et communales. (al. 3)
3.3.	**Wo und wie äussert sich das kantonale Recht zur Arbeitsteilung zwischen Kanton und Gemeinden?** *Comment le droit cantonal règle-t-il la répartition des tâches entre le canton et les communes?*
	Loi sur l'énergie Art. 17 al. 1: Le plan cantonal de l'énergie et les plans communaux des énergies sont présentés sous forme de rapports et de cartes définissant, dans les grandes lignes pour le plan cantonal, les zones énergétiques. Art. 18: Le plan cantonal de l'énergie, établi par le service en collaboration avec la commission, est soumis par le département au Conseil d'Etat, pour approbation. (al. 1) Sur cette base, les communes ou groupements de communes concernés ont la possibilité d'établir leur plan des énergies, soumis à l'approbation du Conseil d'Etat. (al. 2)
3.4.	**Wo und wie äussert sich das kantonale Recht zur Behandlung von Interessenkonflikten zwischen Kanton, Gemeinden und Versorgungsunternehmen (insbesondere mit Bezug auf die Frage des Ausbaus von netz- bzw. leitungsgebundenen Energiesystemen)?** *Où et comment le droit cantonal traite-t-il des conflits d'intérêts entre un canton, des communes et des entreprises d'approvisionnement (en particulier en ce qui concerne le développement des systèmes énergétiques par réseau ou par conduites)?*
	Loi sur l'énergie Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.

	Loi cantonale sur l'aménagement du territoire Art. 125: Les décisions des communes sont susceptibles d'un recours auprès du département, celles du département au Tribunal administratif, conformément à la loi sur la procédure et la juridiction administratives (LPJA), du 27 juin 1979. (al. 1) Lorsque la décision a été rendue après une mise à l'enquête publique, les tiers ne sont admis à recourir que s'ils ont fait opposition pendant le délai d'enquête. (al. 2) Art. 126: Les dispositions de la loi sur la procédure et la juridiction administratives sont applicables pour les recours interjetés sur la base de la présente loi. (al. 1) Ont qualité pour recourir: a) les personnes indiquées à l'article 32 de la loi précitée; b) les communes voisines de celle qui a pris une décision pour autant que cette dernière concerne des terrains limitrophes. (al. 2) **Art. 32 Loi sur la procédure et la juridiction administratives (LPJA)** A qualité pour recourir: a) toute personne, corporation et établissement de droit public ou commune touchés par la décision et ayant un intérêt digne de protection à ce qu'elle soit annulée ou modifiée; b) toute autre personne, groupement ou autorité qu'une disposition légale autorise à recourir.
III.	**Spezialregelung für kantonseigene oder konzessionnierte Wasserkraft- und Elektrizitätswerke** *Règlementation spéciale pour les centrales électriques ou les entreprises d'électricité du canton ou concessionnées*
1.	**Rechtsgrundlagen** *Bases juridiques*
	Loi sur l'énergie Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
2.	**Rechtsform** *Forme juridique*

3.	**Gebiets- und Versorgungsmonopol** *Monopole d'approvisionnement et de secteur*
	Indirectement Art. 30 al. 1 in fine Loi sur l'énergie …; l'approvisionnement relève des entreprises de la branche énergétique.
4.	**Privilegierungen oder Nachteilige Verpflichtungen aus unternehmerischer Sicht?** *Privilèges ou obligations du point de vue de l'entreprise*
	Loi sur l'énergie Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.

NW

I.	**«Service public»** *«Service public»*
1.	**Allgemeines** *Généralités*
1.1.	**Begriff «Service public»** *Notion de «Service public»*
1.2.	**Kantonale Bestimmungen zum «Service public»** *Dispositions cantonales relatives au «Service public»*
1.2.1.	**Legaldefinitionen und Umschreibungen des «Service public»** *Définitions légales et description du «Service public»*
	Verfassung Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Art. 2a Gesetz über das kantonale Elektrizitätswerk NW** Die Energieversorgung umfasst Bau, Betrieb und Unterhalt von Anlagen für Produktion , Speicherung, Transport und Verteilung, die Beteiligung an solchen Anlagen sowie die Beschaffung von Energie. (Abs. 1) Die Energieversorgung soll **sicher**, wirtschaftlich, umweltgerecht und im Rahmen optimaler Energienutzung **ausreichend** sein. (Abs. 2)
1.2.2.	**Kantonale Service public-Pflichten** *Obligations relatives au «Service public» contenues dans le droit cantonal*
	Art. 5 Abs. 1 in fine Gesetz über das kantonale Elektrizitätswerk NW ...; bei der Tarif- und Preisgestaltung ist zudem auf die Interessen des Kantons angemessen Rücksicht zu nehmen. **Art. 6 Abs. 1 Gesetz über das kantonale Elektrizitätswerk NW** Die Baugebiete innerhalb des Kantons sind mit elektrischer Energie zu versorgen. ... * * * Der Verwaltungsrat des Kantonalen Elektrizitätswerkes NW hat die folgenden Tarife erlassen: **Einheitstarif für Normalkunden** (betr. alle Kunden, die bis 175'000 kWh pro Jahr und pro Zähler im Hochtarif beziehen) Einheitstarif für Landwirtschaftsbetriebe mit Heubelüftungsanlagen **Einheitstarif für Grosskunden** (betr. alle Kunden, die über 175'000 kWh pro Jahr und pro Zähler im Hochtarif beziehen) **Pauschaltarif** (wird angewendet, wo Strom ohne Messeinrichtung abgegeben ist)
2.	**Versorgungspflicht i.e.S.** *Obligation d'approvisionnement au sens étroit*
2.1.	**Energieversorgung als staatliche Aufgabe** *Approvisionnement en énergie en tant que tâche publique*
	Verfassung Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.

2.2.	**Kompetenzzuteilung: Rolle des Kantons und der Gemeinden** *Attribution des compétences: rôle du canton et des communes*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
2.3.	**Versorgungspflicht der Elektrizitätsunternehmen** *Obligation d'approvisionnement des entreprises d'électricité*
	Verfassung Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Art. 2 Abs. 1 Ziff. 3 Gesetz über das Kantonale Elektrizitätswerk NW** Das Kantonale Elektrizitätswerk NW bezweckt die Versorgung des Kantons mit elektrischer Energie. Es hat folgende Aufgaben: (...) 3. Lieferung und Vertrieb von Elektrizität
2.4.	**Bei Bestehen einer Versorgungspflicht: wie wird diese übertragen?** *Mode de transfert d'une obligation d'approvisionnement*
	Gesetz
	Gesetz über das Kantonale Elektrizitätswerk NW Art. 1: Das „Kantonale Elektrizitätswerk NW ist eine selbständige juristische Person des kantonalen öffentlichen Rechts ... Art. 2 Abs. 1 Ziff. 3: Das Kantonale Elektrizitätswerk NW bezweckt die Versorgung des Kantons mit elektrischer Energie. Es hat folgende Aufgaben: (...) 3. Lieferung und Vertrieb von Elektrizität
2.5.	**Welche hauptsächlichen Folgen sind mit der Versorgungspflicht verknüpft?** *Principaux effets liés à l'obligation d'approvisionnement*
2.5.1.	**Welche Rechte und Pflichten hat der Versorger?** *Droits et obligations du fournisseur*
	Art. 2a Abs. 1 Gesetz über das Kantonale Elektrizitätswerk NW Die Energieversorgung umfasst Bau, Betrieb und Unterhalt von Anlagen für Produktion, Speicherung, Transport und Verteilung, die Beteiligung an solchen Anlagen sowie die Beschaffung von Energie.
2.5.2.	**Geht die Versorgungspflicht mit einer Gebietszuteilung einher?** *L'obligation d'approvisionnement va-t-elle de pair avec une attribution de secteur?*
	Art. 2 Gesetz über das Kantonale Elektrizitätswerk NW Das Elektrizitätswerk NW bezweckt die Versorgung des **Kantons** mit elektrischer Energie. ... (Abs. 1) Es kann auch ausserhalb des Kantonsgebietes Strom liefern, ... (Abs. 2)
2.5.3.	**Geht die Versorgungspflicht mit einem Versorgungsmonopol einher?** *L'obligation d'approvisionnement va-t-elle de pair avec un monopole d'approvisionnement?*
	Gesetz über das Kantonale Elektrizitätswerk NW Art. 2a Abs. 3: Die Energieversorgung soll sich nach Möglichkeit auf verschiedene Energieträger abstützen. Art. 3: Das Recht auf Benützung des öffentlichen Eigentums des Kantons für Anlagen des innerkantonalen Transportes sowie der Verteilung von leitungsgebundenen Energien steht allein dem EWN zu. (Abs. 1) Der Regierungsrat kann in besonderen Fällen dieses Recht auch andern Energieproduktionsunternehmen durch Vertrag erteilen. (Abs. 2)

2.5.4.	**Werden damit hoheitliche Befugnisse übertragen?** *Une part de souveraineté est-elle ainsi transférée?*
	Art. 3 Gesetz über das Kantonale Elektrizitätswerk NW Das Recht auf Benützung des öffentlichen Eigentums des Kantons für Anlagen des innerkantonalen Transportes sowie der Verteilung von leitungsgebundenen Energien steht allein dem EWN zu. (Abs. 1) Der Regierungsrat kann in besonderen Fällen dieses Recht auch andern Energieproduktionsunternehmen durch Vertrag erteilen. (Abs. 2)
2.5.5.	**Wird damit eine Kooperationspflicht (mit dem Kanton, mit anderen Kantonen, mit anderen Unternehmen) verknüpft?** *Un devoir de coopération (avec le canton, d'autres cantons ou d'autres entreprises) est-il lié à l'obligation d'approvisionnement?*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Gesetz über das Kantonale Elektrizitätswerk NW** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
2.6.	**Mechanismen des kantonalen Rechts zur Sicherstellung bzw. Durchsetzung der Erfüllung der Versorgungspflicht i.e.S.** *Mécanismes du droit cantonal visant la garantie et/ou la pénétration de l'exécution de l'obligation d'approvisionnement au sens étroit*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Gesetz über das Kantonale Elektrizitätswerk NW** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
2.7.	**Was gilt, wenn das kantonale Recht keine Versorgungspflicht vorsieht?** *Règles applicables si le droit cantonal ne prévoit pas d'obligation d'approvisionnement*
	--- (vgl. 2.3.)
3.	**Versorgungssicherheit** *Sécurité de l'approvisionnement*
3.1.	**Bestimmungen zur Sicherheit (qualitativ)** *Dispositions relatives à la sécurité qualitative*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energieverordnung** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Art. 5 Reglement über die Bedingungen für die Abgabe elektrischer Energie** 5.1: Das Werk setzt für die Energielieferung Stromart, Spannung, Frequenz, den Leistungsfaktor cos φ sowie die Art der Schutzmassnahmen fest. Das Werk ist berechtigt, besondere Bedingungen festzulegen, sofern der von ihm vorgeschriebene Leistungsfaktor nicht eingehalten und vom Bezüger keine Abhilfe getroffen wird. 5.2: Die Niederspannungsnetze werden innerhalb der üblichen Toleranzgrenzen mit Wechselstrom in der Nennspannung von 380/220 Volt und mit der Nennfrequenz von 50 Hz betrieben. 5.3: Elektrische Geräte jeder Art werden nur zugelassen, soweit die Leistungsfähigkeit der Verteilanlagen es erlaubt und die Gleichmässigkeit der Spannung

	durch sie nicht störend beeinflusst wird. Der Bezüger oder sein Installateur beziehungsweise sein Apparatelieferant hat sich rechtzeitig beim Werk über die Anschlussmöglichkeit und über die Spannungsverhältnisse zu erkundigen.
3.2.	**Bestimmungen zur Kapazität (quantitativ)** *Dispositions relatives à la capacité*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Gesetz über das kantonale Elektrizitätswerk NW** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
3.3.	**Wie geht der Gesetzgeber mit möglichen Kapazitätsengpässen um?** *Comment règle-t-on la problématique des goulots d'étranglement de capacité?*
	Ziff. 2.2 Reglement über die Bedingungen für die Abgabe elektrischer Energie Das Werk ist berechtigt zu verlangen, dass der Energiebezug den in den Produktions- und Verteilanlagen herrschenden Belastungsverhältnissen angepasst wird. Das Werk ist ausserdem berechtigt, während der Spitzenbelastungszeit nötigenfalls die Leistung einzuschränken oder Apparate zu sperren.
3.4.	**Andere Leistungsaufträge im Zusammenhang mit der Versorgungssicherheit** *Autres mandats de prestations en rapport avec la sécurité de l'approvisionnement*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Gesetz über das kantonale Elektrizitätswerk NW** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Kantonales Landesversorgungsgesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
3.5.	**Sieht das kantonale Recht Regelungen vor, wie diese gesetzlichen Aufträge zur Herstellung der Versorgungssicherheit sichergestellt werden?** *Le droit cantonal contient-il des règles sur la manière dont ces mandats légaux relatifs à la sécurité de l'approvisionnement sont assurés?*
	§ 17 Abs. 1 Satz 1 Energiegesetz Kanton und Gemeinden können Energieanlagen selbst erstellen und betreiben, sofern der private Sektor die betreffenden Bedürfnisse nicht oder ungenügend deckt.
4.	**Sonderbestimmungen für bestimmte Regionen** *Dispositions spéciales pour certaines régions*
4.1.	**Differenzierte Behandlung bestimmter Regionen innerhalb des Kantons** *Traitement différencié de certaines régions dans le canton*
	Gesetz über das Kantonale Elektrizitätswerk NW Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
4.2.	**Preissolidarität oder anderweitige Ausgleichsmechanismen für bestimmte Gebietsteile: Erwähnung des Mechanismus in den Rechtsgrundlagen?** *Solidarité des prix ou autres mécanismes de compensation pour des parties de territoire déterminées: mention du mécanisme dans les bases juridiques?*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.

	Gesetz über das Kantonale Elektrizitätswerk NW Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. * * * **Der Verwaltungsrat des Kantonalen Elektrizitätswerkes NW hat die folgenden Tarife erlassen:** **Einheitstarif für Normalkunden** (betr. alle Kunden, die bis 175'000 kWh pro Jahr und pro Zähler im Hochtarif beziehen) **Einheitstarif für Landwirtschaftsbetriebe** mit Heubelüftungsanlagen **Einheitstarif für Grosskunden** (betr. alle Kunden, die über 175'000 kWh pro Jahr und pro Zähler im Hochtarif beziehen) **Pauschaltarif** (wird angewendet, wo Strom ohne Messeinrichtung abgegeben ist
5.	**Anschlusspflicht und Anschlussbedingungen** *Obligation de raccordement et conditions de raccordement*
5.1	**Anschlusspflicht** *Obligation de raccordement*
	Art. 6 Gesetz über das kantonale Elektrizitätswerk NW Die **Baugebiete** innerhalb des Kantons sind mit elektrischer Energie zu versorgen. Daneben ist diese Versorgung auch auf **andere ganzjährig bewohnte Grundstücke** auszudehnen, soweit dies die Versorgungsanlagen gestatten. (Abs. 1) Die Einzelheiten des Anschlusses und die Bedingungen für die Abgabe von leitungsgebundenen Energien sind in einem Reglement zu ordnen. (Abs. 3)
5.2	**Anschlussbedingungen** *Conditions de raccordement*
	Gesetz über das kantonale Elektrizitätswerk NW Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
5.3	**Regelungen über die Kosten des Anschlusses** *Règles sur les frais de raccordement*
	Art. 6 Abs. 3 Gesetz über das kantonale Elektrizitätswerk NW Die Einzelheiten des Anschlusses und die Bedingungen für die Abgabe von leitungsgebundenen Energien sind in einem Reglement zu ordnen. * * * Am 25.10.1994 hat der Verwaltungsrat des Kantonalen Elektrizitätswerkes NW das folgende Reglement erlassen: **Reglement zur Bestimmung der Kostenbeiträge für Anschlüsse an das Verteilnetz des EWN**
6.	**Kantonale Bestimmungen betreffend das Verhältnis zum Stromkunden** *Dispositions cantonales concernant les relations avec les consommateurs d'électricité*
6.1.	**Finden sich kantonale Bestimmungen zum Rechtsverhältnis zwischen Stromlieferant und Stromkunden?** *Existe-t-il des dispositions cantonales concernant le rapport de droit entre le fournisseur d'électricité et le consommateur?*
	Reglement über die Bedingungen für die Abgabe elektrischer Energie
6.2.	**Wird dem Kunden eine Lieferantenauswahl gewährt?** *Le libre choix du fournisseur est-il accordé au client?*
	Gesetz über das Kantonale Elektrizitätswerk NW Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.

6.3.	**Gibt das kantonale Recht Vorgaben für die Preisbedingungen?** *Le droit cantonal contient-il des normes relatives aux conditions de prix?*
	Einheitstarif für Normalkunden **Einheitstarif für Landwirtschaftsbetriebe mit Heubelüftungsanlagen** **Einheitstarif für Grosskunden** **Pauschaltarif**
6.4.	**Gibt das kantonale Recht Vorgaben für die Ausgestaltung der Stromlieferung?** *Le droit cantonal contient-il des normes sur l'arrangement de la fourniture d'électricité?*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Gesetz über das Kantonale Elektrizitätswerk NW** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
6.5.	**Äussert sich das kantonale Recht zur Möglichkeit des «Abhängens» von Stromkunden?** *Le droit cantonal se prononce-t-il sur la possibilité d'abandonner des consommateurs d'électricité?*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Gesetz über das Kantonale Elektrizitätswerk NW** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
6.6.	**Äussert sich das kantonale Recht zu Haftungsfragen?** *Le droit cantonal se prononce-t-il sur des questions de responsabilité?*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Art. 10a Gesetz über das Kantonale Elektrizitätswerk NW** Das Kantonale Elektrizitätswerk NW haftet für Schäden, die Grundeigentümern oder Benützern durch den Betrieb von Anschlussleitungen und Messapparaten entstehen. (Abs. 1) Ausgeschlossen ist die Haftung für Schäden, die durch höhere Gewalt verursacht werden. (Abs. 2)
II.	**Versorgungsplanung** *Planification de l'approvisionnement*
1.	**Allgemeines** *Généralités*
	Art. 3 Ziff. 1 Energiegesetz Der Regierungsrat ist zuständig für: 1. die Festlegung der kantonalen Energiepolitik sowie deren Koordination mit der Energiepolitik des Bundes; **Art. 5 – 13 & 14 – 20 Baugesetz** (Bestimmungen über den kantonalen Richtplan) **Art. 5 - 13 & 29 – 31 Baugesetz** (Bestimmungen über den kommunalen Richtplan)

2.	**Zielsetzungsbestimmungen** *Dispositions relatives à l'objectif*
	Art. 1 Energiegesetz Dieses Gesetz bezweckt eine sparsame, wirtschaftliche und umweltgerechte Energieverwendung und ergänzt das Bundesrecht. (abs. 1) Es fördert die Sicherung der Energieversorgung und die Nutzung der einheimischen und erneuerbaren Energien im Rahmen der vorhandenen natürlichen Ressourcen. (Abs. 2)
3.	**Planung der Elektrizitätsversorgung** *Planification de l'approvisionnement en électricité*
3.1.	**Wer ist Planungsträger?** *Qui est responsable de la planification?*
	Art. 3 Ziff. 1 & 2 Energiegesetz Der **Regierungsrat** ist zuständig für: 1. die Festlegung der kantonalen Energiepolitik sowie deren Koordination mit der Energiepolitik des Bundes; 2. die Genehmigung eines Programms zur Förderung der sparsamen und rationellen Energienutzung sowie der Nutzung von erneuerbaren Energien und Abwärme;
3.2.	**Auf welcher Ebene?** *À quel niveau?*
	Makroplanung **Art. 3 Ziff. 1 Energiegesetz** Der Regierungsrat ist zuständig für: die Festlegung der kantonalen Energiepolitik sowie deren Koordination mit der Energiepolitik des Bundes;
3.3.	**Wo und wie äussert sich das kantonale Recht zur Arbeitsteilung zwischen Kanton und Gemeinden?** *Comment le droit cantonal règle-t-il la répartition des tâches entre le canton et les communes?*
	Art. 6 Abs. 1 Energiegesetz Dem Gemeinderat obliegt der Vollzug der Energiebestimmungen, soweit nicht eine andere Instanz zuständig ist; der Vollzug erfolgt in der Regel im Rahmen des Baubewilligungsverfahrens
3.4.	**Wo und wie äussert sich das kantonale Recht zur Behandlung von Interessenkonflikten zwischen Kanton, Gemeinden und Versorgungsunternehmen (insbesondere mit Bezug auf die Frage des Ausbaus von netz- bzw. leitungsgebundenen Energiesystemen)?** *Où et comment le droit cantonal traite-t-il des conflits d'intérêts entre un canton, des communes et des entreprises d'approvisionnement (en particulier en ce qui concerne le développement des systèmes énergétiques par réseau ou par conduites)?*
	Energiegesetz Art. 14 Abs. 2: Entscheide der zuständigen Direktion können gemäss den Bestimmungen der Verwaltungsrechtspflegeverordnung beim Verwaltungsgericht mit Beschwerde angefochten werden. Art. 15: Die Verfügungen und Entscheide des Regierungsrates können gemäss den Bestimmungen der Verwaltungsrechtspflegeverordnung beim Verwaltungsgericht mit Beschwerde angefochten werden.

III.	**Spezialregelung für kantonseigene oder konzessionnierte Wasserkraft- und Elektrizitätswerke** *Règlementation spéciale pour les centrales électriques ou les entreprises d'électricité du canton ou concessionnées*
1.	**Rechtsgrundlagen** *Bases juridiques*
	Art. 1 Gesetz über das kantonale Elektrizitätswerk NW Das „Kantonale Elektrizitätswerk NW" nachfolgend EWN genannt, ist eine selbständige juristische Person des kantonalen öffentlichen Rechts mit Sitz in Oberdorf.
2.	**Rechtsform** *Forme juridique*
	Selbständige juristische Person des kantonalen öffentlichen Rechts
3.	**Gebiets- und Versorgungsmonopol** *Monopole d'approvisionnement et de secteur*
	Art. 3 Gesetz über das kantonale Elektrizitätswerk NW Das Recht auf Benützung des öffentlichen Eigentums das Kanton für Anlagen des innerkantonalen Transportes sowie der Verteilung von leitungsgebunden Energien steht allein dem EWN zu. (Abs. 1) Der Regierungsrat kann in besonderen Fällen dieses Recht auch andern Energieproduktionsunternehmen durch Vertrag erteilen. (Abs. 2)
4.	**Privilegierungen oder Nachteilige Verpflichtungen aus unternehmerischer Sicht?** *Privilèges ou obligations du point de vue de l'entreprise*
	Art. 9 Gesetz über das kantonale Elektrizitätswerk NW Das EWN ist mit Einschluss der Hilfs- und Nebenbetriebe wie Trafostationen, Werkstätten, Lagerhäuser, Verwaltungsgebäude und dergleichen von jeder Besteuerung in Kanton und Gemeinden befreit; diese Befreiung erstreckt sich nicht auf Vermögen und Einkommen, die keine notwendige Beziehung zum Betrieb des Unternehmens haben. (Abs. 1) Für die Inanspruchnahme des öffentlichen Eigentums der Gemeinden für Anlagen des Transports und Verteilung leitungsgebundener Energien hat das EWN keine Entschädigung zu bezahlen. (Abs. 2)

OW

I.	**«Service public»** *«Service public»*
1.	**Allgemeines** *Généralités*
1.1.	**Begriff «Service public»** *Notion de «Service public»*
1.2.	**Kantonale Bestimmungen zum «Service public»** *Dispositions cantonales relatives au «Service public»*
1.2.1.	**Legaldefinitionen und Umschreibungen des «Service public»** *Définitions légales et description du «Service public»*
	Verfassung Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Art. 1 Gesetz über das Elektrizitätswerk OW** Das Elektrizitätswerk OW hat die Versorgung mit elektrischer Energie im Kanton **sicherzustellen**. *Im Entwurf des Energiewirtschafts- und Stromversorgungsgesetzes schlägt der Regierungsrat vor, das Gesetz über das Elektrizitätswerk OW aufzuheben.* ***Art. 8 lit. c Energiewirtschafts- und Stromversorgungsgesetz (Entwurf)*** *Im Rahmen der Stellung als Aktionäre und Aktionärinnen der EWO Holding AG setzen sich Kanton und Gemeinden insbesondere für folgende Ziele ein:* *c) eine **sichere**, wirtschaftliche und umweltverträgliche Energieversorgung.*
1.2.2.	**Kantonale Service public-Pflichten** *Obligations relatives au «Service public» contenues dans le droit cantonal*
	Gesetz über das Elektrizitätswerk OW Art. 14: Bei der Festsetzung des Preises für die im Kanton abzugebende Energie sind die Interessen des Kantons und der Gemeinden wie auch der Verbraucher zu berücksichtigen. Der Verwaltungsrat erlässt einen Stromtarif, welcher der Genehmigung des Regierungsrates bedarf. Art. 16: Die Versorgung entlegener Gebiete mit elektrischer Energie ist nach Möglichkeit zu fördern. *Im Entwurf des Energiewirtschafts- und Stromversorgungsgesetzes schlägt der Regierungsrat vor, das Gesetz über das Elektrizitätswerk OW aufzuheben.* ***Energiewirtschafts- und Stromversorgungsgesetz (Entwurf)*** *Art. 8 lit. a – c: Im Rahmen der Stellung als Aktionäre und Aktionärinnen der EWO Holding AG setzen sich Kanton und Gemeinden insbesondere für folgende Ziele ein:* *a) Unternehmenstätigkeit im ganzen Kantonsgebiet, soweit Leistungen nicht von den Gemeinden oder anderen Unternehmungen vollumfänglich erbracht werden;* *b) die Führung des Unternehmens nach betriebswirtschaftlichen Grundsätzen;* *c) eine **sichere**, wirtschaftliche und umweltverträgliche Energieversorgung.* *Art. 10: Der Regierungsrat kann zur Förderung erneuerbarer Energie, umweltverträglicher Energiegewinnung und –verwendung, einer rationellen Energienutzung sowie für besondere Leistungen im Elektrizitätsnetz Leistungsvereinbarungen mit*

	der EWO Holding AG oder ihren Tochtergesellschaften abschliessen. *Art. 18: Wer sich als Bewilligungsnehmer oder Bewilligungsnehmerin ein Netz zur Verteilung elektrischer Energie betreibt, ist insbesondere verpflichtet:* *a) den Anschluss innerhalb der Bauzonen sicherzustellen;* *b) die bestehenden Anschlüsse ausserhalb der Bauzonen zu erhalten;* *c) alle nicht marktzutrittsfähigen Abnehmer und Abnehmerinnen in seinem/ihrem Netzgebiet diskriminierungsfrei mit Energie zu versorgen;* *d) seinen/ihren Abnehmern und Abnehmerinnen innerhalb der gleichen Abnehmergruppe, für gleiche Leistungen gleiche Preise zu verrechnen. (Abs. 1)* *Der Regierungsrat kann nach Anhörung des betreffenden Einwohnergemeinderates Änderungen der Anschlusspflicht ausserhalb der Bauzonen beschliessen, sofern dies durch ein öffentliches Interesse gerechtfertigt, technisch möglich, wirtschaftlich vertretbar und Eigenversorgung nicht zumutbar ist sowie die anschlussberechtigte Person die Kosten für Zuteilung und Anschluss übernimmt. (Abs. 2)*
2.	**Versorgungspflicht i.e.S.** *Obligation d'approvisionnement au sens étroit*
2.1.	**Energieversorgung als staatliche Aufgabe** *Approvisionnement en énergie en tant que tâche publique*
	Verfassung Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Gesetz** Der Kanton OW hat weder ein Energiegesetz noch ein Elektrizitäts (versorgungs) gesetz. ***Art. 8 lit. a Energiewirtschafts- und Stromversorgungsgesetz (Entwurf)*** *Im Rahmen der Stellung als Aktionäre und Aktionärinnen der EWO Holding AG setzen sich Kanton und Gemeinden insbesondere für folgende Ziele ein:* *a) Unternehmenstätigkeit im ganzen Kantonsgebiet, soweit Leistungen nicht von den Gemeinden oder anderen Unternehmungen vollumfänglich erbracht werden;*
2.2.	**Kompetenzzuteilung: Rolle des Kantons und der Gemeinden** *Attribution des compétences: rôle du canton et des communes*
	Gesetz Der Kanton OW hat weder ein Energiegesetz noch ein Elektrizitäts (versorgungs) gesetz. ***Art. 8 lit. c Energiewirtschafts- und Stromversorgungsgesetz (Entwurf)*** *Im Rahmen der Stellung als Aktionäre und Aktionärinnen der EWO Holding AG setzen sich Kanton und Gemeinden insbesondere für folgende Ziele ein:* *c) eine **sichere**, wirtschaftliche und umweltverträgliche Energieversorgung.*
2.3.	**Versorgungspflicht der Elektrizitätsunternehmen** *Obligation d'approvisionnement des entreprises d'électricité*
	Verfassung Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Art. 2 Abs. 1 Gesetz über das Elektrizitätswerk OW** Das Elektrizitätswerk OW hat die Versorgung mit elektrischer Energie im Kanton sicherzustellen. *Im Entwurf des Energiewirtschafts- und Stromversorgungsgesetzes schlägt der Regierungsrat vor, das Gesetz über das Elektrizitätswerk OW aufzuheben.*

2.4.	**Bei Bestehen einer Versorgungspflicht: wie wird diese übertragen?** *Mode de transfert d'une obligation d'approvisionnement*
	Gesetz
	Gesetz über das Elektrizitätswerk OW Art. 1: Das Elektrizitätswerk OW ist eine öffentlich-rechtliche Anstalt mit eigener Rechtspersönlichkeit ... Art. 2 Abs. 1: Das Elektrizitätswerk OW hat die Versorgung mit elektrischer Energie im Kanton sicherzustellen. *Im Entwurf des Energiewirtschafts- und Stromversorgungsgesetzes schlägt der Regierungsrat vor, das Gesetz über das Elektrizitätswerk OW aufzuheben.* ***Art. 8 lit. c Energiewirtschafts- und Stromversorgungsgesetz (Entwurf)*** *Im Rahmen der Stellung als Aktionäre und Aktionärinnen der EWO Holding AG setzen sich Kanton und Gemeinden insbesondere für folgende Ziele ein:* *c) eine **sichere**, wirtschaftliche und umweltverträgliche Energieversorgung.*
2.5	**Welche hauptsächlichen Folgen sind mit der Versorgungspflicht verknüpft?** *Principaux effets liés à l'obligation d'approvisionnement*
2.5.1.	**Welche Rechte und Pflichten hat der Versorger?** *Droits et obligations du fournisseur*
	Art. 3 Abs. 1 Gesetz über das Elektrizitätswerk OW Das Werk hat folgende Aufgaben: a. die Erzeugung elektrischer Energie durch den Betrieb der eigenen Kraftwerke, b. die alleinige Verteilung elektrischer Energie im Kantonsgebiet durch den Bau und Betrieb von Verteilanlagen, c. den Unterhalt und die Erneuerung der eigenen Kraftwerke und Verteilanlagen, d. die Beschaffung sowie den Austausch elektrischer Energie durch Zusammenarbeit mit anderen Elektrizitätsunternehmungen, e. die Förderung der Nutzung weiterer erneuerbarer Energieformen, f. die Information und Beratung in Energiefragen. *Im Entwurf des Energiewirtschafts- und Stromversorgungsgesetzes schlägt der Regierungsrat vor, das Gesetz über das Elektrizitätswerk OW aufzuheben.* ***Art. 8 lit. c Energiewirtschafts- und Stromversorgungsgesetz (Entwurf)*** *Im Rahmen der Stellung als Aktionäre und Aktionärinnen der EWO Holding AG setzen sich Kanton und Gemeinden insbesondere für folgende Ziele ein:* *c) eine **sichere**, wirtschaftliche und umweltverträgliche Energieversorgung.*
2.5.2.	**Geht die Versorgungspflicht mit einer Gebietszuteilung einher?** *L'obligation d'approvisionnement va-t-elle de pair avec une attribution de secteur?*
	Art. 3 Abs. 1 lit. b Gesetz über das Elektrizitätswerk OW Das Werk hat folgende Aufgaben: (...) b. die alleinige Verteilung elektrischer Energie im **Kantonsgebiet** durch den Bau und Betrieb von Verteilanlagen. *Im Entwurf des Energiewirtschafts- und Stromversorgungsgesetzes schlägt der Regierungsrat vor, das Gesetz über das Elektrizitätswerk OW aufzuheben.* ***Art. 8 lit. c Energiewirtschafts- und Stromversorgungsgesetz (Entwurf)*** *Im Rahmen der Stellung als Aktionäre und Aktionärinnen der EWO Holding AG*

	setzen sich Kanton und Gemeinden insbesondere für folgende Ziele ein: *c) eine **sichere**, wirtschaftliche und umweltverträgliche Energieversorgung.*
2.5.3.	**Geht die Versorgungspflicht mit einem Versorgungsmonopol einher?** *L'obligation d'approvisionnement va-t-elle de pair avec un monopole d'approvisionnement?*
	Art. 3 Abs. 1 lit. b Gesetz über das Elektrizitätswerk OW Das Werk hat folgende Aufgaben: (...) b. die alleinige Verteilung elektrischer Energie im Kantonsgebiet durch den Bau und Betrieb von Verteilanlagen. *Im Entwurf des Energiewirtschafts- und Stromversorgungsgesetzes schlägt der Regierungsrat vor, das Gesetz über das Elektrizitätswerk OW aufzuheben.* ***Art. 8 lit. a Energiewirtschafts- und Stromversorgungsgesetz (Entwurf)*** *Im Rahmen der Stellung als Aktionäre und Aktionärinnen der EWO Holding AG setzen sich Kanton und Gemeinden insbesondere für folgende Ziele ein:* *a) Unternehmenstätigkeit im ganzen Kantonsgebiet, soweit Leistungen nicht von den Gemeinden oder anderen Unternehmungen vollumfänglich erbracht werden;*
2.5.4.	**Werden damit hoheitliche Befugnisse übertragen?** *Une part de souveraineté est-elle ainsi transférée?*
	Gesetz über das Elektrizitätswerk OW Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. *Im Entwurf des Energiewirtschafts- und Stromversorgungsgesetzes schlägt der Regierungsrat vor, das Gesetz über das Elektrizitätswerk OW aufzuheben.* ***Energiewirtschafts- und Stromversorgungsgesetz (Entwurf)*** *Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.*
2.5.5.	**Wird damit eine Kooperationspflicht (mit dem Kanton, mit anderen Kantonen, mit anderen Unternehmen) verknüpft?** *Un devoir de coopération (avec le canton, d'autres cantons ou d'autres entreprises) est-il lié à l'obligation d'approvisionnement?*
	Art. 14 Gesetz über das Elektrizitätswerk OW Bei der Festsetzung des Preises für die im Kanton abzugebende Energie sind die Interessen des Kantons und der Gemeinden wie auch der Verbraucher zu berücksichtigen. Der Verwaltungsrat erlässt einen Stromtarif, welcher der Genehmigung des Regierungsrates bedarf. *Im Entwurf des Energiewirtschafts- und Stromversorgungsgesetzes schlägt der Regierungsrat vor, das Gesetz über das Elektrizitätswerk OW aufzuheben.* ***Indirekt Art. 8 lit. a Energiewirtschafts- und Stromversorgungsgesetz (Entwurf)*** *Im Rahmen der Stellung als Aktionäre und Aktionärinnen der EWO Holding AG setzen sich Kanton und Gemeinden insbesondere für folgende Ziele ein:* *a) Unternehmenstätigkeit im ganzen Kantonsgebiet, soweit Leistungen nicht von den Gemeinden oder anderen Unternehmungen vollumfänglich erbracht werden;*
2.6.	**Mechanismen des kantonalen Rechts zur Sicherstellung bzw. Durchsetzung der Erfüllung der Versorgungspflicht i.e.S.** *Mécanismes du droit cantonal visant la garantie et/ou la pénétration de l'exécution de l'obligation d'approvisionnement au sens étroit*
	Gesetz über das Elektrizitätswerk OW Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. ***Art. 8 Energiewirtschafts- und Stromversorgungsgesetz (Entwurf)*** *Im Rahmen der Stellung als Aktionäre und Aktionärinnen der EWO Holding AG*

	setzen sich Kanton und Gemeinden insbesondere für folgende Ziele ein: *a) Unternehmenstätigkeit im ganzen Kantonsgebiet, soweit Leistungen nicht von den Gemeinden oder anderen Unternehmungen vollumfänglich erbracht werden;* *b) die Führung des Unternehmens nach betriebswirtschaftlichen Grundsätzen;* *c) eine **sichere**, wirtschaftliche und umweltverträgliche Energieversorgung.*
2.7.	**Was gilt, wenn das kantonale Recht keine Versorgungspflicht vorsieht?** *Règles applicables si le droit cantonal ne prévoit pas d'obligation d'approvisionnement*
	--- (vgl. 2.3.)
3.	**Versorgungssicherheit** *Sécurité de l'approvisionnement*
3.1.	**Bestimmungen zur Sicherheit (qualitativ)** *Dispositions relatives à la sécurité qualitative*
	Gesetz über das Elektrizitätswerk OW Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. ***Energiewirtschafts- und Stromversorgungsgesetz (Entwurf)*** *Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.*
3.2.	**Bestimmungen zur Kapazität (quantitativ)** *Dispositions relatives à la capacité*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Gesetz über das kantonale Elektrizitätswerk NW** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
3.3.	**Wie geht der Gesetzgeber mit möglichen Kapazitätsengpässen um?** *Comment règle-t-on la problématique des goulots d'étranglement de capacité?*
	Art. 3 al. 1 lit. d Gesetz über das Elektrizitätswerk OW Das Werk hat folgende Aufgaben: d) die Beschaffung sowie den Austausch elektrischer Energie durch Zusammenarbeit mit anderen Elektrizitätsunternehmungen. Im Entwurf des Energiewirtschafts- und Stromversorgungsgesetzes schlägt der Regierungsrat vor, das Gesetz über das Elektrizitätswerk OW aufzuheben. ***Energiewirtschafts- und Stromversorgungsgesetz (Entwurf)*** *Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.*
3.4.	**Andere Leistungsaufträge im Zusammenhang mit der Versorgungssicherheit** *Autres mandats de prestations en rapport avec la sécurité de l'approvisionnement*
	Gesetz über das Elektrizitätswerk OW Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. ***Art. 10 Energiewirtschafts- und Stromversorgungsgesetz (Entwurf)*** *Der Regierungsrat kann zur Förderung erneuerbarer Energie, umweltverträglicher Energiegewinnung und –verwendung, einer rationellen Energienutzung sowie für besondere Leistungen im Elektrizitätsnetz Leistungsvereinbarungen mit der EWO Holding AG oder ihren Tochtergesellschaften abschliessen.* **Notstandsgesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.

3.5.	**Sieht das kantonale Recht Regelungen vor, wie diese gesetzlichen Aufträge zur Herstellung der Versorgungssicherheit sichergestellt werden?** *Le droit cantonal contient-il des règles sur la manière dont ces mandats légaux relatifs à la sécurité de l'approvisionnement sont assurés?*
	Gesetz über das Elektrizitätswerk OW Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. ***Art. 10 Energiewirtschafts- und Stromversorgungsgesetz (Entwurf)*** *Der Regierungsrat kann zur Förderung erneuerbarer Energie, umweltverträglicher Energiegewinnung und –verwendung, einer rationellen Energienutzung sowie für besondere Leistungen im Elektrizitätsnetz Leistungsvereinbarungen mit der EWO Holding AG oder ihren Tochtergesellschaften abschliessen.*
4.	**Sonderbestimmungen für bestimmte Regionen** *Dispositions spéciales pour certaines régions*
4.1.	**Differenzierte Behandlung bestimmter Regionen innerhalb des Kantons** *Traitement différencié de certaines régions dans le canton*
	Art. 16 Gesetz über das Elektrizitätswerk OW Die Versorgung entlegener Gebiete mit elektrischer Energie ist nach Möglichkeit zu fördern. *Im Entwurf des Energiewirtschafts- und Stromversorgungsgesetzes schlägt der Regierungsrat vor, das Gesetz über das Elektrizitätswerk OW aufzuheben.* ***Energiewirtschafts- und Stromversorgungsgesetz (Entwurf)*** *Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.*
4.2.	**Preissolidarität oder anderweitige Ausgleichsmechanismen für bestimmte Gebietsteile: Erwähnung des Mechanismus in den Rechtsgrundlagen?** *Solidarité des prix ou autres mécanismes de compensation pour des parties de territoire déterminées: mention du mécanisme dans les bases juridiques?*
	Art. 14 Gesetz über das Elektrizitätswerk OW Bei der Festsetzung des Preises für die im Kanton abzugebende Energie sind die Interessen des Kantons und der Gemeinden wie auch der Verbraucher zu berücksichtigen. Der Verwaltungsrat erlässt einen Stromtarif, welcher der Genehmigung des Regierungsrates bedarf. **Art. 3 Verordnung über das Elektrizitätswerk OW** Der Verwaltungsrat hat im einzelnen folgende Aufgaben und Befugnisse: g) Erlass der Gebührenreglemente und des Stromtarifes, letzterer unter Genehmigungsvorbehalt des Regierungsrates (Art. 14 EWOG) *Im Entwurf des Energiewirtschafts- und Stromversorgungsgesetzes schlägt der Regierungsrat vor, das Gesetz und die Verordnung über das Elektrizitätswerk OW aufzuheben.* ***Art. 18 Abs. 1 lit. c & d Energiewirtschafts- und Stromversorgungsgesetz (Entwurf)*** *Wer sich als Bewilligungsnehmer oder Bewilligungsnehmerin ein Netz zur Verteilung elektrischer Energie betreibt, ist insbesondere verpflichtet: ...* *c) alle nicht marktzutrittsfähigen Abnehmer und Abnehmerinnen in seinem/ihrem Netzgebiet diskriminierungsfrei mit Energie zu versorgen;* *d) seinen/ihren Abnehmern und Abnehmerinnen innerhalb der gleichen Abnehmergruppe, für gleiche Leistungen gleiche Preise zu verrechnen.*

5.	**Anschlusspflicht und Anschlussbedingungen** *Obligation de raccordement et conditions de raccordement*
5.1	**Anschlusspflicht** *Obligation de raccordement*
	Gesetz über das Elektrizitätswerk OW Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. ***Art. 18 Energiewirtschafts- und Stromversorgungsgesetz (Entwurf)*** *Wer sich als Bewilligungsnehmer oder Bewilligungsnehmerin ein Netz zur Verteilung elektrischer Energie betreibt, ist insbesondere verpflichtet:* *a) den Anschluss innerhalb der Bauzonen sicherzustellen;* *b) die bestehenden Anschlüsse ausserhalb der Bauzonen zu erhalten;... (Abs. 1)* *Der Regierungsrat kann nach Anhörung des betreffenden Einwohnergemeinderates Änderungen der Anschlusspflicht ausserhalb der Bauzonen beschliessen, sofern dies durch ein öffentliches Interesse gerechtfertigt, technisch möglich, wirtschaftlich vertretbar und Eigenversorgung nicht zumutbar ist sowie die anschlussberechtigte Person die Kosten für Zuteilung und Anschluss übernimmt. (Abs. 2)* **Verordnung über das Elektrizitätswerk OW** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
5.2	**Anschlussbedingungen** *Conditions de raccordement*
	Gesetz über das Elektrizitätswerk OW Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. ***Energiewirtschafts- und Stromversorgungsgesetz (Entwurf)*** *Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.* **Verordnung über das Elektrizitätswerk OW** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
5.3	**Regelungen über die Kosten des Anschlusses** *Règles sur les frais de raccordement*
	Gesetz über das Elektrizitätswerk OW Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. ***Art. 19 Energiewirtschafts- und Stromversorgungsgesetz (Entwurf)*** *Feste Kunden und Kundinnen tragen im Rahmen der Erschliessung die nach Perimeter ihnen zufallenden Kosten. Sie tragen ferner die Kosten des Anschlusses, bemessen nach elektrischem Kennwert für Leistung und Sicherung. Der Regierungsrat regelt im Rahmen der Bewilligung die Grundsätze für die Gebührenerhebung. Dem Netzbetreiber oder der Netzbetreiberin steht dabei für seine bzw. ihre Tätigkeit ein angemessener Gewinn zu.* **Verordnung über das Elektrizitätswerk OW** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.

6.	**Kantonale Bestimmungen betreffend das Verhältnis zum Stromkunden** *Dispositions cantonales concernant les relations avec les consommateurs d'électricité*
6.1.	**Finden sich kantonale Bestimmungen zum Rechtsverhältnis zwischen Stromlieferant und Stromkunden?** *Existe-t-il des dispositions cantonales concernant le rapport de droit entre le fournisseur d'électricité et le consommateur?*
	Art. 14 Gesetz über das Elektrizitätswerk OW Bei der Festsetzung des Preises für die im Kanton abzugebende Energie sind die Interessen des Kantons und der Gemeinden wie auch der Verbraucher zu berücksichtigen. Der Verwaltungsrat erlässt einen Stromtarif, welcher der Genehmigung des Regierungsrates bedarf. Im Entwurf des Energiewirtschafts- und Stromversorgungsgesetzes schlägt der Regierungsrat vor, das Gesetz über das Elektrizitätswerk OW aufzuheben. ***Art.7 Abs. 2 Energiewirtschafts- und Stromversorgungsgesetz (Entwurf)*** *Das Rechtsverhältnis zwischen dem Kunden bzw. der Kundin und der Aktiengesellschaft untersteht mit Ausnahme der Anschlusspflichten gemäss Art. 18 dieses Gesetzes dem Privatrecht.*
6.2.	**Wird dem Kunden eine Lieferantenauswahl gewährt?** *Le libre choix du fournisseur est-il accordé au client?*
	Gesetz über das Elektrizitätswerk OW Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Indirekt Art. 18 Abs. 1 Energiewirtschafts- und Stromversorgungsgesesetz** Wer sich als Bewilligungsnehmer oder Bewilligungsnehmerin ein Netz zur Verteilung elektrischer Energie betreibt, ist insbesondere verpflichtet: a) den Anschluss innerhalb der Bauzonen sicherzustellen; b) die bestehenden Anschlüsse ausserhalb der Bauzonen zu erhalten; c) alle nicht marktzutrittsfähigen Abnehmer und Abnehmerinnen in seinem / ihrem Netzgebiet diskriminierungsfrei mit Energie zu versorgen; d) seinen / ihren Abnehmern und Abnehmerinnen innerhalb der gleichen Abnehmergruppe, für gleiche Leistungen gleiche Preise zu verrechnen.
6.3.	**Gibt das kantonale Recht Vorgaben für die Preisbedingungen?** *Le droit cantonal contient-il des normes relatives aux conditions de prix?*
	Art. 14 Gesetz über das Elektrizitätswerk OW Bei der Festsetzung des Preises für die im Kanton abzugebende Energie sind die Interessen des Kantons und der Gemeinden wie auch der Verbraucher zu berücksichtigen. Der Verwaltungsrat erlässt einen Stromtarif, welcher der Genehmigung des Regierungsrates bedarf. Im Entwurf des Energiewirtschafts- und Stromversorgungsgesetzes schlägt der Regierungsrat vor, das Gesetz über das Elektrizitätswerk OW aufzuheben. ***Energiewirtschafts- und Stromversorgungsgesetz (Entwurf)*** *Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.*
6.4.	**Gibt das kantonale Recht Vorgaben für die Ausgestaltung der Stromlieferung?** *Le droit cantonal contient-il des normes sur l'arrangement de la fourniture d'électricité?*
	Gesetz über das Elektrizitätswerk OW Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. ***Energiewirtschafts- und Stromversorgungsgesetz (Entwurf)*** *Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.*

6.5.	**Äussert sich das kantonale Recht zur Möglichkeit des «Abhängens» von Stromkunden?** *Le droit cantonal se prononce-t-il sur la possibilité d'abandonner des consommateurs d'électricité?*
	Gesetz über das Elektrizitätswerk OW Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. ***Energiewirtschafts- und Stromversorgungsgesetz (Entwurf)*** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
6.6.	**Äussert sich das kantonale Recht zu Haftungsfragen?** *Le droit cantonal se prononce-t-il sur des questions de responsabilité?*
	Art. 12 Gesetz über das Elektrizitätswerk OW Die Haftung des Kantons und der Gemeinden für die Verbindlichkeiten, für den Betrieb sowie für die Organe und Arbeitnehmer des Werkes wird ausgeschlossen. Im Entwurf des Energiewirtschafts- und Stromversorgungsgesetzes schlägt der Regierungsrat vor, das Gesetz über das Elektrizitätswerk OW aufzuheben. ***Energiewirtschafts- und Stromversorgungsgesetz (Entwurf)*** *Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.*
II.	**Versorgungsplanung** *Planification de l'approvisionnement*
1.	**Allgemeines** *Généralités*
	Der Kanton OW hat kein Energiegesetz ***Energiewirtschafts- und Stromversorgungsgesetz (Entwurf)*** *Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.* **Art. 8 Baugesetz** **Art. 1 – 3 Verordnung zum Baugesetz** (Bestimmungen über den kantonalen Richtplan)
2.	**Zielsetzungsbestimmungen** *Dispositions relatives à l'objectif*
	Art. 8 Abs. 2 Baugesetz Der kantonale Richtplan zeigt, wie die raumwirksamen Tätigkeiten aufeinander abgestimmt sind. Er enthält Aussagen über den Planungsstand der raumwirksamen Vorhaben sowie Angaben, in welcher zeitlichen Folge und mit welchen Mitteln diese erfüllt werden.
3.	**Planung der Elektrizitätsversorgung** *Planification de l'approvisionnement en électricité*
3.1.	**Wer ist Planungsträger?** *Qui est responsable de la planification?*
	Der Kanton OW hat kein Energiegesetz **Gesetz über das Elektrizitätswerk OW** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. ***Energiewirtschafts- und Stromversorgungsgesetz (Entwurf)*** *Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.*

3.2.	**Auf welcher Ebene?** *À quel niveau?*
	Keine Planung **Der Kanton OW hat kein Energiegesetz** **Gesetz über das Elektrizitätswerk OW** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. ***Energiewirtschafts- und Stromversorgungsgesetz (Entwurf)*** *Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.*
3.3.	**Wo und wie äussert sich das kantonale Recht zur Arbeitsteilung zwischen Kanton und Gemeinden?** *Comment le droit cantonal règle-t-il la répartition des tâches entre le canton et les communes?*
	Der Kanton OW hat kein Energiegesetz **Gesetz über das Elektrizitätswerk OW** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. ***Energiewirtschafts- und Stromversorgungsgesetz (Entwurf)*** *Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.*
3.4.	**Wo und wie äussert sich das kantonale Recht zur Behandlung von Interessenkonflikten zwischen Kanton, Gemeinden und Versorgungsunternehmen (insbesondere mit Bezug auf die Frage des Ausbaus von netz- bzw. leitungsgebundenen Energiesystemen)?** *Où et comment le droit cantonal traite-t-il des conflits d'intérêts entre un canton, des communes et des entreprises d'approvisionnement (en particulier en ce qui concerne le développement des systèmes énergétiques par réseau ou par conduites)?*
	Der Kanton OW hat kein Energiegesetz **Gesetz über das Elektrizitätswerk OW** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. ***Energiewirtschafts- und Stromversorgungsgesetz (Entwurf)*** *Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.* **Baugesetz** Art. 30: Die Gemeinden regeln die Einzelheiten der Kostentragung der Erschliessungsaufwendungen sowie die weiteren Folgen, die sich aus der Erschliessungspflicht ergeben, in einem Erschliessungsreglement. Art. 60: Zur Erhebung von Einsprachen und Beschwerden ist befugt, wer vom Entscheid berührt ist und ein schutzwürdiges Interesse hat. (Abs. 1) Die Einsprache- und Beschwerdebefugnis der kantonalen Vereinigungen und Sektionen schweizerischer Vereinigungen regelt der Kantonsrat durch Verordnung. (Abs. 2) Bei Kollektiveinsprachen und gleichlautenden Einzeleinsprachen ist ein Vertreter anzugeben. Erfolgt dies nicht innert angemessener Frist, so bezeichnet die Behörde einen oder mehrere Vertreter. (Abs. 3) Art. 61: Wer es unterlässt, Einsprache zu erheben, obwohl er dazu Anlass gehabt hätte, kann den ergehenden Entscheid nicht anfechten. Vorbehalten ist die Wiederherstellung bei unverschuldeter Säumnis. (Abs. 1) Einsprachen sind während der Auflagefrist, Beschwerden innert 20 Tagen seit Zustellung des Entscheides schriftlich und begründet einzureichen. (Abs. 2) Gegen Verfügungen und Beschlüsse des Gemeinderates, der Gemeindeversammlung oder eines kantonalen Departementes kann beim Regierungsrat Beschwerde erhoben werden. (Abs. 3) Dem Regierungsrat kommt die volle Überprüfungsbefugnis zu. (Abs. 4) Auf dem Gebiet des Bau- und Planungsrechts ist die Beschwerde an das kantonale Verwaltungsgericht zulässig:

	a) gegen Entscheide des Regierungsrates, wenn gegen den letztinstanzlichen kantonalen Verwaltungsentscheid die Verwaltungsgerichtsbeschwerde an das Bundesgericht oder die staatsrechtliche Beschwerde an das Bundesgericht gegeben ist; b) gegen Genehmigungs- und Beschwerdeentscheide des Regierungsrates, die Quartierpläne, Baulinien, Landumlegungen sowie Planungszonen betreffen; c) gegen alle übrigen Nutzungs- und Schutzplanungen, sofern übergeordnetes Bundes- oder Staatsvertragsrecht es verlangt und wenn der Beschwerdeführer auch zur staatsrechtlichen Beschwerde an das Bundesgericht befugt ist. (Abs. 5)
III.	**Spezialregelung für kantonseigene oder konzessionnierte Wasserkraft- und Elektrizitätswerke** *Règlementation spéciale pour les centrales électriques ou les entreprises d'électricité du canton ou concessionnées*
1.	**Rechtsgrundlagen** *Bases juridiques*
	Art. 1 Gesetz über das Elektrizitätswerk OW Das Elektrizitätswerk Obwalden (im folgenden Werk genannt) ist eine öffentlich-rechtliche Anstalt mit eigener Rechtspersönlichkeit mit Sitz in Kerns. *Im Entwurf des Energiewirtschafts- und Stromversorgungsgesetzes schlägt der Regierungsrat vor, das Gesetz über das Elektrizitätswerk OW aufzuheben.* ***Energiewirtschafts- und Stromversorgungsgesetz (Entwurf)*** *Art. 2, 1. Satz: Das Elektrizitätswerk OW wird umbenannt in EWO Holding Anstalt.* *Art. 3 Abs. 1, 1. Satz: Die Bereiche Produktion, Netz, Vertrieb und Netzbetriebe werden in je eine eigene öffentlich-rechtliche Anstalt mit eigener Rechtspersönlichkeit ausgegliedert, welche Tochteranstalten der EWO Holding Anstalt bilden.* *Art. 7 Abs. 1: Die EWO-Holding Anstalt und ihre Tochteranstalten werden nach Vollzug von Art. 2 & 3 dieses Gesetzes in Aktiengesellschaften nach 620 ff. des Schweizerischen Obligationenrechts umgewandelt.*
2.	**Rechtsform** *Forme juridique*
	Öffentlich-rechtliche Anstalt mit eigener Rechtspersönlichkeit *Konzern*
3.	**Gebiets- und Versorgungsmonopol** *Monopole d'approvisionnement et de secteur*
	Art. 3 Abs. 1 lit. b Gesetz über das Elektrizitätswerk OW Das Werk hat folgende Aufgaben: b) die alleinige Verteilung elektrischer Energie im Kantonsgebiet durch den Bau und Betrieb von Verteilanlagen, ... *Im Entwurf des Energiewirtschafts- und Stromversorgungsgesetzes schlägt der Regierungsrat vor, das Gesetz über das Elektrizitätswerk OW aufzuheben.* ***Art. 8 lit. a Energiewirtschafts- und Stromversorgungsgesetz (Entwurf)*** *Im Rahmen der Stellung als Aktionäre und Aktionärinnen der EWO Holding AG setzen sich Kanton und Gemeinden insbesondere für folgende Ziele ein:* *a) Unternehmenstätigkeit im ganzen Kantonsgebiet, soweit Leistungen nicht von den Gemeinden oder anderen Unternehmungen vollumfänglich erbracht werden;*

4.	**Privilegierungen oder Nachteilige Verpflichtungen aus unternehmerischer Sicht?** *Privilèges ou obligations du point de vue de l'entreprise*
	Gesetz über das Elektrizitätswerk OW Art. 3: Das Werk hat folgende Aufgaben: a) die Erzeugung elektrischer Energie durch den Betrieb der eigenen Kraftwerke, b) die alleinige Verteilung elektrischer Energie im Kantonsgebiet durch den Bau und Betrieb von Verteilanlagen, c) den Unterhalt und die Erneuerung der eigenen Kraftwerke und Verteilanlagen, d) die Beschaffung sowie den Austausch elektrischer Energie durch Zusammenarbeit mit anderen Elektrizitätsunternehmungen, e) die Förderung der Nutzung weiterer erneuerbarer Energieformen, f) die Information und Beratung in Energiefragen. (Abs. 1) Das Werk kann ferner folgende Aufgaben übernehmen: a) die Aufbereitung und Verteilung von Wärme aus Wärme-Kraft-Kopplungsanlagen sowie von Abwärme, b) die Bereitstellung des eigenen Leitungsnetzes für Telekommunikationsdienstleistungen, c) die Ausübung des Installationsgeschäfts. (Abs. 2) Das Werk ist berechtigt, sämtliche Tätigkeiten auszuüben, die mit diesen Aufgaben unmittelbar oder mittelbar zusammenhängen. Es kann sich hiezu an anderen Unternehmungen beteiligen. (Abs. 3) Art. 13: Kanton und Gemeinden sind verpflichtet, dem Werk für die Verteilnetze ihren öffentlichen Grund und Boden unentgeltlich zur Verfügung zu stellen. Art. 14: Bei der Festsetzung des Preises für die im Kanton abzugebende Energie sind die Interessen des Kantons und der Gemeinden wie auch der Verbraucher zu berücksichtigen. Der Verwaltungsrat erlässt einen Stromtarif, welcher der Genehmigung des Regierungsrates bedarf. Art. 16: Die Versorgung entlegener Gebiete mit elektrischer Energie ist nach Möglichkeit zu fördern. *Im Entwurf des Energiewirtschafts- und Stromversorgungsgesetzes schlägt der Regierungsrat vor, das Gesetz über das Elektrizitätswerk OW aufzuheben.* ***Energiewirtschafts- und Stromversorgungsgesetz (Entwurf)*** *Art. 8 lit. a & b: Im Rahmen der Stellung als Aktionäre und Aktionärinnen der EWO Holding AG setzen sich Kanton und Gemeinden insbesondere für folgende Ziele ein:* *a) Unternehmenstätigkeit im ganzen Kantonsgebiet, soweit Leistungen nicht von den Gemeinden oder anderen Unternehmungen vollumfänglich erbracht werden;* *b) die Führung des Unternehmens nach betriebswirtschaftlichen Grundsätzen; ...* *Art. 20: Die bestehenden Leitungen und Einrichtungen für den Transport und die Verteilung von Energie gelten ab dem Zeitpunkt des Inkrafttretens dieses Gesetzes als im Sinne vom Abschnitt IV dieses Gesetzes für 30 Jahre bewilligt, soweit nicht eine vorbestehende Bewilligung ausdrücklich eine frühere Beendigung vorsieht oder unentziehbar auf eine längere Dauer ausgestellt worden ist.* *Art. 21: Dienstbarkeiten, die zu Gunsten des Kantons lauten, sind, soweit sie Zwecken des EWO dienen, vom Regierungsrat an die EWO Holding Anstalt oder ihre Tochteranstalten zu übertragen. Soweit sie nicht übertragbar sind, sorgt der Kanton dafür, dass die EWO Holding Anstalt oder ihre Tochteranstalten die sich*

	daraus ergebenden Rechte selbständig ausüben können, wobei sie die damit verbundenen Lasten zu tragen haben. Die Übertragung kann auch noch nach der Rechtsformumwandlung entschädigungslos vorgenommen werden.

SG

I.	**«Service public»** *«Service public»*
1.	**Allgemeines** *Généralités*
1.1.	**Begriff «Service public»** *Notion de «Service public»*
1.2.	**Kantonale Bestimmungen zum «Service public»** *Dispositions cantonales relatives au «Service public»*
1.2.1.	**Legaldefinitionen und Umschreibungen des «Service public»** *Définitions légales et description du «Service public»*
	Art. 21 lit. a KV Der Staat setzt sich zum Ziel, dass die **Versorgung** mit Wasser und **Energie gesichert** ist und der Verbrauch sparsam erfolgt. **Art. 1 Abs. 1 lit. a Energiegesetz** Dieses Gesetz bezweckt die Umsetzung einer nachhaltigen Energiepolitik durch Förderung einer ausreichenden, wirtschaftlichen, umweltschonenden und sicheren Energieversorgung.
1.2.2.	**Kantonale Service public-Pflichten** *Obligations relatives au «Service public» contenues dans le droit cantonal*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energieverordnung** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
2.	**Versorgungspflicht i.e.S.** *Obligation d'approvisionnement au sens étroit*
2.1.	**Energieversorgung als staatliche Aufgabe** *Approvisionnement en énergie en tant que tâche publique*
	Art. 21 lit. a KV Der Staat setzt sich zum Ziel, dass die Versorgung mit Wasser und Energie gesichert ist und der Verbrauch sparsam erfolgt. **Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
2.2.	**Kompetenzzuteilung: Rolle des Kantons und der Gemeinden** *Attribution des compétences: rôle du canton et des communes*
	Art. 21 lit. a KV Der Staat setzt sich zum Ziel, dass die Versorgung mit Wasser und Energie gesichert ist und der Verbrauch sparsam erfolgt. **Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.

2.3.	**Versorgungspflicht der Elektrizitätsunternehmen** *Obligation d'approvisionnement des entreprises d'électricité*
	Verfassung Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energieverordnung** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
2.4.	**Bei Bestehen einer Versorgungspflicht: wie wird diese übertragen?** *Mode de transfert d'une obligation d'approvisionnement*
	Verleihung
	Gesetz über die Gewässernutzung Art. 12: Die Verleihung verschafft dem Beliehenen nach Massgabe ihres Inhaltes sowie der gegenwärtigen und der zukünftigen Gesetzgebung ein wohlerworbenes Recht auf die Nutzung des Gewässers. Art. 13: Einer Verleihung des zuständigen Departementes bedürfen: die Nutzung der Wasserkraft eines öffentlichen Gewässers (Art. 38 ff. BG) ... Art. 21: Das zuständige Departement (Baudepartement) setzt die Verleihungsbedingungen fest und entscheidet über die öffentlich-rechtlichen Einsprachen. (Abs. 1) Es kann Vorschriften zur Wahrung öffentlicher Interessen in die Verleihung aufnehmen, insbesondere über zukünftige Korrektionen und andere bauliche Massnahmen, zwangsweise gemeinsame Nutzung, Reinigung des Wassers sowie Schutz des Grundwassers. (Abs. 2) Bei wichtigen Verleihungen können Rückkauf und Heimfall vorbehalten werden. Solche Verleihungen müssen Bestimmungen über den frühesten Zeitpunkt des Rückkaufs und dessen Voranzeige sowie über die zu leistenden Kostennachweise, die beim Heimfall an den Staat übergebenden Anlageteile und die hiefür massgebenden Abtretungsbedingungen enthalten. Der Rückkauf ist nicht vor Ablauf der halben Verleihungsdauer zulässig. (Abs. 3) Der Bewerber ist vor dem Verleihungsbeschluss über die Bedingungen anzuhören. Nach dem Beschluss ist ihm eine angemessene Frist zur Annahme der Verleihung anzusetzen. (Abs. 4)
2.5.	**Welche hauptsächlichen Folgen sind mit der Versorgungspflicht verknüpft?** *Principaux effets liés à l'obligation d'approvisionnement*
2.5.1.	**Welche Rechte und Pflichten hat der Versorger?** *Droits et obligations du fournisseur*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Vertrag betr. die Gründung einer Gesellschaft St.Gallisch-Appenzellische Kraftwerke** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
2.5.2.	**Geht die Versorgungspflicht mit einer Gebietszuteilung einher?** *L'obligation d'approvisionnement va-t-elle de pair avec une attribution de secteur?*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.

	Vertrag betr. die Gründung einer Gesellschaft St.Gallisch-Appenzellische Kraftwerke Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
2.5.3.	**Geht die Versorgungspflicht mit einem Versorgungsmonopol einher?** *L'obligation d'approvisionnement va-t-elle de pair avec un monopole d'approvisionnement?*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Art. 6 Vertrag betr. die Gründung einer Gesellschaft St.Gallisch-Appenzellische Kraftwerke** Die Kantone SG, AI & AR verpflichten sich gegenseitig: a) selbständig keine Elektrizitätswerke zu bauen oder zu erwerben und sich an keiner Unternehmung zu beteiligen, welche den Zweck haben könnte, im Stromabsatzgebiet der St.Gallisch-Appenzellische Kraftwerke elektrische Energie zu verteilen; b) selbständig keine Strombezugsverträge mit fremden Werken abzuschliessen.
2.5.4.	**Werden damit hoheitliche Befugnisse übertragen?** *Une part de souveraineté est-elle ainsi transférée?*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Vertrag betr. die Gründung einer Gesellschaft St.Gallisch-Appenzellische Kraftwerke** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
2.5.5.	**Wird damit eine Kooperationspflicht (mit dem Kanton, mit anderen Kantonen, mit anderen Unternehmen) verknüpft?** *Un devoir de coopération (avec le canton, d'autres cantons ou d'autres entreprises) est-il lié à l'obligation d'approvisionnement?*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Vertrag betr. die Gründung einer Gesellschaft St.Gallisch-Appenzellische Kraftwerke** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
2.6.	**Mechanismen des kantonalen Rechts zur Sicherstellung bzw. Durchsetzung der Erfüllung der Versorgungspflicht i.e.S.** *Mécanismes du droit cantonal visant la garantie et/ou la pénétration de l'exécution de l'obligation d'approvisionnement au sens étroit*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energieverordnung** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
2.7.	**Was gilt, wenn das kantonale Recht keine Versorgungspflicht vorsieht?** *Règles applicables si le droit cantonal ne prévoit pas d'obligation d'approvisionnement*
	Ev. Gründung einer Aktiengesellschaft mit Wettbewerbverbotsklausel zu Lasten der Kantone
	Art. 6 Vertrag betr. die Gründung einer Gesellschaft „St-Gallisch-Appenzellische

	Kraftwerke AG" Die Kantone SG, AR & AI verpflichten sich gegenseitig: a) selbständig keine Elektrizitätswerke zu bauen oder zu erwerben und sich an keiner Unternehmung zu beteiligen, welche den Zweck haben könnte, im Stromabsatzgebiet der St-Gallisch-Appenzellischen Kraftwerke elektrische Energie zu verteilen; b) selbständig keine Strombezugsverträge mit fremden Werken abzuschliessen.
3.	**Versorgungssicherheit** *Sécurité de l'approvisionnement*
3.1.	**Bestimmungen zur Sicherheit (qualitativ)** *Dispositions relatives à la sécurité qualitative*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energieverordnung** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
3.2.	**Bestimmungen zur Kapazität (quantitativ)** *Dispositions relatives à la capacité*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energieverordnung** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
3.3.	**Wie geht der Gesetzgeber mit möglichen Kapazitätsengpässen um?** *Comment règle-t-on la problématique des goulots d'étranglement de capacité?*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energieverordnung** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
3.4.	**Andere Leistungsaufträge im Zusammenhang mit der Versorgungssicherheit** *Autres mandats de prestations en rapport avec la sécurité de l'approvisionnement*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energieverordnung** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Einführungsgesetz zum Bundesgesetz über den Zivilschutz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
3.5.	**Sieht das kantonale Recht Regelungen vor, wie diese gesetzlichen Aufträge zur Herstellung der Versorgungssicherheit sichergestellt werden?** *Le droit cantonal contient-il des règles sur la manière dont ces mandats légaux relatifs à la sécurité de l'approvisionnement sont assurés?*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energieverordnung** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.

4.	**Sonderbestimmungen für bestimmte Regionen** *Dispositions spéciales pour certaines régions*
4.1.	**Differenzierte Behandlung bestimmter Regionen innerhalb des Kantons** *Traitement différencié de certaines régions dans le canton*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energieverordnung** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
4.2.	**Preissolidarität oder anderweitige Ausgleichsmechanismen für bestimmte Gebietsteile: Erwähnung des Mechanismus in den Rechtsgrundlagen?** *Solidarité des prix ou autres mécanismes de compensation pour des parties de territoire déterminées: mention du mécanisme dans les bases juridiques?*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energieverordnung** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
5.	**Anschlusspflicht und Anschlussbedingungen** *Obligation de raccordement et conditions de raccordement*
5.1	**Anschlusspflicht** *Obligation de raccordement*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energieverordnung** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
5.2	**Anschlussbedingungen** *Conditions de raccordement*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energieverordnung** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
5.3	**Regelungen über die Kosten des Anschlusses** *Règles sur les frais de raccordement*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energieverordnung** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
6.	**Kantonale Bestimmungen betreffend das Verhältnis zum Stromkunden** *Dispositions cantonales concernant les relations avec les consommateurs d'électricité*
6.1.	**Finden sich kantonale Bestimmungen zum Rechtsverhältnis zwischen Stromlieferant und Stromkunden?** *Existe-t-il des dispositions cantonales concernant le rapport de droit entre le fournisseur d'électricité et le consommateur?*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.

	Energieverordnung Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
6.2.	**Wird dem Kunden eine Lieferantenauswahl gewährt?** *Le libre choix du fournisseur est-il accordé au client?*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energieverordnung** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
6.3.	**Gibt das kantonale Recht Vorgaben für die Preisbedingungen?** *Le droit cantonal contient-il des normes relatives aux conditions de prix?*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energieverordnung** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
6.4.	**Gibt das kantonale Recht Vorgaben für die Ausgestaltung der Stromlieferung?** *Le droit cantonal contient-il des normes sur l'arrangement de la fourniture d'électricité?*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energieverordnung** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
6.5.	**Äussert sich das kantonale Recht zur Möglichkeit des «Abhängens» von Stromkunden?** *Le droit cantonal se prononce-t-il sur la possibilité d'abandonner des consommateurs d'électricité?*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energieverordnung** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
6.6.	**Äussert sich das kantonale Recht zu Haftungsfragen?** *Le droit cantonal se prononce-t-il sur des questions de responsabilité?*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energieverordnung** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
II.	**Versorgungsplanung** *Planification de l'approvisionnement*
1.	**Allgemeines** *Généralités*
	Art. 2 Energiegesetz Die Planung der Energieversorgung richtet sich nach dem Baugesetz. **Art. 42 - 45 Baugesetz** (Bestimmungen über den kantonalen Richtplan)

	Art. 5 Baugesetz (Bestimmung über den kommunalen Richtplan)
2.	**Zielsetzungsbestimmungen** *Dispositions relatives à l'objectif*
	Art. 1 Abs. 1 Energiegesetz Dieses Gesetz bezweckt die Umsetzung einer nachhaltigen Energiepolitik durch: a) Förderung einer ausreichenden, wirtschaftlichen, umweltschonenden und sicheren Energieversorgung; b) Sparen von Energie; c) eine rationelle und umweltschonende Verwendung von Energie; d) Verminderung der Abhängigkeit von einzelnen Energieträgern; e) Regelung des Vollzugs der eidgenössischen Energiegesetzgebung.
3.	**Planung der Elektrizitätsversorgung** *Planification de l'approvisionnement en électricité*
3.1.	**Wer ist Planungsträger?** *Qui est responsable de la planification?*
	Art. 2 Energiegesetz Die Planung der Energieversorgung richtet sich nach dem Baugesetz. **Baugesetz** Art. 5: Die politische Gemeinde erstellt die für die Ortsplanung und für den Ausbau der Infrastruktur notwendigen Richtpläne, wie Siedlungs-, Landschafts-, Verkehrs- und Versorgungspläne. (Abs. 1) Die Richtpläne sollen aufgrund des Bestehenden und des Voraussehbaren Aufschluss geben insbesondere über die wichtigsten Verkehrsanlagen, über die künftigen Bauzonen und die Landwirtschaftsgebiete, über die Anlagen der Energie- und Wasserversorgung, der Abwasser- und Abfallbeseitigung sowie über die Erholungsräume, die zu schützenden Landschaften, Natur- und Kulturobjekte. Wenn Gebiete durch Lawinen oder andere Elementarereignisse erfahrungsgemäss gefährdet sind, ist dies in den Richtplänen festzuhalten. (Abs. 2) Diese sind für die mit der Planung beauftragten Organe und Behörden wegleitend. (Abs. 3) Der kantonale Richtplan und die genehmigten Regionalpläne werden berücksichtigt. (Abs. 4) Art. 38 Abs. 1 lit. f: Die Regionalpläne enthalten aufgrund des Bestehenden und des Voraussehbaren und nach Absprache mit den Nachbarregionen namentlich folgende Planungselemente von regionaler Bedeutung: f) Wasser- und Energieversorgung;
3.2.	**Auf welcher Ebene?** *À quel niveau?*
	Makroplanung **Art. 2 Energiegesetz** Die Planung der Energieversorgung richtet sich nach dem Baugesetz. **Baugesetz** Art. 5: Die politische Gemeinde erstellt die für die Ortsplanung und für den Ausbau der Infrastruktur notwendigen Richtpläne, wie Siedlungs-, Landschafts-, Verkehrs- und Versorgungspläne. (Abs. 1) Die Richtpläne sollen aufgrund des Bestehenden und des Voraussehbaren Aufschluss geben insbesondere über die wichtigsten Verkehrsanlagen, über die künftigen Bauzonen und die Landwirtschaftsgebiete, über die Anlagen der Energie- und Wasserversorgung, der Abwasser- und Abfallbeseitigung sowie über die Erholungsräume, die zu schützenden Landschaften, Natur- und Kulturobjekte. Wenn Gebiete durch Lawinen oder andere Elementarereignisse erfahrungsgemäss gefährdet sind, ist dies in den Richtplänen festzuhalten. (Abs. 2) Diese sind für die mit der Planung beauftragten Organe und Behörden wegleitend. (Abs. 3) Der kantonale Richtplan und die genehmigten Regionalpläne werden berücksichtigt. (Abs. 4) Art. 38 Abs. 1 lit. f: Die Regionalpläne enthalten aufgrund des Bestehenden und des Voraussehbaren und nach Absprache mit den Nachbarregionen namentlich folgende Planungselemente von regionaler Bedeutung:

	f) Wasser- und Energieversorgung;
3.3.	**Wo und wie äussert sich das kantonale Recht zur Arbeitsteilung zwischen Kanton und Gemeinden?** *Comment le droit cantonal règle-t-il la répartition des tâches entre le canton et les communes?*
	Art 77 al. 1 lit. c Baugesetz Die zuständige Gemeindebehörde kann von den Vorschriften dieses Gesetzes, des Baureglements sowie von Zonen-, Überbauungs- und Gestaltungsplänen abweichende Bewilligungen erteilen: c) wenn eine den öffentlichen Interessen, namentlich den Anforderungen der Energiepolitik, ... besser entsprechende Überbauung erzielt werden kann;
3.4.	**Wo und wie äussert sich das kantonale Recht zur Behandlung von Interessenkonflikten zwischen Kanton, Gemeinden und Versorgungsunternehmen (insbesondere mit Bezug auf die Frage des Ausbaus von netz- bzw. leitungsgebundenen Energiesystemen)?** *Où et comment le droit cantonal traite-t-il des conflits d'intérêts entre un canton, des communes et des entreprises d'approvisionnement (en particulier en ce qui concerne le développement des systèmes énergétiques par réseau ou par conduites)?*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Baugesetz** Art. 29: Baureglement, Zonen-, Überbauungs, Gestaltungs-, Deponie- und Abbaupläne sowie Schutzverordnungen werden unter Eröffnung einer Einsprachefrist von dreissig Tagen öffentlich aufgelegt. Die amtliche Bekanntmachung erfolgt auch im kantonalen Amtsblatt. (Abs. 1) Bei Überbauungs-, Gestaltungs-, Deponie- und Abbauplänen werden die Eigentümer von Grundstücken im Plangebiet sowie die Anstösser durch eingeschriebenen Brief benachrichtigt. Anstösser im Sinn dieser Vorschrift sind Grundeigentümer, deren Grundstück nicht mehr als 30 Meter vom Plangebiet entfernt ist. (Abs. 2) Art. 29bis: Wer ein eigenes schutzwürdiges Interesse dartut, kann während der Auflagefrist bei der zuständigen Gemeindebehörde Einsprache erheben.
III.	**Spezialregelung für kantonseigene oder konzessionnierte Wasserkraft- und Elektrizitätswerke** *Règlementation spéciale pour les centrales électriques ou les entreprises d'électricité du canton ou concessionnées*
1.	**Rechtsgrundlagen** *Bases juridiques*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
2.	**Rechtsform** *Forme juridique*

3.	**Gebiets- und Versorgungsmonopol** *Monopole d'approvisionnement et de secteur*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
4.	**Privilegierungen oder Nachteilige Verpflichtungen aus unternehmerischer Sicht?** *Privilèges ou obligations du point de vue de l'entreprise*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.

SH

I.	**«Service public»** *«Service public»*
1.	**Allgemeines** *Généralités*
1.1.	**Begriff «Service public»** *Notion de «Service public»*
1.2.	**Kantonale Bestimmungen zum «Service public»** *Dispositions cantonales relatives au «Service public»*
1.2.1.	**Legaldefinitionen und Umschreibungen des «Service public»** *Définitions légales et description du «Service public»*
	Art. 84 Abs. 1 KV Kanton und Gemeinden stellen die Wasserversorgung sicher und treffen Massnahmen für eine ausreichende und umweltschonende Energieversorgung. **Art. 1 Elektrizitätsgesetz** Der Kanton sorgt für eine **flächendeckende** Grundversorgung von Bevölkerung und Wirtschaft mit elektrischer Energie (Abs. 1) Zur Grundversorgung gehören - der Bau und Betrieb des erforderlichen Leitungsnetzes; - die **regelmässige** und **ausreichende** Versorgung mit elektrischer Energie. (Abs. 2)
1.2.2.	**Kantonale Service public-Pflichten** *Obligations relatives au «Service public» contenues dans le droit cantonal*
	Elektrizitätsgesetz Art. 8 Abs. 1: Die Netzbetreiberinnen sind verpflichtet, in ihrem Versorgungsgebiet interessierte Kundinnen und Kunden an das Elektrizitätsnetz anzuschliessen. Art. 9: Die Netzbetreiberinnen sind verpflichtet, in ihrem Versorgungsgebiet interessierte Kundinnen und Kunden mit Elektrizität zu versorgen. (Abs. 1) Kundinnen und Kunden innerhalb der gleichen Kundengruppe, die ihre Lieferantinnen nicht frei wählen können, sind zu gleichen Konditionen zu versorgen. (Abs. 2) **§ 4 Vertrag ... betreffend Gründung der Gesellschaft der Nordostschweizerischen Kraftwerke A.G.** Die Nordostschweizerischen Kraftwerke sind verpflichtet, in den beteiligten Kantonen die elektrische Energie unter gleichen Verhältnissen zu den gleichen Bedingungen abzugeben, vorbehältlich der bestehenden Verträge und Konzessionen. (Abs. 1) Die beteiligten Kantone verpflichten sich, die gesamte elektrische Energie für ihre staatlichen Kraftversorgungen von den Nordostschweizerischen Kraftwerken zu beziehen, so lange diese in der Lage sind, zu annehmbaren Bedingungen Kraft zu liefern. Dabei hat es die Meinung, dass die Bedingungen, zu denen die beteiligten Kantone von den Kraftwerken Strom beziehen, unter keinen Umständen ungünstiger sein dürfen, als diejenigen, zu welchen sie bei Abschluss dieses Vertrages ihren Energiebedarf decken. (Abs. 2)

2.	**Versorgungspflicht i.e.S.** *Obligation d'approvisionnement au sens étroit*
2.1.	**Energieversorgung als staatliche Aufgabe** *Approvisionnement en énergie en tant que tâche publique*
	Art. 84 Abs. 1 KV Kanton und Gemeinden ... treffen Massnahmen für eine ausreichende und umweltschonende Energieversorgung. **Art. 1 Abs. 1 Elektrizitätsgesetz** Der Kanton sorgt für eine flächendeckende Grundversorgung von Bevölkerung und Wirtschaft mit elektrischer Energie.
2.2.	**Kompetenzzuteilung: Rolle des Kantons und der Gemeinden** *Attribution des compétences: rôle du canton et des communes*
	Art. 84 Abs. 1 KV Kanton und Gemeinden stellen die Wasserversorgung sicher und treffen Massnahmen für eine ausreichende und umweltschonende Energieversorgung. **Art. 3 Elektrizitätsgesetz** Gemeinden, welche bereits Elektrizitätswerke besitzen, erhalten eine Konzession für das bisherige Versorgungsgebiet. Innerhalb des Versorgungsgebietes sind sie berechtigt, das Verteilnetz im Rahmen dieses Gesetzes weiterzubetreiben und auszubauen. (Abs. 1) Ausserhalb ihres bisherigen Versorgungsgebietes sind Gemeindewerke privaten Konzessionsbewerberinnen gleichgestellt. (Abs. 2) Wandeln Gemeinden ihre Elektrizitätswerke in privatrechtliche Unternehmen um oder bringen sie sie in solche ein, so hat der neue Unternehmensträger Anspruch auf die Erteilung einer Konzession gemäss Art 2 Abs. 2, solange die Gemeinde die kapital- und stimmenmässige Mehrheit am Unternehmen hat. (Abs. 3) Gibt die Gemeinde ohne Zustimmung des Regierungsrates die kapital- und stimmenmässige Mehrheit am Unternehmen auf, so fällt die Konzession dahin. (Abs. 4) Im Übrigen gilt Art. 2 sinngemäss. (Abs. 5) Art. 2: Der Kanton überträgt die Erfüllung der in Art. 1 genannten Aufgaben unentgeltlich an eine oder mehrere private oder öffentlich-rechtliche Konzessionärinnen. (Abs. 1) Die Konzession darf 20 Jahre dauern und sich ohne Kündigung jeweils um die gleiche Dauer verlängern. Die Kündigung hat mindestens drei Jahre vor Ablauf der Konzession zu erfolgen. (Abs. 2) Konzessionsbehörde ist der Regierungsrat. (Abs. 3)
2.3.	**Versorgungspflicht der Elektrizitätsunternehmen** *Obligation d'approvisionnement des entreprises d'électricité*
	Verfassung Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Art. 9 Abs. 1 Elektrizitätsgesetz** Die Netzbetreiberinnen sind verpflichtet, in ihrem Versorgungsgebiet interessierte Kundinnen und Kunden mit Elektrizität zu versorgen.

2.4.	**Bei Bestehen einer Versorgungspflicht: wie wird diese übertragen?** *Mode de transfert d'une obligation d'approvisionnement*
	Konzession
	Art. 2 Elektrizitätsgesetz Der Kanton überträgt die Erfüllung der in Art. 1 genannten Aufgaben unentgeltlich an eine oder mehrere private oder öffentlich-rechtliche Konzessionärinnen. (Abs. 1) Die Konzession darf 20 Jahre dauern und sich ohne Kündigung jeweils um die gleiche Dauer verlängern. Die Kündigung hat mindestens drei Jahre vor Ablauf der Konzession zu erfolgen. (Abs. 2) Konzessionsbehörde ist der Regierungsrat. (Abs. 3) Art. 1: Der Kanton sorgt für eine flächendeckende Grundversorgung von Bevölkerung und Wirtschaft mit elektrischer Energie. (Abs. 1) Zur Grundversorgung gehören - der Bau und Betrieb des erforderlichen Leitungsnetzes; - die regelmässige und ausreichende Versorgung mit elektrischer Energie. (Abs. 2) Zu diesem Zweck steht dem Kanton das ausschliessliche Recht zu, ein Netz zu errichten und zu betreiben. (Abs. 3) Er kann Gebiete ausserhalb des Kantons versorgen. (Abs. 4) **Art. 10 Wasserwirtschaftsgesetz** Konzessionen und Bewilligungen bestimmen insbesondere den Umfang, die Art und die Dauer des Nutzungsrechtes sowie die Verpflichtungen bei dessen Beendigung. Sie sind in der Regel widerruflich und befristet. (Abs. 1) Die zuständige Behörde ordnet weitere Nebenbestimmungen an. Sie kann zudem die Leistung einer angemessenen Sicherheit verlangen. Diese dient insbesondere zur Deckung von Begutachtungskosten, von Schäden, die der Bau, Bestand oder Betrieb einer Anlage verursachen könnte, sowie von Kosten für Massnahmen, die bei der Stillegung des Werkes erforderlich sind. (Abs. 2)
2.5.	**Welche hauptsächlichen Folgen sind mit der Versorgungspflicht verknüpft?** *Principaux effets liés à l'obligation d'approvisionnement*
2.5.1.	**Welche Rechte und Pflichten hat der Versorger?** *Droits et obligations du fournisseur*
	Art. 1 Abs. 2 Elektrizitätsgesetz Zur Grundversorgung gehören - der Bau und Betrieb des erforderlichen Leitungsnetzes; - die regelmässige und ausreichende Versorgung mit elektrischer Energie. **§ 4 Vertrag ... betr. Gründung der Gesellschaft der Nordostschweizerischen Kraftwerke A.G.** Die Nordostschweizerischen Kraftwerke sind verpflichtet, in den beteiligten Kantonen die elektrische Energie unter gleichen Verhältnissen zu den gleichen Bedingungen abzugeben, vorbehältlich der bestehenden Verträge und Konzessionen. (Abs. 1) Die beteiligten Kantone verpflichten sich, die gesamte elektrische Energie für ihre staatlichen Kraftversorgungen von den Nordostschweizerischen Kraftwerken zu beziehen, so lange diese in der Lage sind, zu annehmbaren Bedingungen Kraft zu liefern. ... (Abs. 2)
2.5.2.	**Geht die Versorgungspflicht mit einer Gebietszuteilung einher?** *L'obligation d'approvisionnement va-t-elle de pair avec une attribution de secteur?*
	Elektrizitätsgesetz Art. 1 Abs. 4: Er (der Kanton) kann Gebiete ausserhalb des Kantons versorgen.

	Art. 3: Gemeinden, welche bereits Elektrizitätswerke besitzen, erhalten eine Konzession für das bisherige Versorgungsgebiet. Innerhalb des Versorgungsgebietes sind sie berechtigt, das Verteilnetz im Rahmen dieses Gesetzes weiterzubetreiben und auszubauen. (Abs. 1) Ausserhalb ihres bisherigen Versorgungsgebietes sind Gemeindewerke privaten Konzessionsbewerberinnen gleichgestellt. (Abs. 2) Art. 2: Der Kanton überträgt die Erfüllung der in Art. 1 genannten Aufgaben unentgeltlich an eine oder mehrere private oder öffentlich-rechtliche Konzessionärinnen. (Abs. 1) Die Konzession darf 20 Jahre dauern und sich ohne Kündigung jeweils um die gleiche Dauer verlängern. Die Kündigung hat mindestens drei Jahre vor Ablauf der Konzession zu erfolgen. (Abs. 2) Konzessionsbehörde ist der Regierungsrat. (Abs. 3) Art. 9 Abs. 1: Die Netzbetreiberinnen sind verpflichtet, in ihrem Versorgungsgebiet interessierte Kundinnen und Kunden mit Elektrizität zu versorgen. **Vertrag … betr. Gründung der Gesellschaft der Nordostschweizerischen Kraftwerke A.G.** *Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.*
2.5.3.	**Geht die Versorgungspflicht mit einem Versorgungsmonopol einher?** *L'obligation d'approvisionnement va-t-elle de pair avec un monopole d'approvisionnement?*
	Elektrizitätsgesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **§ 4 Abs. 2 Vertrag … betr. Gründung der Gesellschaft der Nordostschweizerischen Kraftwerke A.G.** Die beteiligten Kantone verpflichten sich, die gesamte elektrische Energie für ihre staatlichen Kraftversorgungen von den Nordostschweizerischen Kraftwerken zu beziehen, so lange diese in der Lage sind, zu annehmbaren Bedingungen Kraft zu liefern. ...
2.5.4.	**Werden damit hoheitliche Befugnisse übertragen?** *Une part de souveraineté est-elle ainsi transférée?*
	Elektrizitätsgesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Vertrag … betr. Gründung der Gesellschaft der Nordostschweizerischen Kraftwerke A.G.** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
2.5.5.	**Wird damit eine Kooperationspflicht (mit dem Kanton, mit anderen Kantonen, mit anderen Unternehmen) verknüpft?** *Un devoir de coopération (avec le canton, d'autres cantons ou d'autres entreprises) est-il lié à l'obligation d'approvisionnement?*
	Elektrizitätsgesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Vertrag … betr. Gründung der Gesellschaft der Nordostschweizerischen Kraftwerke A.G.** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.

2.6.	**Mechanismen des kantonalen Rechts zur Sicherstellung bzw. Durchsetzung der Erfüllung der Versorgungspflicht i.e.S.** *Mécanismes du droit cantonal visant la garantie et/ou la pénétration de l'exécution de l'obligation d'approvisionnement au sens étroit*
	Elektrizitätsgesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
2.7.	**Was gilt, wenn das kantonale Recht keine Versorgungspflicht vorsieht?** *Règles applicables si le droit cantonal ne prévoit pas d'obligation d'approvisionnement*
	--- (vgl. 2.3.)
3.	**Versorgungssicherheit** *Sécurité de l'approvisionnement*
3.1.	**Bestimmungen zur Sicherheit (qualitativ)** *Dispositions relatives à la sécurité qualitative*
	Elektrizitätsgesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
3.2.	**Bestimmungen zur Kapazität (quantitativ)** *Dispositions relatives à la capacité*
	Elektrizitätsgesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
3.3.	**Wie geht der Gesetzgeber mit möglichen Kapazitätsengpässen um?** *Comment règle-t-on la problématique des goulots d'étranglement de capacité?*
	Art. 1 Elektrizitätsgesetz Der Kanton sorgt für eine flächendeckende Grundversorgung von Bevölkerung und Wirtschaft mit elektrischer Energie. (Abs. 1) Zur Grundversorgung gehören - der Bau und Betrieb des erforderlichen Leitungsnetzes; - die regelmässige und ausreichende Versorgung mit elektrischer Energie. (Abs. 2) Zu diesem Zweck steht dem Kanton das ausschliessliche Recht zu, ein Netz zu errichten und zu betreiben. (Abs. 3)
3.4.	**Andere Leistungsaufträge im Zusammenhang mit der Versorgungssicherheit** *Autres mandats de prestations en rapport avec la sécurité de l'approvisionnement*
	Elektrizitätsgesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Katastrophen- und Nothilfegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
3.5.	**Sieht das kantonale Recht Regelungen vor, wie diese gesetzlichen Aufträge zur Herstellung der Versorgungssicherheit sichergestellt werden?** *Le droit cantonal contient-il des règles sur la manière dont ces mandats légaux relatifs à la sécurité de l'approvisionnement sont assurés?*
	Art. 1 Elektrizitätsgesetz Der Kanton sorgt für eine flächendeckende Grundversorgung von Bevölkerung und Wirtschaft mit elektrischer Energie. (Abs. 1) Zur Grundversorgung gehören - der Bau und Betrieb des erforderlichen Leitungsnetzes; - die regelmässige und ausreichende Versorgung mit elektrischer Energie. (Abs. 2) Zu diesem Zweck steht dem Kanton das ausschliessliche Recht zu, ein Netz zu errichten und zu betreiben. (Abs. 3)

4.	**Sonderbestimmungen für bestimmte Regionen** *Dispositions spéciales pour certaines régions*
4.1.	**Differenzierte Behandlung bestimmter Regionen innerhalb des Kantons** *Traitement différencié de certaines régions dans le canton*
	Elektrizitätsgesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
4.2.	**Preissolidarität oder anderweitige Ausgleichsmechanismen für bestimmte Gebietsteile: Erwähnung des Mechanismus in den Rechtsgrundlagen?** *Solidarité des prix ou autres mécanismes de compensation pour des parties de territoire déterminées: mention du mécanisme dans les bases juridiques?*
	Art. 9 Abs. 2 Elektrizitätsgesetz Kundinnen und Kunden innerhalb der gleichen Kundengruppe, die ihre Lieferantinnen nicht frei wählen können, sind zu gleichen Konditionen zu versorgen.
5.	**Anschlusspflicht und Anschlussbedingungen** *Obligation de raccordement et conditions de raccordement*
5.1	**Anschlusspflicht** *Obligation de raccordement*
	Art. 8 Elektrizitätsgesetz Die Netzbetreiberinnen sind verpflichtet, **in ihrem Versorgungsgebiet** interessierte Kundinnen und Kunden an das Elektrizitätsnetz anzuschliessen. (Abs. 1) Sie können kostendeckende Anschlussgebühren erheben. (Abs. 2) Der Kanton hat das Recht, die Berechnungsgrundlagen bei der Netzbetreiberin zu überprüfen. (Abs. 3) Der Regierungsrat kann Richtlinien zur Kostenberechnung erlassen und Teilpauschalen vorsehen. (Abs. 4)
5.2	**Anschlussbedingungen** *Conditions de raccordement*
	Elektrizitätsgesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
5.3	**Regelungen über die Kosten des Anschlusses** *Règles sur les frais de raccordement*
	Art. 8 Elektrizitätsgesetz Sie (die Netzbetreiberinnen) können kostendeckende Anschlussgebühren erheben. (Abs. 2) Der Kanton hat das Recht, die Berechnungsgrundlagen bei der Netzbetreiberin zu überprüfen. (Abs. 3) Der Regierungsrat kann Richtlinien zur Kostenberechnung erlassen und Teilpauschalen vorsehen. (Abs. 4)
6.	**Kantonale Bestimmungen betreffend das Verhältnis zum Stromkunden** *Dispositions cantonales concernant les relations avec les consommateurs d'électricité*
6.1.	**Finden sich kantonale Bestimmungen zum Rechtsverhältnis zwischen Stromlieferant und Stromkunden?** *Existe-t-il des dispositions cantonales concernant le rapport de droit entre le fournisseur d'électricité et le consommateur?*
	Art. 9 Elektrizitätsgesetz Die Netzbetreiberinnen sind verpflichtet, in ihrem Versorgungsgebiet interessierte Kundinnen und Kunden mit Elektrizität zu versorgen. (Abs. 1)

	Kundinnen und Kunden innerhalb der gleichen Kundengruppe, die ihre Lieferantinnen nicht frei wählen können, sind zu gleichen Konditionen zu versorgen. (Abs. 2)
6.2.	**Wird dem Kunden eine Lieferantenauswahl gewährt?** *Le libre choix du fournisseur est-il accordé au client?*
	Elektrizitätsgesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
6.3.	**Gibt das kantonale Recht Vorgaben für die Preisbedingungen?** *Le droit cantonal contient-il des normes relatives aux conditions de prix?*
	Elektrizitätsgesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
6.4.	**Gibt das kantonale Recht Vorgaben für die Ausgestaltung der Stromlieferung?** *Le droit cantonal contient-il des normes sur l'arrangement de la fourniture d'électricité?*
	Art. 9 Elektrizitätsgesetz Die Netzbetreiberinnen sind verpflichtet, in ihrem Versorgungsgebiet interessierte Kundinnen und Kunden mit Elektrizität zu versorgen. (Abs. 1) Kundinnen und Kunden innerhalb der gleichen Kundengruppe, die ihre Lieferantinnen nicht frei wählen können, sind zu gleichen Konditionen zu versorgen. (Abs. 2)
6.5.	**Äussert sich das kantonale Recht zur Möglichkeit des «Abhängens» von Stromkunden?** *Le droit cantonal se prononce-t-il sur la possibilité d'abandonner des consommateurs d'électricité?*
	Elektrizitätsgesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
6.6.	**Äussert sich das kantonale Recht zu Haftungsfragen?** *Le droit cantonal se prononce-t-il sur des questions de responsabilité?*
	Elektrizitätsgesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
II.	**Versorgungsplanung** *Planification de l'approvisionnement*
1.	**Allgemeines** *Généralités*
	Der Kanton SH hat kein Energiegesetz **Art. 1 Abs. 1 Elektrizitätsgesetz** Der Kanton sorgt für eine flächendeckende Grundversorgung von Bevölkerung und Wirtschaft mit elektrischer Energie. **Art. 4 Baugesetz** **Art. 1 – 3 Verordnung zum Baugesetz** (Bestimmungen über den kantonalen Richtplan)
2.	**Zielsetzungsbestimmungen** *Dispositions relatives à l'objectif*
	Art. 1 Elektrizitätsgesetz Der Kanton sorgt für eine flächendeckende Grundversorgung von Bevölkerung und Wirtschaft mit elektrischer Energie. (Abs. 1) Zur Grundversorgung gehören

	- der Bau und Betrieb des erforderlichen Leitungsnetzes; - die regelmässige und ausreichende Versorgung mit elektrischer Energie. (Abs. 2) Zu diesem Zweck steht dem Kanton das ausschliessliche Recht zu, ein Netz zu errichten und zu betreiben. (Abs. 3) Er kann Gebiete ausserhalb des Kantons versorgen. (Abs. 4)
3.	**Planung der Elektrizitätsversorgung** *Planification de l'approvisionnement en électricité*
3.1.	**Wer ist Planungsträger?** *Qui est responsable de la planification?*
	Der Kanton SH hat kein Energiegesetz **Elektrizitätsgesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
3.2.	**Auf welcher Ebene?** *À quel niveau?*
	Keine Planung **Der Kanton SH hat kein Energiegesetz** **Elektrizitätsgesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
3.3.	**Wo und wie äussert sich das kantonale Recht zur Arbeitsteilung zwischen Kanton und Gemeinden?** *Comment le droit cantonal règle-t-il la répartition des tâches entre le canton et les communes?*
	Der Kanton SH hat kein Energiegesetz **Elektrizitätsgesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
3.4.	**Wo und wie äussert sich das kantonale Recht zur Behandlung von Interessenkonflikten zwischen Kanton, Gemeinden und Versorgungsunternehmen (insbesondere mit Bezug auf die Frage des Ausbaus von netz- bzw. leitungsgebundenen Energiesystemen)?** *Où et comment le droit cantonal traite-t-il des conflits d'intérêts entre un canton, des communes et des entreprises d'approvisionnement (en particulier en ce qui concerne le développement des systèmes énergétiques par réseau ou par conduites)?*
	Der Kanton SH hat kein Energiegesetz **Elektrizitätsgesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Art. 27 Abs. 3 Baugesetz** Die Anforderungen an Erschliessungsanlagen und Erschliessungsplanungen werden in einer Verordnung des Regierungsrates näher umschrieben. **§ 1 Verordnung zum Baugesetz** Der Richtplanentwurf ist in allen Gemeinden während 60 Tagen öffentlich aufzulegen. Das Baudepartement macht die Planauflage sowie die inhaltlichen Schwerpunkte des Entwurfs öffentlich bekannt. (Abs. 1) Während der Auflagefrist kann sich jedermann beim Baudepartement zum Richtplanentwurf äussern. (Abs. 2)

III.	**Spezialregelung für kantonseigene oder konzessionnierte Wasserkraft- und Elektrizitätswerke** *Règlementation spéciale pour les centrales électriques ou les entreprises d'électricité du canton ou concessionnées*
1.	**Rechtsgrundlagen** *Bases juridiques*
	Art. 10 Elektrizitätsgesetz Das Elektrizitätswerk des Kantons Schaffhausen (EKS) wird in eine Aktiengesellschaft nach Art. 620 OR mit einem Aktienkapital von 20'000'000 Franken umgewandelt. (Abs. 1) Die Durchführung der Umwandlung obliegt dem Regierungsrat. Er lässt die Gründungsstatuten vom Grossen Rat genehmigen. (Abs. 2)
2.	**Rechtsform** *Forme juridique*
	Aktiengesellschaft (Art. 620 ff. Obligationenrecht)
3.	**Gebiets- und Versorgungsmonopol** *Monopole d'approvisionnement et de secteur*
	Elektrizitätsgesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
4.	**Privilegierungen oder Nachteilige Verpflichtungen aus unternehmerischer Sicht?** *Privilèges ou obligations du point de vue de l'entreprise*
	Elektrizitätsgesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.

SO

I.	**«Service public»** *«Service public»*
1.	**Allgemeines** *Généralités*
1.1.	**Begriff «Service public»** *Notion de «Service public»*
1.2.	**Kantonale Bestimmungen zum «Service public»** *Dispositions cantonales relatives au «Service public»*
1.2.1.	**Legaldefinitionen und Umschreibungen des «Service public»** *Définitions légales et description du «Service public»*
	Art. 117 KV Kanton und Gemeinden können Massnahmen treffen zur Sicherstellung einer umweltgerechten und wirtschaftlichen Versorgung mit Energie und zu ihrer sparsamen Verwendung. **§ 1 Abs. 1 lit. a Energiegesetz** Dieses Gesetz bezweckt eine **ausreichende**, wirtschaftliche und umweltschonende Energieversorgung zu fördern.
1.2.2.	**Kantonale Service public-Pflichten** *Obligations relatives au «Service public» contenues dans le droit cantonal*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energieverordnung** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
2.	**Versorgungspflicht i.e.S.** *Obligation d'approvisionnement au sens étroit*
2.1.	**Energieversorgung als staatliche Aufgabe** *Approvisionnement en énergie en tant que tâche publique*
	Art. 117 KV Kanton und Gemeinden können Massnahmen treffen zur Sicherstellung einer umweltgerechten und wirtschaftlichen Versorgung mit Energie und zu ihrer sparsamen Verwendung. **Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
2.2.	**Kompetenzzuteilung: Rolle des Kantons und der Gemeinden** *Attribution des compétences: rôle du canton et des communes*
	Art. 117 KV Kanton und Gemeinden können Massnahmen treffen zur Sicherstellung einer umweltgerechten und wirtschaftlichen Versorgung mit Energie und zu ihrer sparsamen Verwendung. **Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.

2.3.	**Versorgungspflicht der Elektrizitätsunternehmen** *Obligation d'approvisionnement des entreprises d'électricité*
	Verfassung Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energieverordnung** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Übereinkunft zwischen dem Regierungsrat des Kantons SO und dem Verwaltungsrat der Aare-Tessin Aktiengesellschaft (Atel)...** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
2.4.	**Bei Bestehen einer Versorgungspflicht: wie wird diese übertragen?** *Mode de transfert d'une obligation d'approvisionnement*
	Verleihung
	Verordnung betreffend Vollzug des Bundesgesetzes über die Nutzbarmachung der Wasserkräfte § 2: Die Verleihung von neuen Wasserrechten und die Übertragung von solchen, die Erteilung von Bewilligungen zur Änderung und Erweiterung bestehender Wasserwerke, die Festsetzung der Gebühren und Wasserzinse usw. erfolgen durch den Regierungsrat als Verleihungsbehörde im Sinne des Bundesgesetzes. § 9 Abs. 1: Der Regierungsrat entscheidet über die Wahrung der Interessen des Verkehrs und des Heimatschutzes, ebenso über Einsprachen, die sich auf den Unterhalt und den Schutz der Ufer und Bauten beziehen.
2.5.	**Welche hauptsächlichen Folgen sind mit der Versorgungspflicht verknüpft?** *Principaux effets liés à l'obligation d'approvisionnement*
2.5.1.	**Welche Rechte und Pflichten hat der Versorger?** *Droits et obligations du fournisseur*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Übereinkunft zwischen dem Regierungsrat des Kantons SO und dem Verwaltungsrat der Aare-Tessin Aktiengesellschaft (Atel)...** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
2.5.2.	**Geht die Versorgungspflicht mit einer Gebietszuteilung einher?** *L'obligation d'approvisionnement va-t-elle de pair avec une attribution de secteur?*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Übereinkunft zwischen dem Regierungsrat des Kantons SO und dem Verwaltungsrat der Aare-Tessin Aktiengesellschaft (Atel)...** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
2.5.3.	**Geht die Versorgungspflicht mit einem Versorgungsmonopol einher?** *L'obligation d'approvisionnement va-t-elle de pair avec un monopole d'approvisionnement?*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Übereinkunft zwischen dem Regierungsrat des Kantons SO und dem Verwaltungs-**

	rat der Aare-Tessin Aktiengesellschaft (Atel)... Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
2.5.4.	**Werden damit hoheitliche Befugnisse übertragen?** *Une part de souveraineté est-elle ainsi transférée?*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Übereinkunft zwischen dem Regierungsrat des Kantons SO und dem Verwaltungsrat der Aare-Tessin Aktiengesellschaft (Atel)...** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
2.5.5.	**Wird damit eine Kooperationspflicht (mit dem Kanton, mit anderen Kantonen, mit anderen Unternehmen) verknüpft?** *Un devoir de coopération (avec le canton, d'autres cantons ou d'autres entreprises) est-il lié à l'obligation d'approvisionnement?*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Übereinkunft zwischen dem Regierungsrat des Kantons SO und dem Verwaltungsrat der Aare-Tessin Aktiengesellschaft (Atel)...** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
2.6.	**Mechanismen des kantonalen Rechts zur Sicherstellung bzw. Durchsetzung der Erfüllung der Versorgungspflicht i.e.S.** *Mécanismes du droit cantonal visant la garantie et/ou la pénétration de l'exécution de l'obligation d'approvisionnement au sens étroit*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Verordnung zum Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
2.7.	**Was gilt, wenn das kantonale Recht keine Versorgungspflicht vorsieht?** *Règles applicables si le droit cantonal ne prévoit pas d'obligation d'approvisionnement*
	Verstärkung der Beteiligung des Kantons in Kraftwerkegesellschaften
	Übereinkunft zwischen dem Regierungsrat des Kantons SO und dem Verwaltungsrat der Aare-Tessin Aktiengesellschaft (Atel)... ..., dass das Ziel der solothurnischen Elektrizitätspolitik nicht die Gründung eines rein kantonalen Werkes, sondern die stärkere Beteiligung an den bestehenden solothurnischen Kraftwerken sei, damit der Kanton auf diesem Wege seinen Einfluss geltend machen könne. ...
3.	**Versorgungssicherheit** *Sécurité de l'approvisionnement*
3.1.	**Bestimmungen zur Sicherheit (qualitativ)** *Dispositions relatives à la sécurité qualitative*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Verordnung zum Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.

3.2.	**Bestimmungen zur Kapazität (quantitativ)** *Dispositions relatives à la capacité*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Verordnung zum Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
3.3.	**Wie geht der Gesetzgeber mit möglichen Kapazitätsengpässen um?** *Comment règle-t-on la problématique des goulots d'étranglement de capacité?*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energieverordnung** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
3.4.	**Andere Leistungsaufträge im Zusammenhang mit der Versorgungssicherheit** *Autres mandats de prestations en rapport avec la sécurité de l'approvisionnement*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energieverordnung** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **§ 15 Verordnung zum Katastrophengesetz** Die Zentralstelle für Wirtschaftliche Landesversorgung hat alle **lebensnotwendigen Güter** für die Versorgung der Zivilbevölkerung im Katastrophengebiet zu beschaffen und deren Verteilung anzuordnen.
3.5.	**Sieht das kantonale Recht Regelungen vor, wie diese gesetzlichen Aufträge zur Herstellung der Versorgungssicherheit sichergestellt werden?** *Le droit cantonal contient-il des règles sur la manière dont ces mandats légaux relatifs à la sécurité de l'approvisionnement sont assurés?*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Verordnung zum Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
4.	**Sonderbestimmungen für bestimmte Regionen** *Dispositions spéciales pour certaines régions*
4.1.	**Differenzierte Behandlung bestimmter Regionen innerhalb des Kantons** *Traitement différencié de certaines régions dans le canton*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Verordnung zum Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
4.2.	**Preissolidarität oder anderweitige Ausgleichsmechanismen für bestimmte Gebietsteile: Erwähnung des Mechanismus in den Rechtsgrundlagen?** *Solidarité des prix ou autres mécanismes de compensation pour des parties de territoire déterminées: mention du mécanisme dans les bases juridiques?*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.

	Verordnung zum Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
5.	**Anschlusspflicht und Anschlussbedingungen** *Obligation de raccordement et conditions de raccordement*
5.1	**Anschlusspflicht** *Obligation de raccordement*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energieverordnung** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
5.2	**Anschlussbedingungen** *Conditions de raccordement*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energieverordnung** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
5.3	**Regelungen über die Kosten des Anschlusses** *Règles sur les frais de raccordement*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energieverordnung** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
6.	**Kantonale Bestimmungen betreffend das Verhältnis zum Stromkunden** *Dispositions cantonales concernant les relations avec les consommateurs d'électricité*
6.1.	**Finden sich kantonale Bestimmungen zum Rechtsverhältnis zwischen Stromlieferant und Stromkunden?** *Existe-t-il des dispositions cantonales concernant le rapport de droit entre le fournisseur d'électricité et le consommateur?*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Verordnung zum Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
6.2.	**Wird dem Kunden eine Lieferantenauswahl gewährt?** *Le libre choix du fournisseur est-il accordé au client?*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Verordnung zum Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
6.3.	**Gibt das kantonale Recht Vorgaben für die Preisbedingungen?** *Le droit cantonal contient-il des normes relatives aux conditions de prix?*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.

	Verordnung zum Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
6.4.	**Gibt das kantonale Recht Vorgaben für die Ausgestaltung der Stromlieferung?** *Le droit cantonal contient-il des normes sur l'arrangement de la fourniture d'électricité?*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Verordnung zum Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
6.5.	**Äussert sich das kantonale Recht zur Möglichkeit des «Abhängens» von Stromkunden?** *Le droit cantonal se prononce-t-il sur la possibilité d'abandonner des consommateurs d'électricité?*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Verordnung zum Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
6.6.	**Äussert sich das kantonale Recht zu Haftungsfragen?** *Le droit cantonal se prononce-t-il sur des questions de responsabilité?*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Verordnung zum Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
II.	**Versorgungsplanung** *Planification de l'approvisionnement*
1.	**Allgemeines** *Généralités*
	§ 2 Energiegesetz Die wichtigsten Grundsätze für den Vollzug dieses Gesetzes werden in einem Energiekonzept festgelegt. (Abs. 1) Das Energiekonzept enthält insbesondere Angaben über: a) die gegenwärtige Energiesituation im Kanton; b) die Ziele und Prioritäten der kantonalen Energiepolitik; c) den sinnvollen Einsatz der verschiedenen Energieträger; d) die energiepolitischen Massnahmen; e) die rechtlichen, organisatorischen und finanziellen Massnahmen. Es berücksichtigt allfällige Energiekonzepte und Sachpläne des Bundes, der Nachbarkantone, der Regionen und der Gemeinden. (Abs. 2) Bei der Erarbeitung des Konzeptes sind die interessierten Kreise anzuhören. Es ist gegebenenfalls den veränderten Verhältnissen anzupassen. (Abs. 3) Die Gemeinden können für ihr Gebiet in einem Energiekonzept die Zielsetzungen des kantonalen Energiekonzeptes ergänzen. (Abs. 4) **§ 57 – 67 Planungs- und Baugesetz** (Bestimmungen über den kantonalen Richtplan)

2.	**Zielsetzungsbestimmungen** *Dispositions relatives à l'objectif*
	§ 1 Verordnung über den Erlass des kantonalen Richtplan Der Regierungsrat erlässt einen Koordinationsplan als kantonalen Richtplan nach dem Bundesgesetz über die Raumplanung. Dieser dient der Koordination der raumwirksamen Tätigkeiten mit jenen von Bund und Nachbarkantonen und zeigt, in welcher zeitlichen Folge und mit welchen Mitteln die Aufgaben erfüllt werden sollen. (Abs. 1) Die Richtpläne nach § 58 des Baugesetzes dienen dabei als Grundlagen im Sinne von Artikel 6 des Bundesgesetzes über die Raumplanung. (Abs. 2)
3.	**Planung der Elektrizitätsversorgung** *Planification de l'approvisionnement en électricité*
3.1.	**Wer ist Planungsträger?** *Qui est responsable de la planification?*
	§ 19 Abs. 2 lit. a Energiegesetz Der Regierungsrat a) beschliesst das Energiekonzept nach § 2;
3.2.	**Auf welcher Ebene?** *À quel niveau?*
	Makroplanung **§ 2 Energiegesetz** Die wichtigsten Grundsätze für den Vollzug dieses Gesetzes werden in einem Energiekonzept festgelegt. (Abs. 1) Das Energiekonzept enthält insbesondere Angaben über: a) die gegenwärtige Energiesituation im Kanton; b) die Ziele und Prioritäten der kantonalen Energiepolitik; c) den sinnvollen Einsatz der verschiedenen Energieträger; d) die energiepolitischen Massnahmen; e) die rechtlichen, organisatorischen und finanziellen Massnahmen. Es berücksichtigt allfällige Energiekonzepte und Sachpläne des Bundes, der Nachbarkantone, der Regionen und der Gemeinden. (Abs. 2) Bei der Erarbeitung des Konzeptes sind die interessierten Kreise anzuhören. Es ist gegebenenfalls den veränderten Verhältnissen anzupassen. (Abs. 3) Die Gemeinden können für ihr Gebiet in einem Energiekonzept die Zielsetzungen des kantonalen Energiekonzeptes ergänzen. (Abs. 4)
3.3.	**Wo und wie äussert sich das kantonale Recht zur Arbeitsteilung zwischen Kanton und Gemeinden?** *Comment le droit cantonal règle-t-il la répartition des tâches entre le canton et les communes?*
	§ 2 Abs. 4 Energiegesetz Die Gemeinden können für ihr Gebiet in einem Energiekonzept die Zielsetzungen des kantonalen Energiekonzeptes ergänzen.

3.4.	**Wo und wie äussert sich das kantonale Recht zur Behandlung von Interessenkonflikten zwischen Kanton, Gemeinden und Versorgungsunternehmen (insbesondere mit Bezug auf die Frage des Ausbaus von netz- bzw. leitungsgebundenen Energiesystemen)?** *Où et comment le droit cantonal traite-t-il des conflits d'intérêts entre un canton, des communes et des entreprises d'approvisionnement (en particulier en ce qui concerne le développement des systèmes énergétiques par réseau ou par conduites)?*
	§ 20 Energiegesetz Der Rechtsschutz richtet sich nach dem Verwaltungsrechtspflegegesetz vom 15.11.1970 und dem Gesetz über die Gerichtsorganisation vom 15.03.1977. (Abs. 1) Gegen Verfügungen der Gemeinden kann Beschwerde beim zuständigen Departement geführt werden. Vorbehalten bleibt die Baugesetzgebung. (Abs. 2)
III.	**Spezialregelung für kantonseigene oder konzessionnierte Wasserkraft- und Elektrizitätswerke** *Règlementation spéciale pour les centrales électriques ou les entreprises d'électricité du canton ou concessionnées*
1.	**Rechtsgrundlagen** *Bases juridiques*
	Ingress der Übereinkunft zwischen dem Regierungsrat des Kantons SO und dem Verwaltungsrat der Aare-Tessin Aktiengesellschaft (Atel)... Der Kanton Solothurn hat sich bisher an der Elektrizitätsversorgung in seinem Hoheitsgebiet nicht direkt beteiligt. Im Hinblick auf die öffentlichen Interessen, die zu wahren sind, hat sich der Regierungsrat jedoch schon seit längerer Zeit mit der Frage befasst, auf welche Weise dem Kanton eine stärkere Einflussnahme auf die Energieversorgung gesichert werden könnte. Bei der Beantwortung eines Postulates hat der solothurnische Baudirektor als Sprecher des Regierungsrates am 20. April 1948 vor dem Kantonsrat ausgeführt, **dass das Ziel der solothurnischen Elektrizitätspolitik nicht die Gründung eines rein kantonalen Werkes, sondern die stärkere Beteiligung an den bestehenden solothurnischen Kraftwerken sei, damit der Kanton auf diesem Wege seinen Einfluss geltend machen könne.** Eine solche Möglichkeit liegt in erster Linie in einer angemessenen finanziellen Beteiligung des Kantons an der Aare-Tessin Aktiengesellschaft für Elektrizität (Atel), dem bedeutendsten Elektrizitätsproduzenten im Kanton, der zugleich ein ausgedehntes schweizerisches und auch internationales Tätigkeitsgebiet hat.
2.	**Rechtsform** *Forme juridique*

3.	**Gebiets- und Versorgungsmonopol** *Monopole d'approvisionnement et de secteur*

4.	**Privilegierungen oder Nachteilige Verpflichtungen aus unternehmerischer Sicht?** *Privilèges ou obligations du point de vue de l'entreprise*

SZ

I.	**«Service public»** *«Service public»*
1.	**Allgemeines** *Généralités*
1.1	**Begriff «Service public»** *Notion de «Service public»*
1.2.	**Kantonale Bestimmungen zum «Service public»** *Dispositions cantonales relatives au «Service public»*
1.2.1.	**Legaldefinitionen und Umschreibungen des «Service public»** *Définitions légales et description du «Service public»*
	Verfassung Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Gesetz** Der Kanton SZ hat weder ein Energiegesetz noch ein Elektrizitäts (versorgungs) gesetz.
1.2.2.	**Kantonale Service public-Pflichten** *Obligations relatives au «Service public» contenues dans le droit cantonal*
	Kein Energiegesetz **Keine Energieverordnung** **Wasserrechtsverleihung des Bezirkes Schwyz an die zu gründende Aktiengesellschaft Elektrizitätswerk des Bezirks Schwyz** § 12: Das Werk ist verpflichtet, vom 23. Juli 1957 an die Einwohner jener Gebiete des Bezirkes Schwyz, welche am 30. September 1950 durch das Elektrizitätswerk Schwyz beliefert wurden, mit Strom zu versorgen. Diese Verpflichtung erstreckt sich auch auf Gemeinden und Gebiete, die dem Werk das Verteilrecht einräumen und der Stromversorgung durch das Werk angeschlossen werden. Das Werk ist verpflichtet, im Rahmen des für das Werk finanziell Tragbaren auch abgelegeneren Liegenschaften und Häusergruppen elektrische Energie zuzuleiten. § 13: Das Werk ist verpflichtet, die elektrische Energie an seine im Gebiet des Bezirkes Schwyz wohnhaften Abonnenten zu solchen Bedingungen abzugeben, dass der schweizerische Durchschnitt nicht überschritten wird.
2.	**Versorgungspflicht i.e.S.** *Obligation d'approvisionnement au sens étroit*
2.1.	**Energieversorgung als staatliche Aufgabe** *Approvisionnement en énergie en tant que tâche publique*
	Verfassung Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Gesetz** Der Kanton SZ hat weder ein Energiegesetz noch ein Elektrizitäts (versorgungs) gesetz.

2.2.	**Kompetenzzuteilung: Rolle des Kantons und der Gemeinden** *Attribution des compétences: rôle du canton et des communes*
	Gesetz Der Kanton SZ hat weder ein Energiegesetz noch ein Elektrizitäts (versorgungs) gesetz.
2.3.	**Versorgungspflicht der Elektrizitätsunternehmen** *Obligation d'approvisionnement des entreprises d'électricité*
	Verfassung Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Gesetz** Der Kanton SZ hat weder ein Energiegesetz noch ein Elektrizitäts (versorgungs) gesetz. **Verordnung über das Energiesparen bei Bauten und Anlagen** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Vollzugsverordnung zur Verordnung über das Energiesparen bei Bauten und Anlagen** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **§ 12 Wasserrechtsverleihung des Bezirkes Schwyz an die zu gründende Aktiengesellschaft Elektrizitätswerk des Bezirks Schwyz** Das Werk ist verpflichtet, vom 23. Juli 1957 an die Einwohner jener Gebiete des Bezirkes Schwyz, welche am 30. September 1950 durch das Elektrizitätswerk Schwyz beliefert wurden, mit Strom zu versorgen. Diese Verpflichtung erstreckt sich auch auf Gemeinden und Gebiete, die dem Werk das Verteilrecht einräumen und der Stromversorgung durch das Werk angeschlossen werden. (Abs. 1) Das Werk ist verpflichtet, im Rahmen des für das Werk finanziell Tragbaren auch abgelegeneren Liegenschaften und Häusergruppen elektrische Energie zuzuleiten. (Abs. 2)
2.4.	**Bei Bestehen einer Versorgungspflicht: wie wird diese übertragen?** *Mode de transfert d'une obligation d'approvisionnement*
	Konzession
	Wasserrechtgesetz § 10 Abs. 1: Ohne Konzession sind gestattet: a) die Entnahme von Wasser aus einem öffentlichen Gewässer für den häuslichen und landwirtschaftlichen Eigenbedarf, b) die Entnahme von Wasser aus einem öffentlichen Gewässer für den industriellen und gewerblichen Eigenbedarf bis zu dreissig Litern in der Minute. § 11: Jede andere Nutzung eines öffentlichen Gewässers bedarf einer Konzession. § 14: Nach Erledigung der öffentlichrechtlichen Einsprachen entscheidet der Regierungsrat über das Konzessionsgesuch. (Abs. 1) Dem Konzessionär wird eine Konzessionsurkunde ausgestellt, welche Art und Umfang der Nutzungsrechte, das zu nutzende Gewässer, den Ort der Wasserentnahme und -Rückgabe, die nutzbare Wassermenge, Bestimmungen über Dauer, Übertragung und Verwirkung der Konzession, die einmaligen und periodischen Abgaben sowie allfällige Auflagen polizeilicher Natur zum Gegenstand hat. (Abs. 2) Wo öffentliche Interessen des Naturschutzes und der Fischerei es erfordern, sind in der Konzessionsurkunde Bestimmungen über die dem auszunützenden Gewässer verbleibenden Mindestabflussmengen aufzunehmen. (Abs. 3) Die Konzessionserteilung ist im Amtsblatt zu veröffentlichen. Der Regierungsrat kann auch die gänz-

	liche oder auszugsweise Veröffentlichung des Konzessionstextes anordnen. (Abs. 4) § 27: Die Nutzung der Wasserkräfte zur Energieerzeugung richtet sich nach dem Bundesrecht und den nachfolgenden Vorschriften. § 28: Das Recht zur eigenen Nutzung oder zur Erteilung von Konzessionen für die Nutzung der Wasserkraft der in § 2 Buchstaben b und c dieses Gesetzes aufgeführten Flüsse und Bäche steht den Bezirken zu. (Abs. 1) Dieses Recht wird von den Stimmberechtigten der Bezirke ausgeübt. (Abs. 2) § 29 Abs. 1: Für die Nutzung der Wasserkraft der übrigen öffentlichen Gewässer erteilt der Kantonsrat die Konzession. § 2: Öffentliche Gewässer sind: a) die Seen, mit Ausnahme der Alpseen und der mit behördlicher Bewilligung künstlich angelegten Seen, sofern diese nicht ausdrücklich als öffentlich erklärt werden; b) die Muota, die Steineraa, die Rigiaa, der Sisikonerbach, die Alp, die Sihl und die Wägitaleraa; c) alle übrigen Flüsse und Bäche, soweit sie im Pflichtenkreis einer öffentlich subventionierten Verbauung liegen, oder sobald sie sonst mit öffentlichen Mitteln verbaut werden; d) alle Grundwasservorkommen.
2.5.	**Welche hauptsächlichen Folgen sind mit der Versorgungspflicht verknüpft?** *Principaux effets liés à l'obligation d'approvisionnement*
2.5.1.	**Welche Rechte und Pflichten hat der Versorger?** *Droits et obligations du fournisseur*
	§ 12 Wasserrechtsverleihung des Bezirkes Schwyz an die zu gründende Aktiengesellschaft Elektrizitätswerk des Bezirks Schwyz Das Werk ist verpflichtet, vom 23. Juli 1957 an die Einwohner jener Gebiete des Bezirkes Schwyz, welche am 30. September 1950 durch das Elektrizitätswerk Schwyz beliefert wurden, mit Strom zu versorgen. Diese Verpflichtung erstreckt sich auch auf Gemeinden und Gebiete, die dem Werk das Verteilrecht einräumen und der Stromversorgung durch das Werk angeschlossen werden. (Abs. 1) Das Werk ist verpflichtet, im Rahmen des für das Werk finanziell Tragbaren auch abgelegeneren Liegenschaften und Häusergruppen elektrische Energie zuzuleiten. (Abs. 2) **Wasserrechtsverleihung des Bezirkes March an die AG Kraftwerk Wäggital** § 7 Abs. 1: Die Beliehene hat während der Dauer der Verleihung die Wiederverkäufer im Bezirk March zu den Bedingungen des Wiederverkäufertarifs der Elektrizitätswerke des Kantons Zürich mit elektrischer Energie zu beliefern. Sie erstellt und unterhält die erforderlichen technischen Einrichtungen bis zu den Messstellen auf der Hochspannungsseite der Transformatorenstationen der einzelnen Wiederverkäufer. § 8 Abs. 1: Die Beliehene liefert dem Bezirksspital March Gratisenergie bis 300 000 kWh im Jahr, wovon höchstens 60 % im Winterhalbjahr (1. Oktober bis 31. März). Die Höchstleistung beträgt 150 kW. Diese Gratisenergie darf nicht für eine allgemeine elektrische Raumheizung verwendet werden. **Konzession zur Ausnützung der Wasserkräfte an der Sihl oberhalb der Strassenbrücke bei Schindellegi** § 7: Die produzierte Energie geht zu 60 % an die Gemeinde Feusisberg und zu je 20 % an den Bezirk Höfe und an das Elektrizitätswerk Höfe. Hingegen bleibt es beim bisherigen Aktienstand innerhalb der Kraftwerk Feusisberg AG, nämlich: Gemeinde Feusisberg 50 %, Bezirk Höfe 25 %, Elektrizitätswerk Höfe 25 %.

2.5.2.	**Geht die Versorgungspflicht mit einer Gebietszuteilung einher?** *L'obligation d'approvisionnement va-t-elle de pair avec une attribution de secteur?*
	§ 12 Wasserrechtsverleihung des Bezirkes Schwyz an die zu gründende Aktiengesellschaft Elektrizitätswerk des Bezirks Schwyz Das Werk ist verpflichtet, vom 23. Juli 1957 an die Einwohner jener Gebiete des Bezirkes Schwyz, welche am 30. September 1950 durch das Elektrizitätswerk Schwyz beliefert wurden, mit Strom zu versorgen. Diese Verpflichtung erstreckt sich auch auf Gemeinden und Gebiete, die dem Werk das Verteilrecht einräumen und der Stromversorgung durch das Werk angeschlossen werden. (Abs. 1) Das Werk ist verpflichtet, im Rahmen des für das Werk finanziell Tragbaren auch abgelegeneren Liegenschaften und Häusergruppen elektrische Energie zuzuleiten. (Abs. 2) **Wasserrechtsverleihung des Bezirkes March an die AG Kraftwerk Wäggital** § 7 Abs. 1: Die Beliehene hat während der Dauer der Verleihung die Wiederverkäufer im Bezirk March zu den Bedingungen des Wiederverkäufertarifs der Elektrizitätswerke des Kantons Zürich mit elektrischer Energie zu beliefern. Sie erstellt und unterhält die erforderlichen technischen Einrichtungen bis zu den Messstellen auf der Hochspannungsseite der Transformatorenstationen der einzelnen Wiederverkäufer. § 8 Abs. 1: Die Beliehene liefert dem Bezirksspital March Gratisenergie bis 300 000 kWh im Jahr, wovon höchstens 60 % im Winterhalbjahr (1. Oktober bis 31. März). Die Höchstleistung beträgt 150 kW. Diese Gratisenergie darf nicht für eine allgemeine elektrische Raumheizung verwendet werden. **§ 7 Konzession zur Ausnützung der Wasserkräfte an der Sihl oberhalb der Strassenbrücke bei Schindellegi** Die produzierte Energie geht zu 60 % an die Gemeinde Feusisberg und zu je 20% an den Bezirk Höfe und an das Elektrizitätswerk Höfe. Hingegen bleibt es beim bisherigen Aktienstand innerhalb der Kraftwerk Feusisberg AG, nämlich: Gemeinde Feusisberg 50%, Bezirk Höfe 25%, Elektrizitätswerk Höfe 25%.
2.5.3.	**Geht die Versorgungspflicht mit einem Versorgungsmonopol einher?** *L'obligation d'approvisionnement va-t-elle de pair avec un monopole d'approvisionnement?*
	§ 12 Abs. 1 Wasserrechtsverleihung des Bezirkes Schwyz an die zu gründende Aktiengesellschaft Elektrizitätswerk des Bezirks Schwyz Das Werk ist verpflichtet, vom 23. Juli 1957 an die Einwohner jener Gebiete des Bezirkes Schwyz, welche am 30. September 1950 durch das Elektrizitätswerk Schwyz beliefert wurden, mit Strom zu versorgen. Diese Verpflichtung erstreckt sich auch auf Gemeinden und Gebiete, die dem Werk das Verteilrecht einräumen und der Stromversorgung durch das Werk angeschlossen werden. **§ 7 Abs. 1 Wasserrechtsverleihung des Bezirkes March an die AG Kraftwerk Wäggital** Die Beliehene hat während der Dauer der Verleihung die Wiederverkäufer im Bezirk March zu den Bedingungen des Wiederverkäufertarifs der Elektrizitätswerke des Kantons Zürich mit elektrischer Energie zu beliefern. Sie erstellt und unterhält die erforderlichen technischen Einrichtungen bis zu den Messstellen auf der Hochspannungsseite der Transformatorenstationen der einzelnen Wiederverkäufer.
2.5.4.	**Werden damit hoheitliche Befugnisse übertragen?** *Une part de souveraineté est-elle ainsi transférée?*
	Wasserrechtsgesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Wasserrechtsverleihung des Bezirkes Schwyz an die zu gründende Aktiengesellschaft Elektrizitätswerk des Bezirks Schwyz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.

	Wasserrechtsverleihung des Bezirkes March an die AG Kraftwerk Wäggital Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Konzession zur Ausnützung der Wasserkräfte an der Sihl oberhalb der Strassenbrücke bei Schindellegi** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
2.5.5.	**Wird damit eine Kooperationspflicht (mit dem Kanton, mit anderen Kantonen, mit anderen Unternehmen) verknüpft?** *Un devoir de coopération (avec le canton, d'autres cantons ou d'autres entreprises) est-il lié à l'obligation d'approvisionnement?*
	§ 33 Abs. 1 Wasserrechtsgesetz Die Eigentümer elektrischer Starkstromanlagen auf Kantonsgebiet haben dem Kanton und seinen Gemeinwesen sowie privaten Unternehmungen mit vorwiegend öffentlicher Beteiligung die Mitbenützung ihrer Einrichtungen zur Übertragung elektrischer Energie auf Kantonsgebiet gegen billige Entschädigung zu gestatten, soweit sie über freie Transportkapazität verfügen.
2.6.	**Mechanismen des kantonalen Rechts zur Sicherstellung bzw. Durchsetzung der Erfüllung der Versorgungspflicht i.e.S.** *Mécanismes du droit cantonal visant la garantie et/ou la pénétration de l'exécution de l'obligation d'approvisionnement au sens étroit*
	Wasserrechtsgesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
2.7.	**Was gilt, wenn das kantonale Recht keine Versorgungspflicht vorsieht?** *Règles applicables si le droit cantonal ne prévoit pas d'obligation d'approvisionnement*
	Mitbeteiligungs- und Vorzugsrecht des Kantons
	Wasserrechtsgesetz § 32 Abs. 1: Bei der Konzessionserteilung steht dem Kanton und den am auszunützenden Gewässer liegenden Bezirken und Gemeinden ein Vorzugsrecht oder ein Mitbeteiligungsrecht zu. § 33 Abs. 1: Die Eigentümer elektrischer Starkstromanlagen auf Kantonsgebiet haben dem Kanton und seinen Gemeinwesen sowie privaten Unternehmungen mit vorwiegend öffentlicher Beteiligung die Mitbenützung ihrer Einrichtungen zur Übertragung elektrischer Energie auf Kantonsgebiet gegen billige Entschädigung zu gestatten, soweit sie über freie Transportkapazität verfügen.
3.	**Versorgungssicherheit** *Sécurité de l'approvisionnement*
3.1.	**Bestimmungen zur Sicherheit (qualitativ)** *Dispositions relatives à la sécurité qualitative*
	Wasserrechtsgesetz § 32 Abs. 1: Bei der Konzessionserteilung steht dem Kanton und den am auszunützenden Gewässer liegenden Bezirken und Gemeinden ein Vorzugsrecht oder ein Mitbeteiligungsrecht zu. § 33 Abs. 1: Die Eigentümer elektrischer Starkstromanlagen auf Kantonsgebiet haben dem Kanton und seinen Gemeinwesen sowie privaten Unternehmungen mit vorwiegend öffentlicher Beteiligung die Mitbenützung ihrer Einrichtungen zur Übertragung elektrischer Energie auf Kantonsgebiet gegen billige Entschädigung zu gestatten, soweit sie über freie Transportkapazität verfügen.

3.2.	**Bestimmungen zur Kapazität (quantitativ)** *Dispositions relatives à la capacité*
	Wasserrechtsgesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
3.3.	**Wie geht der Gesetzgeber mit möglichen Kapazitätsengpässen um?** *Comment règle-t-on la problématique des goulots d'étranglement de capacité?*
	Wasserrechtsgesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
3.4.	**Andere Leistungsaufträge im Zusammenhang mit der Versorgungssicherheit** *Autres mandats de prestations en rapport avec la sécurité de l'approvisionnement*
	Wasserrechtsgesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Verordnung über Massnahmen bei schweren Unglücksfällen und Katastrophen** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
3.5.	**Sieht das kantonale Recht Regelungen vor, wie diese gesetzlichen Aufträge zur Herstellung der Versorgungssicherheit sichergestellt werden?** *Le droit cantonal contient-il des règles sur la manière dont ces mandats légaux relatifs à la sécurité de l'approvisionnement sont assurés?*
	Wasserrechtsgesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
4.	**Sonderbestimmungen für bestimmte Regionen** *Dispositions spéciales pour certaines régions*
4.1.	**Differenzierte Behandlung bestimmter Regionen innerhalb des Kantons** *Traitement différencié de certaines régions dans le canton*
	Wasserrechtsgesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **§ 7 Abs. 1 Wasserrechtsverleihung des Bezirkes March an die AG Kraftwerk Wäggital** Die Beliehene hat während der Dauer der Verleihung die Wiederverkäufer im Bezirk March zu den Bedingungen des Wiederverkäufertarifs der Elektrizitätswerke des Kantons Zürich mit elektrischer Energie zu beliefern. Sie erstellt und unterhält die erforderlichen technischen Einrichtungen bis zu den Messstellen auf der Hochspannungsseite der Transformatorenstationen der einzelnen Wiederverkäufer.
4.2.	**Preissolidarität oder anderweitige Ausgleichsmechanismen für bestimmte Gebietsteile: Erwähnung des Mechanismus in den Rechtsgrundlagen?** *Solidarité des prix ou autres mécanismes de compensation pour des parties de territoire déterminées: mention du mécanisme dans les bases juridiques?*
	Wasserrechtsgesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Wasserrechtsverleihung des Bezirkes Schwyz an die zu gründende Aktiengesellschaft Elektrizitätswerk des Bezirks Schwyz** § 12 Abs. 2: Das Werk ist verpflichtet, im Rahmen des für das Werk finanziell Tragbaren aus abgelegenen Liegenschaften und Häusergruppen elektrische Energie zuzuleiten. § 13: Das Werk ist verpflichtet, die elektrische Energie an seine im Gebiet des

	Bezirkes Schwyz wohnhaften Abonnenten zu solchen Bedingungen abzugeben, dass der schweizerische Durchschnitt nicht überschritten wird.
5.	**Anschlusspflicht und Anschlussbedingungen** *Obligation de raccordement et conditions de raccordement*
5.1	**Anschlusspflicht** *Obligation de raccordement*
	Gesetz Der Kanton SZ hat weder ein Energiegesetz noch ein Elektrizitäts (versorgungs) gesetz.
5.2	**Anschlussbedingungen** *Conditions de raccordement*
	Gesetz Der Kanton SZ hat weder ein Energiegesetz noch ein Elektrizitäts-(versorgungs)gesetz.
5.3	**Regelungen über die Kosten des Anschlusses** *Règles sur les frais de raccordement*
	Gesetz Der Kanton SZ hat weder ein Energiegesetz noch ein Elektrizitäts (versorgungs) gesetz. **Verordnung über das Energiesparen bei Bauten und Anlagen** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Vollzugsverordnung zur Verordnung über das Energiesparen bei Bauten und Anlagen** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
6.	**Kantonale Bestimmungen betreffend das Verhältnis zum Stromkunden** *Dispositions cantonales concernant les relations avec les consommateurs d'électricité*
6.1.	**Finden sich kantonale Bestimmungen zum Rechtsverhältnis zwischen Stromlieferant und Stromkunden?** *Existe-t-il des dispositions cantonales concernant le rapport de droit entre le fournisseur d'électricité et le consommateur?*
	Wasserrechtsgesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **§ 12 Wasserrechtsverleihung des Bezirkes Schwyz an die zu gründende Aktiengesellschaft Elektrizitätswerk des Bezirks Schwyz** Das Werk ist verpflichtet, vom 23. Juli 1957 an die Einwohner jener Gebiete des Bezirkes Schwyz, welche am 30. September 1950 durch das Elektrizitätswerk Schwyz beliefert wurden, mit Strom zu versorgen. Diese Verpflichtung erstreckt sich auch auf Gemeinden und Gebiete, die dem Werk das Verteilrecht einräumen und der Stromversorgung durch das Werk angeschlossen werden. (Abs. 1) Das Werk ist verpflichtet, im Rahmen des für das Werk finanziell Tragbaren auch abgelegeneren Liegenschaften und Häusergruppen elektrische Energie zuzuleiten. (Abs. 2) **§ 7 Abs. 1 Wasserrechtsverleihung des Bezirkes March an die AG Kraftwerk Wäggital** Die Beliehene hat während der Dauer der Verleihung die Wiederverkäufer im Bezirk March zu den Bedingungen des Wiederverkäufertarifs der Elektrizitätswerke des Kantons Zürich mit elektrischer Energie zu beliefern. Sie erstellt und unterhält die erforderlichen technischen Einrichtungen bis zu den Messstellen auf der Hochspannungsseite der Transformatorenstationen der einzelnen Wiederverkäufer.

6.2.	**Wird dem Kunden eine Lieferantenauswahl gewährt?** *Le libre choix du fournisseur est-il accordé au client?*
	Wasserrechtsgesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
6.3.	**Gibt das kantonale Recht Vorgaben für die Preisbedingungen?** *Le droit cantonal contient-il des normes relatives aux conditions de prix?*
	Wasserrechtsgesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **§ 13 Wasserrechtsverleihung des Bezirkes Schwyz an die zu gründende Aktiengesellschaft Elektrizitätswerk des Bezirks Schwyz** Das Werk ist verpflichtet, die elektrische Energie an seine im Gebiet des Bezirkes Schwyz wohnhaften Abonnenten zu solchen Bedingungen abzugeben, dass der schweizerische Durchschnitt nicht überschritten wird. **§ 8 Abs. 1 Wasserrechtsverleihung des Bezirkes March an die AG Kraftwerk Wäggital** Die Beliehene liefert dem Bezirksspital March Gratisenergie bis 300 000 kWh im Jahr, wovon höchstens 60 % im Winterhalbjahr (1. Oktober bis 31. März). Die Höchstleistung beträgt 150 kW. Diese Gratisenergie darf nicht für eine allgemeine elektrische Raumheizung verwendet werden.
6.4.	**Gibt das kantonale Recht Vorgaben für die Ausgestaltung der Stromlieferung?** *Le droit cantonal contient-il des normes sur l'arrangement de la fourniture d'électricité?*
	Wasserrechtsgesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
6.5.	**Äussert sich das kantonale Recht zur Möglichkeit des «Abhängens» von Stromkunden?** *Le droit cantonal se prononce-t-il sur la possibilité d'abandonner des consommateurs d'électricité?*
	Wasserrechtsgesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
6.6.	**Äussert sich das kantonale Recht zu Haftungsfragen?** *Le droit cantonal se prononce-t-il sur des questions de responsabilité?*
	Wasserrechtsgesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
II.	**Versorgungsplanung** *Planification de l'approvisionnement*
1.	**Allgemeines** *Généralités*
	Der Kanton SZ hat kein Energiegesetz **Art. 3 & 5 – 9 Planungs- und Baugesetz** (Bestimmungen über den kantonalen Richtplan) **Art. 3, 13 & 28 Planungs und Baugesetz** (Bestimmungen über den kommunalen Richtplan)

2.	**Zielsetzungsbestimmungen** *Dispositions relatives à l'objectif*
	Der Kanton SZ hat kein Energiegesetz **Art. 5 Planungs- und Baugesetz** Der Regierungsrat erarbeitet die Grundlagen für die Erstellung des kantonalen Richtplanes. (Abs. 1) Er berücksichtigt dabei die Konzepte und Sachpläne des Bundes, die Richtpläne der Nachbarkantone, Planungen der Gemeinden sowie regionale Entwicklungskonzepte und Pläne. (Abs. 2) Er arbeitet mit den Behörden des Bundes, der Nachbarkantone sowie der Bezirke und Gemeinden zusammen, soweit sich Aufgaben berühren. (Abs. 3)
3.	**Planung der Elektrizitätsversorgung** *Planification de l'approvisionnement en électricité*
3.1.	**Wer ist Planungsträger?** *Qui est responsable de la planification?*
	Der Kanton SZ hat kein Energiegesetz **Wasserrechtsgesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
3.2.	**Auf welcher Ebene?** *À quel niveau?*
	Keine Planung **Der Kanton SZ hat kein Energiegesetz** **Wasserrechtsgesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
3.3.	**Wo und wie äussert sich das kantonale Recht zur Arbeitsteilung zwischen Kanton und Gemeinden?** *Comment le droit cantonal règle-t-il la répartition des tâches entre le canton et les communes?*
	Der Kanton SZ hat kein Energiegesetz **Wasserrechtsgesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
3.4.	**Wo und wie äussert sich das kantonale Recht zur Behandlung von Interessenkonflikten zwischen Kanton, Gemeinden und Versorgungsunternehmen (insbesondere mit Bezug auf die Frage des Ausbaus von netz- bzw. leitungsgebundenen Energiesystemen)?** *Où et comment le droit cantonal traite-t-il des conflits d'intérêts entre un canton, des communes et des entreprises d'approvisionnement (en particulier en ce qui concerne le développement des systèmes énergétiques par réseau ou par conduites)?*
	Der Kanton SZ hat kein Energiegesetz **Wasserrechtsgesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **§ 2 Planungs- und Baugesetz** Der Kanton und die Gemeinden sorgen für die Planung im Sinne des Bundesgesetzes über die Raumplanung. Sie informieren die Öffentlichkeit frühzeitig über Ziele und Ablauf ihrer Planungen und sorgen dafür, dass die Bevölkerung in geeigneter Weise mitwirken kann. (Abs. 1) Andere Personen des öffentlichen oder privaten Rechts, die raumwirksame öffent-

	liche Aufgaben erfüllen, sind zur Mitwirkung bei der Planung berechtigt und verpflichtet. (Abs. 2)
III.	**Spezialregelung für kantonseigene oder konzessionnierte Wasserkraft- und Elektrizitätswerke** *Règlementation spéciale pour les centrales électriques ou les entreprises d'électricité du canton ou concessionnées*
1.	**Rechtsgrundlagen** *Bases juridiques*
	Der Kanton SZ hat kein Energiegesetz
2.	**Rechtsform** *Forme juridique*

3.	**Gebiets- und Versorgungsmonopol** *Monopole d'approvisionnement et de secteur*

4.	**Privilegierungen oder Nachteilige Verpflichtungen aus unternehmerischer Sicht?** *Privilèges ou obligations du point de vue de l'entreprise*

TG

I.	**«Service public»** *«Service public»*
1.	**Allgemeines** *Généralités*
1.1.	**Begriff «Service public»** *Notion de «Service public»*
1.2.	**Kantonale Bestimmungen zum «Service public»** *Dispositions cantonales relatives au «Service public»*
1.2.1.	**Legaldefinitionen und Umschreibungen des «Service public»** *Définitions légales et description du «Service public»*
	§ 82 KV Kanton und Gemeinden sorgen für die Bereitstellung von Wasser und Energie. Sie fördern Massnahmen zur sparsamen Verwendung. (Abs. 1) Sie können Versorgungs- oder Kraftwerke führen. (Abs. 2) **§ 1 Energiegesetz** Das Gesetz hat zum Ziel, eine **ausreichende**, wirtschaftliche und umweltschonende Versorgung mit Energie zu fördern. **§ 1 Abs. 2 Gesetz über das Elektrizitätswerk des Kantons TG** Die Gesellschaft (Elektrizitätswerk des Kantons TG) trägt zu einer **sicheren** Elektrizitätsversorgung bei, in erster Linie durch die Versorgung von Endverteilern.
1.2.2.	**Kantonale Service public-Pflichten** *Obligations relatives au «Service public» contenues dans le droit cantonal*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Verordnung zum Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **§ 4 Vertrag ... betreffend Gründung der Gesellschaft der Nordostschweizerischen Kraftwerke A.G.** Die Nordostschweizerischen Kraftwerke sind verpflichtet, in den beteiligten Kantonen die elektrische Energie unter gleichen Verhältnissen zu den gleichen Bedingungen abzugeben, vorbehältlich der bestehenden Verträge und Konzessionen. (Abs. 1) Die beteiligten Kantone verpflichten sich, die gesamte elektrische Energie für ihre staatlichen Kraftversorgungen von den Nordostschweizerischen Kraftwerken zu beziehen, so lange diese in der Lage sind, zu annehmbaren Bedingungen Kraft zu liefern. Dabei hat es die Meinung, dass die Bedingungen, zu denen die beteiligten Kantone von den Kraftwerken Strom beziehen, unter keinen Umständen ungünstiger sein dürfen, als diejenigen, zu welchen sie bei Abschluss dieses Vertrages ihren Energiebedarf decken. (Abs. 2)

2.	**Versorgungspflicht i.e.S.** *Obligation d'approvisionnement au sens étroit*
2.1.	**Energieversorgung als staatliche Aufgabe** *Approvisionnement en énergie en tant que tâche publique*
	§ 82 Abs. 1, 1. Satz KV Kanton und Gemeinden sorgen für die Bereitstellung von Wasser und Energie. **Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
2.2.	**Kompetenzzuteilung: Rolle des Kantons und der Gemeinden** *Attribution des compétences: rôle du canton et des communes*
	§ 82 Abs. 1, 1. Satz KV Kanton und Gemeinden sorgen für die Bereitstellung von Wasser und Energie. **Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
2.3.	**Versorgungspflicht der Elektrizitätsunternehmen** *Obligation d'approvisionnement des entreprises d'électricité*
	Verfassung Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **§ 1 Abs. 2 Gesetz über das Elektrizitätswerk des Kantons TG** Die Gesellschaft (Elektrizitätswerk des Kantons TG) trägt zu einer sicheren Elektrizitätsversorgung bei, in erster Linie durch die Versorgung von Endverteilern. **§ 4 Abs. 1 Vertrag ... betreffend Gründung der Gesellschaft der Nordostschweizerischen Kraftwerke A.G.** Die Nordostschweizerischen Kraftwerke sind verpflichtet, in den beteiligten Kantonen die elektrische Energie unter gleichen Verhältnissen zu den gleichen Bedingungen abzugeben, vorbehältlich der bestehenden Verträge und Konzessionen.
2.4.	**Bei Bestehen einer Versorgungspflicht: wie wird diese übertragen?** *Mode de transfert d'une obligation d'approvisionnement*
	Konzession
	Wassernutzungsgesetz § 4: Den Gemeingebrauch übersteigende Nutzungen öffentlichen Wassers, die Erstellung der dazu erforderlichen Bauten und Anlagen sowie deren Änderungen bedürfen einer Konzession oder einer Bewilligung des Kantons. (Abs. 1) Der Regierungsrat legt fest, welche Nutzungen einer Konzession und welche einer Bewilligung bedürfen. (Abs. 2) Auf Erteilung einer Konzession oder Bewilligung zur Nutzung öffentlichen Wassers besteht kein Rechtsanspruch. (Abs. 3) § 5: Die Konzession oder Bewilligung bestimmt mindestens Umfang, Art und Dauer des Nutzungsrechtes, allfällige Auflagen und Bedingungen sowie die Verhältnisse und Verpflichtungen bei deren Beendigung. (Abs. 1) Der Mindestinhalt von Konzessionen zur Wasserkraftnutzung richtet sich nach dem Bundesgesetz über die Nutzbarmachung der Wasserkräfte. (Abs. 2)

	§ 3 Ziff. 2 Verordnung zum Wassernutzungsgesetz Einer Konzession zur Nutzung öffentlichen Wassers bedürfen: ... die Wasserkraftnutzung.
2.5.	**Welche hauptsächlichen Folgen sind mit der Versorgungspflicht verknüpft?** *Principaux effets liés à l'obligation d'approvisionnement*
2.5.1.	**Welche Rechte und Pflichten hat der Versorger?** *Droits et obligations du fournisseur*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **§ 1 Abs. 2 Gesetz über das Elektrizitätswerk des Kantons TG** Die Gesellschaft trägt zu einer sicheren Elektrizitätsversorgung bei, in erster Linie durch die Versorgung von Endverbrauchern. **§ 4 Vertrag ... betr. Gründung der Gesellschaft der Nordostschweizerischen Kraftwerke A.G.** Die Nordostschweizerischen Kraftwerke sind verpflichtet, in den beteiligten Kantonen die elektrische Energie unter gleichen Verhältnissen zu den gleichen Bedingungen abzugeben, vorbehältlich der bestehenden Verträge und Konzessionen. (Abs. 1) Die beteiligten Kantone verpflichten sich, die gesamte elektrische Energie für ihre staatlichen Kraftversorgungen von den Nordostschweizerischen Kraftwerken zu beziehen, so lange diese in der Lage sind, zu annehmbaren Bedingungen Kraft zu liefern. ... (Abs. 2)
2.5.2.	**Geht die Versorgungspflicht mit einer Gebietszuteilung einher?** *L'obligation d'approvisionnement va-t-elle de pair avec une attribution de secteur?*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Gesetz über das Elektrizitätswerk des Kantons TG** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Vertrag ... betr. Gründung der Gesellschaft der Nordostschweizerischen Kraftwerke A.G.** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
2.5.3.	**Geht die Versorgungspflicht mit einem Versorgungsmonopol einher?** *L'obligation d'approvisionnement va-t-elle de pair avec un monopole d'approvisionnement?*
	§ 4 Abs. 2 Vertrag ... betr. Gründung der Gesellschaft der Nordostschweizerischen Kraftwerke A.G. Die beteiligten Kantone verpflichten sich, die gesamte elektrische Energie für ihre staatlichen Kraftversorgungen von den Nordostschweizerischen Kraftwerken zu beziehen, so lange diese in der Lage sind, zu annehmbaren Bedingungen Kraft zu liefern. ...
2.5.4.	**Werden damit hoheitliche Befugnisse übertragen?** *Une part de souveraineté est-elle ainsi transférée?*
	Vertrag ... betr. Gründung der Gesellschaft der Nordostschweizerischen Kraftwerke A.G. Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.

2.5.5.	**Wird damit eine Kooperationspflicht (mit dem Kanton, mit anderen Kantonen, mit anderen Unternehmen) verknüpft?** *Un devoir de coopération (avec le canton, d'autres cantons ou d'autres entreprises) est-il lié à l'obligation d'approvisionnement?*
	Vertrag … betr. Gründung der Gesellschaft der Nordostschweizerischen Kraftwerke A.G. Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
2.6.	**Mechanismen des kantonalen Rechts zur Sicherstellung bzw. Durchsetzung der Erfüllung der Versorgungspflicht i.e.S.** *Mécanismes du droit cantonal visant la garantie et/ou la pénétration de l'exécution de l'obligation d'approvisionnement au sens étroit*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Gesetz über das Elektrizitätswerk des Kantons TG** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
2.7.	**Was gilt, wenn das kantonale Recht keine Versorgungspflicht vorsieht?** *Règles applicables si le droit cantonal ne prévoit pas d'obligation d'approvisionnement*
	--- (vgl. 2.3.)
3.	**Versorgungssicherheit** *Sécurité de l'approvisionnement*
3.1.	**Bestimmungen zur Sicherheit (qualitativ)** *Dispositions relatives à la sécurité qualitative*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
3.2.	**Bestimmungen zur Kapazität (quantitativ)** *Dispositions relatives à la capacité*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Gesetz über das Elektrizitätswerk des Kantons TG** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
3.3.	**Wie geht der Gesetzgeber mit möglichen Kapazitätsengpässen um?** *Comment règle-t-on la problématique des goulots d'étranglement de capacité?*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Gesetz über das Elektrizitätswerk des Kantons TG** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
3.4.	**Andere Leistungsaufträge im Zusammenhang mit der Versorgungssicherheit** *Autres mandats de prestations en rapport avec la sécurité de l'approvisionnement*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Gesetz über das Elektrizitätswerk des Kantons TG** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Einführungsgesetz zur Bundesgesetzgebung über den Zivilschutz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.

3.5.	**Sieht das kantonale Recht Regelungen vor, wie diese gesetzlichen Aufträge zur Herstellung der Versorgungssicherheit sichergestellt werden?** *Le droit cantonal contient-il des règles sur la manière dont ces mandats légaux relatifs à la sécurité de l'approvisionnement sont assurés?*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Gesetz über das Elektrizitätswerk des Kantons TG** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
4.	**Sonderbestimmungen für bestimmte Regionen** *Dispositions spéciales pour certaines régions*
4.1.	**Differenzierte Behandlung bestimmter Regionen innerhalb des Kantons** *Traitement différencié de certaines régions dans le canton*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Gesetz über das Elektrizitätswerk des Kantons TG** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
4.2.	**Preissolidarität oder anderweitige Ausgleichsmechanismen für bestimmte Gebietsteile: Erwähnung des Mechanismus in den Rechtsgrundlagen?** *Solidarité des prix ou autres mécanismes de compensation pour des parties de territoire déterminées: mention du mécanisme dans les bases juridiques?*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Gesetz über das Elektrizitätswerk des Kantons TG** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
5.	**Anschlusspflicht und Anschlussbedingungen** *Obligation de raccordement et conditions de raccordement*
5.1	**Anschlusspflicht** *Obligation de raccordement*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Gesetz über das Elektrizitätswerk** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
5.2	**Anschlussbedingungen** *Conditions de raccordement*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Gesetz über das Elektrizitätswerk** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
5.3	**Regelungen über die Kosten des Anschlusses** *Règles sur les frais de raccordement*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.

	Gesetz über das Elektrizitätswerk des Kantons TG Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
6.	**Kantonale Bestimmungen betreffend das Verhältnis zum Stromkunden** *Dispositions cantonales concernant les relations avec les consommateurs d'électricité*
6.1.	**Finden sich kantonale Bestimmungen zum Rechtsverhältnis zwischen Stromlieferant und Stromkunden?** *Existe-t-il des dispositions cantonales concernant le rapport de droit entre le fournisseur d'électricité et le consommateur?*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Gesetz über das Elektrizitätswerk des Kantons TG** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
6.2.	**Wird dem Kunden eine Lieferantenauswahl gewährt?** *Le libre choix du fournisseur est-il accordé au client?*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Gesetz über das Elektrizitätswerk des Kantons TG** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
6.3.	**Gibt das kantonale Recht Vorgaben für die Preisbedingungen?** *Le droit cantonal contient-il des normes relatives aux conditions de prix?*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Gesetz über das Elektrizitätswerk des Kantons TG** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
6.4.	**Gibt das kantonale Recht Vorgaben für die Ausgestaltung der Stromlieferung?** *Le droit cantonal contient-il des normes sur l'arrangement de la fourniture d'électricité?*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Gesetz über das Elektrizitätswerk des Kantons TG** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
6.5.	**Äussert sich das kantonale Recht zur Möglichkeit des «Abhängens» von Stromkunden?** *Le droit cantonal se prononce-t-il sur la possibilité d'abandonner des consommateurs d'électricité?*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Gesetz über das Elektrizitätswerk des Kantons TG** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
6.6.	**Äussert sich das kantonale Recht zu Haftungsfragen?** *Le droit cantonal se prononce-t-il sur des questions de responsabilité?*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Gesetz über das Elektrizitätswerk des Kantons TG** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.

II.	**Versorgungsplanung** *Planification de l'approvisionnement*
1.	**Allgemeines** *Généralités*
	§ 82 Abs. 1, 1. Satz KV Kanton und Gemeinden sorgen für die Bereitstellung von Wasser und Energie. **Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **§ 34 Planungs- und Baugesetz** (Bestimmung über den kantonalen Richtplan) **§ 10 & 11 Planungs und Baugesetz** (Bestimmungen über den kommunalen Richtplan)
2.	**Zielsetzungsbestimmungen** *Dispositions relatives à l'objectif*
	§ 1 Energiegesetz Das Gesetz hat zum Ziel, 1. das Sparen und die zweckmässige Nutzung der Energie zu fördern, 2. eine ausreichende, wirtschaftliche und umweltschonende Versorgung mit Energie zu fördern, 3. die einseitige Abhängigkeit von einzelnen Energieträgern zu mindern, 4. die Gewinnung und Verwendung erneuerbarer Energie zu fördern.
3.	**Planung der Elektrizitätsversorgung** *Planification de l'approvisionnement en électricité*
3.1.	**Wer ist Planungsträger?** *Qui est responsable de la planification?*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
3.2.	**Auf welcher Ebene?** *À quel niveau?*
	Keine Planung **Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
3.3.	**Wo und wie äussert sich das kantonale Recht zur Arbeitsteilung zwischen Kanton und Gemeinden?** *Comment le droit cantonal règle-t-il la répartition des tâches entre le canton et les communes?*
	§ 16 Energiegesetz Für Vollzug und Verfahren gelten die Abschnitte VI und VII des Planungs- und Baugesetzes. **Indirekt Planungs- und Baugesetz** § 100: Wird ein Zustand geschaffen, der dieses Gesetz oder die gestützt darauf erlassenen Pläne, Bauvorschriften oder Verfügungen verletzt, trifft die Gemeindebehörde die zur Herstellung des gesetzmässigen Zustandes erforderlichen Massnahmen. § 101: Werden Arbeiten an Bauten und Anlagen widerrechtlich begonnen oder fortgesetzt, ordnet die Gemeindebehörde deren Einstellung an. Die Anordnung ist sofort vollstreckbar. (Abs. 1) Kann der Mangel nicht durch eine nachträgliche Bewilligung behoben werden, hat die Gemeindebehörde dem Grundeigentümer oder Bauherrn eine angemessene Frist zur Beseitigung oder Anpassung der widerrechtlich erstellten Bauten und Anlagen anzusetzen und die Ersatzvornahme im Sinn von § 86 des Verwaltungsrechtspflegegesetzes anzudrohen. (Abs. 2) § 102: Kommt die Gemeindebehörde ihren baupolizeilichen Pflichten trotz schriftlicher Mahnung

	nicht nach und werden dadurch wesentliche öffentliche Interessen erheblich gefährdet oder verletzt, kann an ihrer Stelle das Departement die erforderlichen Massnahmen treffen. (Abs. 1) Die Gemeinde haftet für die Kosten. Der Rückgriff auf den pflichtigen Grundeigentümer oder Bauherrn bleibt vorbehalten. (Abs. 2) § 105: Die Gemeinde ist befugt, für die Durchführung der baupolizeilichen Aufgaben Gebühren zu erheben und für die Auslagen Ersatz zu verlangen. (Abs. 1) Ansätze und Berechnungsfaktoren sind in einem Reglement festzulegen. Dieses bedarf der Genehmigung durch das Departement. (Abs. 2)
3.4.	**Wo und wie äussert sich das kantonale Recht zur Behandlung von Interessenkonflikten zwischen Kanton, Gemeinden und Versorgungsunternehmen (insbesondere mit Bezug auf die Frage des Ausbaus von netz- bzw. leitungsgebundenen Energiesystemen)?** *Où et comment le droit cantonal traite-t-il des conflits d'intérêts entre un canton, des communes et des entreprises d'approvisionnement (en particulier en ce qui concerne le développement des systèmes énergétiques par réseau ou par conduites)?*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Planungs- und Baugesetz** § 33: Das Departement prüft, ob die Pläne und Vorschriften rechtmässig sind und der übergeordneten Planung wie auch dem Grundsatz der haushälterischen Bodennutzung entsprechen. (Abs. 1) Es kann im Genehmigungsbeschluss offensichtlich gesetzwidrige Pläne oder Vorschriften ändern, sofern die Gemeindebehörde zustimmt und keine grundlegende Überarbeitung erforderlich ist. Die betroffenen Privaten sind anzuhören. (Abs. 2) § 109: Ist eine Gemeinde in einem umstrittenen Bewilligungsverfahren Partei und wäre für die Bewilligung ihre Behörde zuständig, tritt das Departement an deren Stelle. (Abs. 1) Ist der Staat oder eine seiner unselbständigen öffentlichen Anstalten in einem Bewilligungsverfahren Partei, wird der Rekurs durch das Verwaltungsgericht entschieden. (Abs. 2)
III.	**Spezialregelung für kantonseigene oder konzessionnierte Wasserkraft- und Elektrizitätswerke** *Règlementation spéciale pour les centrales électriques ou les entreprises d'électricité du canton ou concessionnées*
1.	**Rechtsgrundlagen** *Bases juridiques*
	§ 1 Gesetz über das Elektrizitätswerk des Kantons TG Das Elektrizitätswerk des Kantons Thurgau wird als Aktiengesellschaft im Sinne von Artikel 620 des Obligationenrechtes betrieben. (Abs. 1) Die Gesellschaft trägt zu einer sicheren Elektrizitätsversorgung bei, in erster Linie durch die Versorgung von Endverteilern. (Abs. 2)
2.	**Rechtsform** *Forme juridique*
	Aktiengesellschaft (Art. 620 ff. Obligationenrecht)
3.	**Gebiets- und Versorgungsmonopol** *Monopole d'approvisionnement et de secteur*
	Gesetz über das Elektrizitätswerk des Kantons TG Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
4.	**Privilegierungen oder Nachteilige Verpflichtungen aus unternehmerischer Sicht?** *Privilèges ou obligations du point de vue de l'entreprise*
	Gesetz über das Elektrizitätswerk des Kantons TG Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.

TI

I.	**«Service public»** *«Service public»*
1.	**Allgemeines** *Généralités*
1.1.	**Begriff «Service public»** *Notion de «Service public»*
1.2.	**Kantonale Bestimmungen zum «Service public»** *Dispositions cantonales relatives au «Service public»*
1.2.1.	**Legaldefinitionen und Umschreibungen des «Service public»** *Définitions légales et description du «Service public»*
	Costituzione Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Art. 1 cpv. 1 Legge cantonale sull'energia** La presente legge ha lo scopo di favorire un approvvigionamento energetico del Cantone **sufficiente**, **sicuro**, economico e compatibile con le esigenze di protezione dell'ambiente.
1.2.2.	**Kantonale Service public-Pflichten** *Obligations relatives au «Service public» contenues dans le droit cantonal*
	Legge cantonale sull'energia Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Art. 3b cpv. 1 Legge istituente l'Azienda elettrica ticinese** L'AET (Azienda elettrica ticinese), con riserva di particolari circostanze di fatto che fossero d'ostacolo, fornisce l'energia a prezzi competitivi alle aziende comunali o consortili o a organizzazioni di Comuni analoghe ai Consorzi che ne fanno richiesta.
2.	**Versorgungspflicht i.e.S.** *Obligation d'approvisionnement au sens étroit*
2.1.	**Energieversorgung als staatliche Aufgabe** *Approvisionnement en énergie en tant que tâche publique*
	Costituzione Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Art. 2 Legge istituente l'Azienda elettrica ticinese** L'azienda ha per scopo la produzione e il commercio di energia. (cpv. 1) L'azienda [l'Azienda elettrica ticinese], tenuto conto delle norme della Legge cantonale sull'energia e degli indirizzi energetici cantonali concorre all'attuazione e al coordinamento delle scelte di politica energetica cantonale, alla produzione e alla commercializzazione di energia elettrica, ... (cpv. 2)
2.2.	**Kompetenzzuteilung: Rolle des Kantons und der Gemeinden** *Attribution des compétences: rôle du canton et des communes*
	Legge cantonale sull'energia Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.

2.3.	**Versorgungspflicht der Elektrizitätsunternehmen** *Obligation d'approvisionnement des entreprises d'électricité*
	Costituzione Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Art. 2 cpv. 2 init. Legge istituente l'Azienda elettrica ticinese** L'azienda, tenuto conto delle norme della Legge cantonale sull'energia e degli indirizzi energetici cantonali concorre all'attuazione e al coordinamento delle scelte di politica energetica cantonale, alla produzione e alla commercializzazione di energia elettrica, di gas naturale e di energie alternative; …
2.4.	**Bei Bestehen einer Versorgungspflicht: wie wird diese übertragen?** *Mode de transfert d'une obligation d'approvisionnement*
	Konzession
	Legge sull'utilizzazione delle acque Art. 3 cpv. 1: La derivazione di acqua è soggetta a concessione del Consiglio di Stato. Art. 7: La concessione viene accordata in base ad una ponderazione degli interessi contrapposti, privilegiando l'approvvigionamento cantonale. (cpv. 1) Nell'atto di concessione vengono stabilite le condizioni per la tutela dei pubblici interessi e dei diritti acquisiti di terzi. (cpv. 2) L'atto di concessione determina la durata della stessa, il quantitativo di acqua prelevato, il deflusso residuale minimo garantito, il tempo e il modo della sua captazione, le specifiche per il sistema idraulico dell'impianto, l'uso e la restituzione dell'acqua, le garanzie da prestarsi, le tasse ed il canone da corrispondere allo Stato. (cpv. 3)
2.5.	**Welche hauptsächlichen Folgen sind mit der Versorgungspflicht verknüpft?** *Principaux effets liés à l'obligation d'approvisionnement*
2.5.1.	**Welche Rechte und Pflichten hat der Versorger?** *Droits et obligations du fournisseur*
	Legge cantonale sull'energia Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Art. 2 cpv. 2 init. Legge istituente l'Azienda elettrica ticinese** L'azienda, tenuto conto delle norme della Legge cantonale sull'energia e degli indirizzi energetici cantonali concorre all'attuazione e al coordinamento delle scelte di politica energetica cantonale, alla produzione e alla commercializzazione di energia elettrica, di gas naturale e di energie alternative; …
2.5.2.	**Geht die Versorgungspflicht mit einer Gebietszuteilung einher?** *L'obligation d'approvisionnement va-t-elle de pair avec une attribution de secteur?*
	Legge cantonale sull'energia Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Legge istituente l'Azienda elettrica ticinese** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
2.5.3.	**Geht die Versorgungspflicht mit einem Versorgungsmonopol einher?** *L'obligation d'approvisionnement va-t-elle de pair avec un monopole d'approvisionnement?*
	Legge cantonale sull'energia Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.

	Legge istituente l'Azienda elettrica ticinese Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
2.5.4.	**Werden damit hoheitliche Befugnisse übertragen?** *Une part de souveraineté est-elle ainsi transférée?*
	Legge cantonale sull'energia Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Legge istituente l'Azienda elettrica ticinese** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
2.5.5.	**Wird damit eine Kooperationspflicht (mit dem Kanton, mit anderen Kantonen, mit anderen Unternehmen) verknüpft?** *Un devoir de coopération (avec le canton, d'autres cantons ou d'autres entreprises) est-il lié à l'obligation d'approvisionnement?*
	Legge cantonale sull'energia Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Art. 3 Legge istituente l'Azienda elettrica ticinese** Le aziende di distribuzione di energia nel Cantone coprono il fabbisogno di energia elettrica di complemento presso l'AET, acquistando da essa l'energia non proveniente da impianti propri o dalla propria quota di partecipazione a impianti idrici nel Cantone o da altri impianti già esistenti o da produttori in proprio ai sensi del l'articolo 15 della Legge cantonale sull'energia, a condizione che l'AET sia in grado di fornire l'energia a prezzi competitivi.
2.6.	**Mechanismen des kantonalen Rechts zur Sicherstellung bzw. Durchsetzung der Erfüllung der Versorgungspflicht i.e.S.** *Mécanismes du droit cantonal visant la garantie et/ou la pénétration de l'exécution de l'obligation d'approvisionnement au sens étroit*
	Legge cantonale sull'energia Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Legge istituente l'Azienda elettrica ticinese** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
2.7.	**Was gilt, wenn das kantonale Recht keine Versorgungspflicht vorsieht?** *Règles applicables si le droit cantonal ne prévoit pas d'obligation d'approvisionnement*
	Gründung einer öffentlich-rechtlichen Körperschaft deren Ziel es ist, die Elektrizitätsversorgungsunternehmen mit Strom zu versorgen
	Art. 3 Legge istituente l'Azienda elettrica ticinese Le aziende di distribuzione di energia nel Cantone coprono il fabbisogno di energia elettrica di complemento presso l'AET, acquistando da essa l'energia non proveniente da impianti propri o dalla propria quota di partecipazione a impianti idrici nel Cantone o da altri impianti già esistenti o da produttori in proprio ai sensi del l'articolo 15 della Legge cantonale sull'energia, a condizione che l'AET sia in grado di fornire l'energia a prezzi competitivi.

3.	**Versorgungssicherheit** *Sécurité de l'approvisionnement*
3.1.	**Bestimmungen zur Sicherheit (qualitativ)** *Dispositions relatives à la sécurité qualitative*
	Legge cantonale sull'energia Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Legge istituente l'Azienda elettrica ticinese** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
3.2.	**Bestimmungen zur Kapazität (quantitativ)** *Dispositions relatives à la capacité*
	Legge cantonale sull'energia Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
3.3.	**Wie geht der Gesetzgeber mit möglichen Kapazitätsengpässen um?** *Comment règle-t-on la problématique des goulots d'étranglement de capacité?*
	Legge cantonale sull'energia Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Art. 3 Legge istituente l'Azienda elettrica ticinese** Le aziende di distribuzione di energia nel Cantone coprono il fabbisogno di energia elettrica di complemento presso l'AET, acquistando da essa l'energia non proveniente da impianti propri o dalla propria quota di partecipazione a impianti idrici nel Cantone o da altri impianti già esistenti o da produttori in proprio ai sensi del l'articolo 15 della Legge cantonale sull'energia, a condizione che l'AET sia in grado di fornire l'energia a prezzi competitivi.
3.4.	**Andere Leistungsaufträge im Zusammenhang mit der Versorgungssicherheit** *Autres mandats de prestations en rapport avec la sécurité de l'approvisionnement*
	Legge cantonale sull'energia Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Legge istituente l'Azienda elettrica ticinese** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Legge di applicazione alla legge federale sull'edilizia di protezione civile e relativa ordinanza** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
3.5.	**Sieht das kantonale Recht Regelungen vor, wie diese gesetzlichen Aufträge zur Herstellung der Versorgungssicherheit sichergestellt werden?** *Le droit cantonal contient-il des règles sur la manière dont ces mandats légaux relatifs à la sécurité de l'approvisionnement sont assurés?*
	Art. 3 Legge istituente l'Azienda elettrica ticinese Le aziende di distribuzione di energia nel Cantone coprono il fabbisogno di energia elettrica di complemento presso l' AET, acquistando da essa l' energia non proveniente da impianti propri o dalla propria quota di partecipazione a impianti idrici nel Cantone o da altri impianti già esistenti o da produttori in proprio ai sensi del l' articolo 15 della Legge cantonale sull' energia, a condizione che l' AET sia in grado di fornire l' energia a prezzi competitivi.

4.	**Sonderbestimmungen für bestimmte Regionen** *Dispositions spéciales pour certaines régions*
4.1.	**Differenzierte Behandlung bestimmter Regionen innerhalb des Kantons** *Traitement différencié de certaines régions dans le canton*
	Legge cantonale sull'energia Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Legge istituente l'Azienda elettrica ticinese** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
4.2.	**Preissolidarität oder anderweitige Ausgleichsmechanismen für bestimmte Gebietsteile: Erwähnung des Mechanismus in den Rechtsgrundlagen?** *Solidarité des prix ou autres mécanismes de compensation pour des parties de territoire déterminées: mention du mécanisme dans les bases juridiques?*
	Art 13 cpv. 1 Legge cantonale sull'energia Tutte le aziende di distribuzione di energia in rete sono tenute a fissare un tariffario: a) atto a favorire l'impiego parsimonioso e razionale dell'energia; b) che sia il più possibile semplice e trasparente; c) che consideri, nel limite del possibile, i costi marginali di produzione e di distribuzione.
5.	**Anschlusspflicht und Anschlussbedingungen** *Obligation de raccordement et conditions de raccordement*
5.1	**Anschlusspflicht** *Obligation de raccordement*
	Legge cantonale sull'energia Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Legge istituente l'Azienda elettrica ticinese** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
5.2	**Anschlussbedingungen** *Conditions de raccordement*
	Art. 14 Legge cantonale sull'energia Le aziende distributrici sono tenute ad allestire un **regolamento sulle condizioni di allacciamento** e di fornitura di energia in rete.
5.3	**Regelungen über die Kosten des Anschlusses** *Règles sur les frais de raccordement*
	Legge cantonale sull'energia Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Legge istituente l'Azienda elettrica ticinese** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.

6.	**Kantonale Bestimmungen betreffend das Verhältnis zum Stromkunden** *Dispositions cantonales concernant les relations avec les consommateurs d'électricité*
6.1.	**Finden sich kantonale Bestimmungen zum Rechtsverhältnis zwischen Stromlieferant und Stromkunden?** *Existe-t-il des dispositions cantonales concernant le rapport de droit entre le fournisseur d'électricité et le consommateur?*
	Art. 14 Legge cantonale sull'energia Le aziende distributrici sono tenute ad allestire un regolamento sulle condizioni di allacciamento e di fornitura di energia in rete.
6.2.	**Wird dem Kunden eine Lieferantenauswahl gewährt?** *Le libre choix du fournisseur est-il accordé au client?*
	Legge cantonale sull'energia Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Legge istituente l'Azienda elettrica ticinese** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
6.3.	**Gibt das kantonale Recht Vorgaben für die Preisbedingungen?** *Le droit cantonal contient-il des normes relatives aux conditions de prix?*
	Art. 13 cpv. 1 Legge cantonale sull'energia Tutte le aziende di distribuzione di energia in rete sono tenute a fissare un tariffario: a) atto a favorire l'impiego parsimonioso e razionale dell'energia; b) che sia il più possibile semplice e trasparente; c) che consideri, nel limite del possibile, i costi marginali di produzione e di distribuzione. (cpv. 1) **Art. 3b cpv. 1 Legge istituente l'Azienda elettrica ticinese** L'AET, con riserva di particolari circostanze di fatto che fossero d'ostacolo, fornisce l'energia a prezzi competitivi alle aziende comunali o consortili o a organizzazioni di Comuni analoghe ai Consorzi che ne fanno richiesta.
6.4.	**Gibt das kantonale Recht Vorgaben für die Ausgestaltung der Stromlieferung?** *Le droit cantonal contient-il des normes sur l'arrangement de la fourniture d'électricité?*
	Art. 14 Legge cantonale sull'energia Le aziende distributrici sono tenute ad allestire un regolamento sulle condizioni di allacciamento e di fornitura di energia in rete. **Legge istituente l'Azienda elettrica ticinese** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
6.5.	**Äussert sich das kantonale Recht zur Möglichkeit des «Abhängens» von Stromkunden?** *Le droit cantonal se prononce-t-il sur la possibilité d'abandonner des consommateurs d'électricité?*
	Art. 14 Legge cantonale sull'energia Le aziende distributrici sono tenute ad allestire un regolamento sulle condizioni di allacciamento e di fornitura di energia in rete. **Legge istituente l'Azienda elettrica ticinese** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.

6.6.	**Äussert sich das kantonale Recht zu Haftungsfragen?** *Le droit cantonal se prononce-t-il sur des questions de responsabilité?*
	Legge cantonale sull'energia Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Legge istituente l'Azienda elettrica ticinese** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
II.	**Versorgungsplanung** *Planification de l'approvisionnement*
1.	**Allgemeines** *Généralités*
	Art. 3 Legge cantonale sull'energia Gli indirizzi della politica energetica sono fissati con il Rapporto sugli indirizzi, con le Linee direttive e nel Piano finanziario secondo i disposti della Legge sulla pianificazione cantonale. (cpv. 1) Comuni possono elaborare, da soli per il proprio territorio, o in collaborazione con altri Comuni per una zona di approvvigionamento energetico più vasta, degli indirizzi in tema di approvvigionamento. (cpv. 2) I produttori e i distributori di energia nonché il Cantone vengono consultati. (cpv. 3) **Art. 12 – 23 Legge cantonale di applicazione della Legge federale sulla pianificazione del territorio** (Bestimmungen über den kantonalen Richtplan)
2.	**Zielsetzungsbestimmungen** *Dispositions relatives à l'objectif*
	Art. 1 Decreto legislativo concernente l'adozione degli obiettivi pianificatori cantonali del Piano direttore Gli obiettivi pianificatori cantonali del Piano direttore, di cui all'allegato n. 1, sono adottati e devono essere perseguiti dalle autorità con compiti di incidenza territoriale. **Allegato 1, A7 GLI OBIETTIVI IN MATERIA DI APPROVVIGIONAMENTO ENERGETICO** a) Garantire un approvvigionamento energetico del Cantone sufficiente, sicuro, ecologico, economico e ben distribuito sul territorio. b) Promuovere il risparmio e l'uso razionale di tutti i vettori energetici, favorendo l'utilizzazione di quelli indigeni rigenerabili e ridurre la dipendenza unilaterale dalle fonti energetiche estere. c) Promuovere l'approvvigionamento del Cantone in gas naturale e favorirne una distribuzione ben ripartita sul territorio. d) Conseguire la graduale riappropriazione da parte del Cantone degli impianti idroelettrici. e) Promuovere la ricerca scientifica coordinata e finalizzata, la costruzione di impianti e di edifici pilota o di dimostrazione e informare l' opinione pubblica sulle finalità e sui risultati della ricerca e della sperimentazione in materia energetica. f) Attuare interventi coerenti dal profilo energetico ed ecologico a livello di pianificazione e di normative edilizie, di scelte di approvvigionamento e di politica dei trasporti.

3.	**Planung der Elektrizitätsversorgung** *Planification de l'approvisionnement en électricité*
3.1.	**Wer ist Planungsträger?** *Qui est responsable de la planification?*
	Art. 3 Legge cantonale sull'energia Gli indirizzi della politica energetica sono fissati con il Rapporto sugli indirizzi, con le Linee direttive e nel Piano finanziario secondo i disposti della Legge sulla pianificazione cantonale. (cpv. 1) **Comuni** possono elaborare, da soli per il proprio territorio, o in collaborazione con altri Comuni per una zona di approvvigionamento energetico più vasta, degli indirizzi in tema di approvvigionamento. (cpv. 2) I produttori e i distributori di energia nonché il Cantone vengono consultati. (cpv. 3)
3.2.	**Auf welcher Ebene?** *À quel niveau?*
	Makroplanung **Art. 4 Legge cantonale sull'energia** Per favorire la conoscenza e il controllo dei processi energetici cantonali e per definire le scelte e le priorità in materia di energia, il Consiglio di Stato allestisce periodicamente un rapporto. (cpv. 1) Il rapporto informa: a) sul consumo cantonale di energia e sulla sua evoluzione; b) sulla copertura dei fabbisogni in rapporto alla disponibilità dei vettori energetici; c) sul grado di attuazione e sugli effetti dei provvedimenti adottati; d) sulle misure necessarie e sugli indirizzi da proporre a consumatori, produttori, importatori e distributori, nonché all'AET, al fine di garantire un sufficiente approvvigionamento di energia; e) sulle mansioni dell' AET. (cpv. 2) Il rapporto è pubblico e può essere richiesto dai diretti interessati. (cpv. 3)
3.3.	**Wo und wie äussert sich das kantonale Recht zur Arbeitsteilung zwischen Kanton und Gemeinden?** *Comment le droit cantonal règle-t-il la répartition des tâches entre le canton et les communes?*
	Art. 5 Legge cantonale sull'energia Il rapporto cantonale è allestito in collaborazione con i Comuni e le Regioni. (cpv. 1) Le imprese del settore (produttori, importatori e distributori di energia) che esercitano la loro attività nel Cantone e i consumatori pubblici sono tenuti a fornire le informazioni necessarie per l' allestimento e l' aggiornamento del rapporto. (cpv. 2) Informazioni supplementari possono essere raccolte su un campione di consumatori privati disponibili a fornire i dati richiesti; sono garantite la discrezione e la tutela del segreto di fabbricazione e di affari. (cpv. 3)

3.4.	**Wo und wie äussert sich das kantonale Recht zur Behandlung von Interessenkonflikten zwischen Kanton, Gemeinden und Versorgungsunternehmen (insbesondere mit Bezug auf die Frage des Ausbaus von netz- bzw. leitungsgebundenen Energiesystemen)?** *Où et comment le droit cantonal traite-t-il des conflits d'intérêts entre un canton, des communes et des entreprises d'approvisionnement (en particulier en ce qui concerne le développement des systèmes énergétiques par réseau ou par conduites)?*
	Legge cantonale sull'energia Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Legge cantonale di applicazione della legge federale sulla pianificazione del territorio** Art. 26 cpv. 1: Il piano regolatore si compone di un rapporto di pianificazione, di rappresentazioni grafiche, di norme di attuazione e di un programma di realizzazione. Art. 28: Le rappresentazioni grafiche comprendono, di regola, i seguenti documenti in scala adeguata: – piano del paesaggio – piano delle zone – piano del traffico – piano delle attrezzature e costruzioni di interesse pubblico – piano indicativo dei servizi pubblici. (cpv. 1) Esse fissano in particolare: o) la rete dei servizi pubblici, in particolare degli acquedotti, fognature ed elettrodotti e per l'approvvigionamento in energia, fissando la distinzione in opere di urbanizzazione generale e particolare; Art. 35: Contro il contenuto del piano è dato ricorso al Consiglio di Stato entro quindici giorni dalla scadenza del termine di pubblicazione. (cpv. 1) Sono legittimati a ricorrere: a) ogni cittadino attivo nel Comune; b) ogni altra persona o ente che dimostri un interesse degno di protezione. (cpv. 2)
III.	**Spezialregelung für kantonseigene oder konzessionnierte Wasserkraft- und Elektrizitätswerke** *Règlementation spéciale pour les centrales électriques ou les entreprises d'électricité du canton ou concessionnées*
1.	**Rechtsgrundlagen** *Bases juridiques*
	Art. 1 Legge istituente l'Azienda elettrica ticinese Sotto la denominazione "Azienda elettrica ticinese" è istituita un'azienda cantonale, indipendente dalla amministrazione dello Stato, avente personalità giuridica propria e sede a Bellinzona. Lo Stato ne garantisce gli impegni.
2.	Rechtsform Forme juridique
	Azienda cantonale, independente dalla amministrazione dello Stato, avente personalità giuridica propria
3.	**Gebiets- und Versorgungsmonopol** *Monopole d'approvisionnement et de secteur*
	Art. 3 Legge istituente l'Azienda elettrica ticinese Le aziende di distribuzione di energia nel Cantone coprono il fabbisogno di energia elettrica di complemento presso l'AET, acquistando da essa l'energia non proveniente da impianti propri o dalla propria quota di partecipazione a impianti idrici nel Cantone o da altri impianti già esistenti o da produttori in proprio ai sensi del l'articolo 15 della Legge cantonale sull'energia, a condizione che l'AET

	sia in grado di fornire l'energia a prezzi competitivi.
4.	**Privilegierungen oder Nachteilige Verpflichtungen aus unternehmerischer Sicht?** *Privilèges ou obligations du point de vue de l'entreprise*
	Legge istituente l'Azienda elettrica ticinese Art. 2b: Avuto riguardo al fabbisogno energetico cantonale, l'AET è amministrata secondo criteri commerciali. Art. 4: L'azienda cantonale è esonerata da imposte e tasse che non siano quelle di concessione e di esercizio. (cpv. 1) A titolo di compenso per la perdita delle imposte comunali su impianti assunti o costruiti dall' azienda, questa versa ai Comuni un'indennità … (cpv. 2)

UR

I.	**«Service public»** *«Service public»*
1.	**Allgemeines** *Généralités*
1.1.	**Begriff «Service public»** *Notion de «Service public»*
1.2.	**Kantonale Bestimmungen zum «Service public»** *Dispositions cantonales relatives au «Service public»*
1.2.1.	**Legaldefinitionen und Umschreibungen des «Service public»** *Définitions légales et description du «Service public»*
	Verfassung Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Art. 1 Abs. 2 Energiegesetz** Der Kanton setzt sich im Rahmen seiner Zuständigkeit ein für eine **ausreichende**, breit gefächerte, **sichere**, wirtschaftliche und umweltverträgliche Energieversorgung ...
1.2.2.	**Kantonale Service public-Pflichten** *Obligations relatives au «Service public» contenues dans le droit cantonal*
	Art. 9 Energiegesetz Die Siedlungen des Kantons sind stets von öffentlichen oder privaten Energieversorgungsunternehmen gesamtwirtschaftlich optimal, sicher, wirtschaftlich und umweltverträglich zu versorgen. (Abs. 1) Innerhalb eines Versorgungsgebietes sind gleiche Konsumentengruppen zu gleichen Tarifbedingungen zu beliefern. (Abs. 2) Der Regierungsrat kann im Rahmen des Bundesrechts zur Sicherstellung der Versorgung öffentlichen oder privaten Versorgungsunternehmen Versorgungsgebiete zuteilen. (Abs.3)
2.	**Versorgungspflicht i.e.S.** *Obligation d'approvisionnement au sens étroit*
2.1.	**Energieversorgung als staatliche Aufgabe** *Approvisionnement en énergie en tant que tâche publique*
	Verfassung Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Art. 10 Energiegesetz** Kanton, Gemeinden und Korporationen können im Rahmen des Bundesrechts Energieanlagen selbst erstellen, betreiben und die dort produzierte Energie zu Marktpreisen verkaufen. Sie können sich an solchen Energieversorgungs-Unternehmen beteiligen und die erforderlichen Zusammenarbeitsverträge abschliessen. (Abs. 1) Der Landrat beschliesst die Errichtung eigener kantonaler Anlagen oder Unternehmen und entscheidet über die Beteiligung des Kantons an Unternehmen der Energieversorgung. Vorbehalten bleiben die Finanzkompetenzen gemäss Kantonsverfassung. (Abs. 2) Der Regierungsrat regelt Organisation und Betrieb kantonaler Anlagen, trifft die entsprechenden Vereinbarungen und beschliesst die damit verbundenen Ausgaben. (Abs. 3)

2.2.	**Kompetenzzuteilung: Rolle des Kantons und der Gemeinden** *Attribution des compétences: rôle du canton et des communes*
	Art. 10 Abs. 1 Energiegesetz Kanton, Gemeinden und Korporationen können im Rahmen des Bundesrechts Energieanlagen selbst erstellen, betreiben und die dort produzierte Energie zu Marktpreisen verkaufen. Sie können sich an solchen Energieversorgungs-Unternehmen beteiligen und die erforderlichen Zusammenarbeitsverträge abschliessen.
2.3.	**Versorgungspflicht der Elektrizitätsunternehmen** *Obligation d'approvisionnement des entreprises d'électricité*
	Verfassung Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Art. 9 Abs. 1 Energiegesetz** Die Siedlungen des Kantons sind stets von öffentlichen oder privaten Energieversorgungsunternehmen gesamtwirtschaftlich optimal, sicher, wirtschaftlich und umweltverträglich zu versorgen. **Gewässernutzungsgesetz** Art. 26: Der Konzessionär ist im Rahmen seiner technischen Möglichkeiten verpflichtet, seine Umformungs- und Übertragungsanlagen dem Kanton gegen angemessene Entschädigung zur Verfügung zu stellen, damit dieser seine Energie aus der entsprechenden Konzession fortleiten kann. Art. 28: Der Konzessionär hat im Rahmen seiner technischen Möglichkeiten vorerst den Energiebedarf im Kanton Uri zu decken, soweit dieser nicht durch bereits bestehende Werke oder Verpflichtungen gedeckt ist. Art. 32: Der Konzessionär ist verpflichtet, die Energieproduktion dauernd zu betreiben, sobald er diese aufgenommen hat. (Abs. 1) Vorbehalten bleiben technisch oder durch andere ausreichende Gründe bedingte Unterbrüche. (Abs. 2)
2.4.	**Bei Bestehen einer Versorgungspflicht: wie wird diese übertragen?** *Mode de transfert d'une obligation d'approvisionnement*
	Konzession
	Art. 18 Gewässernutzungsgesetz Wer ein öffentliches Kantonsgewässer über den Gemeingebrauch hinaus zur Energieerzeugung oder zur Pumpspeicherung benützen will, braucht hiefür eine Konzession. (Abs. 1) Das gilt auch, wenn eine bereits erteilte Konzession erneuert, erweitert oder verlängert werden soll. (Abs. 2) Der Landrat erteilt die Konzession unter Vorbehalt der fakultativen Volksabstimmung. ... (Abs. 3) **Art. 19 – 29 *(betr. Inhalt der Konzession)***
2.5.	**Welche hauptsächlichen Folgen sind mit der Versorgungspflicht verknüpft?** *Principaux effets liés à l'obligation d'approvisionnement*
2.5.1.	**Welche Rechte und Pflichten hat der Versorger?** *Droits et obligations du fournisseur*
	Art. 9 Energiegesetz Die Siedlungen des Kantons sind stets von öffentlichen oder privaten Energieversorgungsunternehmen gesamtwirtschaftlich optimal, sicher, wirtschaftlich und

	umweltverträglich zu versorgen. (Abs. 1) Der Regierungsrat kann im Rahmen des Bundesrechts zur Sicherstellung der Versorgung öffentlichen oder privaten Versorgungsunternehmen Versorgungsgebiete zuteilen. (Abs. 3)
2.5.2.	**Geht die Versorgungspflicht mit einer Gebietszuteilung einher?** *L'obligation d'approvisionnement va-t-elle de pair avec une attribution de secteur?*
	Indirekt Art. 9 Energiegesetz Innerhalb eines Versorgungsgebietes sind gleiche Konsumentengruppen zu gleichen Tarifbedingungen zu beliefern. (Abs. 2) Der Regierungsrat kann im Rahmen des Bundesrechts zur Sicherstellung der Versorgung öffentlichen oder privaten Versorgungsunternehmen Versorgungsgebiete zuteilen. (Abs. 3)
2.5.3.	**Geht die Versorgungspflicht mit einem Versorgungsmonopol einher?** *L'obligation d'approvisionnement va-t-elle de pair avec un monopole d'approvisionnement?*
	Indirekt Art. 9 Energiegesetz Die Siedlungen des Kantons sind stets von öffentlichen oder privaten Energieversorgungsunternehmen gesamtwirtschaftlich optimal, sicher, wirtschaftlich und umweltverträglich zu versorgen. (Abs. 1) Der Regierungsrat kann im Rahmen des Bundesrechts zur Sicherstellung der Versorgung öffentlichen oder privaten Versorgungsunternehmen Versorgungsgebiete zuteilen. (Abs. 3)
2.5.4.	**Werden damit hoheitliche Befugnisse übertragen?** *Une part de souveraineté est-elle ainsi transférée?*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
2.5.5.	**Wird damit eine Kooperationspflicht (mit dem Kanton, mit anderen Kantonen, mit anderen Unternehmen) verknüpft?** *Un devoir de coopération (avec le canton, d'autres cantons ou d'autres entreprises) est-il lié à l'obligation d'approvisionnement?*
	Art. 10 Abs. 1 i.f. Energiegesetz Sie (Kanton, Gemeinden und Korporationen) können sich an solchen Energieversorgungs-Unternehmen beteiligen und die erforderlichen Zusammenarbeitsverträge abschliessen.
2.6.	**Mechanismen des kantonalen Rechts zur Sicherstellung bzw. Durchsetzung der Erfüllung der Versorgungspflicht i.e.S.** *Mécanismes du droit cantonal visant la garantie et/ou la pénétration de l'exécution de l'obligation d'approvisionnement au sens étroit*
	Art. 27 Gewässernutzungsgesetz Der Konzessionär ist im Rahmen seiner technischen Möglichkeiten verpflichtet, dem Kanton die Energie aus der entsprechenden Konzession, die er nicht selbst verwendet, zu vertraglich festgesetzten Preisen abzunehmen.
2.7.	**Was gilt, wenn das kantonale Recht keine Versorgungspflicht vorsieht?** *Règles applicables si le droit cantonal ne prévoit pas d'obligation d'approvisionnement*
	--- (vgl. 2.3.) **Zuteilung des Netzgebietes** **Art. 9 Abs. 3 Energiegesetz** Der Regierungsrat kann im Rahmen des Bundesrechts zur Sicherstellung der Versorgung öffentlichen oder privaten Versorgungsunternehmen Versorgungsgebiete zuteilen.

3.	**Versorgungssicherheit** *Sécurité de l'approvisionnement*
3.1.	**Bestimmungen zur Sicherheit (qualitativ)** *Dispositions relatives à la sécurité qualitative*
	Gewässernutzungsgesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
3.2.	**Bestimmungen zur Kapazität (quantitativ)** *Dispositions relatives à la capacité*
	Gewässernutzungsgesetz Art. 26: Der Konzessionär ist im Rahmen seiner technischen Möglichkeiten verpflichtet, seine Umformungs- und Übertragungsanlagen dem Kanton gegen angemessene Entschädigung zur Verfügung zu stellen, damit dieser seine Energie aus der entsprechenden Konzession fortleiten kann. Art. 28: Der Konzessionär hat im Rahmen seiner technischen Möglichkeiten vorerst den Energiebedarf im Kanton Uri zu decken, soweit dieser nicht durch bereits bestehende Werke oder Verpflichtungen gedeckt ist. Art. 32: Der Konzessionär ist verpflichtet, die Energieproduktion dauernd zu betreiben, sobald er diese aufgenommen hat. (Abs. 1) Vorbehalten bleiben technisch oder durch andere ausreichende Gründe bedingte Unterbrüche. (Abs. 2)
3.3.	**Wie geht der Gesetzgeber mit möglichen Kapazitätsengpässen um?** *Comment règle-t-on la problématique des goulots d'étranglement de capacité?*
	Art. 28 Gewässernutzungsgesetz Der Konzessionär hat im Rahmen seiner technischen Möglichkeiten vorerst den Energiebedarf im Kanton Uri zu decken, soweit dieser nicht durch bereits bestehende Werke oder Verpflichtungen gedeckt ist.
3.4.	**Andere Leistungsaufträge im Zusammenhang mit der Versorgungssicherheit** *Autres mandats de prestations en rapport avec la sécurité de l'approvisionnement*
	Gewässernutzungsgesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Verordnung über die Organisation und die Aufgaben der wirtschaftlichen Landesversorgung** Der Gemeinderat bezeichnet die Gemeindestelle für wirtschaftliche Landesversorgung und legt deren Pflichtenheft fest. (Abs. 1) Die Gemeindestelle trifft Vorbereitungsmassnahmen zur Sicherstellung der Versorgung in der Gemeinde mit **lebenswichtigen Gütern** und Dienstleistungen gemäss den Weisungen der KZWL [Kantonale Zentralstelle für wirtschaftliche Landesversorgung]. (Abs. 2) Sie vollzieht in ihrem Einzugsgebiet die von der KZWL angeordneten Massnahmen. (Abs. 3)
3.5.	**Sieht das kantonale Recht Regelungen vor, wie diese gesetzlichen Aufträge zur Herstellung der Versorgungssicherheit sichergestellt werden?** *Le droit cantonal contient-il des règles sur la manière dont ces mandats légaux relatifs à la sécurité de l'approvisionnement sont assurés?*
	Art. 28 Gewässernutzungsgesetz Der Konzessionär hat im Rahmen seiner technischen Möglichkeiten vorerst den

	Energiebedarf im Kanton Uri zu decken, soweit dieser nicht durch bereits bestehende Werke oder Verpflichtungen gedeckt ist.
4.	**Sonderbestimmungen für bestimmte Regionen** *Dispositions spéciales pour certaines régions*
4.1.	**Differenzierte Behandlung bestimmter Regionen innerhalb des Kantons** *Traitement différencié de certaines régions dans le canton*
	Gewässernutzungsgesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
4.2.	**Preissolidarität oder anderweitige Ausgleichsmechanismen für bestimmte Gebietsteile: Erwähnung des Mechanismus in den Rechtsgrundlagen?** *Solidarité des prix ou autres mécanismes de compensation pour des parties de territoire déterminées: mention du mécanisme dans les bases juridiques?*
	Art. 9 Energiegesetz Innerhalb eines Versorgungsgebietes sind gleiche Konsumentengruppen zu gleichen Tarifbedingungen zu beliefern. (Abs. 2) Der Regierungsrat kann im Rahmen des Bundesrechts zur Sicherstellung der Versorgung öffentlichen oder privaten Versorgungsunternehmen Versorgungsgebiete zuteilen. (Abs. 3)
5.	**Anschlusspflicht und Anschlussbedingungen** *Obligation de raccordement et conditions de raccordement*
5.1	**Anschlusspflicht** *Obligation de raccordement*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
5.2	**Anschlussbedingungen** *Conditions de raccordement*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
5.3	**Regelungen über die Kosten des Anschlusses** *Règles sur les frais de raccordement*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
6.	**Kantonale Bestimmungen betreffend das Verhältnis zum Stromkunden** *Dispositions cantonales concernant les relations avec les consommateurs d'électricité*
6.1.	**Finden sich kantonale Bestimmungen zum Rechtsverhältnis zwischen Stromlieferant und Stromkunden?** *Existe-t-il des dispositions cantonales concernant le rapport de droit entre le fournisseur d'électricité et le consommateur?*
	Gewässernutzungsgesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.

6.2.	**Wird dem Kunden eine Lieferantenauswahl gewährt?** *Le libre choix du fournisseur est-il accordé au client?*
	Gewässernutzungsgesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
6.3.	**Gibt das kantonale Recht Vorgaben für die Preisbedingungen?** *Le droit cantonal contient-il des normes relatives aux conditions de prix?*
	Gewässernutzungsgesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
6.4.	**Gibt das kantonale Recht Vorgaben für die Ausgestaltung der Stromlieferung?** *Le droit cantonal contient-il des normes sur l'arrangement de la fourniture d'électricité?*
	Gewässernutzungsgesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
6.5.	**Äussert sich das kantonale Recht zur Möglichkeit des «Abhängens» von Stromkunden?** *Le droit cantonal se prononce-t-il sur la possibilité d'abandonner des consommateurs d'électricité?*
	Gewässernutzungsgesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
6.6.	**Äussert sich das kantonale Recht zu Haftungsfragen?** *Le droit cantonal se prononce-t-il sur des questions de responsabilité?*
	Gewässernutzungsgesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
II.	**Versorgungsplanung** *Planification de l'approvisionnement*
1.	**Allgemeines** *Généralités*
	Art. 1 Abs. 2 Energiegesetz Der Kanton setzt sich im Rahmen seiner Zuständigkeit ein für eine ausreichende, breit gefächerte, sichere, wirtschaftliche und umweltverträgliche Energieversorgung sowie für einen sparsamen und rationellen Energieverbrauch. **Art. 42 – 42e Baugesetz** (Bestimmungen über den kantonalen Richtplan)

2.	**Zielsetzungsbestimmungen** *Dispositions relatives à l'objectif*
	Art. 1 Energiegesetz Dieses Gesetz ordnet die kantonale Energiepolitik. Es vollzieht die Energiegesetzgebung des Bundes. (Abs. 1) Der Kanton setzt sich im Rahmen seiner Zuständigkeit ein für eine ausreichende, breit gefächerte, sichere, wirtschaftliche und umweltverträgliche Energieversorgung sowie für einen sparsamen und rationellen Energieverbrauch. (Abs. 2) Vorbehalten bleiben die besonderen Bestimmungen des kantonalen Rechts, namentlich im Bereich der Gewässernutzung. (Abs. 3)
3.	**Planung der Elektrizitätsversorgung** *Planification de l'approvisionnement en électricité*
3.1.	**Wer ist Planungsträger?** *Qui est responsable de la planification?*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
3.2.	**Auf welcher Ebene?** *À quel niveau?*
	Makroplanung **§ 2 Energiegesetz** Die wichtigsten Grundsätze für den Vollzug dieses Gesetzes werden in einem Energiekonzept festgelegt. (Abs. 1) Das Energiekonzept enthält insbesondere Angaben über: a) die gegenwärtige Energiesituation im Kanton; b) die Ziele und Prioritäten der kantonalen Energiepolitik; c) den sinnvollen Einsatz der verschiedenen Energieträger; d) die energiepolitischen Massnahmen; e) die rechtlichen, organisatorischen und finanziellen Massnahmen. Es berücksichtigt allfällige Energiekonzepte und Sachpläne des Bundes, der Nachbarkantone, der Regionen und der Gemeinden. (Abs. 2) Bei der Erarbeitung des Konzeptes sind die interessierten Kreise anzuhören. Es ist gegebenenfalls den veränderten Verhältnissen anzupassen. (Abs. 3) Die Gemeinden können für ihr Gebiet in einem Energiekonzept die Zielsetzungen des kantonalen Energiekonzeptes ergänzen. (Abs. 4)
3.3.	**Wo und wie äussert sich das kantonale Recht zur Arbeitsteilung zwischen Kanton und Gemeinden?** *Comment le droit cantonal règle-t-il la répartition des tâches entre le canton et les communes?*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.

3.4.	**Wo und wie äussert sich das kantonale Recht zur Behandlung von Interessenkonflikten zwischen Kanton, Gemeinden und Versorgungsunternehmen (insbesondere mit Bezug auf die Frage des Ausbaus von netz- bzw. leitungsgebundenen Energiesystemen)?** *Où et comment le droit cantonal traite-t-il des conflits d'intérêts entre un canton, des communes et des entreprises d'approvisionnement (en particulier en ce qui concerne le développement des systèmes énergétiques par réseau ou par conduites)?*
	Art. 22 Abs. 1 Energiegesetz Das Verwaltungsverfahren richtet sich nach der Verordnung über die Verwaltungsrechtspflege.
III.	**Spezialregelung für kantonseigene oder konzessionnierte Wasserkraft- und Elektrizitätswerke** *Règlementation spéciale pour les centrales électriques ou les entreprises d'électricité du canton ou concessionnées*
1.	**Rechtsgrundlagen** *Bases juridiques*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
2.	**Rechtsform** *Forme juridique*

3.	**Gebiets- und Versorgungsmonopol** *Monopole d'approvisionnement et de secteur*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
4.	**Privilegierungen oder Nachteilige Verpflichtungen aus unternehmerischer Sicht?** *Privilèges ou obligations du point de vue de l'entreprise*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.

VD

I.	**«Service public»** *«Service public»*
1.	**Allgemeines** *Généralités*
1.1.	**Begriff «Service public»** *Notion de «Service public»*
1.2.	**Kantonale Bestimmungen zum «Service public»** *Dispositions cantonales relatives au «Service public»*
1.2.1.	**Legaldefinitionen und Umschreibungen des «Service public»** *Définitions légales et description du «Service public»*
	Constitution du 01.03.1885 Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. ***Art. 56 al. 2 Cst. du 22.09.2002 en vigueur dès le 14.04.2003*** *Ils (l'Etat et les communes) veillent à ce que l'approvisionnement en eau et en énergie soit suffisant, diversifié, sûr, économiquement optimal et respectueux de l'environnement.* **Pas de Loi cantonale sur l'énergie ou sur l'approvisionnement en électricité** **Pas d'ordonnance cantonale sur l'énergie ou sur l'approvisionnement en électricité** **Art. 9 Décret sur le renouvellement et l'extension des concessions de la Compagnie vaudoise des forces motrices des lacs de Joux et de l'Orbe** La CVE (Compagnie vaudoise d'électricité) est tenue de couvrir les besoins en énergie électrique des régions du canton dont les limites sont fixées par le Conseil d'Etat. **Règlement sur les mesures financières visant à favoriser une utilisation rationnelle de l'énergie** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
1.2.2.	**Kantonale Service public-Pflichten** *Obligations relatives au «Service public» contenues dans le droit cantonal*
	Pas de Loi cantonale sur l'énergie ou sur l'approvisionnement en électricité **Pas d'ordonnance cantonale sur l'énergie ou sur l'approvisionnement en électricité** **Art. 68 Règlement d'application de la loi … sur l'utilisation des lacs et cours d'eau …et de la loi … réglant l'occupation et l'exploitation des eaux souterraines …** Le Conseil d'Etat peut exiger que le concessionnaire réduise les prix de l'énergie livrée dans son réseau si, compte tenu de tous les éléments d'appréciation, ses conditions sont nettement plus onéreuses que celles faites dans les autres réseaux du canton.

2.	**Versorgungspflicht i.e.S.** *Obligation d'approvisionnement au sens étroit*
2.1.	**Energieversorgung als staatliche Aufgabe** *Approvisionnement en énergie en tant que tâche publique*
	Constitution du 01.03.1885 Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. ***Art. 56 al. 2 Cst. du 22.09.2002 en vigueur dès le 14.04.2003*** *Ils (l'Etat et les communes) veillent à ce que l'approvisionnement en eau et en énergie soit suffisant, diversifié, sûr, économiquement optimal et respectueux de l'environnement.* **Pas de Loi cantonale sur l'énergie ou sur l'approvisionnement en électricité** **Pas d'ordonnance cantonale sur l'énergie ou sur l'approvisionnement en électricité** **Loi sur l'utilisation des lacs et cours d'eau dépendant du domaine public** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Loi réglant l'occupation et l'exploitation des eaux souteraines dépendant du domaine public cantonal** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
2.2.	**Kompetenzzuteilung: Rolle des Kantons und der Gemeinden** *Attribution des compétences: rôle du canton et des communes*
	Pas de Loi cantonale sur l'énergie ou sur l'approvisionnement en électricité **Pas d'ordonnance cantonale sur l'énergie ou sur l'approvisionnement en électricité** ***Art. 56 al. 2 Cst. du 22.09.2002 en vigueur dès le 14.04.2003*** *Ils (l'Etat et les communes) veillent à ce que l'approvisionnement en eau et en énergie soit suffisant, diversifié, sûr, économiquement optimal et respectueux de l'environnement.*
2.3.	**Versorgungspflicht der Elektrizitätsunternehmen** *Obligation d'approvisionnement des entreprises d'électricité*
	Constitution du 01.03.1885 Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. ***Constitution du 22.09.2002 en vigueur dès le 14.04.2003*** *Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.* **Art. 9 Décret sur le renouvellement et l'extension des concessions de la Compagnie vaudoise des forces motrices des lacs de Joux et de l'Orbe** La CVE (Compagnie vaudoise d'électricité) est tenue de couvrir les besoins en énergie électrique des régions du canton dont les limites sont fixées par le Conseil d'Etat.
2.4.	**Bei Bestehen einer Versorgungspflicht: wie wird diese übertragen?** *Mode de transfert d'une obligation d'approvisionnement*
	Konzession
	Loi sur l'utilisation des lacs et cours d'eau dépendant du domaine public Art. 2 al. 1: Nul ne peut détourner les eaux du domaine public, ni les utiliser, sans l'autorisation préalable du Conseil d'Etat.

	Art. 4 al. 1: L'autorisation du Conseil d'Etat est accordée sous la forme d'une concession; sa durée est de huitante ans au maximum. Art. 9: Le Conseil d'Etat accorde ou refuse la concession, compte tenu de l'intérêt public, de l'utilisation rationnelle du cours d'eau et des intérêts existants. Les droits des tiers sont en tout cas réservés. (al. 2) La décision octroyant la concession est soumise au peuple si la demande en est faite par 12 000 citoyens actifs, dans le délai de trois mois dès la date de la publication dans la «Feuille des avis officiels du Canton de Vaud». (al. 3) **Art. 9 Décret sur le renouvellement et l'extension des concessions de la Compagnie vaudoise des forces motrices des lacs de Joux et de l'Orbe** La CVE (Compagnie vaudoise d'électricité) est tenue de couvrir les besoins en énergie électrique des régions du canton dont les limites sont fixées par le Conseil d'Etat.
2.5.	**Welche hauptsächlichen Folgen sind mit der Versorgungspflicht verknüpft?** *Principaux effets liés à l'obligation d'approvisionnement*
2.5.1.	**Welche Rechte und Pflichten hat der Versorger?** *Droits et obligations du fournisseur*
	Pas de Loi cantonale sur l'énergie ou sur l'approvisionnement en électricité **Pas d'ordonnance cantonale sur l'énergie ou sur l'approvisionnement en électricité** **Art. 9 Décret sur le renouvellement et l'extension des concessions de la Compagnie vaudoise des forces motrices des lacs de Joux et de l'Orbe** La CVE (Compagnie vaudoise d'électricité) est tenue de **couvrir les besoins en énergie électrique** des régions du canton dont les limites sont fixées par le Conseil d'Etat.
2.5.2.	**Geht die Versorgungspflicht mit einer Gebietszuteilung einher?** *L'obligation d'approvisionnement va-t-elle de pair avec une attribution de secteur?*
	Pas de Loi cantonale sur l'énergie ou sur l'approvisionnement en électricité **Pas d'ordonnance cantonale sur l'énergie ou sur l'approvisionnement en électricité** **Art. 9 Décret sur le renouvellement et l'extension des concessions de la Compagnie vaudoise des forces motrices des lacs de Joux et de l'Orbe** La CVE (Compagnie vaudoise d'électricité) est tenue de couvrir les besoins en énergie électrique des **régions du canton dont les limites sont fixées par le Conseil d'Etat**.
2.5.3.	**Geht die Versorgungspflicht mit einem Versorgungsmonopol einher?** *L'obligation d'approvisionnement va-t-elle de pair avec un monopole d'approvisionnement?*
	Pas de Loi cantonale sur l'énergie ou sur l'approvisionnement en électricité **Pas d'ordonnance cantonale sur l'énergie ou sur l'approvisionnement en électricité** **Décret sur le renouvellement et l'extension des concessions de la Compagnie vaudoise des forces motrices des lacs de Joux et de l'Orbe** Art. 1er lit. b ch. 3: Les buts de la compagnie (Compagnie vaudoise d'électricité) sont: … 3. distribuer l'énergie en gros ou en détail dans la partie du canton délimitée par le Conseil d'Etat

	Art. 10: Les conditions de vente de l'énergie font l'objet d'un règlement et de tarifs approuvés par le Conseil d'Etat. (al. 1) Les conditions de vente de l'énergie aux communes et sociétés de distribution font l'objet d'un tarif établi d'un commun accord entre les parties. … (al. 2) Indirekt Art. 3 al. 3 lit. d Règlement sur la commission cantonale de surveillance des entreprises électriques Elle (la commission) donne son préavis sur les questions suivantes: d) les conventions conclues entre **le concessionnaire** et les communes ou les services intercommunaux relatives au prix de l'énergie.
2.5.4.	**Werden damit hoheitliche Befugnisse übertragen?** *Une part de souveraineté est-elle ainsi transférée?*
	Pas de Loi cantonale sur l'énergie ou sur l'approvisionnement en électricité **Pas d'ordonnance cantonale sur l'énergie ou sur l'approvisionnement en électricité** **Décret sur le renouvellement et l'extension des concessions de la Compagnie vaudoise des forces motrices des lacs de Joux et de l'Orbe** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
2.5.5.	**Wird damit eine Kooperationspflicht (mit dem Kanton, mit anderen Kantonen, mit anderen Unternehmen) verknüpft?** *Un devoir de coopération (avec le canton, d'autres cantons ou d'autres entreprises) est-il lié à l'obligation d'approvisionnement?*
	Pas de Loi cantonale sur l'énergie ou sur l'approvisionnement en électricité **Pas d'ordonnance cantonale sur l'énergie ou sur l'approvisionnement en électricité** **Décret sur le renouvellement et l'extension des concessions de la Compagnie vaudoise des forces motrices des lacs de Joux et de l'Orbe** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
2.6.	**Mechanismen des kantonalen Rechts zur Sicherstellung bzw. Durchsetzung der Erfüllung der Versorgungspflicht i.e.S.** *Mécanismes du droit cantonal visant la garantie et/ou la pénétration de l'exécution de l'obligation d'approvisionnement au sens étroit*
	Pas de Loi cantonale sur l'énergie ou sur l'approvisionnement en électricité **Pas d'ordonnance cantonale sur l'énergie ou sur l'approvisionnement en électricité** **Décret sur le renouvellement et l'extension des concessions de la Compagnie vaudoise des forces motrices des lacs de Joux et de l'Orbe** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
2.7.	**Was gilt, wenn das kantonale Recht keine Versorgungspflicht vorsieht?** *Règles applicables si le droit cantonal ne prévoit pas d'obligation d'approvisionnement*
	--- (vgl. 2.3.)
3.	**Versorgungssicherheit** *Sécurité de l'approvisionnement*
3.1.	**Bestimmungen zur Sicherheit (qualitativ)** *Dispositions relatives à la sécurité qualitative*
	Pas de Loi cantonale sur l'énergie ou sur l'approvisionnement en électricité **Pas d'ordonnance cantonale sur l'énergie ou sur l'approvisionnement en électri-**

	cité **Décret sur le renouvellement et l'extension des concessions de la Compagnie vaudoise des forces motrices des lacs de Joux et de l'Orbe** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
3.2.	**Bestimmungen zur Kapazität (quantitativ)** *Dispositions relatives à la capacité*
	Pas de Loi cantonale sur l'énergie ou sur l'approvisionnement en électricité **Pas d'ordonnance cantonale sur l'énergie ou sur l'approvisionnement en électricité** **Art. 9 Décret sur le renouvellement et l'extension des concessions de la Compagnie vaudoise des forces motrices des lacs de Joux et de l'Orbe** La CVE (Compagnie vaudoise d'électricité) est tenue de couvrir les **besoins** en énergie électrique des régions du canton dont les limites sont fixées par le Conseil d'Etat.
3.3.	**Wie geht der Gesetzgeber mit möglichen Kapazitätsengpässen um?** *Comment règle-t-on la problématique des goulots d'étranglement de capacité?*
	Pas de Loi cantonale sur l'énergie ou sur l'approvisionnement en électricité **Pas d'ordonnance cantonale sur l'énergie ou sur l'approvisionnement en électricité** **Décret sur le renouvellement et l'extension des concessions de la Compagnie vaudoise des forces motrices des lacs de Joux et de l'Orbe** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
3.4.	**Andere Leistungsaufträge im Zusammenhang mit der Versorgungssicherheit** *Autres mandats de prestations en rapport avec la sécurité de l'approvisionnement*
	Pas de Loi cantonale sur l'énergie ou sur l'approvisionnement en électricité **Pas d'ordonnance cantonale sur l'énergie ou sur l'approvisionnement en électricité** **Décret sur le renouvellement et l'extension des concessions de la Compagnie vaudoise des forces motrices des lacs de Joux et de l'Orbe** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Art. 2 al. 1 lit. c Loi sur la défense civile** La défense civile consiste notamment à garantir l'approvisionnement de la population en **biens vitaux**.
3.5.	**Sieht das kantonale Recht Regelungen vor, wie diese gesetzlichen Aufträge zur Herstellung der Versorgungssicherheit sichergestellt werden?** *Le droit cantonal contient-il des règles sur la manière dont ces mandats légaux relatifs à la sécurité de l'approvisionnement sont assurés?*
	Art. 9 Décret sur le renouvellement et l'extension des concessions de la Compagnie vaudoise des forces motrices des lacs de Joux et de l'Orbe La CVE (Compagnie vaudoise d'électricité) est tenue de couvrir les **besoins** en énergie électrique des régions du canton dont les limites sont fixées par le Conseil d'Etat.

4.	**Sonderbestimmungen für bestimmte Regionen** *Dispositions spéciales pour certaines régions*
4.1.	**Differenzierte Behandlung bestimmter Regionen innerhalb des Kantons** *Traitement différencié de certaines régions dans le canton*
	Pas de Loi cantonale sur l'énergie ou sur l'approvisionnement en électricité **Pas d'ordonnance cantonale sur l'énergie ou sur l'approvisionnement en électricité** **Décret sur le renouvellement et l'extension des concessions de la Compagnie vaudoise des forces motrices des lacs de Joux et de l'Orbe** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
4.2.	**Preissolidarität oder anderweitige Ausgleichsmechanismen für bestimmte Gebietsteile: Erwähnung des Mechanismus in den Rechtsgrundlagen?** *Solidarité des prix ou autres mécanismes de compensation pour des parties de territoire déterminées: mention du mécanisme dans les bases juridiques?*
	Pas de Loi cantonale sur l'énergie ou sur l'approvisionnement en électricité **Pas d'ordonnance cantonale sur l'énergie ou sur l'approvisionnement en électricité** **Art. 10 Décret sur le renouvellement et l'extension des concessions de la Compagnie vaudoise des forces motrices des lacs de Joux et de l'Orbe** Les conditions de vente de l'énergie font l'objet d'un règlement et de tarifs approuvés par le Conseil d'Etat. (al. 1) Les conditions de vente de l'énergie aux communes et sociétés de distribution font l'objet d'un tarif établi d'un commun accord entre les parties. … (al. 2)
5.	**Anschlusspflicht und Anschlussbedingungen** *Obligation de raccordement et conditions de raccordement*
5.1	**Anschlusspflicht** *Obligation de raccordement*
	Pas de Loi cantonale sur l'énergie ou sur l'approvisionnement en électricité **Pas d'ordonnance cantonale sur l'énergie ou sur l'approvisionnement en électricité** **Règlement d'application de la Loi … sur l'utilisation des lacs et cours d'eau dépendant du domaine public et de la Loi … réglant l'occupation et l'exploitation des eaux souterraines dépendant du domaine public cantonal** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
5.2	**Anschlussbedingungen** *Conditions de raccordement*
	Pas de Loi cantonale sur l'énergie ou sur l'approvisionnement en électricité **Pas d'ordonnance cantonale sur l'énergie ou sur l'approvisionnement en électricité** **Règlement d'application de la Loi … sur l'utilisation des lacs et cours d'eau dépendant du domaine public et de la Loi … réglant l'occupation et l'exploitation des eaux souterraines dépendant du domaine public cantonal** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.

5.3	**Regelungen über die Kosten des Anschlusses** *Règles sur les frais de raccordement*
	Pas de Loi cantonale sur l'énergie ou sur l'approvisionnement en électricité **Pas d'ordonnance cantonale sur l'énergie ou sur l'approvisionnement en électricité** **Règlement d'application de la Loi … sur l'utilisation des lacs et cours d'eau dépendant du domaine public et de la Loi … réglant l'occupation et l'exploitation des eaux souterraines dépendant du domaine public cantonal** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
6.	**Kantonale Bestimmungen betreffend das Verhältnis zum Stromkunden** *Dispositions cantonales concernant les relations avec les consommateurs d'électricité*
6.1.	**Finden sich kantonale Bestimmungen zum Rechtsverhältnis zwischen Stromlieferant und Stromkunden?** *Existe-t-il des dispositions cantonales concernant le rapport de droit entre le fournisseur d'électricité et le consommateur?*
	Pas de Loi cantonale sur l'énergie ou sur l'approvisionnement en électricité **Pas d'ordonnance cantonale sur l'énergie ou sur l'approvisionnement en électricité** **Art. 10 Décret sur le renouvellement et l'extension des concessions de la Compagnie vaudoise des forces motrices des lacs de Joux et de l'Orbe** Les conditions de vente de l'énergie font l'objet d'un règlement et de tarifs approuvés par le Conseil d'Etat.
6.2.	**Wird dem Kunden eine Lieferantenauswahl gewährt?** *Le libre choix du fournisseur est-il accordé au client?*
	Pas de Loi cantonale sur l'énergie ou sur l'approvisionnement en électricité **Pas d'ordonnance cantonale sur l'énergie ou sur l'approvisionnement en électricité** **Décret sur le renouvellement et l'extension des concessions de la Compagnie vaudoise des forces motrices des lacs de Joux et de l'Orbe** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
6.3.	**Gibt das kantonale Recht Vorgaben für die Preisbedingungen?** *Le droit cantonal contient-il des normes relatives aux conditions de prix?*
	Pas de Loi cantonale sur l'énergie ou sur l'approvisionnement en électricité **Pas d'ordonnance cantonale sur l'énergie ou sur l'approvisionnement en électricité** **Art. 10 Décret sur le renouvellement et l'extension des concessions de la Compagnie vaudoise des forces motrices des lacs de Joux et de l'Orbe** Les conditions de vente de l'énergie font l'objet d'un règlement et de tarifs approuvés par le Conseil d'Etat. (al. 1) Les conditions de vente de l'énergie aux communes et sociétés de distribution font l'objet d'un tarif établi d'un commun accord entre les parties. Si celles-ci ne peuvent s'entendre, elles demandent l'avis d'un expert neutre, choisi en dehors du canton, dans les milieux de l'économie électrique. A défaut d'accord sur la personne de l'expert, celui-ci est désigné, à la demande de l'une des parties, par la Commission cantonale de surveillance des entreprises électriques. (al. 2) Le tarif, basé le cas échéant sur l'avis de l'expert, est soumis à l'approbation du

	Conseil d'Etat. En l'absence d'entente sur le tarif, le Conseil d'Etat décide. (al. 3) **Art. 3 Règlement sur la commission cantonale de surveillance des entreprises électriques** La commission agit comme organe consultatif du Conseil d'Etat. (al. 1) Elle donne son préavis sur les questions suivantes: … c) les tarifs de vente de l'énergie électrique soumis à l'approbation du Conseil d'Etat et les recours y relatifs; d) les conventions conclues entre le concessionnaire et les communes ou les services intercommunaux relatives au prix de l'énergie; e) les questions relatives à la fourniture d'énergie à des prix réduits aux services publics (hôpitaux, infirmeries, bâtiments d'instruction, éclairage public); … (al. 3) **Règlement d'application de la loi ... sur l'utilisation des lacs et cours d'eau dépendant du domaine public et de la loi … réglant l'occupation et l'exploitration des eaux souterraines dépendant du domaine public cantonal** Art. 67: Tous les tarifs de vente de l'énergie électrique, ainsi que les conventions conclues entre le concessionnaire et les communes (ou service intercommunaux) relatives aux prix de l'énergie, aux ristournes et à la délimitation des réseaux doivent être approuvés par le Conseil d'Etat. Art. 68: Le Conseil d'Etat peut exiger que le concessionnaire réduise les prix de l'énergie livrée dans son réseau si, compte tenu de tous les éléments d'appréciation, ses conditions son nettement plus onéreuses que celles faites dans les autres réseaux du canton. Art. 69: Le prix de l'énergie fournie aux services publics (hôpitaux, infirmeries, bâtiments d'instruction, éclairage public) doit être inférieur d'au moins 20% au tarif général, à l'exception de certains tarifs réduits spéciaux (eau chaude, chauffage, cuisson, etc.)
6.4.	**Gibt das kantonale Recht Vorgaben für die Ausgestaltung der Stromlieferung?** *Le droit cantonal contient-il des normes sur l'arrangement de la fourniture d'électricité?*
	Pas de Loi cantonale sur l'énergie ou sur l'approvisionnement en électricité **Pas d'ordonnance cantonale sur l'énergie ou sur l'approvisionnement en électricité** **Art. 10 Décret sur le renouvellement et l'extension des concessions de la Compagnie vaudoise des forces motrices des lacs de Joux et de l'Orbe** Les conditions de vente de l'énergie font l'objet d'un règlement et de tarifs approuvés par le Conseil d'Etat. (al. 1) Les conditions de vente de l'énergie aux communes et sociétés de distribution font l'objet d'un tarif établi d'un commun accord entre les parties. Si celles-ci ne peuvent s'entendre, elles demandent l'avis d'un expert neutre, choisi en dehors du canton, dans les milieux de l'économie électrique. A défaut d'accord sur la personne de l'expert, celui-ci est désigné, à la demande de l'une des parties, par la Commission cantonale de surveillance des entreprises électriques. (al. 2) Le tarif, basé le cas échéant sur l'avis de l'expert, est soumis à l'approbation du Conseil d'Etat. En l'absence d'entente sur le tarif, le Conseil d'Etat décide. (al. 3)

6.5.	**Äussert sich das kantonale Recht zur Möglichkeit des «Abhängens» von Stromkunden?** *Le droit cantonal se prononce-t-il sur la possibilité d'abandonner des consommateurs d'électricité?*
	Pas de Loi cantonale sur l'énergie ou sur l'approvisionnement en électricité **Pas d'ordonnance cantonale sur l'énergie ou sur l'approvisionnement en électricité** **Art. 10 al. 1 Décret sur le renouvellement et l'extension des concessions de la Compagnie vaudoise des forces motrices des lacs de Joux et de l'Orbe** Les conditions de vente de l'énergie font l'objet d'un règlement et de tarifs approuvés par le Conseil d'Etat.
6.6.	**Äussert sich das kantonale Recht zu Haftungsfragen?** *Le droit cantonal se prononce-t-il sur des questions de responsabilité?*
	Pas de Loi cantonale sur l'énergie ou sur l'approvisionnement en électricité **Pas d'ordonnance cantonale sur l'énergie ou sur l'approvisionnement en électricité** **Décret sur le renouvellement et l'extension des concessions de la Compagnie vaudoise des forces motrices des lacs de Joux et de l'Orbe** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
II.	**Versorgungsplanung** *Planification de l'approvisionnement*
1.	**Allgemeines** *Généralités*
	Der Kanton VD hat kein Energiegesetz **Art. 25 - 34 Loi sur l'aménagement du territoire et les constructions** (Bestimmungen über den kantonalen Richtplan) **Art. 25 – 32 & 39 – 42 Loi sur l'aménagement du territoire et les constructions** (Bestimmungen über den regionalen Richtplan) **Art. 25 – 32 & 35 – 38 Loi sur l'aménagement du territoire et les constructions** (Bestimmungen über den kommunalen Richtplan)
2.	**Zielsetzungsbestimmungen** *Dispositions relatives à l'objectif*
	Décret portant adoption du plan directeur cantonal Art. 2: Les éléments de ce plan qui lient les autorités sont: - les objectifs, … Objectifs 5.2. Approvisionnement en énergie 5.2.a: Promouvoir une exploitation rationnelle et une utilisation parcimonieuse de l'énergie. 5.2.b: Valoriser les ressources énergétiques indigènes encore peu ou mal exploitées en encourageant la recherche appliquée et l'expérimentation. 5.2.c: Consolider les structures d'approvisionnement et de distribution d'énergie cantonales, régionales et communales afin de garantir une couverture sûre et suffisante des besoins. Tenir compte des nécessités de la protection de l'environnement et des sites.

3.	**Planung der Elektrizitätsversorgung** *Planification de l'approvisionnement en électricité*
3.1.	**Wer ist Planungsträger?** *Qui est responsable de la planification?*
	Constitution Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Der Kanton VD hat weder ein Energiegesetz noch ein Elektrizitäts (versorgungs) gesetz**
3.2.	**Auf welcher Ebene?** *À quel niveau?*
	Keine Planung Der Kanton VD hat weder ein Energiegesetz noch ein Elektrizitäts (versorgungs) gesetz ***Makroplanung*** ***Indirectement art. 56 al. 2 Constitution du 22.09.2002 en vigueur dès le 14.04.2003*** *Ils (l'Etat et les communes) veillent à ce que l'approvisionnement en eau et en énergie soit **suffisant**, diversifié, **sûr**, économiquement optimal et respectueux de l'environnement.*
3.3.	**Wo und wie äussert sich das kantonale Recht zur Arbeitsteilung zwischen Kanton und Gemeinden?** *Comment le droit cantonal règle-t-il la répartition des tâches entre le canton et les communes?*
	Der Kanton VD hat weder ein Energiegesetz noch ein Elektrizitäts (versorgungs) gesetz
3.4.	**Wo und wie äussert sich das kantonale Recht zur Behandlung von Interessenkonflikten zwischen Kanton, Gemeinden und Versorgungsunternehmen (insbesondere mit Bezug auf die Frage des Ausbaus von netz- bzw. leitungsgebundenen Energiesystemen)?** *Où et comment le droit cantonal traite-t-il des conflits d'intérêts entre un canton, des communes et des entreprises d'approvisionnement (en particulier en ce qui concerne le développement des systèmes énergétiques par réseau ou par conduites)?*
	Der Kanton VD hat weder ein Energiegesetz noch ein Elektrizitäts (versorgungs) gesetz **Loi sur l'aménagement du territoire et les constructions** Art. 49: L'équipement est défini par la loi fédérale sur l'aménagement du territoire. (al. 1) Une zone à bâtir ne peut être prévue que si les équipements sont réalisables sans frais disproportionnés. (al. 2) La commune prévoit dans le périmètre des zones à bâtir un programme échelonnant dans le temps la réalisation des équipements. La municipalité peut fixer les conditions techniques du raccordement aux installations publiques. (al. 3) La commune peut faire passer sur les fonds d'autrui les égouts et les conduites souterraines d'eau, de gaz, d'électricité et autres conduites semblables, moyennant indemnisation des propriétaires. La loi sur l'expropriation est applicable. (al. 4) Art. 49a: Si la commune n'équipe pas les terrains situés en zone à bâtir dans les délais prévus par le programme d'équipement, les propriétaires fonciers peuvent faire valoir le droit à l'équipement auprès de la municipalité. (al. 1) La municipalité statue sur la demande et notifie sa décision au requérant en précisant en outre la voie et le délai de recours. (al. 2) Si le droit à l'équipement est reconnu définitivement, le requérant peut équiper lui-même les terrains sur la base des plans approuvés par l'autorité compétente ou faire l'avance des frais d'équipement. (al. 3) En cas d'avance des frais, la part de la commune est exigible dès le moment où les installations d'équipement sont réalisées. (al. 4)

III.	**Spezialregelung für kantonseigene oder konzessionnierte Wasserkraft- und Elektrizitätswerke** *Règlementation spéciale pour les centrales électriques ou les entreprises d'électricité du canton ou concessionnées*
1.	**Rechtsgrundlagen** *Bases juridiques*
	Indirectement Décret sur le renouvellement et l'extension des concessions de la Compagnie vaudoise des forces motrices des lacs de Joux et d'Orbe Art. 1 lit. e: L'administration est assurée par un conseil d'administration de quinze à vingt et un membres, dont la majorité est désignée par le Conseil d'Etat. Les autres membres sont nommés par l'assemblée des actionnaires. ... Art. 2: L'Etat de VD dispose d'un droit de souscription de quarante pour cent du capital social. (al. 1) Les communes vaudoises disposent d'un droit de souscription de trente pour cent du capital social. ... (al. 2)
2.	**Rechtsform** *Forme juridique*
	Société anonyme
3.	**Gebiets- und Versorgungsmonopol** *Monopole d'approvisionnement et de secteur*
	Indirectement Décret sur le renouvellement et l'extension des concessions de la Compagnie vaudoise des forces motrices des lacs de Joux et d'Orbe Art. 9: La CVE est tenue de couvrir les besoins en énergie électrique des régions du canton dont les limites sont fixées par le Conseil d'Etat. Art. 10 al. 2: Les conditions de vente de l'énergie aux communes et sociétés de distribution font l'objet d'un tarif établi d'un commun accord entre les parties.
4.	**Privilegierungen oder Nachteilige Verpflichtungen aus unternehmerischer Sicht?** *Privilèges ou obligations du point de vue de l'entreprise*
	Décret sur le renouvellement et l'extension des concessions de la Compagnie vaudoise des forces motrices des lacs de Joux et d'Orbe Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.

VS

I.	**«Service public»** *«Service public»*
1.	**Allgemeines** *Généralités*
1.1	**Begriff «Service public»** *Notion de «Service public»*
1.2	**Kantonale Bestimmungen zum «Service public»** *Dispositions cantonales relatives au «Service public»*
1.2.1.	**Legaldefinitionen und Umschreibungen des «Service public»** *Définitions légales et description du «Service public»*
	Verfassung Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Art. 83 Abs. 1 Gesetz über die Nutzbarmachung der Wasserkräfte** Jedes Unternehmen, dem für die Stromversorgung ein Sonderrecht zukommt, ist verpflichtet, sämtliche Bezüger seines Kreises nach Massgabe seiner Möglichkeiten und zu normalen Bedingungen mit Strom zu versorgen.
1.2.2.	**Kantonale Service public-Pflichten** *Obligations relatives au «Service public» contenues dans le droit cantonal*
	Art. 89 Abs. 1 Gesetz über die Nutzbarmachung der Wasserkräfte Die Gesellschaft (Walliser Elektrizitätsgesellschaft AG) bezweckt namentlich: *a)* die für den Eigenbedarf des Kantons notwendige Energiereserve, in Ergänzung der bestehenden Disponibilitäten, sicherzustellen; b) ... *c)* Transportnetze zu schaffen und zu bewirtschaften, welche erlauben, die gesamten Regionen des Kantons mit Energie zu versorgen, Energie ausserhalb der Kantonsgrenzen auszuführen und auszutauschen; *d)* die Versorgung der regionalen Verteilnetze sicherzustellen und zu koordinieren, in Ergänzung der ihnen zur Verfügung stehenden Energie; *e)* die Organisation der Feinverteilung auf Kantonsgebiet und die Bildung von regionalen Verteilgesellschaften mittels Zusammenschluss von Gemeinde-Elektrizitätswerken zu fördern; f) ...
2.	**Versorgungspflicht i.e.S.** *Obligation d'approvisionnement au sens étroit*
2.1.	**Energieversorgung als staatliche Aufgabe** *Approvisionnement en énergie en tant que tâche publique*
	Verfassung Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Gesetz über die Nutzbarmachung der Wasserkräfte** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energiespargesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.

	Art. 6 lit. m Gesetz über die Gemeindeordnung Unter Vorbehalt der kantonalen und eidgenössischen Gesetzgebung besitzt die Einwohnergemeinde namentlich folgende *Befugnisse*: m) die Energieversorgung
2.2.	**Kompetenzzuteilung: Rolle des Kantons und der Gemeinden** *Attribution des compétences: rôle du canton et des communes*
	Art. 6 Gesetz über die Gemeindeordnung Unter Vorbehalt der kantonalen und eidgenössischen Gesetzgebung besitzt die Einwohnergemeinde namentlich folgende Befugnisse: m) die Energieversorgung
2.3.	**Versorgungspflicht der Elektrizitätsunternehmen** *Obligation d'approvisionnement des entreprises d'électricité*
	Verfassung Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Gesetz über die Nutzbarmachung der Wasserkräfte** Art. 83 Abs. 1: Jedes Unternehmen, dem für die Stromversorgung ein Sonderrecht zukommt, ist verpflichtet, sämtliche Bezüger seines Kreises nach Massgabe seiner Möglichkeiten und zu normalen Bedingungen mit Strom zu versorgen. Art. 89 Abs. 1 lit. d: Die Gesellschaft (Walliser Elektrizitätsgesellschaft) bezweckt namentlich: *d)* die Versorgung der regionalen Verteilnetze sicherzustellen und zu koordinieren, in Ergänzung der ihnen zur Verfügung stehenden Energie.
2.4.	**Bei Bestehen einer Versorgungspflicht: wie wird diese übertragen?** *Mode de transfert d'une obligation d'approvisionnement*
	Konzession
	Gesetz über die Nutzbarmachung der Wasserkräfte Art. 1 Abs. 1 lit. a: Dieses Gesetz regelt die Nutzbarmachung der Wasserkräfte im Kanton und bezweckt insbesondere die rationelle Nutzbarmachung der im Kanton vorhandenen Wasserkräfte, indem sie eine optimale kantonale Energieversorgung sichert und die Interessen der Volkswirtschaft und des Umweltschutzes wahrt; ... Art. 7: Die verfügungsberechtigten Gemeinwesen können das Recht zur Nutzung der Wasserkräfte öffentlicher Gewässer durch Erteilung einer Wasserrechtskonzession einem Dritten verleihen. Art. 9: Das Recht, die kantonalen Wasserkräfte zu nutzen, wird vom Staatsrat auf Antrag des zuständigen Departementes verliehen und vom Grossen Rat ratifiziert. (Abs. 1) Das Recht, die kommunalen Wasserkräfte zu nutzen, wird vom Gemeinderat mit der Zustimmung der Urversammlung oder des Generalrates verliehen. Die von den Gemeinden erteilten Konzessionen bedürfen zu ihrer Gültigkeit der Genehmigung des Staatsrates. (Abs. 2) Die Rechte Dritter sowie die Artikel 8 und 38 Absatz 2 und 3 WRG bleiben vorbehalten. (Abs. 3) Art. 25 & 26 (betr. Inhalt der Konzession)

2.5.	**Welche hauptsächlichen Folgen sind mit der Versorgungspflicht verknüpft?** *Principaux effets liés à l'obligation d'approvisionnement*
2.5.1.	**Welche Rechte und Pflichten hat der Versorger?** *Droits et obligations du fournisseur*
	Art. 83 Abs. 1 Gesetz über die Nutzbarmachung der Wasserkräfte Jedes Unternehmen, dem für die Stromverteilung ein Sonderrecht zukommt, ist verpflichtet, sämtliche Bezüger seines Kreises nach Massgabe seiner Möglichkeiten und zu normalen Bedingungen mit Strom zu versorgen.
2.5.2.	**Geht die Versorgungspflicht mit einer Gebietszuteilung einher?** *L'obligation d'approvisionnement va-t-elle de pair avec une attribution de secteur?*
	Art. 83 Abs. 1 Gesetz über die Nutzbarmachung der Wasserkräfte Jedes Unternehmen, dem für die Stromverteilung ein Sonderrecht zukommt, ist verpflichtet, sämtliche Bezüger **seines Kreises** nach Massgabe seiner Möglichkeiten und zu normalen Bedingungen mit Strom zu versorgen.
2.5.3.	**Geht die Versorgungspflicht mit einem Versorgungsmonopol einher?** *L'obligation d'approvisionnement va-t-elle de pair avec un monopole d'approvisionnement?*
	Art. 83 Abs. 1 Gesetz über die Nutzbarmachung der Wasserkräfte Jedes Unternehmen, dem für die Stromverteilung ein Sonderrecht zukommt, ist verpflichtet, sämtliche Bezüger seines Kreises nach Massgabe seiner Möglichkeiten und zu normalen Bedingungen mit Strom zu versorgen.
2.5.4.	**Werden damit hoheitliche Befugnisse übertragen?** *Une part de souveraineté est-elle ainsi transférée?*
	Gesetz über die Nutzbarmachung der Wasserkräfte Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
2.5.5.	**Wird damit eine Kooperationspflicht (mit dem Kanton, mit anderen Kantonen, mit anderen Unternehmen) verknüpft?** *Un devoir de coopération (avec le canton, d'autres cantons ou d'autres entreprises) est-il lié à l'obligation d'approvisionnement?*
	Gesetz über die Nutzbarmachung der Wasserkräfte Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
2.6.	**Mechanismen des kantonalen Rechts zur Sicherstellung bzw. Durchsetzung der Erfüllung der Versorgungspflicht i.e.S.** *Mécanismes du droit cantonal visant la garantie et/ou la pénétration de l'exécution de l'obligation d'approvisionnement au sens étroit*
	Gesetz über die Nutzbarmachung der Wasserkräfte Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
2.7.	**Was gilt, wenn das kantonale Recht keine Versorgungspflicht vorsieht?** *Règles applicables si le droit cantonal ne prévoit pas d'obligation d'approvisionnement*
	--- (vgl. 2.3.)
3.	**Versorgungssicherheit** *Sécurité de l'approvisionnement*
3.1.	**Bestimmungen zur Sicherheit (qualitativ)** *Dispositions relatives à la sécurité qualitative*
	Gesetz über die Nutzbarmachung der Wasserkräfte Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.

3.2.	**Bestimmungen zur Kapazität (quantitativ)** *Dispositions relatives à la capacité*
	Gesetz über die Nutzbarmachung der Wasserkräfte Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
3.3.	**Wie geht der Gesetzgeber mit möglichen Kapazitätsengpässen um?** *Comment règle-t-on la problématique des goulots d'étranglement de capacité?*
	Gesetz über die Nutzung der Wasserkräfte Art. 82 Abs. 1: Um durch Stromaustausch eine zweckmässige Ausnutzung der Energie zu sichern und Stromunterbrüche zu verhindern, kann der Staatsrat den Zusammenschluss der Leitungsnetze mehrerer Elektrizitätsunternehmen anordnen oder vorbehalten. Art. 86 Abs. 2: Bei ernsten Versorgungsstörungen im Wallis ist der Staatsrat ermächtigt, die entsprechenden Massnahmen zu ergreifen und die Ausfuhr von aus einheimischen Wasserkräften erzeugter Energie in andere Kantone zu beschränken. Die Befugnisse der Bundesbehörden bleiben vorbehalten (Art. 9 WRG).
3.4.	**Andere Leistungsaufträge im Zusammenhang mit der Versorgungssicherheit** *Autres mandats de prestations en rapport avec la sécurité de l'approvisionnement*
	Art. 86 Abs. 2 Gesetz über die Nutzbarmachung der Wasserkräfte Bei ernsten Versorgungsstörungen im Wallis ist der Staatsrat ermächtigt, die entsprechenden Massnahmen zu ergreifen und die Ausfuhr von aus einheimischen Wasserkräften erzeugter Energie in andere Kantone zu beschränken. Die Befugnisse der Bundesbehörden bleiben vorbehalten (Art. 9 WRG). **Beschluss betreffend die Organisation der Kriegswirtschaft auf kantonaler Ebene** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
3.5.	**Sieht das kantonale Recht Regelungen vor, wie diese gesetzlichen Aufträge zur Herstellung der Versorgungssicherheit sichergestellt werden?** *Le droit cantonal contient-il des règles sur la manière dont ces mandats légaux relatifs à la sécurité de l'approvisionnement sont assurés?*
	Gesetz über die Nutzbarmachung der Wasserkräfte Art. 82 Abs. 1: Um durch Stromaustausch eine zweckmässige Ausnutzung der Energie zu sichern und Stromunterbrüche zu verhindern, kann der Staatsrat den Zusammenschluss der Leitungsnetze mehrerer Elektrizitätsunternehmen anordnen oder vorbehalten. Art. 86 Abs. 2: Bei ernsten Versorgungsstörungen im Wallis ist der Staatsrat ermächtigt, die entsprechenden Massnahmen zu ergreifen und die Ausfuhr von aus einheimischen Wasserkräften erzeugter Energie in andere Kantone zu beschränken. Die Befugnisse der Bundesbehörden bleiben vorbehalten (Art. 9 WRG).
4.	**Sonderbestimmungen für bestimmte Regionen** *Dispositions spéciales pour certaines régions*
4.1.	**Differenzierte Behandlung bestimmter Regionen innerhalb des Kantons** *Traitement différencié de certaines régions dans le canton*
	Gesetz über die Nutzbarmachung der Wasserkräfte Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.

4.2.	**Preissolidarität oder anderweitige Ausgleichsmechanismen für bestimmte Gebietsteile: Erwähnung des Mechanismus in den Rechtsgrundlagen?** *Solidarité des prix ou autres mécanismes de compensation pour des parties de territoire déterminées: mention du mécanisme dans les bases juridiques?*
	Art. 83 Abs. 1 Gesetz über die Nutzbarmachung der Wasserkräfte Jedes Unternehmen, dem für die Stromverteilung ein Sonderrecht zukommt, ist verpflichtet, sämtliche Bezüger seines Kreises nach Massgabe seiner Möglichkeiten und zu normalen Bedingungen mit Strom zu versorgen.
5.	**Anschlusspflicht und Anschlussbedingungen** *Obligation de raccordement et conditions de raccordement*
5.1	**Anschlusspflicht** *Obligation de raccordement*
	Gesetz über die Nutzbarmachung der Wasserkräfte Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energiespargesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Reglement zum kantonalen Energiespargesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
5.2	**Anschlussbedingungen** *Conditions de raccordement*
	Gesetz über die Nutzbarmachung der Wasserkräfte Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energiespargesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Reglement zum kantonalen Energiespargesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
5.3	**Regelungen über die Kosten des Anschlusses** *Règles sur les frais de raccordement*
	Gesetz über die Nutzbarmachung der Wasserkräfte Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energiespargesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Reglement zum kantonalen Energiespargesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
6.	**Kantonale Bestimmungen betreffend das Verhältnis zum Stromkunden** *Dispositions cantonales concernant les relations avec les consommateurs d'électricité*
6.1.	**Finden sich kantonale Bestimmungen zum Rechtsverhältnis zwischen Stromlieferant und Stromkunden?** *Existe-t-il des dispositions cantonales concernant le rapport de droit entre le fournisseur d'électricité et le consommateur?*
	Art. 83 Abs. 1 Gesetz über die Nutzbarmachung der Wasserkräfte Jedes Unternehmen, dem für die Stromverteilung ein Sonderrecht zukommt, ist verpflichtet, sämtliche Bezüger seines Kreises nach Massgabe seiner Möglichkeiten und zu normalen Bedingungen mit Strom zu versorgen.

6.2.	**Wird dem Kunden eine Lieferantenauswahl gewährt?** *Le libre choix du fournisseur est-il accordé au client?*
	Gesetz über die Nutzbarmachung der Wasserkräfte Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
6.3	**Gibt das kantonale Recht Vorgaben für die Preisbedingungen?** *Le droit cantonal contient-il des normes relatives aux conditions de prix?*
	Gesetz über die Nutzbarmachung der Wasserkräfte Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
6.4.	**Gibt das kantonale Recht Vorgaben für die Ausgestaltung der Stromlieferung?** *Le droit cantonal contient-il des normes sur l'arrangement de la fourniture d'électricité?*
	Art. 83 Abs.1 Gesetz über die Nutzbarmachung der Wasserkräfte Jedes Unternehmen, dem für die Stromverteilung ein Sonderrecht zukommt, ist verpflichtet, sämtliche Bezüger seines Kreises nach Massgabe seiner Möglichkeiten und zu normalen Bedingungen mit Strom zu versorgen.
6.5.	**Äussert sich das kantonale Recht zur Möglichkeit des «Abhängens» von Stromkunden?** *Le droit cantonal se prononce-t-il sur la possibilité d'abandonner des consommateurs d'électricité?*
	Gesetz über die Nutzbarmachung der Wasserkräfte Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
6.6.	**Äussert sich das kantonale Recht zu Haftungsfragen?** *Le droit cantonal se prononce-t-il sur des questions de responsabilité?*
	Gesetz über die Nutzbarmachung der Wasserkräfte Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
II.	**Versorgungsplanung** *Planification de l'approvisionnement*
1.	**Allgemeines** *Généralités*
	Art. 4 Energiespargesetz In Zusammenarbeit mit den Munizipalgemeinden und den Gemeindevereinigungen erstellt der Kanton für jede Gemeinde eine jährliche Energiebilanz und macht Schätzungen über die Entwicklung von Angebot und Nachfrage. (Abs. 1) Unternehmungen auf dem Energiesektor, welche ihre Tätigkeit im Kanton ausüben, sowie die öffentlichen und privaten Grossverbraucher, sind verpflichtet, die notwendigen Auskünfte und Dokumente auszuhändigen. (Abs. 2) Die Energiebilanzen werden nach einheitlichen Grundsätzen erstellt und jährlich veröffentlicht. (Abs. 3) Die Verwaltungen sind an das Amtsgeheimnis gebunden. (Abs. 4) **Art. 6 – 9 Gesetz zur Ausführung des Bundesgesetzes über die Raumplanung** (Bestimmungen über den kantonalen Richtplan)
2.	**Zielsetzungsbestimmungen** *Dispositions relatives à l'objectif*
	Art. 3 Abs. 1 lit. G Beschluss über die Raumplanungsziele Für die verschiedenen Sachbereiche gelten folgende Raumplanungsziele: (...) G. Versorgung G. 1.: Schaffen von günstigen Bedingungen zur Sicherstellung der Energieproduk-

	tion im Hinblick auf die Erfüllung der Bedürfnisse der Bevölkerung und der Wirtschaft unter Bevorzugung der erneuerbaren Energieträger.
3.	**Planung der Elektrizitätsversorgung** *Planification de l'approvisionnement en électricité*
3.1.	**Wer ist Planungsträger?** *Qui est responsable de la planification?*
	Energiespargesetz Art. 5: Der **Staatsrat** berichtet im Rahmen der Richtlinien der Regierungspolitik und des Finanzplanes periodisch über das Ergebnis und die Prioritäten der kantonalen Energiesparpolitik. Die Richtlinien tragen der eidgenössischen Energiepolitik und den kommunalen und regionalen Energiekonzepten Rechnung. Art. 6: Die **Gemeinden** können für ihr Gebiet oder gemeinsam für ein mehrere Gemeinden umfassendes Energieversorgungsgebiet Energiekonzepte aufstellen. Die Träger der Energieversorgung sind beizuziehen. (Abs. 1) Diese Energiekonzepte stellen die Mittel und Wege dar, wie der Energiebedarf der betreffenden Gemeinden oder Gemeindevereinigungen unter bestmöglicher Wahrung der Zielsetzungen dieses Gesetzes gedeckt werden kann. Die Energiekonzepte sind dem Staatsrat zur Kenntnis zu bringen. (Abs. 2)
3.2.	**Auf welcher Ebene?** *À quel niveau?*
	Makroplanung **Art. 4 Abs. 1 Energiespargesetz** In Zusammenarbeit mit den Munizipalgemeinden und den Gemeindevereinigungen erstellt der Kanton für jede Gemeinde eine jährliche Energiebilanz und macht Schätzungen über die Entwicklung von Angebot und Nachfrage. (Abs. 1) Unternehmungen auf dem Energiesektor, welche ihre Tätigkeit im Kanton ausüben, sowie die öffentlichen und privaten Grossverbraucher, sind verpflichtet, die notwendigen Auskünfte und Dokumente auszuhändigen. (Abs. 2) Die Energiebilanzen werden nach einheitlichen Grundsätzen erstellt und jährlich veröffentlicht. (Abs. 3) Die Verwaltungen sind an das Amtsgeheimnis gebunden. (Abs. 4)
3.3.	**Wo und wie äussert sich das kantonale Recht zur Arbeitsteilung zwischen Kanton und Gemeinden?** *Comment le droit cantonal règle-t-il la répartition des tâches entre le canton et les communes?*
	Energiespargesetz Art. 4 al. 1: In Zusammenarbeit mit den Munizipalgemeinden und den Gemeindevereinigungen erstellt der Kanton für jede Gemeinde eine jährliche Energiebilanz und macht Schätzungen über die Entwicklung von Angebot und Nachfrage. Art. 6: Die Gemeinden können für ihr Gebiet oder gemeinsam für ein mehrere Gemeinden umfassendes Energieversorgungsgebiet Energiekonzepte aufstellen. Die Träger der Energieversorgung sind beizuziehen. (Abs. 1) Diese Energiekonzepte stellen die Mittel und Wege dar, wie der Energiebedarf der betreffenden Gemeinden oder Gemeindevereinigungen unter bestmöglicher Wahrung der Zielsetzungen dieses Gesetzes gedeckt werden kann. Die Energiekonzepte sind dem Staatsrat zur Kenntnis zu bringen. (Abs. 2)

3.4.	**Wo und wie äussert sich das kantonale Recht zur Behandlung von Interessenkonflikten zwischen Kanton, Gemeinden und Versorgungsunternehmen (insbesondere mit Bezug auf die Frage des Ausbaus von netz- bzw. leitungsgebundenen Energiesystemen)?** *Où et comment le droit cantonal traite-t-il des conflits d'intérêts entre un canton, des communes et des entreprises d'approvisionnement (en particulier en ce qui concerne le développement des systèmes énergétiques par réseau ou par conduites)?*
	Energiespargesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Gesetz zur Ausführung de Bundesgesetzes über die Raumplanung** Art. 14: Die Gemeinden bestimmen den Grad der Erschliessung jeder Zone und erstellen eine Übersicht über den Stand der Erschliessung bei der Anpassung der Zonennutzungspläne. (Abs. 1) Der Gemeinderat erstellt das Erschliessungsprogramm in Form eines öffentlichen Dokumentes, welches ihn bindet, ohne jedoch den Eigentümern Rechte zu gewähren oder Verpflichtungen aufzuerlegen. Er aktualisiert es bei Bedarf, namentlich unter Massgabe der Nachfrage nach Bauland und bei jeder Anpassung des Zonennutzungsplanes. (Abs. 2) Die Gemeinden erschliessen die Bauzonen innert der im Erschliessungsprogramm vorgesehenen Frist und können zu diesem Zweck, soweit erforderlich, Landumlegungen, Grenzregulierungen und die Errichtung, Umwandlung oder Ablösung von Dienstbarkeiten beschliessen. (Abs. 3) Die Realisierung der Erschliessung wird durch die Spezialgesetzgebung geregelt. Die Verfahren müssen innert einer mit dem Erschliessungsprogramm vereinbaren Frist eröffnet werden und gegebenenfalls die Aufforderung der Grundeigentümer zur Beitragsleistung ermöglichen. (Abs. 4) Art. 37: Die Entscheide des Gemeinderates und der Urversammlung unterliegen der Beschwerde an den Staatsrat. (Abs. 1) Zur Beschwerde berechtigt sind Personen, welche ihre Einsprache aufrechterhalten und solche, die durch allfällige Änderungen durch die Urversammlung an Nutzungszonenplänen und Reglementen berührt sind und ein schutzwürdiges Interesse an deren Aufhebung oder Änderung haben. (Abs. 2) Die Beschwerde muss innert 30 Tagen nach der Veröffentlichung der Entscheide der Urversammlung im Amtsblatt erfolgen. Die durch das Gesetz über die Wahlen und Abstimmungen vorgesehenen Beschwerdefristen bleiben vorbehalten (Gültigkeit der Abstimmung). (Abs. 3) Der Staatsrat entscheidet mit voller Kognition (Art. 33, Abs. 3, Bst. b RPG). Sein Entscheid unterliegt der Beschwerde an das Kantonsgericht, dieses beschränkt sich auf die Prüfung der Rechtmässigkeit. (Abs. 4)
III.	**Spezialregelung für kantonseigene oder konzessionnierte Wasserkraft- und Elektrizitätswerke** *Règlementation spéciale pour les centrales électriques ou les entreprises d'électricité du canton ou concessionnées*
1.	**Rechtsgrundlagen** *Bases juridiques*
	Art. 88 Gesetz über die Nutzbarmachung der Wasserkräfte Die «Walliser Elektrizitätsgesellschaft AG» ist eine gemischtwirtschaftliche Aktiengesellschaft des Privatrechts im Sinne der Bestimmungen des schweizerischen Obligationenrechts (Art. 762 Abs. 2).
2.	**Rechtsform** *Forme juridique*
	Gemischtwirtschaftliche Aktiengesellschaft (Art. 762 Abs. 2 Obligationenrecht)
3.	**Gebiets- und Versorgungsmonopol** *Monopole d'approvisionnement et de secteur*
	Art. 83 Abs. 1 Gesetz über die Nutzbarmachung der Wasserkräfte Jedes Unternehmen, dem für die Stromverteilung ein Sonderrecht zukommt, ist verpflichtet, sämtliche Bezüger seines Kreises nach Massgabe seiner Möglichkeiten und zu normalen Bedingungen mit Strom zu versorgen.

4.	**Privilegierungen oder Nachteilige Verpflichtungen aus unternehmerischer Sicht?** *Privilèges ou obligations du point de vue de l'entreprise*
	Art. 93bis Gesetz über die Nutzbarmachung der Wasserkräfte Hinsichtlich einer Kompensation der Lasten, die sich aus den in Artikel 89 festgelegten öffentlichen Interessen ergeben, kann der Kanton der Walliser Elektrizitätsgesellschaft AG Garantien in Form von Solidarbürgschaften für ihre gegenüber Dritten eingegangenen Verpflichtungen gewähren, falls sich diese Massnahmen zur Sicherung des finanziellen Gleichgewichts der Gesellschaft als notwendig erweisen. (Abs. 1) Die Gewährung der Bürgschaften liegt in der ausschliesslichen und unbeschränkten Kompetenz des Grossen Rates. (Abs. 2)

ZG

I.	**«Service public»** *«Service public»*
1.	**Allgemeines** *Généralités*
1.1.	**Begriff «Service public»** *Notion de «Service public»*
1.2.	**Kantonale Bestimmungen zum «Service public»** *Dispositions cantonales relatives au «Service public»*
1.2.1.	**Legaldefinitionen und Umschreibungen des «Service public»** *Définitions légales et description du «Service public»*
	Verfassung Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **§ 1, 2. Satz Energiegesetz** Es (das Energiegesetz) fördert die **Sicherheit der Energieversorgung**.
1.2.2.	**Kantonale Service public-Pflichten** *Obligations relatives au «Service public» contenues dans le droit cantonal*
	§ 2 Energiegesetz Soweit die Gemeinden keine eigenen leitungsgebundene Energieverteilnetze unterhalten, lassen sie öffentlich-rechtliche Anstalten oder Dritte dieses Aufgabe erfüllen und erteilen die dafür notwendigen Konzessionen **§ 4 Vertrag ... betreffend Gründung der Gesellschaft der Nordostschweizerischen Kraftwerke A.G.** Die Nordostschweizerischen Kraftwerke sind verpflichtet, in den beteiligten Kantonen die elektrische Energie unter gleichen Verhältnissen zu den gleichen Bedingungen abzugeben, vorbehältlich der bestehenden Verträge und Konzessionen. (Abs. 1) Die beteiligten Kantone verpflichten sich, die gesamte elektrische Energie für ihre staatlichen Kraftversorgungen von den Nordostschweizerischen Kraftwerken zu beziehen, so lange diese in der Lage sind, zu annehmbaren Bedingungen Kraft zu liefern. Dabei hat es die Meinung, dass die Bedingungen, zu denen die beteiligten Kantone von den Kraftwerken Strom beziehen, unter keinen Umständen ungünstiger sein dürfen, als diejenigen, zu welchen sie bei Abschluss dieses Vertrages ihren Energiebedarf decken. (Abs. 2)
2.	**Versorgungspflicht i.e.S.** *Obligation d'approvisionnement au sens étroit*
2.1.	**Energieversorgung als staatliche Aufgabe** *Approvisionnement en énergie en tant que tâche publique*
	Verfassung Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.

2.2.	**Kompetenzzuteilung: Rolle des Kantons und der Gemeinden** *Attribution des compétences: rôle du canton et des communes*
	§ 2 Energiegesetz Soweit die Gemeinden keine eigenen leitungsgebundenen Energieverteilnetze unterhalten, lassen sie öffentlich-rechtliche Anstalten oder Dritte diese Aufgabe erfüllen und erteilen die dafür notwendigen Konzessionen. (Abs. 1) Bei Anlagen, die sich über das Gebiet einer Gemeinde hinaus erstrecken, sind die Interessen der beteiligten Gemeinden aufeinander abzustimmen. Kommt keine Einigung zustande, entscheidet der Regierungsrat. (Abs. 2)
2.3.	**Versorgungspflicht der Elektrizitätsunternehmen** *Obligation d'approvisionnement des entreprises d'électricité*
	Verfassung Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Vollziehungsverordnung zum Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Verordnung zur vorläufigen Einführung des Eidgenössischen Energiegesetzes** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **§ 4 Abs. 1 Vertrag ... betreffend Gründung der Gesellschaft der Nordostschweizerischen Kraftwerke A.G.** Die Nordostschweizerischen Kraftwerke sind verpflichtet, in den beteiligten Kantonen die elektrische Energie unter gleichen Verhältnissen zu den gleichen Bedingungen abzugeben, vorbehältlich der bestehenden Verträge und Konzessionen.
2.4.	**Bei Bestehen einer Versorgungspflicht: wie wird diese übertragen?** *Mode de transfert d'une obligation d'approvisionnement*
	Konzession
	Gesetz über die Gewässer § 38 lit. a: Einer kantonalen Konzession bedürfen die Nutzung der Wasserkraft eines öffentlichen Gewässers. § 39 Abs. 1: Der Regierungsrat ist Konzessionsbehörde beim Wasserbezug für Kraft- und Pumpspeicherwerke. § 43 & 44 (betr. Inhalt der Konzession)
2.5.	**Welche hauptsächlichen Folgen sind mit der Versorgungspflicht verknüpft?** *Principaux effets liés à l'obligation d'approvisionnement*
2.5.1.	**Welche Rechte und Pflichten hat der Versorger?** *Droits et obligations du fournisseur*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Vollziehungsverordnung zum Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **§ 4 Vertrag ... betr. Gründung der Gesellschaft der Nordostschweizerischen Kraftwerke A.G.** Die Nordostschweizerischen Kraftwerke sind verpflichtet, in den beteiligten Kan-

	tonen die elektrische Energie unter gleichen Verhältnissen zu den gleichen Bedingungen abzugeben, vorbehältlich der bestehenden Verträge und Konzessionen. (Abs. 1) Die beteiligten Kantone verpflichten sich, die gesamte elektrische Energie für ihre staatlichen Kraftversorgungen von den Nordostschweizerischen Kraftwerken zu beziehen, so lange diese in der Lage sind, zu annehmbaren Bedingungen Kraft zu liefern. ... (Abs. 2)
2.5.2.	**Geht die Versorgungspflicht mit einer Gebietszuteilung einher?** *L'obligation d'approvisionnement va-t-elle de pair avec une attribution de secteur?*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Vollziehungsverordnung zum Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Vertrag … betr. Gründung der Gesellschaft der Nordostschweizerischen Kraftwerke A.G.** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
2.5.3.	**Geht die Versorgungspflicht mit einem Versorgungsmonopol einher?** *L'obligation d'approvisionnement va-t-elle de pair avec un monopole d'approvisionnement?*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Vollziehungsverordnung zum Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **§ 4 Abs. 2 Vertrag … betr. Gründung der Gesellschaft der Nordostschweizerischen Kraftwerke A.G.** Die beteiligten Kantone verpflichten sich, die gesamte elektrische Energie für ihre staatlichen Kraftversorgungen von den Nordostschweizerischen Kraftwerken zu beziehen, so lange diese in der Lage sind, zu annehmbaren Bedingungen Kraft zu liefern. ...
2.5.4.	**Werden damit hoheitliche Befugnisse übertragen?** *Une part de souveraineté est-elle ainsi transférée?*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Vollziehungsverordnung zum Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Vertrag … betr. Gründung der Gesellschaft der Nordostschweizerischen Kraftwerke A.G.** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
2.5.5.	**Wird damit eine Kooperationspflicht (mit dem Kanton, mit anderen Kantonen, mit anderen Unternehmen) verknüpft?** *Un devoir de coopération (avec le canton, d'autres cantons ou d'autres entreprises) est-il lié à l'obligation d'approvisionnement?*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Vollziehungsverordnung zum Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.

	Vertrag … betr. Gründung der Gesellschaft der Nordostschweizerischen Kraftwerke A.G. Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
2.6.	**Mechanismen des kantonalen Rechts zur Sicherstellung bzw. Durchsetzung der Erfüllung der Versorgungspflicht i.e.S.** *Mécanismes du droit cantonal visant la garantie et/ou la pénétration de l'exécution de l'obligation d'approvisionnement au sens étroit*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Vollzugsverordnung zum Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
2.7.	**Was gilt, wenn das kantonale Recht keine Versorgungspflicht vorsieht?** *Règles applicables si le droit cantonal ne prévoit pas d'obligation d'approvisionnement*
	Rücksichtsnahme der öffentlichen Interesse bei der Zuteilung der Konzession
	§ 42 Abs. 1 Gesetz über die Gewässer Liegen mehrere Konzessionsgesuche vor, ist jener Bewerberin oder jenem Bewerber der Vorzug zu geben, deren oder dessen Unternehmen für das Gemeinwohl den grössten Vorteil hat.
3.	**Versorgungssicherheit** *Sécurité de l'approvisionnement*
3.1.	**Bestimmungen zur Sicherheit (qualitativ)** *Dispositions relatives à la sécurité qualitative*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Vollziehungsverordnung zum Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
3.2.	**Bestimmungen zur Kapazität (quantitativ)** *Dispositions relatives à la capacité*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Vollziehungsverordnung zum Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
3.3.	**Wie geht der Gesetzgeber mit möglichen Kapazitätsengpässen um?** *Comment règle-t-on la problématique des goulots d'étranglement de capacité?*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Vollziehungsverordnung zum Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
3.4.	**Andere Leistungsaufträge im Zusammenhang mit der Versorgungssicherheit** *Autres mandats de prestations en rapport avec la sécurité de l'approvisionnement*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Vollziehungsverordnung zum Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.

	Notorganisationsgesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
3.5.	**Sieht das kantonale Recht Regelungen vor, wie diese gesetzlichen Aufträge zur Herstellung der Versorgungssicherheit sichergestellt werden?** *Le droit cantonal contient-il des règles sur la manière dont ces mandats légaux relatifs à la sécurité de l'approvisionnement sont assurés?*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Vollziehungsverordnung zum Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
4.	**Sonderbestimmungen für bestimmte Regionen** *Dispositions spéciales pour certaines régions*
4.1.	**Differenzierte Behandlung bestimmter Regionen innerhalb des Kantons** *Traitement différencié de certaines régions dans le canton*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Vollziehungsverordnung zum Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
4.2.	**Preissolidarität oder anderweitige Ausgleichsmechanismen für bestimmte Gebietsteile: Erwähnung des Mechanismus in den Rechtsgrundlagen?** *Solidarité des prix ou autres mécanismes de compensation pour des parties de territoire déterminées: mention du mécanisme dans les bases juridiques?*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Vollziehungsverordnung zum Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
5.	**Anschlusspflicht und Anschlussbedingungen** *Obligation de raccordement et conditions de raccordement*
5.1	**Anschlusspflicht** *Obligation de raccordement*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Vollzugsverordnung zum Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
5.2	**Anschlussbedingungen** *Conditions de raccordement*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Vollzugsverordnung zum Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
5.3	**Regelungen über die Kosten des Anschlusses** *Règles sur les frais de raccordement*

	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Vollzugsverordnung zum Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
6.	**Kantonale Bestimmungen betreffend das Verhältnis zum Stromkunden** *Dispositions cantonales concernant les relations avec les consommateurs d'électricité*
6.1.	**Finden sich kantonale Bestimmungen zum Rechtsverhältnis zwischen Stromlieferant und Stromkunden?** *Existe-t-il des dispositions cantonales concernant le rapport de droit entre le fournisseur d'électricité et le consommateur?*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Vollziehungsverordnung zum Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
6.2.	**Wird dem Kunden eine Lieferantenauswahl gewährt?** *Le libre choix du fournisseur est-il accordé au client?*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Vollziehungsverordnung zum Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
6.3.	**Gibt das kantonale Recht Vorgaben für die Preisbedingungen?** *Le droit cantonal contient-il des normes relatives aux conditions de prix?*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Vollziehungsverordnung zum Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
6.4.	**Gibt das kantonale Recht Vorgaben für die Ausgestaltung der Stromlieferung?** *Le droit cantonal contient-il des normes sur l'arrangement de la fourniture d'électricité?*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Vollziehungsverordnung zum Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
6.5.	**Äussert sich das kantonale Recht zur Möglichkeit des «Abhängens» von Stromkunden?** *Le droit cantonal se prononce-t-il sur la possibilité d'abandonner des consommateurs d'électricité?*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Vollziehungsverordnung zum Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
6.6.	**Äussert sich das kantonale Recht zu Haftungsfragen?** *Le droit cantonal se prononce-t-il sur des questions de responsabilité?*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.

	Vollziehungsverordnung zum Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
II.	**Versorgungsplanung** *Planification de l'approvisionnement*
1.	**Allgemeines** *Généralités*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **§ 8 Planungs- und Baugesetz** (Bestimmungen über den kantonalen Richtplan) **§ 15 Planungs- und Baugesetz** (Bestimmungen über den kommunalen Richtplan)
2.	**Zielsetzungsbestimmungen** *Dispositions relatives à l'objectif*
	§ 1 Energiegesetz Dieses Gesetz bezweckt Massnahmen für eine sparsame, wirtschaftliche und umweltgerechte Energieverwendung und ergänzt das Bundesrecht. Es fördert die Sicherheit der Energieversorgung.
3.	**Planung der Elektrizitätsversorgung** *Planification de l'approvisionnement en électricité*
3.1.	**Wer ist Planungsträger?** *Qui est responsable de la planification?*
	Energiespargesetz Art. 5: Der **Staatsrat** berichtet im Rahmen der Richtlinien der Regierungspolitik und des Finanzplanes periodisch über das Ergebnis und die Prioritäten der kantonalen Energiesparpolitik. Die Richtlinien tragen der eidgenössischen Energiepolitik und den kommunalen und regionalen Energiekonzepten Rechnung. Art. 6: Die **Gemeinden** können für ihr Gebiet oder gemeinsam für ein mehrere Gemeinden umfassendes Energieversorgungsgebiet Energiekonzepte aufstellen. Die Träger der Energieversorgung sind beizuziehen. (Abs. 1) Diese Energiekonzepte stellen die Mittel und Wege dar, wie der Energiebedarf der betreffenden Gemeinden oder Gemeindevereinigungen unter bestmöglicher Wahrung der Zielsetzungen dieses Gesetzes gedeckt werden kann. Die Energiekonzepte sind dem Staatsrat zur Kenntnis zu bringen. (Abs. 2)
3.2.	**Auf welcher Ebene?** *À quel niveau?*
	Keine Planung **Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Vollziehungsverordnung zum Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.

3.3.	**Wo und wie äussert sich das kantonale Recht zur Arbeitsteilung zwischen Kanton und Gemeinden?** *Comment le droit cantonal règle-t-il la répartition des tâches entre le canton et les communes?*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Vollziehungsverordnung zum Energiegesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
3.4.	**Wo und wie äussert sich das kantonale Recht zur Behandlung von Interessenkonflikten zwischen Kanton, Gemeinden und Versorgungsunternehmen (insbesondere mit Bezug auf die Frage des Ausbaus von netz- bzw. leitungsgebundenen Energiesystemen)?** *Où et comment le droit cantonal traite-t-il des conflits d'intérêts entre un canton, des communes et des entreprises d'approvisionnement (en particulier en ce qui concerne le développement des systèmes énergétiques par réseau ou par conduites)?*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Planungs- und Baugesetz** § 38: Sollen kantonale Zonen- und Sondernutzungspläne oder gemeindliche Baulinien- und Strassenpläne erlassen, geändert oder aufgehoben werden, holt die zuständige Behörde die erforderlichen Mitberichte ein, bzw. lässt ihren Entwurf von der Baudirektion vorprüfen. Danach legt sie den bereinigten Entwurf in der betreffenden Gemeinde während 30 Tagen öffentlich auf. Die Betroffenen sind soweit möglich direkt zu benachrichtigen. Für die Gewährleistung des rechtlichen Gehörs ist die Amtsblattpublikation massgebend. (Abs. 1) Während der Auflagefrist kann bei der zuständigen Behörde Einsprache erheben, wer von den Plänen berührt ist und ein schutzwürdiges Interesse an deren Unterlassung oder Änderung hat. (Abs. 2) In einfachen Fällen kann auf Vorprüfung und Publikation im Amtsblatt verzichtet werden, doch sind die Betroffenen direkt zu benachrichtigen. Ihr Einspracherecht ist zu gewährleisten. (Abs. 3) Rechtskräftige Beschlüsse sind von der zuständigen Behörde zur Orientierung der Öffentlichkeit im Amtsblatt zu publizieren. (Abs. 4) § 39: Sollen gemeindliche Bauvorschriften, Zonen- oder Bebauungspläne erlassen, geändert oder aufgehoben werden, lässt der Gemeinderat seinen Entwurf von der Baudirektion vorprüfen. Danach legt er den bereinigten Entwurf während 30 Tagen öffentlich auf. Die Auflage ist im Amtsblatt zweimal anzuzeigen. (Abs. 1) Während der Auflagefrist können beim Gemeinderat schriftlich Einwendungen erhoben werden. Die Berechtigung dazu ist nicht beschränkt. (Abs. 2) Nach Ablauf der Auflagefrist stimmt die Einwohnergemeinde über die Anträge des Gemeinderates in Kenntnis der Einwendungen und der Vorbehalte der Baudirektion ab. Mit der Abstimmung sind die Einwendungen erledigt. (Abs. 3)
III.	**Spezialregelung für kantonseigene oder konzessionnierte Wasserkraft- und Elektrizitätswerke** *Règlementation spéciale pour les centrales électriques ou les entreprises d'électricité du canton ou concessionnées*
1.	**Rechtsgrundlagen** *Bases juridiques*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
2.	**Rechtsform** *Forme juridique*

3.	**Gebiets- und Versorgungsmonopol** *Monopole d'approvisionnement et de secteur*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
4.	**Privilegierungen oder Nachteilige Verpflichtungen aus unternehmerischer Sicht?** *Privilèges ou obligations du point de vue de l'entreprise*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.

ZH

I.	**«Service public»** *«Service public»*
1.	**Allgemeines** *Généralités*
1.1.	**Begriff «Service public»** *Notion de «Service public»*
1.2.	**Kantonale Bestimmungen zum «Service public»** *Dispositions cantonales relatives au «Service public»*
1.2.1.	**Legaldefinitionen und Umschreibungen des «Service public»** *Définitions légales et description du «Service public»*
	Verfassung Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Art. 1 lit. a Energiegesetz** Dieses Gesetz beweckt, eine **ausreichende**, wirtschaftliche und umweltschonende Energieversorgung zu fördern. ***§ 1 Abs. 1 Gesetz über die Stromversorgung (Entwurf)*** *Der Staat gewährleistet eine **sichere**, wirtschaftliche und umweltgerechte Stromversorgung.*
1.2.2.	**Kantonale Service public-Pflichten** *Obligations relatives au «Service public» contenues dans le droit cantonal*
	§ 3, 1. Satz Energiegesetz Unternehmen gemäss § 2 Abs. 1 (Unternehmen mit staatlicher oder gemeindlicher Beteiligung) geben Energie grundsätzlich gestützt auf allgemein verbindliche Gebühren für Anschluss und Lieferung ab. **Diese Bestimmung wird dem zukünftigen Gesetz über die Stromversorgung angepasst.** **§ 2, 1. Satz Gesetz betreffend die Elektrizitätswerke des Kantons ZH** Die EKZ (Elektrizitätswerke des Kantons ZH) versorgen den Kanton wirtschaftlich, sicher und umweltgerecht; ausgenommen ist das Gebiet der Stadt Zürich. *Im Entwurf des Gesetzes über die Stromversorgung schlägt der Regierungsrat vor, das Gesetz betreffend die Elektrizitätswerke des Kantons ZH aufzuheben.* ***Gesetz über die Stromversorgung (Entwurf)*** *§ 8: Der Regierungsrat teilt die Netzgebiete für jede Netzebene flächendeckend über das ganze Kantonsgebiet zu. Er hört vorgängig die betroffenen Gemeinden und Elektrizitätsunternehmen an. Er kann mit der Zuteilung einen Leistungsauftrag verbinden oder dieses Recht an Gemeinden delegieren. (Abs. 1)* *Die Zuteilung erfolgt grundsätzlich gemäss den bestehenden Eigentumsverhältnissen an den Elektrizitätsnetzen sowie gemäss allfälligen vertraglichen Regelungen zwischen den Elektrizitätsversorgungsunternehmen. Bestehende Netzgebiete dürfen nur aufgeteilt werden, wenn dadurch die Preissolidarität nicht beeinträchtigt wird. (Abs. 2)* *Das für ein Netzgebiet zuständige Elektrizitätsversorgungsunternehmen ist berechtigt und verpflichtet, sämtliche Netzanschlüsse zu erstellen und das dazugehörige Netz sicher und wirtschaftlich zu betreiben. Soweit Netzanschlüsse*

	unverhältnismässig er-scheinen, können mit Zustimmung der Baudirektion andere Lösungen getroffen werden. (Abs. 3) *§ 9: Elektrizitätsversorgungsunternehmungen sind verpflichtet, für den Anschluss und den Betrieb sowie für die Abgabe von Energie in ihrem Netzgebiet pro Kundengruppe unter Einrechnung eines angemessenen Gewinns kostenorientierte, einheitliche und nicht diskriminierende Preise zu verrechnen.* **§ 4 Vertrag ... betreffend Gründung der Gesellschaft der Nordostschweizerischen Kraftwerke A.G.** Die Nordostschweizerischen Kraftwerke sind verpflichtet, in den beteiligten Kantonen die elektrische Energie unter gleichen Verhältnissen zu den gleichen Bedingungen abzugeben, vorbehältlich der bestehenden Verträge und Konzessionen. (Abs. 1) Die beteiligten Kantone verpflichten sich, die gesamte elektrische Energie für ihre staatlichen Kraftversorgungen von den Nordostschweizerischen Kraftwerken zu beziehen, so lange diese in der Lage sind, zu annehmbaren Bedingungen Kraft zu liefern. Dabei hat es die Meinung, dass die Bedingungen, zu denen die beteiligten Kantone von den Kraftwerken Strom beziehen, unter keinen Umständen ungünstiger sein dürfen, als diejenigen, zu welchen sie bei Abschluss dieses Vertrages ihren Energiebedarf decken. (Abs. 2)
2.	**Versorgungspflicht i.e.S.** *Obligation d'approvisionnement au sens étroit*
2.1.	**Energieversorgung als staatliche Aufgabe** *Approvisionnement en énergie en tant que tâche publique*
	Verfassung Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **§ 2 Abs. 1 Energiegesetz** Staat und Gemeinden können in Körperschaften und Anstalten des öffentlichen und des privaten Rechts an der Versorgung mit Elektrizität, Gas und Wärme mitwirken. Die Bildung selbstständiger öffentlichrechtlicher Anstalten bleibt dem Staat vorbehalten. *Im Entwurf des Gesetzes über die Stromversorgung schlägt der Regierungsrat vor, den aktuellen 2. Satz des § 2 Abs. 1 des Energiegesetzes [Die Bildung selbständiger öffentlichrechtlicher Anstalten bleibt dem Staat vorbehalten.] ersatzlos zu streichen.* ***§ 1 Abs. 1 Gesetz über die Stromversorgung (Entwurf)*** *Der Staat gewährleistet eine sichere, wirtschaftliche und umweltgerechte Stromversorgung.*
2.2.	**Kompetenzzuteilung: Rolle des Kantons und der Gemeinden** *Attribution des compétences: rôle du canton et des communes*
	§ 2 Abs. 1, Satz 1 Energiesetz Staat und Gemeinden können in Körperschaften und Anstalten des öffentlichen und des privaten Rechts an der Versorgung mit Elektrizität, Gas und Wärme mitwirken. *Im Entwurf des Gesetzes über die Stromversorgung schlägt der Regierungsrat vor, den aktuellen 2. Satz des § 2 Abs. 1 des Energiegesetzes [Die Bildung selbständiger öffentlichrechtlicher Anstalten bleibt dem Staat vorbehalten.] ersatzlos zu streichen.*

2.3.	**Versorgungspflicht der Elektrizitätsunternehmen** *Obligation d'approvisionnement des entreprises d'électricité*
	Verfassung Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **§ 2 EKZ-Gesetz** Die EKZ versorgen den Kanton wirtschaftlich, sicher und umweltgerecht mit elektrischer Energie. *Im Entwurf des Gesetzes über die Stromversorgung schlägt der Regierungsrat vor, das Gesetz betreffend die Elektrizitätswerke des Kantons ZH aufzuheben.* **§ 4 Abs. 1 Vertrag ... betreffend Gründung der Gesellschaft der Nordostschweizerischen Kraftwerke A.G.** Die Nordostschweizerischen Kraftwerke sind verpflichtet, in den beteiligten Kantonen die elektrische Energie unter gleichen Verhältnissen zu den gleichen Bedingungen abzugeben, vorbehältlich der bestehenden Verträge und Konzessionen.
2.4.	**Bei Bestehen einer Versorgungspflicht: wie wird diese übertragen?** *Mode de transfert d'une obligation d'approvisionnement*
	Gesetz
	EKZ-Gesetz § 1: Die Elektrizitätswerke des Kantons Zürich (EKZ) sind eine selbständige Anstalt des kantonalen öffentlichen Rechts mit Sitz in Zürich. § 2: Die EKZ versorgen den Kanton wirtschaftlich, sicher und umweltgerecht mit elektrischer Energie; ausgenommen ist das Gebiet der Stadt Zürich. Sie können auch Wärme verteilen, die in eigenen, dezentralen Wärme-Kraft-Kopplungsanlagen anfällt. *Im Entwurf des Gesetzes über die Stromversorgung schlägt der Regierungsrat vor, das Gesetz betreffend die Elektrizitätswerke des Kantons ZH aufzuheben.*
2.5.	**Welche hauptsächlichen Folgen sind mit der Versorgungspflicht verknüpft?** *Principaux effets liés à l'obligation d'approvisionnement*
2.5.1.	**Welche Rechte und Pflichten hat der Versorger?** *Droits et obligations du fournisseur*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **§ 6 Abs. 1 EKZ-Gesetz** Die EKZ sind verpflichtet, ihren Bedarf an elektrischer Energie bei den Nordostschweizerischen Kraftwerken (NOK) zu decken, solange diese in der Lage sind, zu annehmbaren Bedingungen zu liefern. *Im Entwurf des Gesetzes über die Stromversorgung schlägt der Regierungsrat vor, das Gesetz betreffend die Elektrizitätswerke des Kantons ZH aufzuheben.* **§ 4 Vertrag ... betr. Gründung der Gesellschaft der Nordostschweizerischen Kraftwerke A.G.** Die Nordostschweizerischen Kraftwerke sind verpflichtet, in den beteiligten Kantonen die elektrische Energie unter gleichen Verhältnissen zu den gleichen Bedingungen abzugeben, vorbehältlich der bestehenden Verträge und Konzessionen. (Abs. 1) Die beteiligten Kantone verpflichten sich, die gesamte elektrische Energie für ihre staatlichen Kraftversorgungen von den Nordostschweizerischen Kraftwerken zu

	beziehen, so lange diese in der Lage sind, zu annehmbaren Bedingungen Kraft zu liefern. ... (Abs. 2)
2.5.2.	**Geht die Versorgungspflicht mit einer Gebietszuteilung einher?** *L'obligation d'approvisionnement va-t-elle de pair avec une attribution de secteur?*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **EKZ-Gesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Vertrag … betr. Gründung der Gesellschaft der Nordostschweizerischen Kraftwerke A.G.** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
2.5.3.	**Geht die Versorgungspflicht mit einem Versorgungsmonopol einher?** *L'obligation d'approvisionnement va-t-elle de pair avec un monopole d'approvisionnement?*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **§ 2 Abs. 1 init. EKZ-Gesetz** Die EKZ versorgen den Kanton wirtschaftlich, sicher und umweltgerecht mit elektrischer Energie; ausgenommen ist das Gebiet der Stadt Zürich. *Im Entwurf des Gesetzes über die Stromversorgung schlägt der Regierungsrat vor, das Gesetz betreffend die Elektrizitätswerke des Kantons ZH aufzuheben.* ***§ 8 Abs. 3 Satz 1 Gesetz über die Stromversorgung (Entwurf)*** *Das für ein Netzgebiet zuständige Elektrizitätsversorgungsunternehmen ist berechtigt und verpflichtet, sämtliche Netzanschlüsse zu erstellen und das dazugehörige Netz sicher und wirtschaftlich zu betreiben.* **§ 4 Abs. 2 Vertrag … betr. Gründung der Gesellschaft der Nordostschweizerischen Kraftwerke A.G.** Die beteiligten Kantone verpflichten sich, die gesamte elektrische Energie für ihre staatlichen Kraftversorgungen von den Nordostschweizerischen Kraftwerken zu beziehen, so lange diese in der Lage sind, zu annehmbaren Bedingungen Kraft zu liefern. ...
2.5.4.	**Werden damit hoheitliche Befugnisse übertragen?** *Une part de souveraineté est-elle ainsi transférée?*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **EKZ-Gesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. ***Gesetz über die Stromversorgung (Entwurf)*** *Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.* **Vertrag … betr. Gründung der Gesellschaft der Nordostschweizerischen Kraftwerke A.G.** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.

2.5.5.	**Wird damit eine Kooperationspflicht (mit dem Kanton, mit anderen Kantonen, mit anderen Unternehmen) verknüpft?** *Un devoir de coopération (avec le canton, d'autres cantons ou d'autres entreprises) est-il lié à l'obligation d'approvisionnement?*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **§ 6 Abs. 1 EKZ-Gesetz** Die EKZ sind verpflichtet, ihren Bedarf an elektrischer Energie bei den Nordostschweizerischen Kraftwerken (NOK) zu decken, solange diese in der Lage sind, zu annehmbaren Bedingungen zu liefern. *Im Entwurf des Gesetzes über die Stromversorgung schlägt der Regierungsrat vor, das Gesetz betreffend die Elektrizitätswerke des Kantons ZH aufzuheben.* ***Gesetz über die Stromversorgung (Entwurf)*** *Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.* **Vertrag … betr. Gründung der Gesellschaft der Nordostschweizerischen Kraftwerke A.G.** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.
2.6.	**Mechanismen des kantonalen Rechts zur Sicherstellung bzw. Durchsetzung der Erfüllung der Versorgungspflicht i.e.S.** *Mécanismes du droit cantonal visant la garantie et/ou la pénétration de l'exécution de l'obligation d'approvisionnement au sens étroit*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energieverordnung** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **EKZ-Gesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. ***Gesetz über die Stromversorgung (Entwurf)*** *Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.*
2.7.	**Was gilt, wenn das kantonale Recht keine Versorgungspflicht vorsieht?** *Règles applicables si le droit cantonal ne prévoit pas d'obligation d'approvisionnement*
	Zuteilung des Netzgebietes mit einem Leistungsauftrag
	§ *8 Gesetz über die Stromversorgung (Entwurf)* *Der Regierungsrat teilt die Netzgebiete für jede Netzebene flächendeckend über das ganze Kantonsgebiet zu. Er hört vorgängig die betroffenen Gemeinden und Elektrizitätsversorgungsunternehmen an. Er kann mit der Zuteilung einen Leistungsauftrag verbinden oder dieses Recht an Gemeinden delegieren.*
3.	**Versorgungssicherheit** *Sécurité de l'approvisionnement*
3.1.	**Bestimmungen zur Sicherheit (qualitativ)** *Dispositions relatives à la sécurité qualitative*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **EKZ-Gesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.

	§ 8 Abs. 3, 1. Satz Gesetz über die Stromversorgung (Entwurf) *Das für ein Netzgebiet zuständige Elektrizitätsversorgungsunternehmen ist berechtigt und verpflichtet, sämtliche Anschlüsse zu erstellen und das dazugehörige Netz sicher und wirtschaftlich zu betreiben.*
3.2.	**Bestimmungen zur Kapazität (quantitativ)** *Dispositions relatives à la capacité*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **EKZ-Gesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. ***Gesetz über die Stromversorgung (Entwurf)*** *Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.*
3.3.	**Wie geht der Gesetzgeber mit möglichen Kapazitätsengpässen um?** *Comment règle-t-on la problématique des goulots d'étranglement de capacité?*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **§ 6 Abs. 1 EKZ-Gesetz** Die EKZ sind verpflichtet, ihren Bedarf an elektrischer Energie bei den Nordostschweizerischen Kraftwerken (NOK) zu decken, solange diese in der Lage sind, zu annehmbaren Bedingungen zu liefern. Im Entwurf des Gesetzes über die Stromversorgung schlägt der Regierungsrat vor, das Gesetz betreffend die Elektrizitätswerke des Kantons ZH aufzuheben. ***Gesetz über die Stromversorgung (Entwurf)*** *Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.*
3.4.	**Andere Leistungsaufträge im Zusammenhang mit der Versorgungssicherheit** *Autres mandats de prestations en rapport avec la sécurité de l'approvisionnement*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energieverordnung** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **EKZ-Gesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. ***Gesetz über die Stromversorgung (Entwurf)*** *Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.* **Verordnung über die zivile Kriegsorganisation des Kantons** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.

3.5.	**Sieht das kantonale Recht Regelungen vor, wie diese gesetzlichen Aufträge zur Herstellung der Versorgungssicherheit sichergestellt werden?** *Le droit cantonal contient-il des règles sur la manière dont ces mandats légaux relatifs à la sécurité de l'approvisionnement sont assurés?*
	§ 6 Abs. 1 EKZ-Gesetz Die EKZ sind verpflichtet, ihren Bedarf an elektrischer Energie bei den Nordostschweizerischen Kraftwerken (NOK) zu decken, solange diese in der Lage sind, zu annehmbaren Bedingungen zu liefern. *Im Entwurf des Gesetzes über die Stromversorgung schlägt der Regierungsrat vor, das Gesetz betreffend die Elektrizitätswerke des Kantons ZH aufzuheben.* ***§ 8 Abs. 3, 1. Satz Gesetz über die Stromversorgung (Entwurf)*** *Das für ein Netzgebiet zuständige Elektrizitätsversorgungsunternehmen ist berechtigt und verpflichtet, sämtliche Anschlüsse zu erstellen und das dazugehörige Netz sicher und wirtschaftlich zu betreiben.*
4.	**Sonderbestimmungen für bestimmte Regionen** *Dispositions spéciales pour certaines régions*
4.1.	**Differenzierte Behandlung bestimmter Regionen innerhalb des Kantons** *Traitement différencié de certaines régions dans le canton*
	§ 2, 1. Satz EKZ-Gesetz Die EKZ versorgen den Kanton wirtschaftlich, sicher und umweltgerecht mit elektrischer Energie; ausgenommen ist das Gebiet der Stadt Zürich. *Im Entwurf des Gesetzes über die Stromversorgung schlägt der Regierungsrat vor, das Gesetz betreffend die Elektrizitätswerke des Kantons ZH aufzuheben.* ***Gesetz über die Stromversorgung (Entwurf)*** *Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.*
4.2.	**Preissolidarität oder anderweitige Ausgleichsmechanismen für bestimmte Gebietsteile: Erwähnung des Mechanismus in den Rechtsgrundlagen?** *Solidarité des prix ou autres mécanismes de compensation pour des parties de territoire déterminées: mention du mécanisme dans les bases juridiques?*
	§ 3 Energiegesetz Unternehmen gemäss § 2 Abs. 1 (Unternehmen mit staatlicher oder gemeindlicher Beteiligung) geben Energie grundsätzlich gestützt auf allgemein verbindliche Gebühren für Anschluss und Lieferung ab. Der Verkauf zu Tagespreisen ist zulässig, um überschüssige Energiemengen bestmöglich zu nutzen. (Abs. 1) Bei der Festsetzung der Gebühren werden nach Möglichkeit die tatsächlichen Kosten und die Art des Energiebezugs berücksichtigt. (Abs. 2) *Diese Bestimmung wird dem zukünftigen Gesetz über die Stromversorgung angepasst.* **§ 8 EKZ-Gesetz** Die elektrische Energie wird aufgrund allgemein verbindlicher Gebühren für Anschluss und Lieferung abgegeben. (Abs. 1) Bei der Festsetzung der Strompreise werden die Bedürfnisse und die Eigenart von Industrie, Gewerbe, Landwirtschaft, Haushalt und Wiederverkäufern nach Möglichkeit berücksichtigt. (Abs. 2) Die Bezügergruppen tragen nach Art und Wertigkeit ihres Energiebezugs angemessen an die Aufwendungen der EKZ bei. (Abs. 3) *Im Entwurf des Gesetzes über die Stromversorgung schlägt der Regierungsrat vor,*

	das Gesetz betreffend die Elektrizitätswerke des Kantons ZH aufzuheben. ***Gesetz über die Stromversorgung (Entwurf)*** *§ 8 Abs. 3: Das für ein Netzgebiet zuständige Elektrizitätsversorgungsunternehmen ist berechtigt und verpflichtet, sämtliche Netzanschlüsse zu erstellen und das dazugehörige Netz sicher und wirtschaftlich zu betreiben. Soweit Netzanschlüsse unverhältnismässig erscheinen, können mit Zustimmung der Baudirektion andere Lösungen getroffen werden.* *§ 9: Elektrizitätsversorgungsunternehmungen sind verpflichtet, für den Anschluss und den Betrieb sowie für die Abgabe von Energie in ihrem Netzgebiet pro Kundengruppe unter Einrechnung eines angemessenen Gewinns kostenorientierte, einheitliche und nicht diskriminierende Preise zu verrechnen.*
5.	**Anschlusspflicht und Anschlussbedingungen** *Obligation de raccordement et conditions de raccordement*
5.1	**Anschlusspflicht** *Obligation de raccordement*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. ***§ 8 Abs. 3 Gesetz über die Stromversorgung (Entwurf)*** *Das **für ein Netzgebiet** zuständige Elektrizitätsversorgungsunternehmen ist berechtigt und verpflichtet, sämtliche Netzanschlüsse zu erstellen und das dazugehörige Netz sicher und wirtschaftlich zu betreiben. Soweit Netzanschlüsse unverhältnismässig erscheinen, können mit Zustimmung der Baudirektion andere Lösungen getroffen werden.*
5.2	**Anschlussbedingungen** *Conditions de raccordement*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. ***§ 8 Abs. 3 Gesetz über die Stromversorgung (Entwurf)*** *Das für ein Netzgebiet zuständige Elektrizitätsversorgungsunternehmen ist berechtigt und verpflichtet, sämtliche Netzanschlüsse zu erstellen und das dazugehörige Netz sicher und wirtschaftlich zu betreiben. Soweit Netzanschlüsse unverhältnismässig erscheinen, können mit Zustimmung der Baudirektion andere Lösungen getroffen werden.*
5.3	**Regelungen über die Kosten des Anschlusses** *Règles sur les frais de raccordement*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. ***§ 9 Gesetz über die Stromversorgung (Entwurf)*** *Elektrizitätsversorgungsunternehmungen sind verpflichtet, für den Anschluss und den Betrieb sowie für die Abgabe von Energie in ihrem Netzgebiet pro Kundengruppe unter **Einrechnung eines angemessenen Gewinns kostenorientierte, einheitliche und nicht diskriminierende Preise** zu verrechnen.*

6.	**Kantonale Bestimmungen betreffend das Verhältnis zum Stromkunden** *Dispositions cantonales concernant les relations avec les consommateurs d'électricité*
6.1.	**Finden sich kantonale Bestimmungen zum Rechtsverhältnis zwischen Stromlieferant und Stromkunden?** *Existe-t-il des dispositions cantonales concernant le rapport de droit entre le fournisseur d'électricité et le consommateur?*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energieverordnung** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **EKZ-Gesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. ***Gesetz über die Stromversorgung (Entwurf)*** *Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.*
6.2.	**Wird dem Kunden eine Lieferantenauswahl gewährt?** *Le libre choix du fournisseur est-il accordé au client?*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Energieverordnung** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **EKZ-Gesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. ***Gesetz über die Stromversorgung (Entwurf)*** *Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.*
6.3.	**Gibt das kantonale Recht Vorgaben für die Preisbedingungen?** *Le droit cantonal contient-il des normes relatives aux conditions de prix?*
	§ 3 Energiegesetz Unternehmen gemäss § 2 Abs. 1 geben Energie grundsätzlich gestützt auf allgemein verbindliche Gebühren für Anschluss und Lieferung ab. Der Verkauf zu Tagespreisen ist zulässig, um überschüssige Energiemengen bestmöglich zu nutzen. (Abs. 1) Bei der Festsetzung der Gebühren werden nach Möglichkeit die tatsächlichen Kosten und die Art des Energiebezugs berücksichtigt. (Abs. 2) **Diese Bestimmung wird dem zukünftigen Gesetz über die Stromversorgung angepasst.** **Energieverordnung** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **§ 8 EKZ-Gesetz** Die elektrische Energie wird aufgrund allgemein verbindlicher Gebühren für Anschluss und Lieferung abgegeben. (Abs. 1) Bei der Festsetzung der Strompreise werden die Bedürfnisse und die Eigenart von Industrie, Gewerbe, Landwirtschaft, Haushalt und Wiederverkäufern nach Möglichkeit berücksichtigt. (Abs. 2) Die Bezügergruppen tragen nach Art und Wertigkeit ihres Energiebezugs ange-

	messen an die Aufwendungen der EKZ bei. (Abs. 3) *Im Entwurf des Gesetzes über die Stromversorgung schlägt der Regierungsrat vor, das Gesetz betreffend die Elektrizitätswerke des Kantons ZH aufzuheben.* **§ *9 Gesetz über die Stromversorgung (Entwurf)*** *Elektrizitätsversorgungsunternehmungen sind verpflichtet, für den Anschluss und den Betrieb sowie für die Abgabe von Energie in ihrem Netzgebiet pro Kundengruppe unter Einrechnung eines angemessenen Gewinns kostenorientierte, einheitliche und nicht diskriminierende Preise zu verrechnen.*
6.4.	**Gibt das kantonale Recht Vorgaben für die Ausgestaltung der Stromlieferung?** *Le droit cantonal contient-il des normes sur l'arrangement de la fourniture d'électricité?*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **§ 2 EKZ-Gesetz** Die EKZ versorgen den Kanton wirtschaftlich, sicher und umweltgerecht mit elektrischer Energie; ausgenommen ist das Gebiet der Stadt Zürich. Sie können auch Wärme verteilen, die in eigenen, dezentralen Wärme-Kraft-Kopplungsanlagen anfällt. *Im Entwurf des Gesetzes über die Stromversorgung schlägt der Regierungsrat vor, das Gesetz betreffend die Elektrizitätswerke des Kantons ZH aufzuheben.* ***Gesetz über die Stromversorgung (Entwurf)*** *Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.*
6.5.	**Äussert sich das kantonale Recht zur Möglichkeit des «Abhängens» von Stromkunden?** *Le droit cantonal se prononce-t-il sur la possibilité d'abandonner des consommateurs d'électricité?*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **EKZ-Gesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. ***Gesetz über die Stromversorgung (Entwurf)*** *Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.*
6.6.	**Äussert sich das kantonale Recht zu Haftungsfragen?** *Le droit cantonal se prononce-t-il sur des questions de responsabilité?*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **EKZ-Gesetz** Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. ***Gesetz über die Stromversorgung (Entwurf)*** *Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.*
II.	**Versorgungsplanung** *Planification de l'approvisionnement*
1.	**Allgemeines** *Généralités*
	Energiegesetz § 4: Die Energieplanung des Staates ist Sache des Regierungsrates, der dem Kantonsrat darüber Bericht erstattet. (Abs. 1) Sie ist im Bereich der Energieversorgung und -nutzung Entscheidungsgrundlage

für Massnahmen der Raumplanung, Projektierung von Anlagen und Förderungsmassnahmen. (Abs. 2)

Sie dient den Gemeinden als Grundlage für ihre Energieplanung. (Abs. 3)

§ 5: Die Gemeinden und die in der Energieversorgung tätigen Unternehmen sind zur Mitwirkung an der Energieplanung verpflichtet. Sie sind rechtzeitig anzuhören und liefern, wie die Verbraucher, dem Staat die für die Energieplanung erforderlichen Auskünfte.

§ 6: Die Energieplanung des Staates enthält eine Beurteilung des künftigen Bedarfs und Angebots an Energie im Kanton. Sie legt die anzustrebende Entwicklung der Energieversorgung und -nutzung fest und bezeichnet die dazu notwendigen staatlichen Mittel und Massnahmen. Sie bestimmt, welcher Anteil der Abwärme insbesondere aus Kehrichtverbrennungs- und Abwasserreinigungsanlagen zu nutzen ist. (Abs. 1)

Die Energieplanung berücksichtigt Energiekonzepte und Sachpläne des Bundes, der Nachbarkantone und der Gemeinden. (Abs. 2)

Die Energieplanung wird periodisch überprüft und nötigenfalls den veränderten Verhältnissen angepasst. (Abs. 3)

§ 7: Die Gemeinden können für ihr Gebiet eine eigene Energieplanung durchführen. Der Regierungsrat kann einzelne Gemeinden oder die Gemeinden eines zusammenhängenden Energieversorgungsgebiets zur Durchführung einer Energieplanung verpflichten. (Abs. 1)

Die Energieplanung kann für das Angebot der Wärmeversorgung mit leitungsgebundenen Energieträgern Gebietsausscheidungen enthalten, die insbesondere bei Massnahmen der Raumplanung als Entscheidungsgrundlage dienen. (Abs. 2)

Die kommunale Energieplanung unterliegt der Genehmigung des Regierungsrates. (Abs. 3)

§ 8: Die staatliche und die kommunale Energieplanung enthalten Energiesparrichtlinien, die für Unternehmen gemäss § 2 Abs. 1 verbindlich sind.

Diese Bestimmung wird dem zukünftigen Gesetz über die Stromversorgung angepasst.

Verordnung über die Energieplanung und die Förderung von Pilotprojekten (Energieverordnung)

§ 1: Die Direktion der Volkswirtschaft ist zusammen mit der Direktion der öffentlichen Bauten zuständig für die Durchführung der Energieplanung.

§ 2: Der Regierungsrat erstattet dem Kantonsrat alle vier Jahre Bericht über die Grundlagen der gegenwärtigen und künftigen Energieversorgung und -nutzung und über die langfristig anzustrebende Entwicklung.

§ 3: Gestützt auf die Ziele der langfristig anzustrebenden Entwicklung werden Entscheidgrundlagen für den Einsatz und die Förderung einzelner Energieträger, die überkommunale Energieversorgung, die Projektierung von Anlagen und für die sparsame Energieverwendung erarbeitet.

§ 4: Gemeinden und Energieversorgungsunternehmen werden über die Einleitung einer sie betreffenden Planung unterrichtet. (Abs. 1)

Gemeinden, Energieversorgungsunternehmen und deren Fachverbände stellen unter anderem ihre energiewirtschaftlichen Daten und Statistiken sowie ihre Grundlagen zur künftigen Entwicklung zur Verfügung. (Abs. 2)

§ 5: Verpflichtet der Regierungsrat eine oder mehrere Gemeinden zur Energieplanung, setzt er nach Anhören der Gemeindebehörden gleichzeitig Ziel, Art und Umfang der Planung fest. (Abs. 1)

	Verpflichtet er mehrere Gemeinden eines zusammenhängenden Versorgungsgebiets zur Energieplanung, setzt er die Organisationsstruktur fest. (Abs. 2) § 6: Der Regierungsrat prüft die kommunale Energieplanung insbesondere auf ihre Übereinstimmung mit derjenigen des Staates und der Nachbargemeinden. (Abs. 1) Die Energieplanung wird in der kommunalen Richt- und Nutzungsplanung berücksichtigt. (Abs. 2) § 7: Subventionen werden ausgerichtet an Energieplanungen, die im Interesse des Kantons erfolgen und dem Aufbau neuer Energieversorgungssysteme, dem Energiesparen oder der Anwendung erneuerbarer Energien dienen, sowie an Energieplanungen, welche mehrere Gemeinden umfassen. Ausführungsprojekte und Verwaltungskosten der Gemeinden sind nicht subventionsberechtigt. (Abs. 1) Subventionsgesuche sind vor Planungsbeginn der Direktion der Volkswirtschaft einzureichen. (Abs. 2) In der Zusicherung legt der Regierungsrat die anrechenbaren Kosten und die Bedingungen der Auszahlung fest. (Abs. 3) Die Subventionen an die Gemeinden werden nach dem Finanzkraftindex zur Zeit der Zusicherung wie folgt bemessen: Finanzkraftindex — Subvention % bis 105 — 50 106-124 — 30 125 und mehr — 10 (Abs. 4) **§ 18 - 26 & 32 Planungs- und Baugesetz** (Bestimmungen über den kantonalen Richtplan) **§ 18 & 19, 30 & 32 Planungs- und Baugesetz** (Bestimmungen über den regionalen Richtplan) **§ 18 & 19, 31 & 32 Planungs- und Baugesetz** (Bestimmungen über den kommunalen Richtplan)
2.	**Zielsetzungsbestimmungen** *Dispositions relatives à l'objectif*
	§ 6 Energiegesetz Die Energieplanung des Staates enthält eine Beurteilung des künftigen Bedarfs und Angebots an Energie im Kanton. Sie legt die anzustrebende Entwicklung der Energieversorgung und -nutzung fest und bezeichnet die dazu notwendigen staatlichen Mittel und Massnahmen. Sie bestimmt, welcher Anteil der Abwärme insbesondere aus Kehrichtverbrennungs- und Abwasserreinigungsanlagen zu nutzen ist. (Abs. 1) Die Energieplanung berücksichtigt Energiekonzepte und Sachpläne des Bundes, der Nachbarkantone und der Gemeinden. (Abs. 2) Die Energieplanung wird periodisch überprüft und nötigenfalls den veränderten Verhältnissen angepasst. (Abs. 3) ***Gesetz über die Stromversorgung (Entwurf)*** *§ 1: Der Staat gewährleistet eine sichere, wirtschaftliche und umweltgerechte Stromversorgung. (Abs. 1)* *Zu diesem Zweck soll insbesondere die Zusammenarbeit der nordostschweizerischen Kantone auf dem Gebiet der Elektrizitätswirtschaft verstärkt werden, indem die kantonalen Elektrizitätswerke gegen Beteiligung am Gesellschaftskapital in die Axpo Holding AG (Axpo) eingebracht werden. (Abs. 2)*

3.	**Planung der Elektrizitätsversorgung** *Planification de l'approvisionnement en électricité*
3.1.	**Wer ist Planungsträger?** *Qui est responsable de la planification?*
	§ 4 Energiegesetz Die Energieplanung des Staates ist Sache des **Regierungsrates**, der dem Kantonsrat darüber Bericht erstattet. (Abs. 1) Sie ist im Bereich der Energieversorgung und -nutzung Entscheidungsgrundlage für Massnahmen der Raumplanung, Projektierung von Anlagen und Förderungsmassnahmen. (Abs. 2) Sie dient den Gemeinden als Grundlage für ihre Energieplanung. (Abs. 3)
3.2.	**Auf welcher Ebene?** *À quel niveau?*
	Makroplanung **§ 6 Energiegesetz** Die Energieplanung des Staates enthält eine Beurteilung des künftigen Bedarfs und Angebots an Energie im Kanton. Sie legt die anzustrebende Entwicklung der Energieversorgung und -nutzung fest und bezeichnet die dazu notwendigen staatlichen Mittel und Massnahmen. Sie bestimmt, welcher Anteil der Abwärme insbesondere aus Kehrichtverbrennungs- und Abwasserreinigungsanlagen zu nutzen ist. (Abs. 1) Die Energieplanung berücksichtigt Energiekonzepte und Sachpläne des Bundes, der Nachbarkantone und der Gemeinden. (Abs. 2) Die Energieplanung wird periodisch überprüft und nötigenfalls den veränderten Verhältnissen angepasst. (Abs. 3) **§ 25 Planungs- und Baugesetz** Der Versorgungsplan enthält die bestehenden und vorgesehenen Anlagen und Flächen von kantonaler Bedeutung für a) die Versorgung mit Wasser, insbesondere für die Wassergewinnung, -speicherung, -aufbereitung und -anreicherung; b) die Versorgung mit Energie und Rohstoffen jeder Art; c) Fernmelde- und Nachrichtenübermittlungsdienste; d) die Ableitung und Reinigung von Abwässern; e) die Beseitigung, Aufbereitung und Wiederverwertung von Abfällen und Schadstoffen. (Abs. 1) Ferner sind die zugehörigen Beförderungs-, Verteil-, Übertragungs- und Verbindungsleitungen sowie die Gebiete, die zum Schutz von Versorgungsanlagen freizuhalten sind, aufzunehmen. (Abs. 2) **§ 10 Verordnung über die einheitliche Darstellung der Richtplanungen** Der Versorgungsplan kann, soweit die Übersichtlichkeit es erfordert, mit folgenden Einzelplänen dargestellt werden: a) Plan der Wasserversorgung; b) Plan der Energieversorgung, nötigenfalls aufgeteilt in die Teilbereiche elektrische Energie, Wärmeversorgung und Gasversorgung; c) Plan der Fernmelde- und Nachrichtenübermittlungsdienste, nötigenfalls aufgeteilt in die Teilbereiche Fernmeldeanlagen der PTT und solche von Konzessionä-

	ren; d) Plan der Abwasser- und Abfallbeseitigung. ***Gesetz über die Stromversorgung (Entwurf)*** *Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar.*
3.3.	**Wo und wie äussert sich das kantonale Recht zur Arbeitsteilung zwischen Kanton und Gemeinden?** *Comment le droit cantonal règle-t-il la répartition des tâches entre le canton et les communes?*
	Energiegesetz § 5: Die Gemeinden und die in der Energieversorgung tätigen Unternehmen sind zur Mitwirkung an der Energieplanung verpflichtet. Sie sind rechtzeitig anzuhören und liefern, wie die Verbraucher, dem Staat die für die Energieplanung erforderlichen Auskünfte. § 7: Die Gemeinden können für ihr Gebiet eine eigene Energieplanung durchführen. Der Regierungsrat kann einzelne Gemeinden oder die Gemeinden eines zusammenhängenden Energieversorgungsgebiets zur Durchführung einer Energieplanung verpflichten.
3.4.	**Wo und wie äussert sich das kantonale Recht zur Behandlung von Interessenkonflikten zwischen Kanton, Gemeinden und Versorgungsunternehmen (insbesondere mit Bezug auf die Frage des Ausbaus von netz- bzw. leitungsgebundenen Energiesystemen)?** *Où et comment le droit cantonal traite-t-il des conflits d'intérêts entre un canton, des communes et des entreprises d'approvisionnement (en particulier en ce qui concerne le développement des systèmes énergétiques par réseau ou par conduites)?*
	Energiegesetz Keine einschlägigen Bestimmungen auffindbar. **Planungs- und Baugesetz** § 329: Wo das Gesetz nichts anderes bestimmt, werden Streitigkeiten in erster Instanz durch die Baurechtskommission entschieden. (Abs. 1) Anstelle der Baurekurskommission ist der Regierungsrat Rekursinstanz, sofern angefochten sind: e) Anordnungen von Direktionen in Anwendung dieses Gesetzes sowie des Umweltschutz-, Gewässerschutz-, Wasserwirtschafts-, Forst-, Energie- und Strassenrechts, die nicht mit einer Bewilligung der örtlichen Baubehörde verbunden sind. ... (Abs. 2) Die zuständige Direktion des Regierungsrates ist Rekursinstanz für Anordnungen ihrer Ämter im Sinne von Abs. 2 lit. e. (Abs. 3)
III.	**Spezialregelung für kantonseigene oder konzessionnierte Wasserkraft- und Elektrizitätswerke** *Règlementation spéciale pour les centrales électriques ou les entreprises d'électricité du canton ou concessionnées*
1.	**Rechtsgrundlagen** *Bases juridiques*
	§ 1 EKZ-Gesetz Die Elektrizitätswerke des Kantons Zürich (EKZ) sind eine selbständige Anstalt des kantonalen öffentlichen Rechts mit Sitz in Zürich. *Im Entwurf des Gesetzes über die Stromversorgung schlägt der Regierungsrat vor, das Gesetz betr. die Elektrizitätswerke des Kantons ZH aufzuheben.* ***Gesetz über die Stromversorgung (Entwurf)*** *§ 4: Sobald der Gesellschaftsvertrag Axpo in Kraft tritt, kann der Regierungsrat Vermögenswerte der EKZ gegen eine entsprechende Aktienbeteiligung in die Axpo einbringen. Die Aktien fallen in das Verwaltungsvermögen des Staates.*

	§ 6: Der Kantonsrat kann die EKZ bei Bedarf in eine Aktiengesellschaft umwandeln. Der Regierungsrat setzt das Aktienkapital fest und führt die Umwandlung durch. (Abs. 1) *Die Aktien werden in das Verwaltungsvermögen des Staates übertragen. (Abs. 2)*
2.	**Rechtsform** *Forme juridique*
	Selbständige Anstalt des kantonalen öffentlichen Rechts *Aktiengesellschaft (Art. 620 ff. Obligationenrecht)*
3.	**Gebiets- und Versorgungsmonopol** *Monopole d'approvisionnement et de secteur*
	§ 2, 1. Satz EKZ-Gesetz Die EKZ versorgen den Kanton wirtschaftlich, sicher und umweltgerecht mit elektrischer Energie; ausgenommen ist das Gebiet der Stadt Zürich. *Im Entwurf des Gesetzes über die Stromversorgung schlägt der Regierungsrat vor, das Gesetz betr. die Elektrizitätswerke des Kantons ZH aufzuheben.*
4.	**Privilegierungen oder Nachteilige Verpflichtungen aus unternehmerischer Sicht?** *Privilèges ou obligations du point de vue de l'entreprise*
	§ 3 EKZ-Gesetz Die EKZ werden nach kaufmännischen Grundsätzen selbsttragend geführt. Im Bereich Hausinstallation haben sie einen angemessenen Gewinn anzustreben. *Im Entwurf des Gesetzes über die Stromversorgung schlägt der Regierungsrat vor, das Gesetz betr. die Elektrizitätswerke des Kantons ZH aufzuheben.*

INSTITUT FÜR FÖDERALISMUS, UNIVERSITÄT FREIBURG
INSTITUT DU FÉDÉRALISME, UNIVERSITÉ DE FRIBOURG
INSTITUTE OF FEDERALISM, UNIVERSITY OF FRIBOURG

Die Elektrizitätswirtschaftsordnung

Übersicht und Beurteilung des kantonalen Rechts

Übersichtstabellen

März 2003

© 2003, Institut für Föderalismus,
Universität Freiburg
Rte d'Englisberg 7
1763 Granges-Paccot (FR)

J.-L. GASSMANN, lic. iur., not. (Projektleiter), Prof. B. WALDMANN, Dr. iur. (Gesamtleitung) - M. ROTH, lic.iur.- C. VERDON, lic. iur. - M. SULSER, lic. iur.

I «SERVICE PUBLIC»
«SERVICE PUBLIC»

1. Allgemeines
Généralités

1.2. Kantonale Bestimmungen zum «Service public»
Dispositions cantonales relatives au Service public

1.2.1. Legaldefinitionen und Umschreibungen des «Service public»
Définitions légales et description du «Service public»

AG § 54 Abs. 1 KV § 1 lit. a EnG (Details)	**AI** Art. 15 EnG (Details)	**AR** Art. 34 Abs. 1 KV Art. 1 Abs. 2EnG (Details)	**BE** Art. 35 Abs. 2, 1. Satz KV Art. 1 lit. c EnG (Details)
BL § 115 Abs. 1 & 3 KV § 1 lit. a EnG (Details)	**BS** § 1 lit. b EnG (Details)	**FR** *Art. 85 KV* *Art. 1 Abs. 1 EnG* *Art. 4 al. 3 EVG* (Details)	**GE** Art. 160E al. 1 Cst. Art. 1er al. 1 LEn (Details)
GL Art. 46 Abs. 2 KV (Details)	**GR** Art. 2 lit. c BWRG Art. 2 Abs. 1 EnG *Art. 82 nKV (Abstim-mungsvorlage)* (Details)	**JU** Art. 1er al. 1 lit. a LEn (Details)	**LU** (Details)
NE Art. 5 Abs. 1 lit. l Cst. Art. 1er al. 1 LEn (Details)	**NW** Art. 2a EWN-Gesetz (Details)	**OW** Art. 1 EWO-G *Art. 8 lit. c ESG* (Details)	**SG** Art. 21 lit. a KV Art. 1 Abs. 1 lit. a EnG (Details)
SH Art. 84 Abs. 1 KV Art. 1 ElektrG (Details)	**SO** Art. 117 KV § 1 Abs. 1 lit. a EnG (Details)	**SZ** (Details)	**TG** § 82 KV § 1 EnG § 1 Abs. 2 ElekWG (Details)
TI Art. 1 cpv.1 LEn (Details)	**UR** Art. 1 Abs. 2 EnG (Details)	**VD** *Art. 56 al. 2 nCst.* Art. 9 D-CVE (Details)	**VS** Art. 83 GNW (Details)
ZG § 1, 2. Satz EnG (Details)	**ZH** § 1 lit. a EnG *§ 1 Abs. 1 StromG* (Details)		

Legende / Légende

Kursiv: Bestimmungen de lege ferenda
Italique: dispositions de lege ferenda
Weiss: Kantone ohne einschlägige Bestimmung
Blanc: cantons sans disposition pertinente
Hellgrau: Kantone mit Bestimmungen, die nur in indirekter Weise eine Antwort geben
Gris clair: cantons dont les dispositions ne donnent une réponse que de manière indirecte
Dunkelgrau: Kantone mit einschlägiger Bestimmung
Gris foncé: cantons avec disposition pertinente

1.2.2. Kantonale Service public-Pflichten

Obligations relatives au «Service public» contenues dans le droit cantonal

AG* § 17 Abs. 1 EnG § 2 D-AEW *§ 3 Abs. 2 GesR-AEW* (Details)	**AI** Art. 16 & 17 EnG (Details)	**AR**** (Details)	**BE** Art. 11 Abs. 1 EnG (Details)
BL* (Details)	**BS*** § 9 & 21 IWB-G (Details)	**FR** *Art. 4 al. 2 - 4, 7 al. 1 & 9 al. 1 EVG* (Details)	**GE** (Details)
GL* (Details)	**GR** Art. 29 V-BWRG (Details)	**JU** (Details)	**LU** (Details)
NE (Details)	**NW** Art. 5 Abs. 1 i.f. & Art. 6 Abs. 1 EWN-G (Details)	**OW** Art. 14 & 16 EWO-G *Art. 8 lit.a - c, 10 & 18 ESG* (Details)	**SG** (Details)
SH* Art. 8 Abs. 1 & Art. 9 ElektrG (Details)	**SO** (Details)	**SZ**** (Details)	**TG*** (Details)
TI Art. 3b cpv. 1 L-AET (Details)	**UR** Art. 9 EnG (Details)	**VD** Art. 68 R-LULCE (Details)	**VS** Art. 89 Abs. 1 GNW (Details)
ZG* § 2 EnG (Details)	**ZH*** § 3, 1. Satz EnG § 2, 1. Satz EKZ-G *§ 8 & 9 StromG* (Details)		

Legende / Légende

Kursiv: Bestimmungen de lege ferenda
Italique: dispositions de lege ferenda
Weiss: Kantone ohne einschlägige Bestimmung
Blanc: cantons sans disposition pertinente
Dunkelgrau: Kantone mit einschlägiger Bestimmung
Gris foncé: cantons avec disposition pertinente

* **Kantone, die einer interkantonalen Vereinbarung beigetreten sind**
Cantons ayant adhéré à une convention intercantonale

** **Kantone, in welchen die Konzessionen einschlägige Bestimmungen enthalten**
Cantons dans lesquels les concessions contiennent des dispositions pertinentes

2. Versorgungspflicht i.e.S.
Obligation d'approvisionnement au sens étroit

2.1. Energieversorgung als staatliche Aufgabe
Approvisionnement en énergie en tant que tâche publique

AG § 54 Abs. 1 KV § 17 Abs. 1 EnG (Details)	**AI** Art. 15 EnG (Details)	**AR** Art. 34 Abs. 1 KV (Details)	**BE** Art. 35 Abs. 2, 1. Satz KV Art. 8 Abs. 1, 1. Satz EnG (Details)
BL § 115 Abs. 1 KV (Details)	**BS** (Details)	**FR** *Art. 85 KV* (Details)	**GE** (Details)
GL Art. 46 Abs. 2 KV (Details)	**GR** Art. 42 Abs. 3 lit. a KV *Art. 82 nKV (Abstimmungsvorlage)* Art. 61 - 63 BWRG (Details)	**JU** Art. 5 al. 1, 1ère phrase LEn (Details)	**LU** (Details)
NE Art. 5 al. 1 lit. l Cst. Art. 4 al. 1 LEn (Details)	**NW** (Details)	**OW** *Art. 8 lit. a ESG* (Details)	**SG** Art. 21 lit. a KV (Details)
SH Art. 84 Abs. 1 KV Art. 1 Abs. 1 ElektrG (Details)	**SO** Art. 117 KV (Details)	**SZ** (Details)	**TG** Art. 82 Abs. 1, 1. Satz KV (Details)
TI Art. 2 L-AET (Details)	**UR** Art. 10 EnG (Details)	**VD** *Art. 56 Abs. 2 nCst.* (Details)	**VS** Art. 6 lit. m GemG (Details)
ZG (Details)	**ZH** § 2 Abs. 1 EnG *§ 1 Abs. 1 StromG* (Details)		

Legende / Légende

Kursiv: Bestimmungen de lege ferenda
Italique: dispositions de lege ferenda
Weiss: Kantone ohne einschlägige Bestimmung
Blanc: cantons sans disposition pertinente
Hellgrau: Kantone mit Bestimmungen, die nur in indirekter Weise eine Antwort geben
Gris clair: cantons dont les dispositions ne donnent une réponse que de manière indirecte
Dunkelgrau: Kantone mit einschlägiger Bestimmung
Gris foncé: cantons avec disposition pertinente

2.2. Kompetenzzuteilung: Rolle des Kantons und der Gemeinden
Attribution des compétences: rôle du canton et des communes

AG ■□ Art. 17 Abs. 1 EnG (Details)	**AI** ■ Art. 15 EnG (Details)	**AR** ■□ Art. 34 Abs. 1 KV (Details)	**BE** □ Art. 35 Abs. 2, 1. Satz KV Art. 8 Abs. 1, 1. Satz. EnG (Details)
BL ■□ Art. 115 Abs. 1 KV § 17 EnG (Details)	**BS** (Details)	**FR** ■□ *Art. 85 KV* (Details)	**GE** (Details)
GL □ Art. 46 Abs. 2 KV (Details)	**GR** □ Art. 42 Abs. 3 lit. a KV *Art. 82 KV (Abstimmungs-vorlage)* Art. 61 BWRG (Details)	**JU** ■□ Art. 5 al. 1, 1ère phrase & Art. 7 al. 1 LEn (Details)	**LU** (Details)
NE ■□ Art. 5 al. 1 Cst. Art. 4 al. 1 & 30 al. 1 LEn (Details)	**NW** (Details)	**OW** ■□ *Art. 8 lit. c ESG* (Details)	**SG** ■ Art. 21 lit. a KV (Details)
SH □ Art. 84 Abs. 1 KV Art. 3 ElektrG (Details)	**SO** ■□ Art. 117 KV (Details)	**SZ** (Details)	**TG** ■□ Art. 82 Abs. 1, 1. Satz KV (Details)
TI (Details)	**UR** ■□ Art. 10 Abs. 1 EnG (Details)	**VD** ■□ *Art. 56 al. 2 nCst.* (Details)	**VS** □ Art. 6 lit. m GemG (Details)
ZG □ § 2 EnG (Details)	**ZH** ■□ § 2 Abs. 1, 1. Satz EnG (Details)		

Legende / Légende

Kursiv: Bestimmungen de lege ferenda
Italique: dispositions de lege ferenda
Weiss: Kantone ohne einschlägige Bestimmung
Blanc: cantons sans disposition pertinente
Hellgrau: Kantone mit Bestimmungen, die nur in indirekter Weise eine Antwort geben
Gris clair: cantons dont les dispositions ne donnent une réponse que de manière indirecte
Dunkelgrau: Kantone mit einschlägiger Bestimmung
Gris foncé: cantons avec disposition pertinente

■ **Kantone, in welchen der Kanton ausschliesslich zuständig ist**
Cantons dans lesquels le canton est exclusivement compétent

□ **Kantone, in welchen die Gemeinden ausschliesslich zuständig sind**
Cantons dans lesquels les communes sont exclusivement compétentes

■□ **Kantone, in welchen der Kanton und die Gemeinden zuständig sind**
Cantons dans lesquels le canton et les communes sont compétents

2.3. Versorgungspflicht der Elektrizitätsunternehmen
Obligation d'approvisionnement des entreprises d'électricité

AG* ● § 2 lit. a & b D-AEW (Details)	**AI** (Details)	**AR**** (Details)	**BE** ☐ Art. 8 Abs. 1 & 11 Abs. 1 EnG (Details)
BL** § 12 EnG (Details)	**BS** ☐ § 5 & 21 IWB-G (Details)	**FR** (Details)	**GE** ■ Art. 158 al. 1 Cst. Art. 1er,al. 1, 1ère phr. LO-SIGE (Details)
GL* (Details)	**GR** ☐ Art. 62 BWRG (Details)	**JU** ☐ Art. 8 LEn (Details)	**LU** (Details)
NE ☐ Art. 30 al. 1 i.f. LEn (Details)	**NW** ☐ Art. 2 Abs. 1 Z. 3 EWN-G (Details)	**OW** ☐ Art. 2 Abs. 1 EWO-G (Details)	**SG** (Details)
SH* Art. 9 Abs. 1 ElektrG (Details)	**SO** (Details)	**SZ**** (Details)	**TG*** § 1 Abs. 2 ElekWG (Details)
TI ☐ Art. 2 cpv. 2 init. L-AET (Details)	**UR** ☐ Art. 9 Abs. 1 EnG Art. 26, 28 & 32 GWNG (Details)	**VD** ☐ Art. 9 D-CVE (Details)	**VS** ☐ Art. 83 Abs. 1 & 89 Abs. 1 lit. d GNW (Details)
ZG* (Details)	**ZH*** ☐ § 2 EKZ-G (Details)		

Legende / Légende

Kursiv: Bestimmungen de lege ferenda
Italique: dispositions de lege ferenda
Weiss: Kantone ohne einschlägige Bestimmung
Blanc: cantons sans disposition pertinente
Hellgrau: Kantone mit Bestimmungen, die nur in indirekter Weise eine Antwort geben
Gris clair: cantons dont les dispositions ne donnent une réponse que de manière indirecte
Dunkelgrau: Kantone mit einschlägiger Bestimmung
Gris foncé: cantons avec disposition pertinente

■ **Kanton, in welchem die Versorgungspflicht durch die Verfassung ausdrücklich übertragen wird**
Canton dans lequel l'obligation d'approvisionnement est transférée expressément par la Constitution

☐ **Kantone, in welchen die Versorgungspflicht durch das Gesetz ausdrücklich übertragen wird**
Cantons dans lesquels l'obligation d'approvisionnement est transférée expressément par la loi

● **Kanton, in welchem die Versorgungspflicht in einem Leistungsauftrag (Dekret des Grossen Rates) ausdrücklich übertragen wird**
Canton dans lequel l'obligation d'approvisionnement est transférée expressément dans un mandat de prestation par un décret du Parlement cantonal

* **Kantone, die einer interkantonalen Vereinbarung beigetreten sind**
Cantons ayant adhéré à une convention intercantonale

** **Kantone, in welchen die Versorgungspflicht durch die Konzession ausdrücklich übertragen wird**
Cantons dans lesquels l'obligation d'approvisionnement est transférée expressément par la concession

2.4. Bei Bestehen einer Versorgungspflicht: Wie wird diese übertragen?
Mode de transfert d'une obligation d'approvisionnement ?

AG § 2 lit. b D-AEW (Details)	**AI** ☐ Art. 148 EG ZGB (Details)	**AR** ● Art. 209 & 213 EG ZGB (Details)	**BE** ☐ Art. 3, 11 & 14 WNG (Details)
BL ■ § 12 EnG (Details)	**BS** § 5 IWB-G (Details)	**FR** ■ Art. 27 - 31 & 55 GöS (Details)	**GE** 🕮 Art. 158 al. 1, 1ère phr. Cst. Art. 1er al. 1, 1ère phr. LO-SIGE (Details)
GL ☐ Art. 167 EG ZGB Art. 3 EnG (Details)	**GR** ■ Art. 1, 7 & 23 BWRG (Details)	**JU** ■ Art. 7 & 8 al. 1 LEn (Details)	**LU** ☐ § 47, 56 Abs. 1 WBG § 7 Abs. 3 lit. b & 15 WNWG (Details)
NE ☐ Art. 27 al. 1, Art. 28 & 46 - 52 Leaux (Details)	**NW** Art. 1 & 2 Abs. 1 Z. 3 EWN-G (Details)	**OW** Art. 1 & 2 Abs. 1 EWO-G *Art. 8 lit. c ESG* (Details)	**SG** ◆ Art. 12, 13 & 21 GWNG (Details)
SH ■ Art. 2 ElektrG Art. 10 WWG (Details)	**SO** ☐ § 2 & 9 Abs. 1 V-WRG (Details)	**SZ** ■ § 2, 10 Abs. 1, 11, 14, 27, 28 & 29 Abs. 1 WRG (Details)	**TG** ■ § 4 & 5 WNG § 3 Z. 2 V-WNG (Details)
TI ☐ Art. 3 cpv. 1 & Art. 7 Lacque (Details)	**UR** ■ Art. 18 & 19 - 29 GWNG (Details)	**VD** ☐ Art. 2 al. 1, 4 al. 1 & Art. 9 LULCE (Details)	**VS** ■ Art. 1 Abs. 1 lit. a, Art. 7, 9, 25 & 26 GNW (Details)
ZG ■ § 38 lit. a, 39 Abs. 1, 43 & 44 GWG (Details)	**ZH** § 1 & 2 EKZ-G (Details)		

Legende / Légende

Kursiv: Bestimmungen de lege ferenda
Italique: dispositions de lege ferenda

Weiss: Kantone, in welchen die Versorgungspflicht durch eine Konzession bzw. eine Bewilligung übertragen wird
Blanc: cantons dans lesquels l'obligation d'approvisionnement est transférée par une concession, respectivement une autorisation

Hellgrau: Kanton, in welchem die Versorgungspflicht durch das Dekret übertragen wird
Gris clair: canton dans lequel l'obligation d'approvisionnement est transférée par décret

Dunkelgrau: Kantone, in welchen die Versorgungspflicht durch das Gesetz übertragen wird
Gris foncé: cantons dans lesquels l'obligation d'approvisionnement est transférée par la loi

🕮 **Kanton, in welchem die Versorgungspflicht durch die Verfassung übertragen wird**
Cantons dans lesquels l'obligation d'approvisionnement est transférée par la Constitution

■ **Kantone, in welchen das Gesetz beschreibt den Inhalt der Konzession**
Cantons dans lesquels la loi décrit le contenu de la concession

☐ **Kantone, in welchen das Gesetz auf die Bedingungen oder Auflagen der Konzession bzw. der Bewilligung hinweist**
Cantons dans lesquels la loi renvoie aux conditions de la concession ou de l'autorisation

● **Kanton, in welchem das Gesetz - was der Konzessionsinhalt betrifft - auf das Bundesgesetz über die Nutzbarmachung der Wasserkräfte (SR 721.80) hinweist**
Canton dont la législation renvoie à la Loi fédérale sur l'utilisation des forces hydrauliques (RS 721.80) au sujet du contenu de la concession

◆ **Kanton, in welchem das Gesetz nur die Rahmenbedingungen der Konzession beschreibt und weist auf die durch das zuständige Departement zu erlassenden Regelungen hin**
Canton dont la législation ne décrit que les conditions–cadres de la concession et renvoie aux règles adoptées par le Département compétent

2.5. Welche hauptsächlichen Folgen sind mit der Versorgungspflicht verknüpft?
Principaux effets liés à l'obligation d'approvisionnement

2.5.1. Welche Rechte und Pflichten hat der Versorger?
Droits et obligations du fournisseur

AG* Z. 2 EndV-A (Details)	**AI** Art. 16 EnG (Details)	**AR** (Details)	**BE** Art. 11 Abs. 1 EnG (Details)
BL Art. 12 Abs. 2 lit. a EnG (Details)	**BS** § 21 & 22 IWB-G (Details)	**FR** (Details)	**GE** Art. 1er al. 1 init. LO-SIGE (Details)
GL* (Details)	**GR** Art. 61 - 63 BWRG (Details)	**JU** Art. 8 al. 1 LEn (Details)	**LU** (Details)
NE Art. 30 al. 1 i.f. LEn (Details)	**NW** Art. 2a Abs. 1 EWN-G (Details)	**OW** Art. 3 Abs. 1 EWO-G *Art. 8 lit. c ESG* (Details)	**SG** (Details)
SH* Art. 1 Abs. 2 ElektrG (Details)	**SO** (Details)	**SZ**** (Details)	**TG*** § 1 Abs. 2 ElekWG (Details)
TI Art. 2 cpv. 2 init. L-AET (Details)	**UR** Art. 9 EnG (Details)	**VD** Art. 9 D-CVE (Details)	**VS** Art. 83 Abs. 1 GNW (Details)
ZG* (Details)	**ZH*** § 6 Abs. 1 EKZ-G (Details)		

Legende / Légende

Kursiv: Bestimmungen de lege ferenda
Italique: dispositions de lege ferenda
Weiss: Kantone ohne einschlägige Bestimmung
Blanc: cantons sans disposition pertinente
Hellgrau: Kantone mit Bestimmungen, die nur in indirekter Weise eine Antwort geben
Gris clair: cantons dont les dispositions ne donnent une réponse que de manière indirecte
Dunkelgrau: Kantone mit einschlägiger Bestimmung
Gris foncé: cantons avec disposition pertinente

* **Kantone, die einer interkantonalen Vereinbarung beigetreten sind**
Cantons ayant adhéré à une convention intercantonale

2.5.2. Geht die Versorgungspflicht mit einer Gebietszuteilung einher?
L'obligation d'approvisionnement va-t-elle de pair avec une attribution de secteur?

AG Z. 2 WiederV-A (Details)	**AI** Art. 16 EnG (Details)	**AR** (Details)	**BE** Art. 7 Abs. 3 & 11 Abs. 1 EnG (Details)
BL (Details)	**BS** § 1 & 5 Abs. 1 IWB-G (Details)	**FR** *Art. 6 EVG* (Details)	**GE** Art. 1er al. 1 LO-SIGE (Details)
GL Art. 9 Abs. 1 EnG (Details)	**GR** Art. 61 BWRG (Details)	**JU** Art. 8 al. 1 LEn (Details)	**LU** (Details)
NE (Details)	**NW** Art. 2 EWN-G (Details)	**OW** Art. 3 Abs. 1 lit. b EWO-G *Art. 8 lit. c ESG* (Details)	**SG** (Details)
SH Art. 1 Abs. 4, Art. 2, 3 & 9 ElektrG (Details)	**SO** (Details)	**SZ**** (Details)	**TG** (Details)
TI (Details)	**UR** Art. 9 Abs. 2 & 3 EnG (Details)	**VD** Art. 9 D-CVE (Details)	**VS** Art. 83 Abs. 1 GNW (Details)
ZG (Details)	**ZH** (Details)		

Legende / Légende

Kursiv: Bestimmungen de lege ferenda
Italique: dispositions de lege ferenda
Weiss: Kantone ohne einschlägige Bestimmung
Blanc: cantons sans disposition pertinente
Hellgrau: Kantone mit Bestimmungen, die nur in indirekter Weise eine Antwort geben
Gris clair: cantons dont les dispositions ne donnent une réponse que de manière indirecte
Dunkelgrau: Kantone mit einschlägiger Bestimmung
Gris foncé: cantons avec disposition pertinente
** **Kanton, in welchem die Versorgungspflicht in den Konzessionen geregelt wird**
Canton dans lequel l'obligation d'approvisionnement est réglée par la concession

2.5.3. Geht die Versorgungspflicht mit einem Versorgungsmonopol einher?
L'obligation d'approvisionnement va-t-elle de pair avec un monopole d'approvisionnement?

AG* **?** § 2 lit. a D-AEW Z. 2 WiederV-A (Details)	**AI*** **?** Art. 16 EnG (Details)	**AR*** **?** (Details)	**BE** **?** Art. 11 Abs. 1 EnG (Details)
BL (Details)	**BS** ▭ § 38d IWB-G (Details)	**FR** **?** *Art. 9 al. 1 EVG* (Details)	**GE** **?** Art. 1er al. 4 LO-SIGE (Details)
GL* **?** Art. 9 Abs. 1 EnG (Details)	**GR** **?** Art. 62 BWRG (Details)	**JU** 🏭 Art. 8 al. 1 LEn (Details)	**LU** (Details)
NE (Details)	**NW** **?** Art. 2a Abs. 3 EWN-G Art. 3 EWN-G (Details)	**OW** 🏭 Art. 3 Abs. 1 lit. b EWO-G (Details) **OW** ▭ *Art. 8 lit. a ESG* (Details)	**SG*** **?** (Details)
SH* **?** (Details)	**SO** (Details)	**SZ**** **?** (Details)	**TG*** **?** (Details)
TI (Details)	**UR** ▭ Art. 9 EnG (Details)	**VD** **?** Art. 1er lit. b ch. 3 & Art. 10 D-CVE Art. 3 al. 3 lit. b RCSEE (Details)	**VS** **?** Art. 83 Abs. 1 GNW (Details)
ZG* **?** (Details)	**ZH*** **?** § 2 Abs. 1 init. EKZ-G *§ 8 Abs. 3, 1. Satz StromG* (Details)		

Legende / Légende

Kursiv: Bestimmungen de lege ferenda
Italique: dispositions de lege ferenda
Weiss: Kantone ohne einschlägige Bestimmung
Blanc: cantons sans disposition pertinente
Hellgrau: Kantone mit Bestimmungen, die nur in indirekter Weise eine Antwort geben
Gris clair: cantons dont les dispositions ne donnent une réponse que de manière indirecte
Dunkelgrau: Kantone mit einschlägiger Bestimmung
Gris foncé: cantons avec disposition pertinente

* **Kantone, die einer interkantonalen Vereinbarung beigetreten sind**
Cantons ayant adhéré à une convention intercantonale

** **Kanton, in welchem die Versorgungspflicht in den Konzessionen geregelt wird**
Canton dans lequel l'obligation d'approvisionnement est réglée par la concession

▭ **Kantone, in welchen der freie Markt implizit oder ausdrücklich vorgesehen ist**
Cantons dans lesquels le marché libre est prévu implicitement ou expressément

🏭 **Kantone, deren Gesetzgebung ein Monopol ausdrücklich errichtet hat**
Cantons dont la législation a expressément aménagé un monopole

? **Nicht geregelte Fälle**
Cas non réglés

2.5.4. Werden damit hoheitliche Befugnisse übertragen?
Une part de souveraineté est-elle ainsi transférée?

AG § 3 EnG (Details)	**AI** Art. 4 Abs. 1 EnG (Details)	**AR** Art. 6 Abs. 1 EnG (Details)	**BE** Art. 7a Abs. 2 EnG (Details)
BL (Details)	**BS** § 28 EnG § 47 IWB-G (Details)	**FR** (Details)	**GE** (Details)
GL Art. 30 EnG (Details)	**GR** Art. 20 EnG (Details)	**JU** Art. 23 al. 1 LEn (Details)	**LU** (Details)
NE Art. 14 al. 2 LEn (Details)	**NW** Art. 3 EWN-G (Details)	**OW** (Details)	**SG** (Details)
SH (Details)	**SO** (Details)	**SZ** (Details)	**TG** (Details)
TI (Details)	**UR** (Details)	**VD** (Details)	**VS** (Details)
ZG (Details)	**ZH** (Details)		

Legende / Légende

Weiss: Kantone ohne einschlägige Bestimmung
Blanc: cantons sans disposition pertinente
Hellgrau: Kantone mit Bestimmungen, die nur in indirekter Weise eine Antwort geben
Gris clair: cantons dont les dispositions ne donnent une réponse que de manière indirecte
Dunkelgrau: Kantone mit einschlägiger Bestimmung
Gris foncé: cantons avec disposition pertinente

2.5.5. Wird damit eine Kooperationspflicht (mit dem Kanton, mit anderen Kantonen, mit anderen Unternehmen) verknüpft?

Un devoir de coopération (avec le canton, d'autres cantons ou d'autres entreprises) est-il lié à l'obligation d'approvisionnement?

AG § 2 lit. c & d D-AEW (Details)	**AI** (Details)	**AR** Art. 3 Abs. 1 ElekWG (Details)		**BE** (Details)
BL (Details)	**BS** § 27 IWB-G (Details)	**FR** *Art. 9 al. 1 EVG* (Details)		**GE** (Details)
GL Art. 9 EnG (Details)	**GR** (Details)	**JU** Art. 21 al. 1 LEn (Details)		**LU** (Details)
NE Art. 14 LEn (Details)	**NW** (Details)	**OW** Art. 14 EWO-G (Details)	**OW** *Art. 8 lit. a ESG* (Details)	**SG** (Details)
SH (Details)	**SO** (Details)	**SZ** Art. 33 Abs. 1 WRG (Details)		**TG** (Details)
TI Art. 3 L-AET (Details)	**UR** Art. 10 Abs. 1 i.f. EnG (Details)	**VD** (Details)		**VS** (Details)
ZG (Details)	**ZH** § 6 Abs. 1 EKZ-G (Details)			

Legende / Légende

Kursiv: Bestimmungen de lege ferenda
Italique: dispositions de lege ferenda
Weiss: Kantone ohne einschlägige Bestimmung
Blanc: cantons sans disposition pertinente
Hellgrau: Kantone mit Bestimmungen, die nur in indirekter Weise eine Antwort geben
Gris clair: cantons dont les dispositions ne donnent une réponse que de manière indirecte
Dunkelgrau: Kantone mit einschlägiger Bestimmung
Gris foncé: cantons avec disposition pertinente

2.6. Mechanismen des kantonalen Rechts zur Sicherstellung bzw. Durchsetzung der Erfüllung der Versorgungspflicht i.e.S.

Mécanismes du droit cantonal visant la garantie et/ou la pénétration de l'exécution de l'obligation d'approvisionnement au sens étroit

AG § 20c Abs. 2 lit. a EnG § 3 & 4 D-AEW (Details)	**AI** Art. 15 i.f. EnG (Details)	**AR** (Details)	**BE** Art. 8 Abs. 2, 1. Satz EnG (Details)
BL (Details)	**BS** § 22 IWB-G (Details)	**FR** (Details)	**GE** (Details)
GL (Details)	**GR** (Details)	**JU** (Details)	**LU** (Details)
NE (Details)	**NW** (Details)	**OW** *Art. 8 ESG* (Details)	**SG** (Details)
SH (Details)	**SO** (Details)	**SZ** (Details)	**TG** (Details)
TI (Details)	**UR** Art. 27 GWNG (Details)	**VD** (Details)	**VS** (Details)
ZG (Details)	**ZH** (Details)		

Legende / Légende

Schrägschrift: Bestimmungen de lege ferenda
Italique: dispositions de lege ferenda
Weiss: Kantone ohne einschlägige Bestimmung
Blanc: cantons sans disposition pertinente
Hellgrau: Kantone mit Bestimmungen, die nur in indirekter Weise eine Antwort geben
Gris clair: cantons dont les dispositions ne donnent une réponse que de manière indirecte
Dunkelgrau: Kantone mit einschlägiger Bestimmung
Gris foncé: cantons avec disposition pertinente

2.7. Was gilt, wenn das kantonale Recht keine Versorgungspflicht vorsieht?
Règles applicables si le droit cantonal ne prévoit pas d'obligation d'approvisionnement

AG ✎ (Details)	**AI** ➔♦ Art. 16 EnG (Details)	**AI*** ☒ (Details)	**AR*** ☒ (Details)	**BE** ✎ (Details)
BL* ☒ (Details)	**BS** ✎ (Details)	**BS*** ☒ (Details)	**FR** ◆ Art. 1 Abs. 1 G-FEW (Details)	**GE** ✎ (Details)
GL ➔ Art. 12 al. 1 EnG (Details)	**GR** ⅄ Art. 62 – 64 BWRG (Details)		**JU** ✎ (Details)	**LU** (Details)
NE ✎ (Details)	**NW** ✎ (Details)		**OW** ✎ (Details)	**SG*** ☒ (Details)
SH ✎ (Details)	**SO**** (Details)		**SZ** ⇔ Art. 32 Abs. 1 & 33 Abs. 1 WRG (Details)	**TG** ✎ (Details)
TI × Art. 3 L-AET (Details)	**UR** ✎ (Details)	**UR** ➔ Art. 9 Abs. 3 EnG (Details)	**VD** ✎ (Details)	**VS** ✎ (Details)
ZG ✸ § 42 Abs. 1 GWG (Details)	**ZH** ➔♦ § 8 StromG (Details)			

Legende / Légende

Kursiv: Bestimmungen de lege ferenda
Italique: dispositions de lege ferenda
Weiss: Kanton ohne einschlägige Bestimmung
Blanc: canton sans disposition pertinente
Hellgrau: Kantone mit Bestimmungen, die nur in indirekter Weise eine Antwort geben.
Gris clair: cantons dont les dispositions ne donnent une réponse que de manière indirecte
Dunkelgrau: Kantone mit einschlägiger Bestimmung
Gris foncé: cantons avec disposition pertinente

* **Kanton, der einer interkantonalen Vereinbarung beigetreten ist**
Cantons ayant adhéré à une convention intercantonale

✎ **Vgl. Anfrage I-2-3: Versorgungspflicht der Elektrizitätsunterrnehmen**
Cf. question I-2-3: Obligation d'approvisionnement des entreprises

➔ **Zuteilung des Netzgebietes**
Attribution de l'aire de desserte

◡ **Leistungsauftrag**
Mandat de prestation

☒ **Gründung einer Aktiengesellschaft mit Wettbewerbverbotsklausel zu Lasten der Kantone**
Création d'une société anonyme avec clause de non-concurrence à l'encontre des cantons

◆ **Gründung einer Aktiengesellschaft mit Mehrheitsbeteiligung des Kantons**
Création d'une société anonyme avec participation majoritaire du canton

⅄ **Gründung einer Aktiengesellschaft mit Mehrheitsbeteiligung der Gemeinden**
Création d'une société anonyme avec participation majoritaire des communes

** **Verstärkung der Beteiligung des Kantons in Kraftwerkegesellschaften**
Renforcement de la participation du canton dans les entreprises d'électricité
Mitbeteiligungs-und Vorzugsrecht des Kantons
Droit de participation et droit de préférence en faveur du canton

× **Gründung einer öffentlich-rechtlichen Körperschaft, deren Ziel es ist, bei Bedarf den Elektrizitätsunternehmen zusätzlichen Strom zu liefern**
Création d'une corporation de droit public dont le but est l'approvisionnement des entreprises d'électricité en cas de nécessité

✸ **Rücksichtnahme der öffentlichen Interesse bei der Zuteilung der Konzession**
Prise en considération des intérêts publics lors de l'attribution de la concession

3. Versorgungssicherheit
Sécurité de l'approvisionnement

3.1. Bestimmungen über die Sicherheit (qualitativ)
Dispositions relatives à la sécurité qualitative

AG Ziff. 2.1 – 2.3 AbgR Z. 4 WiederV-A Z. 3 EndV-A (Details)	**AI** (Details)	**AR** (Details)	**BE** Art. 10 Abs. 1 EnG (Details)
BL (Details)	**BS** § 45 V zum EnG § 21 IWB-G § 56 VAbgElek (Details)	**FR** (Details)	**GE** (Details)
GL (Details)	**GR** Art. 70 Abs. 1 BWRG (Details)	**JU** Art. 7 LEn (Details)	**LU** (Details)
NE (Details)	**NW** Art. 5 RBAbgElek (Details)	**OW** (Details)	**SG** (Details)
SH (Details)	**SO** (Details)	**SZ** (Details)	**TG** (Details)
TI (Details)	**UR** (Details)	**VD** (Details)	**VS** (Details)
ZG (Details)	**ZH** *§ 8 Abs. 3, 1. Satz StromG* (Details)		

Legende / Légende

Kursiv: Bestimmungen de lege ferenda
Italique: dispositions de lege ferenda
Weiss: Kantone ohne einschlägige Bestimmung
Blanc: cantons sans disposition pertinente
Hellgrau: Kantone mit Bestimmungen, die nur in indirekter Weise eine Antwort geben
Gris clair: cantons dont les dispositions ne donnent une réponse que de manière indirecte
Dunkelgrau: Kantone mit einschlägiger Bestimmung
Gris foncé: cantons avec disposition pertinente

3.2. Bestimmungen zur Kapazität (quantitativ)
Dispositions relatives à la capacité

AG § 17 Abs. 1, 1. Satz EnG Ziff. 2.2. AbgR Z. 6 WiederV-A Z. 6 EndV-A (Details)	**AI** (Details)	**AR** (Details)	**BE** Art. 10 Abs. 1 & 11 Abs. 1 EnG (Details)
BL (Details)	**BS** (Details)	**FR** (Details)	**GE** (Details)
GL (Details)	**GR** Art. 64 EnG (Details)	**JU** (Details)	**LU** (Details)
NE (Details)	**NW** (Details)	**OW** (Details)	**SG** (Details)
SH (Details)	**SO** (Details)	**SZ** (Details)	**TG** (Details)
TI (Details)	**UR** Art. 26, 28 & 32 GWNG (Details)	**VD** Art. 9 D-CVE (Details)	**VS** (Details)
ZG (Details)	**ZH** (Details)		

Legende / Légende

Weiss: Kantone ohne einschlägige Bestimmung
Blanc: cantons sans disposition pertinente
Hellgrau: Kanton mit Bestimmungen, die nur in indirekter Weise eine Antwort geben
Gris clair: canton dont les dispositions ne donnent une réponse que de manière indirecte
Dunkelgrau: Kantone mit einschlägiger Bestimmung
Gris foncé: cantons avec disposition pertinente

3.3. Wie geht der Gesetzgeber mit möglichen Kapazitätsengpässen um?
Comment règle-t-on la problématique des goulots d'étranglement de capacité?

AG Ziff. 2.2.3 AbgR (Details)	**AI** (Details)	**AR** Art. 3 Abs. 1 ElekWG (Details)	**BE** (Details)
BL (Details)	**BS** § 22 IWB-G § 23 V zum EnG (Details)	**FR** (Details)	**GE** (Details)
GL (Details)	**GR** Art. 70 Abs. 1 BWRG (Details)	**JU** (Details)	**LU** (Details)
NE (Details)	**NW** Z. 2.2. RBAbgElek (Details)	**OW** Art. 3 al. 1 lit. d EWO-G (Details)	**SG** (Details)
SH Art. 1 ElektrG (Details)	**SO** (Details)	**SZ** (Details)	**TG** (Details)
TI Art 3 L-AET (Details)	**UR** Art. 28 GWNG (Details)	**VD** (Details)	**VS** Art. 82 Abs. 1 & 86 Abs. 1 GNW (Details)
ZG (Details)	**ZH** § 6 Abs. 1 EKZ-G (Details)		

Legende / Légende

Weiss: Kantone ohne einschlägige Bestimmung
Blanc: cantons sans disposition pertinente
Hellgrau: Kanton mit Bestimmungen, die nur in indirekter Weise eine Antwort geben
Gris clair: canton dont les dispositions ne donnent une réponse que de manière indirecte
Dunkelgrau: Kantone mit einschlägiger Bestimmung
Gris foncé: cantons avec disposition pertinente

3.4. Andere Leistungsaufträge im Zusammenhang mit der Versorgungssicherheit
Autres mandats de prestations en rapport avec la sécurité de l'approvi-sionnement

AG § 38 KBG (Details)	**AI** (Details)	**AR** (Details)	**BE** Art. 4 lit. g ALG (Details)
BL (Details)	**BS** § 22 IWB-G (Details)	**FR** *Art. 10 al. 2 EVG* (Details)	**GE** Art. 24 ROSitEx (Details)
GL Art. 1 & 1a NRG (Details)	**GR** Art. 29 lit. b V-WRG (Details)	**JU** (Details)	**LU** § 4 V-LVG (Details)
NE Art. 30 al. 3 LEn Art. 3 AAEP Art. 14 ASitEx (Details)	**NW** (Details)	**OW** *Art. 10 ESG* (Details)	**SG** (Details)
SH (Details)	**SO** § 15 V-KatG (Details)	**SZ** (Details)	**TG** (Details)
TI (Details)	**UR** Art. 7 V-LVG (Details)	**VD** Art. 2 al. 11 lit. c LDCiv (Details)	**VS** Art. 86 Abs. 2 GNW (Details)
ZG (Details)	**ZH** (Details)		

Legende / Légende

Kursiv: Bestimmungen de lege ferenda
Italique: dispositions de lege ferenda
Weiss: Kantone ohne einschlägige Bestimmung
Blanc: cantons sans disposition pertinente
Hellgrau: Kantone mit Bestimmungen, die nur in indirekter Weise eine Antwort geben
Gris clair: cantons dont les dispositions ne donnent une réponse que de manière indirecte
Dunkelgrau: Kantone mit einschlägiger Bestimmung
Gris foncé: cantons avec disposition pertinente

3.5. Sieht das kantonale Recht Regelungen vor, wie diese gesetzlichen Aufträge zur Herstellung der Versorgungssicherheit sichergestellt werden?

Le droit cantonal contient-il des règles sur la manière dont ces mandats légaux relatifs à la sécurité de l'approvisionnement sont assurés?

AG Art. 17 Abs. 1, 1. Satz EnG (Details)	**AI** Art. 15 EnG (Details)	**AR** Art. 3 Abs. 1 ElekWG (Details)	**BE** Art. 11 Abs. 1 EnG (Details)
BL (Details)	**BS** § 1 lit. g IWB-G (Details)	**FR** *Art. 10 al. 2 EVG* (Details)	**GE** Art. 1er al. 4, 2e phrase LO-SIGE (Details)
GL (Details)	**GR** Art. 70 Abs. 1 BWRG Art. 29 lit. b V-BWRG (Details)	**JU** (Details)	**LU** (Details)
NE Art. 8 al. 2 & 30 al. 3 LEn Art. 7 A-CHA (Details)	**NW** Z. 2.2. RBAbgElek (Details)	**OW** *Art. 10 ESG* (Details)	**SG** (Details)
SH Art. 1 ElektrG (Details)	**SO** (Details)	**SZ** (Details)	**TG** (Details)
TI Art. 3 L-AET (Details)	**UR** Art. 28 GWNG (Details)	**VD** Art. 9 D-CVE (Details)	**VS** Art. 82 Abs. 1 & 86 Abs. 2 GNW (Details)
ZG (Details)	**ZH** § 6 Abs. 1 EKZ-G *§ 8 Abs. 3, 1. Satz StromG* (Details)		

Legende / Légende

Kursiv: Bestimmungen de lege ferenda
Italique: dispositions de lege ferenda
Weiss: Kantone ohne einschlägige Bestimmung
Blanc: cantons sans disposition pertinente
Hellgrau: Kantone mit Bestimmungen, die nur in indirekter Weise eine Antwort geben
Gris clair: cantons dont les dispositions ne donnent une réponse que de manière indirecte
Dunkelgrau: Kantone mit einschlägiger Bestimmung
Gris foncé: cantons avec disposition pertinente

4. Sonderbestimmungen für bestimmte Regionen
Dispositions spéciales pour certaines régions

4.1. Differenzierte Behandlung bestimmter Regionen innerhalb des Kantons
Traitement différencié de certaines régions dans le canton

AG Z. 2.1 WiederV-A § 3 EnG (Details)	**AI** Art. 5 & 16 Abs. 1 EnG (Details)	**AR** Art. 3 Abs. 1 ElekWG (Details)	**BE** Art. 7 & 11 Abs. 1 EnG (Details)
BL (Details)	**BS** (Details)	**FR** *Art. 6 EVG* (Details)	**GE** (Details)
GL** Art. 9 Abs. 1 EnG (Details)	**GR** Art. 61 BWRG (Details)	**JU** (Details)	**LU** (Details)
NE (Details)	**NW** (Details)	**OW** Art. 16 EWO-G (Details)	**SG** (Details)
SH (Details)	**SO** (Details)	**SZ**** (Details)	**TG** (Details)
TI (Details)	**UR** (Details)	**VD** (Details)	**VS** (Details)
ZG (Details)	**ZH** § 2, 1. Satz EKZ-G (Details)		

Legende / Légende

Kursiv: Bestimmungen de lege ferenda
Italique: dispositions de lege ferenda
Weiss: Kantone ohne einschlägige Bestimmung
Blanc: cantons sans disposition pertinente
Hellgrau: Kantone mit Bestimmungen, die nur in indirekter Weise eine Antwort geben.
Gris clair: cantons dont les dispositions ne donnent une réponse que de manière indirecte
Dunkelgrau: Kantone mit einschlägiger Bestimmung
Gris foncé: cantons avec disposition pertinente

** **Kantone, in welchen die Konzessionen einschlägige Bestimmungen enthalten**
Cantons dans lesquels les concessions contiennent des dispositions pertinentes

4.2. Preissolidarität oder anderweitige Ausgleichsmechanismen für bestimmte Gebietsteile: Erwähnung des Mechanismus in den Rechtsgrundlagen?

Solidarité des prix ou autres mécanismes de compensation pour des parties de territoire déterminées: mention du mécanisme dans les bases juridiques?

AG ■ § 3 GesR-AEW Z. 2 & Anhang RAN-AEW Z. 4 & Anhang 16-kV ANB Z.11 WiederV-A Z. 11 EndV-A (Details)	**AI** ☐ Art. 17 Abs. 3 & Art. 20 EnG (Details)	**AR** (Details)	**BE** (Details)
BL (Details)	**BS** ■ V betr. ElekTarife (Details)	**FR** ☐ *Art. 4 al. 4 & Art. 9 EVG* (Details)	**GE** (Details)
GL (Details)	**GR** (Details)	**JU** (Details)	**LU** (Details)
NE (Details)	**NW** ■ Z. 5 & 6 ET-NK Z. 4 & 5 ET-LWB-H Z. 5 & 6 ET-GK Z. 2 & 3 PT (Details)	**OW** ☐ Art. 14 EWO-G Art. 3 EWO-V *Art. 18 Abs. 1 lit. c & d ESG* (Details)	**SG** (Details)
SH ☐ Art. 9 Abs. 2 ElektrG (Details)	**SO** (Details)	**SZ**** (Details)	**TG** (Details)
TI ☐ Art. 13 cpv. 1 LEn (Details)	**UR** ☐ Art. 9 EnG (Details)	**VD** ☐ Art. 10 D-CVE (Details)	**VS** ☐ Art. 83 Abs. 1 GNW (Details)
ZG (Details)	**ZH** ■ § 3 EnG § 8 EKZ-G *§ 8 Abs. 3 & § 9 StromG* (Details)		

Legende / Légende

Kursiv: Bestimmungen de lege ferenda
Italique: dispositions de lege ferenda
Weiss: Kantone ohne einschlägige Bestimmung
Blanc: cantons sans disposition pertinente
Hellgrau: Kantone mit Bestimmungen, die nur in indirekter Weise eine Antwort geben
Gris clair: cantons dont les dispositions ne donnent une réponse que de manière indirecte
Dunkelgrau: Kantone mit einschlägiger Bestimmung
Gris foncé: cantons avec disposition pertinente

** **Kanton, in welchen die Konzessionen einschlägige Bestimmungen enthalten**
Cantons dans lesquels les concessions contiennent des dispositions pertinentes

■ **Kantone, in welchen die Gesetzgebung die Festlegung von Grundpreis und Arbeitspreis reguliert**
Cantons dont la législation fixe le prix de base et le tarif

☐ **Kantone, in welchen die Gesetzgebung unklar bleibt**
Cantons dont la législation reste peu claire à ce sujet

5. Anschlusspflicht und Anschlussbedingungen
Obligation de raccordement et conditions de raccordement

5.1. Anschlusspflicht
Obligation de raccordement

AG § 2 lit. a D-AEW (Details)	**AI** Art. 17 EnG (Details)	**AR** (Details)	**BE** (Details)
BL (Details)	**BS** § 13 IWB-G (Details)	**FR** *Art. 7 EVG* (Details)	**GE** (Details)
GL Art. 12 EnG (Details)	**GR** (Details)	**JU** (Details)	**LU** (Details)
NE (Details)	**NW** Art. 6 EWN-G (Details)	**OW** *Art. 18 ESG* (Details)	**SG** (Details)
SH Art. 8 ElektrG (Details)	**SO** (Details)	**SZ** (Details)	**TG** (Details)
TI (Details)	**UR** (Details)	**VD** (Details)	**VS** (Details)
ZG (Details)	**ZH** *§ 8 Abs. 3 StromG* (Details)		

Legende / Légende

Kursiv: Bestimmungen de lege ferenda
Italique: dispositions de lege ferenda
Weiss: Kantone ohne einschlägige Bestimmung
Blanc: cantons sans disposition pertinente
Dunkelgrau: Kantone mit einschlägiger Bestimmung
Gris foncé: cantons avec disposition pertinente

5.2. Anschlussbedingungen
Conditions de raccordement

AG 16-kV ANB (Details)	**AI** (Details)	**AR** (Details)	**BE** (Details)
BL (Details)	**BS** § 14 IWB-G (Details)	**FR** (Details)	**GE** (Details)
GL Art. 12 EnG (Details)	**GR** (Details)	**JU** (Details)	**LU** (Details)
NE (Details)	**NW** (Details)	**OW** (Details)	**SG** (Details)
SH (Details)	**SO** (Details)	**SZ** (Details)	**TG** (Details)
TI Art. 14 LEn (Details)	**UR** (Details)	**VD** (Details)	**VS** (Details)
ZG (Details)	**ZH** *§ 8 Abs. 3 StromG* (Details)		

Legende / Légende

Kursiv: Bestimmungen de lege ferenda
Italique: dispositions de lege ferenda
Weiss: Kantone ohne einschlägige Bestimmung
Blanc: cantons sans disposition pertinente
Hellgrau: Kanton mit Bestimmungen, die nur in indirekter Weise eine Antwort geben
Gris clair: canton dont les dispositions ne donnent une réponse que de manière indirecte
Dunkelgrau: Kantone mit einschlägiger Bestimmung
Gris foncé: cantons avec disposition pertinente

5.3. Regelungen über die Kosten des Anschlusses
Règles sur les frais de raccordement

AG Z. 2 RAN-AEW (Details)	**AI** Art. 17 EnG (Details)	**AR** (Details)	**BE** (Details)
BL (Details)	**BS** § 18 - 20 IWB-G (Details)	**FR** *Art. 8 EVG* (Details)	**GE** (Details)
GL Art. 12 Abs. 3 EnG (Details)	**GR** (Details)	**JU** (Details)	**LU** (Details)
NE (Details)	**NW** Art. 6 Abs. 3 EWN-G RKAN (Details)	**OW** *Art. 19 ESG* (Details)	**SG** (Details)
SH Art. 8 ElektrG (Details)	**SO** (Details)	**SZ** (Details)	**TG** (Details)
TI (Details)	**UR** (Details)	**VD** (Details)	**VS** (Details)
ZG (Details)	**ZH** *§ 9 StromG* (Details)		

Legende / Légende

Kursiv: Bestimmungen de lege ferenda
Italique: dispositions de lege ferenda
Weiss: Kantone ohne einschlägige Bestimmung
Blanc: cantons sans disposition pertinente
Hellgrau: Kanton mit Bestimmungen, die nur in indirekter Weise eine Antwort geben
Gris clair: canton dont les dispositions ne donnent une réponse que de manière indirecte
Dunkelgrau: Kantone mit einschlägiger Bestimmung
Gris foncé: cantons avec disposition pertinente

6. Kantonale Bestimmungen betreffend das Verhältnis zum Stromkunden

Dispositions cantonales concernant les relations avec les consommateurs d'électricité

6.1. Gibt es kantonale Bestimmungen über das Rechtsverhältnis zwischen Stromlieferant und Stromkunden?

Existe-t-il des dispositions cantonales concernant le rapport de droit entre le fournisseur d'électricité et le consommateur?

AG Z. 1 AbgR Z. 1 & 2 EndV-A (Details)	**AI** Art. 20 EnG (Details)	**AR** (Details)	**BE** Art. 11 Abs. 1 & Art. 32, Abs. 1, 1. Satz EnG (Details)
BL (Details)	**BS** § 25 & 26 IWB-G § 56 - 61 VAbgElek (Details)	**FR** *Art. 8 EVG* (Details)	**GE** (Details)
GL (Details)	**GR** (Details)	**JU** (Details)	**LU** (Details)
NE (Details)	**NW** RBAbgElek (Details)	**OW** Art. 14 EWO-G *Art. 7 Abs. 2 ESG* (Details)	**SG** (Details)
SH Art. 9 ElektrG (Details)	**SO** (Details)	**SZ**** (Details)	**TG** (Details)
TI Art. 14 LEn (Details)	**UR** (Details)	**VD** Art. 10 D-CVE (Details)	**VS** Art. 83 Abs. 1 GNW (Details)
ZG (Details)	**ZH** (Details)		

Legende / Légende

Kursiv: Bestimmungen de lege ferenda
Italique: dispositions de lege ferenda
Weiss: Kantone ohne einschlägige Bestimmung
Blanc: cantons sans disposition pertinente
Hellgrau: Kantone mit Bestimmungen, die nur in indirekter Weise eine Antwort geben
Gris clair: cantons dont les dispositions ne donnent une réponse que de manière indirecte
Dunkelgrau: Kantone mit einschlägiger Bestimmung
Gris foncé: cantons avec disposition pertinente

6.2. Wird dem Kunden eine Lieferantenauswahl gewährt?
Le libre choix du fournisseur est-il accordé au client?

AG ⦸ Z. 2.2. EndV-A (Details)	**AI** (Details)	**AR** (Details)	**BE** (Details)
BL (Details)	**BS** ✓ § 38d IWB-G (Details)	**FR** (Details)	**GE** (Details)
GL** ✓ (Details)	**GR** (Details)	**JU** (Details)	**LU** (Details)
NE (Details)	**NW** (Details)	**OW** ✓ *Art. 18 Abs. 1 ESG* (Details)	**SG** (Details)
SH (Details)	**SO** (Details)	**SZ** (Details)	**TG** (Details)
TI (Details)	**UR** (Details)	**VD** (Details)	**VS** (Details)
ZG (Details)	**ZH** (Details)		

Legende / Légende

Kursiv: Bestimmungen de lege ferenda
Italique: dispositions de lege ferenda
Weiss: Kantone ohne einschlägige Bestimmung
Blanc: cantons sans disposition pertinente
Hellgrau: Kantone mit Bestimmungen, die nur in indirekter Weise eine Antwort geben
Gris clair: cantons dont les dispositions ne donnent une réponse que de manière indirecte
Dunkelgrau: Kanton mit einschlägiger Bestimmung
Gris foncé: canton avec disposition pertinente

⦸ **Kanton, in welchem die freie Lieferantenauswahl ausdrücklich verboten ist**
Canton dans lequel le libre choix du fournisseur est expressément interdit

✓ **Kantone mit freier Lieferantenauswahl**
Cantons où le libre choix du fournisseur est autorisé

** **Kanton, in welchen die Konzessionen einschlägige Bestimmungen enthalten**
Cantons dans lesquels les concessions contiennent des dispositions pertinentes

6.3. Gibt das kantonale Recht Vorgaben für die Preisbedingungen?
Le droit cantonal contient-il des normes relatives aux conditions de prix?

AG § 3 GesR-AEW Z. 3.1 AbgR Z. 11.2 WiederV-A Z. 11.2. EndV-A (Details)	**AI** (Details)	**AR** (Details)	**BE** Z. 3.1. DLKE (Details)
BL § 14 EnG (Details)	**BS** § 33 –38d IWB-G § 62 - 64 VAbgElek V-ElekTarife (Details)	**FR** *Art. 4 al. 4 EVG* (Details)	**GE** Art. 38 lit. d LO-SIGE (Details)
GL (Details)	**GR** (Details)	**JU** (Details)	**LU** (Details)
NE (Details)	**NW** ET-NK ET-LWB-H ET-GK PT (Details)	**OW** Art. 14 EWO-G (Details)	**SG** (Details)
SH (Details)	**SO** (Details)	**SZ**** (Details)	**TG** (Details)
TI Art. 13 cpv. 1 LEn Art. 3b cpv. 1 L-AET (Details)	**UR** (Details)	**VD** Art. 10 D-CVE Art. 3 al. 1 & 3 RCSEE Art. 67 - 69 R-LULCE (Details)	**VS** (Details)
ZG (Details)	**ZH** § 3 EnG § 8 EKZ-G § 9 *StromG* (Details)		

Legende / Légende

Kursiv: Bestimmungen de lege ferenda
Italique: dispositions de lege ferenda
Weiss: Kantone ohne einschlägige Bestimmung
Blanc: cantons sans disposition pertinente
Hellgrau: Kantone mit Bestimmungen, die nur in indirekter Weise eine Antwort geben
Gris clair: cantons dont les dispositions ne donnent une réponse que de manière indirecte
Dunkelgrau: Kantone mit einschlägiger Bestimmung
Gris foncé: cantons avec disposition pertinente
** **Kanton, in welchen die Konzessionen einschlägige Bestimmungen enthalten**
Cantons dans lesquels les concessions contiennent des dispositions pertinentes

6.4. Gibt das kantonale Recht Vorgaben für die Ausgestaltung der Stromlieferung?

Le droit cantonal contient-il des normes sur l'arrangement de la fourniture d'électricité?

AG Z. 2.2 & 2.4. AbgR Z. 3, 4 & 6 WiederV-A Z. 2, 3 & 6 EndV-A (Details)	**AI** (Details)	**AR** (Details)	**BE** Art. 11 Abs. 1 EnG (Details)
BL (Details)	**BS** § 21 - 24 IWB-G § 56 - 60 VAbgElek (Details)	**FR** (Details)	**GE** (Details)
GL (Details)	**GR** (Details)	**JU** (Details)	**LU** (Details)
NE (Details)	**NW** (Details)	**OW** (Details)	**SG** (Details)
SH Art. 9 ElektrG (Details)	**SO** (Details)	**SZ** (Details)	**TG** (Details)
TI Art. 14 LEn (Details)	**UR** (Details)	**VD** Art. 10 D-CVE (Details)	**VS** Art. 83 Abs. 1 GNW (Details)
ZG (Details)	**ZH** § 2 EKZ-G (Details)		

Legende / Légende

Weiss: Kantone ohne einschlägige Bestimmung
Blanc: cantons sans disposition pertinente
Hellgrau: Kantone mit Bestimmungen, die nur in indirekter Weise eine Antwort geben
Gris clair: cantons dont les dispositions ne donnent une réponse que de manière indirecte
Dunkelgrau: Kantone mit einschlägiger Bestimmung
Gris foncé: cantons avec disposition pertinente

6.5. Äussert sich das kantonale Recht zur Möglichkeit des «Abhängens» von Stromkunden?

Le droit cantonal se prononce-t-il sur la possibilité d'abandonner des consommateurs d'électricité?

AG Z. 2.6 AbgR (Details)	**AI** (Details)	**AR** (Details)	**BE** (Details)
BL (Details)	**BS** § 24 IWB-G § 60 VAbgElek (Details)	**FR** (Details)	**GE** (Details)
GL (Details)	**GR** (Details)	**JU** (Details)	**LU** (Details)
NE (Details)	**NW** (Details)	**OW** (Details)	**SG** (Details)
SH (Details)	**SO** (Details)	**SZ** (Details)	**TG** (Details)
TI Art. 14 LEn (Details)	**UR** (Details)	**VD** Art. 10 al. 1 D-CVE (Details)	**VS** Art. 83 Abs. 1 GNW (Details)
ZG (Details)	**ZH** § 2 EKZ-G (Details)		

Legende / Légende

Weiss: Kantone ohne einschlägige Bestimmung
Blanc: cantons sans disposition pertinente
Hellgrau: Kantone mit Bestimmungen, die nur in indirekter Weise eine Antwort geben
Gris clair: cantons dont les dispositions ne donnent une réponse que de manière indirecte
Dunkelgrau: Kantone mit einschlägiger Bestimmung
Gris foncé: cantons avec disposition pertinente

6.6. Äussert sich das kantonale Recht zu Haftungsfragen?

Le droit cantonal se prononce-t-il sur des questions de responsabilité?

AG Z. 6.2 AbgR Z. 14 EndV-A (Details)	**AI** (Details)	**AR** (Details)	**BE** (Details)
BL (Details)	**BS** § 29 & 30 IWB-G § 61 VAbgElek (Details)	**FR** (Details)	**GE** (Details)
GL (Details)	**GR** (Details)	**JU** (Details)	**LU** § 62 WBG (Details)
NE (Details)	**NW** Art. 10a EWN-G (Details)	**OW** × Art. 12 EWO-G (Details)	**SG** (Details)
SH (Details)	**SO** (Details)	**SZ** (Details)	**TG** (Details)
TI (Details)	**UR** (Details)	**VD** Art. 10 al. 1 D-CVE (Details)	**VS** (Details)
ZG (Details)	**ZH** (Details)		

Legende / Légende

Weiss: Kantone ohne einschlägige Bestimmung
Blanc: cantons sans disposition pertinente
Hellgrau: Kanton mit Bestimmungen, die nur in indirekter Weise eine Antwort geben
Gris clair: canton dont les dispositions ne donnent une réponse que de manière indirecte
Dunkelgrau: Kantone mit einschlägiger Bestimmung
Gris foncé: cantons avec disposition pertinente
× **Kanton, in welchem die Haftung des Elektrizitätswerkes ausgeschlossen ist**
Canton dans lequel la responsabilité de l'entreprise d'électricité est exclue

II. VERSORGUNGSPLANUNG
PLANIFICATION DE L'APPROVISIONNEMENT

1. Allgemeines
Généralités

AG § 13 - 16 EnG § 8 & 9 BauG (Details)	**AI** Art. 15 EnG Art. 6 – 10 BauG (Details)	**AR** Art. 3 EnG Art. 7 –11 EG RPG *Art. 7 – 10 BauG* (Details)	**BE** Art. 5 – 7a EnG Art. 68 & 103 – 105 BauG Art. 111 – 117 BauV (Details)
BL § 115 Abs. 2 KV § 8 – 11 & 14 RBG § 4 RBV (Details)	**BS** § 4 IWB-G § 2 lit. a IWB-V § 94 BPG § 70 – 78 BPV (Details)	**FR** Art. 1 - 5 EnG Art. 1 - 4 EnR *Art. 5 Abs. 2 EVG* Art. 16 – 24 RBG (Details)	**GE** Art. 7 - 11 LEn Art. 3 – 11 LA-LAT *Art. 9 – 12 LATC* (Details)
GL Art. 2 Abs. 1 EnG Art. 3 – 6 RBG (Details)	**GR** Art. 3 EnG Art. 14, 46 – 53 RPG (Details)	**JU** Art. 4 LEn Art. 79 – 83 LCAT Art. 89 – 93 OCAT (Details)	**LU** § 2 EnG § 7 – 14 PBG (Details)
NE Art. 15 – 24 LEn Art. 15, 18 – 30 & 44 LCAT (Details)	**NW** Art. 3 Z. 1 EnG Art. 5 – 20 & 29 – 31 BauG (Details)	**OW** Art. 8 BauG Art. 1 – 3 V-BauG (Details)	**SG** Art. 2 EnG Art. 6. 5 & 42 – 45 BauG (Details)
SH Art. 1 Abs. 1 ElektrG Art. 4 BauG Art. 1 – 3 V-BauG (Details)	**SO** § 2 EnG § 57 – 67 PBG (Details)	**SZ** Art. 3 & 5 – 9, 13 & 28 PBG (Details)	**TG** § 82 Abs. 1, 1. Satz KV § 10, 11 & 34 PBG (Details)
TI Art. 3 LEn Art. 12 – 23 LA-LPT (Details)	**UR** Art. 1 Abs. 2 EnG Art. 42 – 42e BauG (Details)	**VD** Art. 25 – 42 LATC (Details)	**VS** Art. 4 EnG Art. 6 – 9 GA-RPG (Details)
ZG § 8 & 15 PBG (Details)	**ZH** § 4 – 8 EnG § 1 - 7 EnV § 18 – 26 & 30 – 32 PBG (Details)		

Legende / Légende

Kursiv: Bestimmungen de lege ferenda
Italique: dispositions de lege ferenda
Hellgrau: Kantone mit Bestimmungen, die nur in indirekter Weise eine Antwort geben
Gris clair: cantons dont les dispositions ne donnent une réponse que de manière indirecte
Dunkelgrau: Kantone mit einschlägiger Bestimmung
Gris foncé: cantons avec disposition pertinente

2. Zielsetzungsbestimmungen
Dispositions relatives à l'objectif

AG § 1 EnG (Details)	**AI** Art 1 – 3 EnG (Details)	**AR** Art. 1 – 3 EnG (Details)	**BE** Z. 1 DLKE (Details)
BL § 115 Abs. 2 KV (Details)	**BS** § 1 & 2 EnG (Details)	**FR** Art. 1 & 3 EnG (Details)	**GE** Art. 10 LEn Art. 10 & 11 R-LEn (Details)
GL Art. 1 EnG (Details)	**GR** Art. 2 EnG (Details)	**JU** Art. 3 A-PDOAT (Details)	**LU** § 5 EnG (Details)
NE Art. 8 al. 1 D-CDAT (Details)	**NW** Art. 1 EnG (Details)	**OW** Art. 8 Abs. 2 BauG (Details)	**SG** Art. 1 Abs. 1 EnG (Details)
SH Art. 1 ElektrG (Details)	**SO** § 1 VRicht (Details)	**SZ** Art. 5 PBG (Details)	**TG** § 1 EnG (Details)
TI Art. 1 D-OPPD (Details)	**UR** Art. 1 EnG (Details)	**VD** Art. 2 + Obj. 5.2. D-PDC (Details)	**VS** Art. 3 Abs. 1 lit. G RPZ (Details)
ZG § 1 EnG (Details)	**ZH** § 6 EnG *§ 1 StromG* (Details)		

Legende / Légende

Kursiv: Bestimmungen de lege ferenda
Italique: dispositions de lege ferenda
Hellgrau: Kantone mit Bestimmungen, die nur in indirekter Weise eine Antwort geben
Gris clair: cantons dont les dispositions ne donnent une réponse que de manière indirecte
Dunkelgrau: Kantone mit einschlägiger Bestimmung
Gris foncé: cantons avec disposition pertinente

3. Planung der Elektrizitätsversorgung
Planification de l'approvisionnement en électricité

3.1. Wer ist Planungsträger?
Qui est responsable de la planification?

AG Art. 12 & 14 Abs. 2 EnG (Details)	**AI** Art. 15 EnG (Details)	**AR** Art. 3 Abs. 1 EnG (Details)	**BE** Art. 6 EnG (Details)
BL § 115 Abs. 2, 1. Satz KV (Details)	**BS** § 4 IWB-G § 2 lit. a IWB-V (Details)	**FR** Art. 6 & 7 EnG (Details)	**GE** Art. 10 LEn (Details)
GL Art. 1 Abs. 1 & 2 Abs. 1 EnG (Details)	**GR** Art. 29 V-WRG (Details)	**JU** Art. 4 LEn (Details)	**LU** (Details)
NE Art. 16 LEn (Details)	**NW** Art. 3 Z. 1 & 2 EnG (Details)	**OW** (Details)	**SG** Art. 2 EnG Art. 5 & 38 Abs. 1 lit. f BauG (Details)
SH (Details)	**SO** § 19 Abs. 2 lit. a EnG (Details)	**SZ** (Details)	**TG** (Details)
TI Art. 3 LEn (Details)	**UR** (Details)	**VD** (Details)	**VS** Art. 5 & 6 EnSG (Details)
ZG (Details)	**ZH** § 4 EnG (Details)		

Legende / Légende

Weiss: Kantone ohne einschlägige Bestimmung
Blanc: cantons sans disposition pertinente
Hellgrau: Kantone mit Bestimmungen, die nur in indirekter Weise eine Antwort geben
Gris clair: cantons dont les dispositions ne donnent une réponse que de manière indirecte
Dunkelgrau: Kantone mit einschlägiger Bestimmung
Gris foncé: cantons avec disposition pertinente

3.2. Auf welcher Ebene
À quel niveau?

AG ■ Art. 12 Abs. 5 EnG (Details)	**AI** (Details)	**AR** ■ Art. 3 Abs. 2 EnG (Details)		**BE** ■ Art. 5 EnG Z. 1 DLKE (Details)
BL ■ § 115 Abs. 2, 1. Satz KV (Details)	**BS** ■ § 4 IWB-G (Details)	**FR** ■ Art. 7 EnG (Details)	**FR** ↯ *Art. 5 Abs. 2 EVG* (Details)	**GE** ■ Art. 10 al. 1 LEn (Details)
GL (Details)	**GR** ↯ Art. 29 V-BWRG (Details)	**JU** ■ Art. 4 LEn (Details)		**LU** (Details)
NE ■ Art. 16 LEn (Details)	**NW** ■ Art. 3 Z. 1 EnG (Details)	**OW** (Details)		**SG** ■ Art. 2 EnG Art. 5 & 38 Abs. 1 lit. f BauG (Details)
SH (Details)	**SO** ■ § 2 EnG (Details)	**SZ** (Details)		**TG** (Details)
TI ■ Art. 4 LEn (Details)	**UR** (Details)	**VD** (Details)	**VD** ■ *Art. 56 al. 2 nCst* (Details)	**VS** ■ § 6 EnSG (Details)
ZG (Details)	**ZH** ■ § 6 EnG § 25 PBG § 10 VEDR (Details)			

Legende / Légende

Kursiv: Bestimmungen de lege ferenda
Italique: dispositions de lege ferenda
Weiss: Kantone ohne einschlägige Bestimmung; Kantone ohne Planung
Blanc: cantons sans disposition pertinente; cantons sans planification
Hellgrau: Kantone mit Bestimmungen, die nur in indirekter Weise eine Antwort geben
Gris clair: cantons dont les dispositions ne donnent une réponse que de manière indirecte
Dunkelgrau: Kantone mit einschlägiger Bestimmung
Gris foncé: cantons avec disposition pertinente

■ **Makroplanung**
Macroplanification

↯ **Planung nach Einzelbereich, insbesondere Strom**
Planification par domaine, en particulier l'électricité

3.3. Wo und wie äussert sich das kantonale Recht zur Arbeitsteilung zwischen Kanton und Gemeinden

Comment le droit cantonal règle-t-il la répartition des tâches entre le canton et des communes?

AG § 1EnG (Details)	**AI** (Details)	**AR** Art. 3 EnG (Details)	**BE** Art. 7 & 7a EnG (Details)
BL (Details)	**BS** (Details)	**FR** Art. 8 EnG (Details)	**GE** Art. 3 LEn Art. 10 R-LEn (Details)
GL Art. 2 Abs. 1 EnG (Details)	**GR** Art. 66 Abs. 1 BWRG (Details)	**JU** (Details)	**LU** (Details)
NE Art. 17 al. 1 LEn (Details)	**NW** Art. 6 Abs. 1 EnG (Details)	**OW** (Details)	**SG** Art. 77 lit. c BauG (Details)
SH (Details)	**SO** § 2 Abs. 4 EnG (Details)	**SZ** (Details)	**TG** § 16 EnG § 100 – 102 & 105 PBG (Details)
TI Art. 5 LEn (Details)	**UR** (Details)	**VD** (Details)	**VS** Art. 4 Abs. 1 & Art. 6 EnSG (Details)
ZG (Details)	**ZH** § 5 & 7 EnG (Details)		

Legende / Légende

Weiss: Kantone ohne einschlägige Bestimmung
Blanc: cantons sans disposition pertinente
Hellgrau: Kantone mit Bestimmungen, die nur in indirekter Weise eine Antwort geben
Gris clair: cantons dont les dispositions ne donnent une réponse que de manière indirecte
Dunkelgrau: Kantone mit einschlägiger Bestimmung
Gris foncé: cantons avec disposition pertinente

3.4. Wo und wie äussert sich das kantonale Recht zur Behandlung von Interessenkonflikten zwischen Kanton und Gemeinden und den Versorgungsunternehmen insbesondere in Bezug auf die Frage des Ausbaus von netz- bzw. leitungsgebunden Energiesystemen?

Où et comment le droit cantonal traite-t-il des conflits d'intérêts entre un canton, des communes et des entreprises d'approvisionnement (en particulier en ce qui concerne le développement des systèmes énergétiques par réseau ou par conduites)?

AG § 14 EnG (Details)	**AI** Art. 78 Abs. 1 BauG (Details)	**AR** Art. 4 Abs. 1 & Art. 20 EnG (Details)	**BE** Art. 12 Abs. 2 EnG (Details)
BL Art. 12 Abs. 2 lit. e EnG (Details)	**BS** § 5 IWB-G § 2 Abs. 1 lit. b IWB-V (Details)	**FR** Art. 30 EnG (Details) **FR** *Art. 5 EVG* (Details)	**GE** Art. 24 LEn Art. 145 - 150 LConstr. (Details)
GL Art. 31 EnG (Details)	**GR** Art. 61 - 72 Abs. 1 BWRG (Details)	**JU** Art. 23 LEn Art. 93 LCAT (Details)	**LU** § 206 & 207 PBG (Details)
NE Art. 125 & 126 LCAT Art. 32 LPJA (Details)	**NW** Art. 14 Abs. 2 & Art. 15 EnG (Details)	**OW** Art. 30, 60 & 61 BauG (Details)	**SG** Art. 29 & 29bis BauG (Details)
SH Art. 27 Abs. 3 BauG § 1 V-BauG (Details)	**SO** § 20 EnG (Details)	**SZ** § 2 PBG (Details)	**TG** § 33 & 109 PBG (Details)
TI Art. 26 cpv. 1, Art. 28 & 35 LA-LPT (Details)	**UR** Art. 22 Abs. 1 EnG (Details)	**VD** Art. 49 & 49a LATC (Details)	**VS** Art. 14 & 37 GA-RPG (Details)
ZG § 38 & 39 PBG (Details)	**ZH** § 329 PBG (Details)		

Legende / Légende

Kursiv: Bestimmungen de lege ferenda
Italique: dispositions de lege ferenda
Hellgrau: Kantone mit Bestimmungen, die nur in indirekter Weise eine Antwort geben
Gris clair: cantons dont les dispositions ne donnent une réponse que de manière indirecte
Dunkelgrau: Kantone mit einschlägiger Bestimmung
Gris foncé: cantons avec disposition pertinente

III. Spezialregelung für kantonseigene oder konzessionierte Wasserkraft- und Elektrizitätswerke

Reglementation speciale pour les centrales electriques ou les entreprises d'electricite du canton ou concessionnees

1. Rechtsgrundlagen

Bases juridiques

AG* § 20a EnG D-AEW (Details)	**AI*** (Details)	**AR*** Art. 2, 1. Satz G-ElekWG (Details)	**BE** (Details)
BL* (Details)	**BS*** § 5 IWB-G (Details)	**FR** Art. 1 G-FEW (Details)	**GE** Art. 1er al. 1. 1ère phr & Art. 2 . LO-SIGE (Details)
GL* (Details)	**GR** (Details)	**JU** Art. 8 al. 1 LEn (Details)	**LU** (Details)
NE (Details)	**NW** Art. 1 EWN-G (Details)	**OW** Art. 1 EWO-Gesetz *Art. 2, 1. Satz, Art. 3 Abs. 1, 1. Satz & Art. 7 Abs. 1 ESG* (Details)	**SG*** (Details)
SH* Art. 10 ElektrG (Details)	**SO** Ingress der Übereinkunft SO-Atel (Details)	**SZ** (Details)	**TG*** § 1 ElektrG (Details)
TI Art. 1 L-AET (Details)	**UR** (Details)	**VD** Art. 1er lit. e & Art. 2 D-CVE (Details)	**VS** Art. 88 GNW (Details)
ZG* (Details)	**ZH*** § 1 EKZ-G *§ 4 & 6 StromG* (Details)		

AG / GL / SH / TG / ZG / ZH § 1 NOK-Vertrag (Details)	**AI / AR / SG** § 1 Abs. 1 SAK-Vertrag (Details)	**BL / BS** Art. 1 Abs. 1 Birsfelden-Vertrag (Details)

Legende / Légende

Kursiv: Bestimmungen de lege ferenda
Italique: dispositions de lege ferenda
Weiss: Kantone ohne einschlägige Bestimmung
Blanc: cantons sans disposition pertinente
Hellgrau: Kantone mit Bestimmungen, die nur in indirekter Weise eine Antwort geben
Gris clair: cantons dont les dispositions ne donnent une réponse que de manière indirecte
Dunkelgrau: Kantone mit einschlägiger Bestimmung
Gris foncé: cantons avec disposition pertinente
* **Kanton, der einer interkantonalen Vereinbarung beigetreten ist**
Canton ayant adhéré à une convention intercantonale

2. Rechtsform
Forme juridique

AG* Aktiengesellschaft (Details)	**AI*** (Details)	**AR*** Körperschaft des öffentlichen Rechts (Details)	**BE** Aktiengesellschaft (Details)
BL* (Details)	**BS*** Anstalt des öffentlichen Rechts (Details)	**FR** Aktiengesellschaft (Details)	**GE** Etablissement de droit public (Details)
GL* (Details)	**GR** (Details)	**JU** Société anonyme de droit privé (Details)	**LU** (Details)
NE (Details)	**NW** Anstalt des öffentlichen Rechts (Details)	**OW** Anstalt des öffentlichen Rechts (Details)	**OW** *Konzern* (Details)	**SG*** (Details)
SH* Aktiengesellschaft (Details)	**SO** (Details)	**SZ** (Details)	**TG*** Aktiengesellschaft (Details)
TI Azienda cantonale (Details)	**UR** (Details)	**VD** Société anonyme (Details)	**VS** Gemischtwirtschaftliche Aktiengesellschaft (Details)
ZG* (Details)	**ZH*** Anstalt des öffentlichen Rechts (Details)	**ZH*** *Aktiengesellschaft* (Details)	

AG / GL / SH / TG / ZG / ZH Aktiengesellschaft (Details)	**AI / AR / SG** Aktiengesellschaft (Details)	**BL / BS** Aktiengesellschaft (Details)

Legende / Légende

Kursiv: Bestimmungen de lege ferenda
Italique: dispositions de lege ferenda
Weiss: Kantone ohne eigenes Elektrizitätskraftwerk
Blanc: cantons sans entreprise d'électricité en propre
Hellgrau: Kantone mit öffentlichrechtlicher Anstalt
Gris clair: cantons avec établissement de droit public
Dunkelgrau: Kantone mit Aktiengesellschaft(en)
Gris foncé: cantons avec société(s) anonyme(s)

* **Kanton, der einer interkantonalen Vereinbarung beigetreten ist**
Canton ayant adhéré à une convention intercantonale

3. Gebiets- und versorgungsmonopol
Monopole d'approvisionnement et de secteur

AG* § 2 lit. A D-AEW (Details)	**AI*** (Details)	**AR*** (Details)	**BE** (Details)
BL* (Details)	**BS*** (Details)	**FR** (Details)	**GE** (Details)
GL* (Details)	**GR** (Details)	**JU** Art. 8 LEn (Details)	**LU** (Details)
NE Art. 30 al. 1 LEn (Details)	**NW** Art. 3 EWN-G (Details)	**OW** Art. 3 Abs. 1 lit. b EWO-G (Details) / **OW** *Art. 8 lit. a ESG* (Details)	**SG*** (Details)
SH* (Details)	**SO** (Details)	**SZ** (Details)	**TG*** (Details)
TI Art. 3 L-AET (Details)	**UR** (Details)	**VD** Art. 9 & 10 D-CVE (Details)	**VS** Art. 83 Abs. 1 GNW (Details)
ZG* (Details)	**ZH*** § 2, 1. Satz EKZ-G (Details)		

AG / GL / SH / TG / ZG / ZH § 1 NOK-Vertrag (Details)	**AI / AR / SG** § 1 Abs. 1 SAK-Vertrag (Details)	**BL / BS** Art. 1 Abs. 1 Birsfelden-Vertrag (Details)

Legende / Légende

Kursiv: Bestimmungen de lege ferenda
Italique: dispositions de lege ferenda
Weiss: Kantone ohne einschlägige Bestimmung
Blanc: cantons sans disposition pertinente
Hellgrau: Kantone mit Bestimmungen, die nur in indirekter Weise eine Antwort geben
Gris clair: cantons dont les dispositions ne donnent une réponse que de manière indirecte
Dunkelgrau: Kanton ohne Versorgungsmonopol des kantonalen Elektrizitätswerkes
Gris foncé: cantons sans monopole d'approvisionnement de l'entreprise cantonale d'electricité
Kanton mit Versorgungsmonopol des kantonalen Elektrizitätswerkes
Canton avec monopole d'approvisionnement de l'entreprise cantonale d'électricité
* **Kanton, der einer interkantonalen Vereinbarung beigetreten ist**
Canton ayant adhéré à une convention intercantonale

4. Privilegierungen oder nachteilige Verpflichtungen aus unternehmerischer Sicht?

Privilèges ou obligations du point de vue de l'entreprise?

AG* § 2 & 3 D-AEW (Details)	**AI*** (Details)	**AR*** Art. 2, 2. Satz G-ElekWG (Details)	**BE** (Details)
BL* (Details)	**BS*** § 6 & 7a IWB-G (Details)	**FR** (Details)	**GE** Art. 5, 31 al. 1 & 32 al. 5 LO-SIGE (Details)
GL* (Details)	**GR** (Details)	**JU** (Details)	**LU** (Details)
NE (Details)	**NW** Art. 9 EWN-G (Details)	**OW** Art. 3 & 13 - 15 EWO-G *Art. 8 Abs. 1 lit. a, Art. 20 & 21 ESG* (Details)	**SG*** (Details)
SH* (Details)	**SO** (Details)	**SZ** (Details)	**TG*** (Details)
TI Art. 2b & 4 L-AET (Details)	**UR** (Details)	**VD** (Details)	**VS** Art. 93bis GNW (Details)
ZG* (Details)	**ZH*** § 3 EKZ-G (Details)		

AG / GL / SH / TG / ZG / ZH § 1 NOK-Vertrag (Details)	**AI / AR / SG** § 1 Abs. 1 SAK-Vertrag (Details)	**BL / BS** Art. 1 Abs. 1 Birsfelden-Vertrag (Details)

Legende / Légende

Kursiv: Bestimmungen de lege ferenda
Italique: dispositions de lege ferenda
Weiss: Kantone ohne einschlägige Bestimmung
Blanc: cantons sans disposition pertinente
Dunkelgrau: Kantone mit einschlägiger Bestimmung
Gris foncé: cantons avec disposition pertinente
* **Kanton, der einer interkantonalen Vereinbarung beigetreten ist**
Canton ayant adhéré à une convention intercantonale

INSTITUT FÜR FÖDERALISMUS, UNIVERSITÄT FREIBURG
INSTITUT DU FÉDÉRALISME, UNIVERSITÉ DE FRIBOURG
INSTITUTE OF FEDERALISM, UNIVERSITY OF FRIBOURG

Die Elektrizitätswirtschaftsordnung

Übersicht und Beurteilung des kantonalen Rechts

Gesamtübersicht

März 2003

© 2003, Institut für Föderalismus,
Universität Freiburg
Rte d'Englisberg 7
1763 Granges-Paccot (FR)

J.-L. GASSMANN, lic. iur., not. (Projektleiter), Prof. B. WALDMANN, Dr. iur. (Gesamtleitung)
- M. ROTH, lic.iur.- C. VERDON, lic. iur. - M. SULSER, lic. iur.

GESAMTÜBERSICHT

APERÇU GÉNÉRAL

Kantone	«Service public»																													Versorgungsplanung						Spezialregelung für kantonseigene oder konzessionnierte Wasserkraft- und Elektrizitätswerke			
	Allgemeines		Versorgungspflicht i.e.S.											Versorgungssicherheit					Sonderbestimmungen für bestimmte Regionen		Anschlusspflicht und Anschlussbedingungen			Kantonale Bestimmungen betreffend das Verhältnis zum Stromkunden						Allgemeines	Zielsetzungsbestimmungen	Planung der Elektrizitätsversorgung				Rechtsgrundlagen	Rechtsform	Gebiets- und Versorgungsmonopol	Privilegierungen oder nachteilige Verpflichtungen aus unternehmerischer Sicht
	1.2.		2.1	2.2	2.3	2.4	2.5					2.6	2.7	3.1	3.2	3.3	3.4	3.5	4.1	4.2	5.1	5.2	5.3	6.1	6.2	6.3	6.4	6.5	6.6			3.1	3.2	3.3	3.4				
	1.2.1	1.2.2					2.5.1	2.5.2	2.5.3	2.5.4	2.5.5																											
AG																																						
AI																																						
AR																																						
BE																																						
BL																																						
BS																																						
FR																																						
GE																																						
GL																																						
GR																																						
JU																																						
LU																																						
NE																																						
NW																																						
OW																																						
SG																																						
SH																																						
SO																																						
SZ																																						
TG																																						
TI																																						
UR																																						
VD																																						
VS																																						
ZG																																						
ZH																																						

Legende / Légende

Weiss: Kantone ohne einschlägige Bestimmung
Blanc: cantons sans disposition pertinente
Hellgrau: Kantone mit Bestimmungen, die nur in indirekter Weise eine Antwort geben
Gris clair: cantons dont les dispositions ne donnent une réponse que de manière indirecte
Dunkelgrau: Kantone mit einschlägiger Bestimmung
Gris foncé: cantons avec disposition pertinente

INSTITUT FÜR FÖDERALISMUS, UNIVERSITÄT FREIBURG
INSTITUT DU FÉDÉRALISME, UNIVERSITÉ DE FRIBOURG
INSTITUTE OF FEDERALISM, UNIVERSITY OF FRIBOURG

Die Elektrizitätswirtschaftsordnung

Übersicht und Beurteilung des kantonalen Rechts

Gesetzesverzeichnis

März 2003

© 2003, Institut für Föderalismus,
Universität Freiburg
Rte d'Englisberg 7
1763 Granges-Paccot (FR)

J.-L. GASSMANN, lic. iur., not. (Projektleiter), Prof. B. WALDMANN, Dr. iur. (Gesamtleitung)
- M. ROTH, lic.iur.- C. VERDON, lic. iur. - M. SULSER, lic. iur.

LISTE DER RELEVANTEN BESTIMMUNGEN (OHNE VERFASSUNGSBESTIMMUNGEN)[1]

LISTE DES DISPOSITIONS PERTINENTES (SANS LES DISPOSITIONS CONSTITUTIONNELLES)

Stand am 01.03.2003

Etat au 01.03.2003

AG

Gesetz über Katastrophenhilfe und Bevölkerungsschutz (KBG*)
Vom 18.01.1983
SAR 515.100

Gesetz über Raumplanung, Umweltschutz und Bauwesen (Baugesetz, BauG)
Vom 19.01.1993
SAR 713.100 + AGS 2002, S. 305

Energiegesetz des Kantons AG (EnG*)
Vom 09.03.1993
SAR 773.100 + AGS 2002, S. 341

Dekret über den Leistungsauftrag der AEW Energie AG (D-AEW*)
Vom 07.09.1999
SAR 773.330

Geschäftsreglement für das Aargauische Elektrizitätswerk (GesR-AEW*)
Vom 06.12.1995
SAR 773.511

Reglement für den Anschluss an das Niederspannungsnetz des Aargauischen Elektrizitätswerkes (RAN-AEW*)
Vom 23.03.1994
SAR 773.531

Reglement über die Lieferung elektrischer Energie aus dem Niederspannungsnetz des Aargauischen Elektrizitätswerkes (Abgabereglement) (AbgR*)
Vom 23.03.1994
SAR 773.533

---

1 **Die mit dem Symbol «*» bezeichneten Erlassabkürzungen entsprechen nicht den offiziellen kantonalen Abkürzungsvorschlägen.**
Les abréviations accompagnées du symbole «» ne correspondent pas aux abréviations cantonales officielles.*

Anschlussbedingungen für den Anschluss an das 16-kV-Netz (16-kV-Netz-Anschlussbedingungen) (16-kV ANB*)
Vom 23.03.1994
SAR 773.551

Allgemeine Geschäftsbedingungen für den Verkauf elektrischer Energie in 16-kV-Hochspannung an Wiederverkäufer (Wiederverkäufer-Abgabebedingungen) (WiederV-A*)
Vom 23.03.1994
SAR 773.555

Allgemeine Geschäftsbedingungen für den Verkauf elektrischer Energie in 16-kV-Hochspannung an Endverbraucher (Endverbraucher-Abgabebedingungen) (EndV-A*)
Vom 23.03.1994
SAR 773.557

AI

Gesetz betreffend die Einführung des Schweizerischen Zivilgesetzbuches vom 10.12.1907 für den Kanton AI (EG ZGB*)
Vom 30.04.1911
GS 201

Änderungen (Adoptionswesen / Bürgerrecht)
Vom 07.10.2002, zu Handen der Landsgemeinde verabschiedet
Änderung (Grundpfandrecht, Grundbuch & Grundbuchrecht)
Vom 24.02.2003, zu Handen der Landsgemeinde verabschiedet

Standeskommissionsbeschluss betreffend die Organisation in ausserordentlichen Lagen im Kanton AI
Vom 15.05.2001
GS 562

Baugesetz (BauG*)
Vom 28.04.1985
GS 701

Änderung
Vom 24.02.2003, zu Handen der Landsgemeinde verabschiedet

Standeskommissionsbeschluss über die Erteilung der Wasserrechtskonzession an die St.Gallisch-Appenzellischen Kraftwerke AG in St.Gallen
Vom 17.02.1969
GS 716

Energiegesetz (EnergG) (EnG*)
Vom 29.04.2001
GS 729

Energieverordnung (EnergV)
Vom 24.06.2002
GS 730

AR

Gesetz über die Einführung des Schweizerischen Zivilgesetzbuches (EG zum ZGB) (EG ZGB*)
Vom 27.04.1969
bGS 211.1

Änderung
Vom 04.11.2002, untersteht der Volksdiskussion bis am 27.12.2002
Amtsblatt 2002, Nr. 45, S. 1043

Änderung
Vom 17.02.2003, untersteht der Volksdiskussion bis am 21.03.2003
Amtsblatt 2003, Nr. 8, S. 162

Verordnung über die Organisation der kantonalen Zivilverteidigung und Katastrophenhilfe
Vom 05.04.1987
bGS 511.1

Gesetz über die Einführung des Bundesgesetzes über die Raumplanung (EG zum RPG) (EG RPG*)
Vom 28.04.1985
bGS 721.1

Gesetz über die Raumplanung und das Baurecht (Baugesetz) (BauG*)
(Würde u.a. das Gesetz über die Einführung des Bundesgesetzes über die Raumplanung (EG zum RPG) aufheben.)
Gemäss erster Lesung des Kantonsrates vom 04.11.2002
Amtsblatt 2002, Nr. 45, S. 994

Energiegesetz (EnG*)
Vom 24.09.2001
bGS 750.1

Verordnung zum Energiegesetz (Energieverordnung)
Vom 18.12.2001
bGS 750.11

Gesetz über die Errichtung eines kantonalen Elektrizitätswerkes (ElekWG*)
Vom 27.04.1913
bGS 751.211

Wasserrechtskonzession für die AG Elektrizitätswerk Heiden
Vom 06.03.1951
bGS 751.222

Wasserrechtskonzession für die Elektrizitätswerk Urnäsch AG
Vom 15.12.1952 / 20.04.1953
bGS 751.223

Wasserrechtskonzession für die St.Gallisch-Appenzellische Kraftwerke AG
Vom 09.06.1969
bGS 751.224

BE

Gesetz über ausserordentliche Lagen (ALG)
Vom 11.03.1998
BSG 521.1 + BAG 02-67

Baugesetz (BauG)
Vom 09.06.1985
BSG 721.0 + BAG 02-67

Bauverordnung (BauV)
Vom 06.03.1985
BSG 721.1

Energiegesetz (EnG*)
Vom 14.05.1981
BSG 741.1

Allgemeine Energieverordnung
Vom 13.01.1993
BSG 741.111

Dekret über die Leitsätze der kantonalen Energiepolitik (DLKE*)
Vom 21.08.1990
BSG 741.21

Wassernutzungsgesetz (WNG*)
Vom 23.11.1997
BSG 752.41

+ *Amtsblatt 2001, Nr. 48, S. 884*

+ *Tagblatt des Grossen Rates 2002, Heft 2, S. 321. ff.*

BL

Raumplanungs- und Baugesetz (RBG)
Vom 08.01.1998
SGS 400

V zum Raumplanungs- und Baugesetz (RBV)
Vom 27.10.1998
SGS 400.11

Energiegesetz (EnG*)
Vom 04.02.1991
SGS 490

Gesetz über den zivilen Schutz der Bevölkerung und der Kulturgüter
Vom 06.02.1997
SGS 731

BS

Bau- und Planungsgesetz (BPG)
Vom 17.11.1999
SG 730.100

Bau- und Planungsverordnung (BPV)
Vom 19.12.2000
SG 730.110

Energiegesetz (EnG)
Vom 09.09.1998
SG 772.100

Verordnung zum Energiegesetz (V zum EnG*)
Vom 11.05.1999
SG 772.110

Gesetz über die Versorgung des Kantons BS mit Energie und Trinkwasser durch die Industriellen Werke Basel (IWB-Gesetz) (IWB-G*)
Vom 21.04.1988
SG 772.300

Verordnung betreffend Organisation der Energie- und Trinkwasserversorgung (IWB-V*)
Vom 19.09.1989
SG 772.310

Verordnung über die Abgabe von Elektrizität (VAbgElek*)
Vom 22.08.1989
SG 772.400

Verordnung betreffend Elektrizitätstarife (V-ElekTarife*)
Vom 11.05.1999
SG 772.430

Verordnung betreffend den Vollzug des Bundesgesetzes über die wirtschaftliche Landesversorgung
Vom 03.08. 1988
SG 910.300

FR

Beschluss über die Organisation für den Katastrophenfall (ORKAF)
Vom 31.10.1988
SGF 50.31

Raumplanungs- und Baugesetz (RBG*)
Vom 09.05.1983
SGF 710.1 + ASF 2002_098

Ausführungsreglement zum Raumplanungs- und Baugesetz
Vom 18.12.1984
SGF 710.11 + ASF 2002_153

Gesetz über die öffentlichen Sachen (GöS*)
Vom 04.02.1972
SGF 750.1

Energiegesetz (EnG*)
Vom 09.06.2000
SGF 770.1 + ASF 2002_120

Energiereglement (EnR)
Vom 05.03.2001
SGF 770.11

Gesetz über die Rechtsform der Freiburgischen Elektrizitätswerke und ihrer Pensionskasse (G-FEW*)
Vom 19.10.2000
SGF 772.1.1

Gesetz über die Elektrizitätsversorgung (EVG)
Vorentwurf vom 05.11.2002

GE

Règlement sur l'organisation de l'intervention dans des situations exceptionnelles (dispositif Osiris) (ROSitEx*)
Du 22.01.2003
Feuille d'Avis officielle 2003, No 11, p. 138

Loi d'application de la Loi fédérale sur l'aménagement du territoire (LA-LAT*)
Du 04.06.1987
RSG L 1 30

Loi sur l'aménagement du territoire et les constructions (LATC*)
(Abrogerait la Loi d'application de la Loi fédérale sur l'aménagement du territoire)
Projet du 05.02.2002
Projet de loi 8695

Loi sur l'énergie (LEn*)
Du 18.09.1986
RSG L 2 30

Règlement d'application de la loi sur l'énergie (R-LEn*)
Du 31.08.1988
RSG L 2 30.01 + Feuille d'Avis officielle 2003, No 12, p. 159

Loi sur l'organisation des Services industriels de Genève (LSIG) (LO-SIGE*)
Du 05.10.1973
RSG L 2 35

+ Projet de loi 8905

GL

Gesetz über die Einführung des Schweizerischen Zivilgesetzbuches im Kanton GL (EG ZGB*)
Vom 07.05.1911
GS III B/1/1

Gesetz über vorsorgliche Massnahmen bei Störungen der wirtschaftlichen Landesversorgung, bei Katastrophen und kriegerischen Ereignissen (Notrechtsgesetz) (NRG*)
Vom 07.05.1972
GS V H/2

Raumplanungs- und Baugesetz (RBG*)
Vom 01.05.1988
GS VII B/1/1

Konzession für die Ausnützung der Wasserkraft des Niedernbaches oberhalb des Alpstegstafels bei Schwanden
Vom 07.03.1928
GS VII B/532/1

Konzession für die Ausnützung der Wasserkraft des Sernf zwischen dem Bahnhof Engi-Vorderdorf und der Wassergerechtigkeit der Textil AG, vormals J. Paravicini in Schwanden
Vom 10.10.1928
GS VII B/532/2

Energiegesetz (EnG*)
Vom 07.05.2000
GS VII E/1/1

Verordnung zum Energiegesetz
Vom 27.06.2001
GS VII E/1/2

GR

Gesetz über die Katastrophenhilfe
Vom 04.06.1989
BR 630.100

Raumplanungsgesetz für den Kanton GR (RPG*)
Vom 20.05.1973
BR 801.100

Wasserrechtsgesetz des Kantons GR (BWRG)
Vom 12.03.1995
BR 810.100

Verordnung zum Wasserrechtsgesetz des Kantons GR (BWRV) (V-WRG*)
Vom 01.12.1994
BR 810.110

Energiegesetz des Kantons GR (BEG) (EnG*)
Vom 07.03.1993
BR 820.200

JU

Ordonnance concernant les tâches des communes en matière d'économie de guerre
Du 06.12.1978
RSJU 531.2

Loi sur les constructions et l'aménagement du territoire (LCAT)
Du 25.06.1987
RSJU 701.1 + Journal officiel 2001, No 19, p. 328 & Journal officiel 2001, No 35, p. 626

Ordonnance sur les constructions et l'aménagement du territoire
Du 03.07.1990
RSJU 701.11

Arrêté fixant les principes directeurs et les objectifs d'aménagemetn du territoire applicables à à la révision du plan directeur cantonal (A-PDOAT*)
Du 22.05.2002
Journal officiel 2002, No 19, p. 316

Loi sur l'énergie (LEn*)
Du 24.11.1988
RSJU 730.1

Ordonnance visant une utilisation économe et rationnelle de l'énergie (Ordonnance sur l'énergie)
Du 24.08.1993
RSJU 730.11

LU

Verordnung über die Organisation und den Vollzug der wirtschaftlichen Landesversorgung (V-LVG*)
Vom 30.04.1984
SRL Nr. 395

Planungs- und Baugesetz (PBG)
Vom 07.03.1989
SRL Nr. 735

Gesetz über den Wasserbau und die Wasserkraft (Wasserbaugesetz) (WBG*)
Vom 30.01.1979
SRL Nr. 760

> ***Änderung***
> *Vom 20.01.2003, untersteht dem fakultativen Referendum bis am 26.03.2003*
> *Amtsblatt 2003 Nr. 4, S. 195*

Wassernutzungs- und Wasserversorgungsgesetz (WNWG*)
Vom 20.01.2003 – Untersteht dem fakultativen Referendum bis am 26.03.2003
Amtsblatt 2003, Nr. 4, S. 177

Energiegesetz (EnG*)
Vom 07.03.1989
SRL Nr. 773

Energieverordnung
Vom 11.12.1990
SRL Nr. 774

NE

Arrêté sur l'approvisionnement économique du pays (AAEP*)
Du 27.11.2002
Feuille Officielle 2002, No 95, p. 1387

Arrêté relatif à la création d'une organisation d'intervention et de conduite en cas de catastrophe et dans les situations extraordinaires (AsitEx*)
Du 30.11.1998
RSN 561.20 + Feuille Officielle 2002, No 95, p. 1388

Loi cantonale sur l'aménagement du territoire (LCAT)
Du 02.10.1991
RSN 701.0

Décret sur la conception directrice cantonale de l'aménagement du territoire (D-CDAT*)
Du 24.06.1986
RSN 701.01

Loi sur les eaux (LEaux*)
Du 24.03.1953
RSN 731.101

Loi sur l'énergie (LCEn) (LEn*)
Du 18.06.2001
RSN 740.1

NW

Einführungsgesetz zur Bundesgesetzgebung über die wirtschaftliche Landesversorgung (Kantonales Landesversorgungsgesetz)
Vom 30.04.1989
NG 431.1

Gesetz über die Raumplanung und das öffentliche Baurecht (Baugesetz) (BauG*)
Vom 24.04.1988
NG 611.1

Gesetz über das Energiewesen (Energiegesetz) (EnG*)
Vom 28.04.1996
NG 641.1

Gesetz über das Kantonale Elektrizitätswerk NW (EWN-G*)
Vom 27.04.1969
NG 642.1

Einheitstarif für Normalkunden (ET-NK*)
Vom 15.06.1994
NG 642.21

Einheitstarif für Landwirtschaftsbetriebe mit Heubelüftungsanlagen (ET-LWB-H*)
Vom 15.06.1994
NG 642.22

Einheitstarif für Grosskunden (ET-GK*)
Vom 15.06.1994
NG 642.23

Pauschaltarif (PT*)
Vom 15.06.1994
NG 642.24

OW

Gesetz über Massnahmen für den Krisen-, Katastrophen- und Kriegsfall (Notstandsgesetz)
Vom 31.10.1976
GDB 540.1

Gesetz über das Elektrizitätswerk OW (EWO-G*)
Vom 29.11.1981
GDB 663.1

Verordnung über das Elektrizitätswerk OW (EWO-V*)
Vom 18.12.1981
GDB 663.11

Energiewirtschafts- und Stromversorgungsgesetz (ESG*)
(Würde u.a. das Gesetz über das Elektrizitätswerk OW vom 29.11.1981 und die Verordnung über das Elektrizitätswerk OW vom 18.12.1981 aufheben)
Vorlage des Regierungsrates vom 04.02.2003
Vorlage 22.03.02

Baugesetz (BauG*)
Vom 12.06.1994
GDB 710.1

Verordnung zum Baugesetz (V-BauG*)
Vom 07.07.1994
GDB 710.11

SG

Einführungsgesetz zur Bundesgesetzgebung über den Zivilschutz
Vom 20.06.1996
sGS 413.1

Gesetz über die Raumplanung und das öffentliche Baurecht (Baugesetz) (BauG*)
Vom 06.06.1972
sGS 731.1

Energiegesetz (EnG*)
Vom 26.05.2000
sGS 741.1

Energieverordnung
Vom 27.03.2001
sGS 741.11

Gesetz über die Gewässernutzung (GNWG*)
Vom 05.12.1960
sGS 751.1

SH

Gesetz über Organisation und Schutzmassnahmen bei ausserordentlichen Ereignissen (Katastrophen- und Nothilfegesetz)
Vom 26.06.1995
SHR 500.100

+ *Vorlage des Regierungsrates 02-107 vom 05.11.2002*

+ *Vorlage des Regierungsrates 03-03 vom 07.01.2003*

Gesetz über die Raumplanung und das öffentliche Baurecht im Kanton SH (BauG*)
Vom 01.12.1997
SHR 700.100

Verordnung zum Baugesetz (V-BauG*)
Vom 15.12.1998
SHR 700.101 + Amtsblatt 2002, Nr. 51, S. 2006

Wasserwirtschaftsgesetz (WWG*)
Vom 18.05.1998
SHR 721.100

Elektrizitätsgesetz (ElektrG*)
Vom 24.01.2000
SHR 731.100

SO

Gesetz über Massnahmen für den Fall von Katastrophen und kriegerischen Ereignissen (Katastrophengesetz) (KatG*)
Vom 05.03.1972
BGS 122.151

Verordnung zum Katastrophengesetz vom 05.03.1972 (V-KatG*)
Vom 13.12.1983
BGS 122.152

Planungs- und Baugesetz (PBG*)
Vom 03.12.1978
BGS 711.1

Verordnung über den Erlass des kantonalen Richtplan (VRicht*)
Vom 03.04.1984
BGS 711.24

Verordnung betreffend Vollzug des Bundesgesetzes über die Nutzbarmachung der Wasserkräfte (V-WRG*)
Vom 21.07.1925
BGS 712.52

Übereinkunft zwischen dem Regierunsrat des Kantons SO und dem Verwaltungsrat der Aare-Tessin Aktiengesellschaft (Atel) in Olten über den Ausbau der Beziehungen zwischen dem Kanton SO und der Atel (Übereinkunft SO-Atel*)
Vom 02./08.11.1960
BGS 712.591.1

Energiegesetz (EnG*)
Vom 03.03.1991
BGS 941.21

Verordnung zum Energiegesetz
Vom 31.03.1992
BGS 941.22

SZ

Planungs- und Baugesetz (PBG*)
Vom 14.05.1987
SRSZ 400.100

Wasserrechtsgesetz (WRG*)
Vom 11.09.1973
SRSZ 451.100

Wasserrechtsverleihung des Bezirkes Schwyz an die zu gründende Aktiengesellschaft Elektrizitätswerk des Bezirks Schwyz
Vom 06.05.1951
SRSZ 452.410.1

Wasserrechtsverleihung des Bezirks Schwyz an das Elektrizitätswerk des Bezirkes Schwyz AG zur Ausnützung der Wasserkräfte der Muota oberhalb Sahli
Vom 04.05.1958
SRSZ 452.510.1

Wasserrechtsverleihung des Bezirkes March an die AG Wäggital
Vom 07.05.1961
SRSZ 452.810.1

Konzession zur Ausnutzung der Wasserkräfte an der Sihl oberhalb der Strassenbrücke bei Schindellegi
Vom 15.05.1983
SRSZ 452.910.1

Verordnung über Massnahmen bei schweren Unglücksunfällen und Katastrophen
Vom 23.04.1971
SRSZ 513.110

TG

Einführungsgesetz zur Bundesgesetzgebung über den Zivilschutz
Vom 08.07.1998
RB 520

Planungs- und Baugesetz (PBG*)
Vom 16.08.1995
RB 700 + Amtsblatt 2001, Nr. 48, S. 2579 & Amtsblatt 2002, Nr. 12, S. 655

Wassernutzungsgesetz (WNG*)
Vom 25.08.1999
RB 721.8

Verordnung zum Wassernutzungsgesetz (V-WNG*)
Vom 07.12.1999
RB 721.81

Energiegesetz (EnG*)
Vom 22.12.1986
RB 731

+ Botschaft 2002/286

Gesetz über das Elektrizitätswerk des Kantons TG (ElekWG*)
Vom 26.04.2000
RB 954.1

TI

Legge di applicazione alla legge federale sull'edilizia di protezione civile e relativa ordinanza
Del 07.11.1988
RL 1.5.4.2

+ Messaggio No 5225 del 20.03.2002 concernente una nuova legge sulla collaborazione tra i comuni

Legge cantonale di applicazione della legge federale sulla pianificazione del territorio (LA-LPT*)
Del 23.05.1990
RL 7.1.1.1

Decreto legislativo concernente l'adozione degli obiettivi pianificatori cantonali del Piano direttore (D-OPPD*)
Del 12.12.1990
RL 7.1.1.1.2

Legge sull'utilizzazione delle acque (LAcque*)
Del 07.10.2002
Bolletino ufficiale 2002, p. 399 - 404

Legge cantonale sull'energia (LEn*)
Dell 08.02.1994
RL 9.1.7.1

Legge istituente l'Azienda elettrica ticinese (L-AET*)
Del 25.06.1958
RL 9.1.7.2

UR

Verordnung über die Organisation und die Aufgaben der wirtschaftlichen Landesversorgung (V-LVG*)
Vom 27.09.2000
RB 3.6301

Baugesetz des Kantons UR (BauG*)
Vom 10.05.1970
RB 40.1111

Gewässernutzungsgesetz (GNG) (GWNG*)
Vom 16.02.1992
RB 40.4101

Gewässernutzungsverordnung (GNV)
Vom 11.11.1992
RB 40.4105

Energiegesetz (EnG)
Vom 18.04.1999
RB 40.7211

VD

Loi sur la défense civile (LDCiv*)
Du 23.02.1983
RSV 3.11

Loi sur l'aménagement du territoire et les constructions (LATC)
Du 04.12.1985
RSV 6.6 LATC + Recueil annuel de la législation vaudoise 1997, p. 585 ss + Recueil annuel de la législation vaudoise 1998, p. 85 ss. + Feuille des avis officiels 2002, No 47, p. 3; Feuille des avis officiels 2002, No 51, p. 3 & Feuille des avis officiels 2002, No 66, p. 3

+ *Exposé des motifs et projet de loi 2002, No 18, p. 119*

Décret portant adoption du plan directeur cantonal (D-PDC*)
Du 20.05.1987
RSV 6.6

Loi sur l'utilisation des lacs et cours d'eau dépendant du domaine public (LULCE*)
Du 05.09.1944
RSV 7.2

Règlement d'application de la Loi du 05.09.1944 sur l'utilisation des lacs et cours d'eau dépendant du domaine public et de la loi du 12.05.1948 réglant l'occupation et l'exploitation des eaux souterraines dépendant du domaine public cantonal (R-LULCE*)
Du 17.07.1953

RSV 7.2 + Feuille des Avis officiels 2002, No 82, p. 3

Décret sur le renouvellement et l'extension des concessions de la Compagnie vaudoise des forces motrices des lacs de Joux et de l'Orbe (D-CVE*)
Du 26.11.1951

RSV 7.10

Règlement sur la commission cantonale de surveillance des entreprises électriques (RCSEE*)
Du 25.01.1955

RSV 7.10

VS

Gesetz über die Gemeindeordnung (GemG*)
Vom 13.11.1980

SGS 175.1 + Amtsblatt 2001, Nr. 52, S. 2798 & Amtsblatt 2002, Nr. 16, S. 802

Beschluss betreffend die Organisation der Kriegswirtschaft auf kantonaler Ebene
Vom 03.01.1964

SGS 531.110

Gesetz zur Ausführung des Bundsgesetzes über die Raumplanung (GA-RPG*)
Vom 23.01.1987

SGS 701.1

Beschluss über die Raumplanungsziele (B-RPZ*)
Vom 02.10.1992

SGS 701.102

Gesetz über die Nutzbarmachung der Wasserkräfte (GNW*)
Vom 28.03.1990

SGS 721.8

Energiespargesetz (EnSG*)
Vom 11.03.1987

SGS 730.1

ZG

Gesetz betreffend Massnahmen für Notlagen (Notorganisationsgesetz)
Vom 22.12.1983

BGS 541.1

Planungs- und Baugesetz (PBG)
Vom 26.11.1998

BGS 721.11

+ Bericht und Antrag des Regierungsrates vom 30.04.2002, Vorlage 1013

Gesetz über die Gewässer (GWG*)
Vom 25.11.1999
BGS 731.1

Energiegesetz (EnG)
Vom 24.02.1994
BGS 740.1

Vollziehungsverordnung zum Energiegesetz
Vom 28.03.1994
BGS 740.11

ZH

Verordnung über die zivile Kriegsorganisation des Kantons
Vom 16.07.1970
LS 172.5

Gesetz über die Raumplanung und das öffentliche Baurecht (Planungs- und Baugesetz) (PBG*)
Vom 07.09.1975
LS 700.1 + OS 57, S. 345 & OS 58, S. 13

+ Entwurf 4008 vom 18.09.2002

+ Entwurf 4013 vom 02.10.2002 (Motion 1998/241: betr. Zuständigkeit der Schutzmassnahmen für Objekte des Natur- und Heimatschutzes)

Energiegesetz (EnG*)
Vom 19.06.1983
LS 730.1 + OS 57, S. 350

Gesetz betreffend die Elektrizitätswerke des Kantons ZH (EKZ-G*)
Vom 19.06.1983
LS 732.1

Gesetz über die Stromversorgung (StromG*)
(Würde das Gesetz betreffend die Elektrizitätswerke des Kantons ZH vom 19.06.1983 aufheben)
Antrag des Regierungsrates vom 23.10.2002
Entwurf 4015

INTERKANTONALES

Vertrag zwischen den Kantonen AG, GL, ZH, TG, SH & ZG betreffend Gründung der Gesellschaft der Nordostschweizerischen Kraftwerke A.G. (NOK-Vertrag*)
Vom 22.04.1914

TG: RB 954.4

Vertrag zwischen den Kantonen SG, AR & AI betreffend die Gründung einer Gesellschaft „St.Gallisch-Appenzellische Kraftwerke AG“ (SAK-Vertrag*)
Vom 28.08.1914

SG: sGS 862.11

Vertrag zwischen dem Kanton BL und dem Kanton BS betreffend Gründung einer Aktiengesellschaft zum Bau und Betrieb einer Wasserkraftanlage bei Birsfelden (Birsfelden-Vertrag*)
Vom 29.08.1950

BL: SGS 493.21